Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-04
Nouvelles lois p. 05-08
Séances publiques nos 148, 149 et 150 p. 08-84
Questions au Gouvernement p. 84-99

2023-2028

n° 62

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-04

Nouvelles lois .... p. 05-08

Séances publiques .... p. 08-84

148e séance du jeudi 18 juin 2026 p. 08-29

149e séance du jeudi 18 juin 2026 p. 30-49

150e séance du mardi 7 juillet 2026 p. 49-84

Questions au Gouvernement .... p. 84-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
03/09/2026

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org
RECYCLED
Paper made from recycled material
FSC™ C223614

À la découverte des premiers travaux parlementaires du Grand-Duché

Les délibérations des États provinciaux : comptes rendus de 1816 à 1830

Suite à un vaste projet de numérisation, il est désormais possible d'accéder aux publications intégrales des débats historiques de la Chambre des Députés ainsi qu'à ceux des États provinciaux et de l'Assemblée des États.

Découvrez les comptes rendus complets des débats du 19e et du 20e siècle qui se sont tenus entre 1816 et 1945. Ils peuvent être consultés en ligne dans la rubrique des comptes rendus des séances publiques.

Vous trouvez ci-dessous l'exemple des États provinciaux, la période la plus ancienne concernée par le projet de numérisation.

Les délibérations d'une institution parlementaire en devenir

À l'issue du Congrès de Vienne en 1815, le Grand-Duché de Luxembourg est lié aux Pays-Bas par union personnelle. Les États provinciaux du Grand-Duché siègent de juin 1816 à juillet 1830. En tant qu'institution politique, l'Assemblée des États provinciaux peut faire part de ses positions au Roi Grand-Duc Guillaume Ier des Pays-Bas. Les États provinciaux ont été constitués sous le Gouverneur Willmar au nom du Roi Grand-Duc.

> « Je jure d'observer la loi fondamentale du Royaume, sans m'en écarter en aucune manière, ni sous quelque prétexte que ce soit, de me conformer au règlement de la province et de faire tout ce qui sera en moi pour accroître sa prospérité. Ainsi Dieu me soit en aide ! »

Un des deux serments prêtés par les membres des États provinciaux, serment prévu par l'article 138 de la loi fondamentale des Pays-Bas.

Quand la révolution belge éclate en 1830, de nombreux Luxembourgeois s'y rallient et Guillaume Ier se voit contraint de dissoudre l'administration provinciale. La capitale et ses environs restent soumis au Roi Grand-Duc qui met en place la Commission du Gouvernement grand-ducal en mars 1831. Le reste du pays est administré par le nouveau Royaume de Belgique. La situation se résout en 1839 avec le Traité de Londres qui délimite les frontières actuelles du Grand-Duché.

La numérisation des comptes rendus de 1816 à 1945

Dans le cadre de ce projet, 109 sessions parlementaires, 196.666 pages et 4.791 séances ont été numérisées et sont ainsi disponibles sur le site de la Chambre.

Les documents parlementaires à partir de 1946

Les documents parlementaires relatifs aux débats publics de 1946 à nos jours peuvent également être consultés moyennant une recherche archives.

Accédez aux documents parlementaires de 1816 à 1830 en scannant le code QR suivant :

Accédez aux documents parlementaires de 1946 à 2026 en scannant le code QR suivant :

Recherche scientifique au Parlement

Imposition individuelle et situations familiales : analyse comparée européenne à l'appui du projet de loi n° 8676

Le contexte luxembourgeois

– La présente note expose les principaux mécanismes par lesquels le droit luxembourgeois prend en compte les charges liées aux enfants et à la situation familiale. Elle examine également leur articulation avec les prestations familiales versées par la Caisse pour l'avenir des enfants.

– Le projet de loi n° 8676, déposé le 6 janvier 2026, **généralise l'imposition individuelle comme régime de droit commun pour les nouveaux couples mariés et partenaires enregistrés. Sans introduire un principe inédit** – l'imposition individuelle sur option existant depuis 2018 (art. 3ter de la Loi sur l'impôt sur le revenu) – **il met progressivement fin au mécanisme d'imposition collective avec splitting de la classe d'impôt 2**, tout en maintenant une **période transitoire de vingt-cinq ans** pour les couples déjà constitués.

– La réforme s'inscrit dans un **contexte marqué par l'évolution des structures familiales**, l'augmentation de l'activité professionnelle du second apporteur de revenu et le développement de l'imposition individuelle dans de nombreux États européens.

– Dans son avis du 5 mai 2026, le Conseil d'État a approuvé le principe de la réforme tout en formulant plusieurs observations relatives à ses modalités de mise en œuvre, auxquelles les amendements gouvernementaux du 9 juin 2026 ont tenté de répondre.

La comparaison européenne

– La note compare les systèmes fiscaux de vingt-trois États européens afin d'identifier les principales options retenues en Europe pour la prise en compte des charges familiales, et d'éclairer les travaux parlementaires. L'analyse comparée met en évidence ces constats :

• **L'imposition individuelle constitue désormais le modèle dominant** (quinze des vingt-trois États l'appliquent strictement) et la tendance à la convergence se confirme (Suisse niveau fédéral en 2032, Belgique en cours de réforme) ;

• **L'imposition individuelle s'accompagne systématiquement de mécanismes correcteurs destinés à tenir compte des charges familiales** : maintien de mécanismes de prise en compte des couples à revenus asymétriques, dispositifs spécifiques pour les familles monoparentales, crédits d'impôt remboursables (ou non) en faveur des enfants, prestations familiales universelles ou ciblées, ou transfert progressif du soutien aux familles vers des instruments de protection sociale ;

• **La tension entre imposition individuelle et évaluation des ressources du foyer** pour les prestations sociales **ne se résorbe pas automatiquement** ;

• **La transition sur vingt-cinq ans, imaginée au Luxembourg**, ne trouve pas d'équivalent en durée dans d'autres États européens (Suisse : six ans ; Belgique : quatre à vingt ans).

Les questions soulevées par la réforme

– L'analyse comparée met en évidence plusieurs questions qui ne sont pas expressément tranchées par le projet de loi n° 8676 ou dont les modalités de mise en œuvre demeurent à préciser :

• **Le traitement des familles monoparentales après la disparition de la classe 1a**. Les systèmes allemand, autrichien, chypriote, français et polonais illustrent différentes approches, reposant notamment sur des abattements spécifiques, des crédits d'impôt majorés ou des mécanismes propres aux parents isolés.

• **L'effectivité de la prise en compte des enfants pour les ménages faiblement imposés**. Le maintien de la modération d'impôt de 922,50 EUR, articulée avec les prestations familiales, soulève la question de **son effectivité pour la catégorie résiduelle d'enfants n'ouvrant pas droit à ce mécanisme, pour laquelle elle demeure un dégrèvement fiscal non remboursable**. Les systèmes comparés mettent en évidence plusieurs options possibles : crédits d'impôt remboursables, mécanismes complémentaires ou prise en charge par les prestations familiales.

• **L'articulation entre fiscalité et protection sociale**. Le projet de loi n° 8676 ne modifie pas les règles applicables aux prestations sociales, notamment le REVIS, dont le calcul demeure fondé sur les ressources de la communauté domestique. Plusieurs États étudiés connaissent une **dissociation comparable entre imposition individuelle et appréciation des ressources du ménage pour l'octroi des prestations sociales**.

• **Le traitement des couples monoactifs après la disparition du splitting**. Le projet de loi n° 8676 ne prévoit pas de mécanisme général de compensation des effets de la disparition de l'imposition collective pour les couples dont un seul membre dispose de revenus professionnels ; **seuls des dispositifs ponctuels apportent une réponse à cette situation.**

• **Le traitement des frontaliers**. Les amendements gouvernementaux du 9 juin 2026 ont clarifié les modalités de demande d'assimilation et le traitement des changements de résidence successifs. Le seuil de 90 % retenu par le Luxembourg pour l'assimilation des non-résidents apparaît plus élevé que celui en vigueur dans d'autres États européens.

Ces questions ne portent pas sur le principe de la réforme, **mais sur les modalités de sa mise en œuvre et son articulation avec les autres composantes du droit fiscal et du droit social**.

Dr Julie Kaprelian « Imposition individuelle et situations familiales : analyse comparée européenne à l'appui du projet de loi n° 8676 », *Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 29 juillet 2026.*

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :

À la découverte des portraits des Grands-Ducs et Grandes-Duchesses de Luxembourg

© Maison du Grand-Duc

À l'occasion des Journées européennes du patrimoine, la Chambre des Députés et le Palais grand-ducal ouvrent leurs portes au public le samedi 17 octobre 2026 de 10.00 heures à 17.00 heures.

Pour la première fois, cette ouverture simultanée offre aux citoyens une immersion unique au cœur des institutions et de l'histoire du pays, tout en mettant en lumière la collection des portraits des Grands-Ducs et des Grandes-Duchesses de Luxembourg.

Informations

Réforme des activités privées de gardiennage et de surveillance

8031 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance, afin d'adapter le cadre légal existant aux évolutions du secteur et aux difficultés constatées dans la pratique. Il vise à renforcer la sécurité juridique des entreprises de gardiennage, de leurs agents, de leurs cocontractants et des personnes concernées par les missions de surveillance, tout en rappelant que les activités privées de gardiennage ne peuvent en aucun cas se substituer aux missions de sécurité publique. La réforme s'inscrit dans un contexte où les entreprises de gardiennage sont de plus en plus sollicitées pour intervenir dans des situations variées, notamment lors d'événements accueillant du public, dans des lieux privés ouverts à certaines catégories de personnes, ou encore dans le cadre de missions de surveillance de biens mobiliers et immobiliers.

À cette fin, le projet de loi vise notamment à :

– prévoir une délimitation plus précise entre les missions relevant de la sécurité privée et celles relevant exclusivement de la Police grand-ducale ou des autorités publiques compétentes ;

– préciser les modalités selon lesquelles les agents peuvent procéder à certains contrôles ;

– clarifier la mission de surveillance de biens mobiliers et immobiliers, ainsi que la sécurité des personnes se trouvant dans ces immeubles ;

– reconnaître une faculté limitée des agents de retenir une personne ayant commis un crime ou un délit flagrant, lorsque les faits concernent des personnes ou des biens relevant de leur mission. Cette rétention ne peut intervenir que dans l'attente de l'arrivée de la Police, qui doit être immédiatement avertie ;

– permettre le recours aux chiens, tout en prévenant les abus et les risques pour les personnes en ce que des conditions de formation doivent être remplies et que le recours aux chiens considérés comme dangereux en vertu de la législation applicable est interdit ;

– assurer une meilleure stabilité des relations de travail et une meilleure qualité des prestations en excluant certaines formes contractuelles considérées comme inadaptées aux missions sensibles exercées par les agents ;

– clarifier la question de la sous-traitance des missions de gardiennage.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 20/06/2022
Rapporteur : M. Charles Weiler

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

09/01/2025	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'Etat Présentation d'une série d'amendements parlementaires
16/01/2025	Continuation des travaux Adoption d'une série d'amendements parlementaires
22/05/2025	Échange de vues avec les membres du Conseil d'État
25/09/2025	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
07/05/2026	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
02/07/2026	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07/07/2026
Loi du 17 juillet 2026
Mémorial A : 2026, n° 417, page 1

Encadrement des produits phytopharmaceutiques

8177 – Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques

Le projet de loi n° 8177 vise à modifier la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques afin d'adapter la législation luxembourgeoise aux exigences du Règlement (UE) 2017/625 concernant les contrôles officiels. Il constitue le troisième volet du dispositif national de transposition de ce règlement européen, après les textes relatifs aux denrées alimentaires et aux aliments pour animaux.

L'objectif principal du projet est de renforcer la protection de la santé humaine, animale et végétale ainsi que de l'environnement, en instaurant un cadre modernisé et harmonisé pour la fabrication, la mise sur le marché, l'importation, l'exportation et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. Il met l'accent sur une approche fondée sur l'analyse des risques et sur l'efficacité des contrôles officiels.

Le texte désigne le ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions comme autorité compétente et confie l'exécution des contrôles officiels à l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) qui intervient à tous les stades de la chaîne de production et de commercialisation.

Afin de garantir le respect des règles applicables, le texte instaure un régime complet de mesures administratives et de sanctions. Le ministre pourra notamment prononcer des avertissements, suspendre ou retirer des autorisations, ordonner le rappel ou la destruction de produits, voire interdire certaines activités. Des amendes administratives pouvant atteindre 10.000 euros sont prévues, tandis que les sanctions pénales sont renforcées et peuvent aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 250.000 euros d'amende. La notion de fraude est également expressément introduite dans le dispositif.

Les amendements gouvernementaux déposés en octobre 2025 ont permis de préciser plusieurs aspects du projet, notamment la désignation de l'autorité compétente, l'encadrement des pouvoirs de contrôle, le régime des taxes et les voies de recours. Ils introduisent également un cadre harmonisé pour les amendes administratives afin de simplifier les procédures et de renforcer l'efficacité des contrôles.

Les amendements parlementaires adoptés en février 2026 visent quant à eux à améliorer la cohérence et la sécurité juridique du texte sans en modifier l'économie générale.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 17/03/2023
Rapportrice : Mme Octavie Modert

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
(Président : M. Jeff Boonen) :

09/10/2025	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux
26/02/2026	Examen des avis du Conseil d'État Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
11/06/2026	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/06/2026

Dispositions concernant le journalisme et l'accès à l'information

8421 – Projet de loi sur la promotion du journalisme professionnel et du débat démocratique et portant modification :
1° de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias ;
2° de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ;
3° de la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel

Le présent projet de loi vise à apporter plusieurs modifications à des dispositifs existants et comprend à cet effet les chapitres suivants :

– Chapitre Ier – Modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias ;

– Chapitre II – Modification de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ;

– Chapitre III – Modification de la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel.

Le chapitre Ier vise à modifier la loi du 8 juin 2004 afin de préciser la définition du « journaliste professionnel » en vue de simplifier les procédures relatives à l'octroi de la carte de presse et clarifie le statut des gérants-journalistes. Par ailleurs, il est procédé à un toilettage de texte par souci de cohérence terminologique et à une simplification administrative en reléguant certaines attributions du Gouvernement directement au ministre ayant les Médias dans ses attributions.

En ce qui concerne le chapitre II, la loi précitée du 14 septembre 2018 est revue afin de compléter l'énumération des organismes visés et afin d'y inclure la mention expresse que le régime de droit commun y instauré s'applique aux journalistes professionnels. La définition de ce que constitue un « document » au sens de la loi à modifier est également étendue afin de viser « toutes informations enregistrées sous quelque forme que ce soit, rédigées ou reçues et détenues par les organismes visés » au lieu de se limiter à des documents au sens strict.

En outre et en vue de rendre le dispositif luxembourgeois conforme aux obligations qui découlent de la Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics, faite à Tromsø le 18 juin 2009, certaines adaptions sont effectuées notamment en matière de caviardage.

Finalement, l'articulation du mécanisme d'accès aux documents avec le cadre réglementaire propre de la Chambre des Députés est précisée et la saisine du juge administratif facilitée.

En dernier lieu, le chapitre III vise à revoir pour la première fois depuis son entrée en vigueur en 2021 le régime d'aides en faveur du journalisme professionnel. Il est notamment prévu de préciser les conditions d'octroi et de maintien des aides ainsi que d'introduire une nouvelle aide de minimis permettant à l'État de débourser des aides ad hoc « [l]orsqu'un éditeur réalise un projet ayant une valeur ajoutée pour le pluralisme des médias du pays ».

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité, le 24/07/2024
Rapportrice : Mme Françoise Kemp

Travaux de la Commission des Médias et des Communications
(Présidente : Mme Françoise Kemp) :

15/10/2024	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Proposition d'une série d'amendements parlementaires par la sensibilité politique déi gréng
05/11/2024	Proposition d'une série d'amendements parlementaires par le groupe politique LSAP
25/11/2025	Désignation d'un nouveau rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État Examen des amendements parlementaires proposés Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12/05/2026	Désignation d'un nouveau rapporteur Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
02/07/2026	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

---

Vote en séance publique : 07/07/2026
Loi du 24 juillet 2026
Mémorial A : 2026, n° 385, page 1

Nouveau cadre légal pour le FNR

8580 – Projet de loi ayant pour objet l'organisation du Fonds national de la recherche dans le secteur public et portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Le projet de loi instaure un nouveau cadre légal pour le Fonds national de la recherche dans le secteur public (ci-après « FNR ») qui remplace la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public. Cette nouvelle loi organique a pour vocation de moderniser le FNR afin de refléter l'évolution de l'écosystème scientifique et les nouveaux enjeux du Luxembourg.

Le projet de loi prévoit notamment d'élargir le rôle du FNR au-delà de celui d'une agence de financement en lui attribuant un plus grand rôle de promotion et de la valorisation de la recherche.

La gouvernance est également revue. Le conseil d'administration comptera huit membres externes nommés par le Gouvernement pour cinq ans, auxquels s'ajoute le président de la délégation du personnel avec voix délibérative, renforçant ainsi la représentation des salariés et harmonisant la composition avec celles de l'Université et des centres de recherche publics. Le secrétaire général sera épaulé par un secrétaire général adjoint et un directeur administratif et financier pour mieux répondre aux exigences accrues et, le cas échéant, assurer la continuité des affaires. Le Conseil scientifique est supprimé. Comme au moins quatre des huit membres du conseil d'administration nommés par le Gouvernement seront des chercheurs, l'expertise scientifique se trouve intégrée au conseil d'administration. De surcroît, ce dernier pourra aussi solliciter des avis externes. Un comité de liaison est créé pour renforcer la coordination stratégique et opérationnelle entre le FNR, l'Université, les centres de recherche et d'autres acteurs, via un échange régulier.

Le champ des bénéficiaires s'élargit : au-delà de l'Université, des centres de recherche, de certains organismes publics, des associations, des fondations et des sociétés d'impact sociétal, le FNR pourra désormais également soutenir des groupements d'intérêt économique dont la recherche constitue une des missions statutaires. Comme pour les associations sans but lucratif, les fondations et les sociétés d'impact sociétal, un agrément ministériel sera requis pour ces groupements d'intérêt économique.

En ce qui concerne les aides à la formation doctorale, qui succèdent aux aides à la formation-recherche introduites en 2008, le dispositif est revu en profondeur. Désormais, ces aides deviendront l'instrument principal de soutien aux doctorants, en particulier ceux inscrits à l'étranger ou intégrés dans des entreprises privées agréées au Luxembourg. Les études de troisième cycle ne seront plus couvertes par le régime général d'aides financières de l'État pour études supérieures, ce qui renforce le rôle du FNR dans l'accompagnement des chercheurs en formation.

Enfin, le projet de loi introduit, dans un souci d'harmonisation avec la législation encadrant l'Université et les centres de recherche publics, des mécanismes d'assurance qualité. Une évaluation interne, portant notamment sur le personnel, sera organisée au moins tous les deux ans sous la responsabilité du conseil d'administration. Une évaluation externe, organisée et financée par le ministère de tutelle et confiée à des experts indépendants ou agences spécialisées, aura lieu également tous les deux ans et portera sur des aspects ciblés des programmes, des services ou de l'organisation interne, afin de mesurer concrètement la mise en œuvre des recommandations antérieures. Ces évaluations visent à renforcer la transparence, l'efficacité et la crédibilité du FNR en tant qu'acteur clé du développement scientifique national.

Dépôt par Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 11/07/2025
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation
(Président : M. Gérard Schockmel) :

07/10/2025	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
03/02/2026	Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24/03/2026	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
09/06/2026	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

---

Vote en séance publique : 18/06/2026
Loi du 6 juillet 2026
Mémorial A : 2026, n° 383, page 1

Procédure électorale pour la Chambre des Métiers

8608 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers

La modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers consiste dans le transfert de l'ensemble des dispositions qui figurent actuellement dans le règlement grand-ducal modifié du 30 septembre 2011 portant organisation de la procédure électorale pour la Chambre des Métiers.

Cette modification vise à conformer la loi précitée à la Constitution révisée de 2023. Selon l'article 10, paragraphe 1er, de la Constitution, les modalités d'exercice du droit de vote actif et passif lors des élections aux chambres professionnelles, en tant que droits de nature politique, relèvent d'une matière réservée à la loi. Par conséquent, les dispositions concernant la procédure électorale pour la Chambre des Métiers sont transférées du niveau réglementaire au corps même de la loi organisant la Chambre des Métiers.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 30/07/2025

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

12/03/2026	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
23/04/2026	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07/05/2026	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/06/2026

Loi du 6 juillet 2026

Mémorial A : 2026, n° 327, page 1

Régime d'aide financière de l'État pour études supérieures

8636 – Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Le projet de loi vise à moderniser le régime d'aide financière de l'État pour études supérieures afin de garantir une répartition plus équitable, plus flexible et mieux adaptée aux réalités sociales, économiques et académiques actuelles des étudiants. Il s'inscrit dans la continuité de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures et dans le prolongement de la loi du 21 juillet 2023 relative à l'enseignement supérieur, afin d'assurer la cohérence entre l'organisation de l'enseignement supérieur et le régime d'aide financière qui l'accompagne. Le projet de loi vise ainsi à rendre un système plus lisible, équitable et efficace, tout en tenant compte de l'évolution des parcours étudiants, de la diversité croissante des profils et de la digitalisation des procédures administratives.

Le dispositif maintient une structure modulaire fondée sur les différentes composantes de l'aide, à savoir la bourse de base (une condition obligatoire préalable pour toutes les autres bourses), la bourse de mobilité, la bourse sur critères sociaux, la bourse familiale ainsi que le prêt étudiant.

Parmi les principales modifications introduites, la bourse de mobilité est revalorisée de 3.132 euros à 3.290 euros (n.i. 968,04) (soit 3.372 euros n.i. 992,24) par an, afin de mieux refléter les coûts liés aux études à l'étranger, notamment le logement et la vie courante. Son octroi est dorénavant conditionné à la location d'un logement à l'étranger pendant au moins deux mois par semestre, garantissant un lien effectif avec la mobilité physique nécessaire pour suivre les études sur place.

Le mécanisme d'indexation est également révisé : les montants des différentes aides seront adaptés semestriellement, dès qu'une variation de 2,5 % de la cote d'application de l'échelle mobile des salaires est constatée, assurant ainsi une réactivité accrue face à l'évolution du coût de la vie.

Le projet de loi prévoit en outre une réduction du taux d'intérêt applicable aux prêts étudiants, qui passe de 2 % à 1,8 %, ainsi qu'une diminution de la marge de bénéfice attribuée aux banques ; cette marge passant de 0,5 % à 0,2 % du taux Euribor. Ces mesures, rendues possibles par la digitalisation complète du processus de prêt, permettent de réduire la charge financière supportée par les étudiants tout en simplifiant la gestion administrative des dossiers. L'économie annuelle pour les étudiants et l'État est estimée à environ 1,5 million d'euros.

L'un des apports importants de la réforme concerne l'élargissement du champ des frais pouvant être pris en compte pour une majoration de l'aide financière. Outre les frais d'inscription, sont désormais inclus les frais de demande d'équivalence de diplômes, de tests de langue, de candidatures, de traduction et de conversion de notes, dans la limite de 3.800 euros par année académique.

Le projet de loi introduit également un statut spécifique pour les études à temps partiel, permettant aux étudiants inscrits sous ce régime de bénéficier des mêmes volets d'aide, proportionnellement réduits de moitié, avec une durée d'attribution doublée. Cette mesure répond aux besoins croissants des personnes exerçant une activité professionnelle ou ayant des obligations familiales tout en poursuivant des études d'enseignement supérieur.

Le projet de loi renforce également la prise en compte des situations graves et exceptionnelles. La majoration correspondante est détaillée et couvre non seulement les frais liés aux situations d'handicaps reconnues, mais aussi les situations de précarité sociale ou financière avérée en lien avec la poursuite des études. Elle est désormais soumise au même mécanisme d'indexation automatique que les autres aides, assurant son ajustement régulier au coût de la vie.

Enfin, le projet de loi introduit une prime de réussite de 250 euros, versée aux étudiants ayant achevé avec succès un programme d'études pour lequel ils ont bénéficié de l'aide financière. Cette mesure vise à valoriser la persévérance et la réussite académique, tout en permettant un meilleur suivi statistique de l'efficacité du dispositif.

Dépôt par Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 10/10/2025

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

(Président : M. Gérard Schockmel) :

21/10/2025	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
23/04/2026	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
09/06/2026	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/06/2026

Loi du 6 juillet 2026

Mémorial A : 2026, n° 350, page 1

Profession de vétérinaire

8649 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;
2° de la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur

Le projet de loi sous rubrique poursuit deux objectifs.

Premièrement, il transpose en droit luxembourgeois la directive déléguée (UE) 2025/1223 de la Commission du 10 avril 2025 modifiant la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences minimales de formation pour la profession de vétérinaire. Ces adaptations tiennent compte des évolutions scientifiques, techniques et sociétales, notamment en matière de santé animale, de santé publique, de compétences transdisciplinaires, de technologies numériques et du concept « Une seule santé ». Le projet de loi reprend fidèlement les nouvelles exigences européennes, sans ajouter d'éléments supplémentaires. Le Luxembourg ne disposant pas de formation vétérinaire, ces modifications n'auront qu'un impact limité.

Deuxièmement, le projet de loi vise à renforcer la clarté et la sécurité juridique concernant la notion d'« enseignement supérieur » dans deux lois existantes : la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications

professionnelles et la loi du 21 juillet 2023 portant organisation de l'enseignement supérieur. Il est précisé que la notion vise uniquement les formations menant à un grade ou un titre académique.

À noter que la définition d'un cadre légal séparé pour la formation professionnelle supérieure est prévue par le programme gouvernemental 2023-2028.

Dépôt par Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 29/10/2025
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation
(Président : M. Gérard Schockmel) :

24/02/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire

05/05/2026 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/06/2026
Loi du 6 juillet 2026
Mémorial A : 2026, n° 333, page 1

Modernisation et simplification des procédures de faillite

8735 – Projet de loi portant modification :
1° du Code de commerce ;
2° de la loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1023 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative aux cadres de restructuration préventive, à la remise de dettes et aux déchéances, et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures en matière de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes, et modifiant la directive (UE) 2017/1132 (directive sur la restructuration et l'insolvabilité)

La directive (UE) 2019/1023 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative aux cadres de restructuration préventive, à la remise de dettes et aux déchéances, et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures en matière de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes, et modifiant la directive (UE) 2017/1132 (directive sur la restructuration et l'insolvabilité) a été transposée par la loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite, à l'exception de l'article 28 qui prévoit un délai de transposition plus long.

L'article 28 quant à lui a été partiellement transposé (article 28, lettres a) à c)) par le règlement grand-ducal du 4 juillet 2025 réglant la communication électronique de documents et notifications lors de procédures de faillite et de réorganisation. Le présent projet de loi propose de mener à bien la transposition de l'article 28 de la directive (UE) 2019/1023, en procédant à l'incorporation de la lettre d) dans la législation nationale.

L'objectif de l'article susmentionné est de simplifier les démarches administratives en matière d'insolvabilité, en prévoyant la communication électronique des recours et contestations.

Ce projet de loi consacre dès lors de manière expresse la possibilité d'enrôler les assignations et les actes d'appel en matière de faillite et de réorganisation judiciaire et de procéder au dépôt des requêtes dans ces matières par voie électronique.

Ce projet aura ainsi pour finalité la modernisation des procédures de faillite, en facilitant une meilleure participation des acteurs impliqués et en améliorant l'efficacité des procédures.

Dépôt par Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 22/04/2026
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

04/06/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

25/06/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07/07/2026
Loi du 17 juillet 2026
Mémorial A : 2026, n° 386, page 1

148e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 09
M. Claude Wiseler, Président

2. **Question élargie n° 95 de Mme Joëlle Welfring au sujet du projet européen dit « Food and Feed Safety Omnibus »** p. 09
Mme Joëlle Welfring | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Mme Joëlle Welfring | Mme la Ministre Martine Hansen

3. **Ordre du jour** p. 10
M. Claude Wiseler, Président

4. **8177 – Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques** p. 10
Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture : Mme Octavie Modert
Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. Gusty Graas | Mme Claire Delcourt | M. Michel Lemaire | Mme Joëlle Welfring
Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8177 et dispense du second vote constitutionnel

5. **Dépôt d'une motion par Mme Diane Adehm** p. 13
Exposé : Mme Diane Adehm

6. **Ordre du jour (suite)** p. 14
M. Claude Wiseler, Président

7. **Motion de Mme Alexandra Schoos relative à l'adaptation du « Crédit d'impôt pour pensionnés »** p. 14
Discussion générale : Mme Diane Adehm | Mme Taina Bofferding | M. André Bauler | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. Marc Baum | Mme Alexandra Schoos
Vote sur le renvoi de la motion en commission (rejeté)
Vote sur la motion (rejetée)

8. **Question élargie n° 85 de M. Laurent Mosar au sujet de la position du Gouvernement sur la loi européenne sur l'accélérateur industriel** p. 15
M. Laurent Mosar | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Laurent Mosar

9. Question élargie n° 89 de M. Laurent Mosar au sujet de la souveraineté numérique p. 17

M. Laurent Mosar (intervention de M. Laurent Zeimet) | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Lex Delles

10. Question élargie n° 92 de Mme Joëlle Welfring au sujet du projet de centre de données de Google à Bissen p. 19

Mme Joëlle Welfring | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Joëlle Welfring | M. le Ministre Lex Delles

11. 8608 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers p. 20

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. Guy Arendt

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8608 et dispense du second vote constitutionnel

12. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la situation des personnes exerçant une activité indépendante p. 21

Exposé : Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1)

Débat : Mme Stéphanie Weydert (interventions de M. Georges Engel et M. Marc Baum) | Mme Carole Hartmann | M. Ben Streff (interventions de Mme Carole Hartmann) | Mme Stéphanie Weydert (parole pour fait personnel) | Mme Alexandra Schoos | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prises de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez | M. Marc Spautz, Ministre du Travail

Motion 1 : Mme Stéphanie Weydert | Mme Carole Hartmann | M. Sven Clement | M. Marc Baum | M. Ben Streff | Mme Alexandra Schoos | Mme Sam Tanson

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Question élargie n° 95 de Mme Joëlle Welfring au sujet du projet européen dit « Food and Feed Safety Omnibus »

Als éischte Punkt op eisem Ordre du jour vun de Moie steet d'erweidert Fro Nummer 95 vun der Madamm Joëlle Welfring iwwert den europäesche Projet Food and Feed Safety Omnibus. D'Auteure huet 5 Minutten Zäit fir hir Haaptfro a fir hir Zousazfro an d'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. An d'Madamm Welfring huet elo d'Wuert. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, ech wëll haut eng europäesch Reform thematiséieren, déi d'Spillreegelen am Beräich vun de Pestizide vu Grond op verännere kéint: de sougenannten „Omnibus X", de Pak iwwert d'Liewensmëttel- an d'Fuddermëttelsécherheet, deen d'Kommissioun Enn lescht Joer virgeluecht huet. Dee gëtt als Moossnam zur Vereinfachung an dem Ofbau vum Pabeierkrom duergestallt.

Mee hannert dësem immens techneschen Dossier verstoppt sech eng konkreet Fro: Wéi laang dierfe potenziell gesondheets- oder ëmweltschiedlech Substanzen um europäesche Marché bleiwen, ouni dass se op hir Risike musse bewäert ginn? A gëtt ënnert dem Deckmantel vun der Vereinfachung de Schutz vun der Gesondheet an der Ëmwelt eventuell geschwächt?

Am Moment musse Pestiziden all 10 oder 15 Joer nei op hir Risike gepréift ginn, dat no den neiste wëssenschaftlechen Erkenntnisser. Dëse Mechanismus ass sécher net perfekt. Ech mengen, mir sinn eis all eens, dass onnéideg laang Prozedure mussen evitéiert ginn, a besonnesch wa se schold dru sinn, dass besser Alternativen net séier genuch op de Marché kommen.

Mee de Prinzipp vun de reegelméissege Bewäertungen ass wichteg, well sech wëssenschaftlech Erkenntnisser konstant weiderentwéckelen. Risiken, déi um Ufank vun den Zouloossungen nach net bekannt oder erfuerscht waren, kënne sech am Laf vun der Zäit awer weisen, Risike fir d'Leit, déi mat de Substanzen a Kontakt kommen, Risike fir Grondwaasser, fir Bestäuber an esou weider. Ech mengen, d'TFA, d'Trifluoressegsaier, ass esou e Beispill, dat mer hei am Raum schonn e puermol diskutéiert hunn, an dat war och e Risiko, deen net bekannt war virun deenen zeg Joren, ier et op de Maart komm ass.

Mee d'Kommissioun hat mat hirem Text proposéiert, de Prinzipp vun der reegelméisseger wëssenschaftlecher Evaluatioun ze briechen. Si wollt am Ufank onlimitéiert Zouloossungen erlaben. Dëst, wéi och aner Dispositiounen, huet zu massiver Kritick gefouert vu Konsumenten, awer och vun Ëmweltschutzverbänn. D'Verhandlungen am Conseil sinn entre-temps weidergaang, d'Iddi vun de generaliséierten illimitéierten Zouloossunge gouf an de leschten Texter fale gelooss an op sougenannte „Low-Risk-Substanze" limitéiert, mee den Text bleift trotzdeem problematesch. An dofir hunn ech Froen an dräi Etappe formuléiert.

Déi éischt geet ëm d'Gëltegkeetsdauer vun den Zouloossungen. Am leschte Kompromësstext gouf proposéiert, dass d'Autorisatioune bis zu 25 Joer kéinte gëllen, wa si fir eng Substanz erneiert ginn. 25 Joer, dat ass natierlech manner laang wéi onlimitéiert Autorisatiounen, an awer ass et eng laang Zäit, och fir Baueren, déi dëse Substanzen iwwer laang Joren an hirem Alldag ausgesat sinn an doduerch schwéiere gesondheetleche Risiken ausgesat ginn. Ech mengen, d'Stéchwuert Parkinson-Krankheet, déi a Frankräich jo scho säit iwwer engem Joerzéngt als Beruffskrankheet vu Baueren unerkannt ass, d'Verbindung mat Pestiziden, dat ass just ee Beispill.

An nach eppes: Mat dësem neien Text solle schonn zougeloossen, mee duerchaus ëmstridde Substanzen, wéi Glyphosat oder Acetamiprid, automatesch op zéng Joer verlängert ginn – zousätzlech zéng Joer, zousätzlech zu der normaler Lafdauer, déi nach do ass –, an dat ouni nei Bewäertung.

Madamm Ministesch, an Ärer Äntwert op eng viregt parlamentaresch Fro hutt Dir erkläert, Dir géift den illimitéierten Autorisatioune kritesch géigeniwwerstoen. Wéi stitt Dir zu den Autorisatiounsdaueren, déi elo um Dësch louchen? A wat ass Är rout Linn zu der maximal akzeptabeler Geneemegungsdauer?

Dann déi zweet Fro. Et stelle sech Froen zum Rôle vun der Wëssenschaft. De virgeschloenen Text schränkt d'Méiglechkeet vun de Staaten an, déi neiste Studie bei nationalen Zouloossungsentscheedungen ze berécksichtegen. Et gouf zum Beispill am Text just op d'Bewäertungen an europäesche Prozedure verwisen, déi do sollten abezu ginn, an net eventuell nei wëssenschaftlech Publikatiounen. Wéi ass d'Lëtzebuerger Positioun zu dëser Bestëmmung? Mengt Dir net och, dass Autorisatioune sech op déi neiste wëssenschaftlechen Erkenntnisser musse kënne stäipen, am Sënn vum Allgemengwuel?

Drëttens stellt sech och d'Fro zu den Iwwergangsfristen. Wéi laang dierfe verbuede Substanzen, déi also erwisenerweis e seriöe Problem duerstellen, trotzdeem nach genotzt ginn, nodeems hir Autorisatioun eeben net verlängert gouf? Laut de leschten Texter dierfe se nach dräi Joer laang benotzt ginn. Dat ass eng Verdueblung vun där Frist, an dat, obwuel se als geféierlech fir d'Gesondheet oder fir d'Ëmwelt agestuuft goufen. Wat ass Är Positioun dozou? A fir wat hutt Dir Iech op dësem Punkt am Conseil agesat?

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Villmools merci, Här President. An och merci der Madamm Welfring fir dës Froen. Dir hutt et gesot, am Kontext vun de Rapporte vu Letta an Draghi huet den Europäesche Conseil gefuerdert, d'Reegelen ze vereinfachen an administrativ Belaaschtungen ze reduzéieren, fir eeben d'Kompetitivitéit an der EU ze stäerken. Do sinn eng Rëtsch vun Omnibusse publizéiert ginn. An de 16. Dezember ass dunn och den Omnibus zu de Liewensmëttelen a Fuddermëttele publizéiert ginn, deen eeben u sech zéng Reglementer soll vereinfachen.

Déi fir mech wichtegst Moossnam sinn déi méi streng Importreegele fir Pestizidréckstänn, fir eis Konsumenten ze schützen a fair Konkurrenzbedingungen ze garantéiere fir eis Baueren. Mir haten dat am Conseil gefrot, mir haten en A op dee Punkt am Conseil, fir ze soen: Wann d'Planzeschutzmëttel an der EU net méi erlaabt sinn, well se schiedlech sinn, dann däerfe mer och net akzeptéieren, datt nach Réckstänn vun deene Planzeschutzmëttelen an Importer vu Produkter dra sinn! Genau déi Moossnam ass och an dësem Package dran.

Ben, Dir sidd elo op déi aner Moossnamen agaang, dat sinn déi Verlängerungsprozedure fir u sech dräi Kategorien. D'Pestiziden, do sidd Der drop agaangen, et sinn awer och d'Bioziden. D'Biozide leien am Verantwortungsberäich vum Ëmweltministère.

De Package sollt u sech d'Ofhängegkeet vun de Bauere vun aktive cheemesche Substanze reduzéieren an d'Disponibilitéit vun deenen nohaltege Planzeschutzmëttelen – Dir hutt et och gesot: besser Alternativen, wéi Biokontrollsubstanzen – erhéijen. An ech war jo och an der Kommissioun. Ech komme jo allkéiers, no all Conseil, an d'Kommissioun. A mir haten heiriwwer schonn um informelle Conseil an Dänemark geschwat, datt do d'Ministere gesot hunn, datt mer riskéieren, an Europa wierklech vun deene manner schiedlechen, deene méi nohaltege Produkter net kënnen ze profitéieren, well eis Prozeduren ze laang sinn. Dofir war deen hei Virschlag och gemaach ginn.

Ben, d'Kommissioun huet awer leider och am Virschlag gesot, an dem éischten Text, datt eeben déi aktiv Substanze vu verschiddene vun de Pestiziden am Schnellverfare kéinten erlaabt an och onbegrenzt an der Zäit zougelooss ginn. An am initiale Virschlag war och, datt d'Candidats à substitution, déi u sech déi geféierlechst Substanze si fir Mënsch an Ëmwelt, och kéinten onbegrenzt zougelooss ginn. An och dat hat ech gesot, wéi ech an d'Kommissioun komm war, datt mer dat ganz kritesch gesinn hunn, datt mer déi onbegrenzten Zouloossung op kee Fall fir déi trotzdeem ganz risikohaft Substanze wéilten zouloossen.

Sou, dann awer och eppes, wat virgesinn ass, an dat ass u sech och bëssen eng Äntwert op Är Fro, dat ass, datt zu all Moment – an dat stoung schonn am éischten Text – eng Substanz ëmmer erëm kann ënnert d'Lupp geholl ginn. Dat heescht, an dem Artikel 18a vun der Propos ass en „targeted reassessment of active substances" virgesinn, an do kann een eeben eng nei Bewäertung vun der EFSA (ndlr: European Food Safety Authority) ufroen, op Basis vum aktuelle wëssenschaftleche Wëssen an den Iwwerwaachungsdaten, zum Beispill och op Nofro vun de verschiddene Memberstaaten.

Deen éischten Text hu mer also kritesch gesinn, obschonns mer wierklech onbedéngt wollten déi Importtoleranzen drakréien, mee mir hunn et kritesch gesinn, an dat hu mer och do gesot, well eeben déi onbegrenzten Zouloossung do war, an ënner anerem och fir déi Candidats à substitution.

Sou, am Conseil si mer dunn an déi Richtung gaang, ze soen: Déi onbegrenzten Zouloossung loosse mer falen, ausser fir 83 Substanzen, dat sinn déi Low-Risk-Substanzen, also aktiv Substanze mat engem niddrege Risiko. An dat sinn haaptsächlech Bakteerien, Viren, Backpulver. An Dir frot jo ëmmer meng Positioun, dat heescht, domadder kënne mer averstane sinn, mat deene Low-Risk-Substanzen, do déi onlimitéiert Zouloossung zouzeloossen.

Déi aner Pestizide mussen elo ëmmer erëm reegelméisseg reevaluéiert ginn. Dat heescht, all dat anert, wat net als Low-Risk agestuuft ass, muss reevaluéiert ginn, just eebe fir eng méi laang Zäit, dat heescht elo all 15 Joer. An heizou gehéiert, Dir hutt et gesot, de Glyphosat, mee heizou gehéiert och de Koffer, deen och an der Biolandwirtschaft agesat gëtt, well déi eeben net als Low-Risk agestuuft sinn.

Et gehéiert awer och derbäi déi – wéi nennen ech se, déi ech wollt u sech vereinfachen? –, jo, Biokontrollsubstanzen, well déi och net als Low-Risk agestuuft ginn. An elo am Conseil vum 12. Juni, oder am COREPER, sollt u sech en Accord fonnt ginn. Do ass awer keen Accord fonnt ginn, awer dat aus ënnerschiddleche Point-de-vuen.

Als Lëtzebuerg hätte mir et kënnen ënnerstëtzen, well eeben dee Punkt, dee mer gären hätten, datt d'Planzeschutzmëttel, déi bei eis verbuede sinn, och net däerfen op Produkter an d'EU erakommen, well se an anere Länner erlaabt sinn ... Mir hätte kënne mat där Tëscheléisung liewen: eebe Low-Risk ok, esou laang Zouloossung, an déi aner eebe mat 15 Joer Zouloossung. Mee, wéi gesot, do ass keng Majoritéit komm, mee aus ganz ënnerschiddleche Grënn.

Däitschland, Litauen, Estland, Rumänien, Slowenien, Éisträich, déi sinn dergéint, awer net wéinst der Zouloossung vun de Planzeschutzmëttel, mee déi sinn dergéint, well déi déi Importtoleranzen net wëllen. Déi wëlle ganz einfach e komplett fräien Handel. Si fäerten, datt mer do Handelsaschränkunge kriten. Italien a Spuenie sinn dergéint, well si soen: „Dat hei bréngt absolutt keng Vereinfachung!" Si hätte gäre fir alles eng onbegrenzt Zouloossung. An Dänemark gesäit eeben déi onbegrenzt Zouloossung als Problem. A si hätte gären déi Biokontrollsubstanzen onbegrenzt.

Sou, wat ass elo déi nächst Etapp? Déi nächst Etapp ass, datt Enn Juni deen nächste COREPER wäert sinn. Mir hunn awer nach keen Text. Dat heescht, ech kann Iech elo nach net soen, wéi do eis Positioun ass, well deen neien Text nach net virläit.

Dir hutt nach geschwat vum wëssenschaftlechen Testen an esou virun. Ma ech soen, et kann ëmmer erëm eng Kéier eng nei Evaluatioun gefrot ginn. Dat steet am Text dran, also si mer domadder averstan.

Dir hutt d'Période de grâce ugeschwat. Déi Période de grâce ass am Prinzipp eng geleefeg Praxis bei ville Substanzen, soulaang eebe keng direkt Gefore fir d'Mënsche bestinn. Déi ass eeben agefouert ginn, fir datt d'Baueren och Zäit kréien, fir Alternativen ze fannen an och fir d'Stocken opzebrauchen. Déi hu mer u sech och an deenen aneren Texter zougelooss, déi stinn och an deenen aneren Texter, soudatt mir, dat kann ech soen, mat dëser Propos hätte kënnen averstane sinn.

Elo kënnt awer eng nei Propos, wou ech nach net weess, wat den Text hiergëtt. Dat heescht, ech kann eis nei Positioun nach net soen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Da wollt ech froen, ob d'Madamm Welfring nach eng Zousazfro huet. Dat ass de Fall. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Dir hutt mer elo verschidden Informatioune ginn. Ech soen Iech och Merci dofir. Leider ass eng Fro fir mech elo net kloer. Dir sot, Dir hätt kënne mat dësem Kompromëss liewen, deen elo um Dësch louch. Dat heescht, déi zousätzlech 25 Joer, déi d'Substanzen däerfen um Maart bleiwen, wa se schonn eng Kéier verlängert goufen, ass dat eppes, wat Der géingt akzeptéieren? Dat ass awer wierklech eng laang Zäit, ouni dass dann eng Bewäertung muss kënne stattfannen.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Mir hu gesot, mir kéinten dee Kompromëss maachen. Et ass ni eng optimal Léisung, mee et ass e Kompromëss. An eis ass dat extreem wichteg, an ech fannen et wierklech schued, datt mer elo warscheinlech dohinner kommen, datt Produkter däerfe fräi heihinnerkommen an d'EU mat Planzeschutzmëttelréckstänn, déi hei an der EU verbuede sinn. Dat heescht, dorobber hale mer.

A well dee Punkt dra war – an dat si mer wierklech eisem Konsument schëlleg, dat si mer eiser Landwirtschaft schëlleg fir fair Handelsbedingungen –, dofir hätte mer mat där dote méi laanger Verlängerung, vun 10 op 15 Joer, kënne liewen. Domadder wäre mer averstane gewiescht.

Mee, wéi gesot, et ass kee Kompromëss do. An elo waarde mer op deen neien Text.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dëse Punkt dann ofgeschloss.

3. Ordre du jour

Éier mer zum nächste Punkt kommen, wollt ech proposéieren, d'Motioun vun der Madamm Alexandra Schoos iwwert d'Upassung vum Steierkreditt fir Rentner, déi e Mëttwoch de Mëtten, dat heescht gëschter Mëtten, deponéiert gouf, als drëtte Punkt op den Ordre du jour vun de Moien ze setzen, nom Projet de loi 8177. Dat wär also no dem Projet de loi, deen elo um Ordre du jour steet.

Ass d'Chamber mat dëser Propositioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8177 – Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2014 relative aux produits phytopharmaceutiques

Da komme mer zum nächste Punkt, dem Projet de loi 8177 iwwer phytopharmazeutesch Produiten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Dir kennt de Basismodell. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Octavie Modert, den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Michel Lemaire, d'Madamm Joëlle Welfring. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Mme Octavie Modert (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech däerf Iech haut de Rapport iwwert de Gesetzesprojet Nummer 8177 virstellen. Dëse Projet schléisst de legislative Kader of, deen néideg ass, fir d'europäescht Reglement vun 2017 iwwert déi offiziell Kontrollen an de verschiddene Beräicher vun de Liewensmëttelketten ëmzesetzen.

D'Iddi hannert dësem groussen europäesche Kader ass et, an alle Memberstaaten en héijen an eenheetleche Schutzniveau fir Konsumenten, Déieren, Planzen an Ëmwelt ze garantéieren. Dësen Text ass de leschten Deel vum Triptychon vun dëser Ëmsetzung.

No de Gesetzer iwwert d'Liewensmëttelkontrollen an iwwert d'Kontroll vum Déierefudder, déi mer am Mäerz heibanne gestëmmt hunn, geet dësen Text spezifesch ëm déi offiziell Kontroll vun de Produits phytopharmaceutiques, de Planzeschutzmëttel, déi am landwirtschaftleche Secteur agesat ginn, fir Kulturen a Planzen ze schützen.

De Projet passt dat besteeënd Gesetz vum 19. Dezember 2014 un déi nei europäesch Ufuerderungen un. D'Haaptzil an deem hei Projet ass et, e kohärente juristesche Kader ze schafen am Kontext vu Fabrikatioun, Import, Export, Vermaartung a Benotzung vu Planzeschutzmëttel gradewéi vu behandeltem Som, Aktivsubstanzen a Basissubstanzen, Phytoprotecteuren oder Zousazadjuvanten.

Dobäi stinn dräi Aspekter am Mëttelpunkt vun der Verstäerkung vun de Kontrollen: de Schutz vun der mënschlecher Gesondheet, de Schutz vun der Déieren- a Planzegesondheet an de Schutz vun der Ëmwelt.

De Projet iwwerhëlt heifir déi europäesch Approche, baséiert op enger Risikobewäertung. D'Kontrolle sollen do agesat ginn, wou de Risiko am héchsten ass, an esou eng effizient Notzung vun de Ressourcen an en héije Schutzniveau garantéieren. Den Ëmweltschutz gëtt explizitt gestäerkt, besonnesch géint méiglech negativ Auswierkunge vun de Planzeschutzmëttel oder Sprëtzmëttel.

D'Prinzippie vun de „bonnes pratiques phytosanitaires" an hire Respekt sinn ausdrécklech an d'Gesetz ageschriwwen.

D'EU-Reglement wëllt en effikasse Kontrollsystem mat administrative Moossnamen a penale Strofen, déi souwuel dissuasiv wéi proportionéiert sinn. Et geet drëm, datt déi national Autoritéite kontrolléieren, ob d'Aktivitéite vun den Operateuren an d'Produkter um europäesche Maart, déi an d'Unioun agefouert ginn oder dohier stamen, konform sinn zu den europäeschen Normen, wat jo och ëmmer vun de Memberstaaten zu Recht gefuerdert gëtt.

D'Ausféierung vun dëse Prinzippien a vun de Kontrollmechanismen deklinéiert sech am Gesetzesprojet an de follgende Bestëmmungen:

Dem Minister seng Kompetenze bei der Zouloossung vun de phytopharmazeutesche Mëttel ginn erweidert an e kann och Noutfallzouloossunge virhuelen. D'Registréierung vun den Operateure gëtt aktualiséiert. Taxe vun den Zouloossungen, ob fir Ufro, Ännerung oder Erneierung, ginn agefouert mat engem Maximum vun 20.000 Euro.

D'Kompetenze gi gekläert zwëschent der Landwirtschaftsministerin op där enger Säit an dem Service vun der Protection des végétaux vun der ASTA op där anerer. De Landwirtschaftsminister gëtt d'offiziell zoustänneg Autoritéit an d'ASTA, respektiv hire Service de la protection des végétaux, gëtt beoptraagt mat den offizielle Kontrolle bei allen Etappen, souwuel der Produktioun wéi dem Handel oder der Notzung.

D'Kontrollbeamte kréien erweidert Befugnisser: de fräien Zougang zu Betriber, alle relevanten Installatiounen, Lager an Transportmëttel; d'Kontroll vun allen Dokumenter an digitalen Donnéeën; si kënnen Analyse maachen a Prouwen huelen, Fotoen a Moossunge maache gradesou wéi „achats-tests" duerchféieren. Dës Moossname solle garantéieren, datt d'Kontrollen effizient an am Aklang mat den europäesche Virgaben duerchgefouert kënne ginn.

Déi obligatoresch Kontroll vun Uwendungsmaterial, vu Sprëtzen, gëtt all dräi Joer an net méi all fënnef Joer gemaach. D'Sanktiounen am Fall, wou déi gesetzlech Bestëmmungen net respektéiert ginn, sinn e gréissere Passage an dësem Gesetz iwwert d'Kontrollen. De Minister kann administrativ Moossnamen huelen, déi eng séier a proportionéiert Reaktioun op Verstéiss erméiglechen.

Dësen Text gesäit e gestaffelte Sanktiounssystem vir, vun enger einfacher Verwarnung bis hin zum Ewechhuele vu Geneemegungen oder der Suspensioun vu verschiddenen Aktivitéiten.

Eng wichteg Neierung vum Gesetzesprojet sinn déi administrativ Geldstrofen, déi de Minister fixéiere kann an déi an Zäit vun 30 Deeg bezuelt musse sinn, awer kee strofrechtleche Charakter hunn.

Géint all dës administrativ Entscheedunge vum Minister gëtt et e Recours en réformation beim Verwaltungsgeriicht. Dat ass nei. An an de schwéierste Verstéiss géint d'Gesetz ginn d'strofrechtlech Sanktioune verschäerft an de Begrëff vun der „fraude", dem Bedruch, gëtt an d'Gesetz ageschriwwen. Domat schléisst sech de Gesamtkader am agroalimentäre Beräich vun der Produzéierung bis zur Konsuméierung.

Zu de verschiddenen Avisen. De Conseil d'État huet a sengem Avis vum 25. Juni 2024 eng Rei vu formellen Oppositioune formuléiert, ënner anerem iwwert d'Definitioun vun der zoustänneger Autoritéit, d'Kontrollbefugnisser, d'Rechtsmëttel an de Sanktiounsregimm. Besonnesch huet de Staatsrot de Cumul vu penalen an administrative Strofe fir déi selwecht Faite wéinst dem Prinzipp „non bis in idem" kritiséiert. E sot och, datt d'Krittäre vun den Zouloossungen am Gesetz stoe mussen an datt d'Recht op en zweeten Expert muss an d'Gesetz ageschriwwe ginn, sou wéi dat am EU-Reglement virgesinn ass.

D'Regierung huet am Oktober 2025 17 Amendementer deposéiert, déi ënner anerem d'Definitioun vun der zoustänneger Autoritéit preziséieren, d'Kontrollbefugnisser méi kloer encadréieren, d'Recoursprozeduren harmoniséieren an e méi kohärente Kader fir administrativ Geldstrofe schafen. Dës Amendementer hunn et dem Staatsrot a sengem Avis complémentaire vum Januar 2026 erlaabt, all formell Oppositiounen opzehiewen.

D'Agrarkommissioun huet de 5. Mäerz 2026 nach dräi parlamentaresch Amendementer ugeholl, haaptsächlech fir d'Kohärenz, d'Rechtssécherheet an d'Liesbarkeet vum Text ze verbesseren.

Och d'Landwirtschaftskammer, d'Handwierkskammer an d'Handelskammer hunn eng Rei Bemierkunge gemaach. Si hu besonnesch op d'Noutwendegkeet vun engem kohärente Kontrollsystem higewisen an op d'Wichtegkeet, d'administrativ Prozedure fir déi betraffe Betriber esou einfach a verständlech wéi méiglech ze gestalten.

D'Chambre d'Agriculture huet dobäi nach op praktesch Aspekter higewisen, notamment am Zesummenhang mat de Kontrollprozeduren – zum Beispill datt de Kontrollbeamte seng Presenz mellt an datt de Kontrollrapport automatesch ausgehändegt gëtt –, am Zesummenhang och mat de Recoursméiglechkeeten an der Notzung vun neien Technologien a Landwirtschaft a Wäibau. Vill vun hire Bemierkunge sinn am Laf vun de parlamentareschen Aarbechten agefloss a berücksichtegt ginn.

Hei nach déi wichtegst Datume fir dëse Gesetzesprojet: De 17. Mäerz 2023 ass d'Gesetz an der Chamber hannerluecht ginn. Den 9. Oktober 2025 war d'Virstellung an der zoustänneger Kommissioun vum Projet a vun den éischten Amendementer nom Staatsrot sengem éischten Avis. A gläichzäiteg sinn ech als Rapporterin vun Iech genannt ginn. Dann, no dem zweeten Zousazavis vum Staatsrot, ass de Rapport den 11. Juni 2026 eestëmmeg vun der Kommissioun ugeholl ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi gëtt den nationale Kader un déi europäesch Ufuerderungen ugepasst a gläichzäiteg moderniséiert. Hie schaaft méi kloer Kompetenzen, verbessert d'Rechtssécherheet a garantéiert eng kohärent Organisatioun vun den offizielle Kontrollen. En dréit derzou bäi, de Schutz vun der Gesondheet, vun der Ëmwelt an der Qualitéit vun eiser landwirtschaftlecher Produktioun ze stäerken.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet bei dësem méi techneschen Text a soen elo nach e puer Wuert am Numm vun der CSV-Fraktioun.

Discussion générale

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass ganz wichteg, datt d'Konsumenten drop vertraue kënnen, datt d'Liewensmëttel sécher a gesond sinn an ouni Bedenke giess kënne ginn. Dës Sécherheet gëtt natierlech duerch Kontrollen an alle Stadien zwësche Produzéieren a Konsuméieren, „from farm to fork", geséchert. An domat ass och d'Sécherheetsgefill vun de Konsumente méi grouss.

Dat ass net just eis heibanne wichteg, mee selbstverständlech läit d'Liewensmëttelsécherheet de Produzenten – Baueren, Wënzer a Gäertner – staark um Häerz. Alles aneres wär och falsch an alles aneres géif och net zu hirer Léift zum Beruff an der Natur passen.

Une voix | Très bien!

Mme Octavie Modert (CSV), rapportrice | Paradoxerweis vläicht fir viller droen zu dëser Sécherheet och d'Planzeschutzmëttel bäi, well si droen derzou bäi, d'landwirtschaftlech Produktioun ze sécheren an d'Kulture géint Kränkten oder Schädlingen ze schützen. Natierlech ass hire Gebrauch mat Verantwortung verbonnen, well dës Mëttel och Auswierkungen op Mënsch, Déier an Ëmwelt kënnen hunn. An dofir ass et jo och wichteg, datt hir Fabrikatioun, hir Vermaartung an hir Notzung kloer gereegelt a kontrolléiert ginn.

Mir mussen eis awer bewosst sinn, datt et net méiglech ass, Planzeschutzmëttel, egal ob am Bio oder net, kurativ bei Planzekränkten unzewenden. Si kënnen nëmme preventiv, also am Virfeld, ausbruecht ginn. A besonnesch bei de Pilzkränkten, déi am 19. Joerhonnert haaptsächlech jo aus Amerika ageschleeft gi sinn, ass dat ëmsou méi wouer, well géint dee Befall bleift just d'Machtlosegkeet, well déi einheimesch Planze sinn net resistent dogéint. Dofir mussen d'Planze géint esou Kränkte geschützt ginn.

Mir mussen eis och bewosst sinn, datt ëmmer manner Planzeschutzmëttel um Maart sinn an eng Penurie hannen um Enn eng Kéier méiglech wär. Da wier duerch Ernteausfäll d'Narungsmëtteldisponibilitéit gefäert. Et sinn hei leider all Ubauforme betraff. A grad bei de Biomëttel am Wäibau ass déi Fro deels ganz akut.

Nach eng Kéier: Et soll a muss esou mann wéi méiglech gesprëtzt ginn. Dat ass kloer. Leider ass et net ganz ze vermeiden, gradesou gutt am Bio wéi am Net-Bio. Dat muss een an enger objektiver Diskussioun soen. Dat ass leider esou.

Et gëtt jo dräi grouss Kategorië vu Sprëtzmëttelen: Herbiziden, Fungiziden an Insektiziden.

Am Wäibau huet d'Musel scho länger eng Alternativ mat de Pheromonfalen a setzt keng Insektizide méi an. Loosst eis och hoffen, datt dat esou bleiwe kann, well wann zum Beispill d'Flavescence dorée, eng Zikad, bis op Lëtzebuerg kënnt – aktuell ass se an der Champagne, an dat ass net wäit ewech –, mee dann ass et eriwwer mat deene befalene Wéngerten, wann näischt dergéint gemaach ka ginn! Ech wëll hoffen, datt et net dozou kënnt.

Ganz vill Wënzer verzichten och op den Asaz vun Herbiziden, och wann déi alternativ mechanesch Method e puer Nodeeler huet – déi ech Iech hei natierlech erspueren.

Et bleiwen d'Fungiziden, d'Sprëtzmëttel géint d'pilzlech Kränkten, laanscht déi een einfach net kënnt. Do ginn ënnerschiddlech Mëttel agesat, jee no Bio- oder integréiertem Wäibau, awer d'Wéngerte mussen all domat behandelt ginn. Vill Wënzer gebrauchen iwwregens och am integréierte Wäibau e gudden Deel Biomëttel, wéi zum Beispill Bakpolver oder anerer.

Fazit: Et geet leider net derounst. An dofir gëllt et och, net ze kujenéieren, mee verstänneg ze kontrolléieren. D'Uwender sinn dat leschte Glidd an der Ketten an dacks kleng Familljebetriber – sou wéi mir dat jo och gär hätten – vu Landwirtschaft a Wäibau hei am

Land. Si hunn net d'Méiglechkeet, alles anzegesinn. A wann e Mëttel falsch etikettéiert ass, vum Produzent oder Verkeefer zum Beispill, ass dat fir si schwiereg erauszefannen, also ze kontrolléieren. Mee si ginn awer dofir sanktionéiert! An datt ee vum Betrib muss bei de Kontrollen däerfen derbäi sinn, muss een och verstoen.

Och datt nächstens d'Sprëtzuwendung ultradetailléiert beschriwwe muss ginn oder d'„Heft" just nach digital kann ausgefëllt ginn, mécht ville Kappzerbrieches, well se net all ganz computerfit sinn an net jiddwereen e jonken Nofollger am Betrib huet. Kann een dat net nach vläicht nokucken, wannechgelift?

Insgesamt gëtt et e groussen Ënnerscheed zwëschent groussen Operateuren oder Importateuren a klengen Uwender, dacks Eenzelpersounen a klenge Betriber.

Et muss och garantéiert ginn, datt d'Strofen, déi jo dann awer géint si ausgeschwat ginn, wierklech proportional sinn. Si si meeschtens keng Groussverdénger a se kréien och nach eng zweet Sanktioun an de Primmen. An dat gëtt et just fir d'Baueren, Wënzer a Gäertner. Dat ass vläicht och net e „bis in idem"-Prinzipp an der europäescher Reglementéierung, dee misst sinn.

Also wannechgelift: d'Bestëmmunge mat Versteesdemech a proportionell uwenden. Dat ass de Secteur wäert.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Modert, och fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. Deen éischten ageschriwwene Riedner ass dann den Här Gusty Graas. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP), en remplacement de M. Luc Emering (DP) | Merci, Här President. U sech sollt elo den Här Luc Emering schwätzen. Hien ass kuerzfristeg verhënnert ginn. Dir verstitt jo, datt dann elo eng manner fachmännesch a manner kompetent Bemierkung iwwert dëst Gesetz kënnt, wéi wann den Här Emering dat gemaach hätt.

Et ass awer e ganz wichtegt Gesetz, dat mer de Moien hei stëmmen. A mir hate jo scho virdrun d'Geleeënheet, hei iwwert déi ganz Problematik vun de phytopharmazeutesche Produkter ze diskutéieren.

Jo, et ass e Problem! Ech mengen, dat kann een net ignoréieren. Et ass e Problem fir eis alleguerten – net nëmme fir d'Produzenten, mee och fir d'Konsumenten. Et ass och gutt, datt mer deem vill méi Gewiicht ginn. Et ass och gutt, datt mer eis an Zukunft nach vill méi domat auserneesetzen, well gesond Iessen ass eppes, wat enorm wichteg ass. Dowéinst musse mer awer och éierlech sinn a versichen, gewësse Limitten ze setzen.

Ech weess, heiansdo beweege mer eis an engem gewëssenen Dilemma. Ech hu Verständnis – an d'Madamm Modert huet dat elo gutt hei skizzéiert –: Natierlech huet de Produzent oft de Problem, datt e mat Kränkten, mat Pilze konfrontéiert gëtt, déi net aneschters wéi eeben, wéi gesot, mat Sprëtzmëttele kënne bekämpft ginn. Mee op där anerer Säit musse mer awer e gudden Equiliber fannen. An ech fannen, duerch dat Gesetz hei wäerte mer dat och kënnen erreechen.

Massiivt Sprëtzen huet natierlech och eng Rei Nodeeler. Et hëlt een d'Substanz aus dem Buedem eraus, et bréngt een awer gewësse Reschtstoffer an d'Nahrungskette mat an, déi fir eis allegueurte ganz ongesond wäerte sinn.

E wichtegen Akzent gëtt jo an dësem Gesetz op d'Kontroll geluecht. An dat ass och gutt esou. Kontroll muss sinn. D'Kontroll muss ausgeféiert ginn, mee natierlech musse mer eis awer och outiléieren, fir kënnen déi Kontrollen effikass auszeféieren. Dat geschitt jo elo an deem Sënn, datt d'ASTA elo hei zousätzlech Kompetenze wäert kréien. Datt eenzel Agente méi Befugnisser kréien, datt se kënnen zu gewëssenen Zäiten déi Kontrollen ausféieren, ech weess, datt dat an deene concernéierte Milieuen natierlech e bësse méi mat Reserv opgeholl gëtt. Mee ech sinn awer iwwerzeegt, datt se dat am Endeffekt awer wäerten akzeptéieren.

Positiv ass awer och, datt hei och kënnen, wéi gesot, géint penal Verstéiss administrativ Strofen ausgeschwat ginn. Dat wäert och d'Aarbecht vun de Geriichter deelweis erliichteren. Op där anerer Säit si mer dann awer och méi effikass, well mer méi schnell kënnen handelen.

Ech mengen, Lëtzebuerg gëtt sech am Fong mat dësem Gesetz och e gewëssenen Atout. Mir kënnen eis Produkter nach vill besser dobausse vermaarten. An et kann een och net oft genuch den Opruff maachen, datt méi national Produkter solle consomméiert ginn, sief dat um Niveau vum Fleesch, vum Geméis a virun allem awer och vum Wäin. Et ass heiansdo e bëssen ze bedaueren, datt och hei zu Lëtzebuerg ewell ëmmer méi net lëtzebuergesche Wäi konsuméiert gëtt. An dobäi hu mir awer eng ganz gutt Qualitéit.

Vläicht och eng lescht Bemierkung: datt dat Gesetz hei natierlech och muss am Kontext gesi gi mam Mercosur-Ofkommes, dat jo elo deelweis schonn a Kraaft ass. Europa ka sech awer hei och en zousätzleche Profill ginn. An dat soll mäi Schlusswuert sinn: All déi, déi ëmmer erëm e bëssen dat Negatiivt vun Europa gesinn, déi solle sech bewosst sinn, wann Europa net hei wier, mengen ech, da wiere mer an där ganzer Problematik nach méi wäit hannendran.

Dat gesot, wëll ech natierlech ofschléissen an am Numm vun eiser Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz ginn an der Madamm Modert nach eng Kéier Merci soe fir hir verschidde Rapporten.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzestext, deen eis haut virläit, handelt et sech am Fong ëm en techneschen Text, deen nach ënnert der leschter Regierung deponéiert gouf an dee mir haut och matdroen. De Projet kläert d'Verantwortung bei de Kontrollen a mécht ënner anerem d'Reegelen ëm den Asaz vun Drone beim Sprëtze méi verständlech, och wann déi technologesch Fortschrëtter bei der Genauegkeet nach méi kéinte berécksiichtegt ginn.

Den Asaz vun Dronen ass e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung. Doduerch ka méi prezis geschafft ginn. Et gëtt manner Produit gebraucht. An et erlaabt, besonnesch am Wäibau, och Parzellen ze traitéieren, déi soss, jee nodeem, wirtschaftlech kaum nach rentabel ze bewirtschafte wieren.

Mir begréissen och déi nei Sanktiounen, déi virgesi sinn, well Verstéiss géint dëst Gesetz eng reell Gefor fir d'Gesondheet vu Mënsch an Déier duerstellen.

Mat dësem Text kënne mir doriwwer eraus e weidere Schrëtt bei der Moderniséierung an der Harmoniséierung vun eise Liewens- a Fuddermëttelketten ofschléissen.

Trotz eiser Ënnerstëtzung bleift awer eng Suerg bestoen, an dat ass nämlech d'Erweiderung vun de Kompetenzen am Beräich vun den Autorisatioune fir de Marché. Esou Decisioune sinn net nëmmen technesch, mee och politesch sensibel a verdéngen eng entspriechend Opmierksamkeet. Mee hannert dësem techneschen Text verstoppt sech och am Fong eng méi fundamental Fro, nämlech wat fir eng Landwirtschaft mir an Zukunft wëllen an natierlech och wat fir ee Wäibau mir fir eist Land an eis Leit an eis Ëmwelt wëllen.

Fir d'LSAP ass do d'Äntwert ganz kloer: datt mir eng staark Landwirtschaft mat engem staarken Uebstbau an och engem staarke Wäibau wëllen. An dobäi ass fir eis entscheedend, datt de sozialen, de wirtschaftlechen awer och den ekologesche Pilier zesumme geduecht ginn.

Wa mir de laangfristege Bestand vun eise Betriber séchere wëllen, da musse si aktiv an dës Transitioun agebonne sinn. Déi meescht Betriber hunn haut schonn en Interessi drun, de Gebrauch vu Pestiziden ze reduzéieren, wann et zouverlässeg a wirtschaftlech realistesch Alternative gëtt. An ech mengen, mir hunn och elo schonn zweemol héieren, dass et a verschiddene Fäll déi Alternative gëtt, an anere Fäll eeben net. Dat ass eeben esou. Et läit an der Natur vun der Saach.

D'Pestizide belaaschten awer eis Ëmwelt substanziell. Dat muss eis natierlech och kloer sinn. Si schueden do de Bestëbser, degradéieren eis Biedem, verschmotzen eis Gewässer a kënnen negativ Auswierkungen op d'mënschlech Gesondheet hunn.

De Präis vun eiser Ofhängegkeet vu Pestizide gëtt net nëmme vun de Baueren a Wënzer gedroen. Et ass d'ganz Gesellschaft, déi d'Konsequenze matdréit. Vill vun de Substanzen hannerloossen nämlech och hir Spueren an eiser Ëmwelt, an dat zum Deel iwwer laang Zäit.

Dofir geet et net duer, d'Regelunge besser ze verwalten. Natierlech brauche mir en effizienten administrative Kader, effikass Kontrollen a kloer Reegelen. Mee mir dierfen net vergiessen, datt déi eigentlech Zukunftsaufgab eng aner ass, nämlech eis Ofhängegkeet vu Pestiziden no an no ze reduzéieren. Kontrollen a kloer Reegele si wichteg. Administrativ Vereinfachunge kënnen absolutt sënnvoll sinn, mee net op Käschten eebe vun de sozialen, wirtschaftlechen an ekologesche Realitéiten, mat deene mir konfrontéiert sinn.

Eis Linn ass dowéinst kloer: Mir brauche manner Ofhängegkeet vu Pestiziden, e besseren Ëmweltschutz an eng staark Ënnerstëtzung fir Baueren, Wënzer an Uebstbauere beim Ëmstig op déi nohalteg Methoden. D'Landwirtschaft vun der Zukunft ass net déi, déi op enger héijer Ofhängegkeet vu cheemesche Pflanzeschutzmëttel opgebaut ass, mee déi, déi Alternativen entwéckelt, innovativ Léisunge fuerdert an nohalteg Produktiounssystemer erfollegräich ëmsetzt.

A wéi ech schonn am Ufank sot, wäerte mir dësen Text matdroen. Mee nach eng Kéier – eisen eigentleche Massage geet doriwwer eraus –: Wa mir d'Natur schützen, eis Gewässer erhalen an d'Gesondheet vun de Mënsche seriö huele wëllen, da musse mir eis eeben d'Fro stellen, inwifern mir wëlle vun deene Pestiziden ofhängeg bleiwen oder ob mer se wëlle konsequent reduzéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Den nächste Riedner ass den Här Michel Lemaire. Här Lemaire, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Lemaire (ADR) | Villmools merci, Här President. An der Gesamtapproche ass dat heiten e

Projet, dee mir begréissen. Et geet drëm, dass mer hei kloer Reegelen aféieren am Ëmgang mat de Planzeschutzmëttelen an der ganzer Ketten – wéi d'Madamm Rapportrice scho gesot huet – vun der Produktioun, dem Verkaf, dem Ausbrénge vu Planzeschutzmëttelen. Et geet soumat drëm, d'Gesondheet vu Mënsch, Déier an Natur ze stäerken.

Zum Deel kënnt et och zu engem Ofbau vu Bürokratie. Dat ass eppes, wouriwwer mer ëmmer vill schwätzen. Hei gëtt et zumindest punktuell ëmgesat. An och dat ass eppes, wat mir begréissen.

Eng Rei Punkte gesi mer méi kritesch. Och dat ass schonn zum Deel ugeschwat ginn.

Et ass jo hei esou, dass u sech d'Kontrollen, d'Kontrollmechanismen, emol verstäerkt ginn. Et kënnt jo méi dacks zu Kontrollen.

En anere Punkt sinn och d'Kontrollfraisen. An hei schléisse mer eis u sech der Landwirtschaftskummer un, déi seet, dass hei awer en Intérêt général besteet, dass mer eebe soen, dass geschützt gëtt, dass do Reegele sinn. An dofir, soe mer, soll dat och net zulaaschte vun de landwirtschaftlechen Acteure sinn. Et ass jo och net bei engem anere Beruff esou, dass ee quasi emol fir d'éischt muss bezuelen, fir dass ee senger normaler Aarbecht kann nogoen.

En anere Punkt ass dann och d'Verhältnisméissegkeet. Ech mengen, et ass an den Avisen ugeklongen. Hei hu mer d'Kontroll vu Raimlechkeeten, awéiwäit dat dann och nuets oder esou soll passéieren. Ech mengen, hei ass et och ëmmer wichteg, d'Verhältnisméissegkeet anzehalen.

Et muss ee jo wëssen, dass et elo scho kaum e Beruff gëtt, deen esou kontrolléiert gëtt, deen esou strengen Oplagen ënnerläit an deen esou streng Reegelen anhale muss wéi déi landwirtschaftlech Beruffer. Dofir soe mir Jo zu Kontrollen, och Jo zu engem kontrolléierten Asaz vu Planzeschutzmëttelen, awer mir fuerdere ganz kloer: Kontrolle mat Aemooss! Mir wëllen, dass d'Verhältnisméissegkeet respektéiert gëtt. An och d'Käschte musse verhältnisméisseg sinn a bleiwen. Mir sollen eis Baueren a Wënzer als Partner ugesinn an net als Verdächteger, well dat si mer hirer wichteger Aarbecht awer schëlleg.

Ech soen Iech Merci.

M. Tom Weidig (ADR) | Ganz gutt!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. D'Madamm Welfring huet elo d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir droen deen heiten Text mat. En dréit zur Klärung vun de Reegelen, och zu engem bessere Schutz vun der Gesondheet vu jiddwerengem hei bäi. Dofir sti mer hei dozou.

An ech géif mech freeën, wa mer eis och an Zukunft déi Grondlagen oder déi Eenegkeet, déi mer hei elo hu fir deen heiten Text, kéinte virstellen, wann et drëm geet, d'Dauer vun den Autorisatiounen, also d'Gëltegkeetsdauer, dann och wierklech do méi kritesch ze gesinn. Well dat hëlleft sécher net der Innovatioun, well laang Notzungsdauere fërderen net bei der Pharmaindustrie d'Motivatioun, sech Alternativen ze iwwerleeën. Duerfir wär ech frou, wa mer déi heiten Eenegkeet och kéinten an Zukunft hei halen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Da géing ech der Regierung d'Wuert ginn, der Madamm Minister fir Landwirtschaft.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Jo, villmools merci. Ech soen e grousse Merci fir déi breet Zoustëmmung. Mir brauche kloer Reegelen am Planzeschutz, e klore Kader, kloer Reegele fir d'Zouloossung, fir d'Kontroll, fir d'administrativ Moossnamen an och fir d'strofrechtlech Moossnamen. Mat dësem Gesetz kréie mer dee klore Kader. Also Iech alleguer e ganz, ganz grousse Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Regierung Merci. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Éier mer zum Vott kommen, wär et gutt, wa jiddwereen nach eng Kéier géing kontrolléieren, ob en och ageloggt ass. Wann dat bis gemaach ass, da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8177. Den Text steet am Document parlementaire 8177[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8177 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par Mme Corinne Cahen), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claire Delcourt), Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. Dépôt d'une motion par Mme Diane Adehm

Éier mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, gesinn ech eng Wuertmeldung. Ech ginn dovunner aus, datt et fir den Depot vun enger Motioun ass, an dofir ginn ech der Madamm Diane Adehm d'Wuert.

Exposé

Mme Diane Adehm (CSV), auteure | Merci, Här President. Erlaabt mer, eng Motioun ze deposéieren am Numm vun der ganzer Finanzkommissioun. An dëser Motioun geet et ëm den Nofollger vum Réseau national intégré de radiocommunication, dem sougenannte RENITA-Reseau, iwwert deen eis Sécherheetsdéngschter matenee kommunizéieren. D'Technologie, op där de RENITA baséiert, kënnt deemnächst un dem Enn vun hirem Zyklus un, a grad dowéinst musse mir eis haut scho Gedanke maachen, wéi mir dës Technologie wäerten ersetzen. Den Enjeu dovunner ass grouss, well et geet ëm eis Resilienz an ëm d'Standhaftegkeet vun eiser kritescher Kommunikatioun. Dofir si mir och frou, dass de Regierungsrot éischt Aarbechten an d'Weeër geleet huet an och d'Chamber matzäiten an dës Aarbechten implizéiert huet.

Mat dëser Motioun wëlle mir d'Regierung dozou opfuerderen, dës Aarbechte mat den Acteure vum Terrain mat Nodrock unzegoen. Konkreet bedeit dat, datt d'Ausschreiwunge sollen esou séier wéi méiglech gemaach ginn an d'Finanzéierungsgesetz op den Instanzewee bruecht ginn.

Här President, hei geet et, wéi gesot, ëm d'Resilienz vun eise Sécherheetsdéngschter, an dat betrëfft eis alleguerten an et betrëfft alleguerten déi, déi eis um Häerz leien. Duerfir géife mir eis och iwwer eng breet Zoustëmmung fir dës Motioun freeën.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant que les services de sécurité et de secours luxembourgeois sont tributaires de la disponibilité de moyens de communication performants, fiables, résilients et sécurisés dans la réalisation de leurs missions ;

– notant que la technologie TETRA utilisée actuellement par le réseau national intégré de radiocommunication (RENITA) arrivera bientôt en fin de cycle de vie ;

– constatant que les services de sécurité et de secours devront dorénavant échanger, en complément aux communications vocales, un grand volume de données considérées comme critiques pour la bonne exécution de leurs missions et que la technologie TETRA ne peut pas répondre à ce besoin ;

– considérant que les versions les plus récentes des technologies de communication mobiles 4G et 5G offrent les fonctionnalités spécifiques requises pour les communications du type « mission-critical » ;

– rappelant que le Ministère d'État a instauré, en juillet 2011, un Groupe de pilotage composé des principaux utilisateurs et parties prenantes du réseau radio RENITA pour gérer la mise en place du réseau RENITA et piloter son évolution ;

– considérant que le Groupe de pilotage a étudié différents modèles techniques et modèles économiques de déploiement et de gestion pour la mise en place et l'opération d'un réseau de radiocommunication à large bande, en s'inspirant de l'expérience engrangée par d'autres pays tout en considérant les spécificités nationales du Grand-Duché ;

– considérant que, sur base de ces études, le Gouvernement a décidé, en date du 17 juillet 2024, de doter le Luxembourg des moyens de communication à large bande répondant aux exigences actuelles et futures des services de sécurité et de secours luxembourgeois par voie de marchés publics ;

– vu le caractère complexe et exceptionnel de ce projet, il n'est pas encore possible d'apprécier avec exactitude les meilleures solutions techniques pour ce réseau, de même

que d'établir l'envergure précise de l'engagement financier qu'un tel réseau comporte pour l'État ;

– considérant que les conclusions des travaux du Groupe de pilotage et les décisions du Conseil de Gouvernement ont été présentées à la Commission parlementaire des Finances en date du 14 avril 2026,

invite le Gouvernement à

– charger des opérateurs économiques du déploiement et de l'opération d'un réseau de radiocommunication à large bande, basé sur des technologies de communication mobiles récentes 4G/5G, dédié aux services publics qui concourent aux missions de sécurité et de secours, à maintenir ce principe pour la réalisation du projet, et ce conformément aux conclusions des travaux préparatoires ;

– lancer les procédures de marché public pour la conception, le déploiement, l'opération, l'entretien et la maintenance du réseau précité ;

– déposer, après la conclusion de ces procédures, un projet de loi de financement d'autorisation concernant les projets définitifs, sous réserve que des offres acceptables pour l'État aient été remises ;

– veiller à ce que les documents de marché mis à disposition des candidats précisent explicitement que les contrats relatifs aux marchés publics ne pourront être signés qu'après l'adoption de la loi de financement par le Parlement.

(s.) Diane Adehm, André Bauler, Taina Bofferding, Sven Clement, Fred Keup, Sam Tanson, David Wagner, Laurent Zeimet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm.

6. Ordre du jour (suite)

Vu datt ech gesinn, datt op dëser Motioun sämtlech Ënnerschrëfte sinn, géing ech Iech proposéieren, datt mer déi de Mëtten als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour huelen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert. Ech soen Iech Merci.

7. Motion de Mme Alexandra Schoos relative à l'adaptation du « Crédit d'impôt pour pensionnés »

(Motion déposée en séance publique n° 147 du 17 juin 2026 – à consulter au compte rendu n° 61/2023-2028 en page 45)

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar der Motioun vun der Madamm Alexandra Schoos iwwert d'Upassung vum Steierkreditt fir Rentner. Madamm Schoos, wëllt Dir se nach eng Kéier erklären? Dir hutt dat gëschter schonn erklärt. Dofir froen ech: Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Adehm huet sech zu Wuert gemellt. Madamm Adehm, dann hutt Dir d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Jo, mir hunn déi Motioun hei gekuckt. Mir proposéieren, se ofzeleenen. Aus dräi Grënn:

Éischtens war d'Mindestpensioun net Deel vum Tripartitt-Accord, och net vun den Diskussiounen. Dat war och net vun de Sozialpartner gefrot ginn.

Den zweete Punkt ass: D'Mindestpensioune ginn alljoers iwwert den Ajustement ugepasst, dat heescht, et muss een elo do net nach eng Kéier eppes maachen.

An den drëtte Punkt, deen ass – wéi soll ech soen? – e bësse méi wäitleefeg. Mir hunn hei am Land eng Partie Leit, déi net onbedéngt hei wunnen, déi awer eng Mindestrent hei zu Lëtzebuerg kréien, well se en Deel vun hirer professioneller Karriär bei eis am Land verbruecht hunn. Mir sinn haut an enger Zäit, wou och d'Main-d'oeuvre, also d'Leit, déi schaffen, vill méi mobill sinn, wou se e puer Joer an deem enge Land, e puer Joer an deem anere Land schaffen. An dat féiert dozou, dass Leit, déi e puer Joer bei eis geschafft hunn, duerfir eng Mindestrent hei zu Lëtzebuerg kréien, awer oft am Ausland dann nach aner Pensioune kréien. A wann een dann de Cumul mécht, dann hu se awer eng vill méi déck Rent wéi just déi Mindestrent, déi se hei zu Lëtzebuerg kréien, net also wéi een do op där Basis kéint unhuelen.

An duerfir proposéieren ech zumindest menger Fraktioun, déi Motioun hei ofzeleenen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Wann ech richteg gesinn hunn, hunn ech elo nach eng Rei Wuertmeldungen: d'Madamm Bofferding, den Här Bauler, d'Madamm Tanson, den Här Goergen an den Här Baum. Ass dat richteg esou? Da ginn ech fir d'éischt der Madamm Bofferding d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mech verwonnert déi Haltung vun der CSV elo net. Dat passt e bëssen an deen Esprit, dee mer gëschter schonn an der Spezialkommissioun héieren hunn, wou de President gesot huet, et géif hei just iwwert d'Projet-de-loie geschwat ginn an net allgemeng iwwert den Accord an och wat d'Konsequenzen dovunner wären. Ech mengen, do si ganz vill Leit, déi Iech do awer schonn drop geäntwert hunn, dass mer dat aneschters gesinn.

Als Vizepresidentin vun der Spezialkommissioun proposéieren ech awer, dës Motioun an d'Kommissioun ze huelen, well et stelle sech effektiv eng Rëtsch Froen. Och wann d'Sozialpartner dat do net gefrot hunn, ass et jo awer grad eis Aufgab ze kontrolléieren, wéi dat doten alles soll ëmgesat gi respektiv ob net herno vläicht Leit an deem Ganze vergiess ginn. Ech denken elo net nëmmen un d'Pensionnairen, ech denken awer och un déi Leit, déi de REVIS bezéie respektiv de Revenu pour personnes gravement handicapées. Och do stellt sech d'Fro, ob déi net och d'Konsequenzen dovunner ze spiere kréie respektiv wéi mer dat do nach am Detail ëmsetzen.

An ech fannen, et ass eng Diskussioun wäert, wéi ganz vill aner Diskussiounen och. An dofir ass et fir eis ganz kloer, dass dat do muss an der Spezialkommissioun diskutéiert ginn. Dofir hu mir jo och eng Spezialkommissioun, fir doriwwer eraus kënnen zesummen ze diskutéieren. An ech fannen et schued, dass hei erëm versicht gëtt, all Diskussioun direkt am Keim erstécken ze loossen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Här President, ech ka mech relativ kuerz faassen. Ech wollt mech der Argumentatioun vun der Presidentin vun der Finanz- a Budgetskommissioun uschléissen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech hunn e bëssen e Problem domadder. Mir hunn nach net emol den Text vun der Regierung, ëm deen et jo eigentlech geet, dat heescht, dee vun der Erhéijung vum soziale Mindestloun. An elo hei eppes ofzeleenen oder unzehuelen, wou mer d'Dispositiounen nach net kennen an déi och nach net an der Kommissioun diskutéiert hunn, fannen ech e bësse schued. Well fir eis stelle sech do eng ganz Rëtsch Froen.

An duerfir wäre mir och éischter Demandeur, dass mer déi Motioun hei an der Kommissioun géingen diskutéieren. Ech gesinn, den zoustännege Minister ass och net heibannen, wann een elo nach geziilt Froen hätt. Duerfir bedaueren ech, dass mer dat elo net kënnen op d'mannst debattéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Dës Motioun ass wichteg, well d'Mindestrenten hei zu Lëtzebuerg ginn net duer. A wa kee vun de Sozialpartner et gefrot huet, kann een de Ball och zréckspillen, et kann een och einfach soen: Firwat huet d'Regierung et net matgeholl? Dat heescht, well Der de Constat net deelt vun der breeder Bevëlkerung, dass d'Mindestrenten net duerginn.

A wann ech dann héieren, dass d'CSV seet ..., den drëtten Argumentaire, deen Der huelt, just well am Ausland nach zousätzlech Rente sinn, mee dat hëlleft engem, deen hei net iwwert d'Ronne kënnt, null! Är Argumentatioun ass do falsch. D'Mindestrenten zu Lëtzebuerg sinn ze niddreg. Do musse mer usetzen.

An der Tripartitt ... Et ass eigentlech eng Blamage, dass Der net emol dru geduecht hutt, de Pensionären ze hëllefen! Dir hutt e Crédit d'impôt ...

(Exclamations et interruption)

Dir hutt e Crédit d'impôt gestëmmt oder matginn an deenen aneren net.

(Interruption)

Dir hutt d'Leit vergiess. An dann ass et net, fir hei ze kommen: „Et huet keen aneren et gefrot." Dofir ass dat dote richteg. An et soll an der Kommissioun diskutéiert ginn. Et kann awer och haut doriwwer ofgestëmmt ginn. Well d'Mindestrente sinn ze déif. An et ass schued, dass d'Regierung dat net unerkennt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Baum huet eleng d'Wuert!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Ech verstinn d'Uleies vun dëser Motioun. Et muss een awer e puer Saache soen.

Éischtens: De soziale Mindestloun geet net an d'Luucht. Wat geschitt, ass, datt duerch eng Form – mir wëssen nach net genau wéi – Steierkreditt, den Netto herno an d'Luucht geet. Dat heescht, de Loun selwer geet net an d'Luucht, mee den Netto.

D'Erklärung vun der CSV, fir et ofzeleenen, datt dat net Deel vum Tripartitt-Accord ass, fannen ech awer elo e bësse schwaach. Dir sidd awer nach ëmmer eng Regierung. Dir kënnt awer nach ëmmer selbstständeg Decisiounen huelen, och wa festgestallt gëtt, datt am Tripartitt-Accord eventuell eppes iwwersi ginn ass.

Ech si ganz bei der Madamm Tanson an der Madamm Bofferding: Ech géif vivement recommandéieren, dat

hei an d'Kommissioun ze huelen. Mir wëssen effektiv nach net genau, wéi de Mechanismus soll ausgesinn. Well et stelle sech nach eng ganz Rëtsch aner Froen. Wat ass da mat den Independanten, wann dat hei iwwer Steierkreditt gemaach gëtt? Kréien déi dann näischt? Muss een an engem Salariatsverhältnis sinn, fir kënnen op deen dote Steierkreditt zréckzegräifen? A wann et e Steierkreditt ass, muss en dann net d'office och fir jiddweree gëllen, dat heescht och fir déi, déi fréier cotiséiert hunn, dat heescht fir d'Pensionnairen?

Also, ech géif vivement recommandéieren, well ech d'Uleies verstinn a well ganz vill Froen do sinn, et op déi Plaz ze transferéieren, wou et eigentlech higehéiert, nämlech an d'Tripartitt-Spezialkommissioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Keng aner Wuertmeldung? Da ginn ech der Madamm Schoos d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR), auteure | Jo, villmools merci, Här President. Och merci fir d'éischt den aneren Oppositiounsparteie fir awer hir Ënnerstëtzung vun dëser Motioun.

Ech fannen d'Propositioun ganz gutt, dat mat an d'Kommissioun ze huelen. Ech war gëschter och erstaunt, dass mir an där Spezialkommissioun just nach iwwert déi geplangte Gesetzestexter solle schwätzen an net méi doriwwer, wat dobäi erauskomm ass.

Ech mengen, de Problem, dass mer bei de Pensiounen net wierklech wëssen, wie wat als Pensioun kritt, deen ass bekannt. Mee ech fannen awer net, dass mer dat als Argument kënnen huelen, fir déi, déi wierklech just d'Mindestrent kréien hei zu Lëtzebuerg, dann och einfach grondsätzlech auszeschléissen, just well eis eeben net bekannt ass, wéi eng Leit eeben nach en zousätzleche Revenu duerch Pensiounen aus dem Ausland oder duerch Loyer oder duerch wat och ëmmer hunn. Do musse mer dann eng aner Solutioun fannen – an dat ass jo net nëmme bei de Pensiounen de Fall –, fir dass mer méi cibléiert deene Leit kënnen hëllefen, déi et och wierklech brauchen.

Jo, natierlech wär e Crédit d'impôt fir jiddwereen, deen d'Mindestrent kritt, onofhängeg dovunner, ob en elo nach Loyere kritt oder ob en nach eng Rent aus dem Ausland bezitt. Mee ech fannen dat als Argumentaire am Fong och immens schwaach. An zemools och wa mer soen, ech mengen, de Mindestloun oder dee Crédit d'impôt oder den Netto, dee mer herno méi an der Täsch hu bei de Salariéen, ass, well d'Liewenshaltungskäschten eropginn, och wéinst den Energiepräisser a sou weider. Majo, d'Pensionnairë mussen och déi nämmlecht Käschten droen an hunn dowéinster awer och eppes verdéngt.

An ech wier domat averstan, wéi gesot, wa mer dat mat an d'Kommissioun géingen huelen, wann ech awer och fäerten, dass een och do erëm mam Argumentaire kënnt: „Mir diskutéieren hei keng nei Iddien, mee mir maache just dat, wat am Accord steet."

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos.

Ech hunn also hei d'Propositioun leie mam Accord vun der Auteure vun der Motioun, dës Motioun an d'Spezialkommissioun „Tripartite" ze iwwerweisen. Éier mer also eventuell iwwert déi Motioun ofstëmmen, stëmme mer elo driwwer of, ob se dann an d'Kommissioun geet oder net. Déi, déi der Meenung sinn, se soll an d'Kommissioun goen, déi stëmme mat Jo. Déi, déi der Meenung sinn, se soll net an d'Kommissioun goen, déi stëmme mat Neen. De Vott ass jo elo kloer, da kann ech, wann d'Regie mer dat erlaabt, och dee Vott opmaachen, also ob se an d'Kommissioun geet oder net.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 24, Nee: 35, Abstentioun: 1. Dës Motioun geet also net an d'Kommissioun. Dat ass mat 35 Nee-Stëmme géint 24 Jo-Stëmme bei 1 Abstentioun esou decidéiert ginn.

Résultat définitif après redressement : le renvoi de la motion en commission est rejeté par 25 voix pour et 35 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Taina Bofferding), Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par Mme Diane Adehm), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Ricardo Marques), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Mandy Minella) et M. Gérard Schockmel.

An da gëtt natierlech déi Motioun zum Vott gestallt. A soubal d'Regie mer dat erlaabt, maachen ech de Vott op, fir iwwert d'Motioun vun der Madamm Alexandra Schoos ofzestëmmen.

Vote sur la motion

Voilà. Ech maachen dee Vott also op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e ganz bësschen, da si mer souwäit. Kuckt emol, ob Dir Är Procuratiounen all geholl hutt. Voilà. Merci. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 9, Neen: 35, Abstentiounen: 16. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 9 Jo-Stëmme bei 16 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Zeimet), MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Mosar), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Mandy Minella) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana (par M. Ben Polidori), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Taina Bofferding), Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

8. Question élargie n° 85 de M. Laurent Mosar au sujet de la position du Gouvernement sur la loi européenne sur l'accélérateur industriel

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 85 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Positioun vun der Regierung zum Industrial Accelerator Act. Dir kennt d'Riedezäiten. An den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Mëtte schwätze mer iwwer AI an iwwer IAA. Ech fänken elo mol mat der éischter Fro un, déi iwwer IAA geet. Dat ass deen ominösen Industrial Accelerator Act. Dat ass eng Initiativ vun der Europäescher Kommissioun, déi eng Rei vun Erausfuerderungen ugeet, richtegerweis ugeet, déi sech am Moment an Europa a par ailleurs och hei zu Lëtzebuerg stellen, an déi haaptsächlech versicht, Äntwerten op dräi Punkten ze ginn: Éischtens, wéi mer et erëm besser fäerdegbréngen, an Europa déi industriell Capacitéiten ofzesécheren, wat an de leschte Joren net ëmmer de Fall war, dann, zweetens, strateegesch Ofhängegkeete par rapport zu anere Länner a ganz besonnesch Drëttlänner ofzebauen an, drëttens, dann awer och den Emploi an Europa, iwwregens och hei zu Lëtzebuerg, erëm eng Kéier frësch ze relancéieren.

Dës Initiativ gëtt dann och eng Rei vun Äntwerten, andeem se zum Beispill seet, an Zukunft missten erëm vill méi ëffentlech Interventiounen an natierlech och ëffentlech Hëllefe fir europäesch Industrien a Betriber kommen, zweetens misst och eng Prioritéit fir europäesch Produkter kommen, de „Made in Europe", an drëttens misst awer och d'Simplification administrative virugedriwwe ginn.

Wéi ëmmer bei esou Programme gi se deenen engen net wäit genuch an deenen aneren ze vill wäit. An esou ass dat dann och hei erëm de Fall. D'Kriticke ginn haaptsächlech drëm, datt hei géifen d'Symptomer a keng Ursaache behandelt ginn. An do stellt sech dann effektiv d'Fro, wat déi Haapterausfuerderunge sinn. Mir hunn ze vill deier Energiepräisser an Europa. Dat ass bekannt. Mir hunn och zum Deel ze vill kompliźéiert Prozeduren. A mir hunn e ganz groussen Defizit un Investissementer an déi nei Technologien. An do muss een effektiv kucken, wat déi richteg Weeër sinn, fir dohinner ze kommen.

Ech mengen, wéi esou oft muss een hei e Mëttelwee goen. Hei si sécherlech eng Rei vu Mesüren, déi an déi richteg Richtung ginn. Nach muss een awer oppassen, net an eng Politick vu Protektionismus ze

goen, déi eis Mäert géif ofschotte vun anere Mäert, wat och net gutt wier, well dat och kéint riskéieren, datt de Käschtepunkt fir d'Entreprisen, fir auslännesch Produiten ze kréien, weesentlech géif an d'Luucht goen, wat dann natierlech och eis Kompetitivitéit géif verschlechteren. Et ass och e Risk vu Géigereaktiounen. Wa mir Mesüren huelen, kommen och Géigereaktiounen. An et muss ee sech och froen, ob dat doten net och kéint d'Innovatioun bremsen.

Ech mengen, ech hunn et virdru gesot, mir mussen einfach hei dee richtegen Equiliber zwëschent deenen enge berechtegte Fuerderungen an deenen anere gradesou berechtegte Suerge fannen. An dofir wollt ech eng Rei Froen un den zoustännege Minister stellen:

Fir d'alleréischt: Wéi steet d'Regierung respektiv den zoustännege Minister zu där ganzer Initiativ?

Zweetens: Wéi gesäit en iwwerhaapt d'Chancen, datt dat wäert herno iwwerall ëmgesat ginn, wann ech riets a lénks e bësselche kucken, wéi d'Diskussioune verlafen?

Dann awer eng ganz wichteg Fro fir mech: Wat riskéiert, eventuell d'Riske fir Lëtzebuerg ze sinn? Ech mengen, ech brauch dat net ze widderhuelen: Mir sinn eng oppe Wirtschaft. Mir sinn ugewisen op auslännesch Investisseuren. Mir sinn och ugewisen op den Import vu ganz villen auslännesche Produkter. Riskéiert eng protektionistesch Politick net, eis do awer gewëssen Dieren zouzemaachen?

Dann eng nächst Fro: Wou si mir eventuell mat der Ëmsetzung vun deene Mesüren drun?

An dann eng lescht Fro: Stinn dës Mesüren net awer zum Deel och e bëssen a Kontradiktioun mat der Kapitalmaartunioun?

Ech soen Iech schonn am Virfeld Merci fir all Är Äntwerten.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci villmools och dem Här Mosar dofir, de Sujet hei op den Ordre du jour gesat ze hunn, well wéi mer alleguerte wëssen, si mer am Moment an enger ganz komplizéierter Situatioun, net nëmmen zu Lëtzebuerg, net nëmmen an Europa, mee op der ganzer Welt.

Mir mussen also kucken, Mesüren ze huelen, fir eis Industrie ze stäerken. Ech mengen, wa mer gesinn, dass déi eenzel Initiativen ëmmer erëm gekuckt ginn ... A wa mer vun den Initiative schwätzen, ech hu mer hei d'Méi gemaach, se eng Kéier allegeurten opzeschreiwen. Mir schwätze just an der Industriepolitick net nëmme vum Industrial Accelerator Act, mee mir schwätzen hei vum Net-Zero Industry Act. Mir schwätze vum Critical Raw Materials Act. Mir schwätze vum Critical Raw Materials Centre. Mir schwätze vum Internal Market Emergency and Resilience Act. Mir schwätze vum Chips Act. Mir schwätze vum Chips Act 2.0. Mir schwätze vum Industrial Accelerator Act. Mir schwätze vun deene sektoriellen Initiativen, déi et an der Chimie, am Stol, am Auto, an de Biotechnologië gëtt, an natierlech och vum Critical Medicines Act.

Dat Ganzt gëtt encadréiert mat verschiddenen Ouverturen, fir – an den Här Mosar ass drop agaangen – och d'Industrie an Europa kënnen ze stäerken, dat eebe mat Investissementer, déi d'Betriber maachen, déi awer kënne mat begleet ginn iwwer Staatshëllefen. Do schwätze mer da vum CISAF (ndlr: Clean Industrial Deal State Aid Framework) an elo an dësem Moment vum Middle East Crisis Temporary State Aid Framework, also dem METSAF, wou et eebe grad drëm geet, de Betriber an dëser schwéierer Zäit nach eng Kéier kënne wéinst der Augmentatioun vun den Energiepräisser ënnert d'Äerm ze gräifen. An dat si just déi industriell Positionnementer, iwwert déi mer grad op europäeschem Niveau schwätzen.

Dobäi kommen nach allegeurten déi vum Numerique, dat sinn den AI Act, den Digital Services Act an den Digital Markets Act. Et gesäit een also, dass d'Kommissioun sech hei eng Hellewull Outile gëtt, wou mer amgaange sinn, drun ze schaffen, fir eis Industrie kënnen ze stäerken, fir eis esou kënnen opzestellen, dass mer an Zukunft net nëmmen eng Industrie an der ganzer EU hunn, mee dass mer et och fäerdegbréngen, eebe grad den Knowhow och heizehalen, Innovatioun heizehalen, Recherche heizehalen, well dat si Piliere vun engem industriellen Developpement.

Mir gesinn, dass mer eebe grad an onsécheren Zäite sinn. Ech schwätze vum Krich an der Ukrain. Ech schwätze vun den Tensiounen am Beräich vun der Handelspolitick mat den Zöllen. Mir schwätzen op där anerer Säit dovunner, dass mer wëssen, dass mer ganz grouss Ofhängegkeeten hu géigeniwwer den USA, géigeniwwer China a punkto kritesch Matièren zum Beispill, wa mer vun de Batterië schwätzen, wa mer vun de PV-Anlage schwätzen. Mir gesinn eng allgemeng Perte vun der Kompetitivitéit an der EU, well säit den 2000er-Joren ass den EU-Undeel un der internationaler Industrieproduktioun vun 21 % op 14 % erofgaangen.

A grad dofir gesäit een, dass et wichteg ass, dass mer eis op europäeschem Niveau Gedanke maachen, wéi mer kënnen eis Industrie stäerken, erhalen an och weider ausbauen an Zukunft. A grad an déi dote Richtung ginn och déi eenzel Initiativen, déi vun der Kommissioun kommen. D'Madamm von der Leyen huet eebe grad och do d'Erausfuerderunge gezeechent – duerch de Rapport Draghi, duerch de Rapport Letta –, fir kënnen ze kucken, déi grouss Stéchwierder an de Grëff ze kréien, d'Stéchwierder „Kompetitivitéit", „Simplificatioun" an och „strateegesch Autonomie".

Dofir huet d'Kommissioun och am Februar 2025 de Clean Industrial Deal presentéiert, wou et eebe grad drëm geet, eis Industrie fir d'Zukunft opzestellen, andeem mer se dekarboniséieren, andeem mer awer och gläichzäiteg kucken, d'Energiekäschte fir d'Betriber an enger verschäerftener globaler Konkurrenz unzegoen a weider auszebauen.

Et gëtt och hei eebe grad de CISAF – ech hunn e scho genannt –, wou mer wëllen de Betriber hëllefen, CO_2-Emissiounen anzespueren, also méi ewech ze komme vun de fossillen Energien, se also méi resilient opzestellen an do och konsequent déi erneierbar Energien auszebauen.

Et geet och ëm d'Marché-publicken – an den Här Mosar ass ganz kuerz drop agaangen –, wou mer och do amgaange sinn, drun ze schaffen, fir d'Modernisatioun vum europäesche Kader an de Marché-publicken. Hautzudaags ass et esou, dass mer eisen Industrien an Europa verschidden Obligatiounen operleeën, déi allegeurten eenzel sécherlech ganz gutt sinn, wou et heiansdo awer och ganz schwiereg ass, d'Zesummespill ze fannen. A parallell dozou soe mer jo da ganz oft eebe bei Ausschreiwungen: „D'Produite sinn ze deier." A mir ginn déi dann an Drëttlänner akafen, fir se da kënnen an d'EU ze importéieren. Dat geet net! An dofir gëtt och do grad un deem europäesche Kader fir d'Ausschreiwunge geschafft.

Dat natierlech, net ze vergiessen, niewent deem ganze Volet vun der Souveränitéit, déi mer an der EU brauchen – an den Här Draghi ass a sengem Rapport drop agaangen –, besonnesch an deene Beräicher vun zum Beispill dem Automobill, dem Stol, de Chemikalien, dem Metall, fir do kënne weiderzekommen an och fir kënnen den Knowhow an der Innovatioun erëm hei ze hunn, andeem mer Chippen, also Semi-Conducteuren, erëm hei produzéieren, Cloud, AI, also de European Technological Sovereignty Package, fir do d'Souveraineté technologique och erëm eng Kéier heihinner ze kréien.

An dat Ganzt englobéiert sech d'Simplifikatioun. Ech hu se ugeschwat. A mir sinn als Regierung ganz kloer hannert deenen Omnibussen, well mer se brauchen, fir dass mer eis Ekonomie nach weider kënne fonctionéiere loossen. Deen éischten Text hate mer jo och schonn hei am Parlament an en ass unanime ugeholl ginn, fir eebe grad d'Prozesser ze vereinfachen an awer och de Bannemaart ze stäerken.

Mat engem gestäerkte Bannemaart, an domat äntweren ech Iech och op Är zweet Fro ... Mir sti ganz positiv zu deenen Texter. Ech wäert nach op de Kompromëss agoen. Mee d'Fro, déi sech stellt, ass, dass mer och virukommen, fir eise Bannemaart ze stäerken. Mir sinn e Land, dat exportéiert. Mir brauchen den europäesche Marché a mir brauchen och eng oppe Weltwirtschaft, fir weider kënnen ze fonctionéieren.

Mir brauchen also, wa mer op den Industrial Accelerator Act ginn ..., deen haaptsächlech zwee grouss Punkten huet:

Éischtens: Prozedure fir d'Realisatioun vun industrielle Projete kënnen ze vereinfachen an ze beschleunegen. Mat engem One-Stop-Shop. Dat si mer amgaangen ëmzesetzen hei zu Lëtzebuerg, wou mer also ganz positiv dozou stinn, fir dat och kënnen ze maachen.

Zweetens: déi industriell Produktioun an Europa fërdere mat EU-Preferenz-Krittären, wéi zum Beispill d'Intensité carbone vun de Produiten oder déi aner Voleten.

An da komme mer direkt bei déi Fro, déi opgeworf ginn ass vum „Made in Europe" oder vum „Made with Europe". Et gëtt Diskussiounen do ronderëm. „Made in", also restriktiv: „Mir wëlle gär Produiten, déi nëmmen an der EU gemaach ginn." „Made with": „Mir brauchen also Produiten, déi mat der EU zesumme gemaach gi sinn."

D'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung ass ganz kloer: Mir wëllen de „Made with"! Well mer eng oppen Ekonomie sinn, musse mer mat eise Partner zesummeschaffen. Mir schwätzen hei och vun de Reegele vun der OMC, déi mer souwisou musse respektéieren. Dat heescht, mir beweegen eis an deenen dote Kaderen.

Parallell dozou musse mer de gudden Equiliber fannen tëschent deem, wat mer hei an Europa brauchen, fir d'Resilienz kënnen ze garantéieren, an op där anerer Säit, wou mer awer och musse kucken, mat eise Partner zesummenzeschaffen – ech sinn op Raw Materials agaangen oder op aner Froen –, fir do kënne weiderzekommen.

Mir mussen also effektiv déi industriell Produktioun an Europa fërderen a gläichzäiteg awer och kucken, dass mer en Accès zu Rohstoffer am globale Marché kënne sécherstellen. An dat ass am Fong schonn déi Richtung, an där mer eis beweegen: „Made with". Mir brauchen also eis Partner. Mir brauchen awer och eng gewësse Resilienz an Europa an der Industriepolitick, fir do kënne weiderzekommen.

Dofir gëtt et och e Groupe de travail. An et gesäit een, wéi breet de Sujet ass. Mir schwätzen hei, wou mer eis selwer koordinéieren hei zu Lëtzebuerg, mam Environnement, mam Ausseministère, mat der Mobilitéit, mat Travaux publics.

Mir kucken also do ëmmer, grad déi Volete vun der Acceleratioun vun de Prozeduren zum Beispill unzegoen.

Mir kucken awer och, proaktiv Mesüren ze huelen an Europa, fir déi Innovatioun an déi Technologien hei kënne weider ze entwéckelen, weider ze kréien.

A mir mussen also och cibléiert kucken, sou wéi d'Kommissioun et och gemaach huet, fir déi strateegesch Secteure kënnen ze definéieren. Et ass net an all Secteur, dass mer et musse maachen. Ech schwätze vu Resilienz. Ob et an deem engen Domän ass oder an deem aneren, do kann ee sech Froe stellen. Mir brauche cibléiert Mesüren hei, well nämlech och deen heite Paquet wäert en Deel sinn, wéi och déi nächste Paquete wäerte geschnüert ginn. Dofir musse mer kucken, dass mer e gudden Equiliber fannen tëschent deene verschiddene Voleten.

Mir brauchen awer d'Secteuren: zum Beispill den Net Zero, also Technologien, déi mer an der Dekarbonisatioun brauchen. An ech schwätzen hei vun de Solarpanelen, vun de Wandmillen, vun de Batterien an awer och energievore Secteuren. Mir schwätze vum Stol, vum Zement, vum Bëton, dem Automobillsecteur. Och dat si Secteuren, deene mer mussen d'Méiglechkeet ginn, hei an Europa kënnen net nëmme weider ze existéieren, mee och ze developpéieren an och an Zukunft kënnen hei ze sinn.

Mir sichen also am Fong e gudde Mëttelwee, net ze protektionistesch op där enger Säit, op där anerer Säit awer och oppen, fir eis kënne weider ze diversifizéieren.

Dofir ass zum Beispill déi Fro, déi sech stellt an deenen heiten Texter, e ganz wichtegen Deel. Dat ass de Contrôle vun den Investissementer aus Drëttstaaten, wou d'Reegel, déi am Moment diskutéiert gëtt, sech soll limitéieren op Beräicher, wou 40 % oder méi vun der internationaler Produktioun aus engem eenzege Land kënnt, fir ze evitéieren, dass mer eeben duerno nach méi Dependancen opbauen – wou mer dozou stinn.

An dat sinn dann déi Froe vum Filtrage zum Beispill. De Filtrage, deen elo eréischt grad neigemaach ginn ass, soll elo erëm eng Kéier undiskutéiert ginn, wou mer eis awer éischter esou positionéieren, dass mer elo Reegelen hunn, déi grad eréischt ugepasst gi sinn, dass mer net erëm solle verschidden Upassungen do maachen, dass mer also keen double Emploi hunn a keng Widdersprëch kënnen hunn.

Mir mussen eis awer och protegéiere virun der Concurrence déloyale, dass mer eis protegéiere viru Marchéen, wou mer ganz genau wëssen, dass et eng ganz staark staatlech Interventioun gëtt a verschiddene Secteuren, wou mir hei an Europa net kënne mat eiser Industrie mathalen, fir do kënnen drop ze äntweren.

Dat ass de Liesbrëll, mat deem mer duerch déi verschidde Volete ginn. Mir brauchen also e proportionéierten, en effikassen an en effektive System, wou mer hei zu Lëtzebuerg de Volet nach hunn. Dofir, fir op d'Fro, déi Der gestallt hutt, zréckzekommen: D'Reciprocitéit ass ganz wichteg. Mir kënnen eis net selwer an de Fouss schéissen, wou mer also gesinn, dass anerer sech net un déi Reegelen halen.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann hätt den Här Mosar nach eng Zousazfro, wann e wëllt.

(Négation)

Dat ass net de Fall.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech kommen direkt erëm drun.

M. Claude Wiseler, Président | Hie kënnt erëm direkt drun. Ma voilà.

9. Question élargie n° 89 de M. Laurent Mosar au sujet de la souveraineté numérique

Dann hutt Der schonn deen nächste Punkt agefouert. An dat wier déi erweidert Fro Nummer 89 vum Här Mosar iwwer eng digital Souveränitéit, wou déi selwecht Riedezäite wéi virdru gëllen. Den Här Mosar huet d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, mir fueren do virun, wou mer virdrun opgehalen hunn, nämlech iwwer Froe vu Souveränitéit. An dësem Fall geet et ëm d'Souveraineté numérique, net nëmme vun Europa, mee och vun eisem Land. An ech mengen, mir sinn alleguerten erschreckt, wéi mer virun e puer Deeg déi Noriicht kritt hunn, datt déi amerikanesch Administratioun Deelprogrammer vun Anthropic zougemaach huet fir net amerikanesch Residenten oder iwwerhaapt och fir Netamerikaner, wat ganz vill Froen opwerft, wat an Zukunft iwwerhaapt och den Accès zu der KI ubetrëfft. An dat ass e gutt Beispill, wéi wichteg eng europäesch Souveraineté numérique ass, déi eis net méi ofhängeg vu groussen Acteuren an Drëttlänner mécht.

Deen zweete Grond, firwat ech awer wollt déi Fro haut nach eng Kéier stellen, huet eigentlech zwou Facetten. Fir d'alleréischt, wéi vill aner Kolleegen an och Ministeschkolleege ware mer d'lescht Woch op der Nexus, wat eng Successstory ass, wou ganz vill Leit waren, och ganz vill auslännesch Investisseuren. An ech muss soen: Ech sinn erëm extreem positiv, wann ech awer gesinn, wéi attraktiv a kompetitiv dat Land ass, notamment fir nei Technologien, a wéi grouss och wierklech de Wëllen ass vu ganz villen Entrepreneuren, notamment an den neien Technologien, op Lëtzebuerg ze kommen.

Dat anert ass eng Diskussioun, déi ech suivéiert hunn an der franséischer Assemblée nationale. An zwar huet do den Här Arthur Mensch – dee kennt Der alleguerten, dat ass de Chef/CEO vu Mistral AI, dat ass u sech déi gréissten AI-Entreprise an Europa, mat där héchster Kapitalisatioun – wärend annerhallwer Stonn de franséischen Deputéierten e bësselchen erkläert, wat d'Erausfuerderunge sinn. A wéi ech dat gekuckt hunn, muss ech soen: Ech hu selten esou vill bäigeléiert, Här President!

An ech géif elo, mol ganz ofgesi vu menge Froen, déi ech elo stellen, eigentlech hei proposéieren, datt d'Chamber den Här Mensch, mat deem jo iwwregens de lëtzebuergesche Staat en Accord gemaach huet, och eng Kéier géif hei an d'Chamber komme loossen, fir emol d'Deputéiert iwwert déi Erausfuerderunge vun AI ze informéieren, ganz besonnesch wat Europa ubetrëfft. Ech mengen, dat wär e gudden Exercice, bei deem mer alleguerten, ech inklusiv, nach ganz vill kéinte bäiléieren.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Très bien! Dat ass dach emol eng gutt Iddi!

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här Zeimet.

(Hilarité)

Dat gesot, stelle sech awer iwwert d'KI eraus och eng Rei vu Froen, wat Infrastrukturen ubetrëfft. Ech hunn et schonn e puermol hei gesot: Wa mer wëlle KI ënnerstëtzen, wa mer och wëllen en Hub vu KI ginn, brauche mer Infrastrukturen. Infrastrukturen, dat sinn Datenzenteren, dat si Clouden. Mee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat gëtt ganz oft vergiess: Dat ass awer haaptsächlech Energie, Elektresch!

A wann Der e bëssen d'Besoine kuckt, wat d'KI brauch: Dat ass enorm! Den Här Mensch huet de franséischen Deputéierte gesot, datt dat bedeit, datt an Zukunft all Awunner an Europa, deen op KI zréckgräift, 1 Kilowatt Elektresch wäert gebrauchen. E schwätzt vu 400 Gigawatt, déi Europa an Zukunft brauch. 400 Gigawatt, fir Iech dat just ze soen, léif Kolleegen: Dat si 400 riseg Atomzentralen! Dat si Millioune vu Wandmillen! An duerfir, mengen ech, ass ee sech net ëmmer esou bewosst, wat dat bedeit, wa wierklech déi KI kënnt, wat mer do souwuel un Energie wéi awer och un Datecapacitéite brauchen.

An duerfir wollt ech och eng Rei vu Froe, besonnesch an deem Kontext, un de Minister stellen, awer och natierlech seng Appreciatioun iwwert d'Interdictioun vum Accès op gewësse Programme vun Anthropic.

Mee doriwwer eraus: Wou sti mir, Här Minister, wat déi enorm Capacitéiten ubetrëfft, déi mer brauchen, wat d'Datenzenteren ubetrëfft, awer och ganz besonnesch wat Energie an Zukunft ubetrëfft? Well mir kënnen esou vill iwwer KI schwätzen, wéi mer wëllen, wa mer net déi noutwendeg Capacitéiten hunn, da wäerte mer net ganz wäit kommen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. D'Regierung huet elo d'Wuert, den Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools fir déi Fro, Här Mosar. Ech mengen, dass eebe grad déi zwee Sujete ganz enk matenee vernetzt sinn. A mir si virdrun op déi verschidden Akten agaangen, déi et gëtt. An eebe grad hei an dësem Domän ass et ganz wichteg, dass mer virukommen.

Et ass net eng Fro vun enger kommerzieller Aktivitéit oder vun enger technescher Fro. Et geet ëm d'Resilienz vun eiser Ekonomie an d'technologesch Souveränitéit vun der EU, wa mer hei wëlle weiderkommen. D'Relevanz vun eiser nationaler Strategie ass domadder nach eng Kéier ënnerstrach ginn, wéi Der grad gesot hutt.

Mir hunn eis AI-Strategie, dat zesumme mat der Datestrategie, dat zesumme mat der Quantumstrategie, presentéiert, well mer eis eebe grad bewosst sinn, dass mer hei mussen zesummeschaffe bei deene verschiddene Voleten, dass mer mussen en Developpement maachen, dass mer mussen d'Ouverture maache fir eis Entreprisen, dass si et och kënnen notzen, an op där anerer Säit awer och d'Infrastrukture kënne garantéiert ginn. Europa soll oppe bleiwen, awer net ofhängeg ginn! A grad an deem Kader beweege mer eis hei, wa mer vun deene verschiddene Cloudsolutiounen, AI-Solutiounen oder wat och ëmmer schwätzen.

Déi Europäesch Kommissioun huet och rezent dozou en neie Paquet iwwert déi europäesch technologesch Souveränitéit presentéiert, wou et eebe grad d'Zil ass, déi strateegesch Initiative sécherzestellen, dass mer also bei der AI, dass mer bei de Cloudsolutiounen hei an Europa en Developpement hunn, dass mer musse kënnen drop zréckgräifen, an dat ass alles an enger gesécherter Aart a Weis an deene verschiddene Facetten, déi mer kennen. Mir mussen also d'Capacitéiten an enger Rei vu Secteuren ausbauen, wat d'EU och virgesinn huet. Dozou gehéieren d'Halbleiter, Open Source Cloud an allgemeng AI-Technologien.

Ech hunn et scho virdru gesot: Et ass wichteg, dass mer net nëmmen déi verschidde Capacitéiten developpéieren, mee et ass awer och wichteg, dass mer also net eng autark Industrie hei opbauen. Mir mussen zesummeschaffe mat anere Staaten och ausserhalb vun der EU.

Mir mussen awer och eng Souveränitéit hunn a kënne garantéieren, dass déi Donnéeën, déi mer hei an Europa hunn, och an Europa bleiwen, net mëssbraucht ginn op där enger Säit, awer och esou kënnen zur Verfügung gestallt ginn, dass mer d'Innovatioun an deene verschiddene Secteure kënnen hunn. Virun allem ass et och d'Zil, eis Ofhängegkeeten ze reduzéieren. A mir hu kee Choix: Mir mussen dat doten als Europa fäerdegbréngen!

Mir begréissen d'Ambitiounen an d'Ziler, déi d'Kommissioun mat dësem Paquet och verfollegt, an analyséieren eebe grad och detailléiert, wat an deene verschiddene Paqueten ass. Well am Moment gëtt et nach Diskussiounen, déi op verschiddenen Niveaue leien. Mee wéi gesot: Resilienz, awer ouni Protektionismus, dat ass hei, mengen ech, d'Stéchwuert.

Mir kënnen och hei zu Lëtzebuerg ganz houfreg sinn, well mir hunn et nämlech fäerdegbruecht, dass mer op internationalem Niveau ... Also, an der EU konnte mer ënnersträichen, dass mer an dësem Beräich och ganz gutt opgestallt sinn.

E gutt Beispill ass dat, wou d'Europäesch Kommissioun e Lancement gemaach huet, fir e Marché public fir Cloudoffere kënnen ze maachen. Véier Offere sinn zréckbehale ginn, dovunner zwou lëtzebuergescher. De Projet vun der POST an och de Projet vun der Clarence sinn also hei an engem europäesche Kader ze gesinn, als Cloudoffer ze hunn, zwee vu véier hei zu Lëtzebuerg.

Mir hunn also Infrastrukturen, déi mer ganz gutt hunn. Dofir och den Developpement vum MeluXina-AI, dee mer als Regierung annoncéiert hunn, vum MeluXina-Q an awer och d'AI Factory, also fir et wierklech eriwwerzekréien an eis Betriber, dass d'Intelligence artificielle – déi ëmmer Hand an Hand geet mat Cybersecurity – wichteg ass, fir eis Betriber och kënnen ze deployéieren an och kënne weider sécher a vertrauenswürdeg ze benotzen, fir kënne weiderzemaachen. Dat sinn och Volete vun der AI-Strategie. Mir mussen also eisen Entreprisen an Europa den Zougang zu sécheren AI-Solutioune bidden, séchere Cloudsolutiounen, europäescher, wou mer och kënnen zesummeschaffen.

Ech ginn elo net op déi eenzel Hëllefsmesüren an, sief et e Fit-4-AI-Programm, sief et en SME Package „AI", SME Package „Cybersecurity" – wou mer gesinn, dass d'Betriber ganz staark dorobber zréckgräifen. Wa mer 2024 nach 382 Demanden haten, hate mer der 2025 scho 533. Et gesäit een also, dass ëmmer méi Betriber och wierklech mat op de Wee ginn, déi verschidden Developpementer och ze implementéiere bei sech am Betrib; de Fit 4 AI, deen och gutt genotzt gëtt.

Mee déi kruzial Fro ass déi niewent der Souveränitéit, niewent deem „Wéi kënne mer zesumme schaffen? Wéi ginn d'Donnéeën traitéiert? Wéi ginn d'Donnéeën hannendru benotzt? Wéi si se ofgeséchert an der Cloud?", oder déi, déi eng AI notzt ..., dat ass, wa mer dat Ganzt wëlle maachen – an do ass den Här Mosar drop agaangen –, d'Fro vun der Energie.

Jo, d'Energie ass hei ... An Dir hutt et gesot, wéi vill Atomreakteren ee géing brauchen, wéi vill Wandmillen ee géing brauchen. Et muss een nach kucken, ob een och nach kann ëmrechnen, wéi vill PV-Anlagen oder wéi vill Meeterkarree PV ee brauch. Mee ech mengen, dass dat doten eng kruzial Fro ass, besonnesch als Lëtzebuerg, wou mer ganz genau wëssen, dass mer net autark an eiser Energieversuergung sinn.

Mir brauchen also ëmmer rëm Uschlëss un d'Ausland. Dofir hu mer och verschidden Initiativen, déi lafen, sief et den Ausbau vun der Interconnexioun zu Däitschland, de Projet 380, dass mer do eebe grad méi séier virukomme mam Ausbau vun der Leitung; zweetens d'Optiounen elo schonn ze kucken: Wéi wäerte mer eis doriwwer eraus mussen uschléissen, fir déi néideg Energiecapacitéiten op Lëtzebuerg ze kréien?

De konsequenten Ausbau – zweete Punkt – vun der Mëttel- an der Nidderspannung, fir eebe grad déi erneierbar Energien net ze blockéieren, well et ass esou: Wa mer net genuch Knuetpunkten hunn an der Mëttelspannung, da bréngе mer et net nach fäerdeg, nach méi erneierbar Energien dohinner ze implementéieren, fir eis méi onofhängeg ze maachen. Dofir ass de konsequenten Ausbau vun der Nidder- an der Mëttelspannung e ganz wichtegen Deel an awer och déi effizient Notzung vun de bestoenden Netzcapacitéiten, zum Beispill iwwert déi flexibel Uschlosskontrakter oder awer och – a mir hunn et de leschte Summer als Regierung presentéiert – d'„Späicherstrategie Lëtzebuerg", fir eebe grad déi Fro vun der Energie kënnen ze garantéieren. Mir mussen also am Fong dee ganzen „Einfach – Séier – Erneierbar" wierklech konsequent tëschent deene verschiddene Ministèren ëmsetzen.

Trotzdeem geet dat net esou schnell. Well wa mer vun dem Capacitéitsausbau schwätzen – 380 –, do si mer scho säit Joren amgaangen, driwwer ze diskutéieren. Déi verschidden Etüde si gemaach. A mir sinn elo do, dass mer se kënne weider ausbauen.

Mir wëssen awer och, dass et e Shortage, Problemer gëtt beim Liwwere vu verschiddenen Elementer, fir kënnen den Netzausbau ze maachen. Dofir muss een elo scho bestelle fir an zwee, dräi Joer. Et muss also eng Previsibilitéit kënne garantéiert sinn, well mer nämlech soss net wäerten Datenzenteren hei zu Lëtzebuerg nach weider kënnen developpéieren.

Jo, si hunn en extreem héijen Energiebedarf. Bei verschiddenen oder eenzele Projeten ass et net automatesch méiglech, se bei eis ze installéieren. E konkreet Beispill: Mir gesinn am Ausland, dass Projete realiséiert ginn, wou Datenzenteren enorm Capacitéite vun Energie brauchen, also quasi den Equivalent vun engem hallwen Atomkraaftwierk, fir een Datenzenter kënnen ze maachen! Esou iwwerdimensionéiert Projete wäerte mir hei zu Lëtzebuerg net kënnen unzéien an och net wëllen unzéien, well mer einfach d'Capacitéiten net hunn an och net wäerten hunn, fir dat do kënnen ze maachen.

D'Plus-value fir Lëtzebuerg läit eebe grad doran, dass mer net déi weltwäit gréisste Modeller mussen heihinner bauen, fir mat deene kënnen ze concurréieren, oder déi gréissten Datenzentere kënnen hei developpéieren. Eis Stäerkt ass et eebe grad, eng vertrauenswürdeg Infrastruktur ze hunn. An ech sinn op déi zwee Projeten agaangen, déi elo vun der Kommissioun zréckbehale gi sinn, dass mer also Infrastrukturen a Capacitéiten hei zu Lëtzebuerg hunn, déi ee kann an Europa benotzen, woumadder ee ka vertrauenswürdeg, also en toute confiance, fonctionéieren, fir eebe grad d'Entreprisen och kënnen ze begleeden an der Adoptioun vun hire KI-Solutiounen, déi se brauchen.

An och do erëm eng Kéier d'Fro vun der Glafwürdegkeet a vun der Vertrauenswürdegkeet vun den Infrastrukturen. Mir sinn also och do erëm eng Kéier a strateegeschen Elementer, wou mer net déi grouss Mass wäerten hunn, mee wou mer eebe grad geziilt wëllen do agéieren, wou et bei eis passt, wou mer also eng Kredibilitéit hunn, Kredibilitéit an d'Infrastruktur a Kredibilitéit, fir d'Benotzen duerno kënnen ze garantéieren.

Mir wëllen net nëmmen AI benotzen. Mir wëllen och d'Konditioune schafen, fir datt Europa, an domat och Lëtzebuerg, seng digital Zukunft och selwer ka gestalten, mat Froe vun der Sécherheet, vun der Souveränitéit a vun deene verschiddene Voleten, wéi ech se ugeschwat hunn.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro. Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci emol fir d'alleréischt fir déi ganz komplett Äntwerten. Fir nach eng Kéier den Här Mensch ze zitéieren: Deen huet gesot, wann Europa et wéilt fäerdegbréngen, eng richteg Onofhängegkeet, eng Souveraineté numérique, ze kréien, da géif dat an den nächsten zwee Jore geschéien. Dat heescht, hei ass kee Projet, dee laang Joren dierf schleefen, well soss hunn d'Amerikaner, d'Chineesen an anerer eis definitiv do iwwerholl. Duerfir ass hei wierklech eng gewëssen Urgenz.

Dir hutt dat virdru gesot, mir sinn eis do komplett eens: d'Wichtegkeet vun der Energie. Et stellt sech awer och nach eng Fro, wat de Käschtepunkt vun der Energie ubetrëfft, notamment vum Elektreschen. Ech kréie vu ganz ville Firme gesot, datt der eng ganz Rei net méi wëllen an Däitschland bleiwen, well d'Elektrescht do esou deier ass, datt se net méi kënne kompetitiv sinn, an an aner Länner ginn.

Iwwregens, Kompliment: Et ass elo eng franséisch Etüd virun e puer Deeg erauskomm, laut där mir hei zu Lëtzebuerg déi zweetniddregst Elektrizitéitspräisser hunn. Ech muss eigentlech soen: Dat ass impeccabel! Duerfir och merci Iech, merci der Regierung, datt mer do esou gutt klasséiert sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools fir déi Remarken.

Jo, et ass esou, dass mer natierlech ëmmer musse kucken, net nëmme bei der Industrie, mee och an deenen heite Solutiounen, dass mer en Energiepräis hunn, dee kompetitiv ass, fir Lëtzebuerg kënne weider ze developpéieren.

Jo, Dir hutt et gesot: An deenen nächsten zwee Joer stelle sech d'Weichen. Mir hunn och verschidden ... An ech mengen, déi nächst Fro geet e bëssen an eng géigegesate Richtung. Mir schwätze jo scho ganz laang iwwert de groussen Datenzenter, deen zu Biisse soll gebaut ginn. Ech mengen, jiddweree kennt en. Mir si jorelaang an de Prozeduren. Mee d'Weiche stelle sech!

De Kader muss kënne gestallt ginn: éischtens fir d'Energie, zweetens op europäeschem Niveau. Wéi, wéini a wéi eng Donnéeë kënne benotzt ginn, solle benotzt ginn? Wéi solle se an enger Cloud gespäichert ginn? An dat sinn déi Voleten, wou mer ganz séier amgaang sinn, drun ze schaffen, niewent den Infrastrukturen, wou déi verschiddene Initiativen, wéi ech gesot hunn, nach eng Kéier mat sech bréngen, dass mer gestäerkt och kënnen esou Projeten, wéi Datenzenteren, unzéien. Awer net riseg Datenzenteren, wéi ech gesot hunn, wou een en Atomkraaftwierk muss niewendru stellen, fir de Stroum kënnen ze benotzen, mee dass se sënnvoll an och vertrauenswürdeg sinn.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dës Fro dann ofgeschloss.

10. Question élargie n° 92 de Mme Joëlle Welfring au sujet du projet de centre de données de Google à Bissen

A mir géingen zur nächster Fro Nummer 92 vun der Madamm Joëlle Welfring kommen iwwert de Google Datacenter zu Biissen. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci. An Dir wäert mierken: Et geet genau an der Kontinuitéit weider. Et geet och hei ëm Glafwürdegkeet a Vertrauenswürdegkeet.

Wéi déi meescht vun Iech heibanne wëssen, befënnt sech de Projet Google-Datenzenter aktuell an der Autorisatiounsprozedur. An d'Regierung gesäit dëse Projet als e wichtege Baustee fir d'ekonomesch Entwécklung vum Land, besonnesch fir d'digital Ekonomie. Dat ass e wichtege Punkt, well wann dëse Projet en Aushängeschëld soll sinn – an dat kann ee jo deelen –, mee da wier et ëmsou besser, wann et technologesch ëmsou méi innovativ an esou innovativ wéi méiglech wier an zumindest um Standard vun deem, wat et schonn an anere Länner gëtt.

Wärend et ufangs Bedenke gouf, wat de Waasserverbrauch ugeet duerch d'Killung, sou ass et elo net méi esou relevant, well elo op Loftkillung zeréckgegraff soll ginn. Mee mat dëser Technik verbanne sech awer och eng Rei oppe Froen, déi mer leider net an eise schrëftlechen Ufroe beäntwert kruten. Dofir wëll ech dem Här Minister haut, souzesoe mat engem neien Ulaf, meng Froen an dräi thematesche Bléck stellen.

Fir d'alleréischt zur Energieeffizienz. D'energeetesch Effizienz vun Datenzentere gëtt allgemeng mat der Power Usage Effectiveness, der PUE, ausgedréckt. Dat ass d'Stroumverbrauchseffizienz. De Projet zu Biissen huet eng PUE vun 1,3. An der neier EU-Klassifiéierung vun Datenzentere kënnt dat just an d'Energieklass C oder beschtefalls B. Ech wëll Iech elo net mat ze vill Zuelen hei zoubombardéieren, mee just dann zur Belsch: Do läit d'duerchschnëttlech PUE vun den Datenzentere bei 1,15 – also enger Klass A am EU-System. An och Google selwer schwätzt vun enger duerchschnëttlecher PUE vun hiren Datenzentere weltwäit vun 1,09 – also och eng Energieklass A, déi däitlech ënnert deem läit, wat hei zu Lëtzebuerg momentan geplangt ass. Fazit: De Projet vu Biissen ass also éischter schlecht am Verglach mat der internationaler Performance, mee och souguer bei Google intern.

An dofir d'éischt Fro dozou: Ass de Minister net och der Meenung, dass nei Datenzenteren, déi zu Lëtzebuerg gebaut ginn, net missten deene beschten technesche Standarden a punkto Energieeffizienz entspriechen? Awéifern wäert dës Regierung sech derfir asetzen, dass d'Energieeffizienz vum Projet verbessert gëtt, fir se en ligne ze bréngе mat deem, wat d'Entreprise selwer op anere Plaze praktizéiert a wat och an anere Länner ronderëm eis Standard ass?

A fir da virzegräifen – Dir sot dann: „Dat ass och e Projet, dee schonn ënnert de Virgänger deposéiert ginn ass" –, den EIE-Dossier ass d'lescht Joer am Juli deposéiert ginn, wou eng ganz Rei konkreet Informatiounen eréischt disponibel goufen. Voilà. An et wär immens schéin, wann Der eis hei kéint konkreet drop äntwerten.

A wann een elo schonn iwwert d'Performance schwätzt, da wär et och interessant, eng Äntwert ze kréien op d'Fro, awéifern et vläicht och d'Méiglechkeet kéint ginn, Gebrauch ze maache vu verschiddenen Aidësystemer, déi mer elo schonn hunn, fir de Projet vläicht a senger Performance nach ze verbesseren.

Zum Stroumverbrauch. Hei solle bal 1.000 Gigawattstonnen d'Joer verbraucht ginn, wat ongeféier dem Verbrauch vun alle Menagen zu Lëtzebuerg entsprécht. Dat ass also schonn en zimmleche Batz, och wann dat hei vläicht och elo eng héich Schätzung ass. Mee e genauen Detail hu mer nach net.

Nëmmen e klengen Deel vun deem ganze Verbrauch soll laut Google dann och sur place produzéiert ginn. An Ärer Äntwert op meng Question parlementaire schreift Dir, dass et géing en Engagement ginn, dass de Stroum zu 100 % aus erneierbare Quelle kënnt, mee dass et keng Obligatioun gëtt, dann och nëmmen en Deel dovun hei zu Lëtzebuerg ze produzéieren.

Dat heescht also, dass zousätzlech Kapazitéite vun Erneierbaren hei missten importéiert ginn, wat awer och zu Käschte ka féieren, well zousätzlech Kompensatioune musse gemaach ginn, an enger Belaaschtung vun der Staatskeess a vun de Steierzueler. Dat heescht, d'Fro wär elo och no de genaue Käschten. Wat schätzt Der do? An Dir hutt jo selwer an Ärer Äntwert uginn, dass een do ka pro Megawattstonn mat 14 Euro rechnen. Da kéim een op bis zu 14 Milliounen Euro d'Joer. Dat ass jo awer schonn e Batz.

Et wär immens schéin, wa mer do kéinte Prezisioune kréien, wat dat doten och finanziell fir en Impakt hätt, awer och ob et do Iwwerleeunge gëtt, d'Entreprise hei selwer un deene Käschten ze bedeelegen, an och den Impakt ofzeschätzen, wat dat hei och un Ustrengunge bedeit, fir trotzdeem eist Zil fir 2030 ze erreechen, 39 % vum Stroumverbrauch hei am Land selwer mat erneierbaren Energien ze produzéieren.

An dann deen drëtten Deel, dat ass d'Ofwiermt. Dir wësst et: An engem Datenzenter entsteet vill Ofwiermt, déi ee kéint anescht notzen. A Schätzungen no kéint d'Ofwiermt vu Google fir 10.000 Haushalter benotzt ginn. Dat kléngt no vill, mee et wär interessant, dat wierklech emol eng Kéier ze detailléieren. Am EIE-Dossier gëtt et do näischt wierklech Konkreetes derzou.

An elo gëtt vun engem Logistikgebai geschwat, dat kéint gehëtzt ginn um Site selwer, awer eventuell och d'administratiivt Gebai, an dass do nach Etüden amgaange wären an och Gespréicher mat Gemengen. Et gëtt do eng Rei Wärmenetzer an der Géigend, déi kéinte benotzt ginn. D'Fro ass elo, ob de Minister der Meenung ass, dass esou e grousse Projet, dee jo en Aushängeschëld fir Lëtzebuerg soll sinn, och d'Notze vun der Ofwiermt sollt méi innovativ ugoen a mat e bësse méi Usprécht. Wou sinn d'Gespréicher do drun? A sidd Dir net och der Meenung, dass dat d'Akzeptanz vun esou engem Projet kéint fërderen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Den Här Minister huet d'Wuert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Madamm Welfring, dofir, hei an der Rei ze bleiwe vun deene verschiddene Froen, déi eebe grad iwwert d'Souveränitéit ginn, dass mer och Datenzenteren hei zu Lëtzebuerg an an Europa brauchen, fir kënne weiderzefueren.

A jo, déi Froen, déi Der gestallt hutt, si ganz berechtegt. Ech mengen, den Dossier – an ech hunn an der Preparatioun heirop nach eng Kéier nogekuckt um Site vum Ëmweltministère – geet zréck op 2020, wou déi éischte Scopingufroe waren, wou dräi Méint duerno och geäntwert ginn ass, ...

(Interruption)

... wéi och bei der EIE, déi duerno 2025 ugefrot ginn ass, wou dunn dräi Méint drop och nach eng Kéier drop geäntwert ginn ass. Ech mengen, hei si mer bei deenen Theemen, wou et drëm geet, wéi d'Killung ass. An ech erënnere mech nach un déi Diskussiounen, déi virun e puer Joer waren: Et gëtt bei Killungen ëmmer Avantagen an Desavantagen.

Natierlech ass eng Waasserkillung niewent engem Séi, niewent engem Floss vill méi effizient. Op där enger Säit brauch ech also manner elektresch Energie, wann ech mat Waasser ka killen. An dësem Fall ass et awer esou, dass d'Waassercapacitéiten net do sinn a mat Drénkwaasser kille keng Optioun ass, an et och net dierf sinn, an dofir hei op de Wee gaange gëtt vun engem anere Modell, wou een also op deem Punkt vum Waasserverbrauch näischt muss ewechhuelen, dofir awer natierlech e méi héijen Energieopwand huet, well ee mat Elektresch killt, also hei déi Prozeduren esou mécht, wat dann och den Energieverbrauch méi héich mécht.

Jo, d'Méiglechkeete sinn do, d'Reservatiounen an den Netzer sinn och viru Jore gemaach ginn, fir kënnen den Datenzenter do ze bauen. A wa virdrun d'Fro vum Här Mosar war, wéi mer kënnen op deene verschiddene Plazen nach Datenzentere bauen: Wéi vill brauche mer der? Ma mir wäerten och net kënnen zu Lëtzebuerg nach zéng Datenzenteren enzwousch hibaue vun deenen dote Capacitéiten. Ech soen elo zéng oder honnert. Elo sot net: „Hien huet gesot: ‚Zéng Stéck, dat geet net'"! Et sinn der och nach an der Planung. Mee mir mussen ëmmer kucken, dass mer Netzreservatiounen hunn, dass mer also kënnen d'Capacitéite garantéieren, fir dann eeben och de Stroum dohinner ze kréien.

Jo, de European Code fir d'Conductioun vun der Energieeffizienz an den Datenzenteren ass do. Dofir gesi mer och hei, dass 100 % grénge Stroum geholl gëtt, dass een also an deem heiten Dossier och scho vun den 100 % erneierbaren Energië schwätzt, fir d'Zil Net Zero 2030 kënnen ze erreechen.

Jo, dat bréngt och mat sech, dass mer d'Capacitéiten zu Lëtzebuerg, wéi dat awer scho säit Jore gemaach gëtt, musse verstäerken, notamment och mat där Leitung 380 Richtung Däitschland. Et geet hei och ouni déi do. Et ass net déi Fro. Mee mir musse konsequent doranner investéieren.

Jo, mir sinn och derfir, dass een en energieeffizienten Datenzenter huet. D'Diskussiounen, ob déi 1,3 oder 1,15 sinn, ob et e B oder en C ass, ass eng Fro. Mir wëllen awer kucken, do eebe grad och en effizienten Datenzenter kënne stoen ze hunn. Mir sinn awer elo scho laang an de Prozeduren. Dat heescht, déi Froe vun 1,3 viru fënnef Joer, dat ass haut en 1,15 oder en 1,10. D'Diskussiounen an d'Echangë sinn awer do, fir kënnen esou Projete weider ze developpéieren a se och esou energieeffizient wéi méiglech ze maachen.

D'Fro vun der Ofwäermt, déi Der gestallt hutt, ass eng ganz wichteg. Mir hunn awer nach keen nationale Kader dofir, wou mer kënnen Obligatiounen dohinner setzen. D'Ofwäermt, do schwätze mer vu grousse Capacitéiten, wou ech selwer och iwwerzeegt sinn, dass ee muss d'Ofwäermt notzen. An Datenzentere sinn e ganz gudde Moyen. Mir hunn och aner Datenzenteren, een zu Beetebuerg zum Beispill, dee realiséiert gëtt, wou dat do direkt vu virera mat ageplangt ginn ass. Mee do si mer awer och direkt niewent enger Cité, déi geplangt ginn ass, fir kënne Leitungen ze leeën.

Well och déi Käschten, fir Leitungen ze leeën ... Wa mer vun den Distanzen, fir an aner Wärmenetzer ze speisen, schwätzen, do gi ganz Stroossen opgerappt, fir déi Leitunge kënnen ze leeën, fir se da kënne mateneen ze verbannen. Do mussen och Abneemer hannendru sinn, déi och déi dote Capacitéite garantéiert ofhuelen, respektiv muss direkt bei enger Planung vu virera matgeduecht ginn, dass d'Méiglechkeete bestinn, esou eppes dohinner ze maachen. Hei ass et esou, dass um Site potenziell d'Capacitéiten natierlech vill méi kleng si wéi dat, wat en Datenzenter un Ofhëtzt huet. Dofir gëtt et Diskussiounen zesumme mat Google, fir ze kucken, wat ka mat der Ofwäermt gemaach ginn.

An ech si ganz bei Iech, déi Ofhëtzt soll genotzt ginn, wann et méiglech ass – mee net à n'importe quel prix. Et huet och kee Wäert, dass een einfach elo hallef Biissen oprappt, fir en Uschloss Richtung Dikrech oder op enger anerer Plaz kënnen ze kréien, wou mer da souwisou eng Perte hu vun der Hëtzt op all 100 Meeter vun esou vill, wou een dann duerno am Fong net vill gewonnen huet par rapport zum Invest.

Dofir muss ee ronderëm de Site kucken, wou Ofhëtzte kënne geholl ginn. Wou maache se Sënn? Fir se och kënnen ze huelen, an och de Kader ze setzen, fir dass mer an Zukunft bei Projeten en nationale Kader hunn. An Dir wësst et, wa mer vun der Ofwäermt schwätzen, hu mer eis Ekippe ganz grouss verstäerkt am Ministère, fir déi ganz Wärmeplanung ze maachen. Wou mer och Direktiven an europäesch Obligatiounen hunn, fir déi matzemaachen. Dass mer also e Kader hunn, wou mer einfach eng Obligatioun drasetzen, dat do direkt vu virera matzedenken, fir d'Ofwäermt kënnen ze huelen.

Dir hutt nach d'Fro gestallt vun den Aiden. Potenziell kéinte se Aidë kréien, fir eng besser Energieeffizienz ze hunn. Mee dat sinn Diskussiounen, déi musse gefouert ginn. Mir hunn nach net eng Demande elo do leien, fir Aiden ze kréien, fir en anere Projet kënnen ze maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Theoreetesch hutt Der keng Zäit méi, Madamm Welfring. Dofir, wann Der wëllt, ee Saz fir eng Fro.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci awer. Dir hutt d'Aiden ugeschwat. Ass dat eng Bestriewung, déi Der hutt, mat Google offensiv virzegoen, fir déi Aidë besser ze notzen? Zum Beispill och d'Batterië fir de Stockage, en Noutstroum eeben ze maachen, fir do ze evitéieren, dass mer do zousätzlech Masutt benotzen an Zukunft?

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Also, ech mengen, déi ganz Fro bei den Datenzentere vun der Resilienz ... Dat heescht, wann een den Datenzenter Tier 1, 2, 3 huet, da muss ee jo, fir wann e Stroumausfall ass, en Noutstroumaggregat do stoen hunn. Do ass sécherlech en Deel Batterie méiglech. Mee et kënnt drop un, wéi een Niveau vu Resilienz ech brauch. Wann ech muss dräi Wochen oder e Mount oder zwee Méint nëmme mat Batterië fueren, da muss ech riseg Capacitéiten u Batterien dohinner setzen, déi awer vläicht kee Sënn maachen, well ech dat just wéinst der Resilienz muss hunn, wou et da vläicht méi Sënn mécht, et anescht ze benotzen.

Wann een awer kann eng Batterie enzwousch hisetzen, wou een eng gewësse Capacitéit an engem Zoning zum Beispill géing reservéieren, dass ee fir en Iwwergang kann d'Dimensioune vun Dieselmotricen oder wat och ëmmer kann erofsetzen, da mécht et Sënn. Dat heescht, et ass e relativ komplexe Sujet. Ech fannen et awer e Sujet, dee wichteg ass ze abordéieren, dee mer och an eiser Strategie, an eiser Batteriestrategie, presentéiert hunn. Wa mer zum Beispill vun de Quartiersbatterië schwätzen: Eng Batterie lieft dovunner, gelueden an entlueden ze ginn, soss mécht et guer kee Sënn, eng Batterie dohinner ze setzen! Dat heescht, wann ee just einfach elo eng Batterie eng Kéier fëllt an dann a fënnef Méint eng Kéier eraussuckelt, fir eng Kéier en Test ze maachen, dann och erëm eng Kéier se fëllt, mécht et net ganz vill Sënn. Do gëtt et aner Alternativen.

Haut nenne mer et Diesel. Dat kann awer muer och Hydrogeen sinn, well Hydrogeen sech ganz einfach lagere léisst an och ganz einfach ka verbrannt ginn, dat CO_2-neutral, fir et kënnen ze notzen. Dat heescht, dat sinn alles Voleten, déi ee muss an enger grousser Diskussioun hunn, och ronderëm d'Wärmeplanung zum Beispill bei Datenzenteren oder och anere Voleten, well mir mussen hei zu Lëtzebuerg d'Wärmeplanung konsequent weiderbréngen, fir méi Wärmenetzer kënnen opzestellen. An do ass een Element vun der Äntwert: d'Ofhëtzt vun Industrien, d'Ofhëtzt vun Datenzenteren oder och aner Ofhëtzte kënnen ze notzen, fir se bei garantéierten Temperaturen och kënnen anzespeisen.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

11. 8608 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 portant réorganisation de la Chambre des Métiers

Mir kommen elo zum Projet de loi 8608 iwwert d'Restrukturatioun vun der Handwierkskummer. Hei ass e Riedemodell „avec rapport et sans débat" virgesinn. De Rapporter huet also 5 Minutten, d'Regierung hätt 5 Minutte fir ze äntweren, wa se déi da géing wëllen. D'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President. De Projet de loi 8608 soll all déi Dispositiounen, déi de Moment engersäits am Règlement grand-ducal vum 30. September 2011 „portant organisation de la procédure électorale pour la Chambre des Métiers" sinn an anerersäits aus dem geännerte Gesetz vum 2. September 2011 iwwert d'Reorganisatioun vun der Chambre des Métiers, an ee Gesetz iwwerhuelen.

Dëse Projet ass d'Äntwert op den Avis vum Staatsrot vum 6. Februar 2024, deen en am Kader vun den Ännerunge vum Gesetz vun de Beruffskummere vun 2024 a vum groussherzogleche Reglement iwwert d'Walprozedur vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics iwwerholl huet.

An dësem Avis mécht déi héich Kierperschaft dorop opmierksam, dass nom Artikel 10 Paragraf 1 vun der Verfassung d'Modalitéite fir d'Ausübe vum aktiven a passive Walrecht bei de Wale vun de Beruffskummeren zu de politesche Rechter gehéieren an dofir eng Matière sinn, déi dem Gesetz virbehalen ass. Fir d'Wale vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass dat schonn ëmgesat ginn, an elo musse mir dat och fir d'Chambre des Métiers maachen. Den Text vum Règlement grand-ducal ass einfach eent zu eent an d'Gesetz eriwwergeholl ginn.

Déi nächst Wale vun der Handwierkskummer fannen am Abrëll 2027 statt. An dowéinst ass et esou wichteg, dass mir dësen Text matzäite stëmmen, fir de Risiko vun enger Verfassungswiddregkeet ze vermeiden.

D'Wirtschaftskommissioun krut zu dësem Gesetzestext dräi Avisen an zwee complementaire Avisen eran.

A sengem éischten Avis vum 3. Februar 2026 huet de Staatsrot keng Opposition formelle ausgeschwat. Déi héich Kierperschaft huet awer proposéiert, all d'Fäll, wou e Bulletin oder eng Enveloppe als null deklaréiert gëtt, an engem eenzegen Artikel ze regruppéieren. Op dem Staatsrot säin Avis hin huet d'Kommissioun Amendementer eragereecht, esou zum Beispill en Amendement, wou virgesinn ass, den Artikel 33bis.-9 ze sträichen, well do e Fall virgesinn ass, deen och schonn am Artikel 33bis.-15 steet. Am Artikel 33bis.-13 hu mir och e Saz gestrach an an den Artikel 33bis.-15 bäigesat. Weiderhin huet de Staatsrot virgeschloen, am Artikel 33bis.-4 d'Wuert „formule" duerch „compose" ze ersetzen an de leschten Alinea vum Artikel 33bis.-6 ze reformuléieren. A sengem complementairen Avis vum 3. Abrëll 2026 huet de Staatsrot zur Kenntnis geholl, dass seng Textproposen a legistesch Observatiounen all iwwerholl gi sinn.

An hirem Avis vum 31. Oktober 2025 huet d'Chambre des Métiers keng Remarken zum Fong vum Text gemaach.

An hirem éischten Avis vum 3. November 2025 huet d'Handelskammer de Gesetzesprojet guttgeheescht, wéi en ass, a kee Kommentar zum Fong ofginn. An hirem complementairen Avis vum 9. Abrëll 2026 huet d'Handelskammer ënnerstrach, dass elo d'Ongültegkeet vun de Walziedele kloer definéiert ass, ganz am Aklang mat de Recommandatioune vum Staatsrot. D'Chambre de Commerce recommandéiert awer, ze preziséieren, dass d'Ongültegkeet och fir d'Walziedele gëllt, déi zesummen an enger Enveloppe enthale sinn. Ausserdeem proposéiert si, d'Unzuel vun den ongültege Walziedelen am Procès-verbal bäizebehalen, fir d'Transparenz ze garantéieren.

Do ass nach derzou ze bemierken, dass an der Endversioun vum Text de Qualificatif „bis" bei den Artikele fale gelooss ginn ass.

Fir all weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. A fir all Fall wollt ech awer och nach den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt, fir Äre schrëftlechen an Äre mëndleche Rapport.

Ech ginn net dervunner aus, datt d'Regierung hei wëllt Stellung dozou huelen. Domat wär dann d'Diskussioun respektiv de Rapport ofgeschloss, well mer hei e Modell „avec rapport et sans débat" hunn.

A mir géingen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8608 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8608[7].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8608 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmmen ouni Nee-Stëmm bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques,

Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Diane Adehm), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

12. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi gréng au sujet de la situation des personnes exerçant une activité indépendante

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert d'Situatioun vun de Fräiberuffler. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chamberreglement festgehalen, dat heescht, den Auteur huet 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit huet jeeweils 5 Minutten, d'Regierung huet 15 Minutte fir ze äntweren. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Ben Streff, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Sam Tanson als Vertriederin vun der politescher Sensibilitéit déi gréng. Madamm Tanson.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. An de leschte Woche gouf vun de Betraffenen d'Situatioun vun den Independanten nees ganz staark thematiséiert, wuel och grad well mer nees an enger Krisenzäit sinn a si natierlech a Krisenzäiten déi sinn, déi et als Éischt ze spiere kréien.

An dobäi sinn déi 30.000 Independanten, déi mer hei am Land hunn, wierklech keng eenheetlech Kategorie. Et geet vum fräischaffende Kënschtler iwwert den Dokter, den Affekot, den Architekt bis hin zum Gerant vun engem Handwierksbetrib oder enger anerer Firma. An et sinn natierlech grad déi mat de schmuele Schélleren, an dat ass déi grouss Majoritéit, déi verschidden Ongerechtegkeeten am stäerksten ze spiere kréien.

Sechs Joer no der Pandemie ass et jiddwerfalls legitimm, sech d'Fro ze stellen: Hu mer wierklech alleguerten d'Konsequenzen aus där Kris gezunn?

Covid huet eis eppes gewisen, wat vill Selbststänneger scho laang woussten: datt si eng wichteg Roll am Alldag spillen, Verantwortung iwwerhuelen a Cotisatioune bezuelen, awer net ëmmer op dee selwechte soziale Schutz ziele kënne wéi d'Salariéen.

Mir sinn elo dräi Joer no der Interpellatioun, déi d'Carole Hartmann hei ugefrot hat a wou och eng unanime Motioun vun dëser Chamber gestëmmt gouf, an zwee an en halleft Joer no engem Koalitiounsaccord, an deem steet: „Le travail des salariés et le travail des indépendants doivent être traités de manière égalitaire. Ainsi, le Gouvernement réformera le statut de l'indépendant." Et ass dofir Zäit, e Bilan ze maachen an ze kucken, zesummen no vir ze kommen. Well ech mengen, datt et hei eng relativ breet Gemeinsamkeet gëtt an dësem Haus an och op der Regierungsbänk: Mir wëllen alleguer, datt d'Leit, déi sech op eege Féiss stellen, net benodeelegt ginn.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Wann ee sech d'Texter ukuckt, déi scho vill laang Joren um Bockel hunn, dann huet een heiansdo den Androck, si wiere verfaasst gi mat der Suspicioun, datt e Selbststännege jo méi einfach kéint abuséieren an et dofir besser wier, em verschidde Rechter guer net oder nëmmen ageschränkt iwwerhaapt zouzegestoen.

Et ass un der Zäit, do e Mentalitéitswiessel hinzekréien an der Aart a Weis, wéi den Independant geduecht gëtt. Ech kennen d'Selbststännegkeet duerch mäi Beruffsliewen. Ech war keng zwee Joer a menger ganzer Karriär Salariée, fir de Rescht war ech selbststänneg Journalistin an Affekotin. Mee virun allem wäert ech eppes ni vergiessen: Wéi vill fräischaffend Leit wärend der Pandemie ëm hir Existenz gefaart hunn! Ganz besonnesch enk hunn ech et natierlech am Kulturberäich erlieft. Mir konnten deemools hëllefen, mee ech erënnere mech nach ganz gutt un déi vill jonk Kënschtlerinnen a Kënschtler, déi sech seriö gefrot hunn, ob se iwwerhaapt nach eng Zukunft an hirem Beruff hätten, wéinst deem, wéi si déi Kris erlieft hunn.

A grad do läit fir mech de Kär vum Problem. Mir schwätzen hei am Land dacks iwwer Entrepreneurship. Mir soen, egal wéi eng politesch Faarf, datt mer méi Innovatioun brauchen. Mir soen, datt mer méi lokal Betriber brauchen. Mir bekloen eis doriwwer, datt d'Akafstroossen an Europa ëmmer méi iwwerall d'selwecht ausgesinn. Mir fluchen, wa mer keen Handwierker fannen, wa mer Méint op e Rendez-vous beim Psycholog oder beim Generalist musse waarden.

Mee all dat fänkt dacks am Klengen un. Et fänkt u bei enger Handwierkerin, déi sech selbststänneg mécht, bei engem jonke Mënsch mat enger Iddi, bei engem Kreativschaffenden, bei enger Persoun, déi bereet ass, e Risiko anzegoen. D'Independantë sinn a ville Beräicher e Réckgrat vun eiser Ekonomie. Si maachen ons Stied a Quartiere lieweg, si schafen Innovatioun, si bidden Déngschtleeschtungen un, déi mer all Dag brauchen. Wa mir dat wëllen an och weiderhi wëllen – an ech denken, mir wëllen dat –, da musse mer och d'Konditioune schafen, fir datt d'Leit sech trauen, dee Schratt ze maachen.

Et wier och falsch ze behaapten, datt zënter 2023 näischt geschitt wier. Eng Ongerechtegkeet ass korrigéiert ginn: Et gouf op de Wee bruecht, den Anticumul tëscht Pension anticipée an enger selbststänneger Aktivitéit ofzeschafen – allerdéngs, dat muss een och soen, opgrond vun engem Urteel vum Verfassungsgeriicht. Dat ass eng gutt Saach. Et ass awer just eng punktuell Korrektur. Eng ëmfaassend Reform vum Statutt vum Independant ass et nach net. An dofir wëll ech haut op dräi gréisser Baustellen agoen.

Déi Éischt ass de Chômage partiel a méi generell de Schutz am Fall vu grousse Krisen. Wa mir aus Covid eng Lektioun hätte missen zéien, dann dës: Wa mer engem Salarié hëllefen, well en duerch seng Kris seng Aarbecht net kann ausüben, da musse mer och eng Äntwert hu fir Selbststänneger. Ech weess, datt dat technesch net esou einfach ëmzesetzen ass, wéi et klénġt. Ech weess och, datt et net ëmmer einfach ass, Verloschter oder eng reduzéiert Aktivitéit ze moossen. Mee dat dierf awer och keen Argument sinn, fir näischt ze maachen.

Dofir meng Fro un d'Regierung: Wou stinn d'Aarbechten an dësem Dossier? Kënne mer an dëser Legislaturperiod nach mat konkreete Propose rechnen?

Ech ka mech och drun erënneren, datt mer schonn an der leschter Legislaturperiod op Regierungsniveau mat engem Text befaasst waren. Ech hunn elo leider keng Trace méi dovunner fonnt an et géif mech natierlech och interesséieren, wat mat deem Text geschitt ass.

Déi zweet Baustell ass den Zougang zum Chômage an dem Reclassement. Vill Selbststänneger hunn d'Gefill, datt de Sozialstaat fir si manner zougänglech ass, wann eppes schifgeet. An effektiv, hir Situatioune si méi verschidden a komplex, wéi de Statutt vum Salarié et hiergëtt. Also, et ass normal, datt et Komplexitéite gëtt.

Mee wat een awer net vergiessen däerf, dat ass déi aner Säit vun der Medail: Et si grad d'Independanten, déi all Dag Risiken iwwerhuelen an déi also och e Schutz bräichten. Et geet net drëm, alles ze kompenséieren, eng Vollkasko unzebidden, mee et geet drëm, sécherzestellen, datt een net duerch d'Rastere fält, wann eng Aktivitéit scheitert oder wann een aus gesondheetleche Grënn säi Beruff net méi kann ausüben. Vill Independante kréien de Chômage net zougestanen. D'Zuele variéieren hei, jee nodeem wéi en Zäitraum ee kuckt oder mat wiem ee schwätzt. Mee vill ze dacks héiert ee vun deene Betraffenen, datt et kompliziéiert ass.

An och hei géif ech natierlech gären héieren, wéi d'Regierung déi nächst Schrëtt gesäit. Ginn d'Konditioune méi einfach gemaach, fir als Independant e Recht op Chômage ze hunn? Gëtt de Reclassement externe fir Selbststänneger och méiglech gemaach? A wéi gesitt Dir och d'Méiglechkeet vun engem Opt-out-System amplaz vun dem aktuellen Opt-in-System bei der Mutualitéit vun den Employeuren?

Déi drëtt Baustell beträfft de Statutt vum Conjoint aidant. Ganz dacks sinn dat Fraen, Leit, déi joerzéngtelaang am Betrib matschaffen, ouni déi verschidde Familljebetriber – a jo, et ass vläicht éischter en Auslafmodell, mee trotzdeem – net fonctionéiere géifen. An awer ass hire Statutt nach ëmmer net zefriddestellend geléist, well se ageschränkt si beim Montant, dee se dierfe cotiséieren. Och hei schéngt et d'Iddi ze sinn, dass virun allem supposéiert Méiglechkeete vun Abuse solle verhënnert ginn.

Zum Präis, dass een de ganze Statutt pauschal méi oninteressant mécht fir vollkommen transparent a legitimm Beneficiairen, kënnt nach déi Ongerechtegkeet derbäi: Wann ee bestuet ass, fält een drënner, wann ee just zesummelieft, fält een net drënner. De Koalitiounsaccord gesäit och hei eng Reform vir. Wat ass hei de Stand a wéini kënne mer mat engem Text rechnen?

Zousätzlech ass an de leschte Joren eng nei Problematik opkomm: déi vun de Cotisatiounen. D'Circulaire vun der Steierverwaltung vun 2023 huet bei ville klenge Betriber fir grouss Onsécherheet gesuergt. Fir vill Betraffen ass dat keng abstrakt steierrechtlech Fro, mee och hei nees eng, wéi vill um Enn vum Mount dann iwweregbleift.

Och do géif mech natierlech interesséieren, ob d'Regierung sech virstelle kann, legislativ nozebesseren, fir eventuell erëm dann den Deel vun der Charge vun de Schëllere vun den Independanten erofzehuelen, sachant, dass d'Cotisatioune jo egal wéi erakommen, mee d'Fro ass just, ob vum Betrib oder vun der eenzelner Persoun.

Schlussendlech bleiwen nach eng Rei aner Sujeten, déi ënner anerem d'Union des Indépendants opgeworf huet: den Accès zu verschiddene Formatiounen, deen definitiv méi komplizéiert ass fir d'Independanten, d'Fro vun der steierlecher Behandlung, zum Beispill fir och kënnen an de Benefiss ze komme vun enger Rei vu steierlechen Incentives, an och d'Méiglechkeete vun der Reorientéierung a vun dem Zougang zu bestëmmten Hëllefsprogrammen, déi et gëtt.

Déi Betraffe froen net no Privileegien oder no enger kompletter Gläichstellung mat de Salariéen, mee no enger gläichwäerteger Behandlung. An dat ass an eisen Aen eng legitimm Fuerderung.

Här President, mir schwätzen dacks iwwer Innovatioun, mir schwätzen dacks iwwer Entrepreneuriat, mir schwätzen dacks iwwer lokal Betriber. Mee hannert all deem sti Mënschen. A wa mir wëllen, datt méi Leit dat maachen, da muss de Message kloer sinn: Wie Verantwortung iwwerhëlt, däerf am Fall vun enger aussergewéinlecher Kris, enger Krankheet oder engem Echec net eleng gelooss ginn!

Ech deposéieren dowéinst elo och nach eng Motioun, déi och d'Ënnerstëtzung vun de Kolleege vun der LSAP an deene Lénken huet, an där ech op all déi Punkten nach eemol am Detail aginn.

Motion 1

« relative à la modernisation du statut de l'indépendant »

La Chambre des Députés,

considérant

– que les travailleurs indépendants jouent un rôle essentiel dans l'économie luxembourgeoise, la création d'emplois, l'innovation, la transmission de savoir-faire et la vitalité des territoires ;

– que la pandémie de Covid-19 a mis en évidence certaines vulnérabilités spécifiques auxquelles sont confrontés les travailleurs indépendants ainsi que les limites de certains mécanismes de protection sociale qui leur sont applicables ;

– que la Chambre des Députés a adopté à l'unanimité, le 9 mars 2023, une motion visant à revaloriser le statut de l'indépendant et à réduire les inégalités de traitement entre salariés et indépendants ;

– qu'il importe de veiller à ce que le cadre fiscal et social applicable aux personnes travaillant à titre indépendant reste cohérent avec l'objectif de promotion de l'entrepreneuriat et de l'activité indépendante ;

– que l'accord de coalition 2023-2028 prévoit que « le travail des salariés et le travail des indépendants doivent être traités de manière égalitaire » et annonce une réforme du statut de l'indépendant ;

– que certaines avancées ont été réalisées depuis lors, notamment en matière de cumul entre pension anticipée et activité indépendante ;

– que plusieurs problématiques identifiées lors du débat parlementaire de 2023 demeurent d'actualité, notamment en matière de protection sociale, de chômage, de conjoint aidant, de reclassement professionnel ;

– les revendications formulées par les organisations représentant les travailleurs indépendants,

invite le Gouvernement

– à présenter à la Chambre des Députés un état d'avancement détaillé des travaux relatifs à la réforme du statut de l'indépendant ;

– à poursuivre les travaux visant à assurer une égalité de traitement entre salariés et indépendants, tout en tenant compte des spécificités liées à l'exercice d'une activité indépendante ;

– à examiner les mécanismes de protection des travailleurs indépendants en cas de perte importante d'activité, de crise majeure ou de cas de force majeure ;

– à proposer une modification du recours au chômage partiel tenant comptes des expériences de la crise Covid ;

– à proposer une réforme garantissant un meilleur accès des travailleurs indépendants au chômage ;

– à proposer une réforme garantissant le recours des travailleurs indépendants au reclassement externe ;

– à présenter un projet de réforme du statut du conjoint aidant, notamment quant aux plafonds de cotisation actuellement applicables ;

– à réexaminer les effets sur les petits indépendants et gérants de l'abrogation de la circulaire L.I.R. n° 46/2 du 23 mars 1998 relative à la déductibilité au titre de dépenses d'exploitation des cotisations sociales légalement obligatoires d'associés ou d'actionnaires de collectivités soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités, et apporter, le cas échéant, les corrections législatives nécessaires ;

– à garantir l'accès des indépendants à des dispositifs de formation continue, de réorientation professionnelle, d'incitatifs fiscaux et de programmes d'aide actuellement réservés aux salariés ;

– à mener ces réformes en concertation étroite avec les chambres professionnelles ainsi qu'avec les associations représentatives des indépendants.

(s.) Sam Tanson, Marc Baum, Ben Streff.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Tanson.

An als éischt Riednerin ass déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert ageschriwwen. Madamm Weydert, dann hutt Dir d'Wuert.

Débat

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här Vizepresident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen der Kolleegin Sam Tanson Merci fir dës Heure d'actualité, an ech sinn awer ganz frou, dass och d'Oppositiounsparteien haut de Sujet vun den Independanten entdecken, ...

(Interruption)

... well an der Pandemie ware mer nach an enger ganz anerer Diskussioun. Dofir sinn ech immens frou, dass déi Aktualitéitsstonn elo haut hei stattfënnt.

(Brouhaha)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Independantë spillen eng Schlësselroll an eiser Ekonomie. Si traue sech, si hunn de Courage, e Risiko anzegoen, eng eege wirtschaftlech Aktivitéit opzebauen, Verantwortung ze iwwerhuelen an Aarbechtsplazen ze schafen. An dowéinst gehéiert hinnen eis Unerkennung an eise Respekt.

Et ass richteg, dass den unhalende Krich am Mëttleren Osten en Impakt op eis Wirtschaft huet, an dat net nëmmen duerch déi héich Energiepräisser. Eis Independanten, Handwierker, Commerçanten a kleng Betriber, déi kréien dat ganz besonnesch ze spieren.

Dowéinst huet d'Regierung, zesumme mat de Sozialpartner, am Kader vun der Tripartitt eng ganz Rei Mesüren decidéiert. Mee oft schwätze mer virun allem vun de Mesüren, déi d'Kafkraaft vun de Leit betreffen. Dobäi gëtt vergiess, dass d'Brems op den Energiepräisser och e positiven Impakt op d'Independanten huet, fir hir Energiekäschten ofzefiederen.

Ausserdeem ass de Kompromëss, dee rezent an der Tripartitt fonnt gouf, fir dem Mindestlounempfänger 200 Euro méi Netto an der Pai ze ginn, e gudde Wee, fir d'Kafkraaft ze stäerken, ouni gläichzäiteg Kleng- a Mëttelbetriber – an domat och ganz vill Selbststännneger – iwwerméisseg ze belaaschten.

D'Regierung huet sech ausserdeem am Kader vun der Tripartitt engagéiert, fir de Secteuren, déi opgrond vun der Kris an d'Struewele kommen, mat Bäihëllefen ënnert d'Äerm ze gräifen. An dowéinst wäert déi wirtschaftlech Entwécklung weiderhi genee suivéiert ginn, fir och do matzäiten anzegräifen. Do wéilt ech gäre vum Här Delles wëssen, wéi genee dee Suivi do gemaach gëtt, wat genee konkreet gemaach gëtt, fir déi Entwécklung ze suivéieren.

Här President, d'CSV huet de Sujet vun den Independanten net eréischt rezent entdeckt an och net wärend dëser Kris, mee d'Stäerkung vun deene Fräischaffenden ass wierklech an eiser DNA verankert. An an deene leschte Jore war et eis besonnesch wichteg, bestoenden Ongläichheeten entgéintzewierken.

(Brouhaha)

Jo, Dir schéngt och e gudde Verhalt ze hunn, ne?

Une voix | Jo, mir hunn e gudde Verhalt!

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Jo, jo, jo.

Well dacks ass et esou, datt d'Independanten, wann et ëm d'sozial Sécherheet geet, nach ëmmer méi schlecht dosti wéi d'Salariéen.

An deem Kontext wëll ech eigentlech op zwou Proposition-de-loie vum Här Spautz an dem Här Mosar hiweisen. Bon, déi eng ass mëttlerweil vidéiert ginn, d'lescht Joer am Kader vun der Pensiounsdebatt, déi aner ass d'Proposition 7923 iwwert den Accès vun den Independanten zu dem Chômage complet, fir deen ze verbesseren. Well et geschitt haut nach ëmmer, datt Independanten, déi a Schwieregkeete geroden, ze séier duerch de Raster vum System falen. An et war d'Madamm Tanson, déi och elo schonn dorobber agaangen ass. Dofir sollen och d'Konditioune vun der obligatorescher Affiliatioun vun zwee Joer op ee Joer erofgesat ginn. A gläichzäiteg soll et méiglech sinn, eng kleng Aktivitéit weiderzeféieren, ouni dass een d'Recht op Chômage direkt verléiert. Dat ass kee Luxus, dat ass eng Fro vu Fairness a vu Realitéit um Terrain.

Déi zweet Proposition de loi war déi iwwert d'Pension de vieillesse anticipée an d'Méiglechkeet, nach niewebäi eng independant Aktivitéit weiderzeféieren, mee dat hate mer jo dann am Kader vun de Gesetzer schonn opgehuewen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Propositioune sinn am Fong ganz einfach, well si wëlle keng Privileegien aféieren, mee eng Gläichbehandlung. Si wëllen de Statutt vum Independant revaloriséieren. Si wëllen deenen, déi e Risiko huelen, fir Aarbechtsplazen ze schafen, fir e Betrib opzemaachen, méi Sécherheet ginn. Dofir huet sech dës Majoritéit virgeholl, d'Mënschen och weiderhin dozou ze encouragéieren, sech selbststänneg ze maachen, mat Moossnamen am Beräich vun der Sécurité sociale, vum Chômage a vun de Steieren. A mat dëse Mesüre ginn d'Independante besser ofgeséchert, well et ass oft d'Angscht, déi e Mënsch dervun ofhält, sech an d'Selbststännegkeet ze beginn an en eegene Betrib opzemaachen.

Déi zoustänneg Ressortministere schaffe mat Nodrock un deem Paquet Indépendants, deen dëst Joer dann hoffentlech nach op den Instanzewee bruecht gëtt. An dësem Paquet wäerten eng Rei Ongerechtegkeeten aus der Welt geschaaft ginn, esou wéi de Koalitiounsaccord et virgesäit an esou wéi de Premier et och schonn an der Ried zur Lag vun der Natioun annoncéiert huet.

Léif Kolleegen, ech waarden awer och ganz mat Spannung op dat, wat d'sozialistesch Kolleege wäerte proposéieren, well ...

(Brouhaha)

... haut de Moien hunn ech nach an der Press gelies, dass deen neien Deputéierte sech den Independantë-Sujet wëllt op de Fändel schreiwen. An ech sinn ...

(Brouhaha)

... wierklech gespaant, well ech weess elo net, wéi dat soll Hand an Hand goen.

Mir hunn engersäits den Esprit d'entrepreneuriat, dee jo hei soll gestäerkt ginn, an op där anerer Säit d'Fuerderunge vun enger 38-Stonne-Schaffwoch an enger sechster Woch Congé. Also, een, dee fräischaffend ass, dee sech selbststänneg mécht, dee kuckt meeschtens net op d'Auer a seet: „Ech muss elo de Bic fale loossen, well ech hunn elo 38 Stonnen dës Woch geschafft!"

Dofir sinn ech ganz gespaant ...

(Interruptions)

Ech si ganz gespaant ...

M. Georges Engel (LSAP) | Et wär vläicht ze héich, Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Ma ech si ganz gespaant!

M. André Bauler, Président de séance | Madamm Weydert, ...

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Här Engel, Dir hutt och nach näischt gemaach an deem Sujet, dofir, voilà!

M. André Bauler, Président de séance | ... ech kucken elo op d'Auer an ech stelle fest, datt Är Riedezäit ofgelaf ass.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Här President, ech ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Dir waart 2013 an der Regierung. Dir hutt Iech als Aarbechtsminister ni derfir hierginn.

(Interruption par M. Georges Engel)

Jo, déi breet Schëlleren, ech erënneren Iech drun, wat an der Pandemie vun Iech koum. Sou!

Här President, ech bleiwen hei bei mengem Fokus, voilà. Ech wollt Iech froen, nach kuerz ...

(Brouhaha)

Här President, erlaabt mer, och kuerz op eng ganz aner wichteg Reform anzegoen, déi en cours ass, an zwar d'Steierreform. Ech si frou, de Finanzminister kënnt grad eran. Mir schwätze vun Ärem Sujet.

Och hei goufen d'Independanten net vergiess, an dëst besonnesch a Situatiounen, an deene si an der Koppel e Betrib féieren. Hei ass am Kader vun der Individualiséierung virgesinn, datt de Contrat entre époux steierlech unerkannt gëtt.

M. André Bauler, Président de séance | Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Dëst bedeit konkreet, dass de Salaire, deen de Conjoint aidant verséiert kritt, steierlech kann an der Berechnung vum Benefiss ofgesat ginn. Dëst stäerkt d'Conjoint-aidanten an déi Revenuen, déi se fir hir Aarbecht kréien. An der Vergaangenheet waren et leider oft si, déi duerch all Raster gefall sinn an herno ouni sozial a finanziell Récklagen dostoungen. Well mir als CSV keen am Ree stoe loossen, stäerke mir an dëser Legislaturperiod och d'Conjoint-aidanten.

Léif alleguer, d'Independantë ginn oft als breet Schëllere vun eiser Ekonomie duergestallt. A si identifizéiere sech och mat deem Ausdrock.

M. André Bauler, Président de séance | Madamm Weydert, Dir misst elo wierklech zum Schluss kommen.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Et si si, déi de Risiko huelen, investéieren, innovéieren an Aarbechtsplaze schafen. Dës Majoritéit erkennt dat un, wat déi breet Schëlleren all Dag droen. A grad dofir suerge mir derfir, datt si net nëmme méi Verantwortung droen, mee och méi Fairness, méi Sécherheet an déi néideg Ënnerstëtzung kréien.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Jo, Här Baum, Dir hutt ... Madamm Weydert, erlaabt Der, datt den Här Baum Iech eng Fro stellt?

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Selbstverständlech!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci, Madamm Weydert. Dir hutt zwou Gesetzespropositiounen ernimmt, déi d'CSV effektiv virun enger Zäitchen agereecht huet. An ech wollt wëssen, ob Der d'Date wësst.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Jo, jo.

M. Marc Baum (déi Lénk) | A vu datt dat eng fies Fro ass, hunn ech d'Daten nogesicht.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | A!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Nämlech: Déi Propositioun vum Här Laurent Mosar ass den 2. Dezember 2021, also viru véier an engem hallwe Joer, deposéiert ginn.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | An 2023 aviséiert gi vum Staatsrot.

M. Marc Baum (déi Lénk) | An ech wollt dann duerfir froen, Madamm Weydert, zënter wéini Dir den Aarbechtsministère hutt an zënter wéini Dir d'Presidence vun der Travailskommissioun hutt. Well weider ass et iergendwéi net gaangen, och net ënnert der CSV.

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Ma, Här Baum, Dir hutt jo warscheinlech de Koalitiounsaccord da gradesou passionéiert gelies, wéi Der elo déi Recherchen hei gemaach hutt. Do steet effektiv dran, dass mer un dem Independantsdossier schaffen.

(Interruption)

An nee, mir soen, mir maachen e Paquet Indépendants. Da bréngt et elo näischt, eenzel Gesetzer ze stëmmen.

Plusieurs voix | A!

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Dat ass eppes, wat am Gesamte wäert kommen. Här Baum, ech kann Iech berouegen, do sinn déi zoustänneg Ressortministeren drun um Schaffen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Weydert. An als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Ech wollt just betounen, datt d'Madamm Weydert zwou an eng hallef Minutten iwwer hir Riedezäit gaangen ass. Ech versichen awer ëmmer, mënschlech a kulant ze sinn.

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Merci, Här President.

M. André Bauler, Président de séance | A mat dem Accord vun der Chamber géif ech dann och déi nämmlecht Kulanz fir verschidde Kolleegen an engem gesonde Mooss walte loossen. Mat Ärem Accord.

(Brouhaha)

Ech gesinn eng gewëssen Zoustëmmung. Da soen ech Iech Merci.

(Hilarité)

Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wëll als Éischt och der Madamm Tanson Merci dofir soen, dëse wichtege Sujet hei nach eng Kéier an der Chamber op den Ordre du jour gesat ze hunn.

Déi aktuell wirtschaftlech Situatioun ass gepräägt vun Onsécherheeten. Geopolitesch Spannungen, héich Energiepräisser an den Drock op d'Kafkraaft stellen eis Wirtschaft viru ganz grouss Erausfuerderungen.

An deem Kontext ass et ze begréissen, dass d'Regierung zesumme mat de Sozialpartner am Kader vun der Tripartitt en Accord fonnt huet. De Resilienzpak setzt e wichtegt Zeechen: Mir loossen d'Leit an d'Betriber net eleng a stäerken och d'Widderstandsfäegkeet vun eiser Wirtschaft.

Vertrauen an d'Zukunft brauche besonnesch och eis Independanten. Si schafen Aarbechtsplazen, investéieren an eis Wirtschaft, droen Innovatioun a Wuesstum a sinn e ganz wichtege Pilier vun eisem Wuelstand. Gläichzäiteg droe si e méi héije perséinlechen a finanzielle Risiko wéi vill aner Acteuren an eiser Wirtschaft.

D'Mesüren, fir d'Kafkraaft ze stäerken an d'Energiekäschten ofzefiederen, hëllefen och den Independanten. Well och si sinn den erhéichte Käschten ausgesat a si kënnen hir Käschten nëmmen decken, wann hir Clienten iwwer genuch Kafkraaft verfügen. Eng staark Nofro ass eng Grondviraussetzung fir eng gesond lokal Wirtschaft.

Als Demokratesch Partei läit eis d'Situatioun vun den Independanten an de rechtleche Kader, an deem si evoluéieren, besonnesch um Häerz. Schonn 2023 hat ech am Kader vun enger Interpellatioun, och no den Enseignementer vun der Covidpandemie, eng Rei Propose virgeluecht, fir de Statutt vun dem Independant ze moderniséieren an Ongerechtegkeeten am Verglach mat de Salariéen ofzebauen. Vill vun dëse Froestellunge sinn haut nach ëmmer aktuell.

Wann ee sech fir d'Selbststännegkeet entscheet, dann ass dat dacks aus Passioun fir säi Beruff an aus Iwwerzeegung fir e Projet. Mee dës Entscheedung ass och mat substanzielle Risike verbonnen. Genee dofir brauche mir e modernt an zouverlässegt soziaalt Opfangnetz fir d'Independanten.

Nach ëmmer gëtt et Beräicher, an deenen d'Independanten net gläich behandelt gi wéi d'Salariéen. Dat gëllt beispillsweis bei de Sozialbäiträg, wou si souwuel de Patronats- wéi och de Salariatsundeel droen. Besonnesch fir Jonker, déi sech selbststänneg maache wëllen, kann dëst eng bedeitend finanziell Hürd duerstellen.

Och bei der Mutualitéit sollt iwwer Verbesserungen nogeduecht ginn. Eng méi einfach an intuitiv Approche, wou een net en Opt-in an d'Mutualitéit mécht, mee en Opt-out misst maachen, kéint derzou bäidroen, datt méi Independantë sech géint Risiken ofsécheren an d'Virdeeler vun dësem Instrument notzen.

En anert wichtegt Theema ass de Chômage. Wirtschaftlech Krisen oder extern Evenementer, wéi d'Covidpandemie, kënnen derzou féieren, dass eng Aktivitéit net méi kann ausgeüübt ginn. Dofir sollten Independanten an esou Cas de force majeure besser kënne geschützt ginn an Zougang zu Instrumenter wéi dem Chômage partiel kréien.

Et gouf an de leschte Méint awer schonn e ganz wichtege Fortschrëtt. Mat der Reform vun den Anticumulreegelen an der Fréipensioun gëllen elo fir Independanten déi selwecht Rechter wéi fir Salariéen. Dat ass e Schratt a Richtung méi Egalitéit, deen ausdrécklech ze begréissen ass.

Gläichzäiteg bleiwen nach aner Erausfuerderungen. Ech denken hei un d'Situatioun vu selbstännege Fraen am Fall vun enger Schwangerschaft oder och de Statutt vum Conjoint aidant, deen net méi den haitege Realitéite gerecht gëtt a reforméiert sollt ginn.

Här President, Resilienz bedeit net nëmmen temporär Hëllefen an Zäite vu Krisen. Resilienz bedeit och, datt mir e Kader schafen, an deem déi Leit, déi Risiken droen, investéieren an Entreprisen opbauen, op eng fair a modern sozial Ofsécherung kënne vertrauen.

Dofir begréisse mir, datt de Premier a senger Deklaratioun zum État de la nation och en Aktiounsplang fir Independanten annoncéiert huet. Dëse soll konkreet Verbesserungen am Beräich vum Chômage, der Sécurité sociale an de steierleche Kaderen op de Wee bréngen.

E staarkt Land brauch staark Betriber. A staark Betriber brauchen och staark an ofgeséchert Independanten.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Hartmann. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Streff agedroen. Här Streff, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Ben Streff (LSAP) | Merci, Här President. Wann et brennt, da kommen d'Pompjeeën. A wann et eng Kris an der Welt gëtt, da kënnt dëst Haus zesummen, fir iwwert d'Independanten ze schwätzen. Eppes, wat richteg a wichteg ass. Mee fält et eis do net op, dass mer vläicht eng Kéier aus deem Independants-Krisemodus an en Independants-Ofsécherungsmodus misste wiesselen?

Loosst mech et ganz kloer soen: Jo, wann duerch eng Kris d'Präisser explodéieren an d'Independantë struewelen, da soll d'Politick kucken, wéi een zesummen aus där Situatioun erauskënnt. Mee mir brauchen awer och endlech e System, deen d'Independantë besser ofséchert, am Alldag an a Krisesituatiounen.

Wa mir vun Independantë schwätzen, da schwätze mir als LSAP net nëmmen oder grad net iwwert d'Big Players. Mir schwätzen iwwert d'Wënzer – Madamm Weydert, ech hunn Iech do iwwregens gëschter vermësst –, mir schwätzen iwwert de Bauer, de Bäcker, de Coiffer, de Fleurist, den Handwierker, de fräischaffende Journalist an eeben déi Persounen, déi sech mat vill Courage eng Existenz opbauen.

Si huele Risiken a Verantwortung, fir sech an d'Selbststännegkeet ze lancéieren. Dat ass luewenswäert. Mee si sollen awer net weider Risiken opgedrängt kréien, déi mir als Politick evitéiere kënnen. Well grad dës Leit sinn oft déi, déi eng Kris als Éischt ze spiere kréien. Dat hu mir bei der Finanzkris gesinn. Dat hu mir bei der Pandemie gesinn. Dat gesi mir elo bei der Energiekris.

Dofir begréisse mir och dës Heure d'actualité zu der Situatioun vun den Independanten. Mee mir brauchen endlech a virun allem e Kader, deen och dann hält, wann déi nächst Kris kënnt. Mir brauchen net ëmmer méi Ausnamereegelen. Mir brauchen dauerhaft Léisungen!

Dat ass och de Grond, firwat d'LSAP scho virun e puer Joer eng Rei konkreet Verbesserunge fir d'Independantë matgedroen huet, beim Congé parental, beim Congé pour raisons familiales oder beim komplementare Pensiounsregimm. Mee mir sinn nach net um Zil, well de Pompjee ass a gëtt ëmmer erëm geruff, soulaang keng Reform vum Statutt vum Independant kënnt. Och dat ass Standuertpolitick, wéi d'Handwierkerfederatioun rezent nach eng Kéier richtegerweis betount huet.

Mir wëllen dofir zum Beispill d'Ofsécherung am Krankheetsfall weider verbesseren. Dofir si mir beispillsweis der Meenung, datt eng Affiliatioun bei der Mutualité des employeurs e gudde Wee ass, fir méi Sécherheet ze garantéieren.

Mir wëlle beim Chômage nobesseren. Wann de Salarié no sechs Méint Affiliatioun bannent dem leschte Joer Accès zu dëser Leeschtung huet, dann ass et an eisen Ae schwéier ze erklären, firwat dat bei engem Independant anescht soll sinn.

Mir wëllen dofir d'Schafe vu Léierplaze weider förderen. D'Independantë sinn dacks am Handwierk ënnerwee. Si schafen net nëmmen Aarbechts-, mee virun allem och Léierplazen, wat enorm wichteg fir eis Ekonomie, mee nach méi fir eis Gesellschaft ass. Aus engem Léierjong/Léiermeedche gëtt ganz gär no e puer Joer e Meeschter an een, deen de jeeweilege Betrib dann och eventuell iwwerhuele kann. Och hei kënne mir nach weider Akzenter setzen.

Mee wa mir scho vu Krise schwätzen, a mir hoffe jo alleguer, dass keng Pandemie oder soss e Cas de force majeure méi op eis duerkënnt, wou d'Regierung de Commerce misst zoumaachen, mee de Fall gesat, wëllt d'LSAP och do net waarden, bis de Pompjee nees geruff gëtt, mee preventiv schaffen.

Well d'Independanten eis wichteg sinn an an dësem Kontext wuel dat Wuert Resilienz och absolutt ka matspillen, froe mir eis, ob d'Regierung am Kader vum Resilienzpak d'Independanten net vläicht e bësse vergiess huet.

An apropos vergiess: Loosst eis an deem Kontext hei och d'Plattformaarbechter, déi och ganz dacks Independantë sinn, net vergiessen!

D'Regierung ugeschwat, froe mir eis dann, wéini dee vum Premierminister an der Ried zur Lag vun der Natioun ugekënnegte Package op den Dësch kënnt, a virun allem, wat do drasteet. Vläicht kënne mir jo haut nach e puer Abléck dora kréien, ob et sech heibäi vläicht ëm déi erwaarte Reform vum Statutt handelt.

Här President, d'Haaptfro fir d'LSAP ass also net, wéi eng Noutmesür mir bei der nächster Kris aféieren. D'Haaptfro ass, wéi mir e System opbauen, deen och an 10 oder an 20 Joer nach funktionéiert, deen am Alldag an a Krisesituatioune funktionéiert, e System, deen de Leit Sécherheet gëtt an Ureizer schaaft, sech ze lancéieren, e System, deen de Realitéite vun den Independanten entsprécht, an e System, deen net all Kéier nei improviséiert muss ginn, wann d'Konjunktur sech verschlechtert.

Loosst eis also net nëmmen iwwert dës oder déi nächst Kris schwätzen! Loosst eis net just Pompjee, mee Architekt vun engem richtege System sinn! Loosst eis endlech déi strukturell Reformen ugoen, déi d'Independanten op Dauer méi staark maachen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Streff. Erlaabt Dir, datt d'Madamm Hartmann Iech eng Fro stellt?

(Assentiment)

Dir sot Jo, ok. Dir waart och ënnert Ärer Zäit, dann ass dat kee Problem. An d'Madamm Weydert wëllt och eng Fro stellen. Erlaabt Der och, datt d'Madamm Weydert duerno eng Fro stellt?

(Assentiment)

Da géif ech der Madamm Hartmann fir d'éischt d'Wuert ginn.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, merci, Här President. Erlaabt mer, als Éischt eng Remark ze maachen. Ech fannen et zimmlech deplacéiert, dass een hei op der Chamberstribün kommentéiert, wien op enger Receptioun als Deputéierte present war oder net.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Mir hunn alleguerten als Deputéiert heibannen, egal aus wéi enger Fraktioun, e chargéierte Kalenner. Mir hate gëschter hei Chamber bis 17.45 Auer, soudass mer net um 18.00 Auer konnten do sinn. A souwisou steet et jiddwerengem fräi an et huet jidderee seng eege Grënn, firwat ee bei där enger oder bei där anerer Receptioun net present ass. Duerfir fannen ech et héchst bedauerlech, hei esou e Kommentar ze maachen a Richtung vun egal wéi engem Deputéierten. An ech ginn dervunner aus, dass Der Iech do bei der Madamm Weydert nach entschëllegt.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

Mme Carole Hartmann (DP) | Da wëll ech Iech eng Fro stellen. D'Madamm Tanson hat vun de schmuele Schëllere geschwat, déi et bei den Independanten och gëtt, esou wéi et se och bei de Salariéë gëtt.

Mir haten an der Covidzäit eng Diskussioun, déi lancéiert ginn ass vum fréieren Aarbechtsminister Dan Kersch, deen d'Independanten als déi mat breede Schëllere gesäit, an en huet dann nach – Dir hutt vu Biller geschwat – déi esou duergestallt, dass dat Autosfuerer vun enger Luxusmark wären – ech wëll elo keng Reklamm maachen.

Ech wéilt den Här Streff froen, ob dat, wat vum Här Kersch gesot ginn ass, an déi Duerstellung, déi vun den Independantë gemaach ginn ass, nach ëmmer d'Meenung ass – ech mengen, Dir sidd jo elo en neien Deputéierten – oder ob d'LSAP entre-temps och gesäit, dass ënnert den Independanten der och sinn, déi schmuel Schëlleren hunn, déi net ëmmer nëmmen déi sinn, deenen et am beschten an eiser Gesellschaft geet, an dass een och bei den Independanten déi sollt respektéieren, déi ganz, ganz haart schaffen an déi och deelweis op engem Existenzminimum liewen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Hartmann. Dann dierft Dir reagéieren, Här Streff.

M. Ben Streff (LSAP) | Merci, Madamm Hartmann. Et war keng Bewäertung vun der Madamm Weydert. Ech wollt just soen, dass ech se vermësst hat. Mee wann dat eng Entschëllegung braucht, da gären. Mee et war just, ech hat Iech wierklech vermësst. Voilà!

(Hilarité)

Zu där Fro vun der Madamm Hartmann: U sech huet do näischt geännert an deene leschte Joren, wat déi breet oder schmuel Schëlleren ugeet. Ech mengen, ech hunn et jo gesot, ech hunn eng ganz Rei Independanten opgezielt, fir déi mir eis wëllen asetzen. An och do gëtt et där mat breeden a mat schmuele Schëlleren an esou weider.

Mee eis geet et wierklech ëm déi, déi Aarbechtsplaze schafen, déi eis Gemenge liewenswäert maachen. An dat si ganz dacks eeben déi mat schmuele Schëlleren, wann Der et esou wëllt. Dofir hunn ech jo och ganz kloer gesot, datt mir net vun de Big Players schwätzen, mee vun deene Wënzer, Baueren, an, an, an. An ech mengen, Dir wësst ganz genau, wien do gemengt ass. Déi Poleemik mat Autosmarken, mengen ech, solle mer iergendwann hanner eis loossen. D'LSAP steet ganz kloer fir d'Independanten, vu kleng bis breet, mee virun allem fir déi kleng.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Da wier et nach un der Madamm Weydert, déi och accordéiert krut, eng Fro ze stellen.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Ech hunn haut emol eng Kéier e Fait personnel, dofir erlaaben ech mer och, hei meng Hand auszestrecken.

Ech huelen Är Entschëllegung un, Här Streff. Mee d'Madamm Hartmann hat eigentlech alles gesot. A wann Der mech vermësst, da schreift mer einfach, da gi mer gären eppes zesummen drénken.

(Hilarité)

Domat hunn ech guer kee Problem. Also voilà. D'Angebot steet elo, et ass elo un Iech, et unzehuelen.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Weydert. Da wier déi hei Diskussioun an deem Sënn emol ofgeschloss. Da kéime mer zur nächster Riednerin. An dat ass déi honorabel Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci, Här Chamberspresident. Just fir unzefänken: Also, wann ech eppes däerf schlussfollgeren aus deene Rieden, ass et, dass ech mer op jidde Fall keng Suerge maachen ëm déi Selbststänneg am Bezierk Osten, nodeems d'Madamm Weydert, d'Madamm Hartmann, den Här Streff an ech elo schwätzen. Ech mengen, si si ganz gutt opgehuewe bei eis am Bezierk.

Da fänken ech u mat menger Ried. Fräiberuffler, bezéiungsweis Selbststänneger, leeschten en enorm wichtege Bäitrag zu eiser Wirtschaft, zu eiser Innovatiounskraaft an zu der Villfalt vun eiser Gesellschaft. Si grënnen Entreprisen, si schafen Aarbechtsplazen, si bidden Déngschtleeschtungen un, si reagéiere flexibel op nei Besoinen a si droen dacks e Risiko, dee vill anerer net droe mussen an och net droe wëllen.

An trotzdeem erliewe vill Selbststänneger zu Lëtzebuerg all Dag eng Realitéit, déi vu grousser Onsécherheet gepräägt ass. D'Politick schwätzt gär vum Entrepreneursgeescht. Mee an der Praxis erliewe vill Selbststänneger virun allem Mësstrauen, eng onmoosseg Bürokratie a finanziell Onsécherheet.

Grad an Zäite vu klammende Präisser gëtt dës Onsécherheet besonnesch däitlech. Wa Loyeren, Energie, Liewensmëttel, Assurancen a Mobilitéit ëmmer méi deier ginn, dann trëfft dat Selbststänneger dacks duebel. Si droen net nëmmen hir privat Liewenshaltungskäschten, mee och déi klammend Käschte vun hirem berufflechen Alldag. Gläichzäiteg sinn hir Recetten dacks net stabill. D'Commandë kënne kuerzfristeg ewechfalen. D'Clientë bezuele mat Verspéidung oder maachen eventuell och Faillite, bezuele guer net. Projete ginn no hanne geréckelt oder ganz gestrach. D'Präisexplosioun trëfft also Mënschen, déi dacks guer kee fest Akommes am Mount hunn. Dat ass e strukturelle Problem. An dofir brauch et och strukturell Äntwerten.

Éischtens musse mir iwwer Akommessécherheet schwätzen. Vill Selbststänneger liewe mat staark schwankende Recetten. An engem Mount leeft et gutt, am nächste bal guer net méi. Eise soziale Steiersystem ass awer nach ëmmer vill ze staark op dat klassescht Modell vum festen Akommes ausgeriicht. Wie selbststänneg ass, fält ze dacks duerch de Raster. Dofir brauche mir méi flexibel Modeller bei de Sozialbeiträg an de Virauszuelungen. Wann d'Akommes erofgeet, mussen d'Bäiträg méi séier a méi onbürokratesch kënnen ugepasst ginn. Et kann net sinn, datt ee manner verdéngt, mee weider esou behandelt gëtt vum Staat, wéi wann näischt geschitt wier.

Zweetens muss de Schutz am Krankheetsfall däitlech verbessert ginn. Wien ugestallt ass, huet am Krankheetsfall an der Reegel eng gewësse Stabilitéit. Wie selbststänneg ass, erlieft Krankheet awer dacks als existenziell Bedroung. Well wann een net schaffe kann, verdéngt een näischt, mee d'Käschte lafe weider: Loyer, Prêten, Assurancen, Sozialbeiträg, Salairë vun de Mataarbechter, an, an, an. Eng modern Wirtschaft däerf dës Mënschen net eleng loossen. Mir brauche fir Selbststänneger och eng Solidargemeinschaft an e besseren, séieren a méi realisteschen Akommesersatz am Krankheetsfall ouni endlos bürokratesch Prozeduren.

Drëttens musse mir déi sozial Ofsécherung bei Schwangerschaft a Parentalitéit méi gerecht gestalten. Et däerf bezéiungsweis et kann net sinn, datt Schwangerschaft fir selbststänneg Fraen nach ëmmer mat besonnescher finanzieller Onsécherheet verbonnen ass. Wien e Kand erwaart, brauch Schutz, Plangbarkeet a Würd. Wa mir et mat der Chancëgläichheet eescht mengen, da musse mir Selbststännegen an der Schwangerschaft an no der Gebuert e vill méi verlässleche Schutz bidden. Dat heescht: eng vollstänneg Dispens vun der Aarbecht am Risikofall mat engem komplette Gehaltsausgläich duerch d'Gesondheetskeess, esou wéi bei de Salariéen, méi einfach Prozeduren an eng finanziell Ofsécherung, déi sech un der Liewensrealitéit orientéiert. Mamm a Papp ginn – a Mamm a Papp sinn – däerf kee Risiko fir Aarmut sinn!

Véiertens muss d'Bürokratie massiv reduzéiert ginn. All Stonn, déi e Selbststännege mat obligatoresche Formulairen amplaz mat Clientë verbréngt, ass e wirtschaftleche Verloscht. Digitaliséierung däerf net bedeiten, datt de Bierger d'Aarbecht vun der Verwaltung iwwerhëlt. Si muss wierklech vereinfachen.

Fënneftens brauch Lëtzebuerg endlech eng politesch Unerkennung vun der besonnescher Lag vun de Selbststännegen a Krisenzäiten. An och dat ass haut schonn e puermol ugeschwat ginn. An Zäite vun héijer Inflatioun a wirtschaftlecher Onsécherheet si Selbststänneger besonnesch vulnerabel. Vill vun hinnen hunn net grouss finanziell Reserven, wann iwwerhaapt. Vill kënnen d'Präiserhéijungen net einfach un hir Clientë weiderginn. Dofir brauche mir geziilt Entlaaschtungen: Energie- a Käschteschocke musse cibléiert ofgefaange ginn – keng pauschal Dauerprogrammer, mee kloer, zäitlech begrenzt a prezis Mesüre fir déi, déi noweislech betraff sinn –, zäitlech begrenzte Bäitragsupassungen, besser Berodung fir Selbststänneger am Krisefall a méi séier Hëllefsmechanismen a sozial Schutzinstrumenter, déi och bei onreegelméissegem Akommes fonctionéieren.

Et geet hei net ëm iergendwelch Extrawurschten. Et geet ëm Fairness, well Fräiberuffler droe Verantwortung, fir sech selwer, fir hir Familljen an dacks och fir Mataarbechter. Dës Verantwortung muss vun engem Staat begleet ginn, dee versteet, datt wirtschaftlech Fräiheet ouni sozial Sécherheet fir vill Mënschen nëmmen eng scheinbar Fräiheet ass. Eist Zil muss kloer sinn: Selbststännegkeet däerf net bedeiten, am Eeschtfall eleng dozestoen, net bei Krankheet, net bei Schwangerschaft, net an Zäite vun explodéierende Präisser, net bei schwankendem Akommes!

Wa mir méi Entrepreneursgeescht wëllen, ganz nom Motto „Let's Make It Happen", wa mir Innovatioun fërdere wëllen, wa mir eng widderstandsfäeg a performant Wirtschaft an och Gesellschaft wëllen, da musse mir genau déi „Let's Make It Happen"-Leit schützen an ënnerstëtzen, an doduerch och jonke Leit erëm eng Perspektiv als Selbststänneger ginn. Grad elo brauch Lëtzebuerg de Courage, Fräiheet a sozial Sécherheet endlech zesummen ze denken.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien! Voilà! Ganz gutt!

Une voix | Ganz gutt!

M. André Bauler, Président de séance | An ech soen Iech Merci, Madamm Schoos. Dann ass et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Independanten d'Réckgrat vun eiser Ekonomie sinn, gouf haut schonn e puermol ugeschwat. Si sinn eemol d'Réckgrat, well se d'Patronen duerstellen, se sinn awer och eemol d'Réckgrat fir all déi, déi net mat engem grousse Betrib, mee vläicht duerch sech selwer respektiv mat ganz klenge Strukturen eis Ekonomie no vir bréngen.

A genau do mierkt een dann awer, datt eis Systemer ganz heefeg nëmmen déi am Bléck hunn, déi vläicht méi grouss Strukture geréieren. Den administrativen Overhead ass nach ëmmer eng Realitéit. Mir hunn trotz alle Sonndesrieden, déi hei am Haus an deene leschte Jore gehale goufen, nach ëmmer kee Guichet unique fir all d'Demarchen, déi en Independant am Alldag muss maachen.

Ganz am Contraire, et huet een e bëssen d'Gefill, et gëtt esouguer mat all Reform méi schlëmm. Et kënnt eng Prozedur op MyGuichet bäi, da kënnt eng Prozedur op enger anerer Plattform bäi, da muss een erëm e Formulaire an Zukunft als XML ofginn, aner Saache muss een ofginn a Sproochen, déi een net emol méi versteet. Ech erspueren Iech elo den absolutten Detail, mee op alle Fall si mer an engem Wirrwarr zwëschent Pabeier, PDF, Bréiwer, E-Mailen, MyGuichet an anere Plattformen ukomm an et si keng signifikativ Ännerungen an deem Beräich iwwert déi lescht Jore geschitt.

Dann, wann ee sech dann iergendwéi duerch deen administrative Kuddelmuddel duerchgekämpft huet als Independant an där Zäit, wou ee kee Geld verdéngt – well dat muss een ëmmer soen, déi Zäit, déi ee mat administrative Saache verbréngt, do verdéngt

ee kee Geld, et schwätzt een net mat de Clienten, et kann een net fir d'Clientë schaffen –, da kommen déi Saachen, un déi ee vläicht am Ufank bei senger Constitutioun als Independant net denkt: Dat ass d'Affiliatioun un d'Mutualitéit.

Nach ëmmer ass et en Opt-in, an deen Opt-in ass en plus nach esou kompliziéiert formuléiert, datt een ëmmer nëmme fir dat nächst Joer, ausser am Joer, wou ee constituéiert, kann der Mutualitéit bäitrieden. Et kann een dat also net am Laf vum Joer. Wann ee sechs Méint no der Constitutioun zum Beispill mierkt, datt een elo awer wéilt Member an der Mutualitéit ginn, well een den Interêt dovunner awer da gesäit, kann een dat net maachen, et muss een ëmmer dat Joer Karenz ofwaarden.

Dat ass zum Beispill e ganz konkreet Beispill, wou virun allem och vill jonk Frae sech drun heurtéieren. An da schwätze mer nach guer net dovunner, datt d'Ofdeckung am Chômagefall, am Krankheetsfall, mee och am Schwangerschaftsfall fir Independanten nach ëmmer vill méi schlecht ass wéi fir e Salarié.

An do muss ee sech dann awer d'Fro stellen: En Independant bezilt déi selwecht Charge-sociallë wéi e Salarié. Ganz genau déi nämmlecht. Et kann een elo natierlech laang driwwer diskutéieren. En Independant bezilt direkt alles, d'Charge patronale an d'Charge salariale, mee e bezilt déi nämlech Chargë wéi all eenzelne Salarié. En huet awer eng manner gutt Ofdeckung. An do stellt sech dann awer d'Fro, ob dat fair ass vis-à-vis vun deenen, déi tatsächlech all Dag eis Ekonomie um Dréinen halen.

Ech kommen nach op e puer aner Problemer, déi awer och am Alldag vun den Independanten ëmmer erëm rekurrent sinn. Dat eent, dat ass d'Kommunikatioun zwëschent den eenzelne Verwaltungen, wann et ëm d'Independantë geet. E Beispill ass d'Steierverwaltung mat der Sécurité sociale. Elo ass et esou: Op der Sécurité sociale bezilt een op Basis vu sengen eegenen Deklaratiounen, an ab und zu kommunizéiert d'Steierverwaltung der Sécurité sociale dann och nach Zuelen. Fir de Contribuabelen a fir de Cotisant ass dat absolutt intransparent, wat fir Donnéeën echangéiert ginn. Déi ginn dann an en Amalgamm gemëscht an et kritt ee Relevéen, déi net jiddwereen, deen net grad en Dokter an der Ekonomie gemaach huet, verstoe kann. Dat féiert zu Feeler, zu Recalcullen an zu Onprevisibilitéit.

A souguer wann dat alles net wär, hu mer nach ëmmer e Problem vu Prekaritéit bei Independanten. Dat ass eng Realitéit, virun allem bei deenen, déi Plattformaarbecht maachen. Do muss ee sech d'Fro stellen, ob dat net zum Deel och Faux-Independantë sinn an ob mer net och verschidde Leit misste protegéiere virun deem Statutt Independant, dee se vläicht guer net missten hunn.

A mir hu virdrun iwwer Krise geschwat. Ee ganz konkreete Fall, wou zum Beispill d'Tripartitt d'Independanten elo komplett ignoréiert huet, ass de Fall, datt dat, wat gutt fir de Salarié ass, d'Erhéijung vum Mindestloun, d'Erhéijung, also den Index, deen derbäi kënnt ..., dat ass gutt fir de Salarié, dat féiert awer automatesch fir all Independant zu enger Erhéijung vu senge Cotisation-sociallen, déi net ofgefiedert ass. An do kéint ee sech jo och d'Fro stellen, firwat een net do eng vereinfacht Prozedur agefouert huet, fir zum Beispill d'Independantë genau bei de Cotisation-sociallen, déi elo automatesch duerch eng Decisioun vun der Tripartitt klammen, protegéiert hätt.

Ganz kuerz, ech mengen, dat gouf virdru scho gesot, net all Independant schaaft forcement Aarbechtsplazen. Et gëtt der ganz vill, déi och fir sech selwer schaffen, a grad déi sinn ëmsou méi vun deenen indirekten Erhéijungen, déi och vläicht net geplangt waren, betraff.

Ganz konkreet zwou Fuerderungen, déi ech haut awer wéilt mat an d'Diskussioun awerfen: Kommt, mir schwätzen net ëmmer erëm iwwert déi Affiliatioun bei der Mutualitéit, mee kommt, mir maachen et endlech, datt jiddwereen d'office affiliéiert gëtt! A wann een der Meenung ass, e bräicht dat net, kann en aus der Mutualitéit austrieden, esou wéi d'Madamm Hartmann virdru gesot huet, en Opt-out. Dat géif zu enger besserer Couverture, zumindest bei Krankheet a Schwangerschaft, féiere fir ganz vill Independanten.

De Chômage musse mer och ugoen. Do sinn d'Dossieren haut einfach vill ze kompliziéiert.

An dann déi zweet konkreet Fuerderung: Kommt, mir schafen d'Onlineprozeduren op enger Plaz, zwëschent TVA, Steierverwaltung, Sécurité sociale, mat engem Identifiant anstatt mat verschiddenen, an Transparenz, wou d'Zuelen, déi d'Verwaltungen dann och benotzen, hierkommen! Well dat ass haut, wou ganz vill Independantë sech d'Fro stellen: Wéi komme se dann elo do drop? An da ruffe se bei fënnef verschiddene Leit un a se kréie sechs verschidden Äntwerten. Dat ass net Simplification administrative, dat ass Complexité administrative, an déi sollte mer ofschafen!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Clement. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum agedroen. Här Baum, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech muss soen, datt ech ganz frou sinn, ze héieren, datt alleguer d'Virriedner op d'Wichtegkeet an d'Bedeitung fir eis Ekonomie vun Independanten agaang sinn, notamment och well ech selwer zënter iwwer 21 Joer als Independant schaffen, als Independant cotiséieren, an duerfir och selwer betraff si vun där Diskussioun, déi mer hei féieren.

Independant, dat ass awer eng immens vast Kategorie. Zu Lëtzebuerg si ronn 25.000 Leit als Independant deklaréiert. An dat geet effektiv vum Dokter an Affekot, wat vill Leit warscheinlech als Éischt virun Aen hunn, wann een un Independanten denkt, iwwert den Artisan-commerçant, wat och eng Independance ass, bis hin zum Travailleur intellectuel indépendant. Et gëtt onheemlech vill Beruffsbiller a Beruffssparten, an deenen Independanten ënnerwee sinn.

Et gëtt Patronen, déi Independant sinn an et gëtt och Patronen, déi Salarié sinn. Dat heescht, net all Independant ass Patron, an net all Patron ass Independant. Dat kënnt och derbäi, fir d'Diskussioun vollstänneg ze maachen.

Déi allermeescht vun deenen Independantë schaffen op hir eege Kap. Dat heescht, si employéieren an embauchéiere keng Leit. Dat ass d'Majoritéit vun deene Leit, déi am Moment zu Lëtzebuerg als Independant deklaréiert sinn an als Independant cotiséieren.

Duerfir sinn och d'Independanten, wann een d'Diskussioun iwwer Working Poor féiert, déi Kategorie, déi dacks am héchste representéiert ass. Et sinn d'Independanten, déi als Grupp am stäerksten oder mat den héchste Prozentsätz dem Aarmutsrisiko ausgeliwwert sinn. An dat sinn effektiv déi schmuel Schëlleren. An där gëtt et der bei den Independantë ganz, ganz vill.

Natierlech gëtt et och déi breet Schëlleren, déi mat den décken Autoen italieneescher Hierkonft duerch d'Géigend kutschéieren. Natierlech gëtt et och déi, mee si stellen net d'Majoritéit vun den Independanten duer.

Mir haten effektiv virun dräi Joer d'Diskussioun hei an et ass unanime eng Motioun votéiert ginn, wou gesot ginn ass: „Mee mir solle kucken, déi zwee Statutter, souwäit et nëmme geet, den Aarbechtsrealitéiten unzepassen an och méi no uneneen erunzeféieren, notamment dat, wat d'kollektiv Ofsécherung vu Risiken ugeet, wéi Alter, wéi Krankheet oder Chômage."

Mir als Lénk sinn och wierklech der Iwwerzeegung, datt eis sozial Sécherungssystemer deenen Aarbechtsrealitéite vun haut musse Rechnung droen. Duerfir wéilt ech sechs Punkten an d'Diskussioun abréngen:

Een, deen, mengen ech, bis elo nach net ernimmt ginn ass nämlech, datt et zwar engersäits drëm geet, den Independant ze valoriséieren, ze stäerken, mee ech mengen, datt et gradesou drëm geet, Scheinselbststännegkeet ze verhënneren, och a grad bei Plattformaarbecht, awer och bei Betriber, déi en abusive Réckgrëff op Freelanceaarbecht maachen. Well dat sinn net Independanten. Well si hunn net d'Fräiheet, hir Auerzäite selwer ze bestëmmen. Si hunn net d'Fräiheet, de Präis vun hirem Service selwer ze bestëmmen. A si hunn och net d'Fräiheet, Opträg ofzeleenen. Dat si keng Independanten! A si musse mer encadréieren a si mussen de Schutzstatus vun Salariéë kréien.

Zweetens: Lounfortzahlung am Krankheetsfall. Ech géif souguer nach e klenge Schrëtt méi wäit goen. Déi meescht hunn elo hei gesot, mir sollen zu engem Opt-out-System kommen, dat heescht, datt een d'office ageschriwwen ass an et kann een erausgoen. Ech géif souguer soen: Wa mer déi zwee Statutte gemeinsam denken, an enger gemeinsamer Logik, da misst et eigentlech esou sinn, datt et eng obligatoresch Inscriptioun gëtt an eng ëffentlech encadréiert a kofinanzéiert Kees oder Mutualitéit. Bei eis ass dat d'Mutualité des employeurs. An och bei de Salariéë gëtt et keen Opt-out, mee grad dat ass d'Méiglechkeet, fir datt d'Kollektivitéit d'Risiken och gemeinsam dréit. An dat geschitt aus engem eenzege Grond net: well d'privat Assurancen dorunner net interesséiert sinn, well si grad mat den Independanten immens vill Sue verdéngen.

Drëttens mengen ech, datt et am Fall, wou en Independant e Gerant oder Associé vun enger Societéit ass, och déi Societéit ass, déi d'Cotisation patronale iwwerhuele soll. An et gëtt dozou och e ganz einfacht, gesetzlech festgehalent Beispill, an dat ass eist Haus: d'Chamber! Déi Leit, déi hei an der Chamber Independant sinn oder Independant waren, wéi se ugefaangen hunn, kréie per Gesetz mat engem Deckel d'Cotisation patronale vun der Chamber zeréckerstatt. Also et gëtt Beispiller, wou Independantë vun där Societéit, fir déi se schaffen, d'Cotisation patronale iwwerholl kréien.

Véiertens: Den Zougang zum Chômage muss verbessert an erliichtert ginn. Haut muss ee quasi faillite gemaach hunn. A souguer dann hänken nach Penalitéiten drun.

Fënneftens: De Reclassement externe muss erméiglecht an erliichtert ginn.

A sechstens – a mir haten haut de Moie schonn en Usaz vun där Diskussioun – ass an der Tripartitt jo elo méi Netto vum Brutto beim Mindestloun erauskomm. Dat heescht, de Loun selwer ass net an d'Luucht gaangen, mee de Staat dréit eppes dozou bäi, soudatt méi Netto vum Brutto soll erauskommen. An d'Fro ass: Wéi gesäit et dann do mat den Independanten aus? Si si dann och dovunner betraff? Oder

huet dësen Tripartitt-Accord mat der Signature vun der Regierung si erëm vergiess?

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Baum.

Dann huet d'Regierung d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister. Här Delles.

Prises de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech mengen, dass et fir ganz vill Leit dobausse ganz wichteg ass, dass hei an der Chamber heiriwwer geschwat gëtt, dass oppen driwwer geschwat gëtt, dass fräi driwwer geschwat gëtt. Mee ech mengen, dee wichtegste Punkt, iwwert deen hei muss geschwat ginn, ass, dass déi Aarbecht och unerkannt gëtt. A grad dofir waren déi Diskussiounen ... Haut gëtt hei vun engem Pompjee geschwat, deen net soll geholl ginn, mee dass ee soll an en Independance-Ënnerstëtzungsmodus goen. Maja, ganz genau dohinner solle mer goen. An, Här Streff, do ginn ech Iech och vollkomme Recht.

Ech mengen, dass eebe grad d'Independanten, déi am Alldag e Risiko huelen, déi Éischt sinn, déi net hir Pai kréien, wann de Buttek net leeft, déi Éischt sinn, déi musse kucken, dass iergendwéi alles beieneebleift, déi Éischt sinn, déi sech lancéieren, déi kucken, Aarbechtsplazen ze schafen. Dat sinn déi Independanten, iwwert déi mer haut hei alleguer schwätzen.

An ech mengen, dass et eng ganz grouss Frustratioun – an zu Recht! – bei ganz villen Independantë gëtt. Well wann haut hei vum Pompjee geschwat gëtt, dann ass et zu enger Zäit, wou se e Rettungsreef gebraucht hätten an e gefrot hunn a se nach ënner Waasser gedréckt ginn. A grad dofir ass et wichteg, dass dat Theema zu deem Moment op d'Tapéit komm ass. A grad dofir ass et och wichteg, dass mir haut hei kucken, déi néideg Mesüren ze maachen. A mir hunn am Koalitiounsprogramm och déi verschidde Punkte stoen, fir se unzepassen.

Natierlech – a mir wäerten duerno iwwert déi eenzel Punkte goen –, am Wirtschaftsministère sinn déi mannsten. Et ass net d'Sécurité sociale, et sinn net d'Steieren an et sinn net d'Froe vum Droit du travail. Mee et sinn awer déi Froen, wéi mer – an d'Madamm Weydert huet et gefrot – op där enger Säit de Monitoring maachen an op där anerer Säit awer och d'Independanten an d'Selbststännegkeet ënnerstëtzen.

Ech mengen, déi Froen, déi sech stellen, fir den Independant weider ze ënnerstëtzen, fänke bei den Ufäng un. „Trau Dech", ass ëmmer gesot ginn. „Trau Dech", hu mer awer och ëmmer gesot a parallell hu mer um Wirtschaftsministère gesot: „Trau Dech! Wann s de awer faillite gees, well deng Iddi zwar ganz gutt ass, mee awer d'Clienten net do waren, kriss de ni méi eng Autorisatioun."

Grad dofir hu mer d'deuxième Chance agefouert. Grad dofir hu mer eng Aide primo-créateur agefouert, déi mat sech bréngt, dass ee wärend sechs Méint 2.000 Euro kann als Hëllef kréien, wann ee soss kee Revenu huet a sech wierklech engagéiert an enger Entreprise, fir eebe grad den Independanten nach eng Kéier den Incentive ze gi weiderzegoen; eng Aide, déi an alle Secteure ganz gutt ukënnt, sief et op där enger Säit beim Handwierk, sief et bei de Servicer, an awer och an anere Beräicher, alleguer deenen, wou een eng Autorisation d'établissement brauch, déi ganz, ganz wichteg sinn.

Et ass vu verschiddene Punkte geschwat ginn, fir den eenzelnen Identifiant ze maachen, fir d'Simplification administrative. Jo, bei deenen 214 Mesüren, déi mer hunn, sinn der och eng ganz Rëtsch fir d'Independanten dran. Zum Beispill eng, déi an där ganzer Simplifikatioun ass: Déi Persoun an engem Betrib, wou nëmmen zwee Salariéë sinn, wou een Independant ass, déi déi ganz Charge administrative huet, ass den Independant; deen, deen no senger Aarbecht an engem Coiffersalon nach kuckt, déi administrativ Tâchen ze maachen. A grad dofir ass et wichteg, dass mer och do Simplification administrative maachen.

Den eenzelnen Identifiant ass eng Pist, un där mer amgaange sinn ze schaffen, déi och bal prett ass.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Wa mer vun Dossiere schwätzen – an ech hunn d'Zuele just ganz kuerz hei, wéi vill Independantë mer wierklech och gekuckt hunn, fir an der Covidkris ze hëllefen –: Et ass ëmmer erëm op dräi verschidden Aidë-Regimmer gekuckt ginn, well näischt do war! Et war net nëmme kee Filet do. Elo kann ee soen: „Jo, den Independant ass deen, dee weess, dass en, wann e sech lancéiert, kee Filet huet." Nee! Et gëtt eng Responsabilitéit, wann een als Staat wëll Independantë förderen, dass een e Filet dohinner leet.

Mir haten där keen ënnert der leschter Regierung. Dofir sinn dräi Aiden-Texter, cibléiert op d'Independanten, lancéiert ginn. Déi éischte Kéier waren et 2.500 Dossieren, déi zweete Kéier 4.200 Dossieren an déi drëtte Kéier 4.700 Dossieren, déi erakomm sinn. Mee et ass eeben nëmme punktuell gehollef ginn. An dofir och dee Punkt am Koalitiounsaccord, fir den Independant à sa juste valeur och wierklech kënnen ze protegéieren.

Mee virun allem steet awer d'Unerkennung an der Gesellschaft vum Independant, vun de Risiken, vum Engagement, déi den Independant hëlt. Wichteg ass et, bei deene verschiddene Voleten – an ech hu virdrun d'Aide primo-créateur ugeschwat – awer och d'nouvelle Chance kënnen ze zitéieren. Wéini kréien ech erëm eng nei Autorisatioun? De Regimm huet geännert. Wann ech also faillite maachen, kann ech ënner verschiddene Konditiounen eng deuxième Chance kréien. Net méi spéit wéi virun e puer Méint hu mer och do nach eng Kéier Upassunge gemaach, fir d'deuxième Chance ze vereinfachen, fir also méi Leit d'Chance ze ginn, wa se eng Kéier ratéiert hunn, eebe grad sech erëm kënnen ze lancéieren.

An awer natierlech och de ganze Volet vun de Regimmer, déi mer hunn, déi Aidë-Regimmer, déi ëmmer och op d'Independantë mat ausgeluecht sinn. Hanner all Entreprise sti Leit. Hanner all Entreprise sti Gesiichter. An dat si ganz oft d'Independanten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Heure d'actualité ofgeschloss.

(Interruption)

Nee? Pardon, ech hat elo ze fréi geschwat. D'Regierung huet nach vill Zäit fir ze schwätzen. An da sot mer direkt, ob elo zwee oder dräi Ministere schwätzen.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Dräi.

M. Claude Wiseler, Président | Dräi. Ok, da weess ech dat, fir déi nächsten ...

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Elo nach zwee.

M. Claude Wiseler, Président | Elo nach zwee. Et ass an der Rei. D'Madamm Minister fir Sécurité sociale an dësem Fall.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci, Här President. A merci och fir dës wichteg Heure d'actualité. Iwwert d'Wichtegkeet schénge mer eis jo wierklech eens ze sinn, net nëmmen d'Wichtegkeet vun der Debatt, mee och d'Wichtegkeet vum Suivi vun der Debatt a vu richtege Mesüren, fir dat ëmzesetzen, wat hei ugeduecht ginn ass.

Am Beräich vun der Sécurité sociale si mer do betraff um Niveau vun de Cotisatiounen, vum Conjoint aidant a vun der Mutualitéit. Um Niveau vun de Cotisatioune si mer an Intersektioun mat de Finanzen. Do si mer amgaangen, d'Definitioun vum Independant op de Leescht ze huelen. Do gëtt et nach vill Aarbecht. Den Independant ass ëmmer Independant bei der Fiskalitéit an Independant bei der Secu. Do musse mer eis besser ofstëmmen. An dat ass amgaangen, diskutéiert ze ginn.

Zweete Volet: Conjoint aidant. Och do si mer amgaangen, mat de Secteuren ze diskutéieren. E Conjoint aidant ass net dat selwecht am Agrarsecteur wéi an engem aneren Independantsecteur. Wat mer awer sécher kënne maachen, ass: Dee Maximum cotisable, deen de Moment besteet – dat sinn déi 2-mol de Mindestloun –, kënne mer op 2,5-mol de Mindestloun hiewen.

A last but not least: d'Mutualitéit. Fir déi obligatoresch ze maache fir all Independanten, do sinn Diskussiounen ënnerwee gewiescht tëschent der Mutualité des employeurs an all de Representantë vun den Independanten. Do war awer keng Unanimitéit bei de Representantë vun deene verschiddene Kategorië vun Independanten. Dat heescht, do musse mer am Vertrauen d'Mutualitéiten eng Kéier relancéieren a mat alle Partner schwätzen, ob do eng obligatoresch Cotisatioun/Affiliatioun gewënscht ass oder net.

Mee mir schaffen drun. An ech denken, datt mäin Noriedner nach weider Detailer wäert ginn zum Travail.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. An dann den Här Aarbechtsminister. Dir hutt ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Ech gesinn, datt nach eng Fro do ass. D'Madamm Tanson wëllt der Sécurité-sociales-Ministesch eng Fro stellen. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, villmools merci, Madamm Ministesch, och fir déi Deklaratiounen, dass elo Saache kommen. Ech hätt just eng Fro beim Conjoint aidant. Dat heescht, de System géing net en tant que tel a Fro gestallt ginn, mee e géing just vun 2-mol op 2,5-mol eropgesat ginn. Kéint Dir eis vläicht erklären, wat do d'Iwwerleeung hannendru wär? Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Déi Diskussioune si ganz technescher Natur. Mir kënnen och gären nach eng Kéier an der Kommissioun drop zréckkommen. Fir de Moment si mer beim Stand, datt mer op d'mannst emol, fir gläichzezéie mat aneren Dispositiounen, vun 2-mol op 2,5-mol de Mindestloun ginn. Well et ass keng Ursaach méi do, firwat déi 2-mol de Mindestloun nach do stinn. Mee fir de Sujet Conjoint aidant ganz

ofzeschafen, ass am Moment keng Unanimitéit am Secteur do.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Dann huet den Här Aarbechtsminister d'Wuert.

M. Marc Spautz, Ministre du Travail | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech ka bal alles ënnerstëtzen, wat hei gesot ginn ass iwwert d'Wichtegkeet vum Statutt vum Independant, och iwwert dat, wat gesot ginn ass, wat mer alles beim Covid erlieft hunn a wat fir eng Diskussioune mer am Covid haten, wou mer jo och ... Déi eng hunn eppes kritt, déi aner hunn näischt kritt. Dat huet ëmmer dovun ofgehaangen, wat fir ee Statutt een hat.

An dofir si mer als Regierung der Meenung, wat de Chômage partiel an de Cas de force majeure ubelaangt, dass dat muss geännert ginn an dass do d'Independanten och den Zougang kréien en cas de force majeure, dass si do déi Hëllefe kënne kréien, déi hinnen zoustinn. Dat ass ee vun de Punkten, déi eis ganz wichteg sinn. An dat wäerte mer fir d'Independanten opmaachen.

Dat selwecht gëllt fir de Chômage intempéries an de Chômage accidentel et technique involontaire. Och dee Punkt wäerte mer fir d'Independanten opmaachen. Dat Eenzegt, wou mer eis nach musse mat der Terminologie eens ginn, ass, wat genau dat fir Fäll sinn, beim Intemperies. Déi méi Stänneg heibanne kënne sech erënneren, do sinn heiansdo Diskussiounen: Wat ass beim Intemperies? Fir wie gëllt ...? Do ass eng aner Situatioun fir den onofhängegen Daachdecker, deen uewen um Daach sëtzt, wa muer oder iwwermuer, wann dat dann alles kënnt, wat virausgesot ginn ass, iwwer 35 oder 37 Grad sinn. Do muss een nach déi Dispositiounen huelen. Mee do zweifelen ech awer net drun, dass mer dat och hikréien.

Deen anere Punkt ass deen – an d'Madamm Tanson hat déi Fro och gestallt – mam Chômage insgesamt. Do steet de Moment do, et misst een zwee Joer hunn. Do wëlle mer an der Stageperiod fir d'Independanten erofgoe vun zwee op ee Joer. A mir wëllen och, dass déi Zäiten, déi déi Leit virdrun, wa se ..., et ass net bei jiddwerengem de Fall, mee wa se virdrun als Salarié geschafft hunn, dass dat och ka matberücksichtegt ginn, wann een duerno op de Chômage erauskënnt.

An dann ass dat selwecht, wou mer amgaange sinn, och drun ze schaffen, fir ze soen, dass déi Leit, déi et aus gesondheetlechen oder aus anere Grënn net méi fäerdegbréngen, komplett kënnen ze schaffen ..., dass et och méiglech ass zum Deel, wann doduerch d'Aktivitéite musse reduzéiert ginn, dass déi och kënnen ënner bestëmmte Bedéngungen d'Méiglechkeet hunn, an de Chômage ze kommen.

Mir sinn amgaang, un deenen Texter ze schaffen. An ech sinn zouversiichtlech, dass mer et nach fäerdegbrénge bis d'Rentrée, dass alles um Dësch läit, dass mer dann, wat déi doten Dispositiounen ubelaangt, zesummen och mat deenen anere Kolleegen e ganze Package kënne verabschieden. Well et eis wichteg ass, dass déi Onkloerheeten aus der Welt geschaaft ginn an dass mer et domadder fäerdegbréngen, ech wëll net soen, et méi attraktiv ze maachen, Independant ze ginn – well ech weess net, ob et domadder duergeet –, mee dass op alle Fall déi Leit, déi am Independantstatutt sinn, domadder wëssen, dass dat awer eng Méiglechkeet ass, op déi se kënnen zeréckgräifen, an dass domadder dat Lach, an dat se ënner bestëmmte Konditioune kënne falen, dann definitiv misst zou sinn.

An dass mer dann, wat ech awer gläichzäiteg hannendrop soen, awer gläichzäiteg och hoffen, dass esou eng Situatioun, wéi d'Madamm Tanson se beschriwwen huet an och aner Leit, wéi dat am Covid war, éischtens net zréckkënnt, a wa se géif zréckkommen, dass dat dann och gekläert wier an dass mer dann net laang Diskussiounen doriwwer misste féieren.

Dat gesot, villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Elo, mengen ech, wär d'Diskussioun zu dësem Punkt dann ofgeschloss.

Motion 1

Wärend der Diskussioun ass eng Motioun deposéiert gi vun der Madamm Sam Tanson. Ech wéilt d'Madamm Tanson froen, ob se dono wéilt schwätzen. Dat ass de Fall. Wie wëllt elo dozou d'Wuert huelen? D'Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. An och villmools merci der Madamm Tanson fir dës Motioun am Numm vun dräi Oppositiounsparteien an och fir déi Debatt, déi dat hei mat sech bréngt.

Bon, et ass schonn e puermol gesot ginn: De Koalitiounsaccord gesäit verschidde Saache vir. An och déi dräi Regierungsmemberen, déi haut hei sëtzen, hu scho ganz kloer vun deene Mesüre geschwat. De Premier hat net méi spéit wéi an der Ried zur Lag vun der Natioun vun dem Paquet Independants, vum Aktiounsplang geschwat, dee soll kommen, mat Moossname ganz spezifesch am Beräich vun der Sécurité sociale, vum Chômage a vun de Steieren.

Mir hunn et hei héieren: D'Aarbechte lafen, et gëtt analyséiert, diskutéiert an och d'Texter finaliséiert. Dofir sinn ech net der Meenung, dass et sënnvoll wär, haut scho wëllen eng Motioun ze stëmmen iwwer eppes, wat nach komme soll.

Déi Proposen an Texter wäerten deemnächst do leien, an da kënne mer do ganz seriö déi Aarbechten analyséieren, déi gemaach goufen, an den zoustännege Chamberskommissiounen. An dofir sinn ech der Meenung, dass mer elo sollen der Regierung eng Chance ginn, dës Moossnamen a Proposen op den Dësch ze leeën.

Falls Der dann nach ëmmer der Meenung sidd, Madamm Tanson, dass déi Texter net gutt genuch sinn oder dass Der aner Prioritéite vermësst, déi an deenen Texter sinn, da kënne mer gären nach am Kader vun enger anerer Motioun doriwwer schwätzen. Mee à ce stade géif ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net unzehuelen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. D'Madamm Hartmann huet nach d'Wuert gefrot. Duerno den Här Clement an den Här Baum.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Merci och der Madamm Tanson fir dës Motioun.

Mir hunn elo an den Interventioune vun de Regierungsvertrieder déi eng oder déi aner Mesür héieren, déi ëmgesat gëtt am Kader vun deem Aktiounsplang, dee vum Premier annoncéiert gouf. Dat begréisse mir als Demokratesch Partei. Et ass wichteg, dass mer et iwwert de Koalitiounsaccord eraus och fäerdegbréngen, déi Saachen ëmzesetzen, déi mer zum Deel och schonn an där Motioun vun 2023 festgehalen hunn.

Den Aarbechtsminister huet eis am Fong an Aussiicht gestallt, dass mer fir d'Rentrée d'Texter vun dem Aarbechtsministère virleien hätten. Et wier dee Moment effektiv wichteg, wat jo dann och courant ass, dass mer dann effektiv an der Aarbechtskommissioun déi Texter och géifen diskutéieren.

Ech géif och suggeréieren, dass mer deen Depot vun am Fong och dem ganze Plan d'action, deen och ugekënnegt gouf an deen haut och scho mat enger ganzer Rei vu Mesüren, déi hei an Ärer Motioun dra sinn, annoncéiert ginn ass, géifen ofwaarden. An da sollte mer natierlech kucken, dass mer déi Saachen och ëmgesat kréien, fir dass mer hei och in fine zu enger besserer Egalitéit tëschent den Independanten an de Salariéë kommen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Ech hunn elo nach den Här Clement, den Här Baum, den Här Streff an d'Madamm Schoos, déi d'Wuert gefrot hunn. Den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et ass erëm e bësse wéi gëschter: „Haut ass d'Motioun erëm ze fréi, well et ass jo eppes annoncéiert." An dobäi steet als éischte Punkt do, den État des lieux ze kréien: Wou si mer drun? Wat ass an der Pipeline? Ech mengen, et goufe vill Saachen elo erwäänt. Den Detail ass e bësse méi moer dobäi. An et stellt sech jo awer och d'Fro: Wann d'Regierung gären Input hätt, da wär elo de Moment, fir déi Debatten ze féieren, an net wann d'Texter bis komplett ficeléiert a fäerdeg sinn.

Dofir, et muss ee sech e bësse bewosst sinn, datt, wann d'Majoritéitsparteien hei soen: „Et ass ze fréi fir eng Motioun, fir iwwert den État d'avancement ze schwätzen", dann heescht dat: „Mir wëllen eis net an d'Kaarte bléckе loossen. Mir wëllen dat e bëssen am stillen Kämmerlein hanner zouenen Diere maachen." An herno ass et: „Vogel, friss oder stirb! A wann Der dergéint stëmmt, dat ass dann Är Decisioun. Mee mir wëllen op alle Fall keng Diskussioun en amont vun deenen Texter hunn."

Ech fannen dat e bësse schued. Hei geet et wierklech ëm e groussen Deel vun eiser Gesellschaft. Do géif et wierklech de Meritt hunn, wann een am Viraus géif breet driwwer diskutéieren. Do geet eng Stonn an der Chamber net duer.

Mir wäerten déi Motioun hei op alle Fall matstëmmen, well et ass ni ze fréi, fir den État d'avancement bei esou engem wichtegen Dossier ze kucken.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Jo, ech ka just mäi komplett Onverständnis zur Haltung vun der Majoritéit heizou ausdrécken. Mir hate virun dräi Joer eng Debatt mat enger Motioun vun der Madamm Hartmann, déi unanime hei ugeholl ginn ass – unanime! D'Chamber huet sech eendeiteg an eestëmmeg hannert d'Revendicatiounen – déi berechtegt Revendicatioune vun den Independanten – gestallt. Haut, dräi Joer duerno – an dräi Joer, wou näischt oder bal näischt geschitt ass! – hu mer hei erëm eng änlech Motioun leien an d'Majoritéit refuséiert d'Eenegkeet an d'Eenheet hannert deene Revendicatiounen, déi do gemaach gi sinn. Dat ass fir mech politesch onverständlech!

An ech verstinn net, firwat d'Majoritéit dat heite mécht. Well genau dat wier eigentlech erwaart ginn. Den éischten Tiret, dee gefrot gëtt: en État d'avancement vun deenen Aarbechten, déi mer unanime virun dräi Joer hei votéiert hunn – wannechgelift, dat ass dach net ze vill verlaangt! Näischt vun deem, wat hei drasteet, ass am Widdersproch zu deem, wat d'Regierung a wat déi dräi Ministere virdrun ugekënnegt hunn. Mee dann huele mer dat dach un a maachen en Zeeche vun Eenegkeet, am Interêt vun deene Leit, déi selbststänneg sinn!

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Streff.

M. Ben Streff (LSAP) | Merci, Här President. Ech mengen, datt d'Madamm Ministesch Deprez u sech déi richteg Konklusioun vun der Debatt gezunn huet, andeems se gesot huet, datt de Suivi vun däser Debatt dat Wichtegst ass. An ech mengen, genau dat fuerdert déi Motioun hei och: mat deem éischte Punkt, wou mer de Suivi vum État d'avancement froen, mat deem zweete Punkt, wou mer de Suivi vun den Aarbechte froen.

An ech mengen, och wann ech déi Debatt richteg nogelauschtert hunn, si sämtlech Punkte vun alle Parteien opgezielt ginn. Dofir, mengen ech, ass et déi falsch Konklusioun vun der Regierung, dës Motioun net matzedroen. Well mer genau dat hei nach eng Kéier widderspigelen a froen, de Suivi ze kréie vun deem, wat sämtlech Parteie gesot hunn. Dofir hu mir se net nëmme mat ënnerschriwwen, mee mir droe se selbstverständlech och mat.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Streff. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools merci. Wärend mir hei debattéieren, Analysen an Etüde maachen, ass dem Selbststännegen dobaussen definitiv net gehollef. Ech als Vertriederin fir d'ADR géing och dës Motioun mat ënnerstëtzen a géing menger Fraktioun hei proposéieren, dass mer op d'mannst emol an de Kommissiounen – an deene verschiddenen, net nëmme bei der Aarbechtskommissioun, wou dann déi Projeten elo solle bei der Rentrée kommen, mee an der Santéskommissioun an an der Sozialsécherheetskommissioun – informéiert ginn, wou elo déi Projete wierklech drun sinn, an dat Ganzt och zäitno. Well et héiert ee säit ugangs däser Legislaturperiod ëmmer just: „Do kënnt eppes, do kënnt eppes", mee am Fong ass ëmmer nach näischt do.

Mir ginn dann, wéi den Här Clement richteg sot, deelweis viru vollendet Tatsaache gestallt. Well mir wësse jo alleguer, wéi et ass, wa mer dann de Gesetzestext kréien, wéi flexibel et dann do wierklech nach ass, fir heiansdo nach eppes ze änneren. Oder et gëtt gesot: „Hei, nee, mir wëllen dat awer elo séier derduerchkréien. Mir kucken et dann nach eng Kéier an engem hallwe Joer an da kënne mer déi Upassunge maachen." Dat ass keng Léisung.

Doweinster géing ech et ganz, ganz wichteg fannen, wann déi Motioun hei elo mat enger Majoritéit – mee ech gesinn, dat ass erëm net de Fall – géing gestëmmt ginn an do wierklech endlech eppes géing gemaach ginn an et géing virugoen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Zum Schluss d'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech muss soen, ech bedaueren dat hei. E Vott dréckt jo eppes aus. Wann ee seet: „Ech stëmme géint eppes", dann ass ee jo am Fong net mat deem averstanen, wat do drasteet.

(Interruption)

An dat ass eppes, dat kann ech an däser Situatioun beim beschte Wëllen net verstoen!

Mir haten hei eng Debatt, déi war, bis op e bësse Gestëppels, wat historesch bedéngt ass, e staarkt Zeeche fir déi sëllege Leit, déi an där Situatioun sinn, déi mer elo hei all wärend enger Stonn beschriwwen hunn. An eigentlech hat ech mer erwaart, dass een dann ... An duerfir hunn ech och bewosst dee Wording gewielt: „Ech maachen drop opmierksam, dass dat am Accord de coalition steet. Ech maachen drop opmierksam, wat scho vun Avancéeë geschitt ass an der leschter Zäit."

Eigentlech wier et e staarkt Zeeche gewiescht fir dee ganze Secteur – mir schwätzen hei vun ëm déi 30.000 Mënschen, déi hei zu Lëtzebuerg betraff sinn –, wann déi ganz Chamber sech nach eng Kéier hannert dat dote gestallt hätt.

Et ass och net genau déi selwecht Motioun wéi déi leschte Kéier, well do war nach vill méi mat „analyser" an esou weider. Ech war der Meenung, mir sinn elo dräi Joer méi wäit, et ass scho vill analyséiert ginn. Elo geet et drëm, konkreet Fuerderungen ze stellen.

Ech hunn näischt héieren, och net vu Regierungssäit, wat am Widdersproch ass zu deem, wat elo hei drasteet. Dofir fannen ech et extreem bedauerlech, wéi d'Majoritéit alt nees eng Kéier hei ofstëmmt. Et ass och kee gutt Zeechen. An et ass och am Fong am Widdersproch zu deem, wat mer elo hei alleguerte wärend enger Stonn gezielt hunn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Domat wär dann d'Diskussioun zu däser Motioun ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Tanson zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Dir nach eng Kéier Är Procuratioune kucken, wannechgelift? Ok, ech schléissen of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 34, Abstentioun: 0. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 34 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di artolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Zeimet), Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par M. Marc Lies), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Ricardo Marques), Paul Galles (par Mme Françoise Kemp), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gérard Schockmel), Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel.

Une voix | Traureg, CSV!

M. Claude Wiseler, Président | Domat wäre mer dann um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 12.00 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 30**
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Dépôt d'une motion par M. Michel Lemaire** **p. 30**
   Exposé : M. Michel Lemaire
3. **Motion de Mme Diane Adehm relative au déploiement du réseau de radiocommunication LUMICC dédié à la sécurité et au secours** **p. 30**
   Vote sur la motion (adoptée)
4. **Question élargie n° 93 de M. Gérard Schockmel au sujet de la création du Centre d'excellence médical** **p. 31**
   M. Gérard Schockmel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Gérard Schockmel | Mme la Ministre Martine Deprez
5. **Question élargie n° 94 de M. Gérard Schockmel au sujet du Dossier de soins partagé – Nouvelle Génération (DSP NG)** **p. 32**
   M. Gérard Schockmel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Gérard Schockmel | Mme la Ministre Martine Deprez
6. **Motion de M. Mars Di Bartolomeo relative à la prolongation de la loi relative à la lutte contre la maladie Covid-19 et à l'élaboration d'une « loi pandémie »** **p. 33**
   Exposé : M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Sven Clement et M. André Bauler)
   Discussion générale et prise de position du Gouvernement : Mme Françoise Kemp (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Djuna Bernard | Mme Alexandra Schoos | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Mars Di Bartolomeo
   Vote sur la motion (rejetée)
7. **8580 – Projet de loi ayant pour objet l'organisation du Fonds national de la recherche dans le secteur public et portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures** **p. 36**
   Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation : M. André Bauler
   Discussion générale : Mme Françoise Kemp | M. Ben Polidori | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring (dépôt de la motion 1) | M. Sven Clement | M. David Wagner (intervention de M. Sven Clement)
   Prise de position du Gouvernement : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | M. Tom Weidig (parole après ministre) | Mme la Ministre Stéphanie Obertin | M. Ben Polidori (parole après ministre) | Mme la Ministre Stéphanie Obertin
   Motion 1 : M. André Bauler | Mme Françoise Kemp | M. Tom Weidig | M. Marc Baum | M. Ben Polidori | M. André Bauler | Mme Joëlle Welfring
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8580 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8636 – Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures** **p. 41**
   Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation : M. André Bauler
   Discussion générale : M. Ricardo Marques | M. Ben Polidori (dépôt de la motion 1) | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. David Wagner
   Prise de position du Gouvernement : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | M. Ben Polidori (parole après ministre) | Mme la Ministre Stéphanie Obertin
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8636 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. André Bauler | M. Ricardo Marques | Mme Joëlle Welfring | M. David Wagner | M. Ben Polidori (intervention de M. André Bauler)
   Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
9. **8649 – Projet de loi portant modification :**
   1° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;
   2° de la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur **p. 47**
   Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation : M. André Bauler
   Discussion générale : Mme Françoise Kemp | M. Ben Polidori | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. David Wagner (intervention de M. André Bauler)
   Prise de position du Gouvernement : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8649 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Mme Stéphanie Obertin, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Dépôt d'une motion par M. Michel Lemaire

Ech hunn eng Wuertmeldung kritt vum Här Michel Lemaire fir en Depot vun enger Motioun, wann ech dat richteg verstanen hunn. Éier mer also un deen éischte Punkt ginn, kritt den Här Lemaire d'Wuert.

Exposé

M. Michel Lemaire (ADR), auteur | Villmools merci, Här President. Ech maachen et kuerz. Lëtzebuerg ass op déi vill Aarbechtskräfte vun de Grenzgänger ugewisen, gottseidank. Elo kënnt eng EU-Reform, déi fuerdert, dass Lëtzebuerg verstäerkt fir d'Aarbechtslosegeld vun de Grenzgänger opkomme muss. Lëtzebuerg huet awer en eenzegaartegen Undeel vu 47 % vu Grenzgänger hei um Aarbechtsmarché. Mir schwätzen deemno hei vu geschate Méikäschte vun 200 Milliounen Euro pro Joer.

Mat dëser Motioun fuerdere mir d'Regierung op, am Hibléck op déi final Decisioun am Europaparlament op d'Gefor fir de Lëtzebuerger Staatshaushalt opmierksam ze maachen an och diplomatesch Mëttelen anzesetzen, fir ze verhënneren, dass dat an deem Sënn géif a Kraaft trieden. Voilà!

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– déi geplangten EU-Reform zur Koordinatioun vun de Sozialsystemer d'Aarbechtslandprinzipp aféiert, no deem Lëtzebuerg an Zukunft fir méi Aarbechtslosegeld vun de Grenzgänger opkomme muss;

– Lëtzebuerg wéinst sengem eenzegaartegen Undeel vu 47 % Grenzgänger um Aarbechtsmaart am europäesche Vergläich extreem benodeelegt ass a mat geschate Méikäschte vun 200 Milliounen Euro pro Joer onverhältnisméisseg belaascht gëtt,

fuerdert d'Regierung op,

– op europäeschem Niveau all diplomatesch Mëttel anzesetzen, fir ze verhënneren, datt dës Reegelung esou a Kraaft trëtt;

– besonnesch am Hibléck op déi final Decisioun am Europaparlament, fir op d'Gefor fir de lëtzebuergesche Staatshaushalt opmierksam ze maachen an dat bewäert Wunnsëtzlandprinzipp souwéi déi national Souveränitéit an der Sozialpolitick ze verdeedegen.

(s.) Michel Lemaire.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire. Ech géing Iech just nach bieden, Här Lemaire, se ze ënnerschreiwen, da kann ech se och unhuelen. Wannechgelift. Merci.

(Interruptions)

3. Motion de Mme Diane Adehm relative au déploiement du réseau de radiocommunication LUMICC dédié à la sécurité et au secours

(Motion déposée en séance publique n° 148 du 18 juin 2026 – à consulter en page 14 de ce compte rendu)

An da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten. Mir hunn de Moien decidéiert, datt mer géingen d'Motioun vun der Madamm

Diane Adehm iwwert d'Radiokommunikatiounsnetz LUMICC direkt op den Ordre du jour setzen.

Ech wollt froen, ob nach een dozou wëllt d'Wuert huelen, well déi Motioun ass jo vu jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit ënnerschriwwen.

(Négation)

Dat ass net de Fall. D'Auteure huet de Moien erkläert, ëm wat et geet.

Da géing ech Iech froen, ob mer dës Motioun à main levée kënnen ofstëmmen.

Vote sur la motion

Wann Der domat d'accord sidd, da froen ech: Wien ass mat där Motioun d'accord? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Ass een dergéint? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ass een, dee sech enthält? Dat ass och net de Fall.

Dann ass déi Motioun à l'unanimité ugeholl.

4. Question élargie n° 93 de M. Gérard Schockmel au sujet de la création du Centre d'excellence médical

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass déi erweidert Fro Nummer 93 vum Här Gérard Schockmel iwwert d'Schafung vun engem medezinneschen Exzellenzzenter. Den Auteur huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell seng Zousazfro virzedroen, an d'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. An den Auteur ka vun dohannen oder vun hei seng Fro stellen, dat ass, wéi e wëllt. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, ech si schonn e puermol hei an der Plenière drop agaangen, firwat mir zu Lëtzebuerg en Zenter fir medezinnesch Exzellenz brauchen. Natierlech fir d'alleréischt am Interessi vun de Patienten, der Patientesécherheet an der Qualitéit vun der medezinnescher Betreiung. Ganz aktuell awer elo och am Hibléck op den Ausbau vun der medezinnescher Offer ausserhalb vun de Spideeler.

Net méi spéit wéi d'lescht Woch hutt Dir en Text op den Instanzewee bruecht, deen et den Dokteschgesellschaften oder Associatiounen erméigleche wäert, eng Rei Behandlunge künfteg och ausserhalb vun de Spideeler ze realiséieren. D'Behandlunge vu Katarakten oder Varicen, déi den Ament just a Spideeler an hiren Antenne méiglech sinn, sinn e puer Beispiller, déi an deem Kontext scho genannt goufen.

Als DP kënne mir dat nëmme begréissen. D'Offer fir de Patient gëtt iwwert dëse Wee ausgebaut an et wier ze erwaarden, datt d'Waardezäite fir eng Rei Behandlungen domat kéinte staark verkierzt ginn. Et sief un dëser Stell awer nach eng Kéier kloer betount, datt d'Qualitéit vun der Behandlung selbstverständlech net dorënner leiden dierf. A genau do kënnt den Zenter fir medezinnesch Exzellenz an d'Spill.

Harmoniséiert Referenznormen, sougenannte PROMs a PREMs, déi am Zenter fir medezinnesch Exzellenz gesammelt ginn, wäerten nämlech den direkte Vergläich vun de Behandlungsresultater aus Spideeler, Spidolsantennen, Dokteschpraxen a künftegen Dokteschgesellschaften erméiglechen, an dat vollkomme faktebaséiert.

Domat entsteet déi dréngend noutwendeg Transparenz, déi et brauch, fir Defiziter fréizäiteg ze erkennen, ze korrigéieren an en héije Standard an der Gesondheetsversuergung iwwerall am Land ze garantéieren. Dat fonctionéiert, andeems d'Donnéeën all Joer vu Spezialiste mat héijem akademesche Standing an hire jeeweilege medezinnesche Spezialisatiounen analyséiert ginn, a féiert zu Recommandatiounen, déi fristgerecht ëmzesetze sinn.

En héijen Niveau vun der Gesondheetsversuergung kënnt net nëmmen de Patienten zegutt, mee bestëmmt och d'Qualitéit an d'Reputatioun vun der medezinnescher Ausbildung op der Uni Lëtzebuerg, well d'Studente vun der Uni an eisem nationale Gesondheetssystem praktesch ausgebilt ginn.

Am Kader vun der rezenter Aktualitéitsstonn iwwert d'Value-based Healthcare war ech ganz erfreet, vun Iech, Madamm Minister, ze héieren, datt dru geschafft gëtt, den Zenter fir medezinnesch Exzellenz ze schafen, sou wéi eise Koalitiounsaccord et och virgesäit.

Gläichzäiteg hat Dir och drop higewisen, datt zwar elo schonn eng ganz Rei Donnéeë gesammelt ginn, et awer fir déi systematesch Erfaassung vu méi spezifeschen Donnéeë sougenannte Regëstere brauch, fir déi eng eege Base légale nach muss kreéiert ginn.

An dësem Kontext wéilt ech Iech, Madamm Minister, follgend Froe stellen: Wéi eng Viraussetzunge mussen erfëllt ginn, fir d'Schafe vum Zenter fir medezinnesch Exzellenz? Kéint Dir eis vläicht schonn eng graff Zäitschinn matdeele vun de verschiddenen Etappe bis zur Grënnung vum Exzellenzzenter? Etappen, wéi zum Beispill d'Adaptatioun vun der Loi santé publique? Ass schonn decidéiert, no wéi enger Methodologie an no wéi enge Referenznormen déi zousätzlech Donnéeë wäerten erhuewe ginn? Wéi eng IT-Infrastruktur wäert zum Asaz kommen, fir dës Donnéeën ze sammelen an ze zentraliséieren?

Da wéilt ech Iech och nach e puer Froen zu deene scho bestoenden Donnéeën a Regëstere stellen. Wéi eng Donnéeë ginn elo scho gesammelt a wellech Regëstere kommen dobäi zum Asaz? Wéi eng vun dësen Donnéeë wäerten an déi künfteg Regëstere vum Exzellenzzenter afléissen? An da kéim ech zur leschter Fro: Wéi ass et mat den Donnéeën am Kader vu Programmer wéi dem HSPA? Kënnen déi och genotzt ginn?

Ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. D'Wuert huet elo d'Madamm Gesondheetsministesch. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci dem Deputéierte Gérard Schockmel fir dee globale Kader an déi spezifesch Froen, op déi ech dann elo am Detail wäert agoen.

Éischt Fro: Wéi eng Viraussetzunge mussen erfëllt si fir d'Schafe vun dësem Zenter fir medezinnesch Exzellenz? Ben, mir hunn aktuell, wéi Der gesot hutt, scho vill Donnéeën zur Verfügung, awer net onbedéngt op eng strukturéiert Manéier oder op eng homogeen Aart a Weis. Mir hunn och Indicateurs de moyens an Indicateurs d'output, awer ouni Indicateurs d'impact ze hunn, wat bedeit, datt mir oft net wëssen, wat dat eigentlecht Resultat vun enger Behandlung ass.

Fir Registeren opzestellen, ass natierlech eng essenziell Viraussetzung, datt mer déi néideg legal Basis fir d'Sammelen hunn. Momentan hu mir just de Registre national du cancer, deen opgestallt ass, mee deem seng Base légale ass a Fro gestallt. Duerfir schaffe mir momentan och, wéi Dir gesot hutt a wéi mer schonn oft gesot hunn, un der Loi santé publique, déi eis et wäert erméiglechen, Registeren opzestellen an an deem Sënn déi néideg Donnéeën ze sammelen.

Ouni fiabel Donnéeë gëtt et keng mesürabel Exzellenz. An an deem Sënn ass d'Ëmsetzung vum European Health Data Space natierlech och immens wichteg. Dofir hu mer de Programm DigiSanté op d'Bee gesat. Dëse Programm huet als Zil, net nëmmen d'Utilisation primaire ze verbesseren, mee och de Secondaire ze verbesseren an ze stäerken. Mir wëssen, datt d'Evaluatioun vun der Qualitéit virun allem vun der Qualitéit vum Informatiounssystem ofhänkt.

Da wollt Der wëssen, ob et eng graff Zäitschinn gëtt a wat d'Etappen zum Beispill sinn a wéini d'Loi santé publique kënnt. D'Aarbecht an d'Zäitschinn vum Zenter selwer hänken, wéi Der ugedeit hutt, enk zesumme mat der legaler Basis, déi mer iwwert d'Loi santé publique wäerte schafen, an der Ëmsetzung vum Programm DigiSanté. Mir viséiere fir d'Loi santé publique Enn des Joers un a kënne fir den EHDS nëmmen d'Deadline vun der Europäescher Unioun uginn, an dat ass Mäerz 2029, mee déi hänkt och nach un Actes exécutoires, déi nach net do sinn, an déi sollen am Joer 2027 kommen.

Ass da schonn decidéiert, no wéi enger Methodologie déi Referenznormen, déi zousätzlech Donnéeë wäerten erhuewe ginn? An deem Kader hutt Der och op d'Wichtegkeet aktuell higewise vu Referenznormen, wa mer méi wäit no baussen opmaachen. Do kann ech Iech matdeelen, datt mer e Projet de règlement grand-ducal hunn, fir d'Normen am Beräich vun den Aen-OPen op de Wee ze ginn, an déi aner kommen no. Dat heescht, ech hunn d'Direktioun vun der Santé domadder beoptraagt, fir all déi Agréff, déi do virgesi sinn, Referenznormen auszeschaffen.

Fir am Detail op de Genre vu Referenznormen anzegoen, ass et e bësse fréi, mee dat hänkt och dovunner of, a wéi enger Pathologie mer ënnerwee sinn. Wichteg wäert et sinn, e Referentiel auszewielen, deen international validéiert ass. Eist Land ass ze kleng, fir en eegene Referentiel opzestellen. A mir mussen och kënne mat anere Länner vergläichen.

Fir de Choix dovunner ass et wichteg, follgend Aspekter ze consideréieren: déi klinesch Qualitéit, Mortalitéit, Komplikatiounen, Infektiounen duerch Soins, Readmissiounen, indesirabel Follgen, Patientenerfarung, PROMs, PREMs – hutt Der och scho genannt –, gefillte Resultater vum Patient, déi ëmmer an d'PROMs afléissen an déi seng Qualité de vie och beaflossen, an d'Effizienz. D'Effizienz moosst sech net nëmmen um Coût a Relatioun mat der Qualitéit, mee och.

Wéi eng Infrastruktur wäerte mer IT-méisseg en place setzen? Déi Froe ginn de Moment an den Aarbechte ronderëm den EHDS tranchéiert. An den DSP Nouvelle Génération, iwwert dee mer jo ënner anerem wäerte schwätzen, ass ee Kärstéck dovunner.

Wéi eng Donnéeë gi lo scho gesammelt a kënne vläicht och an deene Registeren, déi dann nei geschaf ginn, zum Asaz kommen? De Moment hu mer d'Classification hospitalière, wou an de Spideeler alles enregistréiert gëtt, wat do gemaach gëtt, wéi et ofgelaf ass, mat deene Krittären, déi am System vun der Documentation hospitalière verlaangt sinn.

Dann hu mer e Recueil vun den Infections nosocomiales. Wat huet dozou gefouert? Wéi si se entstanen? Wéi si se adresséiert ginn? Mir hunn eng Patient-Reported Indicator Survey, wou mer matmaachen. Dat heescht, do kréie mer Indicateuren iwwer PROMs, PREMs, wéi d'Leit hei am Land d'Gesondheet gesinn. Do si ronn 1.600 Patienten, déi hir Erfarunge matdeelen iwwert d'Soinen.

Dann hu mer de Régistre PERINAT, alles wat ronderëm d'Gebuert, ronderëm d'Grossesse, ronderëm déi éischt Méint vum Kand en place gesat ginn ass a suivéiert gëtt.

An mir hunn e ganz detailléierte Register iwwert d'Données de mortalité.

Déi Donnéeë kënnen natierlech an den Exzellenzzenter afléissen an de Reegele vum Dateschutz. An och den EHDS gesäit an deem Sënn vir, datt all déi Donnéeën, déi am EHDS dra sinn, kënne fir secondaire Zwecker benotzt ginn, dat heescht, och an d'Regësteren afléissen, awer mat deenen néidegen Anonymiséierungen, Pseudonymiséierungen.

Dann, zu gudder Lescht, hutt Der den HSPA ugeschwat vum ObSanté. Dat ass e Cadre de référence, deen ausgeschafft ginn ass, fir e System ze evaluéieren. Mee dee Kader schaaft net selwer Donnéeën. Dat heescht, dee gëtt selwer Prozeduren, wéi ee mat Donnéeë sollt ëmgoen, wéi ee mat existéierenden Donnéeë sollt ëmgoen. An d'Base de données HSPA huet also selwer keng exploitabel Donnéeën, mee weist just, wéi ee mat Donnéeë kann ëmgoen a wéi eng Indicateuren een eventuell kann opstellen.

Merci fir d'Fro nach eng Kéier a merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ech wollt den Här Schockmel froen, ob en nach eng Zousazfro huet.

M. Gérard Schockmel (DP) | Wann ech dierf, géif ech nach eng Fro stellen. An zwar ... Villmools merci, Madamm Minister. Dat war elo wierklech ganz instruktiv. Normalerweis konzentréiert de medezinneschen Exzellenzzenter sech jo emol op déi national Donnéeën, fir déi mol ze analyséieren, an d'Qualitéit.

Op där anerer Säit brauche mer awer och Expertis fir déi international Donnéeën, wat nei Traitementer ubelaangt, wat nei Diagnostikmethoden ubelaangt. Am Moment ass et zum Beispill esou, datt d'Krankekeess dat mécht – wat net onproblematesch ass, datt deen, dee bezilt, dann och decidéiert, wellech Tester zougelooss ginn a wellech Behandlunge finanzéiert ginn.

Mir hunn natierlech och de Ministère, deen do och eng Roll spillt. Mir hunn de Conseil scientifique. Vu mir aus gesi wier et natierlech logesch, wa mer e medezinneschen Exzellenzzenter hätten, datt deen dann och do déi Expertis géif rassembléieren, wat eeben déi international Entwécklungen an d'Behandlung an d'Diagnostik ubelaangt.

Also ass et och geplangt, datt dat dann an d'Definitioun vum Exzellenzzenter erafléisst? Dat ass nach eng Fro. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, wa mer bis d'Donnéeë propper hunn, datt mer de Centre d'excellence kënnen opgestallt hunn, dann ass et natierlech noutwendeg, datt mer och international Expertis an deem dote Beräich hunn.

Mee ech wéilt awer hei eng kleng Lanz fir d'CNS briechen. D'CNS decidéiert am Fong net selwer, wéi eng Behandlung ubruecht ass a wéi eng net. Si sinn am enke Kontakt mat all de Societéite vun de Spezialisten. An d'Sociétés médicales sinn agebonnen an d'Decisiounen an der Nomenclature. A wa si eppes erabréngt, da gëtt dat opgeholl an et gëtt gekuckt, ob et utile an necessaire ass an a wéi engem Mooss datt et soll en charge geholl ginn. Dat heescht, si decidéieren net eleng, wat geflagged gëtt an der Nomenclature. Mee sécher, wa mer den Exzellenzzenter hunn, dann hu mer do eng Basis, fir dat dann nach besser opzestellen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

5. Question élargie n° 94 de M. Gérard Schockmel au sujet du Dossier de soins partagé – Nouvelle Génération (DSP NG)

Als nächste Punkt op eisem Ordre du jour ass déi erweidert Fro Nummer 94 och vum Här Gérard Schockmel iwwert den neien Dossier de soins partagé, den DSP. Wéi gesot, den Auteur huet 5 Minutten, fir seng Fro a seng Zousazfro ze stellen, d'Regierung 10 Minutte fir ze äntweren. An den Här Schockmel huet elo d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, ech wëll a menger Fro virun allem op den Dossier de soins partagé agoen. An eisem nationale Gesondheetssystem erméiglecht den DSP den Austausch vu Patientendonnéeën tëschent de verschiddenen Acteuren.

Iwwert den DSP kann den Dokter prinzipiell Accès zu all den néidegen Informatiounen iwwer säi Patient kréien. Do fënnt den Dokter dann Donnéeën zum Patient sengen Antecedenten, seng lescht Bluttanalysen, seng Röntgebiller. Dës Informatioune si vun onschätzbarem Wäert, wann de Patient zum Beispill net bei Bewosstsäin ass, eng Sproochebarriär besteet oder de Patient op déi néideg medezinnesch Froen net adequat äntwerte kann. An all dëse Fäll erlaabt den DSP eng besser Prise en charge vum Patient. Dat ass de Wee, dee mir goe mussen, fir eise Gesondheetssystem weider no vir ze bréngen.

Deementspriechend war ech am Kader vun der rezenter Aktualitéitsstonn iwwert d'Value-based Healthcare besonnesch erfreet, vun der Madamm Minister ze héieren, datt 25 eenzel Projeten identifizéiert goufen, un deene geschafft gëtt, fir d'Digitaliséierung vum Gesondheetssystem no vir ze bréngen.

Madamm Minister, Dir hutt an dësem Kontext vun enger komplett strukturéierter Digitaliséierung vun Dokumenter wéi dem Krankeschäin oder dem Medikamenterezept geschwat. Dir hutt des Weideren en DSP Nouvelle Génération ugekënnegt, deen ënner anerem de Spezifizitéite vum europäesche Gesondheetsdateraum mat sengen zwee Volete Santé a Sécu Rechnung droe sollt.

Dës Demarche ass drop ausgeriicht, e sécheren an harmoniséierte Kader fir den Austausch an d'Notzung vun elektronesche Gesondheetsdaten an Europa ze schafen. Dat ass onbedéngt ze begréissen, och well fir dës Demarche d'Interoperabilitéit vun den IT-Systemer däitlech verbessert muss ginn.

An dësem Kontext wéilt ech Iech, Madamm Minister, froen: Wat ass beim DSP Nouvelle Génération konkreet geplangt? Wéi eng Verbesserunge par rapport zum aktuellen DSP ginn ugestrieft? Wou sinn d'Aarbechten den Ament drun? Wéi eng Acteure sinn hei prioritär en charge? A kéint Dir eis eng éischt Zäitschinn ginn, wat d'Ëmsetzung vum DSP Nouvelle Génération ugeet?

Am Kader vun der selwechter Aktualitéitsstonn hat ech ugereegt, mëttel- bis laangfristeg den Accès zum DSP op all Acteuren am Gesondheetssecteur auszeweiten. Wann d'Therapeuten, déi de Patient betreien, mat senger gesondheetlecher Situatioun vertraut sinn, da kann dat d'medezinnesch Versuergung nëmme verbesseren. Ass esou eng Ausweitung virgesinn?

Da wéilt ech och froen, wéi de Projet DSP Nouvelle Génération am Kader vun der Agence eSanté gräift. Mussen do um Niveau vum Personal oder vun der Organisatioun Ännerunge virgesi ginn, wéi zum Beispill eng Ëmstrukturéierung oder d'Astelle vu méi Personal?

Heimat wier ech um Enn vu menge Froen. Ech soen Iech elo scho Merci, Madamm Minister, fir Är Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. An d'Wuert huet elo d'Madamm Gesondheetsministesch. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci och nach eng Kéier fir dës Fro, Här President. Honorabelen Deputéierten, jo, Dir hutt schonn drop higewisen: Den DSP ass e wichtegen Outil, war eng wichteg Iddi. A mam DSP Nouvelle Génération weite mer déi Iddi aus.

Fir d'éischt ass et awer wichteg ze verstoen, datt et hei net ëm eng technesch Evolutioun zum besteeënden DSP geet, dee mer jo eigentlech alleguer méi oder wéineger kennen. Mer stinn aktuell virun engem grondsätzleche Changement um europäeschen Niveau.

Wéi virdrun ugedeit, hu mer mam europäesche Gesondheetsdateraum, op Englesch dem European Health Data Space, en neie gemeinsame Kader an Europa geschafen, fir den Austausch an d'Notzung vun allen elektronesche Gesondheetsdaten an de 27 Memberstaaten ze harmoniséieren.

Dëst Reglement setzt e gemeinsame juristeschen an technesche Kader, fir d'Interoperabilitéit vun elektronesche Patientendossieren ze stäerken. A Lëtzebuerg muss sech do och op dës Realitéit virbereeden. A genau do setzt den DSP Nouvelle Génération un. E wäert eng zentrale Roll spille beim Datenaustausch op europäeschem Niveau.

Fir dësen ëmzesetzen, musse mer fir d'éischt e Cahier des charges ausschaffen; duerno kann dann d'Ausschreiwung lancéiert ginn. Et geet hei net just ëm eng IT-Ausschreiwung. Et geet ëm d'Fro, wéi mir an Zukunft d'Gesondheetsinformatioune besser, méi sécher a méi nëtzlech kënnen zur Verfügung stellen.

An do ass ee vun de wichtegste Changementer – an Dir hutt et schonn ugedeit –, datt d'Donnéeën am künftegen DSP net méi just op PDFe virleien, mee op eng strukturéierter Manéier erfaasst ginn. Dat klëngt elo technesch, huet awer ganz konkreet Virdeeler. An et ass genau dat, wat am Alldag, an eisem Alldag, am Patient sengem Alldag, am Dokter sengem Alldag wäert den Ënnerscheed maachen. D'Informatioune stinn net méi just a platten Dokumenter, déi ee muss opsiche goen, wou een op där richteger Plaz dat Richtegt muss fannen, si gi sou opbereet, datt se méi séier kënne gelies ginn, besser kënne benotzt ginn an direkt an d'Aarbechtsinstrumenter vun all Gesondheetsberuff kënnen afléissen. Dat erlaabt et, de Patient méi séier, méi effizient a méi effikass ze begleeden.

Fir de Patient bedeit dat natierlech méi Sécherheet – Dir hutt et ugedeit, an den Urgencen, wann een d'Donnéeën all vorhanden huet, dann ass ee besser opgehuewen –, fir d'Gesondheetsberuffler bedeit et méi kloer Informatiounen a fir de System bedeit et eng besser Koordinatioun. Dat kann am Alldag vill ausmaachen, bei Medikamenteninformatiounen, Allergien, Labosresultater, medezinnesche Rapporten oder am Kontext vun engem Spidolsopenthalt a besonnesch an der Urgence.

D'Digitaliséierung ass also net e Selbstzweck, et ass och net just nëmmen de European Health Data Space, et geet ëm eis Gesondheetsversuergung: besser informéiert, besser koordinéiert a méi sécher.

Wat de Stand vun den Aarbechten elo ugeet, schafft d'Agence eSanté am Moment un der Ausaarbechtung vun deem genannte Cahier des charges. D'Zil ass et, dat bis Enn 2026 ze publizéieren. D'Aarbechte sinn Deel vun eisem nationalen an interministerielle Programm DigiSanté, deen ënnert der Leedung vum Gesondheetsministère steet. DigiSanté bréngt dee ganzen Ekosystem vum Gesondheetswiesen zesummen: d'Gesondheetsberuffler, d'Spideeler, d'Institutiounen, d'technesch Acteuren.

Nieft eisem Ministère sinn hei ënner anerem och d'Beräicher Digitalisatioun, Ekonomie a Recherche mat agebonnen. D'Zil ass et, d'Ëmsetzung vum EHDS am ganze Gesondheetssecteur ze koordinéieren, d'Acteuren op déi nei europäesch Erausfuerderunge virzebereeden an de Lëtzebuerger Gesondheetssystem an engems digital virunzebréngen.

Wat d'Timeline ugeet, orientéiere mir eis un de Fristen, déi vun der Kommissioun kommen an déi jo eeben op deem Niveau festgeluecht gi sinn. Mäerz 2029 misst, laut dem aktuellen Text, obligatoresch d'Plattform zur Verfügung stoen, mee d'Actes exécutifs sinn awer nach net do. Mir mussen awer realistesch bleiwen, eng Rei technesch Detailer brauche mer nach, déi musse genannt ginn.

Dann hutt Der och nach d'Fro zum Accès zum DSP gestallt fir aner Acteuren aus dem Gesondheetssecteur, eng ganz wichteg Fro. Mir analyséieren do de Moment verschidde Méiglechkeeten, fir den Zougang fir all Gesondheetsberuffer opzemaachen, déi un der Betreiung vum Patient respektiv der Patientin bedeelegt sinn, an esou einfach wéi méiglech ze maachen. Ideal ass en op an et mécht een en zou, wann een et wëllt, mee souwäit si mer nach net, mir sinn an den Diskussiounen. Soubal et eng konkreet Léisung gëtt, wäerte mer natierlech eng grouss Informatiouns- a Sensibilisatiounscampagne an deem Sënn maachen.

A fir datt dee Projet ka geléngen, hutt Der gesot ... natierlech, d'Agence eSanté spillt do eng grouss Roll. Den DSP Nouvelle Génération ass aktuell dee wichtegste Projet an der Agence eSanté an, wéi gesot, e Schlësselelement bei der Ëmsetzung vum EHDS. A fir dës nei Missioune kënnen ze erfëllen, brauch si natierlech déi Ressourcen, déi se muss hunn. D'Agence ass derbäi, hir Ressourcen an hir Reorganisatioun un déi zukünfteg Ufuerderungen unzepassen. Den Amtsuntrëtt vum neie Generaldirekter wäert dës Entwécklung begleeden, d'Agence fir déi nächst Etappe vun hirer Entwécklung och gutt opzestellen. Dee wäert deemnächst ... de 7. Juli ass, mengen ech, eng Pressekonferenz geplangt, do gëtt deen neien Direkter virgestallt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei all dëser Entwécklung bleift awer d'Sécherheet vun den Daten zentral. Do däerf keen era kucke kommen, deen net däerf dra kucke kommen. Mir musse garantéieren, datt dem Patient seng Date sécher sinn. D'Digitaliséierung am Gesondheetswiese kann nëmme fonctionéieren, wann d'Patientinnen an d'Patienten och Vertrauen an dëse System hunn. Duerfir muss d'Sécherheet, d'Transparenz an e klore juristesche Kader vun Ufank u mat ugeduecht ginn.

Den DSP Nouvelle Générationn ass net just en IT-Projet, dat hu mer elo, mengen ech, alleguerte verstanen. Et ass fir eis Sécherheet, et ass e Projet, deen d'Gesondheetsversuergung vu muer virbereet an Zesummenaarbecht mat der Digitalisatioun, e Projet, deen de Patient an de Mëttelpunkt stellt, e Projet, deen d'Gesondheetsberuffler am Alldag ënnerstëtzt, an e Projet, deen et Lëtzebuerg erlaabt, seng Plaz an enger ëmmer méi grousser, vernetzter europäescher Gesondheetspolitick voll a ganz wouerzehuelen.

Merci villmools.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Och hei froen ech den Här Schockmel, ob en nach eng Zousazfro huet.

M. Gérard Schockmel (DP) | Also, wat elo e Knackpunkt ass, deen ee vläicht och net esou séier an de Gréff kritt: Am Moment ass et jo esou, am DSP fënnt ee Röntgebiller, fënnt ee Labosresultater, déi ginn automatesch eran, dat ass kee Problem. Wann ech awer bei den Dokter ginn an ech gesi gär mäi medezinnesche Rapport, fannen ech keen. Dat ass entweeder den Dokter, dee seng Privatpraxis huet, deen huet vläicht och en aneren Informatiksystem, dat kommunizéiert net mateneen. Wann ech awer an d'Spidol ginn, ech mengen, zumindest an dräi vun eise Spidolsgruppen hunn d'Dokteren och hir Privatpraxen am Spidol, an ech gi bei deen a seng Privatpraxis an net an d'Poliklinick ... bezéiungsweis souguer an der Poliklinick kréien ech och kee medezinnesche Rapport. Dat ass keen einfache Problem. Awer do misste mer trotzdeem e Planning virgesinn, well soss komme mer do guer net virun.

Dat ass deen ee Volet. An deen anere Volet ass: Ech hunn et schonn erlieft, datt en Dokter 120 Euro gefrot huet fir e Rapport vu fënnef Zeilen. Also ech mengen, do misst awer och iergendwéi legal kloer sinn, wéini ee vläicht e Recht op e Rapport huet. Et muss jo kee risege Rapport sinn, grad wann et nëmmen eng eenzel Visitt ass, ob dat dann och nach extra muss finanzéiert gi vum Patient an ob een dat och wierklech ka verlaangen, datt dat e Standard gëtt, datt de Rapport disponibel ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci. Iwwert dee leschte Volet vun Ärer Fro kéinte mer elo eng Stonn debattéieren. Jo, déi Rapporte missten eigentlech present sinn, an all Praxis misste Rapporten do sinn. Dem Patient seng Donnéeë gehéieren eigentlech och dem Patient. Dat heescht, am Austausch mat sengem Dokter misst een och kënnen déi Rapporte kréien, déi ee brauch, fir dann e Suivi ze maachen, fir selwer ze gesinn: Wat hunn ech? Wat ass gemaach ginn? Do gëtt et Obligatioune laut Gesetz, datt dat muss do sinn.

Ech géif elo hei am Detail net op eng eventuell zousätzlech Necessitéit vun Obligatiounen agoen, ech wéilt just um Niveau vum DSP Nouvelle Génération soen: Et ass ganz kloer festgeluecht vun der Europäescher Kommissioun, wéi eng Donnéeë mussen accessibel sinn. An do sinn och Donnéeën derbäi, déi eigentlech de Moment just a Privatpraxe sinn. Dat heescht, Privatpraxe sinn an deem DigiSanté mat ugeduecht. D'Representante vun den Doktere sinn an deene Gremie mat dran. A mir denken do e System un, datt och si an aller Securitéit hir Donnéeë kënnen op déi Plattform eroplueden.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

6. Motion de M. Mars Di Bartolomeo relative à la prolongation de la loi relative à la lutte contre la maladie Covid-19 et à l'élaboration d'une « loi pandémie »

(Motion déposée en séance publique n° 146 du 16 juin 2026 – à consulter au compte rendu n° 61/2023-2028 en page 11)

A mir géingen zum nächste Punkt iwwergoen. Dat ass och e Punkt, dee mer de Moien derbäigesat hunn, an zwar d'Motioun vum Här Mars Di Bartolomeo iwwert d'Verlängerung vum Covid-19-Gesetz an d'Elaboratioun vun engem Pandemiegesetz.

Ech froen den Auteur vun der Motioun, dee se gëschter erkläert huet, ob e se nach eng Kéier wëllt erklären oder duerno wëllt d'Wuert huelen.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | Vläicht elo just e puer Sätz.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ech si gespaant, Här Di Bartolomeo, wat dat ass.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | Ech kommen net op d'Tribün, dat ass ëmmer e gutt Zeechen.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Nee. Nee!

M. Claude Wiseler, Président | Bon, da kucke mer elo.

M. André Bauler (DP) | Dat wëllt näischt heeschen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | Also d'Regierung huet viru Kuerzem ugekënnegt, dass se d'Covidgesetz ersatzlos géif auslafe loossen, ouni Consultatioun mat der Chamber, wou d'Chamber dach ëmmer e ganz zolitte Partner war wärend der ganzer Covidkris.

An där Motioun komme mer zur Konklusioun, dass et wichteg gewiescht wär, dat Covidgesetz ze verlängeren, well eng ganz Rei vun Definitiounen an deem Gesetz dra sinn, Responsabilitéiten, déi gekläert sinn an deem Gesetz, awer och d'Sécherheet an d'Kontinuitéit vun den Date séchergestallt ass.

Dozou kënnt, dass, wann dat Gesetz ausleeft, de Port du masque net méi als Exceptiounsreegel akzeptéiert ass, déi een, fir sech an anerer vun Infektiounen ze schützen, däerf droen. Da spillt also d'Strofgesetzbuch an dréit d'Vermummung vum Gesiicht als stroffälleg an, et kann een also protokolléiert ginn.

Mir sinn also definitiv der Meenung, dass mer et hei net hätten däerfe verjuppen – an ech moosse meng Wierder –, fir dat Gesetz a senge wichtegen Elementer ze verlängeren, dat ëmsou méi, well keng restriktiv Moossname méi dra sinn, mee Rechtssécherheet garantéiert gëtt, bis dann dat laang versprachent Pandemiegesetz oder d'Loi santé publique endlech géife virleien, vun deenen awer bis elo keng Spuer do ass.

Dat zum jëtzegen Zäitpunkt. Fir de Rescht, Här President, behalen ech mer vir, no der Diskussioun nach eng Kéier Stellung ze huelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci dem Auteur vun der Motioun.

Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Ech hu bis elo den Här Marc Baum, deen ageschriwwen ass.

(Interruptions)

Ausnamsweis, mee Dir stitt op menger Lëscht, Här Baum.

Bon, d'Madamm Kemp, d'Madamm Bernard, d'Madamm Schoos. Ok. Madamm Kemp, fänkt Dir un, wannechgelift.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Di Bartolomeo huet grad begréisst, datt mer ..., a wierklech sech Suerge gemaach, datt de Port du masque an Zukunft e bësse méi schwiereg wier. Mee éierlech gesot, Dir wësst et selwer ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | Nee!

Mme Françoise Kemp (CSV) | Wat?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | Et ass net erlaabt!

Mme Françoise Kemp (CSV) | Dach!

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, keng Zwigespréicher elo. Jiddwereen ...

Mme Françoise Kemp (CSV) | Et ass u mir, merci!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà.

(Brouhaha)

Mme Françoise Kemp (CSV) | Et dierf ee laut dem Code pénal – nämlech Artikel 563 Punkt 10 – eng Mask undoen, wann een eng medezinnesch Indikatioun huet. Also stëmmt dat net, wat Der sot.

Une voix | Très bien!

Mme Françoise Kemp (CSV) | Mee Dir hutt jo gemengt, et géing een dann eng Amende kréien. Mee Dir kritt dach keng Amende, wann Der an der Stad ronderëmlaaft an eng Mask unhutt!

En plus ass d'Covidgesetz, esou wéi mer alleguerte wëssen, e Kriseninstrument. A mir wëssen och, dass mer aktuell a kenger Kris sinn. Deementspriechend ass och kloerzestellen, dass Dir gesot hutt, mir hätten e Problem mat Donnéeën. Och dee Problem ass net ginn, well fir d'Conservatioun an d'Weiderverwendung vun den Donnéeën ass kee Vakuum do, mee d'Gesetz vum 17. August 2018 iwwert d'Archivéierung reegelt eebe genau dat.

Dann zum Punkt Loi santé publique. Do gëtt ganz fläisseg dru geschafft. Do gëtt och ganz vill matagebonnen, an deementspriechend brauch dat eeben e bësse méi laang Zäit. Do gëtt eeben e generelle Kader geschaf. An natierlech ginn och Är Léieren aus der Pandemie mat berücksichtegt an abezunn.

Domadder roden ech menger Fraktioun, d'Motioun ofzeleenen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Merci, Här Di Bartolomeo, datt Dir eis heirobber hiweist.

Effektiv ass et, mengen ech, scho legitimm, sech Gedanken ze maachen iwwert d'Insécurité juridique, déi hei duerch dëse Vide entsteet. Ech mengen, net fir näischt gouf et explizitt an d'Covidgesetz drageschriwwen.

Ech weess elo net, ob do wierklech Indication médicale steet oder Certificat médical, dat misst een elo nach eng Kéier nosichen op d'Schnellt. Op alle Fall mengen ech schonn, dass een do misst d'urgence eng Sécherheet hierstellen.

An ech mengen, ech wëll nach eng Kéier op dëser Plaz verweisen op d'Motioun, déi hei, ech mengen, unanime ..., nee, net grad unanime, mee awer vun der Majoritéit gedroe gouf, vum Här François Bausch, mengem Virgänger, dee jo effektiv ...

(Interruption)

Dat ass eng Motioun, déi vun der Majoritéit hei matgestëmmt gouf an der Chamber. Mäi Virgänger hei an der Chamber, deem säi Ressort ech hei an der Santé iwwerholl hunn. Ech weess net, wat elo hei fir Irritatioun suergt.

Mee wou u sech en Inventaire vun de Mesüre gefrot gouf, wou eng Loi santé publique och nach eng Kéier gestëmmt gouf a wou et, mengen ech, méi wéi normal ass, dass mer dat elo, zwee Joer méi spéit, nach ëmmer fuerderen.

An ech stelle just fest, dass mer nach ëmmer e bësselchen um Dréchne gelooss ginn. An dowéinst ass, mengen ech, déi Froestellung oder de Punkt, deen den Här Di Bartolomeo a senger Motioun hei opwerft, ganz urgent richteg. A mir kënnen dat nëmmen ënnerstëtzen.

A mir géingen och hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir d'Ministesch nach eng Kéier u besote Motioun ze erënneren, un den Inventaire, deen drasteet, d'Analys vun der Loi pandémie. An dass mer hoffentlech schnellstméiglech dann och d'Gesetz an der Chamber wäerten hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, villmools merci. Mir hunn d'lescht Joer scho géint d'Verlängerung vun dësem Gesetz gestëmmt. Dat heescht, mir begréissen elo mol déi Mesür, dass et net verlängert gëtt. Dowéinst, dat spréicht dann och géint dës Motioun. Dat wär den éischte Punkt.

Den zweete Punkt ass, ech mengen, och d'Donnéeë waren erwäänt ginn. Déi Donnéeën, déi an deem Kader, wou dat Gesetz gülteg war, erhuewe gi sinn, dierfen nach ëmmer verwent ginn, kënnen nach fir Etüden, Analysen a sou weider geholl ginn. Et dierfen elo just keng nei Donnéeë méi erhuewe ginn. Mir si jo och net méi an där Kris. An dat ass nëmme richteg esou.

Den drëtte Punkt, et ass schonn ugeschwat ginn: de Port du masque. Effektiv, et dierf een en droen, mat engem ... Wann ech elo richteg gelies hat, brauch een e Certificat médical.

Ech weess elo net, reng theoreetesch, mengen ech, wann ech elo dobausse mat der Mask ronderëmlafen, kann ech schonn eng Strof kréien, wann ech net e Certificat médical hunn. Also dat ka scho geschéien. Ech hu mech gefrot: Wéi maache mer et mat den Touristen? Ob et do eng Ausnamereegelung gëtt. Well do huet een der jo awer, grad déi aus dem asiatesche Raum kommen, déi jo awer dacks e Mask unhunn.

Nee, et ass wierklech eng Fro, déi ech mer elo dozou gestallt hunn. Vläicht kann d'Madamm Minister mer do eng Äntwert ginn. Ech kennen och net déi ganz Gesetzgeebung.

An de véierte Punkt, wat grad och schonn erwäänt ginn ass, mat der onofhängeger oder mat engem Groupe d'experts indépendants, deen hei erëm gefrot ginn ass. Do war net nëmmen d'Motioun vum Här Bausch, mee, ech mengen, do virdru war schonn – ech weess, d'CSV héiert et net esou gär – eng Motioun, déi och unanime ugeholl ginn ass am Mäerz 2023, déi och schonn de Groupe d'experts ufreet, fir dat Ganzt opzeschaffen. An déi ass och nach ëmmer gülteg.

Also dowéinster, ech sinn och gespaant, et gëtt ëmmer gesot, dat kéim dann an deem neie Pandemiesgesetz. Et muss e mega gutt Pandemiesgesetz ginn.

Ech si wierklech gespaant op déi Analysen, wa mer se dann endlech kréien. Vläicht kann d'Madamm Minister eis och soen, wéini mer mat deem, ...

(Interruption)

Ech sinn amgaangen ze schwätzen.

(Brouhaha)

... wéini dat Gesetz dann elo genau kënnt.

A weider wëll ech nach eng Kéier rappeléieren, dass mir als ADR jo nach eng Kéier e Schrëtt méi wäit gaang sinn.

(Interruption)

Mir hunn ëmmer eng Enquêtëkommissioun gefuerdert a mir halen do drunner och fest, ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | ... op jidde Fall, wa mer gesinn, dass et eis an deem Pandemiesgesetz net wäit genuch geet an och net wäit genuch opgeschafft ginn ass.

Domadder géing ech menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net matzedroen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President.

Also ech war elo awer e bëssen irritéiert iwwert d'Aussoe vun der Madamm Kemp heibannen, wat de Port du masque ugeet. Ech mengen, déi Motioun hei huet ee Meritt.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. Sven Clement (Piraten) | Ech waarden einfach bis ... Merci, Här President.

Dës Motioun hei huet ee Meritt, an deen ass, datt se op e Vide opmierksam mécht, dee besteet. An ech mengen, wien elo seet, datt jiddwereen, deen dobaussen eng Mask undeet, fir sech oder anerer ze schützen, e Certificat médical brauch, sou wéi d'CSV et deemools an d'Gesetz schreiwe gelooss huet ... Et däerf een net vergiessen, datt d'Gesetz deen zéngte Punkt vum Artikel 563 am Code pénal agefouert huet, well se d'Vermummungsverbuet wollten duerchsetzen. Dat heescht, d'CSV misst u sech hiert eegent Gesetz ganz gutt kennen. Do steet ganz kloer dran, dass een däerf eng Mask undoen „avec certificat médical, pour des motifs professionnels" oder fir d'Fuesent.

Also dat ass essentiellement dat, wat am Gesetz steet. Dat heescht, entweeder deklaréiere mer elo d'ganzt Joer iwwer d'Fuesent, da ka jiddweree sech selwer erëm schützen, oder mir besseren no.

(Interruptions)

Ech mengen, dat ass de Punkt, wou ech mam Här Di Bartolomeo enger Meenung sinn.

Mir hu géint d'Verlängerunge vun deene Gesetzer gestëmmt ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, den Här Clement huet ganz eleng d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | ... a mir wäerten eis dofir och elo net derfir asetzen, fir dat Gesetz erëm ze verlängeren. Do musst Der eis verstoen, Här Di Bartolomeo.

Wat awer, mengen ech, hei als leschte Punkt vläicht wär, an da kommen ech zum Schluss, Här President, dat wär awer eng Fro un d'Regierung. Déi Donnéeën, déi an deem Gesetz erhuewe goufen, sinn no dräi Méint anonymiséiert gi respektiv pseudonymiséiert ginn. Elo gouf vun der Riednerin vun der CSV-Fraktioun ubruecht, déi géifen ënnert d'Archivgesetz vun 2018 falen.

Ech mengen, mech ze erënneren – mee ech ka mech ieren –, datt mer heibannen, wéi mer iwwert d'Covidgesetzer geschwat hunn, ëmmer gesot hunn, datt déi Donnéeë géifen am Ofschloss geläscht ginn an datt mer dowéinster déi Gesetzer och ëmmer erëm verlängert hunn.

Do wéilt ech dann elo awer vläicht eng kloer Ausso vun der Madamm Ministesch kréien, ob déi Donnéeën dann elo geläscht ginn – wat an eisen Aen als Piraten déi absolutt eenzeg richteg Konsequenz dovunner ass – oder ob se ënnert d'Archivgesetz falen. Well da verstinn ech net, firwat mer dat Gesetz virun zwee Joer iwwerhaapt nach eng Kéier verlängert hunn. Dann hätte mer deemools scho just sollen den Artikel 563 änneren. Dat wär vill méi einfach gewiescht a géif eis elo déi Diskussioun hei erspueren.

Mir wäerte se dowéinst net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, ech kommen un d'Pult an der Hoffnung, datt da vläicht méi nogelauschtert gëtt.

Ech mengen, an der Covidpandemie sinn zwee Prinzippien andauernd héichgehale ginn: Dat éischt war Responsabilitéit, Eegeresponsabilitéit, datt ee sech selwer an anerer soll schützen, ënner anerem mam Port du masque, an dat anert war Vertrauen.

An ech bedaueren, datt effektiv d'Covidgesetz elo an där heiter Form net weidergefouert gëtt, well domadder awer genau géint déi zwee Prinzippien, déi, mengen ech, wichteg sinn, verstouss gëtt.

Engersäits – an dat ass virdrun och schonn e puermol gesot ginn – besteet eng Rechtsonsécherheet, wat de Port du masque ugeet. An do hätt ee kënnen dergéint virgoen, soit am Kader vum Code pénal, soit doduerch, datt een d'Ausnamereegelung weiderbestoe gelooss hätt oder iwwerfouert hätt an eng ordinär Gesetzgeebung.

An dat anert sinn d'Donnéeën. Kënnt Der Iech erënneren un all déi Covidskeptiker, déi gesot hunn: „Wat maache se elo mat eisen Donnéeën?"

Hei wier d'Méiglechkeet gewiescht, fir genau dat Vertrauen ze kréien, déi Basis, déi duerch kenger Partei hir Schold, mee awer duerch eng mediatesch Campagne vu ville Leit a Fro gestallt ginn ass a firwat mer extra besonnesch Sécherheetsmoossnamen agefouert hunn, wat déi sensibel Donnéeën ugeet. Elo gëtt einfach driwwer ewech gefuer. Duerfir mengen ech, datt dat heite leider Waasser op d'Mille vun all deene Covidskeptiker a Kritiker ass.

An, Här President, ech bedaueren och ganz staark, datt zwar elo gesot gëtt, et géif eng Loi santé publique gemaach. Säit zwee an engem hallwe Joer kréie mer dat ongeféier gesot, d'Aarbechte wieren a vollem Gang mat der Evaluatioun vun ... – jo, mee vu wat?

Mir haten dach lauter Mesüren, déi mer am Covid geholl hunn. A mer wësse bis haut nach net, wéi eng vun deene wierklech zilféierend a sënnvoll waren a wéi eng vun deenen dat manner waren. An an engem zukünftege Santé-publiques-Gesetz misst dat awer en integrale Bestanddeel sinn, datt een d'Léieren eebe justement zitt. Net fir déi eng oder aner Decisioun ze accuséieren, mee fir fir d'Zukunft dorauser ze léieren.

Ech bedaueren, datt dat net geschitt an ënnerstëtzen d'Motioun vun der LSAP.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung, da ginn ech dem Auteur nach eng Kéier d'Wuert.

(Interruption)

D'Regierung muss soen, ob se wëllt elo d'Wuert huelen oder net. Wa se wëllt, da kritt se et.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Ech mengen, se ass konkreet ugeschwat ginn. An d'Loi santé publique hat ech virdrunner och scho konkreet ugeschwat. Déi wäert Enn des Joers deposéiert ginn. D'Aarbechte komme gutt virun. An do gëtt alles dat, wat Dir gären hätt, mat dran agebaut. D'Evaluatioun, d'Effikassitéit vun de Mesüre gëtt mat ugeschwat.

Wat elo de Port du masque konkreet ubelaangt, jo, do ass eng kleng Insecurité juridique. Mee wéi d'Spriecherin vun der CSV scho gesot huet, natierlech hoffe mer, datt keen interpelléiert gëtt, well en e Mask dobaussen dréit.

(Interruption)

Mee en huet awer warscheinlech seng Responsabilitéit iwwerholl, wann en de Mask dréit, fir aner Leit ze schützen. An dat ass de Geescht, dee mer jo och wärend där ganzer Covidzäit haten.

An dat wäert och an de Code pénal afléissen. Déi Ännerung ass ënnerwee. Déi Ännerung ass eebe just a punkto Wording net matzäiten an en Depot komm fir an de Code pénal, an eng Ännerung vum Code pénal.

Mir sichen elo en Text, wou mer déi Ännerung kënnen abréngen. Mir wollten déi net eegestänneg als e Gesetz op de Wee bréngen, mee mir wäerten déi un en aneren Text unhänken, deen elo virstelleg ass. An deen Text, dee wäert an deenen nächsten Deeg a Wochen erauskommen.

Fir de Rescht nach den Archivage vun den Donnéeën. Jo, mir haten d'lescht Joer schonn iwwert den Archivage vun den Donnéeë geschwat, respektiv bei der leschter Verlängerung driwwer geschwat.

Déi Donnéeën, déi hu musse geläscht ginn, si geläscht ginn. Déi Donnéeë, déi musse geläscht ginn, si geläscht ginn! Dat, wat dann do steet, ass e Set vun Donnéeën, déi pseudonymiséiert sinn, déi am Kader vun engem Kontrakt mat enger europäescher Etüd opgestallt gi waren. An déi musse mer, fir eeben dee Kontrakt ze garantéieren, nach eng Zäitchen archivéieren. An duerfir ass vum Archivage-Gesetz geschwat ginn.

Et si keng individuell retraçabel Donnéeën. Et ass e Set vun Donnéeën, déi et erlaaben, ze analyséieren, wat eeben do enregistréiert ginn ass, ouni Impakt op individuell Donnéeën.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Da ginn ech dem Auteur vun der Motioun nach eng Kéier d'Wuert. Den Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | Merci, Här President. Merci och der Madamm Minister, déi sech ganz kloer differenzéiert huet vis-à-vis vun der Spriecherin vun der CSV, eiser Presidentin vun der Santéskommissioun.

A fir d'Madamm Minister dann nach eng Kéier méi kloer ze zitéieren: Si huet virun e puer Deeg eng Äntwert op eng Question parlementaire ginn, an do huet se wuertwiertlech geschriwwen: „Enfin, en ce qui concerne l'autorisation du port du masque sanitaire, il apparaît opportun de la maintenir dans les conditions définies par la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée" – d'Covidgesetz –, „afin d'assurer la sécurité juridique des personnes souhaitant recourir à cette mesure préventive. Dans cette perspective, ...

(Interruptions)

... l'intégration des dispositions pertinentes à l'article 563, paragraphe 10, du Code pénal" – dat kënnt Der nokucken – „semble indiquée."

Voilà, do brauch een net méi derzou ze soen.

Une voix | Nee!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | An déi euphoresch Aussoen, dass alles an der Rei wär, déi weisen ech hei zeréck.

Dann, dann, ech zitéieren hei, ech ginn Iech hei nach en Zitat. „Firwat ginn dës Mesüre vun deemools elo nach eemol verlängert?" Dat war de 27. Juni 2024.

„Et ass engersäits noutwendeg, och weiderhin den Informatiounssystem, sou wéi en am Artikel 10 vum Covidgesetz iwwert den Traitement vun den Informatioune virgesinn ass, oprechtzeerhalen. Dës Donnéeën hunn nämlech ënner anerem d'Finalitéit, d'Evolutioun vum Gesondheetszoustand vun de geimpfte Persounen hei am Land ze verfollegen. An ouni dës Datebasen zu den Impfdonnéeë wier et net méiglech, ongewënschten Nieweneffekter vun der Impfung ze iwwerwaachen. A Leit mat engem eventuellen Impfschued hätten et och méi schwéier, dësen Impfschued eebe viru Geriicht geltend ze maachen. A wéi Dir all wësst, huet de Staat jo eng Responsabilitéit am Beräich vun den Impfungen duerch d'Gesetz vum 4. Juli 2000."

Elo kënnt Der vläicht soen: „Här Di Bartolomeo, firwat zitéiert Der Iech selwer?" Nee, dat war keen Zitat vu mir!

(Interruptions)

Dat war d'Zitat vum Rapporter vum Gesetz, vum Max Hengel, dee mer leider vill ze vill fréi verluer hunn.

An ech ginn dem Max Hengel an där heiter Saach absolutt Recht. Dat, wat deemools Recht war, ass haut nach ëmmer richteg. An dofir fuerderen ech d'Majoritéitsparteien op, hir Attitüd nach eng Kéier ze reconsideréieren a fir déi noutwendeg Rechtssécherheet ze suergen.

A mir hunn hei e puer eminent Juristen op de Bänke vun der Majoritéit, déi mer sécher zoustëmmen, dass Insécurité juridique eng kleng Katastroph ass.

Also, wannechgelift, gitt nach eng Kéier an Iech a kommt, mir maachen dat gutt, wat d'Regierung hei verjuppt huet!

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Ech gesi soss keng aner Wuertmeldung, soudatt d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss wär.

Ech géing dann d'Motioun vum Här Di Bartolomeo zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 19, Neen: 41, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 41 Nee-Stëmme géint 19 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 18 voix pour et 42 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp,

MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Maurice Bauer), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par Mme Corinne Cahen), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

7. 8580 – Projet de loi ayant pour objet l'organisation du Fonds national de la recherche dans le secteur public et portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi Nummer 8580 iwwert d'Organisatioun vum FNR am ëffentleche Secteur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporter huet 10 Minutten, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit jeeweils 5 Minutten an d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, den Här Ben Polidori, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler.

(Brouhaha)

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, den Här Bauler huet d'Wuert, wannechgelift. Wann Der wëllt matenee schwätzen, dann net heibannen.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dem Gesetzesprojet, deen ech dann elo hei virstellen däerf, gëtt de legale Kader vum Fonds national de la recherche, dem FNR, grondsätzlech moderniséiert an un d'Realitéite vum haitege Fuerschungs- an Innovatiounsekosystem ugepasst.

Erënnere mer eis, de Fonds national de la recherche gouf 1999 geschaf mat der Haaptmissioun, déi ëffentlech Fuerschung finanziell ze ënnerstëtzen. Zanterhier huet sech d'Fuerschungslandschaft hei zu Lëtzebuerg staark entwéckelt. Den FNR ass haut net méi nëmmen eng Finanzéierungsagence, mee och en zentrale strateegeschen Acteur fir d'Entwécklung vun der wëssenschaftlecher Exzellenz hei am Land.

De Gesetzesprojet dréit déser Entwécklung natierlech Rechnung. En definéiert d'Missioune vum Fonds national de la recherche nei a setzt dobäi kloer op eng sougenannt „recherche avec impact". Dat heescht, nieft der fundamentaler Fuerschung geet et och ëm d'Valorisatioun vun de Resultater, den Technologietransfert an eng méi staark international Verankerung, besonnesch eeben a grad am europäesche Kontext.

Den FNR kritt dobäi nei Méiglechkeeten. En dierf an Zukunft strateegesch Fuerschungsinfrastrukturen ënnerstëtzen, zum Beispill am Beräich vun Daten, Kënschtlecher Intelligenz oder Quantentechnologien. Zousätzlech kann den FNR national wëssenschaftlech Datebanke geréieren, fir esou eng besser strateegesch Orientéierung vun der Fuerschungspolitick ze erméiglechen. Och d'Gouvernance gëtt moderniséiert an harmoniséiert mat där vun der Universitéit an den ëffentleche Fuerschungszenteren.

De Verwaltungsrot gëtt nei opgestallt mat dësem Text an e besteet aus aacht externe Memberen, déi vun der Regierung ernannt ginn, souwéi dem President vun der Personaldelegatioun mat deliberativer Stëmm. Doduerch gëtt och d'Representatioun vun de Salariéë gestäerkt.

De Conseil scientifique gëtt ofgeschaaft. Eis ass an der Kommissioun gesot ginn, datt op d'mannst véier vun den aacht Membere vum Conseil d'administration Chercheure sinn an domat d'Expertisen am Verwaltungsrot géifen ersetzen. Dësen, also de Verwaltungsrot, ka sech zousätzlech Expertis duerch extern Avise sécheren.

Dann ass och nach ze bemierken, datt de Generalsekretär ënnerstëtzt wäert ginn duerch e Secrétaire général adjoint an zousätzlech en Direkter fir Administratioun a fir Finanzen.

Eng weider wichteg Ännerung ass d'Aféierung vun engem Comité de liaison. Dëse Comité soll déi strateegesch Koordinatioun tëschent dem FNR, der Universitéit, de Fuerschungszenteren an aneren Acteure verbesseren an dann och de reegelméissegen Austausch stäerken.

De Gesetzesprojet erweidert och de Krees vun de Beneficiairen. Nieft der Universitéit an de Fuerschungszentere kënnen och verschidden ëffentlech Organismen, Associatiounen, Fondatiounen a sougenannt „sociétés d'impact sociétal" ënnerstëtzt ginn. Dobäi kommen elo nach Groupements d'intérêts économiques am Beräich vun der Fuerschung. Fir verschidde vun dësen Acteure bleift och weiderhin e ministeriellen Agrement obligatoresch.

E ganz zentrale Volet vum Gesetz ass d'Reform vun den Aides à la formation doctorale. Dës Hëllefe ginn an Zukunft d'Haaptinstrument fir d'Ënnerstëtzung vun den Doktoranden. D'Doktoratsstudie falen domat net méi ënnert de generelle Regimm vun de staatleche Studiebäihëllefen, mee ginn direkt iwwert de Fonds national de la recherche encadréiert.

D'Zil ass et, eng qualitativ héichwäerteg a breet Ënnerstëtzung vun de Fuerschungsprojeten ze garantéieren ouni elitär Approche.

Gläichzäiteg ginn och Qualitéitssécherungsmechanismen agefouert. Et si reegelméisseg intern an extern Bewäertungen, Evaluatiounen also, virgesinn, Evaluatiounen, fir d'Transparenz, d'Effizienz an d'Kredibilitéit vum FNR weider ze entwéckelen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu dësem Gesetzestext gouf et natierlech och eng Rei Stellungnamen, Avisen.

De Staatsrot huet a sengem éischten Avis virun allem op juristesch Prezisioun a Rechtssécherheet gepocht. Hien huet zwou formell Oppositiounen ausgeschwat, well verschidde Missioune vum FNR sollten iwwer Konventiounen an net direkt iwwert d'Gesetz definéiert ginn. D'Kommissioun huet dës Bemierkunge berücksichtegt an déi betraffen Dispositiounen ugepasst, soudatt de Staatsrot a sengem zweeten an drëtten Avis seng formell Oppositiounen ophiewe konnt.

D'Handwierkerkummer an d'Handelskummer hunn d'Moderniséierung vum FNR generell begréisst. Si hunn awer bedauert, datt privat Betriber, besonnesch kleng a mëttelgrouss Entreprisen, Startuppen a Spin-offen net méi staark als direkt Beneficiairë vun de Finanzéierungen agebonne goufen.

D'Chambre de Commerce huet sech zousätzlech kritesch vis-à-vis vun der Schafung vun engem Poste vum Secrétaire général adjoint gewisen an eng méi staark Vertriedung vun den ekonomeschen Acteuren am Comité de liaison gefuerdert.

D'Chambre des Salariés an d'UNEL hunn hirersäits virun allem Bedenken am Zesummenhang mat den Aides à la formation doctorale ausgedréckt. Si hu kritiséiert, datt verschidde Krittäre fir d'Eligibilitéit net kloer genuch wieren an datt verschidde Kategorië vu Studenten, ënner anerem Kanner vu Grenzgänger, kéinte benodeelegt ginn. D'UNEL huet och op d'Situatioun vun de Medezinnstudenten higewisen an d'Fro vun den héijen Indemnitéite vum Verwaltungsrot opgeworf.

D'Kommissioun huet sech intensiv mat dësen Avisen a Bemierkungen auserneegesat a bei den Amendementer eng Rei Prezisiounen an och Verbesserunge virgeholl.

Dëst gesot, Här President, kommen ech zum Enn vu menger Rapporterried. Ech soen de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht a ginn dann och elo schonn den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Bauler Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mëndleche Rapport.

An da ginn ech der Madamm Françoise Kemp d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi gi mir dem Fonds national de la recherche e moderne gesetzleche Kader. Dat ass wichteg, well den FNR sech zënter der Grënnung am Joer 1999 staark entwéckelt huet, geneesou wéi déi ganz Fuerschungslandschaft zu Lëtzebuerg. An déi lescht substanziell Reform geet op d'Joer 2014 zréck.

Aus enger nach jonker Fuerschungsstruktur ass an de leschte Joerzéngten en etabléierten, internationalen, vernetzten Ekosystem entstanen. Mat der Universitéit Lëtzebuerg, de Public-Research-Zenteren an enger ganzer Rei vu Partner aus Wirtschaft a Gesellschaft huet Lëtzebuerg sech eng zolidd Basis opgebaut.

D'Zil vun dëser Reform ass et, e Gesetz un d'Entwécklung vum Fuerschungsekosystem unzepassen. Dëse Projet zitt elo déi néideg Konsequenzen aus där Entwécklung. En aktualiséiert d'Missioune vum FNR, verbessert d'Gouvernance a schaaft méi Kloerheet fir d'Doktoratsausbildung. Fuerschung ass nämlech net nëmmen eng akademesch Fro. Si ass eng zentral Viraussetzung fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land, fir d'Innovatioun, fir d'technologesch Souveränitéit a fir grouss Decisioune vun der Politick.

Dofir ass et wichteg, datt d'Missioune vum FNR méi breet a méi prezis definéiert ginn. Nieft der Finanzéierung vu Fuerschung spillen haut och d'Valorisatiounen, de Wëssenstransfert an d'Berodung vun ëffentlechen Autoritéiten eng méi grouss Roll. Dat entsprécht der Realitéit um Terrain.

Och d'Moderniséierung vun der Gouvernance ass eng sënnvoll Evolutioun. De Verwaltungsrot gëtt mat méi wëssenschaftlecher Expertis gestäerkt. D'Integratioun vun der Personaldelegatioun an de

Conseil d'administration ass e weidere Schrëtt fir eng gutt intern Verankerung. An de Comité de liaison erméiglecht eng méi strukturéiert Zesummenaarbecht tëschent dem FNR, der Universitéit an de Fuerschungsinstituter, e wichtege Punkt betreffend der Doktoratsausbildung. Vu dass ech selwer Fuerscherin war an en Doktorat op der Uni.lu gemaach hunn, weess ech aus eegener Erfarung, wéi wichteg den FNR fir Fuerscher ass.

Nieft der Leidenschaft fir d'Fuerschung, nieft der Begeeschterung fir en Theema, wou ee wierklech muss brennen, brauch ee virun allem en zolitte verlässleche Kader, fir säi Wee ze goen.

D'Doktoratsausbildung geet aus dem System vun der klassescher Studiebäihëllef eraus a gëtt an de Kader vum FNR integréiert. Dat ass kohärent, well d'Doktoratsfuerschung eng spezifesch Natur huet. Si ass net einfach eng Verlängerung vum Studium, mee en éischte Schratt an eng wëssenschaftlech Karriär.

Här President, gläichzäiteg ass et wichteg, datt d'Krittären, d'Prozeduren an d'Appellen transparent an accessibel bleiwen. Natierlech wäert et an der Ëmsetzung op e puer Punkten ukommen. Beim Wëssenstransfert muss d'Roll vum FNR kloer ofgegrenzt bleiwen zu aneren Acteure wéi Luxinnovation oder Technoport. Jiddereen muss seng Plaz am Ekosystem hunn, ouni Doublonen an ouni Onkloerheeten.

Och déi geplangten national Datebasis iwwert d'wëssenschaftlech Produktioun ass eng zentral Entwécklung. Si ka wichteg Donnéeë liwweren, fir d'Fuerschungspolitick besser ze verstoen an ze steieren. Mee esou en Instrument muss effizient, proportionéiert a gutt geréiert ginn.

Des Weideren huet den FNR iwwert d'Joren eng wäertvoll Aarbecht geleescht, och am Beräich Wëssenschaftskommunikatioun. Mat de Programmer wéi ënner anerem Promoting Science to the Public, mat Eventer wéi dem Science Festival oder de Researcher's Days a mat Initiativen ewéi Science.lu ass et gelongen, e wichtege Lien tëschent Wëssenschaft a Gesellschaft hierzestellen. Sou Efforte stäerken eis wëssenschaftlech Kultur zu Lëtzebuerg a motivéiere Jonker, vläicht och de Wee vun der Fuerschung anzeschloen.

Am Ganze gesinn ech, dass de Projet eng konsequent an néideg Reform ass. Hie stäerkt den FNR, hie gëtt méi Kloerheeten an hie mécht d'Institutioun fit fir d'Zukunft. Lëtzebuerg brauch eng staark Fuerschung, net als Selbstzweck, mee well eng gutt Fuerschung zu bessere Léisunge féiert, fir eis Wirtschaft, fir eis Gesellschaft, fir eis Gesondheet, fir eis digital an technologesch Zukunft.

Dëse Projet de loi geet an déi richteg Richtung. Dofir ënnerstëtze mir en. Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Investissementer an d'Fuerschung sinn Investissementer an naturwëssenschaftlechen, gesellschaftlechen an och a kulturelle Fortschrëtt.

D'LSAP ënnerstëtzt dofir generell d'Méiglechkeet, d'Fuerscher bei hirer Recherche finanziell ze ënnerstëtzen. Mee mir sinn eis awer net sécher, ob dee Wee, dee beim virleienden Text gewielt gouf, och wierklech dee richtegen ass.

D'Méiglechkeet, zukünfteg Aarbechtskontrakter an der Fuerschung ze finanzéieren an esou derzou bäizedroen, dass méi Doktorande wärend hirer Fuerschungsaarbecht duerch en Aarbechtskontrakt ofgeséchert ginn, ass sécherlech e staarke positive Punkt. Mee net jiddereen, deen en Doktorat mécht an och maache wëllt, wëllt tatsächlech och en Aarbechtskontrakt bei där Institutioun, bei där en als Doktorand ageschriwwen ass. Fir vill Masterabsolventen, déi hir Studie mat engem Doktorat fortféiere wëllen, ass et tatsächlech e groussen Dram, wa se hir Wëssenschaft och kënnen am Alldag liewen an och dovunner kënne liewen.

Mee wat ass mat deenen, déi schonn enger anerer Aarbecht noginn, an engem private Betrib oder och beim Staat, an zousätzlech och nach en Doktorat maache wëllen? Bis elo konnten och dës Leit vun de Studiebäihëllefe profitéieren. An Zukunft, am Gesetzestext, dee mer duerno stëmmen, huele mer dat ewech, schafe mer dat of. Firwat?

Madamm Minister, do wollt ech Iech konkreet froen: Firwat hutt Der dat ofgeschaaft a firwat ënnerstëtzt Der déi Leit net méi, déi am Beruff sinn a wëllen en Doktorat maachen?

Wa mir der Villfalt vun de Profiller vun den Doktorande wëlle Rechnung droen, da brauche mir e Finanzéierungsmodell mat e puer Pilieren – deen éischten, wou et quasi als Haaptberuff gemaach gëtt, deen aneren, wou Leit awer nach wëlle parallell schaffe goen. D'Vereenbarkeet vu Studium a Beruff ass net einfach. Déi Leit, déi sech trotzdeem fir dee Wee entscheeden an hir Aarbechtszäit am Beruff och ganz oft reduzéieren, sollte vu staatlecher Ënnerstëtzung an dësem Fall net vollstänneg ausgeschloss ginn. Well och hir akademeesch Aarbecht ass wichteg, fir eis als Gesellschaft a ganz konkreet fir déi Betriber, an deene se aktiv sinn.

An Zukunft kéint et awer leider sinn, dass dës Profiller de Betriber an och dem Staat zum Deel verluer ginn, well et keng finanziell Ënnerstëtzung méi gëtt. Mir fannen d'Approche, nach eng Kéier, vun der Férderung vun den Aarbechtskontrakter, déi hei virgesi ginn, gutt an och richteg. Mee firwat hutt Der deen aneren Deel net mat berücksichtegt an och d'Roll vun de klenge Betriber, vun de PMEen, vill méi staark consideréiert?

Insgesamt froe mir eis, awéifern een d'Betriber an hir Ausbildungskompetenze grad ewéi hiren Knowhow, wann et ëm innovativ nei Projete geet, net nach besser hätt kënnen an dëse Gesetzesprojet integréieren.

Natierlech däerf eng Privatiséierung vun der Fuerschung net d'Konsequenz hunn, dass just nach de kommerzielle Volet am Mëttelpunkt steet. Mee mir mengen awer, dass et méiglech gewiescht wier, hei eng nuancéiert Approche ze wielen, mat där een hätt kënnen dervunner profitéieren, d'Fuerschung, d'Gesellschaft an déi kleng Betriber méi no beieneen ze bréngen.

Skeptesch gesi mir awer dann och am Kontext vun der Onofhängegkeet den Deel vun der Selektioun vun den eligibele Projeten, wou an Zukunft den Impact scientifique, den Impact économique, écologique, sociétal oder och nach culturel soll gepréift ginn.

Prinzipiell ass eng gewëssen Analys am Viraus jo net schlecht. Mee natierlech gëtt dësen Text dem sougenannte „Comité ad hoc" awer ganz vill Muecht. Hei hätte mer eis einfach gewënscht, dass déi Selektiounskrittären nach méi genee definéiert gi wieren, fir all Onkloerheeten aus dem Wee ze schafen an do einfach keng Diskussioune mussen ze hunn.

Här President, obwuel d'LSAP also ausdrécklech fir eng staatlech Fuerschungsférderung ass, wäerte mer eis haut awer bei dësem Projet enthalen, well en an eisen Aen nach net ausgeräift ass a mir dësen net esou mat rouegem Gewëssen a Wësse matdroe kënnen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. D'Wuert huet elo den Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, d'Zil vun der Fuerschung ass et, eis Welt besser ze verstoen. Fuerschung ass awer net nëmmen de Gewënn vun Erkenntnis iwwer eis Welt, nee, si ass och d'Fundament vu mënschlecher Innovatioun, duerch déi eis modern Gesellschaft iwwerhaapt entstoe konnt.

Ganz laang war d'Fuerschung net systematesch organiséiert. Lues a lues ass den Nationalstaat méi staark ginn an d'Fuerschung huet ëmmer méi gesteiert. Haut ass dës Ënnerstëtzung vun der Fuerschung institutionaliséiert, bei eis an der Form vum Fonds national de la recherche, dem FNR.

Den FNR ka mat engem grousse Budget geziilt Fuerschung ënnerstëtzen an de Fuerscher eng méi laangfristeg finanziell Stabilitéit ginn. Eng Investitioun an d'Fuerschung ass eng Investitioun an d'Zukunft.

Mee well elo esou vill Sue bereetstinn, kommen och dräi grouss Froen op.

Éischtens: Iwwer wat solle mir fuerschen?

Zweetens: Wiem solle mir d'Sue ginn?

Drëttens: Wien evaluéiert d'Fuerschung? A wéi soll d'Fuerschung evaluéiert ginn? No der Zuel vu Citatiounen? Eng Peer-Group-Evaluatioun? Wat ass, wann e Peergroup sech géigesäiteg evaluéiert? Dat si ganz wichteg Froen. Et kënnt do eng enorm Subjektivitéit eran. An doduerch ass och d'Potenzial fir Mëssbrauch vu Steiersue fir net sënnvoll Fuerschung grouss.

Menger Erfarung no als eeëmolege Fuerscher paséiert dat ëmmer dann, wann iwwermächteg Professeren oder Fuerschungszenteren d'Suen ënner sech opdeelen. Da geet d'Qualitéit vun der Fuerschung rapid erof.

Duerfir ass et esou wichteg, datt de Prozess vun der Allocatioun vu Fuerschungsgelder transparent an neutral ass. Den Evaluatiounsrapport vun 2010 vum FNR seet genau dat iwwert de Conseil scientifique vum FNR: „A first recommendation concerns the change of the composition of the scientific council by excluding representatives of the beneficiaries which creates suspicion."

Zu deem Zäitpunkt hate 50 % vun de Membere vum Conseil scientifique en Interessekonflikt, well si oder hir Affiliatioun Sue vum FNR kéinte kréien. Baséierend op däser an anere Recommandatiounen ass d'Gesetz vum FNR 2014 geännert ginn. Vun do u war de Conseil scientifique komplett onofhängeg. Do muss een och mol déi lescht Regierung luewen. Ech luewen also explizitt d'LSAP an déi gréng. Et war en exemplareschen an transparente Prozess. Als Éischt sinn d'Gesetz an den FNR selwer evaluéiert ginn. An dono ass d'Gesetz no de Recommandatioune vun der Evaluatioun geännert ginn. Felicitatioun.

Sou. An elo komme mer zum Gesetzesprojet vun haut. D'Madamm Minister proposéiert, datt genau dëse Conseil scientifique ofgeschaaft soll ginn. Also, anstatt datt mir eng 100 % onofhängeg wëssenschaftlech Kontrollinstanz hunn, hu mir 100 % Interessekonflikt!

Huet d'Ministesch virdrun eng Evaluatioun an Optrag ginn? Nee. An op Nofro hi sot si, datt sech erausgestallt hätt, datt de Conseil scientifique net sënnvoll wär. Wie genau huet Iech dat an Är Ouere geflüstert, Madamm Minister? Well vun Iech, mengen ech, kënnt dat net. Dir bréngt och e lachhaft Argument, de Conseil scientifique wär net oft zesummekomm. A sou? A firwat ass en dann net esou oft zesummekomm? D'Realitéit ass elo, datt déi wichtegst Kontrollinstanz vum FNR ofgeschaaft ginn ass.

Et kënnt elo e Comité de liaison, wou all déi Acteuren dra sinn, déi Sue vum FNR kréien. Madamm Minister, dat ass Inzucht: Déi Leit, déi Sue kréien, beroden den FNR, wie Sue soll kréien. Dir maacht domadder genau de Géigendeel vun deem, wat déi onofhängeg international Wëssenschaftler am Evaluatiounsrapport vun 2010 gesot hunn.

De Conseil scientifique war och responsabel, fir déi extern Evaluatioun vum FNR ze organiséieren. A wien ass elo responsabel derfir? Äre Ministerium! Dir decidéiert, wien d'Evaluatioun vum FNR mécht.

Madamm Minister, wie war Demandeur vun dësem Gesetz? Et ass keng Evaluatioun gemaach gi wéi virdrun. Et existéiert keen Evaluatiounsrapport. Et steet och näischt direkt am Koalitiounsvertrag. Wéi ech virdru gesot hat: Menger Erfarung no passéiert dat ëmmer dann, wann iwwermächteg Professeren oder Fuerschungszentren d'Sue gären ënner sech selwer opdeelen. A genau dat, menger Meenung no, ass hei passéiert.

Madamm Minister, dat ass keng Moderniséierung vum FNR, mee e Réckschrëtt! E puer Leit am Hannergrond wëllen net vun onofhängegen internationalen Experte méi genervt ginn. Dir kënnt a wëllt dat net gesinn! Dat mécht Iech politesch schwaach an dat schuet eiser Wëssenschaft hei zu Lëtzebuerg.

Mir stëmmen dëse Projet net mat. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, bei dësem Gesetzesprojet si bei mir e puer Erënnerungen un d'Ufankszäit vum FNR opkomm. Eng Zäit, an där déi ëffentlech Fuerschung zu Lëtzebuerg lues a lues eng nei Nues krut. Ech hat effektiv d'Éier, bei engem vun deenen éischten Appels à projets vum FNR, kuerz no deem senger Grënnung, dierfe matzemaachen.

Ufank 2002 – dat mécht mech net méi jonk – ...

(Hilarité)

... krut ech zu menger Freed den Zousproch vum Finanzement fir e Fuerschungsprojet, fir zesumme mat Leit oder Fuerscher vun däitschen an hollännesche Unien d'Stoffstréim vun den Haaptpolluanten am Anzuchsgebitt vun der Uelzecht erfaassen ze kënnen. Souwäit zu der perséinlecher Erënnerung.

Mee säitdeem huet d'Maturitéit vun der Fuerschungslandschaft hei am Land sech staark weiderentwéckelt. Et hu sech souwuel bei de Recherchezentren, bei der Uni wéi och bei de Privatbetriber eng ganz Rei héichspezialiséiert Ekippen opgebaut, duerch déi Lëtzebuerg an eenzelne Beräicher eng visibel an etabléiert Plaz als Fuerschungsstanduert op der internationaler Landkaart krut.

Et ass also net méi wéi normal, dass no engem Véierelsjoerhonnert de gesetzleche Kader muss ugepasst ginn. An et ass gutt, dass an dëser Iwwerschaffung vum Gesetz verschidden Erfarungen, déi gemaach goufen, agefloss sinn. Sou ass zum Beispill d'Opstellung, d'Maintenance, d'Notze vun enger Datebank – se gouf schonn ugeschwat – fir wëssenschaftlech Publikatiounen als eng vun den Aufgaben unerkannt ginn. Dat ass wichteg, fir d'Wëssenschaftsfuerschung, déi sougenannte „Science of Science", virunzebréngen, mee och, fir de Suivi vu verschiddene gesellschaftlechen Impakter an der ëffentlecher finanzéierter Fuerschung kënnen ze maachen.

Et gëtt awer trotzdeem eng Rei Punkten – a se sinn zum Deel schonn ugeklong –, déi och eis Suerge maachen. Trotz Nofroe krute mer an de Kommissiounssëtzungen heizou net wierklech zefriddestellend Äntwerten. Dofir wëll ech se hei nach eng Kéier opbréngen – déi wichtegst dovun.

Zum Theema nei Aufgaben, awer net méi Personal: Mat dësem Gesetzesprojet kritt den FNR zum Beispill eng zousätzlech Aufgab, nämlech d'Bewäertung vun den Unträg fir d'Formation doctorale. Dës Missioun soll, laut dem Ministère, gréisstendeels einfach vun der bestoender Ekipp bewältegt ginn.

An Zukunft sollen och nach aner ëffentlech Acteure kënnen op d'Kompetenze vum FNR zréckgräifen, fir Unträg ze bewäerten, déi bei hiren Appels à projets agereecht ginn. Och dat erweidert d'Aufgabewelt vum FNR. An och hei baut de Ministère relativ zouversiichtlech op déi bestoend Ekipp, obschonn déi sech bis elo och net gelangweilt huet an obschonn d'Konventioun tëscht dem FNR an dem Staat heifir mol kee chiffréierte Budget virgesäit.

Eng weider Ännerung wäert sech viraussiichtlech och op d'Budgetsmëttele vum FNR auswierken, nämlech zum Beispill, dass an Zukunft Doktorater hei am Land als integrale Bestanddeel vu Projetsunträg an domat iwwert déi bestoend Programmer, wéi zum Beispill de CORE-Programm, bezuelt ginn.

Dësen neien Aufgabeberäich bréngt deemno zousätzlechen Drock op d'Finanze vum FNR. An dobäi weist och déi nei Direktesch vum FNR an der Press drop hin, dass de Budget, dee fir de CORE-Programm reservéiert ass, elo scho strapazéiert ass a souguer ëmmer méi héichwäerteg Projete musse refuséiert ginn, well et u finanzielle Moyene feelt.

An Zäiten, wou d'Staatsfinanzen alles anescht wéi gutt do stinn, héiert een dofir vu verschiddene Stëmmen um Terrain Suergen, ob déi nei Aufgaben an dat neit Gesetz laangfristeg zu enger Reduktioun vun de Finanzementer wäerte féieren. Mir kruten an der Kommissioun verséchert, dass dat kee Problem wier. An ob dat esou ass, dat wäert da wuel d'Zukunft weisen.

An zweetens, zu de Méiglechkeeten, fir an Zukunft nei Fuerschungstheemen auszetesten: D'Fuerschungsekippen hate bis elo mam Regimm vun den Aides formation-recherche an deenen oppenen Appels à projets, déi dozou gehéiert hunn, eng gutt Méiglechkeet, fir mat eenzelen Doktoranden nei Fuerschungsrichtungen explorativ auszeloten. Dat ass awer sécher net méi méiglech, wann an Zukunft d'Dokteraarbechte mussen an d'Schema vun engem ganz kompetitive CORE-Programm passen.

A wann ee sech d'Internetsäit vum FNR ukuckt, fir ze wëssen, wat an Zukunft amplaz vun FNR-Calls soll kommen, da gëtt een do och net wierklech méi schlau. Op wéi eng aner Méiglechkeet sollen an Zukunft d'Fuerschungsekippen zréckgräifen, fir nei Stoussrichtungen an hirer Fuerschung opzebauen?

Här President, och wa villes an dësem Gesetzesprojet an eng richteg Richtung geet, gesi mer et wéinst dësen oppene Froen definitiv als eis Aufgab un als Chamber, e kritesche Bléck op d'Ëmsetzung vun dësem Text ze behalen. Et geet hei net just ëm vill Suen, déi solle richteg ugeluecht ginn, fir dass domat fir eist Land a fir eis Gesellschaft wichteg notzbar Resultater erschafft kënne ginn, mee et geet och drëms, dass d'Erfolgsgeschicht vu Lëtzebuerg als Fuerschungsstanduert och an Zukunft weidergeschriwwe ka ginn.

Mir zweifelen net grondsätzlech dorun, mee gesinn hei, wéi gesot, eng Rei Froen, déi e Suivi an der Zäit brauchen. Dofir leeë mer heimat am Numm vun déi gréng eng Motioun vir – wannechgelift –, ...

Motion 1

« relative au suivi de la réforme du Fonds national de la recherche »

La Chambre des Députés,

considérant que

– le projet de loi n° 8580 confie au Fonds national de la recherche des missions et responsabilités supplémentaires dont les effets sur son fonctionnement et sur l'allocation de ses ressources méritent un suivi attentif ;

– les projets de loi n° 8580 et n° 8636 réorganisent les mécanismes de soutien aux études doctorales en prévoyant que les programmes d'études relevant du troisième cycle soient soutenus par un dispositif spécifique d'aide à la formation doctorale géré par le Fonds national de la recherche ;

– plusieurs avis relatifs aux projets de loi n° 8580 et n° 8636 ont soulevé des interrogations quant aux effets de la réforme sur l'accès aux études doctorales, notamment au regard des nouveaux critères d'éligibilité, de la suppression du mécanisme de bourse de formation-recherche et de la situation de certaines catégories de doctorantes et doctorants ;

– l'importance de garantir un accès équitable à la formation doctorale et de préserver l'attractivité du Luxembourg comme lieu de recherche et de formation scientifique,

invite le Gouvernement à

– présenter à la Chambre des Députés, dans un délai de trois ans après la mise en œuvre du nouveau dispositif d'aide à la formation doctorale, une évaluation des effets de ce dispositif, comprenant notamment :

• l'évolution du nombre de bénéficiaires, des disciplines concernées ainsi que les différences observées par rapport au dispositif antérieur ;
• l'impact des nouveaux critères d'éligibilité sur l'accès aux études doctorales ;
• l'adéquation du dispositif aux besoins des doctorantes et doctorants ainsi que les éventuelles difficultés constatées dans sa mise en œuvre ;
• ainsi que, le cas échéant, les mesures correctrices que le Gouvernement entend mettre en œuvre ;

– présenter à la Chambre des Députés, dans le même délai, un bilan de la mise en œuvre des nouvelles missions confiées au Fonds national de la recherche, portant notamment sur l'adéquation des ressources humaines et financières du Fonds à l'exercice de ces missions.

(s.) Joëlle Welfring, Sven Clement, Ben Polidori, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | ... déi och matënnerschriwwe gouf vun der LSAP, vun déi Lénk a vun de Piraten. A mir géifen eis Zoustëmmung un d'Unhuele vun dëser Motioun koppelen an dofir froen, dës als Éischt kënnen ofzestëmmen, iert de Projet de loi gestëmmt gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech probéieren, et kuerz ze maachen, well iwwert d'Missioun vum FNR gouf scho ganz vill gesot. Ech mengen, et ass ze begréissen, datt den FNR mat där heiter Gesetzesännerung nei Aufgabe kritt, virun allem wann et ëm d'Valorisatioun an den Transfert vu Fuerschungsresultater geet. Eppes, wat definitiv am Ausland och e reellen Impakt net nëmmen op d'Qualitéit vun der Fuerschung, mee och op d'Retombée économique vun der Fuerschung no baussen hat. Deementspriechend ass dat ganz relevant an och wichteg.

Da kënnt derbäi, datt den FNR domadder verstäerkt och iwwert déi Resultater kommunizéiere soll. Eppes, wat, mengen ech, och dozou bäidréit, d'Fuerschung méi attraktiv ze maachen. Wann een en Transfert mécht vu Fuerschungsresultater, eng breet Kommunikatioun vu Fuerschungsresultater, da gesinn och Leit, déi vläicht net onbedéngt geduecht hunn: „A, ech wëll gären en Doktorat maachen, ech wëll nach an d'Fuerschung goen" ... Dat ka motivéieren, fir an d'Fuerschung ze goen.

Wat awer dann definitiv, mengen ech, net motivéiert, an d'Fuerschung ze goen, dat ass weiderhin: d'Bourse fir Doktoranden. Wann ee kuckt, wat d'Fuerschungsinstituter do an Zukunft kréien u Bourse – well et geet jo just nach iwwert d'Fuerschungsinstituter, déi d'Leit astellen –, da kommen d'Leit maximal op e Brutto, dee 500 Euro iwwert dem qualifizéierte Mindestloun läit, nodeem een d'Charge-socialle matagerechent huet.

Dat erschéngt mir awer weiderhin d'Prekariat an de Fuerschungsinstituter ze fërderen. Mir maachen hei also definitiv näischt Neies. Mir bezuelen déi elo net substanziell besser. Et hätt ee sech virstelle kënnen, hei awer e bësse méi konsequent ze sinn, virun allem wann ee bedenkt, datt mer jo herno bei der AideFi en awer e bësse méi konsequente Sprong maachen. Dat zur Doktorandebourse.

Et kann een elo nach kritiséieren – wat jo och a verschiddenen Avise gemaach gëtt –, wat d'Eligibilitéit fir d'Doktorandebourse ugeet. Dat ass sécherlech och e potenzielle Problem, firwat et esou wichteg ass, datt mer eng Evaluatioun vum Projet maachen, nodeem e gestëmmt gouf, fir ze gesinn: Wéi evoluéiert u sech och d'Attraktivitéit vun der Doktorandenausbildung?

E Land, wat sech nämlech keng eegen Doktorandenausbildung méi leescht oder wou d'Leit et net méi maachen, well se keen Accès, finanziell, zu där Formatioun hunn, jo, do atrophéiert eis Fuerschung. An dann hu mer herno e Problem, dee vill méi grav weit wéi vläit 100 oder 200 Euro méi pro Mount fir en Doktorand.

An dann, ech kann net all d'Kritickpunkte vu virdrun deelen. Datt de Comité de liaison elo de Conseil scientifique ersetzt ... Jo, wat eis wichteg ass an deem Dossier ass: E ka keng Entscheedungen huelen. E kann zwar – an dat ass e Risiko, an och dofir musse mer eng Evaluatioun maachen – eventuell Programmdefinitioune beaflossen. Vu datt et sech hei awer ëm Vertrieder vun deene verschiddensten Haiser handelt, déi normalerweis och géigesäiteg Interessen hunn, kann ech mer net virstellen, datt dat esou ouni Kommunikatioun no bausse géif vustatte goen. Dofir mengen ech, datt dee Risiko och relativ iwwerschaubar ass. Mee och do: Mir sollten eng Evaluatioun ex post maachen!

An da vläicht deen eenzege leschte Kritickpunkt un deem Gesetz – an Dir mierkt, et sinn alles ganz technesch Kritickpunkten, déi mer hunn –, dat ass: déi nei Pouvoire vum Secrétaire général, deen awer weiderhi „Secrétaire général" heescht, mee a Wierklechkeet méi wéi en Directeur général agéiere kann an Zukunft. Do kann ee sech och d'Fro stellen, ob een net och d'Titelen deementspriechend hätt kënnen upassen.

Wann ee lo denkt: D'Direktioun besteet an Zukunft aus engem Secrétaire général, engem Secrétaire général adjoint an engem Directeur administratif et financier, da mengt een, den Directeur administratif et financier wär deen, deen de Pouvoir hätt. Mee a Wierklechkeet ass et de Secrétaire général, deen d'Pouvoiren an der Hand huet, dee bis bal eng Millioun kann ënnerschreiwen, ouni datt en nach eng Kéier muss bei de CA goen, an dat gëtt just ex post kontrolléiert. Do hätt ee sech definitiv kënnen d'Fro stellen, ob een – an da si mer wierklech bei Feinheeten – deen Titel net hätt missen änneren.

Bref, alles dat gesot: Dir mierkt, et sinn alles nëmmen technesch Kriticken. Mir wäerten deem Gesetz hei op alle Fall zoustëmmen, well domadder stäerke mer d'Fuerschung, och wann et eis net wäit genuch geet.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. D'Wuert huet elo den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Éierlech gesot, ech fannen, datt dëse Projet de loi rëm sinnbildlech ass, fir eng gewësse Klenglechkeet oder Mesquinerie vun dëser Regierung ze representéieren. Mir hunn elo u sech eng gréisser Ännerung mat dësem Projet de loi, dee mir scho contestéieren – a mir sinn net déi Eenzeg, déi dat contestéieren –, dat ass en gros, datt et fréier engersäits eng Subvention de formation-recherche gouf an anerersäits dann déi Bourse de formation-recherche, déi u sech elo ofgeschaaft ginn. A mir hunn nach just eng eenzeg Aide, dat ass eeben déi Aide à la formation doctorale.

An déi eenzeg Aide besteet doranner, datt en Doktorand dann eeben en Aarbechtsvertrag an engem Forschungsinstitut huet, an engem Institut, deen agrementéiert ass, fir do ze schaffen, ze forschen a säin Doktorat ze maachen an en dann do och meeschtens en CDD huet – dat ass en anere Problem. Dat ass dann nach just fir hien, wou et gëllt.

D'Méiglechkeet, eng Bourse ze kréien, wéi dat nach bis elo de Fall war, wann een net ënner engem Aarbechtskontrakt ass, mee wann ee wëll eng Thees maachen an et huet een e Projet, déi ass ofgeschaaft ginn. Mir hunn och doriwwer an der Kommissioun diskutéiert. An ech mengen, mir waren net déi Eenzeg, déi erstaunt waren doriwwer. Et si jo och eng Partie Avise komm, och vun der UNEL a vun der Chambre des Salariés, fir ze wëssen, firwat dat iwwerhaapt ofgeschaaft gouf.

An et gouf u sech ni esou richteg drop geäntwert. Ech hunn et nach ëmmer net verstanen. Tëschent 2010 an 2024 – mir hunn do nogesicht – gouf et am Ganzen 79 Fäll innerhalb vu 14, 15 Joer. Dat heescht 79 Leit, déi net an engem Aarbechtsvertrag waren an déi eng Bourse kritt hunn. Dat sinn der am Schnëtt esou 6 pro Joer. Dat ass net immens vill, mee dat ass et ëmmerhin.

An dat gëtt u sech elo ofgeschaaft. Gi mer do spueren? Si mer op deem Niveau vu Klenglechkeet ukomm, datt mer mengen, datt et derwäert wier, dorobber ze spuere fir eebe Leit, déi awer vläicht eng interessant Thees kënne maachen an awer interessant Aarbechte maache fir den allgemenge wëssenschaftleche Fortschrëtt hei zu Lëtzebuerg? Et ass mer nach net esou richteg verständlech, firwat een dat esou gesäit.

Duerno kënnt eng ganz komesch Argumentatioun vun der Regierung, déi seet: „Jo, mee bon, en Doktorat, dat ass net dat selwecht wéi e Bachelor an e Master, well een, deen en Doktorat mécht, deen ass an engem richtegen Aarbechtsverhältnis, respektiv et ass en Erwuessenen, an een, deen e Bachelor oder Master mécht, grosso modo, dat ass nach kee richtegen Erwuessenen." Bon, ech hu mäi Bachelor mat 42 Joer gemaach. Ech mengen net, datt ...

(Interruption)

Mee ob ech en Erwuessene sinn, dat weess ech och nach net.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dir sidd nach jonk, Här Wagner!

M. David Wagner (déi Lénk) | Mee de Problem ass jo deen: Iwwerhaapt déi Philosophie, déi Mentalitéit, ze mengen, datt e Bachelor oder déi éischt zwee Zyklen u sech nach fir e bësse méi al Teenager géife gëllen, a beim Doktorat ass ee réischt en Erwuessenen, dat gëllt guer net. Dat gëllt guer net! Sou gëtt dat jo guer net gesinn. Dat ass am Prinzipp souguer onofhängeg vum Alter.

Dann och dat Zweet, wat klengkaréiert ass: Frontalieren ... Den Här Rapporter huet gesot, hie géif mengen, datt d'Frontaliere kéinten ..., oder hien huet Avisen zitéiert, déi soen: „Jo, d'Frontaliere kéinten ausgeschloss ginn." D'Frontaliere ginn ausgeschloss! Well mir hu jo e Lien de résidence, deen do virgesinn ass, dee ganz kloer seet: „Du kanns se kréien, du bass eligibel, wann s de fënnef Joer laang hei zu Lëtzebuerg an d'Schoul gaange bass, zum Beispill, oder fënnef Joer laang wéinstens ouni Ënnerbriechung hei gelieft hues." Dat heescht, d'Frontaliere ginn de facto ausgeschloss.

Dat ass net déi éischte Kéier, wou deen Trick versicht gëtt, wou Lëtzebuerg versicht, Frontalieren aus den Aide-financièren auszeschléissen. Mir gesinn dat herno och bei der Bourse de mobilité beim nächste Projet.

An et kéint gutt sinn, datt Lëtzebuerg sech erëm eng Kéier virun engem Europäesche Geriichtshaff zitéiert gesäit an och verléiert – zu Recht warscheinlech –, well mer d'Frontalieren net kënnen ausschléissen. Grad mir als Lëtzebuerger, déi iwwer Joerzéngte laang ëmmer dovunner profitéiert hunn, fir Käschten ze externaliséieren, dat heescht, de Gros vun eise Studenten – u sech all eis Studenten – an d'Ausland ze schécken, well mir bis am 21. Joerhonnert keng richteg Uni haten: Mir sinn déi, déi esou klengkaréiert sinn a versichen, allkéiers en Trick erauszefannen, fir Studenten oder ugeeënd Wëssenschaftler, déi Frontalierskanner sinn, auszeschléissen.

Dat ass klenglech, grad an der Wëssenschaft – grad an der Wëssenschaft! –, wou een net soll klengkaréiert sinn a wou ee kann awer e bëssen iwwert d'Grenze kucken. Dat kéint eis nëmmen zeguttkommen. An dat géif och justement déi Leit, déi Frontalier sinn an déi awer e Lien mat Lëtzebuerg hunn iwwert d'Aarbecht vun hiren Elteren a Lëtzebuerg e bësse kennen, duerno och incitéieren, op Lëtzebuerg ze kommen. An dat ass och net esou evident, well hautzedaags gëtt et ëmmer méi Fuerscher, déi soen engem: Déi eenzeg Ursaach, firwat se nach zu Lëtzebuerg schaffen – also Auslänner –, dat ass d'Pai.

De Problem ass, datt mer do och ëmmer manner kompetitiv sinn. Ech krut nach deslescht vun enger Postdoktorandin gesot, datt zum Beispill d'Belsch genausou kompetitiv gëtt elo, wat d'Paien ugeet, wéi Lëtzebuerg. Mir mussen eis do ganz gutt iwwerleeën,

wat mer amgaange sinn ze maachen. Bon, aus deenen Ursaache wäerte mer dëse Projet de loi net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. D'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ass domat ofgeschloss.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, merci dem Rapporter fir de Rapport a merci alle Virriedner fir hir Kontributiounen. Mat dësem Projet de loi gëtt dat eelst Gesetz aus dem Ministère fir Fuerschung an Héichschoul erneiert. Beim FNR sinn d'Aufgabe méi variéiert ginn, an dat neit Gesetz soll dësen Entwécklunge Rechnung droen. Et ginn och hei eng Rei Upassungen um Niveau vun der Gouvernance an eng Rëtsch legistesch Upassunge virgeholl, an domadder gëtt d'Kohärenz vun den Texter, déi déi ëffentlech Fuerschungsekosystemer organiséieren, gereegelt a gestäerkt.

Dat neit Gesetz gesäit am Fong de facto keng nei Missioune vir, déi den FNR net schonns an deene vergaangene 25 Joer opgegraff hat, mee et zielt dës Missioune méi explizitt an dréit domat der Varietéit vun den Aktivitéite vum FNR méi explizitt Rechnung.

Alles an allem kritt den FNR mat dësem Projet de loi e modernen an adaptéierte Kader, dee seng villfälteg Missioune confirméiert a preziséiert. Dës Missioune gi vun der zentraler Funktioun als Finanzéierungsagence, vun der Fuerschungsexzellenz, mee och vun der Valorisatioun an Transfersaktivitéiten iwwert d'Ënnerstëtzung vu jonke Fuerscher bis zur Promotioun vun der Culture scientifique bei engem breede Public.

Dësen neie Kader erlaabt et him verstäerkt, der Dynamik an der Diversitéit vun eisem Fuerschungsekosystem Rechnung ze droen an déi ekonomesch, ekologesch a gesellschaftlech Transitiounen ze begleeden. En dréit esou ganz sécher zur Attraktivitéit vu Lëtzebuerg als Fuerschungs- an Innovatiounsstanduert bäi an awer och zur Stäerkung vu Lëtzebuerg als Wëssenschaftsgesellschaft, an domadder zu eiser Resilienz.

Fir elo nach op d'Remarke vum Här Polidori anzegoen: Och mat dem aktuellen Aide-financière-System hätten déi Studente keng Bourse kritt, wa se Studente mat engem Revenu propre gewiescht wären. An och do hätte se just de Prêt kënnen huelen.

Da géif ech kuerz op de Commentaire vum Här Weidig agoen, firwat mer de Conseil scientifique ofschafen. De Conseil scientifique, deen et am ale Gesetz als e Berodungsorgan vum Conseil gouf, besteet effektiv net méi am neie Gesetz. Dat gouf decidéiert opgrond vun den Erfarungen aus deene leschte Joren, déi gewisen hunn, dass e permanente Conseil, dee sech mat enger ëmmer méi grousser Diversitéit vu wëssenschaftleche Problemstellunge sollt ausenanersetzen, net méi zäitgeméiss ass.

Dat heescht awer net, datt um Niveau vun der Gouvernance vum FNR keng wëssenschaftlech Expertise méi gebraucht ginn. An dofir war decidéiert ginn: Fir déi Expertis sécherzestellen, gouf du festgehalen, datt vun den aacht Membere vum Conseil d'administration, déi vun der Regierung genannt ginn, mindestens d'Hallschent solle Wëssenschaftler sinn. Dëst soll d'Stëmm vun der Wëssenschaft am Conseil stäerken, well domadder d'Wëssenschaftler direkt un den Decisioune bedeelegt sinn.

De fréiere Conseil scientifique hat do just e consultative Rôle. A wann de Conseil am neie legislative Kader eng méi spezifesch wëssenschaftlech Berodung zu engem speziellen Theema brauch, da géif do eng Kommissioun ad hoc zesummegestallt ginn, déi eeben déi spezifesch Theemen da géif diskutéieren an do dann och beroden. Dat gëtt méi Flexibilitéit wéi e permanente wëssenschaftleche Standing Commitee a stellt sécher, datt d'Stëmm vun der Wëssenschaft ëmmer direkt un all Entscheedunge vum Conseil d'administration bedeelegt ass.

Dann, d'Revisioun vum FNR-Gesetz steet och am Regierungsprogramm, an aacht vun den néng Memberen, wéi ech elo virdru scho gesot hunn, vum Conseil d'administration sinn extern a sinn net a Relatioun mat den Instituter.

An da géif ech nach op d'Bemierkunge vum Här Clement agoen. Hei wëll ech ënnersträichen, datt all d'Projete vun den Doktoranden, déi d'Krittären erfëllen, finanzéiert ginn, entweeder duerch eng Prise en charge vum Aarbechtsvertrag, deen den Doktorand am Ausland bei enger Uni oder Fuerschungsinstitutioun oder zu Lëtzebuerg bei enger agreéierter Privatentreprise huet, an dat bis zu engem plafonéierte Maximalbetrag, dee méi héich ass wéi déi aktuell AFR, an deen d'ailleurs och indexéiert ass, an dat wieren aktuell circa 53.200 Euro pro Joer. An och nach zousätzlech gesot: Déi AFR ass méi kompetitiv wéi elo déi nei AFDoc.

Ech soen Iech Merci an ech géif natierlech drop hoffen, datt dëst Gesetz eng Zoustëmmung géif kréien. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech gesinn, Madamm Minister, datt nach e puer Wuertmeldungen – am Kader vu Parole après ministre, huelen ech un – do sinn.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Da ginn ech fir d'éischt dem Här Weidig, duerno dem Här Polidori d'Wuert. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Also ech hunn och gekuckt, wat am Regierungsprogramm drasteet, an do steet kloer net dran, datt de Conseil scientifique soll ofgeschaaft ginn, et steet just eppes vun der Reform dran.

An Dir hutt och net déi Fro beäntwert, déi ech net verstinn. Well 2010 ass en Evaluatiounsrapport gemaach gi vun onofhängege Wëssenschaftler, ob dat Gesetz vum Fonds national de recherche vun 1999 ok ass oder net. An Dir hutt elo decidéiert, keng Evaluatioun ze maache vum Gesetz an och keen onofhängege Gremium domat ze beoptragen. Dir hutt decidéiert, dat intern ze maachen.

Dofir meng Fro: Firwat hutt Der dat intern gemaach? Firwat hutt Der net en onofhängegen internationale Gremium gefrot? Ass dat, well Dir einfach eppes anescht wollt maachen, an Dir wollt net déi Onofhängegkeet hu vun deene Leit?

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Merci, Här Weidig. Nee, et ass hei drëm gaangen, alleguer déi Leit, déi um Terrain hei zu Lëtzebuerg an den Instituter schaffen, mat anzebannen an deenen hir Meenungen ze respektéieren an déi mat an dat Gesetz hei anzebannen. An déi Gespréicher hu mer gefouert, engersäits mat de CRPen an anerersäits mat der Uni Lëtzebuerg, an déi Erfarungen, déi mir gesammelt hunn, déi hu mir an dat Gesetz hei mat erabruecht.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Och merci, Madamm Minister, fir d'Erklärung. Ech hat jo déi Fro gestallt, ech wollt awer nach eng Kéier drop zréckkommen. Et ass jo esou gewiescht, elo bei de Studienhëllefen, wann ee manner wéi de Mindestloun verdéngt huet an deem dote Fall, wann een herno en Doktorat mécht, dann hätt ee vun där Studiebäihëllef kënne profitéieren, en plus hätt ee kënnen dee Prêt froe mat de bessere Konditiounen.

Elo sot Der mer: „Ok, wann een do driwwer ass, dann huet een déi Studiebäihëllefen net kritt." A muer kritt een de Prêt och net méi. Dat heescht am Fong, déi ganz Saache falen awer ewech. Wann awer keen Incentive war, fir déi Leit, déi haut schaffe ginn, dohinner ze drécken, dass se effektiv den Doktorat wëlle maachen, fannen ech et scho relativ bedenklech, wann Dir sot: „Jo, si kréien dann eeben de Prêt muer net méi." Wou een awer muss bedenken, dass deen awer zu Konditioune war oder och ass, déi relativ interessant si mat den Zënsen, déi mer haut um Maart hunn.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Jo, hei schwätze mer am Fong net méi vu Studenten, mee ech hat dat och schonn an der Kommissioun esou gesot. Mir schaffen hei, also dat heite concernéiert jonk Fuerscher, déi am Fong schonn an d'Aarbechtswelt eraginn. An do ass et fir ons wichteg, datt mer do am Fong déi Differenz maachen. Et muss een awer och nach eng Kéier ënnersträichen, datt déi finanziell Ënnerstëtzung, déi se kréien, déi jo keng Bourse ass, awer elo vill méi favorabel ass wéi dat, wat se als Bourse kritt hätte plus dann de Prêt derbäi.

Ech hunn elo just de Montant gesot gehat, also et ass méi favorabel wéi dat, wat se géife kréien als Bourse mat Prêt.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Motion 1

Et ass eng Motioun erabruecht gi vun der Madamm Welfring mat der Fro, dës Motioun prioritär ze behandelen, dat heescht, se ofstëmmen ze loossen, éier eng Ofstëmmung iwwert de Projet de loi stattfënnt. Dat kann och esou gemaach ginn.

Dofir froen ech dann, wien heibanne wëllt zu der Motioun vun der Madamm Welfring Stellung huelen. Ech gesinn, den Här Bauler wëllt Stellung huelen dozou, an d'Madamm Kemp. Ech fänke mam Här Bauler un.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Jo, merci, Här President. Mir hunn hei déi Motioun genee gekuckt, mir hu se studéiert a mir hu festgestallt, datt hei verlaangt gëtt, datt een opmierksame Suivi gemaach gëtt vun deem, wat mer haut hei decidéieren. Dat ass dat Eent, datt een also eng Bewäertung, eng Evaluatioun mécht am Kader vun dräi Joer, wou dës Reform da géif spillen. Et geet jo hei drëm ze kucken, wat den Impakt ass, ënner anerem, vum Accès op déi sougenannt „étude doctorale", an dass een dann eventuell – wéi dat esou schéin ëmmer ass am Liewen, wann ee sech e bësse wëllt reajustéieren – déi néideg, Dir schreift „mesures correctrices", ech géif soe „corrections de tir", géif virhuelen, an dass een also insgesamt géif e Bilan maache vun deem, wat mer haut hei decidéieren.

Ech gesinn net an, firwat mer dat heite sollte refuséieren. Dofir géif ech proposéieren, dass mer déi Motioun hei géifen unhuelen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Majo, Här Bauler, dat ass da kloer. An dann huele mer d'Madamm Kemp als nächst Demande de prise de parole.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir begréissen och dës Evaluatioun, well mir fannen et wichteg, dass een d'Méiglechkeet huet, mëttelfristeg kleng Ajustementer ze maachen, falls et néideg ass. A genausou fanne mer och, dass et wichteg ass, international Spëtzentalenter unzezéien. Da muss een eebe kucken, dass de System fonctionéiert, an dat hoffe mer, domat garantéieren ze kënnen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Här Weidig. Duerno den Här Baum.

M. Tom Weidig (ADR) | Also, ech muss soen, ech sinn absolutt iwwerrascht, elo op eemol sinn d'Regierungsparteien esou e grouss Fan vun Evaluatiounen: Dat ass eng super Iddi, dat stëmme mer da mat!

(Interruption et hilarité)

De Punkt ass deen, mir hätten ... Nee, dat heiten ass net witzeg, well et geet ëm d'Zukunft, ëm d'wëssenschaftlech Fuerschung hei zu Lëtzebuerg! An déi lescht Gesetzesännerung, do ass et genau richteg gemaach ginn. Do huet en onofhängege wëssenschaftleche Gremium sech de Fonds national de la recherche op de Leescht geholl.

Une voix | Front national?

Une autre voix | Nee, de Fonds national!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, den Här Weidig huet ganz eleng d'Wuert. Loosst den Här Weidig schwätzen, wannechgelift!

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, den FNR, ech entschëllege mech.

Une voix | Passt op Äre Bluttdrock op, Här Weidig!

M. Tom Weidig (ADR) | An deen huet eng Evaluatioun dovu gemaach, a baséierend op de Recommandatioune vun deem onofhängegen internationale Gremium hu se dat Gesetz 2014 geännert. An elo bei deem heite Gesetz ass keng Evaluatioun gemaach ginn. A wéi d'Madamm Ministesch jo gesot huet, all déi Fuerschungszenteren hei am Land, déi wëllen dat esou ännert sech maachen, d'Struktur op, wéi dat hinnen am beschte passt.

An dat ass genau de falsche Wee, well mir mussen do international méi offe sinn, well mir musse kucken, wat d'Ausland mécht, a mir sollen net an der Lëtzebuergescher Blos bleiwen. Duerfir ass dat absolutt net gutt fir d'Zukunft vun eiser Fuerschung! An dann, wa mer d'Evaluatioun net nach virum Gesetz maachen, fir d'Recommandatiounen do afléissen ze loossen, da maache mer se wéinstens elo halt nom Gesetz. An duerfir si mir derfir, d'Evaluatioun nom Gesetz ze maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Am Numm vun der Lénker kann ech soen, datt den David Wagner d'Evaluatioun begréisst an datt ech d'Evolutioun vun de Majoritéitsparteien an där heiter Fro begréissen.

(Hilarité)

Plusieurs voix | O!

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Den Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech sinn och ganz frou, dass hei elo esou eng grouss Harmonie an der Chamber ass, dass mol eng Kéier eng Motioun vun der Oppositioun ugeholl gëtt an deem Sënn, dass mer eis Aarbecht wierklech emol einfach evaluéiere loossen. E Gesetz, ech mengen, et ass wichteg, dass mir als Politiker och einfach kucken, wat mer hei stëmmen, an dass mer duerno soen: Ass et gutt, ass et schlecht?

Ech sinn op verschidde Saachen agaangen a menger Ried, bon, hei evaluéiere mer dat Ganzt elo. Doweinst sinn ech och elo d'accord – wann d'Majoritéit dëst matstëmmt, da géif ech menger Fraktioun och recommandéieren, sech net bei dësem Projet ze enthalen an dëse Projet och matzestëmmen.

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Här Bauler.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Entschëllegt, Här President, ech géif d'Wuert nach eng Kéier ganz kuerz ergräifen. Ech hu festgestallt, ...

(Brouhaha)

... datt et eng Evolutioun gëtt an der Aart a Weis, eis ze gesinn am Kontext vun Evaluatiounen. Mee ech wollt awer och nach drun erënneren, datt mer net méi spéit wéi gëschter decidéiert hunn, am Kontext vum Bibliothéikegesetz, wat op de Leescht geholl gi war, och eng Evaluatioun virzehuelen, soudass dat net onbedéngt haut eng Ausnam ass, wéi Verschiddener hei wëlle gleewen dinn.

Merci.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Dat gesot, gesinn ech, datt mer dann den Tour gemaach hunn. Da kritt d'Madamm Welfring nach eng Kéier d'Wuert, wa se wëllt.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech si frou, dass déi Motioun hei fir e bëssen Opheiterung an och e bëssen Harmonie gesuergt huet hei am Haus, an dofir sinn ech ganz frou fir déi breet Ënnerstëtzung. D'Zil heivunner war, konstruktiv virzegoen, net just Nee ze soen, mee och Virschléi op den Dësch ze leeën, fir ze kucken, wéi mer dat heite kënne verbesseren. Ech mengen, mir hunn alleguerten Iddien, wéi een et kéint maachen. An ech denken, dass mer heiduerch d'Geleeënheeten nach eng Kéier kréichen.

Dofir merci fir déi Zoustëmmung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

An da stëmme mer elo iwwert d'Motioun Nummer 1 vun der Madamm Welfring of.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. D'Motioun ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Maurice Bauer), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par Mme Corinne Cahen), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Als nächste Punkt hu mer dann de Vott vum Gesetzestext selwer um Ordre du jour, an zwar de Projet de loi 8580. Den Text steet am Document parlementaire 8580[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8580 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. Och hei ass de Quorum erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 53 Jo-Stëmmen, 7 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 53 Jo-Stëmme géint 7 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Ben Polidori), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. 8636 – Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar zum Projet de loi Nummer

8636 iwwert d'staatlech Héllefe fir Héichschoulstudien. Hei ass och d'Riedezäit e Basismodell. Ageschriwwe si schonn: den Här Ricardo Marques, den Här Ben Polidori, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer, ech hunn och hei d'Éier, Iech de Rapport vun der zoustänneger Kommissioun zum Gesetzesprojet iwwert déi staatlech finanziell Hëllef fir Héichschoulstudie virzestellen.

Dëse Projet verfollegt d'Zil, de System vun de Studiebäihëllefen ze moderniséieren, och fir en ze vereinfachen an un déi aktuell sozial, wirtschaftlech an eeben och akademesch Realitéiten unzepassen.

De Gesetzesprojet, vun deem mer elo schwätzen, baut op der Reform aus dem Joer 2014 op an e steet am Aklang mam Gesetz iwwert d'Héichschoulwiesen aus dem Joer 2023.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dobäi bleift d'Grondphilosophie vum System erhalen. Studentinnen a Studente solle weiderhin duerch eng Kombinatioun vu Bourssen a Prêten ënnerstëtzt ginn, fir gläich Chancen op Héichschoulstudien ze garantéieren, onofhängeg vun hirem sozioekonomeschen Hannergrond.

Zu den Haaptännerunge gehéiert als Éischt d'Revalorisatioun vun der Mobilitéitsbourse. Dës gëtt vun 3.132 Euro op 3.290 Euro pro Joer erhéicht. Gläichzäiteg ginn d'Konditioune méi prezis definéiert, well Studentinnen a Studenten elo fir op d'mannst zwee Méint pro Semester am Ausland eng Wunneng musse lounen, fir dës Hëllef kënnen ze kréien. Domadder soll séchergestallt ginn, datt dës Hëllef, dës Mobilitéitsbourse also, effektiv de Studentinnen a Studenten mat enger reeller Mobilitéit – enger reeller Mobilitéit! – zeguttkënnt.

E weidere wichtege Schratt ass deen neien Indexéierungsmechanismus. D'Montante vun den Hëllefe ginn elo semestriell ugepasst, soubal d'Liewenskäschten ëm 2,5 % klammen. Dëst erméiglecht eng méi séier Upassung un déi wirtschaftlech Entwécklung an un d'Kafkraaft vun de Studentinnen a Studenten.

Och beim Studentepréit gëtt et Verbesserungen. Den Zënssaz gëtt vun 2 % op 1,8 % reduzéiert an d'Bankemarge op den Euribor gëtt erofgesat. Dës Moossname ginn duerch déi komplett Digitaliséierung vum Prozess méiglech gemaach a féieren zu enger Entlaaschtung vun de Studente bei der Finanzéierung vun hiren Etüden.

Dëse Gesetzesprojet dréit och der Tatsaach Rechnung, datt ëmmer méi Studentinnen a Studenten net de klassesche Vollzäitwee verfollegen. Fir d'éischt gëtt e klore Statut fir Deelzäitstudien agefouert. Déi betraffe Studente kënnen déi selwecht Hëllefe kréien, déi zwar ëm d'Hallschent reduzéiert sinn, dofir awer iwwer eng duebel sou laang Dauer ausbezuelt ginn. Dëst ass besonnesch wichteg fir Leit, déi nieft dem Studium schaffen oder familiäre Verflichtungen noginn.

De Gesetzesprojet erweidert dann och d'Käschten, déi bei der Berechnung vun enger Hëllef berücksichtegt ginn. Nieft den Aschreiwungskäschte kënnen elo och Käschte fir Diplomunerkennungen, Sproochentester, Demanden – also Bewerbungen, wéi déi Däitsch soen –, Iwwersetzungen oder Nottekonversioune bis zu engem Plaffong vun 3.800 Euro pro akademescht Joer agebonne ginn.

Besonnesch Opmierksamkeet gëtt och de Studentinnen a Studente geschenkt, déi sech a schwieregen, an aussergewéinleche Situatioune befannen. D'Majoratioun fir esou Fäll gëtt ausgebaut a kann elo net nëmme bei engem Handicap, mee och bei sozialer a finanzieller Prekaritéit zougestane ginn.

Schlussendlech féiert de Gesetzesprojet eng nei Prime de réussite, eng Reussitteprimm, eng Erfollegsprimm, vun 250 Euro an. Dës soll Studentinnen a Studenten honoréieren, déi hire Studium erfollegräich ofschléissen, an et soll och en Instrument sinn, dat d'Wierksamkeet vum Dispositif besser bewäerte soll.

Här President, ech kommen elo op déi verschidden Avisen ze schwätzen. De Staatsrot huet a sengem Avis de Prinzipp vun der elektronescher Demande iwwer MyGuichet begréisst. Hien huet awer zwou formell Oppositiounen ausgeschwat, dat wéinst falsche gesetzleche Referenzen an den Artikelen 9 an 11, déi eng juristesch Onsécherheet geschaf hätten.

Hien huet och zousätzlech op de Risiko vun enger méiglecher Duebelbestrofung am Kontext vum Prinzipp „ne bis in idem" higewisen. A sengem Avis complémentaire huet de Staatsrot festgestallt, datt d'Kommissioun seng Bemierkungen iwwerholl huet. Déi zwou formell Oppositioune goufen domat opgehuewen an de Staatsrot hat dee Moment keng weider Bemierkungen, keng weider Remarken.

D'Chambre de Commerce huet de Projet am grousse Ganze positiv bewäert. Si ënnerstëtzt d'Stäerkung vun der Mobilitéit an d'Erweiderung vun den admissibele Käschten. Si begréisst och d'Aféierung vun der Prime de réussite an déi méi streng Kontroll vum Studiefortschrëtt. Kritick gouf awer un der Method geäussert, déi an der Fiche financière benotzt gëtt. Dës Fiche géif d'Depensen an d'Ekonomien ze vill kompartimentéiert weisen. Ausserdeem huet d'Handelskummer, d'Chambre de Commerce, sech géint déi staark Reduktioun vun der Bankemarge beim Studentepréit ausgeschwat.

D'Chambre des Salariés huet zwar d'Moderniséierung, d'Digitaliséierung an d'Indexéierung begréisst, huet awer eng Rei sozialpolitesch Kriticke formuléiert. Si ass esou zum Beispill der Meenung, datt d'Reform net wäit genuch geet, fir d'Prekaritéit vu ville Studentinnen a Studenten ze bekämpfen. Besonnesch kritiséiert d'Salariatskummer, datt d'Mobilitéitsbourse opgewäert gëtt, ouni datt d'Basisbourse oder d'Sozialbourse verbessert ginn. D'Salariatskummer huet och virun enger ze staarker Orientéierung op de Prêt gewarnt an eng méi grouss Ënnerstëtzung fir Salariéen a Chômeuren oder Demandeurs d'emploi gefuerdert, déi eng Weiderbildung oder eng Reconversioun ustriewen.

An hirem Avis complémentaire huet dann d'Salariatskummer sech géint déi nei Bestëmmung ausgeschwat, no där verschidde complementaire Bourssen nëmmen da kënne bewëllegt ginn, wann de Student och eng Basisbourse kritt. Si huet ausserdeem hir Fuerderung no engem spezifeschen Hëllefssystem fir Erwuessener an der Weiderbildung widderholl.

Nach ee Wuert zur Dateschutzkommissioun, also der Commission nationale pour la protection des données, CNPD. Si huet d'Verbesserunge beim Dateschutz positiv opgeholl, besonnesch d'Preziséierung vun den Traitementer an d'Roll vum Ministère an dem CTIE. Si huet awer Bedenken ausgedréckt, wat verschidde gesetzlech Grondlage fir den Dateschutz ugeet, souwéi géintiwwer der geplangter Späicherdauer vu verschiddenen Daten iwwer 40 Joer, déi si als disproportional ugesinn huet.

Här President, dëst gesot, kommen ech och hei zum Enn vu menger Rapportersried a ginn dann och gären den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an Är Gedold.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Bauler.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Ricardo Marques. Här Marques, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Ricardo Marques (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, stellt Iech e jonke Mënsch vir, deen zu Lëtzebuerg säi Premièresexame gepackt huet. Jo, dat wäert elo fir vill an den nächsten Deeg de Fall sinn. Doheem ass d'Freed grouss. D'Famill ass houfreg. Den nächste Schratt steet un: e Studium. Vläicht zu Lëtzebuerg, vläicht am Ausland, vläicht e Bachelor, vläicht e Master, vläicht Vollzäit, vläicht Deelzäit, well nieft dem Studium geschafft muss ginn.

An da kënnt dee Moment, dee fir vill Famille schwiereg ass: d'Fro vun der Finanzéierung. Wou wäert de Student wunnen? Wéi héich sinn d'Liewenskäschten? Wat kascht den Transport, d'Aschreiwung oder administrativ Formalitéiten? A wéi eng Hëllef kritt een eigentlech vum Staat?

Studiebäihëllef ass dofir net einfach eng administrativ Fro, si ass eng ganz konkreet Fro fir d'Studenten an hir Familen. A virun allem ass si eng Fro vu Chancëgläichheet. Si decidéiert mat doriwwer, ob jonk Leit hire Wee kënne goen, onofhängeg dovunner aus wéi engem soziale Milieu si kommen.

Dëse Projet kënnt net aus dem Näischt. D'Lëtzebuerger Studiebäihëllef huet eng laang Geschicht. Hir Grondlag gouf 1977 geluecht, an enger Zäit, wou Lëtzebuerg nach keng eegen Universitéit hat. Fir vill jonk Leit war et deemools normal, an d'Ausland studéieren ze goen. De Staat huet dorop reagéiert an e System geschaf, dee sollt garantéieren, datt och finanziell Hürden net zum Ausschloss vun engem Studium féieren.

Zanterhier huet sech vill geännert. Eis Universitéit ass entstanen a gewuess. D'Studieparcourse sinn och méi divers ginn. D'Liewensrealitéite vun de Studenten hu sech och verännert. Vill studéieren haut deelzäit, schaffen niewent dem Studium oder hunn aner familiär a perséinlech Verflichtungen.

De System vun der Studiebäihëllef gouf iwwert d'Jore reegelméisseg ugepasst. Dat war néideg, mee et huet och dozou gefouert, datt de Kader leider ëmmer méi komplex ginn ass. Dofir ass dëse Projet ganz wichteg. Hie vereinfacht an aktualiséiert vill Elementer. Et ass keng grouss Reform, mee eng sënnvoll Moderniséierung vun engem Instrument, dat fir eis Bildungs- a virun allem Sozialpolitick zentral bleift.

Här President, och d'Realitéit vum Deelzäitstudium gëtt besser berücksichtegt. Dat ass wichteg. Net all Student huet déi selwecht Ausgangspositioun. Et ass richteg, datt de System sech un déi verschidde Realitéiten upasst an net nëmmen un e klassesche Modell vum Vollzäitstudent.

Positiv ass och d'Adaptatioun vun de finanziellen Hëllefen un d'wirtschaftlech Entwécklung. An enger Zäit, an där d'Liewenskäschte klammen, däerf eng Studiebäihëllef net un Aktualitéit a virun allem un Dynamik verléieren.

Och verschidden administrativ Fraisen, déi am Kader vun engem Studium entstinn, ginn an Zukunft besser

berücksichtegt. Dat sinn zwar op den éischte Bléck kleng Detailer, mee fir vill Famille si genee dës Käschten eng reell finanziell Belaaschtung.

Dëse Projet geet also an déi richteg Richtung. Mir sollten et net als Schlussstréch ënner all Debatt verstoen, well d'Geschicht, déi ech am Ufank gezielt hunn, ass net fir all Student déi selwecht. Et gëtt Studenten, déi op e staarke familiäre Réckhalt ziele kënnen. Anerer mussen hiert Studium gréisstendeels selwer finanzéieren. An et gëtt och Studenten, déi doheem wunnen, an anerer, déi mussen e Loyer bezuelen. An et gëtt jonk Leit, déi ouni familiär Ënnerstëtzung hire Wee musse maachen. Dofir bleiwen och an Zukunft Froen op.

Eng éischt Fro ass déi vun de Studenten, déi sech hiert Studium gréisstendeels selwer finanzéiere mussen. Vill vun hinne schaffen nieft dem Studium, net aus Confort, mee aus Noutwendegkeet. Fir si ass Studentebäihëllef a Studiebäihëllef net einfach eng Ergänzung, mee dacks Viraussetzung, fir iwwerhaapt kënne studéieren ze goen. Hei musse mir oppassen, datt Autonomie an Aarbechtseffort net zu Benodeelegung féieren.

Eng zweet Fro betrëfft d'Wunnkäschten. Et gëtt Studenten, déi doheem kënne wunnen, an anerer, déi wéinst der Distanz, familiärer Situatioun oder Studium eng Wunneng oder en Zëmmer bezuele mussen, obwuel se hei am Land wunnen an hei studéieren. Genee dës Käschte sinn haut fir vill jonk Leit eng vun de gréisste Belaaschtungen.

An drëttens stellt sech d'Fro vun der Mobilitéitsbourse. Historesch war si absolutt gerechtfertegt. Mee haut huet Lëtzebuerg eng etabléiert Universitéit an aner Realitéite wéi nach viru Joerzéngten. Dofir wäert ee sech och an Zukunft d'Fro musse stellen, ob d'Ënnerstëtzung sech genuch un de reelle Wunn- a Liewenskäschte vun de Studenten orientéiert.

Här President, dëse Projet verbessert de System, deen iwwer Joerzéngte gewuess ass. Hie mécht e méi kloer, méi kohärent a méi no un de Realitéite vun haut. Dat ass begréissenswäert.

Gläichzäiteg bleift d'Chancëgläichheet eng Aufgab, déi ni definitiv ofgeschloss ass. Si muss ëmmer nees un nei gesellschaftlech a wirtschaftlech Realitéiten ugepasst ginn. Eist gemeinsaamt Zil soll dobäi kloer bleiwen: All jonke Mënsch soll d'Méiglechkeet hunn, e Studium unzefänken, onofhängeg vu senge finanzielle Moyenen.

An deem Sënn stëmmt d'CSV dëse Projet de loi mat. Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an och léif Vertrieder vun der ACEL, déi haut och hei dobäi sinn: häerzlech wëllkommen an der Chamber.

Den Här Marques ass och schonn drop agaangen: Fir wéi eng Ausbildung sech e Jonken entscheet, soll net vum Portmonni vu sengen Elteren ofhänken, mee vu sengen individuellen Interessien an och Zukunftswënsch. Staatlech Studiebäihëllefe sinn dofir e ganz wichtegt Instrument, wann et drëms geet, wou a wat ee wëll studéieren.

D'LSAP ënnerstëtzt dofir och d'Grondkonzept vun de staatleche Studiebäihëllefen. A mir begréissen och déi Verbesserungen, déi hei am Text proposéiert ginn, wéi zum Beispill den Zënssaz, deen op de Prêten erofgeet, e bessere Schutz bei Krankheet oder och aneren Ongléckställ an och, et ass schonn ugedeit ginn, déi Prime de réussite. Bon, mir hätten eis do vläicht virgestallt ..., do hätt een nach e bësselche méi draus kënnen maachen – ech mengen, fir deene jonke Leit ze hëllefe beim Start an d'Liewen, ass ni genuch.

Wat mir awer kritesch gesinn, ass d'Bewäertung vun der Aarbecht, déi d'Studente leeschten, déi niewent hirem Studium och nach schaffe ginn. An do, amplaz deen Effort ze encouragéieren an och ze ënnerstëtzen, bestrofe mer awer d'Leit, déi méi schaffe wëllen oder och méi schaffe mussen. Dobäi sollt sech jo awer d'Aarbecht lounen. An ech denken, et wär gutt gewiescht, wa mir schonn ugefaangen hätten, dat an dësem Text ze weisen.

A ganz ville Secteuren hu mer haut jo och eng Penurie an der Aarbechtswelt – den Horesca-Secteur, als Beispill. An ech denken, do kéinte mer déi Jonk och deementspriechend méi asetzen a si missten net herno rechnen, ob se iwwert deenen 80 % vum Mindestloun sinn, jo oder nee, fir kënne vun der Bourse ze profitéieren.

Ech mengen, déi eng ... An dat heescht net, datt ech hei elo wëll soen, dass mer d'Leit sollen zwéngen, méi schaffen ze goen. Dat ass net de Message. Nee. Mee mir sollen awer déi Leit, wéi gesot, déi wëlle méi schaffe goen, och ënnerstëtzen, déi wëlle méi Beruffserfarung kréien, déi sech vläicht verschidde Saachen, Beruffer wëllen ukucke goen, déi solle mer weiderhin encouragéieren. An dat gëtt an dësem Text leider net gemaach.

Ëmschoulungen, Reorientéierungen an de Lifelong Learning wäerten an Zukunft vun enger extreemer Wichtegkeet ginn. An d'Senkung vun der Limitt vum Akommes op 80 % vum Mindestloun an och den Ausschloss vun engem zweete Bachelorstudium fir Persounen, déi schonn e Masterofschloss hunn, ginn do fir ons awer an déi falsch Richtung. Och wa mer dëse Projet haut awer matstëmmen, well en eng ganz Rei positiv Punkte fir d'Studente mat sech bréngt, ass et awer wichteg, d'Auswierkunge vun dësem Projet ganz genee ze suivéieren a gegeebenefalls och unzepassen.

Mir hunn och dofir haut eng Motioun matbruecht, ...

Plusieurs voix | A!

M. Ben Polidori (LSAP) | ... an där mer d'Regierung invitéieren, ze préiwen, awéifern an Zukunft Adaptatioune vun de Selektiounskrittäre fir d'Boursse kéinten néideg ginn, wéinst de Verännerungen, déi zum Beispill vun der KI op d'Aarbechtswelt zoukomme wäerten, fir dat ze analyséieren an ze kucken, wou et da géif Sënn maachen, deenen awer eng Bourse ze ginn. Well ech denken, et ass néideg. Et kënnt do vill op ons duer.

Une voix | Très bien!

M. Ben Polidori (LSAP) | Dës Motioun ass och matgedroe vun deene Gréngen, de Piraten an och deene Lénken. Wannechgelift, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

– l'article 20, paragraphe 1er, de la future loi relatif à l'aide financière de l'État pour études supérieures prévoit que tout étudiant disposant d'un revenu propre supérieur à 80 % du salaire social minimum (SSM) pour salariés non qualifiés ne peut bénéficier de l'aide que sous forme de prêt, et perd tout droit à celle-ci au-delà de trois fois et demie le SSM ;

– que l'article 17, paragraphe 2, du même projet de loi suit une logique de progression ascendante des parcours académiques, excluant ainsi tout droit à l'aide financière en cas d'inscription à un programme de niveau inférieur à celui précédemment suivi ;

– que les restrictions prévues aux articles 17 et 20 peuvent s'avérer contre-productives dans certaines situations de reconversion professionnelle, ce qui justifie un suivi étroit de ces dispositions ;

– que selon une étude récente du STATEC, l'intelligence artificielle est appelée à influencer près de 90 % des emplois au Luxembourg, que près des deux tiers des travailleurs seront amenés à collaborer avec l'IA, et que quelque 64.000 emplois sont exposés à un risque de disparition ;

– que dans ce contexte, la reconversion professionnelle – et pas uniquement la progression ascendante dans les parcours académiques – devient un enjeu majeur pour maintenir l'employabilité des travailleurs ;

– que le Luxembourg connaît simultanément des pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans plusieurs secteurs clés tels que l'industrie, les technologies de l'information et la santé, pour lesquels des formations de niveau supérieur constituent une réponse directe aux besoins du marché du travail ;

– que les personnes en pleine vie active souhaitant entreprendre une reconversion via des études supérieures dépassent fréquemment le seuil de 80 % du salaire social minimum, y compris lorsqu'elles réduisent leur temps de travail pour se consacrer à leur formation ;

– que certaines de ces personnes sont déjà titulaires d'un master ou d'un diplôme de niveau élevé et souhaitent néanmoins se réorienter vers un nouveau domaine, se trouvant ainsi doublement pénalisées par les restrictions prévues aux articles 20 et 17 ;

– que la perspective de s'endetter pour financer une reconversion constitue un frein réel à la réorientation professionnelle, au détriment tant des individus concernés que de l'économie nationale,

invite le Gouvernement à

– faire évaluer si les critères d'éligibilité à l'aide financière de l'État pour études supérieures constituent des obstacles injustifiés pour les personnes en reconversion vers des secteurs en pénurie, et, le cas échéant, proposer des pistes d'adaptation.

(s.) Ben Polidori, Sven Clement, Francine Closener, David Wagner, Joëlle Welfring.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Ben Polidori (LSAP) | En anere Punkt, deen ech nach wollt uschwätzen – do ass den Här Marques och schonn drop agaangen –, sinn d'Krittäre vun der Mobilitéitsbourse. An ech maachen haut hei awer den Exkurs Mobilitéitsbourse an och vun der Subvention loyer. Déi Studenten, déi haut am Ausland studéieren an do e Loyer bezuelen, kënne vun enger staatlecher Hëllef, der Mobilitéitsbourse, profitéieren. Mee déi Studenten, déi hei zu Lëtzebuerg e Loyer bezuele mussen, kënne menger Lektür no jo net vun der Mobilitéitsbourse, awer och net vun der nationaler Subvention loyer profitéieren.

An dowéinst meng Fro, Madamm Minister: Sidd Dir der Meenung, dass Studenten, déi hei am Land mussen e Loyer fir eng Wunneng bezuelen, an Zukunft vun der Subvention loyer solle kënne profitéieren? Oder misst een net awer dat Konzept vun der Mobilitéitsbourse upassen?

Här President, zum Schluss wëll ech dann awer nach kuerz e puer Wierder zu der Beruffsausbildung soen. Ech weess, dass dat hei net direkt zu dësem Projet gehéiert, mee mir kruten awer eng ganz Rei Avisen era vun den zoustännege Beruffskummeren, déi sech

awer Suerge maache wéinst der Benodeelegung vun der Beruffsausbildung par rapport zu den akadeemesche Studiegäng. An do hoffen ech just, dass d'Regierung hei sech och Gedanke mécht, fir och do nach deen een oder aneren Ureiz ze fannen, fir och déi Leit am Handwierk ze ënnerstëtzen. Als Beispill kéint ee jo och drun denken, dee Prêt, deen d'Studente kréien, vläicht och deene Leit ze ginn, déi en Handwierk maachen. Ech mengen, dat wär de Leit alleguerte gutt gesënnt.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Häre Deputéiert, dëse Gesetzesprojet ass en néidege Schrëtt, fir Studiebäihëllefen un d'Realitéit unzepassen. Eis Gesellschaft soll seng Studenten esou gutt wéi méiglech ënnerstëtzen. Si solle sech weiderbilden an domat produktiv zu eiser Gesellschaft bäidroen. Dat ass eng Investitioun an eis Zukunft.

Mee dës Reform kascht awer och Geld. Mir däerfen ni vergiessen, datt déi schaffend Leit, vill ouni en Unisdiplom, oder och elo Leit, déi an der Ausbildung sinn, all de Studium vun de Studente mat hire Steiersue matfinanzéieren. Si mussen do e Return on Investment gesinn. Net all Studium bréngt der Gesellschaft eppes, net all Studium ass qualitativ héichwäerteg, net all Student fënnt eng Aarbecht mat sengem Studium.

Dowéinst muss d'Entwécklung vun dëse Käschten enk suivéiert a kontrolléiert ginn. Dat si mir de Steierzueler schëlleg. Mir brauchen eng kloer Budgetstransparenz an eng reegelméisseg Evaluatioun, fir sécherzestellen, datt dëse System och wierklech laangfristeg nohalteg bleift.

Mat där Reserv soen ech awer kloer: Mir stëmmen dëse Gesetzesprojet mat, well e wichteg a richteg Verbesserunge fir d'Studente bréngt. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Dëse Gesetzesprojet bréngt eng Rei Ännerungen an d'Reegele vun de finanziellen Ënnerstëtzunge fir Leit, déi studéieren. Sou Efforte mussen ëmmer nees gemaach ginn, fir d'Bäihëllefen an d'Krittäre strateegesch unzepassen, ze vereinfachen an ze verbesseren. D'Gesamtausriichtung heivun – zum Beispill mat Verbesserunge fir Student/innen, déi wärend hirem Studium schlëmm Schicksalsschléi erleiden, bei Krankheet oder finanziellen Noutsituatiounen – geet eiser Meenung no an déi richteg Richtung, an dofir wäerte mer dëse Projet och matstëmmen.

Ech kommen trotzdeem net dolaanscht, op verschidde Bemollen hinzeweisen. D'Chambre des Salariés weist zurecht drop hin, an och meng Virriedner zum Deel schonn, dass, bis op d'Mobilitéitsprimm, d'Erhéijungen an der Zomm insgesamt éischter anekdotesch sinn. Dorun ännert och eng eemoleg, relativ limitéiert Prime de réussite net vill.

Grad dës Mobilitéitsprimm ass, contrairement zu vergläichbare Systemer an eisen Nopeschlänner, ënner anerem net op déi reell Distanz tëschent dem Wunnuert an der Plaz, wou studéiert gëtt, ausgeluecht an ass dofir net wierklech zilgeriicht.

An zweetens, fir Student/innen, déi wärend hire Studie musse schaffe goen, ass d'Erofsetzen – an dat ass och schonn ugeklonge bei Virriedner – vun der Limitt vun 100 % op 80 % vum Mindestloun als Konditioun fir d'Studienhëllefen e kloren Nodeel.

D'Fro, ob e System méi gerecht gëtt, just well en eng méi kloer Limitt, an dësem Fall no ënnen, zitt an domat Leit benodeelegt ginn, déi musse schaffe goen, fir sech hir Studie leeschten ze kënnen, bleift och no den Diskussiounen an der Héichschoulkommissioun onbeäntwert.

An dann zum Zënssaz fir Studenteprêten: Et ass scho bemierkenswäert, dass den Text op der Chambre de Commerce hir Kritick hin um Erofsetze vun der Marge brute vun 0,5 % op 0,1 % an den Amendementer nees op 0,2 % korrigéiert gouf. Zur Erklärung: Mat dëser Marge sollen de Banken hir Käschte vun der administrativer Gestioun vun de Studenteprête gedeckt ginn. Dës Gestioun gëtt ëmmer méi einfach a käschtegënschteg wéint der Digitalisatioun an d'Banken hu jo och eng Rei positiv Retombéeë vun de Prêten, zum Beispill eng Fidelisatioun vun hire jonke Clienten, déi duerno an d'Beruffsliewen eraklammen. Also dës wierklech marginal Upassung war an eisen Aen onnéideg. An déi dréit laut dem Avis vun der Handelskammer och deene reelle Käschten net wierklech Rechnung, mee kritt awer e staarke symbolesche Wäert, wann ee gesäit, dass soss kenger anerer inhaltlecher Remark en faveur vun de Studéierende Rechnung gedroe gouf.

Trotz all dëse Remarken ass et wichteg, dësen Text elo ze stëmmen, well en, wéi gesot, e Schratt an déi richteg Richtung ass, och wann en hätt kënne méi grouss sinn. An dofir ginn ech heimat d'Zoustëmmung vun deene Grénge fir dëse Projet de loi.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et ass e bëssen en Déjà-vu, iwwer eng Reform vun der Aide financière, dem ale CEDIES, hei an der Chamber däerfen ze schwätzen. Wann ee bedenkt, datt déi alleréischte Pétition publique, déi dëst Haus debattéiert huet, deemools zum Sujet vun der Reform vum CEDIES war, wat dunn d'AideFi ginn ass, an enger ganzer Hickecht u Kritickpunkten deemools, wéi dat Gesetz ausgeschafft gouf, dann haut Rechnung gedroe gëtt, dont d'Indexéierung, dont d'Ofsenke vun der Zënsbelaaschtung ... Also muss een heiansdo, mengen ech, an der Politick dann awer méi e laangen Otem hunn, wéi ee sech dat virstellt, wann ee mengt, eng Petitioun géif vläicht direkt eppes änneren. Heiansdo dauert et eeben e puer Joer méi laang, an da kommen déi Fuerderungen awer erëm iergendwéi a Gesetzer.

Also, ech fannen dat ganz positiv an ech sinn u sech frou, datt mer haut awer verschidde Verbesserunge vun der Aide financière an domadder vun der Studiebäihëllef kënne schafen.

D'Madamm Welfring huet et elo grad gesot iwwert d'Marge, fir déi Prêten ze decken, ob d'Banke elo mat deene Montanten, mat 0,2 %, wierklech hir Fraisen decken, oder ob dat mat 0,1 % ass – ech mengen, mat kengem vun deene Montanten decke se d'Fraise vun deene Prêten, well mir schwätzen haut mëttlerweil ..., dat hu mer och scho méi oft an der Finanzkommissioun diskutéiert, wat d'Käschte si fir iwwerhaapt eng Entrée en relation vun engem Client, fir de Contrôle vun den AML-, KYC-Kontrollen. En plus sinn dat heite Suen, déi gréisstendeels an d'Ausland d'ailleurs och nach fléissen, deelweis och a Länner, wou et nach méi komplizéiert ass – also ech ka mer scho virstellen, datt d'Banken net käschtendeckend schaffen an dat heiten u sech eppes ass, wat éischter als Fidelisatioun vu Clientë geduecht ass wéi soss eppes.

Dat emol dohigestallt. Dofir, et ass e bëssen irritéierend, datt grad déi Ännerung dann zréckbehale gëtt, déi en faveur vun de Banken ass, an Ännerungen, déi en faveur vun de Studente gewiescht wären, iwwert déi gëtt ewechgekuckt. Bon, bref, dat ass eng politesch Entscheedung vun dëser Majoritéit. Dat loosse mer dann emol esou am Raum stoen.

Wat ze begréissen ass, ass awer d'Ofsenkung vum Zënsplaffong fir d'Studenten an d'Studentinnen, d'Aféierung vun deenen neie Complementen, souwuel wat d'Zousazkäschten ubelaangt wéi och vun der Prime de réussite, an datt mer dat Ganzt indexéieren. Ech mengen, dat war eng Fuerderung, déi scho méi laang do stoung. Déi aktuell Léisung war einfach e bëssen ongënschteg – kommt, mir loossen et emol ganz fein ausdrécken, mir musse jo hei keng Vergaangenheetsbewältegung maachen. Dat heiten ass eng strukturell Verbesserung an dofir begréisse mer dat an dofir wäerte mer dëse Projet och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann huet de leschte Riedner d'Wuert, den Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass scho gesot ginn, bei dësem Projet de loi gëtt et eng Partie positiv Punkten: d'Indexéierung, déi elo all Semester wäert stattfannen, eng Majoratioun vun de Studentekäschten an och en Erofsetze vum Zënstaux beim Studenteprêt.

Et gëtt awer och weiderhi strukturell Problemer, déi dëse Gesetzesprojet net behuewen huet an awer hätt kënne behiewen, an aner Problemer. An da kann ech et och schonn direkt soen: Déi Balance wäert eis dozou féieren, datt mer eis dann enthale wäerten.

(Interruption)

Ben jo.

Zu der Majoratioun bei de Studentekäschten: Dat begréisse mer natierlech, dat si jo net just Frais-d'inscriptionen, dat si jo nach aner Käschten, déi dobäi kënne kommen. Dat Ganzt gëtt awer weiderhin opgedeelt, 50 % bei der Bourse a 50 % beim Prêt.

E gréissere Problem gesi mer awer och dobäi – an dat hu meng Virriedner och gesot –, datt u sech elo fir Studenten, déi schaffe ginn an déi ab 80 % vum soziale Mindestloun verdéngen, hir Bourse an e Prêt ëmgewandelt gëtt. Mir mengen, datt dat falsch ass. Et bestrooft u sech déi Studenten, déi musse schaffe goen a meeschtens dann och nach quasiment à temps plein musse schaffe goen, well se keen anere Choix hunn a well se et warscheinlech scho vill méi schwéier hate vun doheem aus, aus verschiddenen Ursaachen, fir iwwerhaapt kënne studéieren ze goen. Dat heescht, dat si Leit, déi scho speziell Efforte gemaach hunn, a si wäerten dann och schonn an eng Scholdefal falen. Wuelverstanen, déi Leit, dat si Leit, déi meeschtens net aus privilegiéiertem Haus kommen a sech dann duerno och scho wäerte musse verscholden. Also et encouragéiert emol net déi Studenten, déi schaffe ginn.

Et muss een awer och wëssen: Et gëtt Statistiken a Frankräich. Op jiddwer Fall läit den Taux de réussite vu Studenten, déi Volldag, also ganz, schaffen,

nëmme bei 34 %. Nëmmen een Drëttel packt et, well et eng immens Belaaschtung ass.

Dann hu mer d'Bourse de mobilité. Bon, déi gëtt augmentéiert – anekdotesch augmentéiert, muss een awer och soen. Do hate mer eng grouss Diskussioun. An, ech mengen, jidderee fuerdert, datt u sech d'Berechnungsmethod eng aner misst sinn. Well et hänkt jo ganz dovunner of, wou ee studéiere geet, a wat fir eng Stad ee studéiere geet. Et gëtt Stied, do ass et méi bëlleg ze liewen, anerer si méi deier.

An et ass net ëmmer eng Luxusfro, well deemno wat ee wëllt studéieren, dann huet een net onbedéngt de Choix. Da muss ee vläicht op München oder op Paräis oder an England goen, fir eppes Spezifesches ze léieren – sief et zum Beispill eng Sprooch et cetera. Dat heescht, et ass falsch, dat ze soen.

Mee ech hunn och rëm net verstanen: D'Regierung huet eis an der Kommissioun u sech nach mol net richteg erklärt, firwat se dat net wëllen aneschters berechnen. D'Regierung huet eis einfach gesot: „Mir maachen dat net." Punkt. Et wier interessant ze wëssen, wat d'Iwwerleeung ass, fir ze soen, datt mer dat net aneschters berechnen.

De Spriecher vun der CSV huet gesot, d'Mobilitéitsbourse géif hautzudaags e bësse manner Sënn maachen, well mer eng Uni hätten zu Lëtzebuerg. Ech mengen, dat Argument ass e bësse schwaach, well: Jo, mir hunn eng Uni, mee déi Uni proposéiert jo och elo net de ganze Spektrum. Deemno wat Der duerno am Bachelor oder am Master spéiderhi wëllt studéieren, musst Der d'Land verloossen. Wann Der zum Beispill – dat war mäi Fall – Mediävistik wëllt maachen, e Master, ben, da musst Der an d'Ausland goen, well zu Lëtzebuerg ass et ganz komplizéiert, fir et ze maachen. Op jidde Fall gëtt et dat net esou richteg.

An ech maachen e klengen Opruff, pro domo quasi, datt d'Regierung sech derfir asetzt, datt mer véier Masteren an der Geschicht hunn amplaz vun engem: also ee pro Period, wéi dat iwwerall op der Welt ass. Et kann net sinn, datt mir dovun ausginn, datt d'Geschicht just ab 1789 ufänkt. Virdru sinn och Saache geschitt.

An de Problem ass och ... Bon, dann hu mer erëm eng Kéier de Problem, datt d'Frontalierskanner och do aus der Mobilitéitsbourse ausgeschloss ginn. D'Chambre des Salariés huet zu Recht erëm drop higewisen, datt et eng Jurisprudenz gëtt vum Europäesche Geriichtshaff. Do musst Der Iech vläicht Gedanke maachen. Vläicht kënnt erëm eng Plainte, an déi wäert och justifizéiert sinn.

De Problem ass awer och deen, datt Studenten, déi och hei am Land liewen ... Huele mer zum Beispill e Student, dee relativ ... – ok, mir sinn e klengt Land –, e Student, deen zu Clierf wunnt oder zu Ëlwe wunnt an deen all Dag muss op de Belval kommen. Deen ass warscheinlech all Dag véier Stonnen ënnerwee. An där Studente gëtt et. Déi mussen zum Beispill am beschte Fall eng Wunneng, wa se iwwerhaapt eng kréien, an der Géigend vun der Uni fannen.

An Däitschland gëtt et dat: de BAföG. Dee gesäit eng Mobilitéitsklausel vir. Zum Beispill fir e Student, dee vun Dresden kënnt an soll op Hamburg studéiere goen. Da gëtt dat och a senger Bourse, och intern am Land eeben, mat berechent. Ech mengen, doriwwer misst ee sech och Gedanke maachen.

An dann dat Lescht, dat ass dee strukturelle Problem, dee jo schonn 2014 bei der Reform a Fro gestallt ginn ass, vun der grousser Protestbeweegung vun de Studenten: datt d'Bourse sociale nach ëmmer ofhänkt vum Revenu vum Stot, datt se och nach ofhänkt vum Revenu vun engem recomposéierte Stot. Dat heescht, wa Papp/Mamm en neie Partner, eng nei Partnerin fënnt, datt deem säi Revenu mat aberechent gëtt. Wat wierklech problematesch ass, well et kann ee wierklech net dovunner ausgoen, datt dee Partner, dat neit Element an der Koppel, sech vläicht wierklech fir dat Kand asetzt, wat net säi Kand ass.

Op jidde Fall kann dat geschéien. Mee mir hunn ëmmer derfir plädéiert, wéi déi Studentebeweegung virdrun, datt een eng Bourse muss ginn, eng Hëllef muss ginn, déi onofhängeg vum Revenu vun den Eltere soll funktionéieren, esou wéi dat a ville Länner funktionéiert. Dänemark an Norwegen, dat sinn déi Länner, déi wierklech déi generéist Hëllefen hu fir hir Studenten. Dat sinn och déi Länner, déi den héchsten Taux de réussite um universitären Niveau hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

(Interruption)

Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Héichschoulministerin Stéphanie Obertin.

Prise de position du Gouvernement

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir säi Rapport, a merci all de Virriedner fir hir Contributiounen. Dës Revisioun vum Gesetz vun 2014 iwwert d'Studiebäihëllefen huet als Haaptobjektiv, de System un déi aktuell sozial, ekonomesch an akadeemesch Realitéiten unzepassen an den Erfarungen aus deene leschten zéng Joer mam Gesetz vun 2014, déi do gemaach goufen, Rechnung ze droen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An dobäi gëtt de besteeënde System net fundamental a Fro gestallt oder geännert. De Grondprinzipp vun deene verschiddene Kategorië vu Boursen an dem Prêt bleift bestoen. Et ginn éischter punktuell Adaptatiounen a Prezisioune gemaach an och eng Rei finanziell Verbesserungen agefouert. Déi Adaptatioune baséieren op den Erfarungen, déi mer um administrative Plang am Kader vum Traitement vun den Demandë gemaach hunn an op de Feststellungen, déi de Ministère am Kader vun engem reegelméissegen Echange mat de Representanten vun der ACEL, der Daachorganisatioun vun de Lëtzebuerger Studentecercelen, gemaach huet.

D'Konklusioune vun den Echangë mat der ACEL an déi Haaptmesüren, déi mat dëser Gesetzrevisioun agefouert ginn, hat ech am Oktober 2024 an enger gemeinsamer Déclaration d'intention mat der ACEL festgehalen. An all déi Punkten, déi mir hei an deem Accord du festgehalen hunn, ginn och mat dësem Projet de loi transposéiert. An dësem Kontext géif ech och gären der ACEL Merci soe fir déi ganz gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mir mat hinnen haten.

Eng ganz Rei Mesüre wäerten, a besonnesch an der aktueller Situatioun vun der Inflatioun an der Präisdeierecht, de Studenten am nächste Studiejoer, also ab dem 1. August vun dësem Joer, entgéintkommen.

Den Här Bauler war schonn op ganz vill Punkten agaangen. Ech géif just nach eng Kéier kuerz resüméieren, also, wéi gesot: d'Erhéijung vun der Mobilitéitsbourse, d'Upassung vum Index pro Semester, d'Majoratioun vun dem Iwwerhuele vun de Frais d'inscription. Beim Studenteprêt gëtt den Taux vun deem Student, deen de Prêt ophëlt, erofgesat op 1,8 %. De Statut vun den Etüden à temps partiel gëtt preziséiert. An eng Majoratioun gëtt gemaach am Kontext vun enger Aide fir Situatiouns graves et exceptionnelles. An déi géif dann och indexéiert ginn.

Also ouni, wéi gesot, fundamental Ännerungen ze maachen, kritt eise System vun de Studiebäihëllefen en zäitgeméissen a kloren an transparente Kader, dee souwuel den ekonomesche Realitéite wéi awer och der Diversitéit vun de Parcourse Rechnung dréit.

Ech géif elo nach eng Kéier kuerz op déi Remarken agoen.

Déi eng war déi vum Här Polidori iwwert d'Fro vun de Wunnengen, déi d'Lëtzebuerger misste lounen, wa se hei zu Lëtzebuerg dann och studéieren. Effektiv ginn déi hei an der Mobilitéitsbourse net berécksichtegt, well mir d'Mobilitéitsbourse als e forfaitairë Betrag ugesinn, deen all Student a säi Budget mat aplange kann, fir seng Studien am Ausland ze finanzéieren. Fir déi eng heescht dat eventuell, a méi eng deier Stad studéieren ze goen, an déi aner, déi net kënnen op ee Prêt zréckgräifen, missten eventuell dann dee Moment ... An dëst dréit och zur Autonomie vum Student bäi, fir säi Choix da selwer ze treffen, en Fonctioun, wou e wëll studéiere goen a wat e genau wëll studéieren.

De Student kann dee Moment, wéi gesot, säi Budget upassen, en Fonctioun, wuer e studéiere geet. An dat wëlle mer am Fong och duerch ... Wat ons dee Moment och schwéierfält, am Fong duerch déi immens grouss Unzuel u Länner, wuer d'Studenten am Fong higinn, op déi divers Universitéiten an Héichschoulstied. Am Fong: Duerch d'Welt, wuer si higinn, ass et och ganz schwéier, do e Konsens ze fannen, wéi een dat dann och géif ëmsetzen an der Rechnung, wéi den Här Wagner gesot huet. Voilà, dat wier dee Moment ganz komplizéiert, fir all deene Saachen do Rechnung ze droen.

A fir ons ass et, wéi gesot, ganz wichteg, déi Studenten ze ënnerstëtzen, déi eeben och an d'Ausland ginn, hir Erfarunge sammelen. Do setze mir nach ganz vill Wäert drop. Dat ass am Fong fir ons och e ganz wichtege Punkt. Duerfir ass déi Mobilitéitsbourse esou definéiert, wéi mer se dunn hei an deem Projet de loi definéiert hunn.

Fir op d'Remark vun der Madamm Welfring zréckzekommen: Do ass d'Grenz vun 80 % vum Bruttomindestloun. Wéi gesot, do wollte mer drop reagéieren, well et awer Ongläichheete gi sinn am ale System, duerch déi verschidden Deelzäitstudenten, déi am Fong awer Vollzäit geschafft hunn. An dat war awer eng Ongläichheet. Do wollte mer drop reagéieren.

Et bleift ëmmer nach d'Méiglechkeet am Kontext vun de Studiebäihëllefen, och do dann e Prêt accordéiert ze kréien. An dësem Kontext, an dësem Gesetz, Projet de loi, sollen déi Studentenjobs net consideréiert ginn, mee virun allem geet et hei ëm déi richteg Aarbechtsplazen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ech hunn nach eng Fro, déi den Här Ben Polidori wëllt stellen. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci, Madamm Minister. Dir hutt zum Deel op meng Fro geäntwert. Ech gesinn et awer esou: Op där enger Säit maacht Der et de Leit elo an deem Projet hei méi schwéier, schaffen ze goen. Dat ass dat Éischt. Da sot Der elo: D'Mobilitéitsbourse ass effektiv just, fir an d'Ausland ze goen. D'Leit sollen encouragéiert ginn, an d'Ausland studéieren ze goen – wat ech complètement kann novollzéien. Mir decouragéiere se awer och nach eng Kéier, fir op d'Uni Lëtzebuerg ze goen.

Mir maache jo och permanent Efforten, fir déi Universitéit méi interessant ze maachen. An do gëtt et awer Fäll – wéi gesot, den Här Wagner ass op Verschiddener agaangen –, déi mussen einfach méi no bei d'Uni wunne goen. A wa se dat elo net kréien, da musse se schaffe goen! Sou! Dat heescht, déi zwou Saache bäisse sech jo total.

Da sot mer elo mol eng Kéier ganz konkreet: Wat sollen déi Leit maachen, déi Studente maachen, wa se musse schaffe goen, fir hire Loyer ze bezuelen, well se guer keng Hëllefe kréie fir de Loyer? Wat ass do? Wat soe mer deene Studenten?

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Merci, Här Polidori, fir Är Fro. An deem Kontext, wou mer am Austausch ware mat der ACEL, ech mengen, si mer op dee Punkt och schonn higewise ginn. Et ass e Problem, deen ons ganz bewosst ass. An deem Kontext si mer am Austausch mat der Uni Lëtzebuerg, fir och do Léisungen ze fannen, wéi ee kéint déi Studenten ënnerstëtzen, déi, loosse mer soen, méi wäit ewech wunnen an déi sech mussen deplacéiere bis op d'Uni Lëtzebuerg, fir do och Mesüren ze definéieren, wéi een hinne kann hëllefen, Wunnengen an der Géigend vun der Uni Lëtzebuerg ze fannen, a se dee Moment dann och finanziell ze ënnerstëtzen.

Déi Diskussioune lafen. A mir sinn och do positiv gestëmmt, datt mer do eng Léisung fannen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss a mir géifen zum Vott iwwert de Projet de loi 8636 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8636[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8636 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme géint keng Nee-Stëmm bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Zeimet), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gérard Schockmel), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Merci.

Motion 1

An ech gesinn, datt nach eng Motioun deposéiert ginn ass vum Här Ben Polidori. Dozou freet den Här Bauler d'Wuert. Här Bauler.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Jo, mir hunn déi Motioun hei genee studéiert, a mir sinn eis scho bewosst, dass mer natierlech an enger komplett verännerter Zäit liewen, virun allem well eeben den Aarbechtsmaart vill méi schwiereg ginn ass, well verschidde Secteuren, Branchë vun der Ekonomie an enger Evolutioun sinn, déi rapid ass, wou ee sech ganz séier muss ëmstellen a wou een e ganzt Liewe laang net nëmmen amgaang ass mat léieren, mee sech och, fäerten ech, wann een déi nächst Jore kuckt, muss adaptéieren. Dat ass fir jiddwereen, dee jonk ass an am Aarbechtsprozess ufänkt, net evident.

Ech vertrieden nach ëmmer d'Meenung, wann ee studéiert, datt ee mol haaptsächlech soll Zäit hunn a Suen zur Verfügung hu fir ze studéieren. Nach sinn ech och der Meenung, datt een all déi soll encouragéieren, déi dat wëlle maachen – oder: net decouragéieren! –, déi kënnen dernieft Erfarunge sammelen an enger Entreprise oder an enger Associatioun, wou och ëmmer, wou se sech da vläicht eng Rei Sue verdéngen.

Och wann een dat awer dann net soll, jo, iwwerdreiwen, well et soss vläicht erëm op Käschte vun de Studie geet. Et geet also drëms, e gesond Gläichgewiicht ze fannen tëschent, engersäits, studéieren an, anerersäits, schaffen. Ech denken, dass et och dowéinst war, datt een hei eng Brems versicht huet anzeleeën.

Mir hunn eis déi Motioun dann nach eng Kéier an der Majoritéit genee ugekuckt a mir sinn der Meenung, dass et net noutwendeg ass, elo heirobber ze verzichten. Also, am Géigendeel, mir sollen déi heite Motioun genee kucken a soen, dass et sech lount, dee Projet hei an déi Mesüren, déi a Kraaft trieden, ze evaluéieren, ...

(Interruption)

... dass mer sollen also eng Bewäertung maachen an engem Delai vun dräi Joer, wéi an deem Projet virdrunner, wou och en Delai gesat ginn ass, fir ze kucken, ob ee mat dësen neie Mesüren net eventuell eppes bremst, wat een net soll bremsen.

Voilà. Dat gesot, géif ech awer proposéieren, se ze änneren.

(Interruptions diverses)

Also, mir ënnerstëtzen dës Motioun.

Plusieurs voix | Aa!

(Hilarité et brouhaha)

M. André Bauler (DP), rapporteur | Ech proposéieren, dass mer awer hei dat Wuert „secteur" géifen duerch „branche" ersetzen – ech hunn ëmmer d'Wuert „branche" léiwer an der Ekonomie wéi „secteur"; dat ass mer e bëssen ze groussgeroden – an dass mer géife bäifügen, Här Haagen, an da wier ech fäerdeg: „dans un délai de trois ans".

Merci.

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Den Här Marques, duerno d'Madamm Welfring.

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. Mir sinn och der Meenung, dass mer dës Motioun sollen ënnerstëtzen, ...

Plusieurs voix | Aa!

M. Ricardo Marques (CSV) | ... zemools, well den Här Ben Polidori op eppes higewisen huet, wat immens wichteg ass: Eisen Aarbechtsmarché evoluéiert ganz séier, heiansdo rasant séier. Dann ass et wichteg, dass mer eis Krittären zäitno evaluéieren. Mat der Propos vun der DP, an der Motioun einfach „dans un délai de trois années" bäizefügen, si mir mat dëser Motioun mat d'accord.

Une voix | Très bien!

M. Ricardo Marques (CSV) | An ech proposéiere menger Fraktioun, se matzestëmmen.

Villmools merci.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. D'Madamm Welfring, duerno den Här Wagner. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo. Also, mir hunn déi Motioun hei jo mat ënnerschriwwen. Mir ënnerstëtze se och, well et ganz einfach wichteg ass, dass een dat nach eng Kéier op de Leescht hëlt, well et sinn awer eng Rei Limitatiounen dran. Ech mengen, een, dee schonn eng Kéier selwer probéiert huet oder matkrut, wéi ustrengend et ass, bei enger Aarbecht zousätzlech nach e Studium ze maachen, an engem ganz neie Beräich ... Wann da Limitten agebaut ginn an Hürden agebaut ginn, dat hëlleft wierklech net. A mir brauchen déi Mobilitéit. An och dee Wëlle vu Leit, fir sech ëmzeschoulen, dee muss ënnerstëtzt ginn.

An dat ass hei awer net ganz iwwerzeegend gemaach ginn, zousätzlech zu där Limitatioun op 80 % vum Mindestloun. Madamm Ministesch, ech hat Är Erklärungen héieren an awer sinn ech net esou ganz iwwerzeegt vun der Saach. Dofir denken ech, dass et ganz wichteg ass, dass een et hei nach eng Kéier kritesch iwwerkuckt an ee gegeebenefalls nach eng Kéier upasst. Dofir wäerte mer dat heite matstëmmen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir hunn déi Motioun och mat ënnerschriwwen, well mer och wierklech der Meenung sinn, datt een dat Gesetz absolutt muss evaluéieren. An da besteet d'Méiglechkeet vläicht do – well d'Madamm Minister huet erkläert, firwat ee keng méi differenzéiert Berechnungsmethod kéint hu bei der Mobilitéitsbourse: well dat ze vill komplizéiert wier. Ech mengen net, datt et ze vill komplizéiert ass. Ech mengen, mir hunn och intelligent Leit an Ärem Ministère sëtzen, déi dat bestëmmt kënnen.

(Interruptions)

A KI ka vläicht souguer hëllefen – ech weess dat net.

Et weess ee jo grosso modo, wuer d'Studenten, a wéi eng Länner an a wéi eng Stied – net nëmme grosso modo, et weess een et –, kënne studéiere goen. An do kann een awer mat gewëssenen ekonomeschen Donnéeën, par rapport zum Logement, par rapport zum Coût de la vie et cetera, berechnen, wat ongeféier e Student bräicht, wann e sech an där enger oder an där anerer Stad muss umellen op enger Uni.

Wat déi grouss Erfarungen duerstellt, déi Studente sammelen, wa se schaffe ginn: Jo, meeschtens sinn

dat awer och Erfarungen ... Ech ka mech erënneren, wéi ech zu Paräis war: Vill vu menge franséische Kolleegen hu vill Erfarungen am McDonald's oder an der Fnac gesammelt. Ech weess net, ob dat déi emanzipatoreschst Plaze waren. Op jidde Fall hu se méi Erfarunge gemaach wéi déi, déi net schaffe gaange sinn, mee meeschtens hu se och missen hire Studium opginn. Also, ech géif dat net ze vill romantiséieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Ass nach eng aner Wuertmeldung do? Här Polidori, wëllt Dir nach d'Wuert huelen?

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Dann hutt Der et elo.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. Ech si frou fir déi grouss Zoustëmmung zu dëser Motioun. Et ass scho gesot ginn: D'Aarbechtswelt wäert änneren an deementspriechend musse mer och kënne séier reagéieren, wat d'Ausbildunge vun deene verschiddene Leit ugeet.

D'Propositioun, wann ech elo richteg verstanen hunn, Här Bauler, ass, am Invite „branche" ze änneren an hannen zum Schluss „en trois ans" ze schreiwen? Just, dass mer eis vum Text hier eens sinn.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Jo.

M. Ben Polidori (LSAP) | Bon, „dans trois ans" ass jo dann och déi nächst Regierung, wann ech dat elo richteg ausrechnen. Bon, dann hoffen ech, dass déi Motioun awer dann nach ëmmer iergendwéi en Consideratioun gezu gëtt bei der nächster Regierung.

Ech sinn, wéi gesot, immens frou ... Bon, haut ass, wéi gesot, awer en historeschen Dag, op alle Fall fir mech, fir déi Motioun, déi ech abruecht hunn, déi do och nach ugeholl gëtt. Madamm Welfring, et ass vläicht dat gutt Wierder dobaussen. Op alle Fall sinn ech frou doriwwer. Et geet hei ëm d'Saach. An ech mengen, et ass emol eng Kéier gutt, dass mer dat alleguerte gemaach hunn, ...

(Interruption)

... an ech sinn och frou, nach eng Kéier. A merci fir Är Zoustëmmung.

Une voix | Ganz gutt!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Da soen ech och Merci dofir.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

– l'article 20, paragraphe 1er, de la future loi relatif à l'aide financière de l'État pour études supérieures prévoit que tout étudiant disposant d'un revenu propre supérieur à 80 % du salaire social minimum (SSM) pour salariés non qualifiés ne peut bénéficier de l'aide que sous forme de prêt, et perd tout droit à celle-ci au-delà de trois fois et demie le SSM ;

– que l'article 17, paragraphe 2, du même projet de loi suit une logique de progression ascendante des parcours académiques, excluant ainsi tout droit à l'aide financière en cas d'inscription à un programme de niveau inférieur à celui précédemment suivi ;

– que les restrictions prévues aux articles 17 et 20 peuvent s'avérer contre-productives dans certaines situations de reconversion professionnelle, ce qui justifie un suivi étroit de ces dispositions ;

– que selon une étude récente du STATEC, l'intelligence artificielle est appelée à influencer près de 90 % des emplois au Luxembourg, que près des deux tiers des travailleurs seront amenés à collaborer avec l'IA, et que quelque 64.000 emplois sont exposés à un risque de disparition ;

– que dans ce contexte, la reconversion professionnelle – et pas uniquement la progression ascendante dans les parcours académiques – devient un enjeu majeur pour maintenir l'employabilité des travailleurs ;

– que le Luxembourg connaît simultanément des pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans plusieurs secteurs clés tels que l'industrie, les technologies de l'information et la santé, pour lesquels des formations de niveau supérieur constituent une réponse directe aux besoins du marché du travail ;

– que les personnes en pleine vie active souhaitant entreprendre une reconversion via des études supérieures dépassent fréquemment le seuil de 80 % du salaire social minimum, y compris lorsqu'elles réduisent leur temps de travail pour se consacrer à leur formation ;

– que certaines de ces personnes sont déjà titulaires d'un master ou d'un diplôme de niveau élevé et souhaitent néanmoins se réorienter vers un nouveau domaine, se trouvant ainsi doublement pénalisées par les restrictions prévues aux articles 20 et 17 ;

– que la perspective de s'endetter pour financer une reconversion constitue un frein réel à la réorientation professionnelle, au détriment tant des individus concernés que de l'économie nationale,

invite le Gouvernement à

– faire évaluer dans un délai de trois ans si les critères d'éligibilité à l'aide financière de l'État pour études supérieures constituent des obstacles injustifiés pour les personnes en reconversion vers des branches en pénurie, et, le cas échéant, proposer des pistes d'adaptation.

(s.) Ben Polidori, Sven Clement, Francine Closener, David Wagner, Joëlle Welfring.

Vote sur la motion 1 modifiée

An ech géif d'Motioun vum Här Ben Polidori zum Vott stellen.

Kënnt Der nach kucken, ob Der alleguer gestëmmt hutt an d'Procuratioune matgeholl hutt? Ok, merci.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also à l'unanimité mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Maurice Bauer), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par Mme Corinne Cahen), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

9. 8649 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

2° de la loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur

Da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi Nummer 8649 iwwert d'Ausbildungsufuerderunge fir de Veterinärberuff an de juristesche Kader vum Begrëff „Héichschoulstudien". D'Riedezäit ass hei e Basismodell. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Kemp, den Här Polidori, den Här Weidig, d'Madamm Welfring, den Här Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Une voix | Très bien!

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Dräimol ass gëttlech, gëtt ëmmer gesot. Et ass dann déi drëtte Kéier, datt ech hei däerf erschéngen. An ech versichen och hei, ganz kloer ze schwätzen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 8649 huet am Fong zwee Haaptziler. Engersäits geet et drëm, eng nei europäesch Direktiv an eist nationaalt Recht ëmzesetzen. Konkreet handelt et sech ëm d'Directive déléguée 2025/1223, déi déi minimal Formatiounsufuerderunge fir de Veterinärsberuff aktualiséiert. Anerersäits soll de Projet méi Kloerheet a Rechtssécherheet schafen, wat d'Definitioun vum Enseignement supérieur an eisem Lëtzebuerger Recht ugeet.

Wat den éischte Volet ubelaangt, sou ginn déi europäesch Reegelen un déi nei wëssenschaftlech an technesch Entwécklungen ugepasst. Dobäi geet et ënner anerem ëm d'Déieregesondheet, et geet ëm d'ëffentlech Gesondheet, ëm d'digital Kompetenzen an och ëm dat sougenannt Konzept „One Health", also d'Iddi, datt d'Gesondheet vu Mënsch, Déier an Ëmwelt enk matenee verbonne sinn.

De Gesetzesprojet iwwerhëlt déi europäesch Ufuerderungen eent zu eent, also ouni national Zousazbestëmmungen. Well Lëtzebuerg keng eege Veterinärsausbildung ubitt, bleift den direkten Impakt zwar begrenzt, mee d'Ëmsetzung ass néideg, fir d'europäesch Unerkennung vu Qualifikatiounen och weiderhin ze garantéieren an d'Mobilitéit vu Fachleit an der Europäescher Unioun ze erliichteren.

Den zweete wichtege Volet vum Projet betrëfft d'Begrëfflechkeet vun der Notioun „Enseignement supérieur". Hei soll kloer definéiert ginn, wéi eng Diplomer an Ausbildungsweeër oder Ausbildungsgäng ënnert dëse Begrëff „Enseignement supérieur" falen.

De Projet preziséiert, datt nëmmen akadeemesch Héichschoulausbildunge betraff sinn, also Formatiounen, déi zu engem offiziell unerkannten akadeemesche Grad féieren. Dat sinn de Brevet de technicien supérieur, de Bachelor, de Master, d'Doktorat an d'Doktorat an der Medezinn.

Net betraff sinn dergéint déi sougenannt Formations professionnelles supérieures, also berufflech Weiderbildungen, déi net zu engem klasseschen akadeemesche Grad féieren. Dës Prezisioun gouf ënner anerem néideg no der Decisioun vun der Cour administrative a soll virun allem méi Rechtssécherheet schafen.

Parallell dozou gesäit de Regierungsprogramm vir, an Zukunft och e spezifesche gesetzleche Kader fir d'Formation professionnelle supérieure auszeschaffen.

Här President, léif alleguer, mir kruten och hei eng Rei Avisen eran.

De Staatsrot huet a sengem Avis keng formell Oppositioun ausgeschwat, mee eng Rei Prezisioune gefrot. Hien huet drop higewisen, datt verschidden Elementer vun der europäescher Direktiv nach missten ergänzt ginn, fir eng komplett Ëmsetzung, Transpositioun sécherzestellen. Dës Upassunge goufen duerch parlamentaresch Amendementer nogeholl.

Gläichzäiteg huet de Staatsrot sech mat der neier Definitioun vum Enseignement supérieur auserneegesat an d'Fro opgeworf, ob dës Definitioun am Gesetz vum 21. Juli 2023 iwwert d'Organisatioun vum Enseignement supérieur néideg a kohärent wier.

A sengem Avis complémentaire huet hien awer festgehalen, datt seng legislativ Bemierkunge berücksichtegt goufen, an dowéinst keng weider Bemierkungen, Observatioune formuléiert.

D'Salariatskummer huet d'Transpositioun vun der europäescher Direktiv begréisst, sech awer géint d'Ausgrenzung vun der Formation professionnelle supérieure aus dem Champ d'application vun de betraffene Gesetzer ausgeschwat. Si kritiséiert, datt et nach ëmmer kee klore gesetzleche Kader fir dës Formatiounen zu Lëtzebuerg gëtt an datt professionell Diplomer net genuch valoriséiert géife ginn. Aus dëse Grënn konnt d'CSL de Projet net guttheeschen.

De Collège vétérinaire huet keng speziell Bemierkunge géint dës Ëmsetzung an nationaalt Recht gemaach, huet awer d'Geleeënheet genotzt, fir op d'Noutwendegkeet hinzeweisen, och fir verschidde paraveterinär Beruffer e gesetzleche Kader ze schafen.

D'Chambre de Commerce huet souwuel an hirem Avis wéi och an hirem Avis complémentaire d'Aktualiséierung vun de Formatiounsufuerderunge fir Veterinäre begréisst, besonnesch am Kontext vum Fachkräftemangel an dëser Branche. Si huet awer och op de Risiko vun engem Vide juridique higewisen, soulaang et kee gesetzleche Kader fir d'Formation professionnelle supérieure gëtt. Si plädéiert dowéinst fir eng séier gesetzlech Reegelung an deem Beräich, fir d'Unerkennung vu professionellen Diplomer an d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Qualifikatiounssystem ze stäerken.

Dëst gesot, géing ech ofschléissend den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ginn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An d'Wuert huet elo déi éischt ageschriwwe Riednerin, d'Madamm Françoise Kemp.

Discussion générale

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Projet de loi setze mir eng europäesch Reegel ëm. Konkreet geet et engersäits drëm, eng europäesch Direktiv ëmzesetzen, déi d'Mindestufuerderung fir d'Formatioun vu Veterinäre moderniséiert. Anerersäits geet et drëms, de gesetzleche Kader am Beräich vum Enseignement supérieur ze preziséiere fir méi Kloerheet a juristesch Sécherheet bei der Unerkennung vun de professionelle Qualifikatiounen an iwwert d'Organisatioun vum Héichschoulwiesen. Et gëtt preziséiert, dass dëse Begrëff sech exklusiv op d'Formatioun bezitt, déi zu engem akadeemesche Grad oder Titel féiert.

Fir eis als CSV ass et wichteg, datt Lëtzebuerg e Land bleift, dat op Qualitéit a Kompetenz setzt. Dat gëllt och am Beräich vun der Héichschoul an de reglementéierte Beruffer.

D'Adaptatioun vun de Formatiounsufuerderunge fir Veterinären ass dofir eng logesch Konsequenz. D'Déieregesondheet, d'Liewensmëttelsécherheet an d'ëffentlech Gesondheet sinn haut méi enk verbonne wéi jee. D'Pandemie huet eis gewisen, wéi séier global Gesondheetsfroe sech op eis Gemeinschaft an eis Wirtschaft kënnen auswierken. Et ass also richteg, datt Europa hei gemeinsam Standarde setzt an datt Lëtzebuerg dës och ënnerstëtzt.

De Beruff vum Veterinär huet sech an där Zäit déif verännert: nei Krankheeten, nei Diagnostik an nei eethesch Ufuerderungen am Ëmgang mat den Déieren. Dobäi geet et net nëmmen ëm fachlecht Wëssen, mee och ëm méi Kompetenz an deene leschte Joren, wat ëmmer méi u Bedeitung gewonnen huet, sief et am Beräich vun der Preventioun, vun neien Technologien oder am Kontext vum One-Health-Prinzipp, also dem Zesummespill tëschent Mënsch, Déier an Ëmwelt.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. D'Wuert huet elo den Här Ben Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Här President, ech maachen et kuerz: No den Ausféierunge vum Här Bauler an och vun der Madamm Kemp géif ech heimadder d'Zoustëmmung gi vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. D'Wuert huet elo den Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, d'Direktiv hannert dësem Gesetzestext aktualiséiert d'Ufuerderungen un d'Formatioun vum Veterinär.

D'ADR dréit dëse Gesetzestext mat – esou wäit, esou gutt. Mir weisen awer op den Avis vum Collège vétérinaire hin. Hie wënscht sech „un cadre législatif régissant certaines professions para-vétérinaires, à l'instar de celui applicable à la profession d'infirmier".

Fir dës paraveterinär Beruffer existéiert zu Lëtzebuerg effektiv keen ausgeschaffte gesetzleche Beruffskader. Deels si se guer net spezifesch gereegelt oder just indirekt, an doduerch si se och manner geschützt.

Eis Deputéiert, d'Madamm Schoos, hat dozou d'lescht Joer am Januar eng Motioun deposéiert, wou d'Regierung gefrot gëtt, den néidege legale Kader ze schafen, fir de Beruff vum Assistant vétérinaire a vum Déierefleeger ze definéieren an ze reglementéieren. Dës Motioun ass ugeholl ginn. Duerfir wollt ech d'Regierung haut dorun erënneren an d'Madamm Minister och hei froen, wou dës Efforten dru sinn.

Merci.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci. Also ech géing deem heite Projet dann och zoustëmmen am Numm vun deene Gréngen, well et ass wierklech eng Ëmsetzung vun enger Direktiv, e féiert zu méi Rechtssécherheet an och zur Stäerkung vun deem Beruff an och zum Schutz vun den Déieren. Voilà.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci. Och d'Piraten kënnen dësem Gesetz zoustëmmen. A mir begréissen d'Ännerungen, déi fir juristesch Sécherheet suergen, wat de Begrëff vun Héichschoulen an anere Formatiounen ugeet. A mir ginn dofir eis Zoustëmmung.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, beim éischte Projet de loi vun der Madamm Ministesch hu mer dergéint gestëmmt. Beim zweeten hu mer eis enthalen.

(Hilarité)

Dës Kéier wäerte mer derfir stëmmen.

Plusieurs voix | A!

M. David Wagner (déi Lénk) | Et ass eng graduell Verbesserung.

Merci.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Dat ass wierklech ganz diversifizéiert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

D'Regierung kann d'Wuert kréien, wa se et wëllt. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Merci, Här President. Ech soen och hei dem Rapporter Merci an och Merci fir déi grouss Zoustëmmung.

Wat de Commentaire vum Här Weidig betrëfft, do ass et am Fong ... Paraveterinär Beruffer ze schafen, dat läit a sech net a menge Kompetenzen, dat läit an de Kompetenze vun engersäits dem Gesondheetsministère an anerersäits dem Landwirtschaftsministère.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

Mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8649 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8649[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8649 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort, da si mer souwäit. Bon, da maachen ech de Vott esou zou.

D'Resultat ass: Jo: 59, Nee: keng, Abstentioun: keng. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun a kenger Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8649 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Zeimet), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par Mme Corinne Cahen), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Polidori), Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An domat si mer dann och ...

(Interruption par M. Michel Wolter)

Mir checken dat. Wann Är Stëmm feelt, ginn ech dovunner aus, datt Der Jo gestëmmt hätt, an da géinge mer op 60 eropkommen.

Dat checke mer elo direkt.

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | Domat si mer dann trotzdeem um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. An déi nächst Sëtzunge si fir de 7., 8. an 9. Juli virgesinn.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.43 heures.)

150e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 50
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 50
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** p. 50
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 51
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Dépôt d'une motion par M. Sven Clement** p. 51
   Exposé : M. Sven Clement
6. **Heure de questions au Gouvernement** p. 52
   Question n° 366 du 7 juillet 2026 de M. Alex Donnersbach relative à d'éventuels rapatriements vers l'Afghanistan, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 52
   M. Alex Donnersbach | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
   Question n° 367 du 7 juillet 2026 de M. Ben Streff relative à un soutien aux viticulteurs face aux effets de la canicule et du réchauffement climatique, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
   Question n° 368 du 7 juillet 2026 de M. André Bauler relative aux effets de la canicule sur les récoltes, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture p. 52
   M. Ben Streff | M. André Bauler | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
   Question n° 369 du 7 juillet 2026 de M. Michel Lemaire relative à la protection des consommateurs contre la fraude aux cartes bancaires, adressée à Mme la Ministre de la Protection des consommateurs p. 53
   M. Michel Lemaire | Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs
   Question n° 370 du 7 juillet 2026 de Mme Stéphanie Weydert relative aux statistiques de création et de cessation d'entreprises, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme p. 54
   Mme Stéphanie Weydert | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme
   Question n° 371 du 7 juillet 2026 de Mme Djuna Bernard relative à la gestion de la canicule dans les centres d'hébergement pour réfugiés, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil p. 54
   Mme Djuna Bernard | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil
   Question n° 372 du 7 juillet 2026 de M. Marc Hansen relative à l'intégrité et à l'indépendance du sport international, adressée à Mme le Ministre des Sports p. 55
   M. Marc Hansen | Mme Martine Hansen, Ministre des Sports
   Question n° 373 du 7 juillet 2026 de M. Sven Clement relative aux retards dans la numérisation des secteurs de la santé et de la justice, adressée à Mme la Ministre de la Digitalisation p. 55
   M. Sven Clement | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation
   Question n° 374 du 7 juillet 2026 de Mme Taina Bofferding relative au phénomène récent du nihilisme violent extrémiste au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 56
   Mme Taina Bofferding | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
   Question n° 375 du 7 juillet 2026 de M. Tom Weidig relative à l'impact de la régularisation des migrants en situation irrégulière en Espagne sur le Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 57
   M. Tom Weidig (intervention de M. Sven Clement) | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
7. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Yves Cruchten** p. 57
   Exposé : M. Yves Cruchten
8. **Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten** p. 57
   Exposé : M. Yves Cruchten
9. **Ordre du jour (suite)** p. 58
   M. Claude Wiseler, Président
10. **Interpellation de Mme Taina Bofferding au sujet de la situation des femmes incarcérées** p. 58
    Exposé : Mme Taina Bofferding (dépôt des motions 1 et 2)
    Débat : Mme Stéphanie Weydert | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana (dépôt de la motion 3) | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. Marc Baum
    Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Taina Bofferding (parole après ministre) (interventions de Mme la Ministre Elisabeth Margue) | Mme la Ministre Elisabeth Margue
    Motion 1 : Mme Stéphanie Weydert | Mme Sam Tanson | Mme Carole Hartmann | M. Dan Hardy | Mme Taina Bofferding
    Vote sur la motion 1 (rejetée)
    Motion 2 : Mme Stéphanie Weydert | Mme Sam Tanson | M. Marc Baum | M. Dan Hardy | Mme Taina Bofferding
    Vote sur la motion 2 (rejetée)
    Motion 3 : Mme Stéphanie Weydert | Mme Sam Tanson | M. Marc Baum | M. Dan Biancalana
    Vote sur la motion 3 (rejetée)
11. **Dépôt d'une motion et d'une résolution par M. Ben Polidori** p. 71
    Exposé : M. Ben Polidori

12. **8421 – Projet de loi sur la promotion du journalisme professionnel et du débat démocratique et portant modification :**
1° de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias ;
2° de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ;
3° de la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel **p. 72**

Rapport de la Commission des Médias et des Communications : Mme Françoise Kemp

Discussion générale : Mme Françoise Kemp | Mme Corinne Cahen | Mme Francine Closener (dépôt de l'amendement 1) (dépôt une demande de vote séparé sur l'article 9 du projet de loi 8421) | M. Dan Hardy (intervention de Mme Corinne Cahen) | Mme Djuna Bernard (dépôt de la motion 1) | M. Sven Clement | M. David Wagner (intervention de M. Tom Weidig)

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Vote séparé sur l'article 9 du projet de loi 8421 (adopté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8421 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Françoise Kemp | Mme Francine Closener | Mme Corinne Cahen | M. Dan Hardy | M. David Wagner (interventions de Mme Françoise Kemp, Mme Sam Tanson et M. Sven Clement) | Mme Djuna Bernard

Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

13. **8031 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance** **p. 80**

Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Weiler

Discussion générale : M. Charles Weiler | M. Gérard Schockmel | M. Dan Biancalana | M. Dan Hardy | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8031 et dispense du second vote constitutionnel

14. **8735 – Projet de loi portant modification :**
1° du Code de commerce ;
2° de la loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1023 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative aux cadres de restructuration préventive, à la remise de dettes et aux déchéances, et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures en matière de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes, et modifiant la directive (UE) 2017/1132 (directive sur la restructuration et l'insolvabilité) **p. 83**

Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Mosar

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8735 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Max Hahn, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Well d'Ëmweltkommissioun sech nach muss concertéieren an eng Propos maachen, wat d'Zesummesetzung vun der Délégation luxembourgeoise auprès de la Conference of the Parties ugeet, proposéieren ech Iech, dëse Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten erofzehuelen.

Ass d'Chamber mat dëser Propos averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Ass d'Chamber mat dem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 7 juillet 2026

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les dossiers législatifs suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8772 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2025

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 19/06/2026

8773 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 19/06/2026

8774 – Projet de loi portant la mise en place d'un régime d'aides pour la réduction temporaire du prix de l'électricité en faveur des grands consommateurs d'électricité

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 22/06/2026

8775 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 22/06/2026

8776 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur la coopération sanitaire transfrontalière, fait à Bruxelles, le 29 mars 2023

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 25/06/2026

8777 – Projet de loi relatif au financement de services de restauration collective de Restopolis exploités par délégation

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 25/06/2026

8778 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire ;
2° de la loi modifiée du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg

Dépôt : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 25/06/2026

8779 – Projet de loi portant modification de :
– la loi modifiée du 15 juillet 2022 instaurant un régime d'aides dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour la période 2021-2030 ;
– la loi du 8 décembre 2025 ayant pour objet le renouvellement du régime d'aides à la protection de l'environnement et du climat

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 26/06/2026

8780 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/06/2026

8781 – Projet de loi relative aux véhicules routiers à conduite automatisée et modifiant la loi du 30 avril 2008 portant
a) création de l'Administration des Enquêtes Techniques
b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et
c) abrogation de la loi du 8 mars 2002 sur les entités d'enquêtes techniques relatives aux accidents et incidents graves survenus dans les domaines de l'aviation civile, des transports maritimes et des chemins de fer

Dépôt: Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 29/06/2026

8782 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 01/07/2026

8218A – Projet de loi portant modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Scission du projet de loi 8218 le 02/07/2026

8218B – Projet de loi portant modification : 1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ; 2° de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Scission du projet de loi 8218 le 02/07/2026

8783 – Projet de loi relative au financement de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of Denmark on the statistical transfers of energy from renewable sources under directive 2018/2001/EC », fait à Hambourg, le 26 janvier 2026

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 02/07/2026

8784 – Projet de loi portant introduction d'un dispositif d'aides pour les clubs de sport affiliés auprès d'une fédération sportive agréée et portant modification de la loi du 29 juillet 2023 portant création de l'Institut national de l'activité physique et des sports

Dépôt : Mme Martine Hansen, Ministre des Sports, le 02/07/2026

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

4144 – Demande de pétition ordinaire : Égalité d'aides financières entre élèves de cours du soir et de jour

Dépôt : Mme Rim Mzoughi, le 16/06/2026

4145 – Demande de pétition publique : L'avenir de nos enfants est en jeu : pour une revalorisation des métiers socio-éducatifs au Luxembourg

Dépôt : Mme Cihan Icme, le 17/06/2026

4146 – Demande de pétition publique : Modernisation intelligente des feux de signalisation au Luxembourg afin de réduire les embouteillages, les émissions et les pertes de temps

Dépôt : M. Benjamin Bintener, le 17/06/2026

4147 – Demande de pétition publique : Pour l'équité sociale : revalorisation des frais de déplacement forfaitaires (FD) et inclusion des frontaliers dans les aides de crise

Dépôt : M. Thomas Minisini, le 18/06/2026

4148 – Demande de pétition publique : Führerschein ab 17

Dépôt : Mme Mina Nefeli Nys, le 18/06/2026

4149 – Demande de pétition ordinaire : Überstunden in Regie-Zahlung ausgeben

Dépôt : Mme Sally Fischer, le 19/06/2026

4150 – Demande de pétition publique : Eng maximal Temperatur festleeën, ënnert där ee ka schaffen

Dépôt : Mme Amy Kinnen, le 21/06/2026

4151 – Demande de pétition publique : Adaptation de la réglementation sur le teintage des vitres avant des véhicules pour des raisons de santé publique et de sécurité routière

Dépôt : M. Sherif Assif Watson, le 22/06/2026

4152 – Demande de pétition publique : Fermeture temporaire de l'école d'Alzingen en raison de la canicule

Dépôt : Mme Carmela Pellegrini, le 22/06/2026

4153 – Demande de pétition publique : La climatisation dans toutes les écoles du Luxembourg

Dépôt : M. Harry Benjamin Bolson, le 24/06/2026

4154 – Demande de pétition publique : Installation de panneaux photovoltaïques et de systèmes de refroidissement intelligents dans les établissements scolaires du Luxembourg

Dépôt : M. Ryan Mark Shepherd, le 24/06/2026

4155 – Demande de pétition publique : Fir méi angeneem Temperaturen an de Schoulraim

Dépôt : Mme Dina Alic, le 24/06/2026

4156 – Demande de pétition publique : Création d'une plateforme nationale centralisée et numérique de réclamations pour la protection des consommateurs au Luxembourg

Dépôt : M. José António Cravo Fernandes, le 24/06/2026

4157 – Demande de pétition publique : Pour l'installation de systèmes de refroidissement durables et l'adaptation climatique dans les écoles et maisons relais au Luxembourg

Dépôt : M. Ricardo Antônio Wanderley Neves Filho, le 25/06/2026

4158 – Demande de pétition publique : Pour un Plan national de climatisation et de refroidissement des bâtiments publics au Luxembourg

Dépôt : M. Bruno André Rodrigues Coelho, le 25/06/2026

4159 – Demande de pétition publique : Étude de faisabilité pour faire du Luxembourg la destination du plus ambitieux parc à thèmes d'Europe, moteur du tourisme, de l'innovation et de l'économie de demain

Dépôt : M. Carlos Manuel Boucinha Pereira, le 27/06/2026

4160 – Demande de pétition publique : Lancer une étude nationale pour la création d'une plateforme européenne de mobilité, d'innovation et de connectivité dans le nord du Luxembourg

Dépôt : M. Carlos Manuel Boucinha Pereira, le 27/06/2026

4161 – Demande de pétition ordinaire : Rendre obligatoire l'installation d'un système de refroidissement efficace dans tous les logements destinés à la location au Luxembourg

Dépôt : M. Tarek Ben Othman, le 27/06/2026

4162 – Demande de pétition publique : Pour le droit d'emmener son chien dans les commerces de proximité !

Dépôt : M. Alex Becker, le 28/06/2026

4163 – Demande de pétition publique : Débat public sur la place de la tablette dans l'enseignement

Dépôt : M. Pierre-Emmanuel William Rémondot, le 28/06/2026

4164 – Demande de pétition publique : Pour la santé et la dignité des patients : rendons obligatoire la climatisation et le maintien des chambres d'hôpitaux sous 25 °C

Dépôt : M. Ludovic Lemoine, le 28/06/2026

4165 – Demande de pétition publique : Instaurer un horaire de travail (séance unique) continu de 7 heures pendant les mois de juillet et août afin de protéger les travailleurs face aux fortes chaleurs

Dépôt : M. Ahmed Gana, le 29/06/2026

4166 – Demande de pétition ordinaire : Verkehrsberuhigung Mertert-Wasserbillig

Dépôt : Mme Barbara Martina Kaspari, le 29/06/2026

4167 – Demande de pétition publique : Augmentation de la franchise fiscale de 500 EUR sur les plus-values financières

Dépôt : Mme Alessandra Apruzzese, le 30/06/2026

4168 – Demande de pétition publique : Schützt eist Grondwaasser, reduzéiert den Offall an eliminéiert eis staark Ofhängegkeet vun auslänneschen Energieimporter

Dépôt : M. Raphael Gomes Rodrigues, le 01/07/2026

4169 – Demande de pétition publique : Reconnaissance des titres/diplômes sanctionnant des études professionnelles supérieures

Dépôt : M. André Mathias Schmit, le 03/07/2026

4170 – Demande de pétition publique : Dass Hausdéieren erlaabt ginn a Wunnenge fir ze lounen

Dépôt : Mme Tania Heuschling, le 04/07/2026

4171 – Demande de pétition publique : Prüfung einer Reform des luxemburgischen Wahlsystems mit dem Ziel, parteiunabhängige Kandidaturen und eine stärkere direkte Mitbestimmung der Bürgerinnen und Bürger zu ermöglichen

Dépôt : Mme Samy Seidenthal, le 04/07/2026

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Commission des Pétitions n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions tels qu'ils ont été renseignés par les pétitionnaires.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun enger parlamentarescher Kommissioun ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ersetzt den Här Claude Haagen d'Madamm Taina Bofferding all Kéier fir de Punkt iwwert d'Proposition de loi 8562 iwwert d'Aféierung vum Droit à l'oubli an all Kéier fir de Punkt iwwert d'Proposition de loi 8744 iwwert d'Schafe vun engem Recht op eng universell Gesondheetsversuergung, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun dëse Proposition-de-loien.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

5. Dépôt d'une motion par M. Sven Clement

Éier mer dann zum nächste Punkt kommen, der Heure de questions, hunn ech eng Demande de prise de parole fir den Depot vun enger Motioun vum Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass esou, datt mer aus der Press gewuer goufen, datt e wichtege Rapport, nämlech de Rapport vum LUCET, dem Luxembourg Centre for Educational Testing, deen am Kader vum Projet ALPHA gemaach gouf, schonn am Februar prett war an nom Dofirhale vum Educatiounsministère, vum Héichschoulministère soll bis Mëtt Juli zréckgehale ginn.

Elo ass et esou, datt awer d'Elteren hir Kanner musse bis den 9. Juli umellen an entscheeden, ob se an déi däitsch oder an déi franséisch Filière ginn, an deementspriechend haut u sech wichteg quantitativ a qualitativ Donnéeë feelen an et den Elteren domadder méi schwéier gemaach gëtt, eng informéiert

Entscheedung ze treffen, wou se hir Kanner dann umelle fir d'nächst Joer.

Elo wëll ech guer net op déi politesch Froen agoen. Dofir hunn ech eng Question parlementaire gestallt, firwat dat esou ass a firwat e Ministère der Meenung ass, datt dee Rapport net misst ëffentlech sinn. Ech sinn awer der Meenung, datt mir hei an der Chamber, wéi mer dat Gesetz gestëmmt hunn, gesot hunn, mir géifen eis op empiresch Donnéeë baséieren. A mir krute vun der Regierung gesot, datt all d'Rapporte ganz kloer géifen drop hindeiten, datt de Projet ALPHA jo e Benefiss fir d'Kanner wär. Ma wann dat esou ass, da soll de Minister och all d'Rapporten ëffentlech maachen, an dat éier d'Eltere mussen hire Choix maachen.

An dofir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, deposéieren ech hei eng Motioun mat engem ganz einfachen Zil, nämlech datt nom Stëmme vun där Motioun de Ministère innerhalb vu 24 Stonnen dee Rapport ëffentlech mécht. Da kann en deen nach ëmmer qualifiéieren, wéi e wëllt, mee ech mengen, datt d'Elteren e Recht hunn, ier se e Choix, deen irreversibel fir hir Kanner ass, huelen, Kenntnis vun allen Informatiounen ze hunn. An dofir wäerte mer déi heite Motioun deposéieren.

Ech soen Iech Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– datt d'Elteren, deenen hir Kanner am Schouljoer 2026/2027 an de Cycle 1.2 kommen, d'Wal vun der Alphabetiséierungssprooch (Franséisch oder Däitsch) fir hiert Kand elo treffe mussen;

– datt de wëssenschaftleche Rapport vum LUCET (Luxembourg Centre for Educational Testing), deen d'Resultater vun de Schüler zwee Joer no der éischter Pilotphas vum Projet ALPHA auswäert, laut dem Sëtzungsprotokoll vum Steering Committee schonn zënter Februar 2026 fäerdeg ass;

– datt d'Publikatioun vun dësem Rapport op Decisioun vun de stëmmberechtegte Memberen aus dem Bildungs- an Héichschoulministère bis Mëtt Juli 2026 ënner Embargo gestallt gouf, ouni datt de LUCET selwer, dee kee Stëmmrecht am Steering Committee huet, dëser Decisioun zougestëmmt huet;

– datt d'Eltere bis den 9. Juli eng zentral Entscheedung fir déi schoulesch Zukunft vun hire Kanner treffen, ouni Zougang zu deene rezentste wëssenschaftlechen Erkenntnisser ze hunn, déi extra fir dës Entscheedungshëllef erhuewe goufen;

– datt dëst Virgoen d'Vertrauen an d'Transparenz an d'Onofhängegkeet vun der wëssenschaftlecher Begleedung vun der Bildungspolitick a Fro stellt.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– de Rapport vum LUCET zum Projet ALPHA innerhalb vu 24 Stonnen ëffentlech ze publizéieren, sou datt d'Elteren op enger informéierter Basis decidéiere kënnen.

(s.) Sven Clement, Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

6. Heure de questions au Gouvernement

An da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar enger Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chamberreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 366 vum Här Alex Donnersbach un den Här Inneminister iwwer méiglech Rapatriementer an Afghanistan. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 366 du 7 juillet 2026 de M. Alex Donnersbach relative à d'éventuels rapatriements vers l'Afghanistan, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, léif Kolleeginnen, Här Minister, rezent gouf bekannt, datt et zu Bréissel eng Reunioun zwëschent Vertrieder vun der Europäescher Unioun an enger Delegatioun vun den Taliban gouf, engem Regimm, deen, wéi mer wëssen, d'Mënscherechter a besonnesch och d'Fraerechter ëmmer erëm mat Féiss tréppelt. Dobäi soll et ënner anerem ëm méiglech Retoure vun afghanesche Migranten ouni Openthaltsgeneemegung gaange sinn.

An deem Kader wollt ech dem Inneminister Froen zu deene méigleche Réckféierungen an Afghanistan stellen. Huet Lëtzebuerg un der Reunioun deelgeholl a wéi eng Suitë gëtt et no der Reunioun? A wéi ass generell d'Positioun vun der Regierung par rapport zu méigleche Réckféierungen an Afghanistan?

Ech soe Merci.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Här President, merci fir déi Fro. Mir wëssen alleguer: Den Taliban-Regimm ass keen demokratesche Regimm. D'Mënscherechter, besonnesch vu Fraen a Kanner, ginn do mat Féiss getréppelt. Mir wëssen och leider, datt d'Allied Forces et net fäerdegbruecht hunn, do de Regimm ze changéieren.

Mir hunn als lëtzebuergesch Regierung net un der technescher Reunioun deelgeholl. Lëtzebuerg huet och aktuell keng Pläng, Retouren an Afghanistan duerchzeféieren. An et goufen och keng Konsulatskontakter mat Afghanistan, säit d'Taliban erëm un der Muecht sinn.

Den Inneministère akzeptéiert awer d'europäesch Beméiungen, fir de Kader ze klären, wann an Zukunft Retouren duerchzeféiere wäre vu schwéiere Stroftäter oder Leit, déi eng Bedroung si fir déi ëffentlech Sécherheet. An deem Sënn ass och e Bréif vun 20 Memberstaaten un d'Kommissioun gaang, dee mir mat ënnerschriwwen hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 367 vum Här Ben Streff un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau iwwert d'Hëllefe fir d'Wënzer, déi mat de Follge vun der Hëtztwell a vun der Äerderwäermung konfrontéiert ginn. An duerno hu mer – an ech mengen, datt mer dat sollten zesummenhuelen, wann Der domat d'accord sidd – d'Fro Nummer 368 vum Här André Bauler och un d'Ministesch fir Landwirtschaft iwwert d'Auswierkung vun der Hëtztwell op d'Recolten. Wann Der domat d'accord sidd, huele mer déi zwou zesummen.

(Assentiment)

An da géing ech fir d'éischt dem Här Ben Streff d'Wuert ginn. Här Streff, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 367 du 7 juillet 2026 de M. Ben Streff relative à un soutien aux viticulteurs face aux effets de la canicule et du réchauffement climatique, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

– Question n° 368 du 7 juillet 2026 de M. André Bauler relative aux effets de la canicule sur les récoltes, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

M. Ben Streff (LSAP) | Merci, Här President. D'Klimakris ass e Fakt. Si verännert eist Liewen a wäert à moyen terme zu grave Konsequenze fir eis alleguerte féieren. Quasi fir all Mënsch an all Secteur wäert dës Kris negativ Konsequenze mat sech bréngen. Ee Secteur, wou dat zu Lëtzebuerg op den éischte Bléck vläicht manner gëllt, ass eis Viticulture. Méi waarm Temperaturen an der Moyenne kéinten eventuell eng Chance fir dëse Secteur duerstellen.

Wat allerdéngs ganz sécher keng Chance ass, sinn déi Wiederextreemer, déi mer an der Lescht an ëmmer méi dacks kennen. Ech denken u Staarkreen, mee notamment och un d'Hëtztwellen an déi rezent Canicullen, där et ëmmer méi gëtt. Ech sinn duerfir der Iwwerzeegung, dass mer preventiv, awer och an Urgence eise Wënzer ënnert d'Äerm gräife sollen a mussen. Gesäit d'Regierung dat och esou? Wa jo, wat wëll si preventiv maachen, beispillsweis a punkto nei Riewen, déi awer eventuell genat misste ginn, virun allem wa se eeben extreemen Hëtzten ausgesat sinn. Stéchwuert Dréchestress.

Huet d'Regierung eng Strategie, fir d'Viticulture un déi ëmmer méi heefeg Hëtztwellen unzepassen? Sinn Hëllefen oder Investitiounsprogrammer virgesinn, beispillsweis wat de Waassermanagement ugeet, d'Begréngung vun de Wéngerten, Support bei der Auswiel vu resistenten Zorten oder aner Adaptatiounsmesüren? Huet d'Ministesch eventuell schonn éischt Resultater vum Projet „Dry Vineyard" virleien?

Nieft dem Schutz vun de Kulture stellt sech awer och d'Fro vum Schutz vun de Mënschen, déi an de Wéngerte schaffen. Bei ëmmer méi heefege Canicullen ass d'Aarbecht an der Sonn fir jiddereen, dee bausse schafft, eng reell Gesondheetsgefor. Ass d'Regierung amgaang, och fir dëse Secteur Richtlinnen oder Mesüren auszeschaffen, fir an der Lies d'Wënzer respektiv hir Mataarbechter ze schützen an ze ënnerstëtzen? Här President, kommt, mir schützen a stäerken, wat eise Wäert ass, an dozou gehéieren zu Lëtzebuerg ganz sécher och de Wäin, de Cremant an d'Leit, déi e maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Streff. Ech ginn dann dem Här André Bauler d'Wuert. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Jo, de Moment hu mer et mat enger längerer Dréncheperiod ze dinn, déi da virun e puer Deeg an enger reegelrechter Extreemhëtzt excelléiert huet, wann een dat esou ka soen, déi also eng Extreemhëtzt mat sech bruecht huet. Et gesäit och an deenen nächsten Deeg esou aus, wéi wann et weider net reene géif. D'Biedem jäizen also no Waasser a si plazeweis haart wéi Gapp.

Dës Situatioun, déi elo schonn e puer Wochen dauert, huet ouni Zweifel en Impakt op d'Recolte vun 2026. A virun deem Hannergrond wollt ech d'Madamm Landwirtschaftsminister Follgendes froen:

Éischtens: Wat fir e Feedback, wat fir eng Réckmeldung – et war jo elo just d'Foire agricole – huet d'Madamm Minister bis ewell vum Secteur kritt, a virun allem vun eise Baueren a Gäertner, an eis Wënzer natierlech net ze vergiessen?

Da wollt ech froen: Kann een elo schonn zu dësem Moment den Impakt vun der Dréchent op verschidde Planzen, wéi zum Beispill d'Kären, eventuell och d'Gromperen, mee virun allem de Mais, an domadder d'Recolte, déi ze erwaarden ass, ofschätzen?

An zum Schluss wollt ech froen: Wat fir Moossname wäerten an Zukunft musse geholl ginn, fir de Schued eenegermoossen ze begrenzen? A wéi kann de Landwirtschaftsministère dobäi konkreet hëllefen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. Dann huet d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft d'Wuert, fir op déi zwou Froen ze äntweren.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Jo, villmools merci. A villmools merci fir déi zwou Froen. Ech fänke vläicht direkt beim André Bauler senger Fro un, ob ech Feedback kritt hunn. Ma ech war elo déi dräi Deeg op der Foire agricole an et huet u sech kee mech direkt op d'Dréchent oder op d'Hëtzt ugeschwat, ausser bei de Mëllechkéi, well och do – an dorobber sidd Der lo net agaang – d'Mëllechleeschtung ganz staark ofhëlt duerch déi Hëtzt.

Dat Zweet, den Impakt vun der Dréchent op verschiddene Plazen, Käre, Gromperen an esou weider … Wat kloer ass: D'Ertragssituatioun ass variabel. Et hänkt vun der Regioun of – verschidde Regiounen hunn e bësse Ree kritt, aner net –, vum Buedem.

D'Wanterkulturen, déi sinn – et ass jo och scho gedresch – plus/minus an der Rei. Et geet vu schlecht bis ganz gutt, mee an der Mëtt ass et an der Rei. D'Summerkulture stinn definitiv manner gutt do. Do musse mer ofwaarden, wann d'Recolte ass.

Mais a Grompere sinn nach an der Rei. Mee wéi gesot, beim Mais och do …, well verschiddener hu sech nach net esou gutt entwéckelt, mee wann elo do Ree kënnt, da kënnen déi dat natierlech nach ophuelen. Déi stinn nach eng Zäitchen do.

D'Wisen, do hate mer e gudden éischten an zweete Schnatt. Dat heescht, do sinn d'Fudderreserve gefëllt. Am Moment ass et dréchen dobaussen, am Moment kënnt natierlech näischt. Mee fir fir d'Joer iwwer eppes ze soen, ass et nach schwéier.

An d'Geméis, do muss egal wéi bewässert ginn. An dat huet natierlech en Afloss op d'Käschten, déi mer herno hunn, well dëst Joer muss da warscheinlech méi bewässert ginn.

Also, schlussfollgerend ass et nach ze fréi, fir e Bilan ze zéien.

D'Moossname vun der Zukunft, dat ass natierlech d'Sortewal, dat ass d'Berodung, dat ass och d'Ubauverfaren, wou ee muss oppassen. Och vläicht: Wéi eng Kulture bauen ech wou un? Vläicht méi Wanterkulturen.

Dat si Saachen, op déi ee muss oppassen, wou et awer schwéier ass, eng allgemeng Richtlinn ze ginn, well et ka gradesou gutt sinn, datt et d'nächst Joer erëm eng Kéier en naasst Joer gëtt oder e méi kaalt Joer. Dat heescht, dat sinn eeben Decisiounen, déi een eenzelbetriblech muss huelen.

D'Bewässerung am Geméisbau bleift e Sujet d'actualité. Ech mengen, dat ass d'selwecht am Wäibau. Dofir kann ech och direkt schonn dorobber äntwerten. D'Bewässerung, dat ass virun allem, wann ee Jongplanzen am Wäibau huet. Déi mussen am Moment genat ginn.

Dat, wat Lëtzebuerg huet, ass de Versécherungsschutz. Dat hat de Fernand Etgen mat agefouert. Do si mer zimmlech eenzegaarteg an Europa. Mir bezuele 60 % vun enger Versécherungszomm, an do kann een eng Versécherung maachen, och an den Akerkulturen an och am Gréngland, géint d'Dréchent.

Beim Wäibau ass et net méiglech, déi Assurance ze maachen. Si sinn awer amgaang ze kucken, ob och do eng Assurance méiglech ass. Et ass just schwiereg, den Ertragsënnerscheed kënnen do ze moossen. Mee wéi gesot, dat gëtt analyséiert.

Wann eppes ze assuréieren ass, da kann de Staat keng Bäihëllef bezuelen. Wann eppes net ze assuréieren ass, da kann en eventuell eng Bäihëllef bezuelen, wann d'Regierung elo seet: „Dat do ass eng national Katastroph." An da muss een nach beweisen, datt een 30 % manner Ertrag huet, ier een do kann eventuell eng Bäihëllef bezuelen.

Och do, Dir hutt no Resultater vum Rechercheprojet gefrot. Wat ech emol wëll soen: Wat mer prophylaktesch maachen, ass, datt mer an d'Recherche investéieren, den IVV och zesumme mam LIST. D'Resultater sinn nach net do. Wa Resultater do sinn, da gi se direkt iwwert d'Berodung eraus un d'Betriber.

Wat mer och musse maachen, dat ass kucken, wéi mer d'Drauwe géint de Sonnebrand schütze kënnen, well Dir hutt och elo gesinn – mir ware gëschter am Wéngert –: Et si plazeweis scho schwaarz Flecken do. Dat heescht, wéi kann een dat maachen?

Dann den optimalen Datum, fir d'Blieder erofzehuelen. Dat si Saachen, déi an der Recherche gekuckt ginn, fir de Wënzerbetriber och domadder kënnen ze hëllefen. Wéi gesot, den IVV schafft do proaktiv mat.

Richtlinne fir d'Leit, fir an d'Lies ze goen: Ben, där hu mer keng. Jiddwer Patron muss no der Gesondheet vu senge Leit kucken an ech mengen, et ass evident, do muss ee sech géint d'Sonn schützen an et muss ee genuch drénken an et muss een och hinne genuch Drénkwaasser zur Verfügung stellen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Elo komme mer zur Fro Nummer 369 vum Här Michel Lemaire un d'Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz iwwert de Konsumenteschutz bei Kreditkaartebedruch. Här Lemaire.

– Question n° 369 du 7 juillet 2026 de M. Michel Lemaire relative à la protection des consommateurs contre la fraude aux cartes bancaires, adressée à Mme la Ministre de la Protection des consommateurs

M. Michel Lemaire (ADR) | Jo, villmools merci, Här President.

Merci och, Madamm Minister, dass Der d'Fro unhuelt. Ech weess, et ass och Finanzen, mee ech denken, et ass awer och virun allem Konsumenteschutz. Et ass e perséinleche Fall, deen awer ganz sécher och vun Intérêt général ass.

Net méi spéit wéi gëschter sinn ech an deem Fall vu mengen Eltere gewuer ginn, dass hinne vun enger Kreditkaart – an deem Fall vun enger Visa Sëlwer – 1.600 Dollar ofgezu goufen, iwwer EA Mexiko an deem Fall. D'Sue si vu Costa Rica ofgaangen.

Et ass eng Kaart, mat där si noweislech ni am Internet bestallt hunn, déi ni am Ausland benotzt gouf. Si sinn och net op eng Arnaque eragefall an et gouf och keng Confirmatioun, datt si iwwer Sécherheetssystemer wéi zum Beispill 3D Secure iergendeppes bestätegt haten.

D'Kaart ass direkt gespaart ginn a bei d'Police gaang. D'Spuerkeess huet hinne gesot, dass et ganz onwarscheinlech ass, dass si déi Suen nach zréckkréien, well et ass eng Transaktioun, déi dann iwwer e System vu Worldline eeben ofgewéckelt gëtt. An et ass och net novollzéibar, wou déi Suen iergendwéi ofgaange sinn.

Um Reesbüro ass hinnen da gesot ginn an och op der Spuerkeess, dat dote kéint passéieren, dass dat keen Eenzelfall wär. An an deem Fall ass och um Reesbüro gesot ginn, bei deem si dann eeben eng Kéier d'Joer déi Kaart benotzen, dass hinnen och ewell vun anere Fäll bekannt wär, dass einfach Suen ofginn ouni iergendwéi eng Kontroll.

Natierlech si Leit wéi meng Elteren, an och aner Leit veronséchert. Si hunn direkt d'Limitt erofgesat vun der Kaart. An et freet ee sech jo dann awer e bëssen, ob een do net komplett vogelfrei an deem Fall ass. Ech mengen, et muss ee jo wëssen, fir vill Leit sinn 1.600 Dollar oder Euro ganz vill Geld.

Dofir, sachant dass Dir net Finanzminister sidd, wollt ech awer en vue vum Konsumenteschutz dräi méi allgemeng Froe stellen.

Bestinn oder wësst Dir Bescheed iwwer strukturell Sécherheetsproblemer fir d'Konsumenten, déi esou eng Kaart notzen? Ass eventuell gewousst, wou déi Lücke sinn? An allgemeng: Wat maache mer an deem Fall, fir d'Konsumenten ze schützen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Lemaire.

Ech wëll Iech awer just drop opmierksam maachen, datt, wann Der esou prezis Froen hutt, déi zwar schonn en Intérêt général kënnen hunn, wär et natierlech gutt, wann et an der Fro méi preziséiert wär, fir datt d'Regierung sech och anescht kéint drop virbereeden, well esou ass et relativ komplizéiert, hunn ech d'Impressioun. Ech wollt Iech dat just zur Remark maachen.

Madamm Ministesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Jo, villmools merci. An den Här Lemaire huet Recht, et ass de Kompetenzberäich vum Finanzminister an de Finanzminister ass net hei haut. Dofir hu mer eis mam Finanzministère awer ofgeschwat. A fir Nofroe géif ech da bieden, mengen ech, datt een déi nach eng Kéier schrëftlech eragëtt.

Definitiv ass: Zu Lëtzebuerg gëllt, wéi an der ganzer EU, d'Direktiv PSD2, déi och bei eis an nationaalt Recht ëmgesat ginn ass, an zwar am Juli 2018. Et ass och eng nei Direktiv an Transpositioun, déi d'Rechter vun de Konsumenten do nach méi staark schütze wäert.

Wat awer de Prinzipp ass, dat heescht, wat net autoriséiert Geldofbuchungen ugeet, do ass de Konsument geschützt. An et läit un der Bank, nozeweisen, datt de Client eng schwéier Farlässegkeet gemaach huet, datt en zum Beispill de PIN-Code aginn huet. Dat heescht, do läit d'Beweislaascht bei der Bank.

A wat maache mer eeben, falls dat geschitt ass, sou wéi elo an dësem Fall? Ma fir d'alleréischt seng Bank kontaktéieren – ech mengen, dat ass jo gemaach ginn –, duerno eventuell, wann dat dann nach noutwendeg ass, de Service réclamation vun der Bank, dann direkt d'491010, déi Worldline Payment Services, fir d'Kaart spären ze loossen.

An dann, wann de Konsument – an dësem Fall dann Är Mamm oder Äre Papp, ech weess et net méi – der Meenung ass, datt d'Bank hir gesetzlech Flichten net agehalen huet, da kann e sech beim Service réclamation vun der CSSF mellen an d'CSSF ass fir déi Reklamatiounen zoustänneg.

Natierlech och, an dat hutt Der jo och gesot, eng Plainte bei der Police maachen.

An dann, eppes wat ganz wichteg ass. Wat mer maachen, dat sinn d'Sensibiliséierungsaarbechte vu BEE SECURE, fir wierklech jiddwerengem ze soen: „Passt wannechgelift op!" An och do kann een eng Berodung kréien, déi anonym ass, iwwert den 80021234.

E strukturelle Sécherheetsproblem, mengen ech, läit net vir. Mee wéi gesot, wann Der elo nach zousätzlech Detailfroen hutt, da gitt déi nach eng Kéier schrëftlech eran.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 370 vun der Madamm Stéphanie Weydert un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus iwwert d'Betribsgrënnung an -ofgab. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 370 du 7 juillet 2026 de Mme Stéphanie Weydert relative aux statistiques de création et de cessation d'entreprises, adressée à M. le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Här Minister, ech mengen, Dir hutt d'lescht Woch an der Ekonomieskommissioun eis dat Gesetz virgestallt, woumat Der d'Autorisation d'établissement wëllt iwwerschaffen. A mir ënnerstëtzen dat ganz kloer, och dass Leit, déi schonn eng Kéier e Betrib haten, nach eng Kéier sollen eng zweet Chance kréien, wa se schonn eng Faillite haten. Dat ass eng ganz gutt Mesür, well wann ee vläicht och eng Kéier Pech hat mat senger Iddi a mat der Ëmsetzung dovunner an d'Praxis, soll een natierlech nach eng Kéier d'Chance kréien, sech nei ze lancéieren.

Dir hutt dunn am Nomëtteg eng Pressekonferenz gemaach, wou Der dann och gesot hutt, dass vun 2024 op 2025 d'Unzuel vun neie Betriber vu 5.700 op 6.800 geklommen ass an dass iwwer 5.100 vun deenen neie Kreatiounen aus dem Commerce kommen a knapp 2.000 aus dem Beräich vum Handwierk.

Mir wëssen all: Commerce an Handwierk, dat si ganz breet Definitiounen. Kënnt Der eis vläicht méi konkreet soen, aus wéi enge geneeë Beräicher déi nei Betriber do entstane sinn? Wéi eng Handwierksbetriber dat sinn? An och wéi eng Commercebetriber?

An dann, bon, mir fannen et eng gutt Nouvelle, dass Leit sech trauen, e Betrib ze grënnen, mee leider déi aner Säit vun der Medail ass déi, dass net jiddereen et packt an dass och Faillitte kommen an dass do Cessations d'activité och an deem nämmlechten Zäitraum komm sinn.

Dofir wollt ech do nach froen, wéi vill d'Faillitte vun 2024 op 2025 variéiert hunn, ganz besonnesch wat d'Handwierk an de Commerce ugeet, wéi vill Cessation-d'activitéen et an deenen zwee Joer gouf a wéi Der Iech déi Entwécklung erkläert, Här Minister.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert.

Och hei géing ech déi selwecht Remark maache respektiv och fir déi Fro, déi duerno kënnt: Et ass einfach wichteg, datt mer vläicht e wéineg méi Prezisioun an de schrëftleche Froe kréien, well et ass e groussen Ënnerscheed zwëschent deem, wat Der schrëftlech eragitt, an deem, wat Der duerno mëndlech frot. Dat géing der Regierung erlaben, sech besser drop virzebereeden. Da krit Der och méi prezis Äntwerten. Merci dofir.

Här Minister.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci och der Madamm Weydert fir déi Fro.

Jo, ech mengen, dass et ganz wichteg ass, dass mer gesinn, bei der Presentatioun vun den Zuele vun den Autorisations d'établissement, déi mer d'lescht Woch gemaach hunn, dass, éischtens, mer par rapport zu engem Rekordjoer 2024 vun neien Autorisatiounen och fir 2025 just e ganz liichte Réckgang haten, mee dass mer trotzdeem nach gesinn, dass et also nach ganz vill Kreatioune vun neien Entreprisë gëtt.

D'GEM-Etüd (ndlr: Global Entrepreneurship Monitor), déi och deen nämmlechten Dag moies presentéiert ginn ass, weist och, dass déi meescht vun deene Kreatioune vun den neien Entreprisen net aus enger Necessitéit eraus kreéiert ginn, mee wierklech aus enger Opportunitéit kreéiert ginn, dat heescht vu Leit, déi soen: „A, ech gesinn eng Opportunitéit do, fir mech ze lancéieren." A se ginn och an der Majoritéit aus deene Grënn op de Wee, hir Entreprise ze kreéieren.

Zum Detail vun den eenzelnen Zuelen: Natierlech gëtt et eng Differenz tëschent den Activité-commerciallen op där enger Säit an deenen am Handwierk op där anerer Säit. A mir gesinn, dass mer am Handwierk eng grouss Croissance hunn, zemools an der Lëscht C.

D'Lëscht C ass nei agefouert ginn. Et gëtt jo dräi Lëschten: A, B an C. Fir A brauch een eng Meeschterprüfung, fir B eng Gesellepréifung, fir C keng Qualifikatioun an trotzdeem huet een e Beruff aus dem Handwierk. De Fotograf ass dat traditionellt Beispill, dat een do huet. Mir gesinn also, dass mer déi gréisste Kreatioun am Handwierk an der Lëscht C hunn.

Am Commerce gesi mer, dass déi meescht Aktivitéiten Activités de services commerciaux si mat 3.631 Stéck d'lescht Joer. Déi zweetgréisst Kategorie ass den Transport national de marchandises par route. An déi drëttgréisst Kategorie ass d'Exploitation d'un débit de boissons, also am Fong den Horeca-Beräich. Dat zu den Top 3, wou mer d'Autorisatiounen erausginn hunn. 246 Stéck fir den Horeca-Beräich.

Jo, et ass wouer, dass d'Faillite och ëmmer nach heiansdo en Deel vum Liewe vun enger Entreprise ass. Dofir ass jo och d'Deuxième Chance agefouert ginn, wou een ënner verschiddene Konditiounen och kann eng zweet Chance kréien, fir sech nei ze lancéieren.

Well et ass genau, wéi Der gesot hutt: Vläicht hat een eng ganz gutt Iddi, mee leider hat een awer eebe Pech bei der Vermaartung oder bei der Organisation interne. An och da soll een eng nei, eng zweet Chance kréien. Dofir hu mir och als Regierung deen Text proposéiert, fir d'Deuxième Chance nach méi breet opzemaachen, fir dass ech also eng zweet Méiglechkeet hunn, mech kënnen ze lancéieren.

Jo, d'Faillitte gehéieren dozou. Mir haten där am Commerce fir 2025 543, am Artisanat 272, bei de Professions libérales waren et der 18. Et gesäit een also, dass et bei de verschiddene Secteuren och Faillitte gëtt.

Et kann een heiraus dräi Saachen zéien:

Éischtens emol aus där GEM-Etüd, dass et aus Opportunitéit eraus ass, dass et zu deene meeschte Kreatioune kënnt.

Zweetens, dass d'Lëscht C, déi 2023 agefouert ginn ass, och mat ganz villen Autorisatioune weist, dass et Handwierksaktivitéite gëtt, déi vläicht keng Formatioun méi hei zu Lëtzebuerg hunn, awer trotzdeem nach an der Lëscht C eng ganz grouss Ouverture maachen. Ech hat virdru vum Beispill vum Fotograf geschwat. De Fotograf war traditionell een, deen einfach ënner Vente gefall ass, also Activité commerciale. Et ass awer en Handwierk an dat huet esou hei och elo seng richteg Plaz, net nëmmen an der Chambre des Métiers, mee och bei den Autorisatiounen.

Drëttens gesi mer, dass d'Faillitten och besonnesch bei de Métiers de la construction, beim Génie civil liicht eropgaange sinn, mer awer net méi do sinn, wou mer virdru waren, besonnesch wann ee gesäit, dass de Secteur vun der Constructioun déi meescht Neigrënnungen och an deem Secteur vun der Construction habitat huet, wat awer dorunner läit, datt besonnesch de Portier op där enger Säit an och den Entretien vun de Gebaier op där anerer Säit an der nämmlechter Kategorie sinn – an dat ganz oft. Dat sinn der, déi sech en nom personnel lancéieren, fir Portierservicer unzebidde respektiv Entretien vun de Gebaier.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 371 vun der Madamm Djuna Bernard un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil iwwert d'Gestioun vun der Hëtztwell an de Flüchtlingsstrukturen. Madamm Bernard.

– Question n° 371 du 7 juillet 2026 de Mme Djuna Bernard relative à la gestion de la canicule dans les centres d'hébergement pour réfugiés, adressée à M. le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. De 26. Juni huet de Radio 100,7 gemellt, dass 431 Persounen aus der Zeltstad um Kierchbierg relogéiert gi sinn. Ass dat eng Informatioun, déi de Minister hei ka confirméieren? Wat waren d'Ëmstänn, wéinst deenen de Relogement a Kraaft getrueden ass? Evidenterweis war et d'Hëtzt, mee wéi eng Temperature goufe gemooss, fir dass Der déi doten Decisioun huelt?

Wat sinn dann och fir d'Zukunft d'Temperaturen, ab deenen Der weider Relogementer wëllt méiglech maachen? Och en vue vun der nächster Hëtztwell, déi sech jo ukënnegt, wollt ech froen, ob déi Mënschen nach ëmmer relogéiert sinn oder erëm an der Zeltstad um Kierchbierg liewen, a wéi d'Pläng si fir d'Zukunft.

A wéi eng mëttel- a laangfristeg Konklusiounen zitt de Minister, wëssend, dass d'Hëtzt, genausou wéi d'Keelt, grad op där doter Plaz awer e frappanten Impakt huet op d'Bewunnerinnen an d'Bewunner, déi do liewen? Ass dat doten eng durabel Situatioun, wou mer nach laangfristeg kënnen d'Mënsche weider do logéiert halen? Wat sinn d'Pläng, fir eeben och iergendwann eng Kéier net méi mussen op d'Zeltstad zréckzegräifen, déi am Moment um Kierchbierg awer genotzt gëtt?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Minister.

M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Jo, villmools merci der Deputéierter Djuna Bernard dofir, déi Fro gestallt ze hunn. Ech mengen, d'virlescht Woch huet d'ganzt Land ënnert der Canicule gelidden. An ech mengen, et ass eppes ganz Exceptionelles gewiescht. Et war esou laang a virun allem hunn och d'Nuechten, déi net ofgekillt hunn, eis allegueren un d'Schweesse bruecht. An natierlech war och den ONA-Reseau, d'ONA-Strukturen, hei net ausgeholl.

Et sief ze soen, dass all DPI, deen op Lëtzebuerg kënnt, direkt e Vulnerabilitéitscheck gemaach kritt, wou mer och zesummen da mat der Santé – souguer nach eng Kéier no 15 Deeg – eng Evaluatioun maachen. A Funktioun vun de Vulnerabilitéite ginn d'Leit och an d'Strukturen agedeelt. Well, Dir wësst dat, mir hu jo schonn oft hei driwwer geschwat: Mir hunn natierlech e ganz heterogeene Reseau am ONA: vu ganz moderne gudde Strukturen, bis hin zu deene manner

gudden, déi dann natierlech och méi – wéi soll ech soen? – schwiereg sinn, fir kill ze hale respektiv se gekillt ze kréien.

Wéi gesot, nach ass et esou, dass nach laang net all Refugié vulnerabel ass. Do musse mer ganz gutt oppassen.

Mee, wéi gesot, fir déi Vulnerabel probéiere mer eigentlech vum éischten Dag un ze kucken, se schnellstméiglech an déi méi adaptéiert Strukturen ze kréien. Ech denken hei un eeler Leit. Ech denken un d'schwanger Fraen, un d'Familljen – do, wou et da geet. An engem ganz saturéierte Reseau probéiere mer awer schonn d'office, ganz onofhängeg wéi eng Temperaturen dobausse sinn, déi Leit dann och beschtméiglech ënnerzebréngen.

Wat d'Zeltstad um Kierchbierg ugeet, ass et richteg, dass dat esou ass, dass mer – iwwregens och net fir d'éischt – Leit do erausgeholl hunn duerch d'Temperaturen, well et riskéiert huet, ze waarm ze ginn. Dat hu mer gemaach an enger éischter Phas fir déi vulnerabel Leit, déi dann an deene Strukture waren. A mir hunn dunn decidéiert, wéi et annoncéiert ginn ass – also, elo sinn et mol fënnef Deeg; mer wëssen, et waren der herno siwen, wou mer wierklech Vigilance rouge haten –, all d'Leit ze evakuéieren. Mir hu jo d'Noutstruktur um Findel – déi ware mer jo och als Kommissioun eng Kéier zesumme kucken –, wou mer déi Leit dann do zu engem ganz grousse Deel konnten hebergéieren.

Mir hu virun allem ... Wann Der mech frot: Wat sinn d'Feststellungen? D'Feststellunge sinn, besonnesch an där doter Struktur, wou et Killméiglechkeete gëtt, dass déi Killméiglechkeeten hei net fonctionéiert hunn oder net esou fonctionéiert hunn, dass se déi Period hei hätte kënnen esou iwwerbrécken, ouni dass eng Gefor fir d'Leit gewiescht wär. An dofir ass d'Decisioun geholl ginn, dann eeben op d'Noutstruktur um Findel zréckzegräifen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 372 vum Här Marc Hansen un d'Madamm Sportsministesch iwwert den Accord iwwert d'Integritéit an d'Onofhängegkeet vum internationale Sport. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 372 du 7 juillet 2026 de M. Marc Hansen relative à l'intégrité et à l'indépendance du sport international, adressée à Mme le Ministre des Sports

M. Marc Hansen (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, bis virun zwee Deeg hätt ech ni geduecht, dass ech an der Chamber géif iwwert d'Fussball-WM schwätzen.

Dunn ass awer natierlech ee vun deenen héchstrangege Politiker op dëser Welt higaangen, huet den Telefon an der Grapp geholl an huet dem President vun der FIFA ugeruff, fir eng Rout Kaart mat der Spär, déi dozou gehéiert, suspendéiert ze kréien. Dat huet dann och nach de President public gemaach, a mir konnten dat alleguerten an deene leschte 24 Stonne suivéieren. De Politiker huet dat also public gemaach, an da solle mir eis och eng Kéier an der Politick domadder beschäftegen.

Ech sinn am Fong skandaliséiert, dass esou Wäerter wéi Fairplay oder all aner Wäerter, déi am Sport vehiculéiert ginn, hei mat Féiss getréppelt goufen, a grad déi Virbildfunktioun, déi et am Sport gouf, elo bei esou enger Futtball-WM, déi mer vläicht alleguerten awer och kucken, fir iwwert déi schlëmm politesch Situatioun soss dorëmmer ewechzekommen, am Moment awer e bëssen eng Kéier a Fro gestallt ginn ass.

Ech froen Iech awer, Madamm Sportminister, elo net, ob Dir bei der FIFA, der FLF, der UEFA interveneéiert hutt, well ech mengen, da géif ech jo genee dat selwecht maachen, wat mer alleguerten net wëllen. Ech wëll awer op dëser Plaz eng Kéier Är Meenung héieren als Sportministesch, well ech dat awer wichteg fannen, dass mer dee Punkt eng Kéier setzen, wat dann d'Meenung vun der Lëtzebuerger Sportministesch ass an ob een net och vläicht, och wann dat keng Kompetenz ass, déi gedeelt ass op europäeschem Niveau, eng Kéier kéint als europäesch Sportministeren eng Initiativ huelen an en oppene Bréif iwwert dee Sujet schreiwen, fir vläicht alleguerten déi Wäerter, déi mer awer hei an Europa héichhalen, och no esou engem Incident awer weider deene Jonken hei am Land vermëttelen ze kënnen.

Dat wären déi zwou Froen, Madamm Sportminister. An ech si bal sécher, dass net nëmme mir zwee haut heibannen, mee déi meescht heibannen – alleguer – där selwechter Meenung iwwert deen dote Sujet sinn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Madamm Ministesch.

Mme Martine Hansen, Ministre des Sports | Villmools merci, Här Hansen, fir dës Fro.

(Hilarité)

U sech misst ech soen: „D'Politick muss sech eraushalen am Sport", an da wär ech scho fäerdeg! Dat soen ech awer net, well falls en Telefonsuruff wierklech d'Ursaach war, fir déi Rout Kaart zréckzezéien, fir e sougenannte Sursis ze ginn, dann ass dat a mengen Aen definitiv en No-Go. Dann ass dat eng Rout Kaart fir déi Rout Kaart, soen ech elo mol. Well eng Rout Kaart ass eng Rout Kaart! An do kann een u sech net méi nach eng Kéier intervenéieren.

Mee et ass och scho vun Iech gesot ginn: D'Politick huet sech net anzemëschen! Mee dat ass awer och d'Erklärung, firwat datt ech soen: „Et ass een No-Go." D'Politick huet sech net anzemëschen an de Sport! A si däerf sech och net amëschen. An op där anerer Säit däerf de Sport sech och net beaflosse loosse vun der Politick. Dat sinn also déi zwou Saachen.

A perséinlech soen ech elo mol einfach: Et ass gutt, datt eis belsch Kolleege gëschter gewonnen hunn. Dat war e gutt Resultat. Ech mengen, déi meescht stinn och do derhannert.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions)

Mme Martine Hansen, Ministre des Sports | Wéi gesot, d'Politick muss sech eraushalen. An ech denken, datt d'FIFA elo muss klären an och transparent erklären.

D'UEFA, d'Europäesch Fussballsunioun, huet kloer Positioun bezunn. Dat ass och gutt. Si hu gesot: „D'Entscheedung fir déi Rout Kaart fir ee Joer auszesetzen, huet eng rout Linn iwwerschratt." Also d'UEFA huet eng kloer Ausso gemaach.

Ben, de Kommissär fir Sport an der EU huet och kloer Stellung bezunn, am Prinzipp dat, wat ech och gesot hunn: „D'Decisiounen am Sport, d'Reegele vum Sport, gi vun de Sportsverbänn geholl an net vun der Politick." An et ass, wéi Dir och gesot hutt, ganz schlëmm, datt hei dat, wat de Sport soll vermëttelen – dat ass Fairplay, dat ass Respekt –, u sech mat esou enger Decisioun riskéiert, mat Féiss getréppelt ze ginn.

Duerfir soen ech nach emol: D'Politick muss sech hei eraushalen! An ech si ganz frou, datt hei zu Lëtzebuerg d'Autonomie vum Sport e gesetzlech verankerte Prinzipp ass. Dat steet an eisem Sportsgesetz. An dorobber, mengen ech, kënne mer och houfreg sinn. D'Decisiounen am Sport musse vun de Verbänn geholl ginn, net vun der Politick.

Meng Positioun, mengen ech, kennt Der elo. An da sinn ech awer och frou, datt mir et am nationale Beräich mat eiser Integritéitspolitick elo fäerdegbruecht hunn, eis Agence fir d'Integritéit hei ze schafen, déi u sech de Safeguarding, d'Integritéit an d'Bekämpfung vun der Manipulatioun vu Sportskompetitiounen nach besser am Grëff behält. Dorobber kënne mer, mengen ech, ganz houfreg sinn. A Lëtzebuerg wäert sech och weiderhin dofir asetzen, datt den nationalen an den internationale Sport onofhängeg bleiwen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 373 vum Här Sven Clement un d'Madamm Ministesch fir Digitaliséierung iwwert d'Verzögerung vun der Digitaliséierung vun de Gesondheets- a Justizdéngschter. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 373 du 7 juillet 2026 de M. Sven Clement relative aux retards dans la numérisation des secteurs de la santé et de la justice, adressée à Mme la Ministre de la Digitalisation

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et ass esou: De 17. Juni dëst Joer huet d'Europäesch Kommissioun hire véierte Rapport zum digitale Joerzéngt presentéiert, a wéi dat avancéiert. An deem Kader huet se als Éischt Lëtzebuerg felicitéiert, mir wären an der digitaler Gouvernance ganz gutt opgestallt, mee se huet awer ganz kloer zwee Felder ervirgehuewen, wou mer lacunaire wären a wou mer nach misste besser ginn. Esou ganz konkreet zitéiert: den DSP, also den Accès zu de Gesondheetsdonnéeën, an och d'Digitaliséierung vun de Justizprozeduren. Béides sinn Dossieren, iwwert déi mer hei an der Chamber schonn e puermol geschwat hunn. An dofir stellt sech d'Fro, firwat mer do einfach net virukommen.

Do gëtt et dräi konkreet Froen.

Éischtens: Wéi bewäert d'Madamm Ministesch de Constat, deen an deem Bericht iwwert den Avancement vum digitale Joerzéngt vun der Europäescher Kommissioun gemaach gëtt? Deelt si déi Analysen? A wéi ka si sech erklären, datt mer weiderhi Lacunnen hunn, obwuel mer u sech e ganz gudden totale Score gemaach hunn?

Dann: Wéi erklärt d'Ministesch sech de Kontrast zwëschent deem gudde Gesamtscore an dann awer deenen zwee grousse Chantieren, déi och direkt am Alldag vun de Biergerinnen a Bierger ukommen?

An drëttens: Huet déi Verzögerung, fir an deenen Dossiere weiderzekommen, vläicht och eppes ze di mat deene bekannte Froe ronderëm d'international Cloud-Infrastruktur.

Ech zitéiere just vun e puer anere Question-parlementairen, wou mer schonn driwwer geschwat hunn, awer dem CTE seng Ofhängegkeet zum Deel vun internationale Cloud-Provideren. Dir hutt mer an enger leschter Question parlementaire nach drop geäntwert, datt en zwar seng Cloud selwer bedreift, fir dann am nächste Saz ze soen, e géif awer och Teams benotzen an d'Regierung géif och deelweis WhatsApp benotzen. Also, esou ganz kohärent huet dat nach net geklongen. Dofir wollt ech froen: Huet dat deelweis och en Impakt op den Netavancement vun deenen heiten Dossieren?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Madamm Ministesch.

Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation | Merci, Här President. Merci, Här Clement, fir Är Fro. Dir ernimmt hei d'Resultat effektiv vun zwou verschiddene Benchmarken, engersäits den eGovernment Benchmark, dee vu mengem Ministère suivéiert gëtt, an anerersäits den Digital Decade Rapport.

Am eGov Benchmark gëtt et eng ganz Rei Indicateuren, déi gemooss ginn, déi effektiv weisen, dass mir eis, wat d'Digitaliséierung vun de staatleche Servicer ubelaangt, net musse verstoppen. Mir hunn eis an dësem Beräich zënter 2019 kontinuéierlech verbessert. A wéi Dir vollkomme richteg bemierkt, hu mir mat 89,5 % erëm en exzellente Score realiséiert – däitlech iwwert der europäescher Moyenne, déi bei 76,6 % läit.

Dir pickt awer an Ärer Fro zwee ganz spezifesch Secteuren eraus, nämlech dee vum Justizwiesen an dee vum Gesondheetssecteur.

Wat d'Digitaliséierung vun der Justiz ubelaangt, ass déi digital Entwécklung an der Justiz vläicht no baussen net esou visibel wéi an anere Beräicher. D'Aarbechte ginn awer weider, fir eng komplett Digitaliséierung ze erreechen.

Fir déi zoustänneg Ministesch an d'Justizautoritéiten ass et ganz wichteg, d'Digitalisatioun virunzedreiwen. Intern si ganz vill Progrèsen erreecht ginn, déi eis et erméiglechen wäerten, Systemer no baussen opzemaache fir de Bierger a fir déi professionell Acteure vun der Justiz an ze erméiglechen, datt si digital mat der Justiz kënne kommunizéieren an agéieren. De Choix vun der Regierung ass et awer, fir d'alleréischt eng funktionéierend intern digital Veraarbechtung vun den Dossieren ze hunn, iert déi digital Kommunikatioun definitiv no baussen erméiglecht gëtt.

Niewent dem Digital Decade Rapport vun 2026 huet déi Europäesch Kommissioun eis am Rapport „État de droit 2025" recommandéiert, nach weider Fortschrëtter an der Digitalisatioun vun der Justiz ze maachen, an huet gläichzäiteg eis Efforten an deem Beräich ënnerstrach.

D'Justizministerin huet Enn Dezember d'lescht Joer e Comité de pilotage opgesat, mam Zil, dass d'Affäre kënnen no an no digital deposéiert ginn, sief et vum Bierger selwer, do, wou et erlaabt ass, oder vum Afekot.

Wat elo de Santésberäich ubelaangt, muss ee fairerweis soen, dass den Digital Decade Rapport ernimmt, dass mir absolutt en ligne si mat der Feuille de route, déi Lëtzebuerg virun zwee Joer am Kader vun der Digital Decade eragereecht huet.

D'Digitaliséierung vum Gesondheetssecteur zu Lëtzebuerg ass schonn an enger fortgeschrattener Phas. Mat dem Programm Digisanté gi 25 Projeten ëmgesat, déi den Austausch, d'Gouvernance an d'Notzung vu Gesondheetsdaten am Kader vum European Health Data Space organiséieren. An dobäi spillen den DSP an déi europäesch Plattforme MyHealth@EU an HealthData@EU eng zentral Roll.

An heibäi wëll ech preziséieren, dass d'Initiativ Digisanté alignéiert mat dem Ministère vun der Digitaliséierung senger Data Factory Initiativ ass. An zesumme weisen déi zwou Initiativen – d'Digisanté an d'Data Factory –, datt zu Lëtzebuerg de Gesondheetssecteur an déi staatlech Daten- a Cloud-Infrastruktur enk matenee verknäppt sinn. An dëst huet zum Zil, sech als europäeschen Hub fir den Healthtech an d'Datevalorisatioun ze positionéieren.

Eng Verzögerung, bedéngt duerch d'Froe ronderëm eng Cloud-Infrastruktur, kann ech an dësem Kontext net confirméieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen zur Fro Nummer 374 vun der Madamm Taina Bofferding un den Här Inneminister iwwert de rezenten extremisteschen Nihilismusphenomeen. Madamm Bofferding.

– Question n° 374 du 7 juillet 2026 de Mme Taina Bofferding relative au phénomène récent du nihilisme violent extrémiste au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci, Här President. Vläicht, fir kuerz eng Kéier de Begrëff „Nihilismus" ze erklären, well effektiv eng Rëtsch Kolleege mech drop ugeschwat hunn: Dat ass am Moment déi verbreetste Radikaliséierung ënner Gewalt, déi mer hunn. Do steet elo keng klassesch Ideologie am Viergergrond, mee einfach d'Ausübe vun der Gewalt en tant que tel.

An dofir hunn och och ganz kierzlech de Parquet zesumme mat der Police op enger Pressekonferenz virun esou Gruppe gewarnt, déi grad bei deene Jonke ganz aktiv sinn, sief dat iwwer Gaming-Plattformen, Chat oder och am Social Media, déi bewosst eeben do Jonker manipuléieren a se dann ustëften, Gewalt auszeüben, sief dat géint aner Persounen oder souguer géint sech selwer.

De Parquet huet och erkläert, dass si net déi néideg juristesch Moyenen hunn, a si hunn dofir och eng Proposition de loi un de Justizministère weidergeleet.

Meng Froe riichte sech elo un de Policeminister, fir einfach emol ze wëssen: Wéi vill Fäll si bis elo hei zu Lëtzebuerg gemellt? Wéi vill Mannerjäreger sinn dovunner betraff? Verfüügt d'Police iwwer genuch spezialiséiert Cyberenquêteuren? Gëtt et och eventuell eng national Preventiounsplattform oder -strategie?

Oder ass vläicht esou eng amgaangen, ausgeschafft ze ginn, well ganz vill Eltere sech och hei Suerge maachen? Ech denken awer och un d'Veräiner, d'Jugendhaiser an natierlech och un alles, wat am Enseignement aktiv ass respektiv och an deene weidere Strukturen, déi mat Jonken zesummeschaffen, fir se eeben ze sensibiliséieren, fir dass se wëssen, dass et dat gëtt, dass dat amgaangen ass, sech ze verbreeden, an och, wéi een eeben esou Warnzeeche kann erkennen.

An da wollt ech och nach de Policeminister froen, ob mir genuch Moyenen hunn, fir am direkte Kontakt mat Plattforme wéi Instagram, TikTok, wou se jo spezifesch eeben déi Jonk do ustëfte ginn, och ganz séier illegal Inhalter kënnen ze läschen.

Bon, Här Gloden, Dir sidd elo net fir d'Justiz zoustänneg, mee well jo déi Proposition de loi dobannen ass, wollt ech och einfach froen, ob Dir an der Regierung schonn driwwer diskutéiert hutt, ob Der selwer wëllt als Regierung legiferéieren, respektiv ob Der gäre geziilt fir d'digitaalt Ustëfte vu Mannerjäregen zur Gewalt oder eeben zur Selbstvernichtung eeben och wëllt en eegestännege Strofbestand aféieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir déi vill Froen. Déi waren och elo net sou preziséiert an der genereller Fro. Ech hu lo keng Zuelen derbäi, well déi Fro net opgefouert ginn ass. Och hei, mengen ech, wier et méi utile, wa mer prezis Froe géife kréien, fir datt mer natierlech och hei déi Äntwerte kënne liwweren, déi hei gefrot ginn – mat Recht.

Ech mengen, den Nihilisme violent extrémiste ass e Begrëff, deen aus dem Beräich vun der Sécherheet an der Terrorismusfuerschung ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Gloden, et wär gutt, wann Der géingt méi haart schwätzen. Dir sidd relativ grouss an de Mikro ass relativ kleng, ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Jo.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | ... soudatt dat komplizéiert ass.

Merci, dat wär léif.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Deen Term kënnt aus der Terrorismusfuerschung an ass op Persoune bezunn, déi extreem Gewalt verherrlechen oder ausüben, och wa se keng kloer politesch oder reliéis Ideologie verfollegen. De Parquet Lëtzebuerg an d'Police, wéi d'Madamm Bofferding gesot huet, hunn den 1. Juli an enger gemeinsamer Pressekonferenz Erklärungen zu deem Phenomeen ginn. Et ass och gewosst, datt besonnesch jonk Leit Affer sinn. An et geet drëm, eeben och besonnesch déi Jonk ze schützen. Ech wéilt och soen, datt Europol dëse Phenomeen och ganz rigouréis suivéiert, well besonnesch d'Leit eeben tëschent 8 a 17 Joer d'Haaptzilgrupp si vun deem schlëmme Phenomeen.

Wat geschitt do? D'Zilpersoune gi manipuléiert, gi mat iwwerdriwwener Opmierksamkeet a Komplimenter iwwerheeft, fir eng Vertrauensbezéiung opzebauen, déi dann dozou féiere kann, datt d'Zilpersoun där anerer bal blann vertraut. D'Zilpersoun gëtt da rekrutéiert oder manipuléiert, gëtt beoptraagt, Gewalt auszeübe géint sech oder anerer.

Dat heescht, Selbstverletzung, forcéierten Drogekonsum, Erpressung vu Suen, Verschécke vu Videoe mat sexuellem Inhalt, Inzest oder terroristesch Gewalt kënnen d'Konsequenze sinn. An Extreemfäll kann et leider och zu Suicide oder schwéiere Gewaltdote kommen, wéi an Däitschland, wou e Mord esou online beoptraagt ginn ass.

Déi lëtzebuergesch Autoritéiten, dorënner natierlech och eis Police, schaffen zanter e puer Joer am Europol-Projet COMPASS mat, fir Informatiounen auszetauschen. Dat heescht, et ass e Phenomeen, bei deem och op europäescher Basis kooperéiert gëtt.

Och d'EU warnt mat Initiative wéi Better Internet for Kids.

Déi prezis Fro, déi d'Madamm Bofferding lo gestallt huet, ob d'Regierung do wëllt legiferéieren, dat wäerte mer mat der Justizministesch zesumme kucken. Wa legiferéiert muss ginn, da muss dat iwwert de Justizministère lafen. Mee, ech mengen, wann et dee Phenomeen gëtt, sollte mer dat ganz eescht huele, besonnesch well Kanner a Jugendlecher hei viséiert sinn.

Ech wëll awer och dorop hiweisen, datt eng Rei Autoritéiten – Associatiounen natierlech och – d'sozial Meedien notzen, fir d'Elteren an aner Bezuchspersounen dozou opzeruffen, d'Kanner – wann ech dat sou ka soen – ze iwwerwaachen, fir eeben dee Phenomeen sou schnell wéi méiglech ze detektéieren, fir datt sou schnell wéi méiglech deene Kanner a Jugendleche gehollef gëtt, net datt et zum Akt kënnt. Dofir sinn Opklärung a Preventioun, niewent der Legiferéierung, ganz wichteg.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur leschter Fro vun haut de Mëtten, der Fro Nummer 375 vum Här Tom Weidig un den Här Inneminister iwwert den Impakt vun de Pläng a Spuenien, fir den illegale Migranten, déi am Land sinn, e reguläert Openthalts- an d'Aarbechtsrecht ze ginn. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 375 du 7 juillet 2026 de M. Tom Weidig relative à l'impact de la régularisation des migrants en situation irrégulière en Espagne sur le Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Här Minister, dëst Joer huet déi sozialistesch spuenesch Regierung e kontroverse Regulariséierungsprogramm fir Migranten, déi illegal ouni Openthaltsrecht a Spuenie liewen, lancéiert.

Une voix | Très bien!

M. Tom Weidig (ADR) | Bis elo goufen 1,2 Millionen Ufroen agereecht. Bei der Presentatioun vum Programm war nëmme Rieds vun enger hallwer Millioun. Déi betraffen illegal Migrante kréien eng Wunn- an Aarbechtserlabnis fir ee Joer. Mëttelfristeg féiert et zu enger permanenter Wunn- an Aarbechtserlabnis, an duerno zur spuenescher Nationalitéit. Da sinn et EU-Bierger.

D'Europäesch Kommissioun ass besuergt, dass d'Moossnam net am Aklang mam Geescht vun der EU-Migratiounspolitick ass. Souwuel de Manfred Weber, de Fraktiounspresident vun Ärer Europäescher Vollekspartei, wéi och d'Giorgia Meloni, där hir Partei mat der ADR bei den Europäesche Konservativen a Reformisten ass, sinn och besuergt iwwert d'Konsequenze fir de Schenge-Raum ...

(Interruption)

... an deen neie Migratiouns- an Asylpakt.

An engem Interview sot de Manfred Weber: „Wenn sie alle Illegalen, die heute in Spanien sind, legalisieren, dann sind das nicht die Personen, die wir brauchen. Wir brauchen qualifizierte Leute, die wirklich zu unserem System beitragen können, und das passiert in Spanien nicht."

M. Sven Clement (Piraten) | Dat war net den Här Weber.

M. Tom Weidig (ADR) | A weider: ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, den Här Weidig huet d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | „Wenn Spanien das macht, haben sie das Recht auf Freizügigkeit. Sie können nach Frankreich gehen, nach Belgien, nach Polen. Deshalb ist es ein Thema für uns alle. Eine Massenlegalisierung von einer Million Menschen in wenigen Wochen ist kein normales Verfahren. Ich hoffe, dass das nicht zu einem normalen Verfahren wird."

(Interruptions)

Lëtzebuerg huet och traditionell fir eng koordinéiert europäesch Migratiounpolitick plädéiert. Duerfir meng Froen un Iech, Här Minister: Deelt Dir dem Manfred Weber seng Suergen? Wat fir eng Positioun huet d'Regierung op deem Punkt op EU-Niveau? Verurteelt d'Lëtzebuerger Regierung dëse spueneschen Alleingang? Géift Dir eventuell Sanktioune géint Spuenie mat ënnerstëtzen?

Plusieurs voix | O!

M. Tom Weidig (ADR) | An dat Zweet: Wat kéint den Impakt fir Lëtzebuerg sinn? Hutt Dir Iech mat Äre Leit am Ministerium doriwwer Gedanke gemaach? Kënnen déi Leit lo legal op Lëtzebuerg kommen? Kënne se lo hei eng Aarbecht unhuelen ouni Visa-Prozedur? Kënne se ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, Dir misst zum Schluss kommen, wannechgelift.

M. Tom Weidig (ADR) | ... an eise Sozialsystem erakommen?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. D'Wuert huet elo den Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci fir déi Fro.

Éischtens bewäerten ech net national Mesüre vun engem anere Land. Lëtzebuerg mécht keng grouss Regularisatioun. Ech hunn dat e puermol gesot. Mir schaffe ganz gutt mam Forum ONG, fir eenzel Fäll ze regulariséieren, an der Moyenne regulariséiere mer hei zu Lëtzebuerg ëm déi 100 Fäll.

Stand haut gëtt et och keng negativ Konsequenze vun der Decisioun vu Spuenien op Lëtzebuerg. Au contraire, Spuenien ass dat Land mat enger héijer Zuel vun Arrivéeën, dat am beschte mat Lëtzebuerg kooperéiert, wann et drëm geet, Demandeuren, also Dubliners, zréckzehuelen.

Mir haten och ëmmer mat Spuenien en Alliéierten, wann et ëm oppe Grenzen am Schenge-Raum an d'Stäerkung vun de Baussegrenze gaang ass. Dofir wäert och Spuenien héchstwarscheinlech alles maachen, fir datt et keng negativ Konsequenzen op déi fräi Circulatioun an der EU gëtt.

Wann een en Titre de séjour a Spuenie kritt, wat kann déi Persoun maachen? Ben, déi kann als Tourist duerch Europa reesen, wéi jiddereen, dee sech legal an engem Land ophält. Et gëtt awer kee Recht op Néierloossung an engem aneren EU-Land, well wann een dat wëll, da muss een eng Demande an deem Land maachen an d'Konditiounen erfëllen, fir eeben deen Titre an deem anere Land ze kréien.

Dës Reegele si fir jiddwereen d'selwecht an der ganzer EU. A falls Leit géife mat engem Titre aus Spuenien op Lëtzebuerg kommen an Asyl froen, da spillt den neien Asylpakt. An do sinn d'Reegele ganz kloer: Spuenien ass responsabel fir deen Traitement. An an deem Beräich, wéi gesot, ass och eis Kooperatioun mat Spuenie ganz gutt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wäre mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm.

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Yves Cruchten

Éier mer zum nächste Punkt, der Interpellatioun vun der Madamm Bofferding, kommen, hunn ech eng Demande de prise de parole vum Här Yves Cruchten fir den Depôt vun enger Proposition de loi an enger Motioun, wann ech dat richteg verstanen hunn.

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Dir maacht dat vu wou Der wëllt, Här Cruchten, mee vu datt et der zwou sinn, hutt Der besser, heihinner ze kommen. Dat ass vläicht méi einfach fir ... Voilà, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Villmools merci, Här President. Déi Proposition de loi hei geet eigentlech zréck op eng Diskussioun, déi mer hei – Dir kënnt Iech erënneren – viru gutt 14 Deeg gefouert hunn, wéi mer iwwert d'Studentebäihëllefe geschwat hunn. Dunn hate mer jo driwwer diskutéiert, ob mer net awer am Gesetz eng Ongläichbehandlung géife feststellen tëscht de Studenten, déi zu Lëtzebuerg studéieren, an de Studenten, déi am Ausland studéieren, wëssend, dass Lëtzebuerger Studenten, déi an d'Ausland studéiere ginn, eng zousätzlech Primm kréien op hir Bourse.

An deemools hat de Ben Polidori d'Madamm Minister gefrot, ob se géif drun denken, déi Ongläichbehandlung opzehiewen. Du koum ganz kloer d'Äntwert vun der Regierung: Nee, dat wéilte se net. Si wéilte schonn en Ënnerscheed maachen tëscht de Studenten, déi an d'Ausland studéiere ginn, an deenen, déi hei zu Lëtzebuerg bleiwen.

Do stelle mer natierlech fest, dass och e Lëtzebuerger Student awer eventuell, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt – ech denken u vläicht éischter een, deen zu Wolz, zu Ëlwen, zu Clierf wunnt, dee vläicht zu Esch op d'Universitéit geet –, awer vläicht och déi selwecht Käschte wäert hu wéi een, deen op Tréier oder op Maastricht oder op Paräis studéiere geet, wann e muss e Loyer bezuelen.

An op Nofro hin hat de Ben Polidori d'Madamm Minister gefrot, ob se da vläicht gewëllt wär, wann d'Regierung net wéilt un d'Studenteprimm goen, ob se dann net wéilt d'Subvention loyer opmaachen, fir dass och d'Studente kéinten dovunner profitéieren. Dorobber koum keng Äntwert. Och op d'Nofro hi koum keng Äntwert. An doropshin hu mer dann decidéiert, déi Proposition de loi hei ze maachen, déi eigentlech déi Ongläichbehandlung vun de Lëtzebuerger Studenten aus der Welt schafe wëll.

Am Gesetz iwwert d'Subvention loyer sinn d'Studenten zwar net d'office ausgeschloss, mee bei de Konditiounen, déi ee muss erfëllen, fir d'Subvention loyer ze kréien, ass eng Konditioun derbäi, déi hinnen et ganz schwéier mécht: Dat ass déi, dass ee muss eng Pai hunn, e reegelméissegt Akommes. An dës Proposition de loi mécht eigentlech näischt aneres wéi ze froen, dass deen doten Deel vun de Konditioune fir d'Lëtzebuerger Studenten, déi hei zu Lëtzebuerg op enger Héichschoul ageschriwwe sinn, net gëllt, dass dee Passus fir si net gëllt, fir dass och si kënnen hei zu Lëtzebuerg en Appartement, e Studio, e klenge Studio lounen an dann hei zu Lëtzebuerg och eng Subvention loyer kënne kréien, sou wéi hir Kolleegen déi och kréien, wa se am Ausland sinn. Déi zwou Primme sinn en plus nach quasi vergläichbar vun de Montanten hier, soudass mer domadder déi Ongläichbehandlung kéinten aus der Welt schafen.

An ech wär frou, wa mer dëst kéinte séier stëmmen an Är Ënnerstëtzung géife kréien dofir.

8786 – Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Dir hutt mer elo déi zwou Saache ginn.

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Nee, eng. Oder dach. Ech hunn Iech déi ...

M. Claude Wiseler, Président | Da bräicht ech och déi aner.

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci.

8. Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten

Exposé

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Voilà. Dann hunn ech nach eng Motioun zu engem ganz aneren Theema. Ech maachen et ganz kuerz.

Mir haten zejoert vun der Regierung gesot kritt, dass se en Accord ënnerschriwwen huet mat der Ukrain. A wéi mer gefrot hunn, ob deen Accord misst vun der Chamber ratifizéiert ginn, sou wéi et och an eiser Verfassung steet – an eiser Verfassung steet, dass all international Traitéë musse vun der Chamber ratifizéiert ginn –, huet d'Regierung eis geäntwert: „Nee, mir sinn der Meenung, dass dat doten en Accord ass, deen net muss vun der Chamber ratifizéiert ginn."

Doropshin hu mer d'Cellule scientifique vun der Chamber domadder beoptraagt, eng Analys dovunner ze maachen. An d'Resultat hu mer virun enger Woch an der aussepolitescher Kommissioun diskutéiert. An do koum eraus, dass dat net gradesou evident ass, wéi et op den éischte Bléck schéngt. An an där Aarbecht, an där gudder Aarbecht, déi eis Cellule scientifique hei geleescht huet, koumen och zwou konkreet Proposen op den Dësch. Eng Propos ass déi, dass d'Regierung eigentlech alleguerten d'Accorden, ob se mussen approuvéiert ginn oder net – och déi, wou si der Meenung ass, si missten net vun der Chamber approuvéiert ginn –, awer der Chamber misst als parlamentarescht Dokument zur Verfügung stellen, dass d'Chamber awer en Droit de regard huet op dat, zu wat sech d'Lëtzebuerger Regierung am Ausland engagéiert.

An eng zweet Propos, déi se gemaach huet, dat ass, dass, wéi um Beispill vun der Schwäiz, e Guide légistique public ausgeschafft gëtt, wou emol eng Kéier alleguerten déi Termen definéiert ginn: Wat ass dann elo deen Accord, wat ass en Traité, wat ass en MoU, et cetera, et cetera. Dat sinn zwou Proposen, déi d'Cellule scientifique gemaach huet. Ech fannen, dass mer eis déi sollten zu Häerz huelen.

An dofir proposéieren ech eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, genau déi doten zwou Saachen ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

– l'article 46 de la Constitution révisée, qui soumet l'ensemble des traités internationaux à l'approbation parlementaire, qui est un contrôle à la fois préalable, général et global ;

– la note de recherche scientifique n° 047 de la Cellule scientifique de la Chambre des Députés du 22 juin 2026 intitulée « L'approbation parlementaire des traités internationaux », qui met en évidence l'absence de critères objectifs explicites pour la qualification des actes internationaux et la marge d'appréciation laissée au pouvoir exécutif ;

– que, selon cette étude, le critère décisif de la soumission à l'approbation parlementaire réside dans le caractère juridiquement contraignant de l'engagement, permettant de distinguer les traités des instruments non conventionnels dépourvus de force obligatoire ;

– que la qualification d'un acte international comme « accord politique » ou comme instrument non contraignant ne dépend pas uniquement de sa dénomination formelle, mais de la nature de l'acte, des termes employés et des circonstances de son élaboration, telles qu'interprétées par le droit international ;

– qu'à l'instar de la pratique suisse, l'adoption d'un guide légistique distinguant clairement la terminologie propre aux instruments contraignants et aux instruments non contraignants offrirait un référentiel commun aux acteurs institutionnels et améliorerait la transparence ;

– que l'absence de publication systématique des accords non soumis à l'approbation parlementaire crée une zone d'opacité qui fragilise le contrôle démocratique de l'action extérieure du Luxembourg et risque de recréer, dans les faits, une situation analogue aux « traités secrets » que la révision constitutionnelle de 1919 avait précisément voulu abolir ;

– qu'un contrôle démocratique renforcé de la politique extérieure et du pouvoir de « faire et défaire les traités » constitue une exigence essentielle de l'État de droit et de la protection des droits fondamentaux ;

– qu'une meilleure articulation entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif en matière conventionnelle contribue à renforcer la qualité de la délibération démocratique sur les grandes orientations de la politique extérieure du Luxembourg,

invite le Gouvernement à

– mettre en place dans les meilleurs délais une procédure de notification systématique des accords conclus sans approbation parlementaire à la Chambre des Députés, afin de garantir que les députés aient accès à ces accords sous forme de documents parlementaires accompagnés d'une justification de leur qualification juridique, de manière à renforcer la légitimité démocratique de la conduite des relations internationales du Luxembourg ;

– élaborer un guide légistique public distinguant la terminologie propre aux instruments contraignants de celle des instruments non conventionnels et de présenter ce document à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région et à la Commission des Institutions.

(s.) Yves Cruchten, Marc Baum, Sam Tanson.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Cruchten.

9. Ordre du jour (suite)

Ech wollt, ier mol elo zum nächste Punkt kommen, nach d'Chamber froen, ob se domat d'accord wär, wa mer géifen eng Question urgente vum Här Clement iwwert de LUCET, wéi e virdrun erkläert huet hei, wéi e seng Motioun deposéiert huet, d'Question urgente an déi Motioun, déi virdrun deposéiert ginn ass, muer de Moien um 9.00 Auer op den Ordre du jour setzen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Och alleguer déi aner sinn och domadder averstanen.

(Hilarité)

Dann ass dat esou decidéiert fir muer de Moien um 9.00 Auer. D'Regierung ass och bereet, dofir dann heihinner ze kommen.

10. Interpellation de Mme Taina Bofferding au sujet de la situation des femmes incarcérées

Da komme mer zur Interpellatioun vun der Madamm Taina Bofferding iwwert d'Situatioun vun de Fraen am Prisong. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: D'Interpellatrice huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 7, d'Regierung 30. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, den Här Dan Hardy, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Taina Bofferding als Auteure vun der Interpellatioun. Madamm Bofferding.

Exposé

Mme Taina Bofferding (LSAP), interpellatrice | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, meeschtens wa mer hei am Parlament iwwert de Prisong schwätzen, da schwätze mer iwwert d'Strofen, iwwert d'Reegelen, iwwert d'Sécherheet, iwwert d'Organisatioun vum System. Vill ze seele schwätze mer iwwert d'Leit, déi hannert de Prisongsmauere liewen a vill ze seelen iwwert d'Fraen.

Dat ass fir eis de Grond gewiescht, fir dës Interpellatioun hei unzefroen. Mir fannen et wichteg, doriwwer ze diskutéieren, notamment well mer och nach eng Kéier de Rapport vum Contrôle externe des lieux privatifs de liberté virleien hunn, deen op eng ganz Rëtsch Recommandatiounen hiweist, respektiv op eng ganz Rëtsch Problemer, déi musse behuewe ginn.

Doniewent hate mer och Echangë mat Associatiounen, mat Servicer, déi an deem Milieu aktiv sinn, wéi dem Treffpunkt „Eran, eraus ... an elo?", an och mat der Ombudsman, mat hirer ganzer Ekipp an hirer Qualitéit eben als deen externe Kontroller vun den Haftanstalten. Hinnen alleguerten op dëser Plaz och e risegrousse Merci fir déi interessant Gespréicher, déi mer haten an och déi Erfarungen, déi se mat eis gedeelt hunn.

De Rapport selwer hält eis e Spigel vir, e Spigel, an deem mer eng Realitéit gesinn, déi mer net kënnen ignoréieren. Eng Realitéit an där d'Fraen, eebe grad well se nëmme ronn 10 % vun der Prisongspopulatioun ausmaachen, och dacks nëmmen 10 % vun eiser politescher Opmierksamkeet kréien. An dat dierf an engem moderne Rechtsstaat net sinn.

Well och eng Fra am Prisong bleift eng Fra mat Grondrechter. Si bleift e Mënsch mat Dignitéit, si bleift eng Persoun mat Hoffnung, mat Ängschten, mat enger Geschicht a virun allem och eng Persoun mat Zukunft.

De Rapport weist kloer, datt d'Fraen am Prisongssystem nach ëmmer net déi selwecht Haftkonditioune virfanne wéi d'Männer, sief datt bei den Infrastrukturen, medezinnesch, psychologesch Betreiung. Awer och bei de Reintegratiounsmoossname reflektéieren dës ze wéineg Liewensrealitéite vun de Fraen.

An et ass ëmmer déi selwecht Melodie: Rapporten, Analysen, Recommandatiounen. Wat geschitt duerno? Ze wéineg, ze lues, ze inkonsequent. An dat ass net nëmmen d'Verantwortung vun enger eenzeger Regierung, mee vun eis all, déi iwwer Jore politesch Verantwortung gedroen hunn.

A ganz kloer wëll ech och drop hiweisen, dass dat keng Kritick un deene Leit ass, déi um Terrain schaffen, déi net ëmmer eng ganz einfach Aarbecht maachen, awer eng ganz wäertvoll, an dat ebe mat deene limitéierte Moyenen, déi hinnen zur Verfügung stinn.

Mee genee do läit eis Verantwortung als Politick, hinnen déi néideg Moyenen, Mëttelen ze ginn an och déi richteg Strukturen zur Verfügung ze stellen. Am Endeffekt musse mer eis eng ganz einfach Fro stellen: Wéi laang wëlle mer nach akzeptéieren, dass d'Geschlecht iwwert d'Qualitéit vun den Haftbedéngungen decidéiert? An do duerf et keng Mënsche vun zweeter Klass ginn, och net wann des Mënschen e Feeler gemaach hunn an och net wann des Mënschen eng Strof ofsëtzen.

Mir schwätzen hei net iwwer Zuelen, mir schwätzen hei iwwer Fraen, iwwer Mammen, iwwer Schwësteren,

iwwer Duechteren, iwwer Persounen, déi oft schonn Aarmut, Gewalt oder Ausgrenzung erlieft haten, éier si iwwerhaapt emol am Prisong gelant sinn.

A wann een dëse Rapport liest, da kann ee sech net hanner neutrale Formuléierunge verstoppen a soen: „Gutt, dat huele mer zur Kenntnis!" Wann ee sech mam Rapport méi intensiv auserneesetzt, da muss ee sech och leider agestoen, dass de System d'Fraen net wierklech op d'Liewe preparéiert. E riskéiert si nach méi eleng, nach méi ofgeschnidden an nach méi zerbriechlech aus dem Prisong erauszeloossen, wéi se erakomm sinn.

Här President, dat einfach emol meng Reflexiounen am Ufank vu menger Interventioun.

Ech wäert am Follgenden op fënnef Punkten agoen, wou mer ganz kloer am Rapport eeben op d'Problemer, Malaisen higewise gi sinn a wou mer och an deene Gespréicher, déi mer haten, ëmmer erëm op verschidde Punkten opmierksam gemaach gi sinn.

Ugefaange mat enger Infrastruktur, déi net méi ze verantworten ass: Ech mengen domadder de berüümte Block F am CPL. An engem räiche Land wéi Lëtzebuerg, wou Milliounen an Infrastrukturen investéiert ginn, kann et net sinn, datt nëmme sechs vun 48 Plazen Eenzelzelle sinn. Et kann net sinn, dass d'Fraen emol net d'Dier hanner sech kënnen zoumaachen. Dat huet näischt mat Confort oder mat Luxus ze dinn, mee einfach mat Mënscherechter, enger elementarer Privatsphär, déi hei muss garantéiert ginn.

Niewent der Tatsaach, dass d'Sportshal, d'Kiche manner gutt ekipéiert si wéi bei de Männer, ass et eng Schan, dass grad de Sanitärberäich, notamment wat d'Oftrennung vun den Duschen, awer och d'Oftrennung an den Zelle betrëfft, nach ëmmer net amenagéiert gouf.

Schonns am Rapport vun der APT, der Antifolterassociatioun, gouf 1993 – Dir hutt richteg héieren: 1993! – déi éischte Kéier drop opmierksam gemaach. Aacht Joer méi spéit gouf matgedeelt, dass d'Oftrennung vun alle sanitären Installatiounen en cours wär. 2023 stellt d'APT fest, dass am Block F verschidde sanitär Installatiounen nach ëmmer net ofgetrennt sinn. 30 Joer – dat sinn elo ganz genau 30 Joer! – no der éischter Reklamatioun, no dem éischte Benenne vum Problem ass dësen nach ëmmer net geléist.

De Rapport weist awer nach op en anere fundamentale Problem hin, an zwar d'Absence vun der Trennung vun de Profiller. Well am selwechte Block liewe verurteelt Fraen niewent Fraen an Untersuchungshaft, Mineuren niewent Erwuessenen an traumatiséiert Fraen niewent Fraen, déi selwer Gewalt ausgeüübt hunn.

Dat ass keng Erausfuerderung, mee dat ass strukturellt Versoen. Dat féiert zu Spannungen, zu Konflikter, an et féiert dozou, dass individuell Besoinen net genuch berücksichtegt ginn. Eng jonk Fra, déi nach net volljäreg ass, huet ganz aner Besoine wéi eng Erwuessen. An eng Fra an Untersuchungshaft huet och aner Besoinen a si huet virun allem och aner Rechter wéi eng verurteelt Persoun. An et ass eis Verantwortung, dësen Ënnerscheeder an dëse Besoine Rechnung ze droen.

Besonnesch alarmant ass och d'Situatioun am Beräich vun der mentaler Gesondheet. Och wann d'Versuergung am somatesche Beräich gréisstendeels gläichwäerteg ass, weist de Rapport awer ganz däitlech op Lacunnen an der psychiatrescher Betreiung hin. Dobäi wësse mer, dass ganz vill vun de Fraen, éier se agespaart goufen, traumatesch Erfarunge gemaach hunn. Vill ware selwer Affer vu kierperlecher, psychologescher a sexueller Gewalt. Vill liewe mat Suchtproblemer oder psychescher Belaaschtung. An dës Traumata verschwannen net einfach hannert de Prisongsmaueren. Au contraire, si begleeden dës Fraen all Dag an hirem Liewen.

An trotzdeem ass d'Unité de psychiatrie socio-judiciaire, déi schonn 2018 gesetzlech virgesi war, haut nach ëmmer net operationell. Och dat ass net akzeptabel. Eng Fra mat Traumata, Aarmut oder Ofhängegkeet, déi domadder an de Prisong kënnt, déi brauch net nach méi Strof, méi Häert, méi Streng, mee si brauch virun allem Schutz a virun allem brauch se eng professionell an empathesch Begleedung, eng Hëllef, déi si ënnerstëtzt.

Mir Sozialistinnen a Sozialiste sinn iwwerzeegt: De Sënn vum Prisong däerf net nëmmen d'Strof sinn. De Sënn vum Prisong muss och d'Reintegratioun sinn. Wa mer wëllen, datt eng Fra nom Prisong net erëm an déi selwecht Situatioun zeréckfält, da musse mir hir schonns am Prisong Perspektive bidden. Mir musse scho geziilt do mat de Fraen zesummeschaffen.

An am Rapport gëtt ee Beispill zitéiert, dat een extreem opwullt, an zwar eng inhaftéiert Persoun, déi 18 Méint an Isolatioun war. Souguer wou se de Gank hat fir erauszegoen, hat se keng eenzeg Kontaktméiglechkeet. 18 Méint. Stellt Iech dat emol vir. An hei gëtt et international Standarden. Hei gëtt et u sech Reegelen. An de Kolleeg Dan Biancalana wäert herno dorobber agoen, wéi och op ganz aner wichteg Punkten, déi mat hei an d'Debatt gehéieren.

Ech, fir main Deel, wëll nach op en anere sensibele Punkt agoen, an zwar d'Dignitéit bei de Gebuerten. D'Kontrollekipp schreift an hirem Rapport, dass se ganz ënnerschiddlech Informatiounen, Kontradiktioune kritt huet, wat den Accouchement betrëfft. Si bleift awer ganz formell, datt all Presenz vu Policebeamten am Gebuertsraum net akzeptabel ass.

Ausserdeem widderhëlt d'Kontrollekipp Recommandatioun un d'Policeautoritéiten, dass d'Prozedur am Fall vun enger Gebuert vun enger inhaftéierter Fra kloer gereegelt muss ginn.

Weider féiert si un, wéi wichteg et ass, dass d'Polizistinnen an d'Polizisten aus aneren Déngschter besser fir déi spezifesch Aufgabe vun der UGAO – dat ass d'Unité de garde et d'appui d'operationel –, musse sensibiliséiert ginn an dass och dofir gesuergt muss ginn, dass d'Reegele fir d'Iwwerwaachung wärend dem ganzen Openthalt an der Maternité eenheetlech ugewannt musse ginn.

D'Kontrollekipp erënnert och drun, dass d'Benotze vun Handschellen oder Foussfessele geneesou wéi all Form vu Festbannen, Ustrécke vun de Fraen un d'Gebuertsbett definitiv ze verbidden ass. An dofir wëll ech nach eng Kéier an aller Däitlechkeet soen: Eng Fra, déi e Kand op d'Welt bréngt, ass keng Gefor. Si ass an engem ganz verletzleche Moment vun hirem Liewen a si huet e Recht op Respekt, e Recht op Intimitéit an e Recht op Behandlung, déi hir Dignitéit schützt. An dat ass de Minimum. Dat ass de Minimum, deen e Rechtsstaat engem schëlleg ass.

Dëst gesot, kommen ech nach zum Punkt vun der Offer un Ausbildung an Aarbecht, déi weisen, dass nach vill Efforten do ze maache sinn, virun allem well d'Aktivitéiten aus engem anere Joerhonnert stamen. De Rapport seet ganz kloer: D'Aarbechtsméiglechkeete fir Fraen am Prisong sinn traditionell, stereotypiséiert a kaum beruffsfërderend. Strecken, Wäschen, Bitzen: Dat sinn d'Aktivitéiten, déi mer emol net méi am Lycée eise Jonken ubidden, well et jo keng Beruffsperspektive sinn, mee am Prisong gi se awer nach ëmmer als Zukunftsperspektive presentéiert. Wéi solle mer vun dëse Fraen erwaarden, dass si no hirer Fräiloossung sech kënnen integréieren, wa mer et emol net fäerdegbréngen, wéinstens déi Zäit, wou se am Prisong sinn, hinnen déi néideg Kompetenze mat op de Wee ze ginn? Mir brauchen hei ganz kloer méi Diversitéit, méi Qualifikatioun an och méi Mixitéit an den Atelieren.

Fraen hunn zum Beispill e Recht op digital Kompetenzen, op handwierklech Beruffer, op Qualifikatiounen, déi hinnen um Aarbechtsmaart och wierklech reell Perspektive kënne bidden. Mir däerfen net déi selwecht Geschlechterstereotyppen hannert de Prisongsmauere reproduzéieren, déi mer dobausse scho sou laang iwwerwanne wëllen, well d'Reintegratioun fänkt net den Dag no der Fräiloossung un, mee d'Reintegratioun fänkt schonn am Prisong un. An all Euro, dee mer an d'Ausbildung, d'Therapie, d'Reintegratioun investéieren, ass am Endeffekt eng Investitioun an d'Sécherheet vun eiser Gesellschaft.

Mir Sozialistinnen a Sozialiste soe ganz kloer: Dignitéit, Gläichberechtegung a sozial Gerechtegkeet gëlle fir jiddereen, och fir déi Leit, déi hiert Liewen net ëmmer am Grëff hunn.

Wéi soll et da lo weidergoen? Et ass net deen éischte Rapport, dee virläit, a wéi gesot kënnt et ëmmer erëm zu Recommandatiounen, zu Reformuléierungen, mee wierklech viru komme mer net. Fir awer elo Suivi ze garantéieren, fuerdere mer d'Regierung op, spéitstens a sechs Méint der Chamber en Aktiounsplang mat engem prezise Kalenner virzeleeën, fir déi 57 Recommandatioune kënnen ëmzesetzen. Mir erwaarden net, dass a sechs Méint all d'Problemer geléist sinn, mee op d'mannst, dass ee sech eng Roadmap gëtt, wéi ee kuerzfristeg an och laangfristeg déi Recommandatioune wëll ëmsetzen an eeben och dofir suergen, dass dëst reegelméisseg parlamentaresch suivéiert gëtt, fir eeben ze garantéieren, dass déi Recommandatiounen och kënnen ëmgesat ginn.

Fir de Fraen no hirer Haftstrof eng reell Chance ze ginn, erëm en onofhängegt a verantwortlecht Liewe kënnen ze féieren, ass et wichteg, dass de Fokus op d'Reintegratioun gesat gëtt. An dofir fuerdere mer d'Regierung op, dass si sech Moyene gëtt, Méiglechkeeten, fir d'Situatioun vun de Fraen no hirer Entloossung kënnen ze analyséieren, kënnen ze evaluéieren, mam Zil, e Bilan kënnen ze erstellen iwwert d'Situatioun vun de Fraen, notamment mam Zougang zum Aarbechtsmaart, zu Wunnraum an och zu soziale Servicer, souwéi iwwert d'Wiederholungstäterinnen, fir einfach ze wëssen, wéi gutt eis Programmer gräife respektiv wéi mer nach do kënnen nobesseren.

A mir fuerderen, bannent zwee Joer e spezifesche Reintegratiounsplang fir inhaftéiert Fraen auszeschaffen. Dëse Plang soll ënner anerem eng Offer un zertifizéierten an och um Aarbechtsmaart unerkannten Ausbildunge virgesinn.

Dat zu eise Motiounen.

An ech kann Iech versécheren, mer wäerten och weiderhin um Ball bleiwen. Mir haten am November 2025, d'lescht Joer, eng Demande gemaach, fir eis och déi eenzel Haftanstalten ukucken ze goen, well mir hunn et wichteg fonnt, iwwert dat, wat mer am Rapport liesen, eis och kënnen e Bild op der Plaz ze maachen. Et war e laangen Hin an Hier, et ware vill Telefonater a vill E-Mailen, mee schlussendlech hu mer elo d'Autorisatioun kritt a mir wäerten natierlech och déi Visitt do organiséieren.

Här President, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun a wëll nach eng Kéier ganz kloer drop hiweisen: Eng Gesellschaft gëtt net nëmmen un hire wirtschaftleche Succèse gemooss, si gëtt och un hirer Mënschlechkeet gemooss, un hirer Bereetschaft, deene Leit eng Perspektiv ze ginn, déi um Rand vun

der Gesellschaft stinn, an un hirer Fäegkeet, och déi Mënschen net opzeginn, déi mol Feeler gemaach hunn.

Genee dat ass de Kär vun eiser sozialistescher Iwwerzeegung. Mir gleewen un d'Verantwortung, mir gleewen och un zweet Chancen, mir gleewen un d'Gerechtegkeet an un d'Mënschlechkeet.

Fraen am Prisong: Jo, si si vläicht eng Minoritéit, mee hir Rechter si keng Minoritéitsrechter. Am Géigendeel: Et si Grondrechter!

Dëse Rapport däerf net erëm, wéi sou oft, an engem Tirang verschwannen. E muss e Wecker sinn. E Wecker, deen eis drun erënnert, dass e Prisongssystem net nëmmen un der Sécherheet gemooss gëtt, mee och do dorunner, wéi mënschlech en ass.

Ofschléisse wëll ech mat engem ganz einfache Gedanken: Am Endeffekt läit de Ball bei eis alleguerten. Mir hunn et an der Hand, e System ze schafen, e System, deen net nëmme bestrooft, mee deen opbaut, deen net nëmme verwalt, mee dee versteet, deen net nëmme reagéiert, mee schützt. Duerfir loosst eis dat zesummen ugoen!

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

– que les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes, dites Règles de Bangkok de 2010, et les Règles pénitentiaires européennes Rec 2006 2-rev révisées en 2020 constituent les standards internationaux de référence en matière de détention des femmes, au regard desquels le CELPL a évalué la situation au Luxembourg, et dont la mise en œuvre effective reste à ce jour insuffisante ;

– que les femmes représentent environ 10 % de la population carcérale luxembourgeoise et constituent, par leur sous-représentation, un groupe particulièrement vulnérable dont les besoins spécifiques sont insuffisamment pris en compte dans l'organisation actuelle du système pénitentiaire ;

– que le Contrôle externe des lieux privatifs de liberté (CELPL) a publié un premier rapport sur la situation des femmes en prison en 2017, formulant des recommandations précises à l'attention du Gouvernement et des autorités compétentes ;

– que huit ans après ce premier rapport, le CELPL a publié en 2025 un rapport de suivi sur la même thématique, transmis aux autorités compétentes en novembre 2025, contenant 57 recommandations ;

– que le rapport de suivi du CELPL de 2025 relève que les conditions de détention des femmes au bloc F du Centre pénitentiaire de Luxembourg restent insuffisantes au regard des standards internationaux applicables, notamment en ce qui concerne la rénovation des infrastructures, la séparation physique entre prévenues et condamnées, et la diversification de l'offre de travail et de formation ;

– que lors de la visite du Centre pénitentiaire de Luxembourg du 15 mai 2026, les ministres compétents ont reconnu que la situation des femmes détenues demeure, à certains égards, moins favorable que celle des hommes ;

– qu'en dépit de cette reconnaissance, aucun plan d'action public, chiffré et assorti d'un calendrier précis n'a été présenté à la Chambre des Députés en réponse aux 57 recommandations formulées par le CELPL dans son rapport de novembre 2025,

invite le Gouvernement

– à présenter à la Chambre des Députés, dans un délai de six mois, un plan d'action chiffré et assorti d'un calendrier précis pour la mise en œuvre des cinquante-sept recommandations formulées par le CELPL dans son rapport de suivi sur la situation des femmes en prison de 2025 ;

– à garantir que ce plan d'action fasse l'objet d'un suivi parlementaire régulier, afin d'éviter que les recommandations du CELPL restent sans suite concrète.

(s.) Taina Bofferding, Dan Biancalana.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

– que les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes, dites Règles de Bangkok de 2010, et les Règles pénitentiaires européennes Rec 2006 2-rev révisées en 2020 constituent les standards internationaux de référence en matière de détention des femmes, au regard desquels le CELPL a évalué la situation au Luxembourg, et dont la mise en œuvre effective reste à ce jour insuffisante ;

– que le rapport du Contrôle externe des lieux privatifs de liberté (CELPL) de 2025 souligne que les femmes détenues constituent un groupe particulièrement vulnérable, souvent marqué par des trajectoires de précarité sociale, de dépendances et de violences subies avant leur incarcération, nécessitant une prise en charge adaptée à leurs besoins spécifiques ;

– que le rapport de suivi du CELPL de 2025 relève que l'offre de travail et de formation proposée aux femmes détenues au Centre pénitentiaire de Luxembourg reste de nature traditionnelle, avec des débouchés professionnels limités sur le marché de l'emploi actuel ;

– que le rapport du CELPL de 2025 relève qu'aucun dispositif permettant de reconnaître officiellement le travail accompli en détention n'existe à ce jour, privant les personnes détenues, et en particulier les femmes, d'un outil essentiel pour leur réinsertion professionnelle à leur sortie ;

– que si le Plan volontaire d'insertion prévu par le règlement grand-ducal du 9 mars 2026 constitue un cadre général de réinsertion applicable à l'ensemble des personnes détenues, aucune mesure tenant compte des besoins spécifiques des femmes détenues en matière d'emploi et de formation n'a été élaborée et rendue publique à ce jour ;

– qu'aucune évaluation publique de la réinsertion des femmes détenues au Luxembourg n'a été publiée à ce jour,

invite le Gouvernement

– à dresser un état des lieux public et chiffré des dispositifs de réinsertion existants pour les femmes détenues au Luxembourg, et de le présenter à la Chambre des Députés ;

– à se doter, dans un délai d'un an, d'un dispositif de suivi des femmes libérées permettant d'évaluer leur accès à l'emploi, au logement et aux services sociaux ainsi que les taux de récidive, et d'en présenter les premiers résultats à la Chambre des Députés ;

– à élaborer et présenter à la Chambre des Députés, au plus tard dans un délai de deux ans, un plan de réinsertion spécifique aux femmes détenues, couvrant l'accès au logement, à l'emploi, à la formation certifiante et à l'accompagnement social, et intégrant la délivrance systématique d'attestations de travail à la sortie.

(s.) Taina Bofferding, Dan Biancalana.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.

Déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert.

Débat

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Justizministesch, mir schwätzen haut iwwert d'Situatioun vun de Fraen am Prisong zu Lëtzebuerg. Mir schwätzen iwwert d'Konditiounen, iwwert d'Gesondheet, iwwert d'Maternitéit, iwwert de Kontakt mat hire Kanner, iwwer Sécherheet an iwwer Dignitéit.

Mee ech wëll an dëser Ried besonnesch op een Aspekt agoen, deen heiansdo zwar technesch klengt, mee fir d'Zukunft vun de betraffene Fraen absolutt zentral ass: dee vun der Aarbecht am Prisong. Well d'Aarbecht am Prisong, dat ass net just eng Beschäftegung wärend där Zäit, wou een am Prisong ass. Et ass net just eppes, fir d'Zäit ze fëllen, mee et ass eppes, wat Struktur gëtt, eppes, wat Selbstwäert ka ginn. Et ass eppes, wat eng Persoun drop virbereet, nom Prisong nees Fouss an der Gesellschaft ze faassen. A genee dofir musse mer eis d'Fro stellen: Wéi eng Aarbecht gëtt de Fraen am Prisong proposéiert? Wéi eng Aarbecht kréien d'Männer proposéiert? A sinn déi Perspektive wierklech gläichwäerteg an zäitgeméiss?

Här President, de Rapport vum Contrôle externe des lieux privatifs de liberté, op deen d'Madamm Bofferding scho ganz am Detail agaang ass, mécht däitlech, datt Fraen am Prisong wierklech eng Minoritéit sinn. Dat klengt e bësse wéi eng statistesch Feststellung, mee et ass méi wéi dat, well wann e Grupp kleng ass, da kann et emol sinn, dass e séier onsichtbar gëtt. Hir spezifesch Besoine ginn net ëmmer matgeduecht. Infrastrukture ginn net spezifesch fir d'Frae geplangt. Formatiounen, Atelieren, Aktivitéiten a Gesondheetsservicer ginn dacks ronderëm d'Majoritéit organiséiert, an – dat wësse mer – am Prisong sinn dat gréisstendeels Männer.

De Rapport vum CELPL weist ganz konkreet, datt d'Problemer net abstrakt sinn, mee sech am Alldag am Block F zu Schraasseg weisen. Zum Zäitpunkt vun der Missioun waren do 33 Fraen ënnerbruecht, dorënner zwee Mineuren, 18 Fraen an Untersuchungshaft an 13 verurteelt Fraen. Well de Block F deen eenzege Fraeblock zu Schraasseg ass, ginn dës ënnerschiddlech Profiller net konsequent getrennt. Och Fraen an Untersuchungshaft, verurteelt Fraen a Mineuren, deelen also dee selwechte begrenzte Raum am Prisong. Dobäi sinn och Sport, Aarbecht, schoulmedezinnesch an therapeutesch Consultatiounen haaptsächlech an dësem Block konzentréiert. Dat mécht d'Bedéngunge besonnesch schwéier, virun allem fir schwanger Fraen oder Mammen, wou nieft der Sécherheet och d'Gesondheet vun der Fra an dem Ongebuerenen, d'Dignitéit beim Accouchement an d'Wuel vum Kand musse garantéiert ginn.

Bei der Gesondheetsversuergung ass déi kierperlech Betreiung, also d'Behandlung vu Krankheeten a medezinnesche Problemer, zwar am Prinzipp assuréiert, mee bei der psychiatrescher Betreiung souwéi an der Suchthëllef besti kloer Ongläichheeten, jee nodeem, ob een e Mann oder eng Fra ass. D'Männer kënnen am Block P2 vun enger spezialiséierter psychiatrescher Eenheet mat therapeuteschen Offere profitéieren, wärend d'Fraen hir Consultatioun, jo, dann an deem Fraeblock am Prisong, kréien, a Raim, déi och net wierklech dofir ausgeleucht sinn. Hei stellt sech d'Fro, firwat een do net jee no Profill vum Detenu kéint d'Fraen a Männer an der Betreiung mëschen,

sou wéi dat zum Beispill am CHNP oder an der Prison semi-ouverte zu Giwenech de Fall ass. Och bei der Formatioun, bei der Aarbecht a bei der Reinsertioun bleift d'Offer ze limitéiert. An dorop kommen ech méi spéit nach eng Kéier zréck.

Dozou kënnt och d'Fro vun de Familljekontakter. Besonnesch fir eng Mamm ass dat entscheedend, eng Relatioun mat hirem Kand opzebauen an am Rapport steet och ganz kloer, dass d'Mamme sech ganz besonnesch schwéier dinn, dass d'Kand iwwerhaapt emol weess, dass d'Mamm am Prisong ass, soudass do déi Videoconsultatiounen, déi Gespréicher, déi d'Mamm dann eeben iwwer technesch Moyene mat hirem Kand huet, enorm wichteg sinn a vläicht méi wichteg wéi déi physesch Visitte sur place, well et ass wichteg, dass d'Relatioun mat de Kanner net ofbrécht. Grad fir d'Fraen am Prisong ass dat enorm wichteg, well si awer oft nach d'Haaptbezuchspersoun vun engem Kand sinn.

Här President, de Prisongssystem, sou wéi en an de meeschte Länner entstanen ass, gouf iwwer Joerzéngte virun allem fir eng Populatioun entwéckelt, an zwar fir d'Männer. A wann e System haaptsächlech op d'Besoine vun enger Majoritéit ausgeriicht ass, ma da riskéiert d'Minoritéit, also hei d'Fraen, systematesch manner berécksiichtegt ze ginn. A genee dat beschreift de Begrëff vun enger geschlechtssensibeler Gestioun vum Prisongssystem. Et geet net dréms, dass eng Fra anescht traitéiert gëtt, well et eng Fra ass, mee et geet drëm unzeerkennen, datt et dacks aner Realitéiten, aner Besoinen an aner Erausfuerderunge gëtt, déi an der Organisatioun vum Strofvollzuch musse matgeduecht ginn.

Dat betrëfft souwuel d'Infrastruktur wéi och d'Gesondheetsversuergung, awer och déi psychiatresch Betreiung, d'Organisatioun vun de Visitten, d'Méiglechkeete fir d'Mammen, d'Formatiounen an och d'Aarbechtsatelieren. Et dréit sech also net nëmmen ëm een eenzegt Theema, mee ëm eng transversal Aufgab, déi all Beräich vum Prisongssystem betrëfft.

A genee dofir muss d'Geschlechterperspektiv e feste Bestanddeel vun der Gestioun vum Strofvollzuch ginn. Net als Zousaz, net als Ausnam, mee als Prinzipp vun enger moderner a mënschlecher Prisongspolitick. Well nëmme sou kënne mir verhënneren, datt eng Fra net wéinst hirem Delikt, mee wéinst hirer Positioun als Minoritéit an engem System aner Méiglechkeeten, manner Méiglechkeeten huet wéi e männlechen Detenu.

Passend dozou huet de CELPL och kloer insistéiert, fir d'Personal ze sensibiliséieren, dëst fir déi representéiert Stereotyppe bei de Fraen am Prisong ofzebauen, eng neutral Approche ze encouragéieren. An dës Recommandatioun deckt sech mam zweeten an drëtten Objektiv vum nationale Plang fir d'Gläichstellung tëscht Fra a Mann, deen am Mäerz d'lescht Joer presentéiert ginn ass. Dës gesinn zesumme vir, duerch 55 Aktiounen d'Stereotyppe vun de Geschlechter, de Sexismus ze reduzéieren an och Formatiounen duerch e standardiséierte Kader iwwert d'Gläichstellung ze erméiglechen.

Leider ass d'Madamm Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit haut net hei, well ech hätt do eng Fro u si, mee ech sinn iwwerzeegt, d'Madamm Justizministesch wäert hir déi weiderginn, soudass si iwwert en anere Moyen kéint äntwerten. Well elo wéilt ech vun hir wëssen, wou mer elo, 16 Méint no der Presentatioun vun deem Aktiounsplang, mat der Ëmsetzung vun dësen Objektiver am Strofvollzuchsystem dru sinn.

Här President, wann een d'Aarbecht vun de Fraen am Prisong kuckt, da gesäit een: Et gëtt Aarbechtsplazen. Also ech kucke lo hei ganz spezifesch op Schraasseg. An eng grouss Majoritéit vun de Fraen am Prisong zu Schraasseg kann aktuell schaffen. An zwar sinn et am Duerchschnëtt zéng bis zwielef Fraen, déi ronn siwe Stonnen den Dag schaffen. Déi eng hunn eebe speziell Atelieren, déi anerer an interne Servicer vum Prisong.

Et geet also net drëm: Gëtt et iwwerhaapt Aarbecht? Mee et geet ëm d'Fro: Wéi eng Aarbecht gëtt et? An hei gëtt de Problem méi kloer. D'Aarbechten, déi d'Fraen zu Schraasseg proposéiert kréien – ech mengen, d'Madamm Bofferding war schonn drop agaangen –: Strecken, Wäschen, Bitzen, e bësse Broderieaarbechten, Recycling a kleng Bricolageaarbechten. Bon, dat sinn Aarbechten, déi hire Wäert hunn, mee trotzdeem ass dat e bëssen altbacken a bréngt eis zréck an eng traditionell Geschlechterroll a bitt eigentlech nëmme limitéiert beruflech Perspektiven.

An do stelle mer eng politesch Fro: Kann eng modern Strofvollzuchspolitick, déi sech d'Reinsertioun op de Fändel schreift, sech domat zefridde ginn? Als CSV soe mer dozou ganz kloer Nee. Well d'Zil dierf net sinn, d'Fraen am Prisong just ze beschäftegen. D'Zil muss sinn, hinne Kompetenze mat op de Wee ze ginn, fir dass se herno um Aarbechtsmaart eng zweet Chance kréien, Kompetenzen, déi hinnen erlaben, nom Prisong net vläicht nees an d'Prekaritéit ze falen, a Kompetenzen, déi hinnen och eng reell Chance gi fir d'Liewen duerno.

Här President, de Verglach mat de Männer weist, datt et hei eng strukturell Ongläichheet gëtt. Am CPL zu Schraasseg existéieren ënnerschiddlech Ateliere fir Männer a Fraen. Soumat ass den Zougang zu den Aarbechtsatelieren natierlech och net fir jiddereen dee selwechten. Déi genee komplett Lëscht vun den Atelieren no Geschlecht ass net systematesch ëffentlech dokumentéiert. An ech mengen, dat ass vläicht schonn en Deel vum Problem.

Mee aus de Rapporten an den ëffentlechen Informatioune geet ervir, datt Männer éischter Zougang zu méi diversifizéierten, manuell-techneschen oder handwierklechen Aarbechte kréien an net nëmmen zu Wäschen, Bitzen a Strecken. Si kréien Atelieren ugebueden, déi méi no un engem berufflleche Profill leie wéi déi, déi d'Fraen ugebuede kréien.

An do läit de Kär vun der Ongläichheet. D'Frae kréien zwar eng Aarbecht, mee net onbedéngt déi Aarbecht, déi hinnen déi néideg Perspektive gëtt. Well, wat bréngt et enger Fra, wa se, jo, e puer Méint oder e puer Joer am Prisong sëtzt an duerno erauskënnt a seet: „Ben, ech hunn zwar geschafft, mee ech hu keng technesch Kompetenze mat op de Wee kritt, déi ech herno op engem Aarbechtsmaart wierklech asetze kann."

Wann Aarbecht am Prisong also Reinsertioun soll sinn, ma da muss se och wéi Reinsertioun organiséiert ginn. An an deem Kontext ass och eng Recommandatioun vum CELPL eng Ausweitung vun de Formatiounen an den Atelieren, déi op konkreet beruflech Perspektiven ausgeriicht sinn. D'Zil soll sinn, datt Fraen, gradewéi d'Männer, wärend hirem Openthalt am Prisong Kompetenzen entwéckele kënnen, déi hinnen eeben no der Entloossung hëllefen, um Aarbechtsmarché Fouss ze faassen.

Gläichzäiteg gëtt recommandéiert, d'Leeschtungen an d'Aarbecht vun de Prisonéierinnen duerch Certificaten oder Attestatiounen offiziell ze beleeën, wou dann och net e Stempel vum Prisong drop ass, fir datt hir Chancen op Beschäftegung no enger Haft verbessert ginn.

Här President, et gëtt e ganz kloer positiivt Beispill hei zu Lëtzebuerg: Dat ass den hallef oppene Prisong zu Giwenech. Do kritt een aner Kompetenzen, déi dann och zu engem berufflleche Profill mat Zukunft féieren. An hei gesäit een och, dass déi Mixitéit an den Ateliere vu Mann a Fra wierklech kann um Terrain funktionéieren, well hei si Fraen a Männer, déi an enger Rei Atelieren zesummeschaffen. An dës Erfarungen, gesäit een am Rapport, gi ganz positiv ënnerstrach. Souguer zu Schraasseg gouf wärend der Covidpandemie och a geméschten Ateliere geschafft, an dat, ouni datt gréisser Problemer opgetruede sinn. D'Argument, dass esou eng Ouverture also prinzipiell guer net méiglech wier, iwwerzeegt net. Mixitéit am Prisong heescht net automatesch: Risiko. Se muss encadréiert ginn, se muss gutt organiséiert ginn. An natierlech muss een d'Sécherheetsfro seriö huelen. Mir dierfe se awer net als pauschaalt Argument benotzen, fir Fraen aus verschiddenen Atelieren auszeschléissen.

Här President, de CELPL recommandéiert genee dat: d'Ouverture vu verschiddenen Atelieren, déi bis elo just fir Männer reservéiert sinn, fir Fraen, déi den dofir néidege Profill hunn. An ëmgedréit kéinten och vläicht Männer, déi Loscht hunn ze strecken an ze bitzen an ze wäschen, an deene verschiddene Strukture vum Fraeblock integréiert ginn.

Une voix | Eng Raritéit!

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Eng Raritéit vläicht, mee wie weess.

Voilà, dës Recommandatioun gëtt gemaach, fir eebe méi geméschten Atelieren an Aktivitéiten anzeféieren. Sou kënnen dës Offeren net nëmmen zu méi Chancëgläichheet bäidroen, mee och sozial Kompetenzen an d'Virbereedung op d'Liewen nees ausserhalb vum Prisong stäerken. De Rapport gesäit an dëser Mixitéit e wichtegt Instrument fir d'Reintegratioun an d'Normaliséierung vun de soziale Bezéiungen.

Dofir ass meng éischt Fuerderung, vläicht eng Analys vun den Aarbechtsatelieren aus dem Prisong ze maachen, jee no Geschlecht, Status, Dauer, a Waardelëschten eeben ze kucken: Wou staut et vläicht? Wou kënne mer d'Offere méi geziilt ausbauen?

Här President, ech wëll och op d'Formatioun agoen, well eng Aarbecht ouni Formatioun, ben, dat bleift dacks just eng Beschäftegung. Eng Aarbecht mat der néideger Formatioun, mat deem néidege Bagage, déi ka bei der Reinsertioun hëllefen.

A schonn a parlamentaresche Froe vun de leschte Jore gouf gefrot, ob et nach genuch qualifizéierend Formatiounen am Prisong gëtt. Et gouf gefrot, ob d'Detenuen Zougang zu digitale Kompetenze kréien. Mir wëssen et alleguer: Et ass haut essentiel, dass een digital Kompetenzen huet. Mir liewen an enger Gesellschaft, wou bal all Beruff digital Kompetenze verlaangt. Eng Persoun, déi aus dem Prisong kënnt, muss fäeg sinn, hir administrativ Demarchen online ze maachen, eng Aarbecht ze sichen an och digital Servicer ze benotzen.

Wa mer hinnen dat net wärend der Zäit vum Openthalt am Prisong bäibréngen, da maache mer d'Reintegratioun onnéideg méi schwéier. A fir vill Fraen ass dat nach vill méi wichteg. Vill vun hinne ware scho virun der Haft a Prekaritéit, hunn a wirtschaftlecher Onsécherheet gelieft oder ware vu Gewalt betraff. Eng eegestänneg beruflech Perspektiv ass dofir ee vun de beschte Mëttele géint Ofhängegkeet a Réckfall. Dofir däerf d'Aarbechtspolitick am Prisong net geschlechtsblann sinn.

Här President, ech wëll hei ganz konkreet ginn. Mir brauche fir d'Fraen zu Schraasseg eng méi breet Offer u qualifizéierende Formatiounen an Atelieren: vun digitale Kompetenzen iwwer handwierklech Beruffer

bis zu zertifizéierten Ausbildungen, déi dann och déi reell Chancen um Aarbechtsmaart bidden.

Ech soen dat bewosst, well et geet net duer, eng Formatioun an der Coiffure oder an der Manikür ze proposéieren, och wann esou Formatiounen hëllefräich kënne sinn. Mir mussen oppassen, dass mer net einfach de Stereotyp vum Bitzen duerch de Stereotyp vum Schéinheetsberäich ersetzen. D'Frae mussen Zougang zu der ganzer Breet vu beruffleche Kompetenze kréien, sou wéi d'Männer och. Also, et geet ëm d'Offer an de Choix vu jidderengem, d'Recht op d'Selbstbestëmmung.

Här President, dëst ass keng Debatt iwwer Confort. Et ass eng Debatt iwwert de Rechtsstaat, iwwert d'Dignitéit, iwwert d'Preventioun vu Réckfall. Eng Prisongsstrof soll net bedeiten, datt e Mënsch keng Zukunft méi huet, mee se soll och net bedeiten, datt d'Frae méi schlecht Reinsertiounschancë kréien, well se eng Minoritéit am System sinn.

De Staat huet d'Verantwortung, d'Sécherheet ze garantéieren, mee och d'Verantwortung, de Retour an d'Gesellschaft beschtméiglech virzebereeden. Dofir wollt ech der Madamm Ministesch follgend Froe stellen:

Wéi eng konkreet Aarbechtsplaze ginn aktuell fir Fraen a fir Männer am Prisong proposéiert? Wéi laang sinn d'Waardeleschten, fir an déi verschidden Atelieren eranzekommen? Gëtt et Aarbechten, fir déi den Detenu e Certificat oder iergendeng Attestatioun kritt, déi him nom Prisong dann iergendwou kann hëllefen? Wéi eng Atelieren zu Schraasseg sinn haut nach faktesch fir Männer reservéiert? A firwat kënne Fraen do vläicht net integréiert ginn? Wéi eng Strategie huet d'Regierung, fir d'Aarbechte vun de Fraen am Prisong aus dem traditionelle feminiséierte Scheema erauszeféieren? A wéi gëtt séchergestallt, datt eng Fra an Untersuchungshaft net manner Perspektive wéi e Mann huet?

Här President, mir dierfen d'Fraen am Prisong net nëmmen un der Zuel vun de Better moossen, mee un de Perspektiven, déi mer hinne ginn. Mir brauche Reinsertioun, an déi muss am Mëttelpunkt stoen. Dofir brauche mer als Reform vun der Aarbecht an der Formatioun am Prisong méi divers Atelieren, besser Formatiounen, méi digital Kompetenzen an och vläicht méi Mixitéit. Virun allem brauche mer eng Politick, déi sech net vu Geschlechterstereotyppe leede léisst, mee vun de Kompetenzen an de Perspektive vun de betraffene Fraen.

Wann eng Fra de Prisong verléisst, da soll se net nëmme kënne soen: „Ech hu meng Strof ofgesiess." Si soll kënne soen: „Ech hunn eppes geléiert. Ech hunn eng Kompetenz, a soumat hunn ech och eng reell Perspektiv." An dat ass de Mossstaf, un deem mir e gerechten a moderne Strofvollzuch moosse mussen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Zäitpunkt vum Rapport vum Contrôle externe des lieux privatifs de liberté souzen zu Lëtzebuerg ronn 40 Fraen am Prisong: 33 zu Schraasseg a 7 zu Giwenech. Dat sinn ongeféier 5 % vun der gesamter Prisongspopulatioun. Dorënner waren 13 condamnéiert Fraen, 18 en détention préventive an 2 Mannerjäreger.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Dat ass eng kleng Grupp, mee si ass alles anescht wéi irrelevant, well grad un enger klenger Grupp gesäit een dacks ganz kloer, ob e System wierklech gutt fonctionéiert oder eeben net.

De Rapport vum Contrôle externe des lieux privatifs de liberté weist op eng Rei Erausfuerderungen hin. Hien erlaabt eis et och, Bilanz ze zéien iwwert dat, wat an de leschte Jore scho verbessert gouf, an ze kucken, wat nach weider Schrëtt sinn, déi musse geleescht ginn. Ech hat dës Theemen och schonn am Februar dëst Joer am Kader vun enger parlamentarescher Fro opgeworf.

Ech wëll dobäi ausdrécklech unerkennen, datt am Block F – et ass schonn doriwwer geschwat ginn – awer och schonn eng Rei Fortschrëtter gemaach gi sinn. D'Kichen an d'Gemeinschaftsraim goufen nei amenagéiert, d'Méiglechkeeten, fir Sport ze dreiwen, goufen ausgebaut an och de psychiatresche Suivi konnt duerch nei Raimlechkeeten an eng verbessert Betreiung gestäerkt ginn. Och déi méi grouss Mixitéit bei kulturellen Aktivitéiten an an der Suchthëllef ass e positive Schrëtt.

D'Tatsaach, dass d'Justizministesch an d'Gläichstellungsministesch sech nom Rapport perséinlech op der Plaz e Bild gemaach hunn, ass e wichtegt Signal. Elo kënnt et natierlech drop un, déi schonn ageleete Verbesserungen och konsequent weiderzeféieren. Trotz de Fortschrëtter, déi ech genannt hunn, bleiwen nämlech nach eng Rei strukturell Erausfuerderungen.

An der Äntwert op déi genannte parlamentaresch Fro hat Dir gesot, Madamm Minister, datt Persounen an Détention préventive a condamnéiert Persounen am Prinzipp getrennt ënnerbruecht misste ginn. Gläichzäiteg gëtt awer erkläert, dass dës Trennung wéinst Plazmangel an infrastrukturelle Contrainten net ëmmer méiglech ass. Dobäi ass dës Trennung tëschent Untersuchungshaft a Verurteelten e wichtege rechtsstaatleche Prinzipp, besonnesch wann ee bedenkt, datt méi wéi d'Hallschent vun de Fraen am Block F nach net condamnéiert sinn an d'Présomption d'innocence fir si deemno weiderhi gëllt.

Och de Menottage an eng normaliséiert Policepresenz wärend medezinnesche Consultatioune werfen nach e puer Froen op. Et geet hei net drëms, Sécherheetsinteressen a Fro ze stellen, mee et ass wichteg, datt esou Decisiounen ëmmer op enger individueller Evaluatioun baséieren, begrënnt sinn an och transparent dokumentéiert ginn.

Här President, schonn 2018 hat den Ombudsmann sech mat der Situatioun vun de Fraen am Prisong beschäftegt. Dat weist, datt dës Froen net nei sinn, mee och, datt et sech ëm komplex Theemen handelt, déi eng dauerhaft a konsequent Opmierksamkeet verlaangen. Et ass duerfir gutt, dass mir dës Diskussioun haut féieren an zesumme kucken, wéi d'Bedierfnisser vun de Fraen am Prisong nach besser kënne berécksichtegt ginn.

En éischte Schratt ass deen, unzeerkennen, datt eise Prisongssystem, wéi bal als System, historesch fir Männer konzipéiert ginn ass: d'Infrastrukturen, d'Sécherheetslogik – alles ass um Mann orientéiert. Dat erkläert verschidde strukturell Situatiounen, déi sech net vun haut op muer a ganz einfach léise loossen.

Mat der Ouverture vum Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff am Joer 2022 ass e wichtege Schrëtt gemaach ginn, fir d'Trennung vun der Untersuchungshaft an dem ferme Prisong am Allgemengen ze verbesseren. Fir d'Fraen huet sech doduerch allerdéngs wéineg geännert. D'Konsequenz, déi gesi mir haut deels an dem scho genannte Block F. Condamnéiert Fraen an och Fraen an Détention préventive bleiwen nämlech hei am nämmlechte Block a mat och nëmmen – dat ass och scho gesot ginn – e puer Eenzelzellen.

Den Direkter vun der Administration pénitentiaire huet dann och selwer dorobber higewisen, datt déi wuessend Prisongspopulatioun eng vun de gréisste Erausfuerderunge bleift. An deem Kontext ass et wichteg, weider iwwer Alternativen zum Prisong nozedenken, besonnesch iwwer Instrumenter, déi et haut scho gëtt, mee déi nach net vollstänneg ausgeschëpft sinn. Ech denken hei notamment un de Bracelet électronique.

Am Stroffvollzuch gëtt d'Surveillance électronique nach relativ limitéiert agesat, obwuel vill Leit relativ kuerz Strofen ofsëtzen – also grad Fäll, wou esou eng Alternativ kéint a Fro kommen. Och am Kader vum Contrôle judiciaire vu Prevenuen ass dës Méiglechkeet am Gesetz virgesinn, gëtt an der Praxis awer net genotzt.

Ech hunn dës Fro och schonn e puermol an dësem héijen Haus opgeworf an ech begréissen, dass d'Regierung dës Pist weider wëll préiwen. A mengen Aen – an dat ass meng perséinlech Meenung – préiwe mir awer hei schonn immens, immens laang. An et misst och hei zu enger konkreeter Ëmsetzung kommen. Aner Länner, wéi zum Beispill Spuenien a Frankräich, hu mat der Foussfessel scho ganz positiv Erfarunge gesammelt. Dat besonnesch och am Kontext vun der haislecher Gewalt.

Als Demokratesch Partei ënnerstëtze mir dës Approche. Si entsprécht deem, wat mir an eisem Walprogramm versprach haten a wat mir och am Koalitiounsaccord zesumme festgehalen hunn. Fir eis ass kloer: Do, wou et verantwortbar ass an de gesetzleche Konditiounen entsprécht, soll de Bracelet électronique méi konsequent genotzt ginn – am Strofvollzuch, mee och amplaz vun enger Détention préventive.

E kann d'Reinsertioun férderen, well d'sozial Kontakter an och eng Aarbecht oder eng Formatioun kënnen erhale bleiwen. Gläichzäiteg kann esou eng Mesür dozou bäidroen, Réckfäll ze vermeiden an de Prisongssystem ze entlaaschten – selbstverständlech ouni Kompromësser bei der ëffentlecher Sécherheet.

Duerfir meng Fro an dësem Kontext un d'Madamm Minister: Wéi ass den aktuelle Stand vun den Aarbechten am Zesummenhang mam Asaz vun dem Bracelet électronique? Gouf et an deem Kader schonn Echangë mat de concernéierten Acteure vun der Justiz oder der Police? Oder u wat läit et u sech, dass mir beim Asaz vum Bracelet électronique awer nach trotzdeem esou retizent bleiwen?

Här President, besonnesch sensibel ass d'Situatioun vu Mannerjäregen. Hiren Intérêt supérieur muss ëmmer am Mëttelpunkt stoen an en Erwuesseneprisong ass definitiv keng Plaz fir Kanner.

Ech weess, datt mat der Reform vum Jugendstrofrecht an dem Centre pénitentiaire pour mineurs nei Strukture virgesi sinn. Dat ass eng ganz wichteg Entwécklung. Bis dës Strukturen operationell sinn, musse mir awer weiderhi versichen, déi aktuell Situatioun esou gutt wéi méiglech ze begleeden. Duerfir maachen ech op dëser Plaz nach eng Kéier den Appell ..., wéi wichteg et ass, dass mir séier mam Jugendstrofrecht virukommen.

Well ech dës Reform elo als Deputéiert schonn eng Rei Jore suivéieren, weess ech ëm d'Retizenzen, déi vu verschiddene Säiten hei kommen, fir de Paradigmewiessel, deen uviséiert ass, ëmzesetzen. Dës Reform ass awer onëmgänglech. Mir respektéiere mat dem

bestoende System scho méi laang eis international Engagementer am Jugendschutz an am Jugendstrofrecht net an hu keng wierklech „child-friendly justice" en place, wéi se vum Conseil de l'Europe an och an der Convention relative aux droits de l'enfant virgesinn ass. Duerfir ass et eminent wichteg, dass dës Reforme vum Jugendstrofrecht an doru gekoppelt och déi vum Jugendschutz esou séier wéi méiglech hei gestëmmt an och ëmgesat ginn.

D'Vereent Natiounen hunn 2010 mat de Bangkok Rules fir d'éischt spezifesch Reegele fir weiblech Prisonéier festgeluecht, net well Frae spezifesch Privileegie bräichten, mee well hir Situatioun an hir Besoinen zum Deel anerer sinn. Dat gesäit een och bei der Gesondheetsversuergung.

Bei der gynekologescher Betreiung an dem Schwangerschaftssuivi am Prisong goufen an de leschte Joren awer definitiv Fortschrëtter gemaach. Beim psychiatresche Suivi, par contre, do bleift nach Entwécklungspotenzial. Vill Fraen am Strofvollzuch hunn eng schwéier Liewensgeschicht mat Gewalt a Mëssbrauchserfarung oder eng traumatesch Vergaangenheet hanner sech. Dat relativéiert keng Strofdot, mee et weist, dass eng individuell psychiatresch Begleedung eng ganz wichteg Roll spillt.

D'Unité de psychiatrie socio-judiciaire gouf schonn an der Reform vun 2018 virgesinn. An der Äntwert op meng rezent parlamentaresch Fro hat Dir, Madamm Minister, erkläert, dass den Ament Iwwergangsléisungen duerch de Service psychiatrique en milieu pénitentiaire an nei Raimlechkeete bestinn.

Dat ass eng Verbesserung. Op laang Siicht bleift awer evidemment d'Zil, datt déi ursprünglech virgesinne Struktur voll operationell gëtt. Duerfir meng Fro, wat do den aktuelle Stand ass mat der Ëmsetzung vun der Unité de psychiatrie socio-judiciaire a wat fir Etappen do nach feelen, bis dës kann operationell ginn.

Och beim Theema Aarbecht a Formatioun, an dat ass och schonn ugeschwat ginn, gëtt et nach Verbesserungspotenzial. D'Frae ginn aktuell haaptsächlech an der Streck, an der Wäsch, am Bitzatelier oder beim Botzen agesat. Bei de Männer ass d'Offer méi breet, méi divers a méi no u verschidde Beruffsrealitéite gebonnen. Och hei begréisse mir, dass nei Formatioune fir Fraen ugekënnegt goufen an datt den Ausbau vum Fraenatelier nach virun Enn 2026 ufänke soll.

D'Aarbecht am Prisong soll net just en Zäitverdreif sinn. Si soll Kompetenze vermëttelen, Perspektive schafen an op d'Liewen no der Strof virbereeden. Fir eis als DP ass kloer: Reinsertioun fänkt net eréischt um Dag vun der Entloossung un, si muss schonn am Prisong matgeduecht ginn.

Här President, wien am Prisong ass, verléiert seng Fräiheet. E verléiert awer net seng Grondrechter, net seng Dignitéit an och net de Schutz vum Rechtsstaat. D'Ombudsman huet bei der Presentatioun vum Rapport gesot, d'Fraen am Prisong hätte wéinst hirer klenger Unzuel dacks keng Stëmm a keng Lobby. Genee do hu mir als Politick eng Verantwortung: eng Stëmm si fir déi, déi selwer keng hunn.

Et geet mir haut net doréms, nëmmen op d'Defiziter hinzeweisen. Et ass wichteg, déi Fortschrëtter unzeerkennen, déi schonn erreecht goufen. Gläichzäiteg sollt de Rapport en Ustouss sinn, déi nach oppe Chantiere konsequent weiderzeféieren. Wann et eis geléngt, e Prisongssystem ze schafen, deen och de spezifesche Besoine vun de Frae gerecht gëtt, da maache mir de System net nëmme besser fir eng kleng Minoritéit, mee méi gerecht a méi mënschlech fir jiddereen. Dat sollt eisen Usproch als Rechtsstaat hei zu Lëtzebuerg och sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Hartmann. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana agedroen. Här Biancalana, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Kolleegin Taina Bofferding huet Iech gewisen, wat an eise Prisonge fir d'Fraen net stëmmt a firwat dat eis als Sozialisten net kal léisst. An ech wäert dëse Constat net am Detail widderhuelen.

Ech wëll zwou aner Saache maachen: éischtens de Constat, dass Lëtzebuerg international Engagementer, zu deenen et steet, net anhält, an zweetens d'Fro stellen, wien dës Fraen iwwerhaapt sinn a firwat si am Prisong sinn. Well hei geet et net nëmmen ëm d'Prisongsorganisatioun. Et geet ëm de Rechtsstaat, ëm d'Gläichbehandlung, ëm Mënscherechter an ëm d'Fro, ob mir e System hunn, deen d'Liewensrealitéite vu Fraen iwwerhaapt richteg erfaasst an hinne Rechnung dréit.

Ech wéilt ënnersträichen, dass de Prisongssystem generell an historesch ëmmer vu Männer fir Männer konzipéiert gouf, well d'Konditioun vun der Persoun an Haft d'Konditioun vum Mann ass, deen am Prisong sëtzt. Deemno si Frae marginal an och marginaliséiert – net nëmme statistesch, mee och strukturell an organisatoresch. Dat ass net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och international de Fall. An dofir betitelt och den Observatoire international des prisons d'Fraen an Haft als „les grandes oubliées".

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Prinzipp ass kloer: Haft ass den Entzuch vu Fräiheet, net den Entzuch vu Rechter. Fraen hunn en Usproch op eng Detentioun, déi hire Status, hir Gesondheet, hir familiär Verantwortung an hir spezifesch Vulnerabilitéit berücksichtegt. Lëtzebuerg huet sech verflicht, d'Rechter vu Fraen an Haft ze respektéieren: iwwert d'Europäesch Mënscherechtskonventioun, iwwert d'Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun an iwwer international Traitéen. Dës Verflichtunge si fir d'LSAP net an engem Vakuum ze liesen an ëmzesetzen. Si mussen am Liicht vun dëse Standarde gelies an och ëmgesat ginn, déi Lëtzebuerg als Member vum Europarot an als EU-Memberstaat politesch a juristesch net ignoréiere kann.

Dat sinn engersäits d'Mandela-Reegelen iwwert d'Mindeststandarden am Prisong. Dat sinn awer och d'Bangkok-Reegelen – et ass virdrun doriwwer geschwat ginn – vun de Vereenten Natiounen iwwer Fraen an Haft. Dat sinn d'europäesch Prisongsreegelen an d'Recommandatioune vum Antifolterkommitee vum Europarot.

Dat sinn also net abstrakt Texter. Se sinn am Fong de Moossstaf, un deem dës Rechter am Prisongswiesen ausgeluecht musse ginn. An an dësem Kader moossen ech och en Deel vun der Realitéit.

D'Bangkok-Reegele verlaangen den Zougang zu Hygiènesprodukter fir Fraen. Zu Giwenech sinn dës Produkter net am Basis-Kit. De Contrôle externe schwätzt vun engem potenziell degradanten Traitement. D'Reegele vu Bangkok verlaangen e gläichwäertegen Zougang zu Aktivitéiten. Mir hunn et héieren: D'Realitéit am CPL ass eng aner. Botzatelieren, Bitzen, Wäscherei: traditionell mat limitéierten Debouchéen.

D'Frae mussen also waarden, bis se op Giwenech kommen, fir iwwerhaapt a Kontakt mat méi valorisanten Aktivitéiten ze kommen. Giwenech ass also an deem Sënn e Liichtbléck, mee et kann net sinn, dass gläichwäerteg Reinsertioun eréischt ufänkt, wann eng Fra d'Chance huet, dohinner transferéiert ze ginn. Dat ass keng Gläichbehandlung, dat ass Reproduktioun vu sozialer Ongläichheet.

D'Reegele vu Bangkok verlaangen eng psychiatresch Versuergung, déi där vun de Männer gläichwäerteg ass. D'Fraen hunn awer keen Zougang zu der P2-Unitéit – net zu therapeutesche Gruppen, net zur Ergotherapie. De Grondgedanke generell vun de Bangkok-Reegele leent sech also ganz staark un dee Prinzipp un: „Keep women out of prison."

De Contrôle externe zitéiert d'Mënscherechtskonventioun, de Verbuet vun inhumanem an degradantem Traitement. Genee do misst och d'Unité de psychiatrie socio-judiciaire stoen, déi eist eegent Gesetz zënter aacht Joer virgesäit an déi et nach ëmmer net gëtt. An dofir vläicht och eng éischt Fro un d'Madamm Minister – mir hunn et scho puermol hei am Haus beschwat –: Wou si mer an der Planung vun där doter Unitéit drun?

Am Block F, mir wëssen et, do si Prevenuen, verurteelt Fraen an och Mannerjäreger zesummen. D'Trennung vu Kategorien ass kee Luxus, mee e Basiselement vun engem Schutzprinzipp. Mee och hei weist sech alt erëm, dass duerch hir statistesch Minoritéit vun 10 % hei zu Lëtzebuerg – europawäit sinn et 5 % – d'Fraen deelweis net am CPU zu Suessem an Untersuchungshaft sëtzen. Ass dat – an dat ass eng Fro – ze opwenneg fir de System, dass se an den CPU, den Uerschterhaff kommen, dee säit 2022 op ass?

Mir wëssen, dass déi Trennung am Block F strukturell onméiglech ass. Si ass schwiereg, mee sécherlech net onméiglech! (veuillez lire: Si ass net schwiereg, mee onméiglech!)

Här President, elo kéint ee soen, alles dat, wat ech virdrun ernimmt hunn, wiere Recommandatiounen. Dat wier net bindend. Dat wier alles deelweis och Soft Law. Dat wier e Feeler! De Stroossbuerger Geriichtshaff liest d'Prisongsreegelen an d'Mënscherechtskonventioun, déi eis verflichten, am Liicht vun dëse Standarden.

D'Zil ass net, jiddereen d'selwecht ze behandelen. D'Zil ass, jiddereen equitabel ze behandelen an d'Exekutioun vun der Strof individuell unzepassen, fir d'Reinsertioun ze gewäerleeschten. Mee et mierkt een: Formell Gläichheet ass net reell Gläichheet.

Dat sinn also net eenzel Mëssstänn. Dat si Verspriechen, déi Lëtzebuerg ginn huet an déi an der Realitéit net agehale ginn. A keen eenzegen dovun ass eng Meenung elo hei vu mer selwer. Si stinn effektiv am Rapport vum Contrôleur externe a senger Funktioun als Kontrollinstanz.

Déi nächst Fro, déi sech stellt: Wie sinn dës Fraen, déi am Prisong sinn? De Rapport d'activités 2024 vum Justizministère weist am Fong Zuelen, déi opfalen. Vun de verurteelte Frae sëtzen der 33 % wéinst engem Homicide volontaire oder enger Tentative. Bei de Männer sinn et 13 %. 16,7 % sëtze wéinst wirtschaftlechen oder finanziellen Delikter. Bei de Männer sinn et 2,5 %. A keng eenzeg Fra ass wéinst engem Sexualdelikt verurteelt. Bei de Männer leien dës Delikter bei iwwer 10 %.

Mat Virsiicht sinn dës Zuelen ze analyséieren. Mir schätze vun, wéi gesot, 18 verurteelte Fraen 33 %. Dat si sechs Persounen. Grad dofir zitéieren ech dës Zuelen: net als statistesche Beweis, mee als Illustratioun vun engem Muster, dat och d'international Fuerschung zënter Joerzéngte beschreift. D'Kriminalitéit vun de Fraen huet en anert Gesiicht.

D'Fro ass also net nëmmen, wéi ee mat Fraen am Prisong ëmgeet, mee och, fir wéi eng Delikter mer wierklech och deementspriechend Haft brauchen. Gëtt et net och Alternativen, déi ee besser notze

kann, wéi zum Beispill de Contrôle judiciaire, de Sursis probatoire, de Bracelet électronique oder d'Libération conditionnelle? Mee och do: Wann een e Bléck werft op d'Alternativen zum Prisong, zu de Bewärungsstrofen a Mesüren, kommen och do d'Fraen nëmme minoritär an de Genoss.

Also, op där enger Säit schwéier Doten, dacks a relationellem Kontext, an op där anerer Säit net gewalttäteg, wirtschaftlech a finanziell Delikter. An ech mengen, och dat passt schlecht zum Strofvollzuch, dee virun allem op männlech gepräägt Verlafsmusteren ausgeriicht ass: klassesch delinquent Karriären, widderhuelte Kontakt mat der Strofjustiz. D'Zuele vun de Frae si kleng an awer bekannt fir, mengen ech, e Grupp, dee vun Ufank u mat ugeduecht muss ginn an der Konzeptioun vum Prisong.

Kriminologesch gesinn ass et dofir e Feeler, wa Fraen an Haft als eng ofgespeckte Versioun vum männleche Prisongsmodell behandelt ginn. D'international Fuerschung weist ëmmer dat selwecht: De Fraen hir Trajectoirë si manner duerch klassesch delinquent Karriäre gepräägt, mee méi duerch Vulnerabilitéit, duerch Gewalt, déi si selwer erlieft hunn, an och duerch Aarmut.

Vill vun dëse Frae waren Affer, éier si Auteur goufen. Och do schwätzt d'Kriminologie vum Victime-Auteur-Parcours. Dat entschëllegt sécherlech keng Dot, mee et erkläert, firwat eng gerecht Strofpolitick d'Liewensweeër mat a Betruecht zéie muss.

An dobäi däerf een och net an zwee Feeler verfalen. Och do, mengen ech, ass et d'Fuerschung déi eis et virhält. Deen éischte wier, dës Fraen als méi fragill ze pathologiséieren. An den zweeten, esou ze maachen, wéi wann d'Geschlecht keng Roll géif spillen, an dee männleche Modell einfach op si ze iwwerdroen.

Mir kënnen also de Fazit zéien: Eis Gesellschaft setzt Fraen an de Prisong, déi déi selwecht Gesellschaft verpasst huet respektiv net fäerdegbruecht huet, am Virfeld ze schützen. D'Reegele vu Bangkok si kloer: Fraen, déi keng Gefor fir d'Ëffentlechkeet duerstellen, soll een effektiv an alternativ Mesüren zur Haft stiechen. Dat ass keng Schwächt vum Rechtsstaat, dat ass intelligent an dacks méi effikass.

Ech kommen nach zu engem anere Punkt: Eng Léisung, déi och am Ausland a scho bei eis deelweis funktionéiert, dat ass d'Mixitéit. Fir och kënnen ze verhënneren, datt de Strofesystem d'Fragilitéit vu Fraen nach verschlëmmert, musse mer och iwwert d'Organisatioun vum Prisong schwätzen. An do gehéiert natierlech och d'Fro vun der Mixitéit derzou.

An ech wëll direkt soen, wat fir d'LSAP d'Mixitéit ass a wat se net ass: Si ass kee Selbstzweck an och keng ideologesch Fuerderung. Si ass en Instrument vun der Reinsertioun. Si gehéiert awer och zum Prinzipp vun der Normalisatioun, deem Prinzipp, deen och an der grousser Prisongsreform vun 2018 staark verankert gouf.

D'Liewen dobaussen ass nun emol gemëscht: an der Aarbechtswelt, Formatioun, Gesellschaft. E Prisong, deen och op dëst Liewe virbereede soll, muss och deementspriechend mat där Realitéit dobaussen ze dinn hunn. D'Mixitéit muss natierlech och encadréiert an d'Sécherheet gewäerleescht ginn.

Kucke mer op Spuenien: Do gëtt et säit 2000 „Módulos de Respeto" – Liewensunitéiten, wou Mixitéit stattfënnt. Säit 2021 gëtt et weider Pilotprojeten, déi an d'Liewe geruff goufen a wou d'Mixitéit elo och deementspriechend als Norm gëllt: bei Atelieren, bei Formatiounen, bei Reinsertiounsprogrammer. Dat féiert och am Prisong selwer zu manner Spannungen, zu méi aktiver Participatioun an zu enger besserer Virbereedung op d'Liewen nom Prisong.

Ech soen net, datt mir den auslännesche Modell och hei eent zu eent musse kopéieren, mee mir kënnen eis op alle Fall dorunner inspiréieren. Mixitéit ass also keng Gefor, virun där een deementspriechend muss Angscht hunn. Si ass en Instrument, dat funktionéiert, wann et gutt encadréiert ass. Aner Beispiller gëtt et och nach a Frankräich an an Dänemark. An deels Mixitéit gëtt et jo och zu Giwenech, mengen ech, dat dat och ganz kloer virschreift. Mixitéit a Reinsertioun gehéieren zesummen!

Mee zanter dem 9. Mäerz gëtt et awer och keng juristesch Excuse méi, well do seet den Artikel 18, dass jo am Fong d'Prisongsorganisatioun et erlaabt, gemëschten Aktivitéite bei Aarbecht, Formatioun a Fräizäit duerch eng einfach Entscheedung vum Direkter ze maachen. Also mengen ech, déi Entscheedung ass ganz einfach ze treffen, wann de Prisongsdirekter mat sengem Staff et deementspriechend och wëllen. Dat gekoppelt mam Plan volontaire d'insertion.

Ech mengen, dass dat deementspriechend e ganz, ganz wichtegen Aspekt ass. Wann d'Evidenz do ass – an d'international Fuerschung weist eis dat –, wann d'Erfarung do ass, wann d'Rechtsgrondlag do ass, wat feelt dann nach, ausser dem politesche Wëllen, fir et och deementspriechend ëmzesetzen a fir dass dës Mixitéit nach weider kann ausgebaut ginn?!

Ech kommen zum Schluss. Dräi Froen:

Déi éischt Fro ass déi vun eisem Versprieche mat den internationale Standarden. Hale mir eist Wuert oder bleiwen dës Texter Pabeier?

Déi zweet Fro ass effektiv: Bestrofe mir Delikter oder bestrofe mir Liewensweeër, déi mir als Gesellschaft net verhënnert hunn an net beschützt hunn?

An déi drëtt Fro betrëfft d'Erfarungswäerter vu Giwenech, déi ganz kloer weisen, dass een d'Mixitéit kann ausbauen. Well d'Fro vun de Fraen am Prisong ass e Spigel vun der Qualitéit vun eisem Rechtsstaat.

Et ass also keng Niewefro. An dofir wéilt ech och an deem Kontext, Här President, hei eng Motioun deposéieren. Wannechgelift.

Motion 3

La Chambre des Députés,

considérant

– que les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes, dites Règles de Bangkok de 2010, et les Règles pénitentiaires européennes Rec 2006 2-rev révisées en 2020, constituent les standards internationaux de référence en matière de détention des femmes, au regard desquels le CELPL a évalué la situation au Luxembourg et dont la mise en œuvre effective reste à ce jour insuffisante ;

– que les femmes représentent environ 10 % de la population carcérale luxembourgeoise et constituent, par leur sous-représentation, un groupe particulièrement vulnérable dont les besoins spécifiques sont insuffisamment pris en compte dans l'organisation actuelle du système pénitentiaire ;

– que le règlement grand-ducal du 9 mars 2026 portant organisation des régimes internes des centres pénitentiaires prévoit, en son article 18, paragraphe 2, que des activités mixtes peuvent être organisées sur décision du directeur du centre pénitentiaire ;

– que plusieurs États membres de l'Union européenne, dont l'Espagne avec ses Módulos de Respeto, ont développé des modèles de détention en mixité et de réinsertion spécifiques aux femmes qui ont démontré leur efficacité en termes de normalisation sociale, de réduction des tensions et de réinsertion professionnelle ;

– que ces expériences s'inscrivent dans une tendance européenne plus large, illustrée par la France et le Danemark, dont les modèles pénitentiaires orientés vers la normalisation sociale et la mixité produisent des résultats documentés en matière de réinsertion et de réduction de la récidive ;

– que le Centre pénitentiaire de Givenich constitue un exemple réussi et documenté de mixité hommes-femmes depuis 2010, sans incident majeur, et que le CELPL recommande d'étendre ce modèle aux autres établissements pénitentiaires luxembourgeois,

invite le Gouvernement

– à présenter à la Chambre des Députés, dans un délai de deux ans, une étude évaluant les possibilités d'extension du modèle de mixité existant au Centre pénitentiaire de Givenich aux autres établissements pénitentiaires luxembourgeois, en s'appuyant sur les bonnes pratiques européennes en la matière.

(s.) Dan Biancalana, Taina Bofferding.

M. André Bauler, Président de séance | Merci.

M. Dan Biancalana (LSAP) | An an där Motioun geet et eeben drëm – ugeleent engersäits un de Règlement grand-ducal vum 9. Mäerz, wou déi Méiglechkeet jo besteet –, d'Mixitéit ganz kloer anzeféieren op d'Decisioun hi vum Direkter, mat deene Beispiller, déi et jo am Ausland och gëtt an déi, mengen ech, positiv Aspekter ervirbruecht hunn. Dass d'Regierung innerhalb vun zwee Joer eis hei ganz kloer e Modell virweist mat Méiglechkeete vu weiderer Mixitéit an de Lëtzebuerger Prisongen, inspiréiert um spuenesche Modell ronderëm d'Aarbecht, ronderëm d'Formatioun, ronderëm de Sport, ronderëm de Refectoire. D'Zelle sinn natierlech individuell weider getrennt, mee et weist, mengen ech, och ganz kloer, dass dës Mixitéit zu manner Tensiounen am Prisong bäigedroen huet, manner Stress, engem manner gewalttätege Klima an enger besserer Sozialisatioun.

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Biancalana. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Dan Hardy agedroen. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Interpellatioun vun haut geet also op de Rapport vum Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté zréck, dee sech mat der Situatioun vun de Fraen am Prisong beschäftegt huet.

Wann een dëse Rapport liest, da stieche verschidde Problemer bei den Haftbedéngunge besonnesch ervir, wéi zum Beispill déi raimlech Konditiounen, d'Gesondheetsversuergung, d'Reintegratioun an d'Berécksiichtegung vu geschlechterspezifeschen Ënnerscheeder.

De Rapport beliicht awer och nach eng aner Realitéit, nämlech, datt eise Prisongssystem natierlech nach ëmmer op eng männlech Prisongspopulatioun ausgeriicht ass. D'Frae stellen hei eng Minoritéit, wat konkreet Konsequenzen op hir Haftbedéngunge mat sech bréngt, dat beispillsweis um Niveau vun den Infrastrukturen, gradewéi der Offer un Aktivitéiten, Formatiounen an Aarbechten. Déi Problematik zitt sech wéi e roude Fuedem duerch de ganze Rapport.

Éischtens, déi raimlech Bedéngungen: Hei weist de Rapport kloer, datt de gréisste Problem d'Zellen an d'Ariichtungen am Block F vum Prisong zu Schraasseg sinn. Do gi Frae mat ganz ënnerschiddlechen Haftkonditiounen zesummebruecht. Dat heescht, datt verurteelt Fraen, gradewéi Fraen an Untersuchungshaft an an eenzele Fäll Frae mat anere spezifesche Profiller, d'Infrastruktur respektiv d'Zellen zesummen deele mussen.

De Rapport hält ausdrécklech fest, datt dës Situatioun net akzeptabel ass an och déi europäesch Reegelen net respektéiert. Mir schwätzen awer net vun engem generelle Problem, dee sech duerch de ganze Prisongssystem zitt, mee vun engem Problem, dee sech op engem bestëmmte Site weist.

Zweetens, d'Gesondheetsversuergung an déi psychologesch Betreiung: Och hei muss een de Rapport genee liesen. En zeechent nämlech kee Bild vun engem Gesondheetssystem, deen am Allgemenge géif versoen. Am Géigendeel, bei der kierperlecher Versuergung ass et de Constat, datt déi néideg medezinnesch Betreiung am grousse Ganzen assuréiert gëtt. D'Kritick konzentréiert sech éischter op d'psychiatresch an d'psychologesch Betreiung.

Wa mir iwwer mental Gesondheet schwätzen, da geet et net nëmmen ëm eng medezinnesch Behandlung, et geet och ëm preventiv Aarbecht, fir Krisesituatiounen ze vermeiden, souwéi ëm eng Fréierkennung vu psychesche Problemer an ëm eng adequat Begleedung. Dat ass e wichtege Punkt, fir déi spéider Reintegratioun an d'Gesellschaft dobaussen ze erméiglechen.

Drëttens, Formatioun, Aarbecht, Reintegratioun a Kontakt mat der Famill: Eng zäitgeméiss Prisongspolitick däerf sech net dorop beschränken, eng Strof auszeféieren. Si muss och d'Zäit vun der Haft notzen, fir d'Reintegratioun virzebereeden.

De Rapport weist awer, datt d'Fraen net ëmmer déi selwecht Méiglechkeeten hunn, wat d'Offer vun den Aktivitéiten ugeet, vun den Aarbechtsplazen a besonnesch och vun de Formatiounen. Dobäi ass grad dësen Aspekt decisiv, wann ee wëll verhënneren, datt no der Haft eng nei Ausgrenzung entsteet.

Dat selwecht gëllt fir de Kontakt mat der Famill. De Rapport erënnert drun, datt de Kontakt mat de Kanner, wann en am Interessi vum Kand ass, e wichtege Bestanddeel vun der Reintegratioun ass. Och d'Prise en charge vun de Kanner gouf wuel verbessert, mee et besteet ëmmer nach Nobesserungsbedarf.

Véiertens, d'Berécksiichtegung vu geschlechterspezifeschen Ënnerscheeder: D'Interpellatioun freet no den Implikatioune vum Geschlecht an der Gestioun vum Prisongssystem. Fir d'ADR ass hei wichteg, eng equilibréiert Approche ze behalen. D'Zil muss ganz einfach sinn, datt all Persoun ënner adequaten an domat mënschewierdege Konditiounen am Prisong lieft. An dofir mussen nun emol och geschlechterspezifesch Ënnerscheeder bei der Organisatioun vum Prisong berécksiichtegt ginn.

Fir d'ADR geet et dobäi net ëm Symbolpolitick an och net ëm eng geziilt Bevir- oder Benodeelegung vun engem Geschlecht. Et geet ëm eng kohärent Approche an eng fair, effizient an och mënschewierdeg Prisongspolitick. Ausserdeem muss si och eng realistesch Perspektiv fir d'Reintegratioun schafen.

De Rapport weist, datt nach Handlungsbedarf besteet. An elo ass et un der Regierung, net nëmmen op déi eenzel Recommandatiounen anzegoen, mee eng kloer Strategie virzeleeën, wéi si d'Situatioun vun de Fraen am Prisong nohalteg verbessere wëll.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Hardy. An als nächst Riednerin an dësem Fall ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Si ass amgaangen, sech prett ze maachen.

(Hilarité)

A si ass ënnerwee. An dann huet si och direkt d'Wuert. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Merci der LSAP dofir, dëse wichtege Sujet haut hei ze thematiséieren. Et ass scho villes gesot gi vu ville Virriedner a Virriednerinnen. Wat och ervirgestrach ginn ass a wat, denken ech, wierklech e bëssen d'Ursaach vu ville Problemer ass, dat ass, dass mer effektiv iwwer eng Minoritéit schwätzen am Strofvollzuch, eng kleng Minoritéit, ongeféier 10 % vun der Prisongspopulatioun. An natierlech besteet an de Prisonge gradewéi och am alldeeglleche Liewen de Risiko, dass de System grad op eng Majoritéit ausgeriicht ass. Als Frae wësse mer, dass dat sech queesch duerch d'Liewen zitt, quitte dass mer keng Minoritéit sinn, mee dass an der Vergaangenheet oft d'Männer d'Decisioune geholl hunn. An dat weist sech natierlech och am Prisong.

An dat ass och net nëmmen eng Lëtzebuerger Erausfuerderung. Déi meescht europäesch Prisongssystemer goufen historesch fir eng haaptsächlech männlech Populatioun entwéckelt. A genee dowéinst ass et net ëmmer einfach, de spezifesche Besoine vu Fraen och déi néideg Plaz anzeraumen.

An ech mengen, dat ass wierklech e ganz grousse Verdéngscht vun deem Rapport an och vun där erneierter Revue vun deem Rapport. A mir sollten – d'Madamm Bofferding huet dat och schonn ugangs gesot – dee Rapport hei verstoen als eng Invitatioun, eis ze verbesseren, ze kucken, wéi mer d'Situatioun vun de Frae beschtméiglech kënne verbesseren, a virun allem och se net diskriminéieren de Männer géintiwwer, wat awer leider nach ëmmer och de Fall ass.

Et ass och schonn ugeklonge vun der Madamm Weydert, et goufen effektiv Fortschrëtter festgestallt tëschent 2017 an elo där neister Versioun vum Rapport: d'Betreiung vu schwangere Fraen, d'medezinnesch Begleedung, ausser natierlech de Volet vun der Psychiatrie. Dat heescht, déi Volete si besser organiséiert an dat gëtt och positiv bewäert.

Et war mir och wichteg, no der Pandemie, déi e groussen Impakt op de Prisong hat, an dat war och en Interêt vun heibanne virun allem, mengen ech, dem Marc Baum, dass mer wierklech och géife Plaze schafen, fir d'Rencontres familiales ze erméiglechen. Dat ass méiglech ginn no der Ouverture vum Uerschterhaff.

De Rapport weist awer, dass eng ganz Rëtsch Problemer weiderhi bestinn, an zwar wierklech strukturell Problemer, an déi sinn, denken ech, och net esou einfach ze léisen. Natierlech kann ee bei der Formatioun usetzen, et kann een nach d'medezinnesch Versuergung verbesseren. D'Formatioun ass d'ailleurs e Problem, deen net just d'Frae betrëfft, mee deen och d'Männer betrëfft.

Mee u sech ass den Haaptproblem vum Prisong d'Gebai an de Block F. Ech mengen, och dat steet am Rapport. Dat heescht, esoulaang wéi net e ganz déifgräifenden Ëmbau vum Prisong stattfonnt huet, wäert sech d'Situatioun vun de Frae leider net grondleeënd kënne verbesseren. An dat ass negativ. Dat ass e Constat. An duerfir ass et ëmsou méi wichteg – ech kommen nach drop zréck –, dass de Projet vum Ëmbau vum CPL wierklech weidergeet, well en net nëmme fir d'Fraen, mee notamment fir d'Frae wierklech eng Verbesserung kéint duerstellen.

Meng Hoffnung an der leschter Legislaturperiod huet u sech aus zwee Punkte bestanen. Dat eent war, datt no der Ouverture vum Uerschterhaff géif Plaz, géife Raimlechkeete fräi ginn am CPL, fir kënne grad do de Strofvollzuch vun de Fraen – nach eng Kéier – net nëmme besser ze organiséieren, mee fir och méi Plaz unzebidden.

An et ass awer elo esou: Den CPL – dat héiert ee vill, dat liest een och vill – ass extreem staark beluecht, soudass d'Fro sech stellt, wéi vill Méiglechkeeten elo iwwerhaapt nach sinn a wat säit dem Ufank vun der Legislaturperiod awer konnt gemaach gi mat der Liberatioun vun de Plazen.

An dann ass natierlech och deen anere Problem dee vun den Agenten, déi sech wierklech bekloen, dass se ënnerbesat sinn. Wat och am Rapport ëmmer erëm ënnerstrach gëtt, ass, dass och de Personalmangel en Impakt op de Fonctionnement huet. An ech denken, dass een och dat muss ugoen.

Déi zweet grouss Hoffnung awer an der leschter Legislaturperiod, an ech denken, dass se haut och nach ëmmer déi ass, dat war déi vun engem zolitten Ëmbau vum CPL, dee schwéier gemaach gëtt doduerch, dass en um Site muss stattfannen, deen awer extreem villverspriechend vun der Approche war vun deem, wat ech gesinn hu bis zum Enn vun der Legislaturperiod, nämlech wierklech kompartimentéiert kleng Strukturen, déi villes erméiglche vun deem, wat haut gesot ginn ass: d'Populatiounen ze trennen en fonction vun hire Besoinen, sief et Fraen, sief et natierlech Fraen an Untersuchungshaft, sief et Drogenofhängeger, sief et och eng vulnerabel eeler Populatioun. Alles Méiglechkeeten, déi am Moment mat där starrer Struktur, wéi mer se elo hunn, net méiglech sinn, déi awer kéinte gemaach ginn, wann een op eng méi pavillonär Struktur kéint iwwergoen. A grad fir d'Frae wier dësen Ëmbau wierklech eng ganz grouss Opportunitéit.

A jo, ech weess, et ass en extreem deiere Projet, e war et emol 2023. Ech ka mer net virstellen, dass e vill méi bëlleg ginn ass entre-temps. Mee nawell ass natierlech d'Fro, wou dee Projet genau drun ass. Am Rapport liest een, dass en hätt sollen am Oktober/November an d'Commission d'analyse critique kommen, déi Kommissioun, déi eebe feststellt, wéi et par rapport zu de Finanze mat deem Projet ass a wat nach kéint dru geännert ginn.

Am Rapport steet: „Il semble que cette échéance a été repoussée sans qu'un nouveau délai n'ait pour l'heure été communiqué."

An do ass meng Fro: Madamm Ministesch, kënnt Der eis vläicht e bësse méi am Detail soen, wou dat drun ass?

En anere Problem, dee sech awer och ganz akut an deene leschte Méint gestallt huet, dat ass dee vun de sëllege Mineuren, déi am CPL mëttlerweil ënnerbruecht ginn, wat natierlech en enke Lien mat dëser Problematik huet. Et hu vill vun de Virriedner dat schonn ugeschwat.

An duerfir natierlech och do erëm d'Fro vun der Infrastruktur. Well och wann endlech de Projet de loi iwwert d'Jugendstrofrecht an de Jugendschutz kënnt, deen ech, mengen ech, nach méi erwaarde wéi d'Madamm Hartmann, dann hu mer d'Gebailechkeeten nach net. An do wär et, denken ech, och néideg, dass dee Projet wierklech elo mat aller Severitéit weidergedriwwe gëtt, fir dass mer dann och déi néideg Infrastrukturen hunn.

Wann dat alles net ka matzäit gemaach ginn, dann, denken ech, muss ee sech awer iergendwann eng Kéier d'Fro stellen, ganz hypotheetesch, mee e bësse méi fräi denkend, ob een net eng separat Struktur fir d'Frae brauch, fir dass mer net an e puer Joer nach eng Kéier hei stinn an déi selwecht Debatt féieren an nach ëmmer net gesinn, wéi mer aus där Situatioun do erauskommen.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Madamm Tanson. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement ageschriwwen. Dann hutt Dir d'Wuert, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech mat engem Fakt ufänken, dee jiddereen ze wësse schéngt, mee keen an 42 Joer esou richteg beduecht huet: Frae maache ronn 10 % vun de Prisonéier zu Lëtzebuerg aus. Ronn 40 Persounen. A well et „just" 10 % sinn, huet een 90 % vun der Reflexioun fir d'Männer gemaach. An d'Frae kréien dat, wat iwwreg bleift.

D'Ombudsfra huet hire Rapport net ëmsoss op enger symbolescher Plaz presentéiert, dem Naturmusée am Grond, do, wou bis 1984 de Fraeprisong stoung. Dat war keen Zoufall. Dat war e Message. Dës Fraen hu keng Lobby, keng Stëmm, keng Delegatioun, déi fir si op den Dësch klappt.

57 Recommandatiounen. Loosst eis dofir net haut eng 58. maachen an dann all zesummen zeréck an den Alldag goen. An ech wëll net mam Fanger weisen. Ech wëll un dat erënneren, wat d'Regierung selwer scho versprach huet, an da froen: Wéini?

Éischtens, de Block F: Am Block F sëtzen haut Fraen a Preventioun, verurteelt Fraen a Mannerjäreger zesummen am selwechten Trakt. Ech soen et esou, wéi et ass: Mir spären do Kanner mat verurteelte Fraen zesummen an. An enger Rechtsuerdnung, déi d'Onscholdsvermuddung eescht hëlt, ass dat schwéier ze erklären.

Vun 48 Plaze sinn der just sechs Eenzelzellen. Sechs! Ech verlaangen elo keen neien deiere Fraeprisong fir 40 Prisonéier. Dat wier onverantwortlech mam Steiergeld ëmgaangen. Ech verlaange just eppes: datt d'Ministesche Backes a Margue dat anhalen, wat se am Mee zu Schraasseg ugekënnegt hunn, d'Renovatioun vum Block F, prioritär mat enger klorer Trennung vu Mannerjäregen, Preventioun a Prisonéier. An dat ass näischt Neies. Et ass dat, wat d'Regierung selwer op hir Feuille de route geschriwwen huet. An dat sollt jo awer wierklech konsensfäeg sinn.

Zweetens, d'psychiatresch Versuergung: Déi kierperlech Gesondheetsversuergung an eise Prisongen ass, dat gëtt jo unerkannt, uerdentlech. Mee bei der Psychiatrie ass eng Lück. An déi trëfft d'Fraen dann erëm am schäerfsten. Vill vun dëse Fraen droen eng Geschicht vu Gewalt, Trauma an Ofhängegkeet mat sech. Dat ass keng Entschëllegung fir eng Strof, mee et ass eng medezinnesch Realitéit, déi een net einfach kann ewechspären, esou wéi d'Prisonéier.

D'socio-judiciaire Psychiatrieunitéit, d'UPSJ, war e Pilier vun der Reform vun 2018. Mir sinn elo aacht Joer méi spéit, am Joer 2026, an et gëtt nach ëmmer kee verbindlechen Datum.

Och hei mengen ech net, datt et onméiglech ass, dat ëmzesetzen. Mir sollten awer vläicht an der Iwwergangszäit e verbindleche Kontrakt mam CHNP opmaachen, esou datt dës Fraen elo eng spezialiséiert Betreiung kréien an net eréischt, wann emol iergendwann e Bau fäerdeg ass. An datt d'Personal eng Formatioun kritt, fir Trauma a Suizidrisiko ze erkennen. Dat kascht wéineg, mee näischt maache géif méi kaschten.

Drëttens, d'Mammen an d'Kanner: Dat ass vläicht dee Punkt, wou ech mer wënschen, datt dëst Haus fir e Moment iwwert d'Parteigrenzen ewech kuckt, well de Fall, deen am Rapport steet, ass jo dann awer besuergneserreegend.

E Puppelchen, dee mat senger Mamm am Prisong wunnt, gouf an der Nuecht schwéier krank an de medezinnesche Service huet aus Angscht virun der Haftung bis den nächste Moie gewaart, ier iergendeen agegraff huet. E Puppelchen! Iwwer Nuecht! Well d'Systemfro vun der Verantwortung net gekläert war.

Ech soen et ganz kloer: Dee Puppelche muss keng Strof ofsëtzen! Mir hu keng Sippenhaft zu Lëtzebuerg. D'Kand ass onschëlleg.

Däitschland weist zu Frankfurt-Preungesheim, wéi weiblech Prisonéier mat Kanner besser kënnen encadréiert ginn: eng semi-oppe Struktur ausserhalb vun de Prisongsmaueren, wou d'Mamm schaffe geet, d'Kand an eng normal Crèche ka goen. Dat wär eng Struktur, wou mer géifen de Mammen an de Kanner hëllefen, virun allem de Kanner!

A fir déi Mammen, deenen hir eeler Kanner dobausse sinn, sollte mer déi absurd Distanzkrittäre fir d'Videotelefonie ophiewen. Dat kann een iwwer e Règlement grand-ducal maachen. An dat muss d'Chamber net beschléissen. Dat ass ganz aleng an der Herrschaft vun der Ministesch.

An da bleift d'Fro, wat geschitt, wann d'Fra erauskënnt. Haut huet se dacks keng Wunneng, keng Aarbecht. An dann iwwerrascht et keen, wa se erëmkënnt.

D'Formatiounen am Prisong si fir d'Fraen nach ëmmer traditionell. Et mengt ee bal, d'60er-Joren hätten ugeruff: Botz, Kichen, Bürosaarbecht. Dat bréngt dach keng eegestänneg Fra op d'Been!

Mir sollten net fir Prisong nom Prisong plädéieren. Mir sollten zum Beispill eis e Beispill un der Belsch huelen, wou zu Berkendael fir 700.000 Euro eng kleng gemeinschaftsno Struktur geschafe gouf, en Inkubator fir Aarbecht a Wunneng, well eng Fra, déi Aarbecht huet an eng Wunneng, kënnt manner séier erëm wéi eng, déi dat net huet. An dat ass am Interêt vun eis all.

Här President, wat wichteg ass an deem Debat hei, ass net, no Privileegien ze froen. Dat wär déi falsch Plaz. Et geet drëm, datt mer déi 40 Fraen an hir Kanner net weider behandelen, wéi wa se net existéiere géifen oder wa se just 10 % vun eiser Opmierksamkeet verdéngt hätten.

D'Regierung huet Verspriecher gemaach an ech si gespaant, wat d'Replick vun der Madamm Ministesch ass, wou déi Verspriechen dru sinn a wéini se dann och ëmgesat kéinte ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci Iech, Här Clement. An als leschte Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum agedroen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech mengen, et si seelen Debatten an der Chamber, wou een d'Gefill huet, datt et esou eng grouss Unanimitéit am Constat gëtt. An en Deel vun der Unanimitéit besteet doranner, dass, wa mer vu Fraen am Prisong schwätzen, vu Fraen an engem System vun Incarceratioun, mer am Fong vun engem Gender Prison Gap schwätzen.

Elo kann ee soen, datt dat Positiivt dorunner ass, datt op 18 Detenuë just eng Fra kënnt, wat generell éischter positiv fir d'Fraen ass, an datt ee sech ëmgekéiert vläicht och misst Gedanke maachen, awéiwäit net och toxesch Maskulinitéit e Käschtepunkt huet, net e finanziellen, mee virun allem och e gesellschaftleche Käschtepunkt.

Mee dee Constat féiert dann och derzou, datt historesch gesinn a bis haut d'Prisongen an déi Strukturen, déi domadder verbonne sinn, ëmmer vum Mann aus geduecht gi sinn. Vun der Architektur bis hin zu de Besoine sinn déi Strukturen net wierklech u Fraen adaptéiert. An dat ass och ee vun deene ganz grousse Constaten, deen hei, mengen ech, jiddweree gedeelt huet an deen och als eng vun deene grousse Conclusiounen aus dem Rapport vum CELPL erauszeliesen ass.

E bësse besser gesäit et zu Giwenech aus am semi-oppene Vollzuch, anescht wéi zu Schraasseg.

Et kann een och feststellen, datt par rapport zum Rapport vun 2017 et zwar effektiv punktuell Verbesserunge gi sinn, notamment wat den Accouchement ugeet, mee wann een awer och haut nach ëmmer den Ënnerscheed kuckt tëschent de Servicer a Méiglechkeeten, déi Männer hunn, a wou mer wëssen, datt mer och do schonn haut strukturell Problemer an enger ganzer Rëtsch Beräicher hunn – an deenen, déi Fraen zur Verfügung stinn –, da mierke mer, datt do awer nach e grousse strukturelle Mëssstand fir Fraen am Prisong besteet.

D'Madamm Bofferding huet vun engem strukturelle Versoe geschwat. D'Fraen hunn also am Prisongswiesen de Pech, datt se eng Minoritéit sinn, datt se keng kritesch Mass duerstellen, fir op verschiddene Punkten déi néideg Ressourcen ze mobiliséieren.

A jiddweree virdrun ass och drop agaangen: Dat gesäit een un den Infrastrukturen. De Block F zu Schraasseg ass e wëlle Sammelsurium vun Detenuen, deen duerch ganz ënnerschiddlech Profiller bestëmmt ass. Bestrooften, condamnéiert Frae sëtzen do zesumme mat Fraen, déi op hiert Geriichtsurteel waarden. Zesumme souguer mat Mineuren. E Pêle-mêle, deen eigentlech engem Rechtsstaat net würdeg ass.

An am Fraeblock, am Block F, gëtt et och just e puer individuell Zëmmeren, an aner Prisongszelle musse vun zwou oder dräi Detenuë gedeelt ginn. An do ass natierlech Konfliktpotential en plus, vu datt et keng Separatioun gëtt, evidenterweis virauszegesinn.

An duerfir eng Fro, déi éierlech ass, well ech et net verstinn: Firwat ass beim Bau vum Untersuchungsprisong zu Suessem net och virgesi ginn, déi Separatioun, déi mer bei de Männer hunn, och fir Frae virzegesinn? Ass dat e logistesche Feeler gewiescht, deen déizäit geschitt ass? Mee dat wier eppes, wat jo eigentlech op der Hand hätt misse leien. A virun allem d'Fro: Wéi gi mer dann elo mat der Situatioun ëm? Wat sinn dann d'Méiglechkeeten?

D'Madamm Tanson ass zu Recht och op d'Begrenztheet vun den Optiounen agaangen an op d'Schwieregkeet vun deenen eenzelnen Optiounen. Ech hu just d'Gefill, datt Nokucken an Ofwaarde keng vun deenen Optioune ka sinn.

An deen Gender Prison Gap erkennt een dann och bei den Aktivitéiten an Aarbechten, deene Frae kënnen nogoen. Also, wann een haut am 21. Joerhonnert vu Botzen, Strécken a Bitzen als Aktivitéite schwätzt, da muss ee sech awer wierklech soen: Wann dat d'Haaptbeschäftegung soll sinn an eng Reinsertiounsmesür, also dann, mengen ech, si mer awer wierklech nach am déifsten Ufank vum 20. Joerhonnert iergendwou eng Kéier hänke bliwwen. Esou ass nämlech keng Reinsertioun denkbar, an och keng Réinsertion professionnelle. An de Rapport weist och ganz kloer, datt d'Aarbecht an d'Formatioun am Penitentiaire d'Opportunitéite vun de Gefaangenen erweidere missten.

Et missten onbedéngt Méiglechkeete geschaf ginn, fir enger Aarbecht oder enger Formatioun nozegoen, déi herno och zertifizéiert gëtt. An do, mengen ech, an dat gesi mer och esou als Lénk, gëtt et wierklech nach ganz vill Sputt no uewe bei deene bestoenden Ugebueter.

An do bräichte mer méi wéi just gendertypiséiert Aarbechten, mee och Kompetenzen, déi ee wierklech fir en Upskilling, dee jo awer erwënscht ass, brauch, en Upskilling, deen och néideg ass, fir datt d'Fraen och eng reell zweet Chance kënne kréien, fir no hirer Zäit am Strofvollzuch wierklech erëm kënne Fouss ze faassen.

An do spillt eeben och déi ganz Fro vun de Formatiounen an der Zertifikatioun vun deene Formatiounen eng essentiel Roll. An do si mer natierlech dann och iergendwou erëm beim Educatiounsministère. Et ass virdrun och gesot ginn: Wichteg ass déi ganz Dimensioun vun den Onlinecoursen, dat heescht d'Méiglechkeet, datt een eppes kann am Penitentiaire ufänken, wat een eventuell souguer herno och nach ka weiderféieren, fir datt et net zu enger abrupter Rupture komme muss.

De medezinneschen Encadrement – ech hu virdru vun den Accouchementer geschwat –, deen huet sech zwar wuel verbessert. Frae sollen anscheinend elo net méi ugestréckt gi wärend dem Accouchement, wat a mengen Aen éischter schonn um Niveau vun der Tortur ass wéi vun iergendeppes anerem.

Mee mir gesinn awer och hei: Dat soll sech geännert hunn. D'Personal huet och, mengen ech, e Bewosstsinn dovunner. Mee ech mengen, datt do awer och nach vill Méiglechkeete bestinn. D'polizeilech Presenz bei medezinneschen Akten ass awer wierklech eppes, wat ganz déif an d'Intimsphär vu Mënschen erageet.

D'psychologesch Betreiung ass ugeschwat ginn. Och do hänke mer weesentlech hannendran, bei der genereller psychologescher Versuergung et cetera, et cetera.

An ech wëll elo op e leschte Punkt agoen, well ech mengen, datt deen nach net esou ernimmt ginn ass, ier ech dann zu menger Konklusioun kommen, an dat ass d'Suchthëllef.

Also, wann ee sech ukuckt, wat am PRS20 erauskomm ass, deen den Drogekonsum vun Detenuen am Prisong analyséiert an deen am Januar 2024 erauskomm ass, da stellt ee sech awer wierklech d'Fro, ob mer am Prisong, an notamment och bei de Fraen, wierklech nach vun engem Prisong schwätze kënnen oder ob mer net vun engem Abrigado 2.0 schwätze mussen. An dat ass awer och e wierklech ganz grousse Problem, dee mer do hunn an dee mer mussen ugoen.

Als Conclusioun: Ok, et gëtt punktuell Verännerungen zënter dem éischte Rapport vun 2017, deen 2018 erauskomm ass. Parteiiwwergräifend ass sech hei jiddwereen eens, an ech mengen, datt déi Rieden, déi mer haut gehalen hunn, plus ou moins hätten déi selwecht kënne si wéi déi, déi mer viru fënnef Joer oder virun aacht Joer gehalen hunn.

A wa jiddweree sech eens ass, da stellt sech natierlech d'Fro, firwat et net weidergaangen ass an net weidergeet. Well ech fannen et duerchaus bemierkenswäert, datt déi dote Fro eng ass, déi d'Sozialistesch Partei fir sech revendiquéiert, an och d'Fraerechter.

Ech wëll awer och drun erënneren, datt d'Sozialistesch Partei de MEGA-Minister gestallt huet wärend där Zäit zwëschent deem éischte Rapport an deem heiten, zumindest zum Deel, an datt ee sech awer zumindest e bësse mat der eegener Nues muss huelen, wann et drëm geet, datt et net virugaangen ass – wat déi nei Ministesch awer net entschëllegt, fir näischt ze maachen.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Baum.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Elisabeth Margue. Madamm Margue, dann hutt Dir d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. A fir d'éischt och e Merci der LSAP dofir, dëse Punkt op den Ordre du jour vun der Chamber ze setzen. Et ass wichteg, dass mer mënschewierdeg Haftbedéngungen hunn a gläichzäiteg d'Sécherheet, d'Betreiung an d'Resozialisatioun vun Detenuë stäerken.

D'Frae sinn eng Minoritéit am Prisong, wat u sech eng gutt Saach ass, mee wat awer eigentlech net däerf derzou féieren, datt mer net op si aginn, datt mer net hire spezifesche Besoine Rechnung droen.

An d'Madamm Backes an ech waren de 15. Mee 2026, also dëst Joer, zu Schraasseg, fir eis eebe justement d'Situatioun vun de Fraen unzekucken am Prisong zu Schraasseg. Dir wësst, datt d'Frae just zu Schraasseg an zu Giwenech am Moment ënnerbruecht sinn.

Ech géif an deem Sënn och d'Madamm Backes haut entschëllegen, mee et war d'Demande vun der LSAP, déi Diskussioun haut ze féieren. A si ass, wéi gesot, um NATO-Sommet zu Ankara.

Ech kann och nëmmen all Mënsch wäermstens recommandéieren, de Prisong ze besichen. Ech ginn dervun aus, Madamm Bofferding, datt Dir dat och gemaach hutt an Ärer Qualitéit als MEGA-Ministesch. A wann net, da géing ech Iech bieden, Iech dem Här Biancalana senger Initiativ unzeschléissen, fir de Prisong besichen ze goen, well ech mengen, et ass ganz utile, dat ze maachen.

An ech géing der Madamm Ombudsman och Merci soe fir hire Rapport. An ech géif awer vläicht als Éischt soen, datt vill vun deem, wat an de Recommandatioune proposéiert ass, och ugeholl ginn ass vun deene verschiddenen Acteuren.

Et sinn, wéi gesot, net ëmmer déi selwecht Acteuren, déi och déi Recommandatioune mussen ëmsetzen, sief et d'Prisongverwaltung selwer, d'Prisongen, oder eeben och de Justizministère.

A quasi alles vun deem, wat à court terme ëmsetzbar ass, ass entweeder ëmgesat oder ass en cours respektiv wäert ëmgesat ginn. Mee de Problem ass, an ech mengen, d'Madamm Tanson huet et schonn ugeschwat, dass dee ganze Rescht wierklech eréischt ka geännert ginn, wa mer en neie Prisong bauen, well mer am Moment duerch strukturell Limitatiounen eebe limitéiert sinn. Mee dowéinst ass d'Verbesserung à court terme vum Haftëmfeld op alle Fall ganz wichteg.

2019 hat schonn déi fréier Regierung decidéiert, datt mer en neie Prisong brauchen. 2023 war deen éischte Projet och fäerdeg, deen awer leider net vun der Commission d'analyse critique, der CAC, guttgeheescht ginn ass. Säitdeem gëtt awer um Projet weidergeschafft an natierlech ass d'Prioritéit och de Fraeblock an de Sécherheetsperimeeter. A mir waren, wéi gesot, jo och mat der Madamm Backes sur place, wou och nach eng Kéier kloer gemaach ginn ass, datt dee Projet esou schnell wéi méiglech, nach virun Enn des Joers, soll weidergoen an d'CAC, well effektiv, zënterhier war en net um Ordre du jour vun der CAC, well en eeben d'Krittären nach net erfëllt huet, fir vun däser kënne guttgeheescht ze ginn.

Mir hunn och an d'A gefaasst an där Reunioun, eventuell an zwou Etappen ze fueren. Et ass souwisou e Projet a Phasen, mee mir hunn an d'A gefaasst, dat Ganzt och an zwee Projeten opzedeelen, fir awer kënne weiderzefueren an a verschiddenen Etappen och kënne Verbesserungen derbäizefügen. Et ass och esou, datt mer eventuell och eng modular Struktur am Haff vum Block F an d'A faassen, well deen Haff ass am Fong zimmlech grouss, fir en attendant eeben do och vläicht kënnen um Niveau vun den Atelieren eppes ze maachen.

Wéi gesot, den Ombudsmann huet eng ganz Rei Recommandatioune gemaach. En huet awer och net alles schlecht fonnt. Et sinn och eng ganz Rei Punkten, wou e ganz kloer seet: „Mir appreciéieren dat, dat ass besser!" An ech mengen, datt mer net an allem esou schlecht si par rapport zum Ausland.

Wat eeben ee vun de grousse Problemer ass, ass déi limitéiert Zuel vun Eenzelzellen, wat eis och net ëmmer erlaabt, d'Leit esou ënnerzebréngen, wéi mer dat wëllen. Et ass awer esou, datt probéiert gëtt, eng Trennung vun Detenus a Condamnés ze maachen, andeems se op verschiddene Stäck ënnerbruecht ginn, wat awer heiansdo, vu la population carcérale, net ëmmer méiglech ass.

D'Kichen ass och komplett renovéiert a moderniséiert ginn, och déi zousätzlech Kachplack an deen zousätzleche Schäffche wäerten nach kommen, soudatt do ganz aner Kachméiglechkeeten entre-temps geplangt sinn.

Och an dem Beräich vum Sport an der Fräizäit gouf investéiert. D'Sportszell gouf ganz renovéiert, et gëtt nei Fitnessgeräter. Et ginn och speziell Coursen zweemol d'Woch ugebuede fir d'Fraen. Ech muss soen, ech war e bëssen iwwerrascht, wéi mer am Prisong waren, datt awer leider d'Demande vun de Frae relativ kleng ass, fir do matzemaachen. Dat muss ee scho soen. An ech mengen, d'Ombudsmann huet et och gesot: Villes a vill vun de Mesüre si warscheinlech am Endeffekt och eng Fro dervun, iwwert d'Méiglechkeeten, déi do sinn, awer nach besser ze kommunizéieren, fir se vläicht nach méi mat op de Wee ze huelen. Mee leider ass et esou, datt déi Offer net esou genotzt gëtt, wéi ee sech dat hätt kënne wënschen.

Och am Haff sinn zousätzlech Bänken installéiert ginn an natierlech ass et och eng ganz grouss Opmierksamkeet, déi schwangere Fraen a klenge Kanner geschenkt gëtt. Zwee speziell equipéiert Zëmmere stinn zur Verfügung. Mir konnten eis déi och ukucken. Déi si mat Kannerbett, engem Wiesseldësch an deem néidege Material fir de Puppelchen ausgestatt, dat heescht, a priori feelt et hinnen an deem Sënn, materiell gesinn, un näischt. D'Frae ginn och wierklech separat ënnerbruecht an et gëtt wierklech probéiert, hinnen dee beschtméiglechе Kader ze ginn, vu les circonstances, wat, wéi gesot, eng relativ schwiereg Situatioun ass.

Bon, den Neibau vum CPL wäert herno och eng eegestänneg Fraesektioun virgesinn, fir eebe justement all deene modernen Ufuerderunge Rechnung ze droen, vill méi verstäerkt op Eenzelzellen ze setzen, méi Privatsphär ze garantéieren, ugepasste Gemeinschaftsräim. An deem Sënn kënne mer och nëmmen doduerjer dauerhaft d'Haftbedéngunge verbesseren.

Wat d'Aarbecht ubelaangt – an ech mengen, dat ass zu Recht ee vun deene ganz grousse Sujeten, déi haut ugeschwat gi sinn –, do ass et esou, datt am Fraeblock dee separaten Aarbechtsatelier ass, wou eeben all déi Atelieren ugebuede ginn, déi Dir schonn ernimmt hutt a fir déi et natierlech e bëssen typesch ass, se Fraen unzebidden: sief et Bitzen, Strecken an esou weider, wou och ronn zéng bis zwielef Frae schaffen.

Et ass awer esou, datt och d'Méiglechkeet besteet, wann d'Sécherheetsbedéngungen et garantéieren an de Profill och deem entsprécht – ech mengen, et

ass net all Profill, deen och dofir a Fro kënnt –, datt se och kënnen a geméschten Ateliere si mat Männer. Dat ass och scho virkomm. Et ass awer och do am Moment keng richteg Demande do. Och do misst ee vläicht nach eng Kéier kucken, ob een do vläicht Gespréicher féiert, fir dat e bësse méi attraktiv ze maachen. Mee et ass net, wéi wann et net méiglech wär.

Wat d'Atelieren ugeet – d'Madamm Weydert hat dat gefrot –, mengen ech, sinn der do eng ganz Panoplie. Ech kann Iech eng Kéier déi genau Lëscht ginn: vun der Schräinerei iwwert den Atelier de peinture iwwert d'Corvée, en plus dann eeben déi, déi souwisou am Block F ugebuede ginn. D'Waardezäite sinn a priori dräi Méint, well dat Ganzt jo och ofhänkt vun den Opträg, déi vu baussen erakommen, bis dann och eng Plaz fonnt gëtt an deene verschiddenen Atelieren.

D'Detenuë kréien och Zertifikater, fir hir Presenz ze beleeën, a si kënnen och verschidde Modüller ofschléissen, allgemeng fir déi, mat deene se duerno eeben och kënnen hir Kompetenze beleeën. Et ass esou, datt d'Formatioun zesumme mam Ministère de l'Éducation ausgeschafft gëtt a mer sinn natierlech kontinuéierlech och amgaangen ze probéieren, Verbesserungen an d'Weeër ze leeden.

U sech ass et esou, datt d'Fraen an Untersuchungshaft am Fong besser Méiglechkeeten hu wéi d'Männer an deem Sënn, well d'Männer jo zu Suessem sinn, an zu Suessem vill méi ageschränkt Méiglechkeete sinn, wat d'Beschäftegung ubelaangt, soudatt schonn an deem Sënn dat mol eng Kéier an hirer Faveur ass, doduerjer datt se net um Site vu Suessem sinn. Firwat Suessem esou ausgeluecht ass, wéi et ausgeluecht ass, dat hunn ech mech och gefrot, mee ech mengen, dat war wuel eng baulech Mesür, an ech ginn dervun aus, datt een deemools gemengt huet, et géif ee méi séier weiderkomme mam Projet vum CPL.

Dir hutt och effektiv vill d'Mixitéit zu Giwenech ugeschwat, wou ee wierklech awer nach eng Kéier muss soen: Op Giwenech kënnt ee jo an anere Situatiounen! Dat heescht, bei gewësse Profiller ass et méiglech, op Giwenech eriwwerzegoen, wat leider net onbedéngt dee selwechte Profill ass. Dat heescht, déi Profiller, déi do sinn, déi bréngen och verschidde Krittäre mat sech, déi net onbedéngt am CPL gi sinn. Mee och am CPL ginn d'Atelieren, wéi gesot, weider ausgebaut.

Dann zu de Sportsinfrastrukturen an allem, wat déi kulturell an artistesch Aktivitéite sinn. Do ass et esou, datt elo haut schonn d'Méiglechkeet ass, an déi gëtt och an deem Sënn genotzt, datt do geméschten Aktivitéite stattfannen. Et ass also net esou, wéi wann do d'Fraen nach ëmmer ënner sech wären, mee do hu mer déi Mixitéit, déi Dir schonn zu e puer ugeschwat hutt, och haut schonn.

Dir hutt och vill vun der gesondheetlecher oder psychologescher an der sozialer Betreiung geschwat, wou et och ganz wichteg ass, dass mer do eng Gläichwäertegkeet hu vu Fleegeleeschtungen an dass, och wann eng Persoun net hir Fräiheet huet, se awer nach ëmmer e Recht op eng qualitativ gutt Gesondheetsversuergung huet. An den Zougang zu Fleegeleeschtunge gëtt an deem Sënn garantéiert eben duerch eng ganz Rei Konventiounen, déi de Ministère mat deene verschiddene Spideeler ofgeschloss huet, soudatt se och vu qualifizéiertem Personal assuréiert ginn: Dokteren, Infirmieren an, wann néideg, och Spezialisten.

Wat d'Fraen elo méi speziell ubelaangt, do gëtt natierlech och opgepasst op déi spezifesch Besoine vun de Fraen. Reegelméisseg kënnt e Gynekolog an de CPL, dräi-, véiermol am Joer. Och aus dem Prisong eraus hu se Zougang op national Preventiouns- a Kriibs-Screeningprogrammer, dorënner och Mammografien, wat, mengen ech, och wichteg ass fir d'Preventioun.

Am CPG ass eng kontinuéierlech Betreiung garantéiert. Do gëtt et eegen Infirmieren an déi hunn eeben och Zougang zu Hausdokteren zu Määrtert, respektiv och Spezialisten aus dem CHL, wann et dann néideg ass.

Wat de Psychiatrique ubelaangt, géif ech awer ganz kuerz och just soen: Et ass net, wéi wann haut d'Prise en charge psychiatrique net do wär! Déi gëtt assuréiert iwwer eng Konventioun mam CHNP. Wat physesch nach net do ass, ass d'UPSJ um Site vu Schraasseg, esou wéi dat geplangt ass. Mee d'UPSJ huet net zum Zil, de Suivi psychiatrique vun den Detenuen ze assuréieren.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

D'UPSJ huet eigentlech an alleréischter Linn zum Zil, déi Leit, déi scholdonfäeg sinn, ze hebergéieren, déi, déi eigentlech eeben net an de Prisong gehéieren, dat heescht, dat ass eppes aneres.

Do si mer awer och weiderkomm, nodeems mer eng Reunioun mat der Madamm Deprez haten, wou mer e bëssen och gesot hunn, datt dat eng Prioritéit sollt sinn, wou och elo eng Étude de faisabilité ass, déi quasi ofgeschloss ass. Do sollt um Site vu Schraasseg och esou eng Unitéit da gebaut ginn, wou eventuell souguer d'Méiglechkeet besteet – et war am Fong ëmmer rieds vun enger provisorescher –, datt dat eng definitiv Unitéit um Site kéint ginn, déi zwar vläicht zu engem gewëssenen Zäitpunkt, wann da bis deen anere Projet realiséiert ass, och definitiv extra muros ass. Mee do wäerte mer an deenen nächste Wochen a Méint déi definitiv Conclusioune kréien.

Och de Service Suchthëllef schafft ganz enk zesumme mam Prisong. Mir hunn och e Programme de substitution, wat an net ganz ville Länner de Fall ass, soudatt mer do awer schonn éischter eng besser Prise en charge hu wéi vläicht anerer.

An et sinn och nei Raimlechkeeten an der Sektioun D, zwee nei Säll, déi fir eeben déi psychiatresch Aktivitéiten amenagéiert ginn, an d'Frae kënnen och op de P2 goen, fir eeben deelzehuelen un deenen Aktivitéiten, déi do sinn.

Dann, bon, schwanger Fraen – wat vläicht éischter méi eng rar Situatioun ass, wat awer leider Gottes virkënnt –, déi awer ...

(Hilarité)

Dir laacht elo. Also, ech ka mer net virstellen, datt et flott ass, schwanger am Prisong ze sinn, dowéinst sot ech „leider Gottes".

Déi sinn awer och encadréiert vun enger Hiewamm, déi maachen och hiren normale Suivi ënnert deene selwechte Konditioune wéi all aner schwanger Fra bausse vum Prisong. Do gi se dann och ëmmer erausgefouert. Et ass och esou, datt se an der Maternité accouchéieren, wou natierlech op d'Sécherheetsufuerderungen opgepasst gëtt an datt dat mënschewierdeg ass. Mee a priori ass do kee Polizist dobannen. Do si se da ganz aleng mat dem néidege medezinnesche Personal an och duerno bleiwe se an der Maternité a si ginn net an e geséchert Spidolszëmmer, fir eebe kënnen dann ze recuperéieren no der Gebuert.

Genausou ginn och pediatresch Consultatiounen, wann de Bëbee bis do ass, ausserhalb vum Prisong duerchgefouert an et gëtt wierklech gekuckt, e reegelméissege Suivi ze maache vum Kand a vun der Mamm, well de familiäre Kontakt ganz wichteg ass. Et ass e ganz wichtege Bestanddeel vun der Resozialiséierung. An dofir gëtt natierlech och besonnesch Wäert op d'Besuchsrecht geluecht.

Nieft de klassesche Visitte sinn och Visitten ouni Iwwerwaachung méiglech. Videotelefonie: Ech mengen, all dat ass och am Rapport ugeschwat ginn, woubäi och kloer ass, datt a priori an der Praxis net no der Limitt vun 250 Kilomeeter gekuckt gëtt, mee wou eigentlech gekuckt gëtt, dass, wann Disponibilitéite sinn, fir esou eng Visiokonferenz ze maachen, dat dann och dee Moment méiglech gemaach gëtt. Dat ass wierklech wichteg fir d'Kanner, an dat ass jo eigentlech de Grond, firwat dann am Kader vum Jugendschutz déi kleng Kanner awer nach kënne bis e gewëssenen Alter bei hiren Eltere bleiwen, wa se dann incarceréiert sinn. Och do gëtt d'Garde vun de Kanner assuréiert. Déi ginn da moies deelweis an d'Crèche gefouert an owes erëm ofgeholl, fir eeben esou normal wéi méiglech Bedingungen ze schafen.

Voilà, dat heescht, d'Frae si sécher eng Minoritéit am Prisong, mee dat heescht awer net, datt net probéiert gëtt, hire Besoine Rechnung ze droen. Wéi gesot, et ass villes scho geschitt, et ass villes, wat och gesot ginn ass, wat ganz kloer och akzeptéiert ginn ass als Recommandatioun, wat soll zäitno ëmgesat ginn.

Alles, wat à court terme, wéi gesot, méiglech ass, gëtt gemaach. Mee leider, leider kënne mer esou déi richteg grouss a strukturell Ännerungen eréischt maachen, wa mer en neie Prisong hunn. An do, wéi gesot, brauch ech, mengen ech, d'Schwieregkeete vun esou engem Bau net nach eng Kéier ze nennen. Mee Dir wësst, datt dat bei lafendem Betrib muss gemaach ginn. Et gëtt net op der Grénger Wiss gemaach an dat bréngt natierlech e Käschtepunkt mat sech. Mir musse kucken, datt mer elo e Projet fannen, ausschaffen, dee räsonabel ass an deen eis erlaabt, all deene Besoine vum Strofvollzuch Rechnung ze droen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ech gesinn, datt et eng Fro gëtt. Madamm Bofferding, wannechgelift.

Mme Taina Bofferding (LSAP), interpellatrice | Jo, fir d'éischt emol merci fir d'Explikatiounen. Ech huelen dann zur Kenntnis, dass Der eng Rëtsch vun de Recommandatioune weider suivéiert. Bon, dass se elo an der Kichen e Schäffche bäikréien, eng Kachplack, an dass am Haff Bänken opgestallt ginn, ...

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Dat ass, well dat gefrot ass an der Recommandatioun. Also ...

Mme Taina Bofferding (LSAP), interpellatrice | Jo, jo, dat ass ok. Dat ass ok. Trotzdeem, ech kommen op deen Deel vum Accouchement zeréck, well si am Rapport selwer soen, dass se kontradiktoresch Aussoen hunn, déi se net richteg ze faasse kréien, well déi eng soen, et wären, wann d'Fra accouchéiert, bei der Gebuert keng Poliziste méi dobannen, déi aner soen, et wären der dobanne gewiescht. Mee och an deene Gespréicher, déi mir haten, krute mer awer gesot, et wären der dobannen, soit, dass et net méi onbedéngt Poliziste sinn, mee Polizistinnen.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Jo.

Mme Taina Bofferding (LSAP), interpellatrice | Mee bon, dat ass dann elo just den Ënnerscheed vum Geschlecht. Mee trotzdeem, si sinn derbäi.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Jo.

Mme Taina Bofferding (LSAP), interpellatrice | Dofir just nach eng Kéier d'Fro: Kënnt Dir confirméieren, dass d'Policepresenz net méi am Gebuertesall

derbäi ass an och net méi bei der medezinnescher Behandlung? Ech mengen, also ech verstinn, dass jo d'Sécherheet muss dee Moment assuréiert ginn, mee ganz éierlech, wann een eng gynekologesch Ënnersichung oder esou huet, mengen ech net, dass onbedéngt d'Presenz vu Policebeamte muss dobäi sinn. Ech mengen, do geet et awer och ëm d'Privatsphär. Ech mengen och, dass een aneschters d'Sécherheet ka garantéieren.

Merci.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Jo, effektiv. D'Ombudsman seet dat och an hirem Rapport, datt et kontradiktoresch Informatioune waren, datt dann eventuell och vu Frae rieds war, déi derbäi sinn. Mengen Informatiounen no ass et awer esou, datt dat net, zumindest net méi, de Fall ass. An ech mengen, do muss een natierlech ëmmer bei all deene Recommandatiounen – ech mengen, dat si jo och eng ganz Rei Recommandatiounen an deem Sujet – ëmmer d'Balance fannen tëscht Sécherheet garantéieren op där enger Säit an op där anerer Säit eeben dem Recht op Privatsphär. An ech mengen, en Accouchement ass e ganz private Moment, do leeft een och net fort. An do schéngt et mer kloer, datt do keng Police derbäi ass. Dat ass zumindest emol déi Informatioun, déi mir elo kruten.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, villmools merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Interpellatioun ofgeschloss.

Motions

An da géinge mer zur Diskussioun an dem Vott iwwert d'Motioune kommen. Et sinn dräi Motiounen deposéiert ginn, allen dräi vun der LSAP-Fraktioun, zwou vun der Madamm Bofferding an eng vum Här Dan Biancalana.

Motion 1

An ech géing mat där éischter vun der Madamm Bofferding ufänken. Madamm Bofferding, Dir hutt se schonn erkläert. Ech huelen un, datt Dir duerno wëllt d'Wuert huelen. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? D'Madamm Weydert gesinn ech. Madamm Weydert, da fänkt Dir emol un.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. A merci och der Madamm Bofferding fir dës Motiounen. Bon, mir hunn hei gesinn, dass gefrot gëtt, fir bannent sechs Méint e Plan d'action chiffré an esou weider opzestellen. Bon, mir si ganz d'accord, datt d'Zil muss sinn, d'Situatioun vun de Fraen am Prisong ze verbesseren. Mee d'Ministesch huet och elo hei ganz kloer gesot, dass mer fir verschidden Aspekter mussen déi nei Infrastrukturen hunn, déi mer awer elo net bannent e puer Wochen oder Méint kënne schafen.

Mir sinn awer och der Meenung, dass een elo net muss erëm e spezifesche Plan d'action opstellen. 2017 koum deen éischten, also gouf déi éischt Analys gemaach vun der Situatioun vun de Fraen am Prisong. Ech ka mech net erënneren, dass do e Plan d'action gemaach gouf, an awer si Verbesserunge komm. D'Regierung schafft drun, déi néideg Verbesserungen an deene verschiddenen Aspekter ze maachen, esou wéi dat néideg ass. An och déi Reformen, déi kommen, wäerten dorobber reagéieren.

Dofir wäert ech menger Fraktioun proposéieren, dat hei net matzedroen, well dee straffen Delai, dee mer hei hunn, an och de Plang, deen do misst opgesat ginn, géifen der Komplexitéit vun deene Recommandatiounen, déi hei vum Ombudsman a vum CELPL komm sinn, net gerecht ginn. An déi Moossname kéinte soumat och net seriö refletéiert ginn. Dofir wäert d'CSV dës Motioun net matdroen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Da ginn ech der Madamm Tanson d'Wuert an duerno der Madamm Hartmann.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech verstinn, wat d'Madamm Weydert seet, mee ech fannen awer d'Demarche vun de Sozialiste richteg. Vläicht misst een e bëssen iwwert den Delai vun deene sechs Méint diskutéieren, mee et ass schonn esou: Mir hunn dee Rapport, et sti wierklech vill sënnvoll Saachen dran. An et ass jo och net gefrot, dass elo direkt alles misst ëmgesat ginn. Et ass just gefrot, dass een e Bild kritt – an do si Saachen, déi wäerte ganz laang daueren, well dat schéngt sech jo alles elo wierklech mat deem Bau nach eng Kéier extreem an d'Längt ze zéien –, dass ee méi reegelméisseg wéi just wann de Suivi erëm gemaach gëtt vum Rapport, wat jo awer e puer Joer ka sinn, e besseren Iwwerbléck huet och als Parlament an dass och déi Debatt net ëmmer just all puer Joer optaucht, mee dass een dat méi reegelméisseg kéint maachen. Dofir fannen ech et u sech eng positiv Approche an ech droen dat mat, also mir.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Ech sinn u sech der Meenung, dass d'Justizministesch eis hei opgewisen huet, dass de Moment ganz vill gemaach gëtt, och wou Recommandatioune peu a peu ëmgesat ginn.

Mir sinn hei an engem Domän, wou een dann awer éierlecherweis muss soen, datt sech déi Ëmsetzungen net vun haut op muer maachen. Ech hunn haut ganz vill Efforten aus der Interventioun vun der Justizministesch hei erausheéieren an duerfir sinn ech der Meenung, dass d'Justizministesch mat der Regierung zesummen déi Efforten och soll weiderféieren an dass et dowéinster net e Plan d'action brauch, mee dee selwechte Wëllen, fir hei eng Verbesserung fir d'Fraen am Prisong ze schafen, ze kreéieren, wéi déi, déi bis elo och ëmgesat ginn ass. Dofir géif ech och menger Fraktioun recommandéieren, dës Motioun hei net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Bon, mir sinn natierlech och der Meenung, dass d'Situatioun vun de Fraen am Prisong verbessert muss ginn. Ech mengen, hei geet et just drëm, en Aktiounsplang, e chiffréierten Aktiounsplang op den Dësch ze leeën, dass een do och sécher ass, dass e gewëssene Suivi kënnt. An dofir si mir och bereet, déi Motioun hei matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Ech gesinn elo keng aner Wuertmeldung. Da ginn ech der Auteure vun der Motioun d'Wuert. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP), interpellatrice | Jo, merci den Intervenanten. Just nach eng Kéier fir kloerzestellen: Mir fuerderen net, dass a sechs Méint elo alles soll ëmgesat ginn, wat an deene Jore virdrunner net geschitt ass. Et geet just einfach drëms, well mer déi 57 Recommandatiounen hunn an och fir d'Wäertschätzung vun der Aarbecht vum Rapport,dass mer eng Aart Aarbechtsdokument hunn. Also wann Iech de Begrëff „Plan d'action" net gefält, kënne mir och do eppes aneres fannen. Nenne mer et „Roadmap".

Mee et geet einfach drëms, dass ee kuckt: Wat sinn d'Recommandatiounen? Wat ass kuerzfristeg ëmsetzbar? Wat ass laangfristeg ëmsetzbar? Natierlech och fir ze kucken: Ass e Budget do? Net dass et op eemol heescht: „Mir géifen et natierlech gären ëmsetzen, mee et ass kee Budget do!"

Et ass einfach geduecht als eng pragmatesch Léisung, fir dass, wann déi nächst Ekipp an d'Haftanstalte geet a kontrolléiert, se och dee Moment en Outil huet. Et geet einfach nëmmen drëm, dat do op de Radar ze setzen.

Also, esou streng si mer net, dass mer soen: „A sechs Méint mussen elo alleguerten d'Versäumnisser hei behuewe ginn." Et geet just drëms, eeben ze kucken: Wat ass een elo och politesch gewëllt, ëmzesetzen? Et ass eng ganz pragmatesch Approche a mir hu praktesch alleguerten hei déi selwecht Constate gedeelt, an dofir fannen ech et immens schued, dass mer eis elo net hei eens sinn, fir dann och ze kucken: „Ok, da kommt, mer maachen och zesummen de Suivi."

Ob dat herno vläicht e puer Joer brauch, bis och déi nei Struktur da steet, dat ass jo nach d'Folleg vun deem Ganzen, mee hei geet et wierklech nëmmen drëm, ze soen: „Ok, déi ganz Aarbecht, déi am Rapport opgelëscht ginn ass, wéi gi mer als Politick domadder ëm?" An et geet jo och drëms, do eng Wäertschätzung ze maachen, fir dass einfach e Suivi gemaach gëtt. Also, et ass eng ganz pragmatesch Approche an ech fannen et schued, dass elo hei dann esou e politeschen Debakel dorauser gemaach gëtt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldung.

Da géinge mer zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun 1 kommen. Ech maachen Iech nach drop opmierksam, datt Der Iech musst aloggen, well et den éischte Vott ass. Dofir: Déi, déi et nach net gemaach hunn, sollen dat da schnell maachen.

Vote sur la motion 1

An da maachen ech de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Ech gesinn hei e klengen Effort. Bon. Ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 24, Neen: 35, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 24 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 25 voix pour et 35 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Polidori), Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Fred Keup) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques (par Mme Nancy Arendt), Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Françoise Kemp), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Charles Weiler) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.

Motion 2

Mir kommen dann zur Motioun 2 vun der Madamm Bofferding, déi se wëllt warscheinlech duerno erklären. Wie wëll zu dëser Motioun d'Wuert huelen? D'Madamm Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Merci, Här President. Déi Motioun hei hu mer eis och ganz genee ugekuckt an ech mengen, d'Ministesch hat och do scho gesot ... Wat elo déi Certificaten ugeet, dat war mir och net bekannt, dass do zum Beispill Mataarbechter aus dem Prisong, also Detenuen do géife verschidden Zertifikatioune kréien, wa se verschidden Aarbechte geleescht hunn.

A jo, de Justizministère an d'Prisongdirektioun, déi sinn zoustänneg fir d'Detenuë wärend der Zäit am Prisong, also fir d'Exekutioun vun der Peine, mat där se bestrooft goufen. An d'Regierung, déi ass menges Wëssens schonn amgaangen, Fuerderungen, déi hei an där Motioun gestallt ginn, ëmzesetzen. An do geet et ëm ganz geziilten an individuell Reinsertiounsmesüre fir déi Leit, déi hir Strof ofgesiess hunn.

Ech denken zum Beispill un Défi-job, dee bei mir an der Gemeng zu Giwenech ugesidelt ass säit 2002. Deen hëlleft notamment den Detenuen, déi nach am Semi-ouvert zu Giwenech sinn, eng Aarbecht ze fannen, awer och deene Leit, déi net méi am Prisong sinn, gräift en ënnert d'Äerm, fir dass si eng Aarbecht fannen, an e gräift hinnen och ënnert d'Äerm, fir dass se net an eng Recidive verfalen, well wann een, mengen ech, eng propper Aarbecht huet a sécher ofgeséchert ass, dann ass de Risiko vun enger Recidive méi kleng wéi bei Leit, déi nach an der Prekaritéit weiderliewen. Do gëtt et eng Konventioun tëscht dem Justizministère an dem Aarbechtsministère, ech hunn dat elo nach virdrun um Site vun Défi-job nogekuckt.

An donieft gëtt et de Comité national de défense sociale, an do gëtt et e Service de transition, deen 2023 lancéiert ginn ass an deen axéiert ass op Logementsmesüre fir Exdetenuen. An do gëtt et och eng Konventioun tëscht dem Justizministère an dem Familljeministère.

Also gëtt et konkreet Mesüren. Ech weess net, firwat mer elo mussen e Beamte beschäftegen domadder, hei erëm e Plang opzestellen, wéi een dat konkreet kéint maachen, wann et schonn esou Mesüren hei gëtt.

Dofir si mir der Meenung, dass et konkreet Mesüre gëtt, fir den Detenu op säi Liewen an der Reinsertioun no der Zäit am Prisong ze preparéieren an och dann déi fréier Detenuen do ze ënnerstëtzen. Dofir gesi mir elo keng Noutwendegkeet, hei nach en Dispositif nees en place ze setzen. Ech wäert och hei menger Fraktioun recommandéieren, dës Motioun net matzedroen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? D'Madamm Tanson, den Här Baum. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech deele vill vun deem, wat d'Madamm Weydert elo gesot huet. Et sinn effektiv nom Prisongsgesetz vun 2018 eng ganz Rei Mesüren en place gesat ginn. Et gëtt eng ganz Rei Konventiounen. Nawell ass de Constat deen, dass et Verbesserungsméiglechkeete muss ginn, mee ech gesinn e bëssen e Problem, dass hei Saachen awer gefrot ginn, déi zum Deel schonn existéieren.

Dofir hätt ech eigentlech léiwer, mir géingen eis eng Kéier am Detail an enger Kommissioun domat beschäftegen, fir de Point ze maachen, wat gëtt et, wat déi aktuell Zuele sinn, an dann deemno wéi ze kucken, wat een nach brauch, wéi elo hei eppes ze stëmmen, wat net komplett, mee wat zum Deel existéiert. Duerfir wäert ech, wa se zum Vott kënnt, menge Fraktiounskolleege proposéieren, eis ze enthalen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir wäerten dat hei matdroen, well, ech mengen, dat, wat gefrot gëtt, ass jo éischter eng méi systematesch Approche oder eng Approche vu Saachen, déi et effektiv scho gëtt respektiv bei deenen elo erauskomm ass, dass et nach Nohuelbedarf gëtt, fir déi nach méi systematesch ze denken a virun allem, fir d'Chamber ze implizéieren an déi ganz Aarbechten, déi do geschéien. Ech mengen, datt dat sënnvoll wier. An duerfir wäerte mir dat hei matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Jo, den Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Bon, eiser Meenung no ass et awer elo schwiereg, hei d'accord ze si mat dëser Motioun, well eng grouss Majoritéit vun de Prisonéier eeben net hei aus dem Land staamt. An do ass et awer eiser Meenung no schwéier, all weiblechem Prisonéier d'office e Plan de réinsertion unzebidden. An dofir enthale mir eis.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Ech gesi soss keng aner Wuertmeldung. Da ginn ech der Madamm Bofferding als Auteure d'Wuert. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP), interpellatrice | Här President, ech sinn ëmmer erëm erstaunt, wat esou tëschent den Zeilen an deene Motiounen do gelies gëtt. Also, hei steet ganz kloer „dresser un état des lieux" vun den Dispositifs existants. Also, mir fuerderen näischt Neies, mir wëllen eebe grad, well et villes gëtt, dass et zentraliséiert gëtt, dass eng Kéier gekuckt gëtt: Wat ass alles en place? Dréit dat seng Friichten? Hëlleft dat de Fraen och herno, um Aarbechtsmarché Fouss ze faassen?

Ech mengen, mir hunn alleguerten hei e bësse geschmunzelt, wéi iwwert déi Aktivitéite vum Strecken, Bitzen a Botze geschwat ginn ass. An et geet eeben drëms, ze kucken: Wat sinn d'Aktivitéiten? Wat sinn d'Formatiounsméiglechkeeten a wou kënne mer et einfach nach verbesseren? Och hei geet et einfach drëms, et op de Radar ze kréien, fir ze kucken, wou nach Nohuelbedarf ass, an eeben och ze kucken, ob déi Reintegratioun, wéi mer eis se virstellen, och herno um Terrain esou eebe gléckt oder net. Ech mengen, dat si mer och de Frae schëlleg, wa mer esou dorobber pochen, dass mer se erëm gären zeréck an d'Gesellschaft wëllen integréieren.

An da wëll ech just dem Här Hardy soen: Am Fong ass et ganz egal, wéi e Pass, wéi eng Nationalitéit eng Persoun huet, déi aus dem Prisong kënnt, wichteg ass, dass mer se kënnen erëm an d'Gesellschaft integréieren ...

(Interruptions)

... an dass se en autonoomt Liewe ka féieren. An deen Ënnerscheed maache mer net. Bis elo war d'Diskussioun eigentlech ganz gutt op deem Punkt, mee et wonnert mech net, ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, d'Madamm Bofferding huet elo d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP), interpellatrice | ... dass Der elo erëm d'Nationalitéitsdiskussioun hei an déi Debatt erabréngt.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Domat ass dann d'Diskussioun zu der Motioun Nummer 2 vun der Madamm Bofferding ofgeschloss an ech géing och déi Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Hutt Der all d'Procuratioune geholl? Jo. Dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 16, Neen: 35, Abstentioun: 9. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 16 Jo-Stëmme bei 9 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Motion 3

An da komme mer zur drëtter Motioun, déi deposéiert ginn ass, an zwar der Motioun vum Här Dan Biancalana. Wie wëll zu dëser Motioun Stellung huelen? D'Madamm Weydert, d'Madamm Tanson. Madamm Weydert, fänkt Dir un.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Merci, Här President. An och dem Här Biancalana merci fir dës Motioun. Ech mengen, et ass keng Interventioun hei gewiescht, déi net op d'Mixitéit vun der Aarbecht agaangen ass, an déi Erfarungen, déi zu Giwenech effektiv am Prisong gemaach ginn, déi sinn duerchaus positiv.

Mee ech froe mech, wéi een hei kann eng Etüd maachen, well all Detenu huet en individuelle Profill, engersäits wat säin Täterprofill ass, dann awer och, wat de soziale Profill ass. Dofir denken ech, dass een an der Praxis sollt ëmsetzen ..., an dat ass dat, wat d'Ministesch och scho gesot huet an hirer Interventioun, dass et an der Praxis och zu Schraasseg scho Mixitéitsaarbechte gëtt. An et muss een, jo, individuell jee no Profill vum Detenu kucken, ob déi Persoun gëeegent ass fir an eng mixte Mesür oder net, an ech fäerten, dass do awer de Problem wäert sinn, dass, wann een eng Etüd mécht, een da pauschaliséiert

gesot kritt: „Déi si vläicht apte, fir esou eppes ze maachen, an anerer net", an do fale rëm Individueller duerch de Raster.

Mir sinn eis eens, dass d'Sécherheet ëmmer muss garantéiert ginn an och d'Infrastrukturen et mussen hierginn, fir déi Mixitéit an den Atelieren ze bewerkstellegen. An dofir ass et an eisen Aen net eng Etüd, déi dat hei wäert maachen, an dofir si mir der Meenung, dass do wierklech eng individuell Analys vun all Detenu, ob männlech oder weiblech, muss gemaach ginn an eng Evaluatioun vun der Situatioun muss gemaach ginn.

Dat ass net mat enger Etüd, Madamm Bofferding, well eng Etüd ass en Theoreetiker, deen eppes opstellt. Hei si mer an engem konkreete Fall, wou mer in concreto musse kucken, ob déi Persoun gëeegent ass, ob se kann an engem Atelier schaffen, wat vläicht hir Traumata si vu virdrun, soudass se vläicht aus iergendenger Ursaach net ka mat engem anere Geschlecht an engem Atelier schaffen – dat wësse mer net. Dat wësse mer net, wa mer eng Etüd opstellen. Dofir géif ech och hei menger Fraktioun recommandéieren, dës Motioun net matzedroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech gesinn dat e bëssen anescht. Ech denken, dass een ëmmer ka kucken, well et ass jo eppes, wat hei ganz vill awer vu jiddwerengem gesot ginn ass. Et steet jo net do, et misst een et maachen, mee kucken, wéi eng Méiglechkeeten een huet, fir et auszeweiten.

Ech kommen och nach eng Kéier zréck op d'Fro virdrun, déi den Här Baum der Ministesch gestallt huet iwwert den Uerschterhaff. Also ech selwer weess och net, firwat dat deemools esou war, well de Projet, dee war schonn do, an do gesäit een, wéi laang dat kann daueren. Deen ass nach op de Justizminister Luc Frieden, mengen ech, zréckgaangen an ass 2014 hei, mengen ech, mat enger ganz grousser Majoritéit och ugeholl ginn.

An am Uerschterhaff, ech weess elo net ... Dofir meng Fro och vläicht un den Auteur: Geet et och drëm, ze kucken, ob et méiglech wär, generell d'Mixitéit am Uerschterhaff ze garantéieren, oder geet et hei just an deenen ..., well wann een hei liest „aux autres établissements pénitentiaires luxembourgeois", sachant dass den Uerschterhaff am Moment just Männer huet ... Mee ech mengen, zu Giwenech, do fonctionéiert et éischter gutt no deem, u wat ech mech erënnere ka vun den Echangen, déi ech hat, dass ee scho ka kucken, wéi ee ka vun deene gudden Erfarungswäerter do profitéieren, fir et auszeweiten. Duerfir wäerte mir dat heiten op alle Fall matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten dat hei och matdroen. Wa mer feststellen, datt déi Mixitéit, esou wéi se aus verschiddene Recommandatiounen erauskënnt, net ginn ass – natierlech ausser punktuelle Mesüren, déi geholl ginn, well et objektiv Begrenzunge gëtt, fir dat kënne systematesch ze maachen –, ma dann, mengen ech, ass eng Etüd, déi analyséiert, wéi een dat méi systematesch kéint maachen, duerchaus eppes, wat sënnvoll a wat an der Logik vun deem ass, wat mer jo awer apparemment anscheinend wëllen. Ech mengen, datt dat souguer e Prerequis ass, wa mer dat wëlle maachen.

An natierlech, an dat ass eis natierlech och immens wichteg, dat ass och keng Obligatioun. Och an deene Modeller a Frankräich an a Spuenien ass et néierens eng Obligatioun, fir un esou mixten Aktivitéiten deelzehuelen, well jiddwer Eenzelne säin eegene Parcours huet, well bei jiddwer Eenzelnem och vläicht Traumata mat domadder verbonne sinn. Also et kann natierlech keng Obligatioun sinn. Mee awer déi Méiglechkeet opzemaachen an d'Grenzen, déi am Moment bestinn, firwat et net esou systematesch ugaange gëtt, oppenzeleeën an dat ze diskutéieren an duerch déi Etüd e Wee opzemaachen, schéngt mir awer sënnvoll ze sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech gesi soss keng weider Wuertmeldung. Da ginn ech dem Här Biancalana als Auteur d'Wuert. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn heibannen de Constat gemaach, éischtens, dass am CPL zu Schraasseg eng ganz zaghaft bis bal guer keng Mixitéit ass, dass déi Mixitéit méi ausgebaut ass zu Giwenech am CPG, dass am CPU zu Suessem an der Untersuchungshaft guer keng Mixitéit ass, well do absolutt guer keng Frae sinn.

Wann ee kuckt am Ausland, déi Beispiller, déi et gëtt a Spuenien, wou se sech, mengen ech, Gedanke gemaach hunn, an deelweis och a Frankräich: „Wéi kënne mer méi Mixitéit erabréngen an d'Aarbecht? Wéi kënne mer méi Mixitéit erabréngen a Formatiounsangeboter? Wéi kënne mer méi Mixitéit am Sport erabréngen? Wéi kënne mer méi Mixitéit am Refectoire, wou zesumme giess gëtt, erabréngen?" Do gëtt et Modeller, déi existéieren.

An alles, wat mer hei froen, ass jo just, innerhalb vun zwee Joer, an do gëtt ee sech eng gewëssen Zäit, eng Etüd ze presentéieren, wat et vu Méiglechkeete gëtt, fir déi Mixitéit, déi hei zu Lëtzebuerg ass, nach auszeweiten, fir dass een einfach eng Vue d'ensemble huet: Wat ass méiglech? Wat ass net méiglech? Dat gëtt et de Moment net.

Also, mir froen net méi wéi dat, dat effektiv méi ënnert d'Lupp ze huelen, fir dass een dat och deementspriechend kann ëmsetzen, well säit dem 9. Mäerz 2026 hu mer e Règlement grand-ducal, deen déi Mixitéit erlaabt. Dat kënne mer awer och net ignoréieren. Deen ass jo, mengen ech, agetrueden, dee Règlement grand-ducal, op Decisioun zwar vum Direkter, mee ech mengen, d'juristesch Basis, déi steet. Ma da kommt, mir ginn e Schratt méi wäit a weisen déi politesch Volontéit och, dass mer dat seriö huelen an dat och wëllen ëmsetzen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Domat wär d'Diskussioun zur Motioun Nummer 3 dann ofgeschloss an ech géing d'Motioun Nummer 3 och zum Vott stellen.

Vote sur la motion 3

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 23, Nee: 35, Abstentioun: 2. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 23 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Polidori), Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

An domat wäre mer dann um Schluss vun dëser Interpellatioun ukomm.

11. Dépôt d'une motion et d'une résolution par M. Ben Polidori

An éier mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech nach eng Wuertmeldung vun dem Här Ben Polidori fir den Depot vun enger Motioun an den Depot vun enger Resolutioun. Här Polidori, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Ben Polidori (LSAP), auteur | Jo, merci, Här President. Mir hunn iwwert déi lescht Méint heibanne verschidde Punkte vum Accord salarial an der Fonction publique gestëmmt. An et ass jo esou, dass, wa mer déi stëmmen, verschiddener vun deenen och nach mussen am Gemengesecteur ëmgesat ginn.

An et ass scho laang d'Problematik, dass dat laang dauert, dass déi Leit am Gemengesecteur eeben net direkt vun deem Dag un, wou mer heibannen doriwwer ofstëmmen, doriwwer diskutéieren, och dovunner kënne profitéieren.

Do hat d'LSAP am Dezember eng Motioun an och eng Resolutioun deposéiert fir ze kucken: Wéi kréie mer deen Delai fir d'Leit, déi am Gemengesecteur sinn, verkierzt, soudass se kënnen zäitgläich, wann et esou soll goen, wéi d'Fonction publique och vun deenen neie Mesüre profitéieren?

Déi zwee Texter sinn hei op oppen Ouere gestouss, déi sinn an d'Kommissioun verwise ginn. Mir hunn do och verschidde kleng textuell Ännerungen elo nach gemaach. An do sinn ech och ganz frou driwwer, dass mer do e Konsensus fonnt hunn.

An domadder, Här President, deposéieren ech awer och nach eng Kéier déi modifizéiert Motioun an och d'Resolutioun, déi vun alleguerten de Fraktiounen an de Sensibilitéiten heibanne matgedroe gi respektiv ënnerschriwwe gi sinn.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer einfach kucken, fir déi Gerechtegkeet, déi déi Leit souwisou och am Gemengesecteur zegutt hunn ..., da wär et genausou gutt, wa mer se dann natierlech och heibanne stëmme fir d'Fonction publique, dass mer se dann och zäitno kënne stëmmen.

Ech mengen, et ass fir jiddereen nëmme richteg esou. An ech sinn och frou, dass mer heibannen do an déi selwecht Richtung einfach kucken an e grousse Konsensus fonnt hunn.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant la volonté du Gouvernement de transposer dans les meilleurs délais les accords salariaux dans la fonction publique au profit du personnel étatique et communal ;

– afin d'optimiser les délais de transposition des accords salariaux et d'assurer une meilleure coordination entre les procédures du secteur communal et celles du secteur étatique ;

– considérant que les projets de loi relatifs à la transposition des accords salariaux dans la fonction publique étatique et ceux concernant le secteur communal sont traités dans des commissions distinctes, à savoir la Commission de la Fonction publique et la Commission des Affaires intérieures ;

– considérant l'ouverture en faveur d'une idée de synergie d'une transposition plus en parallèle des réformes dans le secteur étatique et dans le secteur communal, formulée lors de la réunion jointe de la Commission de la Fonction publique et de la Commission des Affaires intérieures en date du 26 février 2026,

invite le Gouvernement à

– explorer des modalités de collaboration permettant de réduire sensiblement les délais de décalage de la mise en œuvre de mesures salariales dans les deux secteurs de la fonction publique et de tenir compte dans la mesure du possible des spécificités communales lors des négociations salariales.

(s.) Ben Polidori, Maurice Bauer, Djuna Bernard, Yves Cruchten, Marc Goergen, Gusty Graas, Michel Lemaire, David Wagner.

Résolution

La Chambre des Députés,

– considérant la volonté du Gouvernement de transposer dans les meilleurs délais les accords salariaux dans la fonction publique au profit du personnel étatique et communal ;

– afin d'optimiser les délais de transposition des accords salariaux et d'assurer une meilleure coordination entre les procédures du secteur communal et celles du secteur étatique ;

– considérant que les projets de loi relatifs à la transposition des accords salariaux dans la fonction publique étatique et ceux concernant le secteur communal sont traités dans des commissions distinctes, à savoir la Commission de la Fonction publique et la Commission des Affaires intérieures ;

– considérant l'ouverture en faveur d'une idée de synergie d'une transposition plus en parallèle des réformes dans le secteur étatique et dans le secteur communal, formulée lors de la réunion jointe de la Commission de la Fonction publique et de la Commission des Affaires intérieures en date du 26 février 2026,

décide de

– traiter simultanément, dans la mesure du possible, les projets de loi concernant le personnel étatique et communal et découlant des accords salariaux conclus dans la fonction publique dans la Commission de la Fonction publique et le cas échéant en réunion jointe avec la Commission des Affaires intérieures.

(s.) Ben Polidori, Maurice Bauer, Djuna Bernard, Yves Cruchten, Marc Goergen, Gusty Graas, Michel Lemaire, David Wagner.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori.

12. 8421 – Projet de loi sur la promotion du journalisme professionnel et du débat démocratique et portant modification :

1° de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias ;

2° de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ;

3° de la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel

An da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. An zwar ass dat de Projet de loi Nummer 8421, eng Moderniséierung vum Journalismusgesetz. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. D'Rapportrice an d'Regierung hunn 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite jeeweils 5. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, d'Madamm Corinne Cahen, d'Madamm Francine Closener, den Här Dan Hardy, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Françoise Kemp. Madamm Kemp.

Rapport de la Commission des Médias et des Communications

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Recht op Informatioun ass e Grondpilier vun eiser Demokratie. An d'Pressefräiheet ass ouni verléisslechen Zougang zu ëffentlechen Dokumenter net denkbar.

Et gouf op internationalem Niveau ëmmer méi Wäert op Transparenz vun de Verwaltunge geluecht. De Conseil de l'Europe huet dofir schonn 2009 zu Tromsø eng Konventioun ausgeschafft, déi dem Bierger d'Recht op Zougang zu ëffentlechen Dokumenter garantéiert.

De Journalist als Beruff steet selwer ënner Drock: D'Meedie mussen haut mat enger ëmmer méi komplexer wirtschaftlecher Realitéit eens ginn, wärend de Pluralismus vun der Press e weesentleche Bestanddeel vun enger fräier Demokratie bleift.

Dëse Projet de loi soll dofir e kloert Zeeche setze fir méi Transparenz an de Verwaltungen, fir eng modern Ënnerstëtzung vum professionelle Journalismus a fir eng zäitgeméiss Definitioun vum Journalist.

Dëse Projet de loi verfollegt dräi grouss Ziler: d'Stäerkung vum Recht op Zougang zu ëffentlechen Dokumenter an de Journalisten e spezifescht Zougangsrecht anzeraumen, d'Upassung vum Hëllefsregimm fir de professionelle Journalismus an de Krees vun de Beneficiairen op d'Radiosender auszeweiten, d'Moderniséierung vun der Definitioun vum professionelle Journalismus iwwert d'Fräiheet vun der Meenungsäusserung an de Meedien.

Fir den Zougang zu Dokumenter bedeit dat konkreet eng méi breet Definitioun vum Begrëff „Dokument", eng Assistenzflicht vun de Verwaltunge géigeniwwer den Demandeuren an d'Méiglechkeet, d'Dokumenter deelweis ze maskéieren, wa gewësse Passagë geschützt solle ginn.

Beim Hëllefsregimm gëtt d'Aide de minimis agefouert fir méi kleng an innovativ journalistesch Projeten an d'Plaffonge ginn ugepasst. Bei der Journalistendefinitioun gëtt net méi op d'Haaptakommes gekuckt, mee op d'Ausübung vum Journalismus als Haaptberuff géint Bezuelung. Fotografen a Videografe ginn de Journaliste gläichgesat. An et gëtt eng Mindestperiod vun dräi Méint virgesinn, ier eng Carte de journaliste professionnel ausgestallt ka ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi gouf de 24. Juli 2024 vun der Madamm Ministesch Elisabeth Margue deposéiert an den 12. September 2024 an eis Kommissioun iwwerwisen.

Den 2. Mee 2025 huet d'Regierung dräi Amendements gouvernementaux deposéiert. Den éischten Amendement bezitt de „Gérant-journaliste" mat an de Champ d'application eran, och ouni Aarbechtskontrakt, soudatt seng beruffflech Realitéit besser berücksichtegt gëtt. Am zweeten Amendement geet et drëms, datt d'Majoritéit vum Gesamtinhalt – net just vun der redaktioneller Fläch – op aktuell politesch a generell Sujete muss goen.

Den drëtten Amendement gläicht d'Erhéijung vun de Käschte säit 2019 aus, andeems d'Kompensatioun indexéiert gëtt an de Régime transitoire bis den 31. Dezember 2027 verlängert gëtt mat retroaktiver Wierkung op den 30. Juli 2021.

Doriwwer eraus huet eis Kommissioun a verschiddene Sëtzungen eng Serie vun Amendements parlementaires ugeholl.

De 25. November 2025 goufe 15 Amendementer ugeholl, déi virun allem den Avis vum Conseil d'État vum 2. Juli 2025 berücksichtegen.

D'Journalistendefinitioun gëtt méi flexibel. De Begrëff „Carte de presse" gëtt duerchgängeg duerch „Carte de journaliste professionnel" ersat an d'Notioun vun de „Milieux professionnels" gëtt méi kloer erfaasst.

Den 12. Mee 2026 goufen zwee weider Amendements parlementaires ugeholl. Si preziséieren, datt d'Reglement vun der Chamber dem Gesetz gläichgestallt ass, datt vertraulech Chambersdokumenter vum Zougangsrecht ausgeschloss sinn an datt nei Dispositioune spéitstens den 1. Januar vum Joer no der Publikatioun a Kraaft trieden.

Ech wëll op dëser Plaz umierken, dass d'Sensibilitéit déi gréng de 15. Oktober 2024 eege Propositions d'amendements agereecht huet, déi op eng Stäerkung vun der Effikassitéit vun der Commission d'accès aux documents an op eng verbessert Behandlung vun Ufroen ausgeriicht waren, an datt d'Fraktioun LSAP änlech Virschléi gemaach huet, déi op méi kuerz Äntwertdelaien an eng méi grouss Transparenz ofzilen. Béid Approchë goufen an de spéidere Kommissiounsaarbechte mat berücksichtegt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an de Méint duerno ass de Projet am Detail an der Kommissioun diskutéiert ginn an et goufe vill Avisen ënnersicht, och wéinst de gesetzlechen Upassungen, déi am Laf vun der parlamentarescher Aarbecht nach derbäikomm sinn.

Komme mer zu den Avisen. An hirem Avis begréisst d'Chambre des Salariés den 23. Oktober 2024 vill vun de virgesinnen Adaptatiounen. Si bleift awer virsiichteg, well si der Meenung ass, datt d'Ausnamen zum Zougangsrecht nach ëmmer ze vag formuléiert sinn. Si kritiséiert och d'Héicht vun der Hëllef vun 30.000 Euro pro Journalist als net héich genuch a schléit e Supplement fir Karriär an Anciennetéit an eng zousätzlech Hëllef fir gedréckte Publikatioune vir.

D'CNPD huet sech de 7. November 2024 selwer saiséiert an huet virun allem op d'Prezisioun vun der Notioun vun de „Besoins particuliers des journalistes" higewisen. Si begréisst d'Aféierung vun enger implizitter Ofleenungsentscheedung bei laangem Schweige vun der Verwaltung souwéi d'Méiglechkeet fir eng deelweis Kommunikatioun vun Dokumenter.

D'Chambre de Commerce huet den 20. Januar 2025 eng kritesch Positioun bezunn a fuerdert eng

Trennung vum Text an zwee getrennte Projeten, fir d'Ratifikatioun vun der Konventioun vun Tromsø vun de journalistesche Bestëmmunge getrennt ze behandelen. An hirem Avis complémentaire vum 8. Mee 2025 bedauert si, datt hir Haaptbedenken net berécksichtegt goufen an hält un hirer Positioun weider fest.

De Conseil de presse begréisst den 21. Januar 2025 d'Ouverture vum Hëllefsregimm op d'digital Meedien, déi nei Journalistendefinitioun an den Ausschloss vu kommerziellen Aktivitéiten, fuerdert awer eng Erhéijung vun der Hëllef op 45.000 Euro pro Journalist an d'Erëmaféiere vun engem obligatoresche Praktikum fir jonk Journalisten. A sengem Avis complémentaire vum 18. Juni 2025 bedauert hien, datt seng Haaptfuerderungen net iwwerholl goufen a bleift bei senger Positioun.

D'Chambre des Métiers begréisst den 12. Februar 2025 d'nei Definitioun an d'Aide de minimis, fuerdert awer méi Prezisioune bei der Attributioun a Kontrollkritttären. Si bedauert an hirem Avis complémentaire de 24. Juli 2025, datt hir Bedenken net opgegraff goufen.

De Syvicol bedauert den 12. Mee 2026, datt d'Gemengen net offiziell consultéiert goufen, obwuel de Projet en direkten Impakt op si huet. Hie kritiséiert virun allem, datt de Projet de loi d'Reegelen iwwert de professionelle Journalismus an den Zougang zu administrativen Dokumenter an engem eenzege Gesetzestext zesummefaasst. De Gemengesyndikat huet och Virbehalter géigeniwwer dem spezifeschen Informatiounszougang fir Journalisten, den neie Verflichtunge fir d'Verwaltung an dem zousätzlechen administrative Belaaschtungspotenzial fir d'Gemengen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a sengem Avis vum 1. Juli 2025 huet de Staatsrot siwen Opposition-formellë formuléiert a virun allem d'Kritick un der Rechtssécherheet, dem Gläichheetsprinzipp an der Onpreziséierung vu verschiddene Bestëmmunge geäussert. Hien huet ënner anerem d'Feele vun Iwwergangsbestëmmungen, déi nei Definitioun vum professionelle Journalist an de spezifeschen Informatiounszougang fir Journaliste kritiséiert a méi kloer Reegelen zu den Usprochskrittären an den zousätzleche Käschte bei der Pressehëllef gefuerdert.

Mat sengem Avis complémentaire vum 3. Februar 2026 huet de Conseil d'État déi meeschten Oppositiounen opgehuewen. Hien huet awer un enger festgehalen, wat d'Entrée en vigueur vun den Zouloossungskrittäre fir d'Aiden ugeet. Mat eisem Amendement vum 15. Mee 2026, deen d'Entrée en vigueur op den 1. Januar vum Joer no der Publikatioun festleet, konnte mir och dëser Rechnung droen.

Mam zweeten Avis complémentaire vum 10. Juni 2026 huet de Conseil d'État dëst och confirméiert.

Zesummegefaasst: D'Zil ass méi Transparenz an eise Verwaltungen, e méi modernen a gerechten Hëllefsregimm fir eng pluralistesch Press an eng kloer zäitgeméiss Definitioun vum Journalisteberuff.

Domat soen ech Iech Merci a leeë meng Kap als Rapporter nidder.

Discussion générale

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir haut iwwert dëse Projet schwätzen, da schwätze mir op den éischte Bléck iwwer Pressehëllefen, iwwer Transparenz an iwwer administrativ Dokumenter. Mee eigentlech schwätze mir iwwer eppes vill méi Grondleeëndes: Mir schwätzen iwwer Vertrauen, mir schwätzen iwwer Demokratie a mir schwätzen iwwer Verantwortung. Mir spieren et all: Vertrauen ass haut net méi selbstverständlech.

Mir liewen an enger Zäit, an där jidderee publizéiere kann, an där Kënschtlech Intelligenz bannent Sekonne Biller, Videoen an Texter publizéiert, an där eng Falschmeldung sech heiansdo méi séier verbreet wéi eng richteg Noriicht. An dofir gëtt eng Saach ëmmer méi wäertvoll: Informatiounen, deenen ee vertraue kann!

Et gëtt e flotte Saz, deen dem Joseph Pulitzer zougeschriwwe gëtt: „A message is not a message until the second look confirms the first look."

Ech mengen, dee Saz ass haut nach méi aktuell wéi deemools. En erënnert eis drun, datt seriöe Journalismus net dora besteet, deen Éischten ze sinn, mee zouverlässeg ze sinn. Dat ass de Kär vun dësem Projet. Et geet ëm d'Fro, wéi mir eis Demokratie fit maache fir d'Zukunft, well eng Demokratie ass ni fäerdeg. Si muss all Dag nei verdéngt ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Meenung ass nach keng Tatsaach an eng Schlagzeil ass nach keng Recherche. Dofir ass de Beruff vum Journalist haut méi wichteg wéi jee. Seriöe Journalismus heescht Informatiounen iwwerpréiwen, nofroen a kritesch bleiwen an och emol de Fanger an d'Wonn leeën. Dat ass net ëmmer agreabel, dat passt eis Politiker och net ëmmer an de Krom, mee et ass onersetzlech fir eis Demokratie.

Seriöe Journalismus heescht awer och, verantwortungsvoll mat Informatiounen ëmzegoen. Dat ass déi aner Säit vun der Medail. Mir brauchen eng pluralistesch Meedielandschaft, an där Journalistinnen a Journaliste recherchéieren, Quellen iwwerpréiwen an och déi onbequeem Froe stellen. Meediepluralismus ass kee Luxus, mee eng onverzichtbar Viraussetzung fir eng lieweg Demokratie. Wou nëmmen eng Stëmm dominéiert, geréit d'Meenungsfräiheet ënner Drock an d'Demokratie verléiert u Kraaft. Wa mir eis demokratesch Wäerter eescht huelen, da musse mir eng onofhängeg, villfälteg a staark Meedielandschaft konsequent schützen an ënnerstëtzen.

Genee dowéinst ass dëse Projet esou wichteg, fir d'Meedien, mee virun allem fir eis Demokratie. D'Demokratie stierft net an engem grousse Knall. Si gëtt ënnerhielegt a verléiert lues a lues u Vertrauen.

Mir als CSV sinn iwwerzeegt, eng fräi Press ass keng Gefor fir de Staat, si ass e Qualitéitszeeche vun engem staarke Rechtsstaat. Mee dëse Projet geet net nëmmen ëm d'Press, e geet och ëm Transparenz. D'Leit erwaarden haut zu Recht, datt de Staat erkläert, wéi en decidéiert, net well de Staat sech misst rechtfertegen, mee well Transparenz d'Vertrauen an eis Institutioune stäerkt.

Natierlech gëtt et och Grenzen. Perséinlech Donnéeë musse geschützt bleiwen, vertraulech Informatioune gehéieren dozou. An och d'Funktiounsfäegkeet vum Staat däerf net a Fro gestallt ginn. Mee tëscht „alles geheim" an „alles ëffentlech" gëtt et e gëllene Mëttelwee, an ech mengen, dee fënnt dëse Projet.

Fräiheet ouni Verantwortung gëtt Belibegkeet, Verantwortung ouni Fräiheet gëtt Bevormundung. E staarke Rechtsstaat brauch béides. Genee dëst Gläichgewiicht fënnt dëse Projet.

Dir Dammen an Dir Hären, dofir wäert d'CSV dëse Projet matdroen, well mir iwwerzeegt sinn, datt eng modern Demokratie eng transparent Verwaltung, eng fräi a verantwortlech Press an e staarke Rechtsstaat brauch.

Dofir soen ech Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp, fir Äre schrëftlechen an och fir Äre mëndleche Rapport. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt eng Hellewull Experten, an all Beräich iwwregens. Am Moment virun allem am Futtball. Mir wësse jo sécherlech alleguerte besser, wéi d'Ekipp soll opgestallt si wéi den Trainer selwer.

Op de soziale Reseauen huet jidderee seng ganz eege Vue. Et gëtt vill Meenungen, Fakte spillen dacks keng Roll. Et gëtt ëmmer méi zougespëtzt an ëmmer manner nuancéiert. Am Allgemenge gëtt vun den zwou Säite vun der berüümter Medail dacks nëmmen eng eenzeg gewisen. Op de Socials ass alles schwaarz oder wäiss. Nuancen, där gëtt et der leider wéineg.

Dat nämmlecht gëllt och fir méi seriö Theemen, déi d'Welt beweegen. Mee ob Sport, Taylor Swift, Donald Trump oder Noen Osten, et gëtt kommentéiert, wat d'Kar hiergëtt.

Dobäi kritt een duerch d'Algorithmen ëmmer méi dee Contenu gewisen, deen ee souwisou scho gutt fënnt. Esou entwéckele mer op Social Media eng Tunnelversioun, déi eis Meenung just nach verstäerkt.

Ëmmer manner Mënsche wëlle fir journalistesch verschafften Informatioune bezuelen. Wann en Artikel hanner enger Paywall ass, ass dat dacks scho Grond genuch fir e klengen oder och e gréissere Shitstorm.

Firwat fir recherchéiert Informatioune bezuelen, wann een net recherchéierte Contenu ka gratis kréien? Ergo huet d'Press ëmmer méi Krämpes, an der Course mat de soziale Meedie matzehalen, virun allem iwwregens de Print.

Rezent huet de Statec confirméiert, datt eng ecrasant Majoritéit vun de Leit hei am Land hir Informatiounen digital siche geet, éier se sech dann eréischt dono op Radio, Tëlee oder och an der Zeitung informéiert. Den Internet ass also déi éischten Informatiounsquell hei zu Lëtzebuerg.

Fakt ass op alle Fall, datt ëmmer méi Leit déi klassesch Press guer net méi oder net méi als éischt Informatiounsquell benotzen. Hei am Land gëtt et eng grouss Presselandschaft, op Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch, Englesch, Portugisesch, am Print, am Internet, um Radio, an der Tëlee. D'Oploe vun der geschriwwener Press an hir Reechwäit huelen awer zanter Joren deels ganz staark of, wéi „Reporter" dat och kierzlech geschriwwen huet.

Dat kann an däerf eis net egal sinn, ganz am Géigendeel! Eng Nott vun der Cellule scientifique vun der Chamber hei huet de leschte Mee festgehalen, datt am Joer 2024 60 % vun de Lëtzebuerger dacks oder ganz dacks mat falschen Informatioune konfrontéiert gi sinn.

Dobäi baséiert de véierte Pouvoir vun onser Demokratie op der einfacher Reegel, datt d'Press fiabel ass, recherchéiert, onofhängeg. Se liwwert onparteiesch Informatiounen, déi deels vun hir kommentéiert ginn, fir den ëffentlechen Debat ze förderen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat den Adaptatiounen a Verbesserungen, déi mer haut decidéieren, iwwerhuele mir eisen Deel Responsabilitéit, fir der Press de Réck fir d'Zukunft ze stäipen an net, fir se ënner Drock ze setzen oder fir Afloss op se ze huelen.

Mir wëlle mat dësen Texter manner Algorithmus, manner Ofhängegkeet vu Klicken a besser Konditiounen, fir de Journalismus zu Lëtzebuerg ze förderen. Et ass un ons, der Press d'Moyenen ze ginn, fir dass se net op Klicken ugewisen ass.

Mir garantéieren der Press e besseren Zougang zu Dokumenter. Zur Aarbecht vum Journalist gehéiert eeben nun emol d'Recherche, d'Liesen, d'Vergläichen a virun allem déi duebel Verifikatioun vun der Informatioun, déi et op de soziale Meedien net gëtt an déi zum kleinen Einmaleins vum Journalist gehéiert.

Et ass un ons, de professionelle Journaliste mat enger Pressekaart Zougang ze ginn zu den Dokumenter, déi se fir hir Recherchë brauchen. De Beruff vum Journalist ënnerscheet sech vun anere Beruffer, well et geet an dësem Fall net duer, Journalismus studéiert ze hunn oder geléiert ze hunn, fir eng Pressekaart ze kréien. Et muss een an deem Beruff schaffen, fir sech däerfe professionelle Journalist ze nennen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Leit hiren Handy oder hiren Tablet umaachen, dann decidéiere si selwer, wou a wéi se sech informéieren. Dat ass och hir absolutt Fräiheet. Eis Flicht ass et, derfir ze suergen, dass d'Leit d'Méiglechkeet hunn, déi Informatiounen an der Press ze fannen, wou se professionell recherchéiert a verschafft gi sinn.

Iwwregens kann een déi geschriwwe Press och um Tablet liesen, mat engem Abo. Dat ass och ganz praktesch an nëmmen ze recommandéieren.

D'DP ënnerstëtzt déi Efforten, déi d'Rapportrice am Detail virgedroen huet. Merci och dofir der Rapportrice. D'DP ass iwwerzeegt, datt eng gesond Press d'Land a seng Leit no vir bréngt, dass eng fräi Press e ganz wichtege Pilier ass vun onser Demokratie.

D'DP ass iwwerzeegt, datt et essentiel ass, d'Journalistinnen an d'Journalisten zu Lëtzebuerg esou ze ënnerstëtzen, dass si hir Aarbecht ënnert de beschtméigleche Konditioune kënne maachen. Si sollen net mussen duerch SLAPP Suits (ndlr: Strategic Lawsuits Against Public Participation) intimidéiert ginn oder sech mam Accès zu Informatiounen erëmschloe mussen. Se mussen hir Aarbecht an de beschtméigleche Konditioune kënne maachen.

Als fréier Journalistin ginn ech natierlech bei esou Debatten e bëssen nostalgesch oder patheetesch. Mee fir et awer elo op de Punkt ze bréngen: Mat eisem Vott stäipe mer haut de Pressepluralismus zu Lëtzebuerg. Mir stäerken de Journalismus an de Statutt vum Journalist mat enger Pressekaart. Mir festegen eis Demokratie. Mir hëllefen, eis Gesellschaft manner ze splécken an d'Leit hoffentlech erëm op d'mannst zum Deel aus hirer Bulle erauszekréien.

Mir si fir eng staark, onofhängeg an divers Press. Eng Situatioun wéi a China oder a Russland oder esouguer elo eventuell an den USA, dat wëll hei zu Lëtzebuerg keen. A jo, dofir ass et am Interêt vun all deenen, déi fest un d'Demokratie gleewen, dësen Text matzestëmmen. D'DP-Fraktioun wäert dat op jidde Fall maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Gudde Journalismus an eng transparent Verwaltung hunn eng grouss Gemeinsamkeet, déi an Zäite vun Desinformatioun ëmmer méi wichteg gëtt: Se schafe Vertrauen!

An Zäiten, wou all Sekonn Verschwörungstheorien aus dem Buedem schéissen, wou jiddereen op Social Media egal wat ka behaapten a sech mat KI soi-disant Beweiser fir seng Fakenews bastelt, ass d'Transparenz eng vun de wichtegste Waffe géint d'Feinde vun der Demokratie, an där gëtt et och zu Lëtzebuerg.

Wou Informatiounen zeréckgehale ginn, wuessen d'Rumeuren. Wa berechtegt Froe keng Äntwert kréien, entsteet Skepsis, Frust a Mësstrauen. Eng oppen an transparent Verwaltung an en onofhängege Journalismus sinn dofir kee Luxus, mee carrement eng Zort Liewensversécherung vun der Demokratie.

An et ass an deem Sënn eng gutt Saach, datt Lëtzebuerg weltwäit ënnert den Top Ten vun de Länner ass, wou d'Pressefräiheet nach relativ grouss ass, am Géigesaz zu der Majoritéit vun de Länner weltwäit. Mee och hei ass de wirtschaftlechen Drock op d'Meedie grouss an duerfir begréisse mer dëse Projet de loi zu engem ganz groussen Deel.

D'Rapportrice huet déi wichtegst Changementer genannt. De System vun der Pressehëllef gëtt un d'Realitéit vum Meediesecteur ugepasst, eng nei Aide de minimis fir kleng innovativ Projeten, d'Erweiderung vum Krees vun de Beneficiairë sinn eng gutt Saach, gradewéi d'Indexéierung vun de Montanten an d'Verlängerung vum Iwwergangsregimm bis Enn 2027.

Mir hoffen awer wierklech staark, dass et duergeet mat der Hëllef.

Da gëtt d'Definitioun vum Beruffsjournalist moderniséiert a méi kohärent, keng Ofhängegkeet méi vum Akommes, eng Carte de journaliste professionnel amplaz d'Carte de presse, a Fotografen a Videografe ginn de Journaliste gläichgestallt. Och dat ass eng gutt an iwwerfälleg Saach.

A finalement gëtt den Accès aux documents publics duerch d'Ëmsetzung vun der Tromsø-Konventioun verstäerkt. Mir kréien eng méi breet Definitioun vun de concernéierten Dokumenter, en Accusé de réception mat enger Estimatioun vum Delai de traitement an d'Méiglechkeet vun enger deelweiser Zensur vum Dokument amplaz vun engem komplette Refus vun der Demande.

Dat ass alles schéin a gutt. Nawell hu mir als LSAP-Fraktioun zwee Amendementer deposéiert. Beim éischten Amendement ass et eis drëms gaang, d'Administratioun ze verflichten, en Accusé de réception mat engem Délai de traitement auszestellen. Den Demandeur wëll einfach, an dat ass ganz normal, wëssen, wou seng Demande dann iwwerhaapt drun ass a wéini e mat enger Äntwert ka rechnen.

Domadder verbessert een d'Reaktivitéit vun de Verwaltungen. An d'Majoritéit huet eisen Text zwar net wuertwiertlech iwwerholl, mee eng Kompromëssversioun agebaut, déi awer am Sënn ass vun eisem Amendement. An dat begréisse mer natierlech.

Eisen zweeten Amendement geet awer méi wäit. Zanter 20 Joer weisen déi europäesch Institutiounen, wéi et geet mam Accès aux documents, mat kuerzen a kloren Delaien a kloren Äntwerten. Dat ass ouni Zweifel am Sënn vun engem Austausch mam Bierger, dee Vertraue schaaft an awer net op d'Käschte geet vum Fonctionnement vun de jeeweilegen Organismen.

Duerfir si mer derfir, déi selwecht Modalitéiten zu Lëtzebuerg anzeféieren an den Delai de traitement vun engem Mount op 15 jours ouvrables ze verkierzen, eeben analog zum europäesche Reglement 1049/2001. Dernieft muss déi jeeweileg Administratioun bei engem Refus de Grond schrëftlech matdeelen, gradewéi och d'Recoursméiglechkeeten.

Wéi gesot, dat klappt tipptopp fir all Zort vun Dokumenter vum Europaparlament, vun der Kommissioun a vum Conseil. Dëse Punkt gouf vun der Majoritéit awer leider net ugeholl. Dat ass ganz schued. Esou en Delai hätt de Journalisten nämlech déi Reaktivitéit bruecht, déi hire Metier nun absolutt verlaangt. An deen transparente schrëftleche Refus mat Recoursméiglechkeeten hätt eis déi Sécurité juridique ginn, déi och am Sënn vun der Tromsø-Konventioun ass.

An och wann ech wéineg Hoffnung hunn, datt d'Kolleege vun der Majoritéit agesinn, datt dat eiser Demokratie immens géif hëllefen, proposéieren ech Iech awer nach eng Kéier, dësen Amendement unzehuelen.

Duerfir deposéieren ech en dann och heimadder. A wann en net gestëmmt gëtt, froen ech och fir den Artikel 9 e Vote séparé, Här President.

Amendement 1

Amendement unique concernant l'article 9

L'article 9 du projet de loi est amendé comme suit :

1° Il est inséré un point 1° nouveau, libellé comme suit :

« 1° Au paragraphe 1er, alinéa 1er, phrase liminaire, les termes "dans le mois qui suit" sont remplacés par les termes "dans les quinze jours ouvrables qui suivent" ; ».

2° Le point 1° initial, devenu le point 2° nouveau, est amendé comme suit :

~~*« 1° Au paragraphe 2, alinéa 1er, point 3, les termes "de l'article 1er, paragraphe 3, ou" sont insérés après les termes "en application" et les termes "à caractère personnel d'autres personnes" sont remplacés par les termes "exclues du droit d'accès" ; »*~~

2° Le paragraphe 2 est modifié comme suit :

a) à l'alinéa 1er, phrase liminaire et point 1, les termes « d'un mois » sont remplacés par les termes « de quinze jours ouvrables » ;

b) au même alinéa, point 3, les termes « de l'article 1er, paragraphe 3, ou » sont insérés après les termes « en application » et les termes « à caractère personnel d'autres personnes » sont remplacés par les termes « exclues du droit d'accès » ;

c) à l'alinéa 2, les termes « d'un mois » sont remplacés par les termes « de quinze jours ouvrables » ;

3° Au point 2° initial, devenu le point 3° nouveau, l'article 5, paragraphe 4 nouveau, est amendé comme suit :

« (4) À défaut de communication du document demandé dans le délai prévu au paragraphe 1er, alinéa 1er, ou le cas échéant dans le délai prévu au paragraphe 2, alinéa 1er, l'organisme ~~est réputé avoir rejeté la demande~~ communique au demandeur, dans une réponse écrite, les motifs de la décision de refus et l'informe des voies de recours dont il dispose, à savoir former un recours en réformation conformément à l'article 8bis et/ou saisir la Commission d'accès aux documents selon les conditions prévues à l'article 10. »

Commentaire :

Il est proposé de réduire le délai de réponse pour la communication d'un document à quinze jours, en s'alignant sur les délais actuellement prévus au niveau européen par le règlement (CE) n°1049/2001 précité.

En outre, il est prévu que toute personne dont la demande d'accès aux documents est rejetée doit être informée des raisons précises de ce refus ainsi que des voies de recours disponibles, ceci conformément audit règlement.

Cette disposition est d'autant plus essentielle alors que l'article 10, paragraphe 1er, alinéa 2, de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte prévoit que la décision de refus est à annexer à la lettre de saisine de la Commission d'accès aux documents administratifs. Or, cette obligation ne peut pas être respectée avec le principe « silence vaut refus » prévu par le projet de loi actuel.

Enfin, le droit de recevoir un refus explicite par écrit constitue un moyen efficace pour renforcer la transparence et la responsabilité des organismes publics. En fournissant des explications quant au refus et en précisant les recours disponibles, les organismes montrent

leur volonté de respecter les principes de transparence et d'ouverture. Ainsi, il est contribué à une meilleure réactivité des administrations et le dialogue constructif avec les citoyens est favorisé.

Suite à l'insertion d'un point 1° nouveau, les points subséquents sont à renuméroter.

(s.) Francine Closener, Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo, Ben Polidori, Ben Streff.

(Mme Francine Closener dépose une demande de vote séparé sur l'article 9 du projet de loi 8421.)

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Francine Closener (LSAP) | Voilà. Fir de Rescht géif ech proposéieren, an zwee oder an dräi Joer, do si mer flexibel, eng Evaluatioun ze maachen, ob d'Gesetz d'Erwaardungen da wierklech erfëllt, a menger Fraktioun ze recommandéieren, de Projet de loi matzedroen, ofgesinn, wéi gesot, vum Artikel 9.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Hardy. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Kolleegen, ech fänke mat enger Fro un. Wann de Staat ëmmer méi genee definéiert, wien e Journalist ass a wéi deen un Informatioune kënnt a wéi seng Aarbecht organiséiert gëtt, da muss ee sech d'Fro stellen: Wie kontrolléiert eigentlech wien? D'Press de Staat oder ëmgekéiert de Staat ëmmer méi d'Press? Dobäi ass eng fräi Press Bestanddeel vun all Demokratie. Deem stëmmt d'ADR absolutt zou.

D'Journaliste mussen d'Méiglechkeet hunn, d'Regierung ze kontrolléieren, Froen ze stellen an Informatiounen ze kréien. Dozou gehéiert och e gudden Zougang zu administrativen Dokumenter. Mir erkennen un, datt dëse Projet verschidde Verbesserunge mat sech bréngt, mee grad well et ëm d'Pressefräiheet geet, musse mir och oppassen, datt de Staat net lues a lues ëmmer méi Afloss op dee Beräich kritt.

Mir hunn dräi fundamental Bedenken.

Éischtens: Dëst Gesetz gëtt dem Staat eng ëmmer méi grouss Roll bei der Definitioun vum professionelle Journalismus. Eiser Meenung no soll sech awer eng fräi Press net doduerjer definéieren, datt de Staat ëmmer méi genee festleet, wien als professionelle Journalist unerkannt gëtt an ënner wéi enge Konditiounen. De Staat soll d'Fräiheet garantéieren, net de Beruff organiséieren.

Zweetens: De Projet schaaft fir professionell Journalisten e spezielle Regimm beim Informatiounszougang vis-à-vis vun den ëffentlechen Autoritéiten. Mir verstinn déi Intentioun. Mee Transparenz ass net nëmmen e Recht vun enger Beruffsgrupp, et ass virun allem e Recht vun de Bierger, eppes, wat d'ADR nach ëmmer gefuerdert huet. Eng modern Demokratie soll d'Verwaltung vis-à-vis vun alle Bierger méi opmaachen an net de Risiko agoen, datt den Androck entsteet dobaussen, verschidde Leit hätte privilegiéiert Rechter.

Drëttens: Mir hunn och eis Zweifel, ob de Staat ëmmer méi staark an d'Finanzéierung, an d'Organisatioun vun der Press agebonne soll ginn. Eng onofhängeg Press lieft och dovun, datt si eng gesond Distanz zum Staat behält, deen natierlech e legale Kader schafe kann. Mee all Kéier, wann nei Definitiounen, nei Prozeduren an nei staatlech Mechanismen derbäikommen, soll ee sech froen, ob dat d'Onofhängeg wierklech stäerkt oder net awer éischter schwächt.

Zu der Pressehëllef dann: Déi muss an eisen Aen dozou féieren, datt an de Presseorganer nees fir méi Meenungspluralitéit gesuergt ass an net just Mainstream-Iddie verbreet ginn. An der Press soll all Denkrichtung hiren Ausdrock fanne kënnen, ouni datt mir engem Presseorgan d'Recht op eng redaktionell Linn ofstreiden.

Meedien, déi eng staatlech Pressehëllef kréien, sollen och alle Meenungen eng Plaz ginn, déi net hirer eegener Ligne éditoriale entspriechen. Dat ass awer meeschtens net de Fall, eng Eesäitegkeet, déi ëmmer méi Bierger ofstéisst. Dat gesäit een och kloer um Beispill vun der gréisster Dageszeitung am Land, dem „Wort". Beispill: d'Berichterstattung iwwert déi rezent Chambersdebatt iwwert den Asyl- a Migratiounspakt, wou d'Positioun vun der véiertstäerkster Partei am Land mat kengem eenzege Wuert ernimmt gouf.

(Hilarité)

Dir kënnt laachen, Madamm Bofferding. Fakt ass, d'Lieserschaft vum „Wort" geet weider drastesch zréck op just nach knapp 44.000 Exemplairen den Dag. Dat entsprécht engem Minus vu ronn 15 % bannent deene leschten aacht Joer.

Nach vill schlëmmer ass et beim „Tageblatt". Do ass et eRéckgang vu quasi 30 % mat enger Oplag vu just nach eppes iwwer 6.000 Exemplairë pro Dag. Nach just eng Randerscheinung also. Dir gesitt, et ass bestëmmt net vu Muttwëll, datt méi Pluralitéit an der Presseaarbecht gebraucht gëtt, gradewéi och méi Objektivitéit.

(Interruption)

Anere Punkt nach a Saache Pressehëllef: An enger Zäit, wou ëmmer manner iwwert de Lëtzebuerger Sport an den Zeitunge steet, misst eiser Meenung no d'Internetplattform fupa.lu, déi gudde Sportjournalismus liwwert, och eng staatlech Ënnerstëtzung kréien.

Här President, ech kommen zum Schluss. D'ADR erkennt un, datt dëse Gesetzesprojet aus enger gudder Intentioun eraus entstanen ass. A mir erkennen och un, datt sech d'Meedielandschaft verännert huet an datt et Erausfuerderunge gëtt. Mee mir hätte léiwer e Gesetz gesinn, dat sech méi konsequent op zwou Saache konzentréiert hätt: méi Transparenz vun der Verwaltung fir jiddwereen a méi Garantië fir d'Onofhängegkeet vun de Meedie vis-à-vis vum Staat.

Well et awer positiv Elementer am Projet gëtt, stëmme mir net dergéint, mee d'ADR wäert sech bei dësem Gesetz enthalen. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Hardy, d'Madamm Cahen wëllt Iech nach eng Fro stellen. Sidd Der domat d'accord, Här Hardy?

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, ech sinn domadder d'accord.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Cahen, dann ass et un Iech.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Also, aus Ärer Ried elo hunn ech erausgehéieren, dass Dir der Meenung sidd, dass de Staat am Fong d'Presselandschaft kontrolléiert. Mee et ass jo net de Staat, deen decidéiert, wien eng Pressekaart kritt, mee de Conseil de presse. Elo wollt ech Iech emol froen, ob Dir net der Meenung sidd, dass de Conseil de presse jo awer dat Organ ass, dat dat soll kënnen decidéieren, ob een eng Pressekaart kritt oder net.

Dann hunn ech d'Impressioun, Dir sidd net frou, wann d'Ligne éditoriale net esou ass, wéi Dir dat selwer géingt schreiwen, ...

(Interruption)

... well Dir wëllt jo selwer agräifen hei an d'Ligne éditoriale vun den Zeitungen, hutt Der grad gesot. Mee wann dann esou eng Distanz muss sinn tëschent der Press an der Politick, da wëll ech Iech just d'Fro stellen als Exjournalistin un en Exjournalist: Sidd Dir der Meenung, dass am Fong geholl d'Journaliste keng Politick solle maachen?

Villmools merci.

M. Dan Hardy (ADR) | Also, Äre Schluss ass quasi e bësse witzeg, Madamm Cahen.

(Interruption)

Also, jo, merci och fir Är Remark, dass Der och drun erënnert hutt, dass ech eeben och laang Journalist war. Also, ech mengen net ... Ech hunn dat jo och zitéiert, déi Beispiller eeben elo vun der Statistik, déi mer kruten, duerch Reporter.lu, wéi d'Lieserschaft awer erofgeet. An ech mengen, do misst d'Press sech awer och emol endlech selwer a Fro stellen, fir eebe méi pluralistesch ze sinn an hire Meenungen – ëmmer déi virgefäerdegt Meenungen, d'Leit hunn es sat domadder –, a si sollen och emol aner Meenungen zouloossen. An dat schéngt mer wierklech ganz wichteg ze sinn, wann d'Press, eis gréissten Dagespress, net ëmmer nach weider Lecteure verléiere wëll. Ech mengen, dat si Fakten!

Ech mengen, dat anert ... Op Ären éischte Punkt kommen ech och nach zeréck. Bon, et ass jo och esou am Fong, dass eeben de Staat awer trotzdeem elo méi agräift, och wann et e Conseil de presse gëtt. Ech mengen, de professionelle Journalismus gëtt verstäerkt hei reglementéiert mat dësem Gesetz, soudass Der och net kënnt soen, dass do keen Agrëff wär.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Djuna Bernard.

(Interruption)

Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Eng Demokratie lieft net just dovunner, dass Biergerinnen a Bierger all fënnef, sechs Joer wiele ginn. Se lieft dovunner, dass d'Muecht all Dag kontrolléiert gëtt, andeems dat, wat déi, déi un der Muecht sinn, maachen, eeben och kritesch hannerfrot gëtt. An dofir brauche mer eng fräi, eng kritesch an eng onofhängeg Press.

An enger Zäit, an där Desinformatioun sech ëmmer méi séier verbreet, andeems sozial Netzwierker dacks méi Opmierksamkeet kréie wéi seriéis Informatiounen, a Journalistinnen a Journalisten och an Europa ëmmer méi ënner Drock geroden, jo, do ass de professionelle Journalismus eebe kee Secteur wéi all aneren. En ass en demokratesche Pilier, geneesou wichteg wéi onofhängeg Geriichter oder fräi Walen.

Dofir ass dëse Projet de loi héich sensibel a pertinent. En huet eng ganz Rei Stäerkten, déi ech wëll ervirsträichen.

D'Recht op Zougang zur Informatioun gëtt endlech am Gesetz verankert. Bis elo huet dëst Recht eeben op enger einfacher Circulaire berout. Eng Circulaire, jo, déi kann e Minister relativ einfach eleng ofänneren. E Gesetz, do ass et och schonn e bësselche méi schwéier, dat a Fro ze stellen. An dat ass e fundamentale Schrëtt no vir an eng Fuerderung, déi de Presserot scho laang gestallt huet.

Zweetens ënnerstëtze mer d'Gesetz och, well mer eist Recht un d'Tromsø-Konventioun upassen an domat och de Wee fräimaachen, fir datt Lëtzebuerg dës endlech ënnerschreiwen a ratifizéiere kann.

An drëttens ënnerstëtze mer et, well och d'Kommissiounsaarbecht dëse Projet verbessert huet. D'Definitioun vum Journalist gouf no de Bemierkunge vum Staatsrot méi opgemaach, fir keen auszeschléissen. Et gëtt och elo en Accusé de réception mat engem Delai fir d'Beaarbechtung, an dat ass eng Fuerderung, déi mer als Gréng an engem Amendement virgestallt hunn.

D'Administratioune mussen hir Dokumenter un d'Kommissioun fir den Accès zu den Dokumenter weiderginn an de Recours virum Verwaltungsgeriicht gëtt explizitt am Gesetz genannt. Den Iwwergangsregimm fir déi geschriwwe Press gouf bis 2027 verlängert an indexéiert, wat bis zu engem gewëssene Mooss och de Meediepluralismus weider ofséchert.

Mee, Här President, wa mer engem Gesetz zoustëmmen, dann heescht dat net, dass mer keng Kritick hunn. Am Géigendeel. Wann et ëm Grondrechter an Transparenz geet, da muss een och déi Punkten nennen, déi een eeben nach net ganz iwwerzeegen.

Éischtens den Delai fir d'CAD (ndlr: Commission d'accès aux documents). D'Press schafft eeben net no administrativen Zäitrechnungen, si schafft no der Aktualitéit. Eng Informatioun, déi eréischt da kënnt, wann d'Debatt eriwwer ass, jo, dat ass keng Transparenz, mee dat ass an deem Sënn am Fong eng verpasste Chance.

Trotz dësem Gesetz kann et nach ëmmer laang daueren, bis eng Demande beäntwert gëtt. De Presserot an d'ALJP hate virgeschloen, bannent 24 Stonnen en Accusé de réception virzegesinn an eng Äntwert bannent maximal 15 Deeg, sou wéi et eeben och um europäeschen Niveau recommandéiert gëtt. D'Kolleege vun der LSAP hunn en entspriechenden Amendement virgeluecht, dee mer an der Kommissioun ënnerstëtzt hunn an dee mer och haut nach eng Kéier formell ënnerstëtzen.

Och dass d'Referenz op déi speziell Besoine vum journalistesche Beruff nom Avis vum Staatsrot aus dem Text verschwonne sinn, dat ass aus gréनger Siicht bedauerlech.

Wa sech eng Verwaltung géint Transparenz entscheet, da feelt et eiser Meenung no ëmmer nach un engem effikassen Instrument, fir dëst séier ze korrigéieren. An de Wee iwwert d'Verwaltungsgeriicht ass awer och, an dat musse mer unerkennen, fir vill Journalistinnen a Journalisten, fir Biergerinnen a Bierger ze laang, ze deier an domadder an der Praxis awer och net ëmmer ganz realistesch.

Och dass d'Revendicatioun vun de Journalisten, d'CAD ze reforméieren, net zeréckbehale gouf, bedauere mer op dëser Plaz ausdrécklech.

An dann drëttens kommen ech nach op d'Finanzéierung ze schwätzen. Qualitéitsjournalismus dierf kee Käschtefacteur sinn. Et ass eiser Meenung no ganz einfach eng wichteg Investitioun an eis Demokratie.

Déi virgesinnen 30.000 Euro pro Journalist leien, wéi d'Chambre des Salariés et virgerechent huet, souguer ënnert dem qualifizéierte soziale Mindestloun. De Presserot huet vu 45.000 Euro geschwat. An et muss ee sech schonn d'Fro stellen, ob mer wierklech eng héich journalistesch Qualitéit erwaarden, wa mer net bereet sinn, déi och entspriechend ze finanzéieren.

Dofir hu mir als Gréng mat dëser Ënnerstëtzung, déi mer dësem Projet de loi wëlle ginn, awer och zwou konkreet Fuerderungen un d'Regierung.

Éischtens, eng Evaluatioun bannent dräi Joer. Wéi laang daueren d'Prozeduren an der Praxis? Wéi vill Ufroe ginn ofgeleent? A virun allem: Ginn dës Donnéeën och transparent publizéiert?

Ech deposéieren an deem Sënn eng Motioun.

Motion 1

« relative à l'évaluation du cadre législatif en matière d'administration transparente et ouverte »

La Chambre des Députés,

considérant

– le projet de loi n° 8421 sur la promotion du journalisme professionnel et du débat démocratique ;

– l'importance d'évaluer de manière générale les politiques publiques de manière régulière ;

– l'importance d'assurer une administration transparente pour tou.te.s les citoyen.ne.s et notamment les journalistes professionnels dans l'exercice de leur travail, vu le rôle crucial de ces derniers dans le bon fonctionnement de notre démocratie,

invite le Gouvernement à

– présenter à la Chambre des Députés, dans un délai de trois ans après le vote du projet de loi, une évaluation du cadre réglementant l'administration transparente et ouverte, se focalisant notamment sur la durée des procédures dans la pratique, le nombre et les motivations pour lesquelles des demandes d'accès aux informations sont rejetées et la publication transparente des données.

(s.) Djuna Bernard, Meris Sehovic, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | An zweetens, och eng aktiv Sensibiliséierung vun den Administratiounen, de Gemengen, well Transparenz dierf op kee Fall d'Ausnam sinn. Si muss e Reflex ginn. A wann eng Demande refuséiert gëtt, da muss dat eng gutt begrënnten Ausnam bleiwen.

Kolleeginnen a Kolleegen, eng staark Press ass net do, fir de politesch Verantwortlechen d'Liewe méi einfach ze maachen. Mir wëssen dat alleguerte ganz gutt heibannen. Si ass do, fir Froen ze stellen, fir Mëssstänn opzedecken an eis alleguerten un eis Verantwortung ze erënneren. A genee dofir ass se esou wäertvoll fir eis Demokratie.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Bernard. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Piraten ass d'Pressefräiheet keng Sonndesried, se ass eng Viraussetzung fir d'Demokratie. Eng Press, déi nämlech net un Informatioune kënnt, kann d'Muecht net kontrolléieren. An eng Verwaltung, déi schweigt, entzitt sech där Kontroll.

Dofir soen ech et direkt: Dëse Projet de loi enthält Elementer, déi an déi richteg Richtung ginn. De verbesserten Zougang vun de Journalistinnen a Journalisten zu den Dokumenter vun den ëffentlechen Autoritéiten, d'Kloerstellung, datt e verlängert Schweigen als Refus gëllt an domat ugräifbar gëtt, an d'Méiglechkeet, Dokumenter deelweis geschwäerzt erauszeginn, amplaz wéi bis elo guer net: Dat si reell Fortschrëtter, déi mer unerkennen.

Mee, Här President, dräi Punkte verhënneren, datt mer dësem Text haut eis Zoustëmmung kënne ginn.

Éischtens, an dat gouf schonn ugeschwat, schafe mir eng Zwouklassentransparenz. Amplaz d'Gesetz vun 2018 iwwer eng transparent an oppe Verwaltung fir all d'Biergerinnen an d'Bierger ze stäerke mat kloren Delaien, klore Recoursen, klore Sanktiounen, baue mer eng Extraspuer. E bësse wéi d'Piste de covoiturage op der Autobunn. Nämlech eng Extraspuer fir déi, déi eng Pressekaart hunn. D'Piraten stinn zu enger universeller Transparenz. D'Recht op Informatioun ass e Biergerrecht a kee Privileeg fir e Beruff. An och an dëser Extraspuer feelen dann déi verbindlech Delaien – et gouf elo grad vun de Virriedner ugeschwat –, déi dann och wierklech d'Spuer halen an der Aktualitéit Rechnung droe géifen.

Zweetens ass dat d'Observatioun, datt dëst Gesetz ëffentlech-rechtlech Effekter, nämlech den Titel vum Journalist, d'Representatioun vum Secteur an d'Eligibilitéit fir eng ëffentlech Hëllef vun zesummen ëmmerhi méi wéi 10 Milliounen Euro d'Joer un d'Unerkennung duerch en Organ vun der Selbstreguléierung koppelt, dat selwer awer privatrechtlech ass. Dat ass net per se falsch, mee da mussen och déi entspriechend Garantië gesetzlech verankert ginn: d'Inklusioun, d'Motivatiounsflicht, d'Nondiskriminatioun an en effektive Recours. Dat fanne mer an deem heite Gesetz net.

A loosst mech präzis sinn: D'Ongläichbehandlung, déi fréier an der Definitioun vum Titel selwer stoung a genau do der verfassungsrechtlecher Kontroll ausgesat war, ass aus dëser Definitioun erausgeholl ginn. Mee se verschwënnt net. Se gëtt verréckelt vum Titel op d'Eligibilitéit fir d'Hëllef. An d'Fro vun der Gläichheet virum Gesetz stellt sech also weider, just op enger anerer Plaz.

An drëttens: Dës strukturell Froe léise mer net haut, mee se stinn direkt nees op der Dagesuerdnung mam Projet de loi 8625, deen de European Media Freedom Act ëmsetzt an déi nei onofhängeg Meedienautoritéit schaaft. A genau do, an den Artikelen 22 bis 24 vum europäesche Reglement, steet dann dat, wat hei feelt: Transparenz vun den Eegentumsstrukturen, objektiv an net diskriminéierbar Krittären.

Här President, mir stinn also haut virun engem Text, dee fir d'Journaliste punktuell eng Verbesserung ass, mee deen déi fundamental Froe vun der Gläichheet virum Gesetz net léist, mee just verlagert. E Jo géif suggeréieren, dës Fro wär gekläert. En Nee géif d'Fortschrëtter beim Informatiounszougang negéieren. Béides wier keng éierlech Ausso.

Dofir wäerten d'Piraten sech bei dësem Projet enthalen an d'Regierung an dëst Haus opfuerderen, déi Froen, déi haut oppe bleiwen, am Kader vum Projet de loi 8625 unzegoen. An do si mer och weiderhi bereet, konstruktiv matzeschaffen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass ëmmer wichteg ze ënnersträichen, well dat gëtt oft falsch verstanen, datt mer u sech elo iwwer e Pressegesetz ofstëmmen an diskutéieren, wou een Deel dovunner déi ëffentlech Pressefinanzéierung ass.

Dat gëtt oft falsch verstanen. Dat gesäit een oft, datt gemengt gëtt, datt, wa Presseorganer, Pressemeedien ëffentlech Gelder kréien, fir kënnen ze funktionéieren, do d'Méiglechkeet kéint bestoen, wann de Pressemedium engem Staat net geneem wier, datt dann déi Sue gestrach ginn.

An et soll een ënnersträichen, datt dat net de Fall ass. Dat geet net, well et gëtt objektiv Krittären, iwwert déi ee kann diskutéieren, ob ee se gutt oder schlecht fënnt, mee déi gëlle fir jiddereen. An et ass ni esou, datt einfach op eemol eng Regierung engem Presseorgan Suen ewechhëlt, fir et monddout ze maachen.

Par konter kann et vill méi komplizéiert ginn, wann de Proprietär vun engem Pressemedium e Privaten ass. Dat muss net onbedéngt problematesch sinn, mee d'Aflossnam ass do real. Et kann eng Gewerkschaft sinn, et kann eng Kierch sinn, et kann eng Partei sinn, et kann eng Associatioun sinn. Dat ass eebe Meediepluralismus. An dat ass och an der Rei.

Mee et kënnen och heiansdo gréisser Multinationalle sinn oder justement Privatinteressen, déi ganz aner Interessen hunn a Pressemeedien unhäufen an u sech konzentréieren.

Dat ass zum Beispill elo de Fall, net just, mee dat ass vläicht dee Fall, deen ech am beschte kennen, well ech meeschtens jo d'franséisch Meedie kennen, mee de grousse franséische Milliardär Vincent Bolloré zum Beispill, deen offe rietsextreem ass an deen amgaangen ass, immens vill Pressemeedien unzehäufen, wéi CNews an esou weider, wou 24 Stonnen op 24 nëmmen diskutéiert gëtt iwwert: De Problem a Frankräich, dat wieren d'Araber an d'Afrikaner en gros. Dat ass den Tenor plus ou moins, voilà, e bësse wéi Fox News. An dat ass de Problem. An dat ass et eebe justement: Hie versicht, Afloss ze huelen op déi franséisch Politick.

Dat erënnert e bëssen un dat, wat den Alfred Hugenberg gemaach hat, deen Industriellen an der Weimarer Republick, deen duerno all d'Meedien an och d'Kinosindustrie opkaaft huet, fir eeben nationalsozialistescht Gedankengut weiderzebréngen. En ass och duerno gutt belount ginn, well e war de Wirtschaftsminister vum Adolf Hitler, an e konnt an deem Sënn och seng antisemittesch an ultra-prokapitalistesch Agenda duerchzéien. Dat sinn déi grouss Geforen, déi virun eis leien.

Et ass jo och kee Wonner, datt Rietsextreemer ëffentlech Meedie wëlle privatiséieren, fir justement déi kënnen opzekafen oder ze erméiglechen, datt reaktionär Milliardäre se kënnen opkafen.

Ech soen net, datt e gudde Journalismus dofir do ass, fir rietsextreem Ideologien ze bekämpfen, mee e gudde Journalismus ass do, fir ze versichen, esou no un d'Wourecht ze komme wéi méiglech. D'Wourecht ass meeschtens inkompatibel mat rietsextreemen Theorien, dat wësse mer all.

An et ass jo och kee Wonner, datt nom Zweete Weltkrich a Frankräich de Conseil national de la résistance gesot huet: „Ma pressefriemt Kapital däerf net an d'Kapital vu Pressemeedie kommen." Dat war eng ganz gutt Saach an ech mengen, mir missten eis dat erëm iwwerleeën, fir datt net Interessen, déi näischt mat der Press ze dinn hunn – zum Beispill vu grousse Industriellen, déi Waffe produzéieren oder aner Interessen hunn –, en Afloss kënne kréien. Et muss ee ganz gutt oppassen, well d'Konzentréierung an den Hänn vu Multinationallen ass den Dout vum Journalismus, well et zwar eng Villfalt vu Meedie gëtt, mee awer net onbedéngt Meenungspluralismus.

An duerno kënnt, an dat ass och vläicht e Problem, ënnert deem d'Journalisten immens vill leiden, d'Prekaritéit vun deem Beruff derbäi. Dat heescht, d'Redaktioune ginn ëmmer méi kleng. Ëmmer manner Leit mussen ëmmer méi Aarbecht maachen hautzedaags am Journalismus. A Journaliste si Mënschen, si brauchen Zäit, fir nozedenken, fir ze enquêtéieren, dat ass en immens komplizéierte Beruff. An dat ass warscheinlech vläicht och eng Erklärung heiansdo, firwat gewësse Leit net méi esou vill Press liesen. Well d'Journalisten einfach keng Zäit méi hunn, fir de Beruff esou ze maachen, wéi se et am léifste wéilten. Dofir ass déi finanziell Fro eng wichteg Fro.

D'Chambre des Salariés an de Presserot hu gemengt, datt een awer misst d'Dotation annuelle pro Journalist op 45.000 voire 50.000 Euro setzen, wat wichteg wier. Dat ass net d'Welt, fir justement kënnen ze erméiglechen, datt Journaliste gutt bezuelt ginn an datt d'Redaktioune kënnen opgestockt ginn. Dat ass net iwwerholl ginn.

Mir hunn och e klenge Problem mat der Limitéierung vun 1,6 Milliounen Euro bei den Aiden, well de Problem ass jo deen: Et gëtt vläicht gréisser Pressehaiser, déi mat där Limitt funktionéiere kënnen, mee anerer, déi vläicht manner Kapital hannendrun hunn, kënnen dat net onbedéngt.

Et sinn natierlech summa summarum Fortschrëtter an dësem Projet de loi. Mir fannen et och gutt, datt d'Majoritéit op gewësse Propose vun de Gréngen a vun der LSAP agaangen ass. Mir wäerten nach iwwert den Amendement vun de 15 Deeg diskutéiere vun der Madamm Closener. Mir wäerten dat selbstverständlech och mat ënnerstëtzen.

Dat Pressegesetz ass net de grousse Worf. Mir wäerten et trotzdeem matstëmmen. Mee mir mengen, datt et weiderhin nach e grousse Sputt no uewe gëtt. An d'Legislatur ass nach net eriwwer, Madamm Minister. Dir kënnt dat vläicht nach eng Kéier op de Leescht huelen oder vläicht eng aner Kéier.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Wagner, den Här Weidig wëllt Iech eng Fro stellen. Sidd Der d'accord, datt den Här Weidig Iech eng Fro stellt? Dat schéngt de Fall ze sinn. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

M. David Wagner (déi Lénk) | Et soll awer seriö sinn.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, datt Der d'Fro unhuelt. Dir kritiséiert hei, datt de Kapitalismus d'Press géif ënner Drock setzen. Ech wollt Iech just mol froen: Wéi steet et da mat der Pressehëllef a sozialistesche Länner? Souwäit ech weess, ass et do ni eng fräi Press ginn, weeder an der DDR nach a Kuba nach an iergendwellechen anere sozialistesche Länner?

M. David Wagner (déi Lénk) | Ech kennen d'Gesetzgeebungen net vun deene Länner.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. D'Madamm Meedieministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Merci, Här President. Ech si frou, datt mer elo no zwee Joer konstruktiver Aarbecht un dësem Projet de loi dann haut kënnen zum Vott doriwwer kommen. Mir haten deen nach virum Summer virun zwee Joer deposéiert an ech si frou, datt mer et nach gepackt hunn, en och virum Summer deementspriechend ze stëmmen. Well et ass e Pak vu Mesüren, deen de Journalismus stäerkt, op där enger Säit d'Journaliste selwer, fir sécherzestellen, datt se kënne sécher an onofhängeg an effikass schaffen, an op där anerer Säit d'Editeuren, fir hinnen déi néideg Moyenen ze ginn, fir hir Publikatiounen ze schafen. An ech mengen, vu Meediepluralismus huet jiddweree vun eis eppes.

A mir hunn de Moien zesummen op der Uni de Media Pluralism Monitor virgestallt, wou et och e Kapitel iwwer Lëtzebuerg gëtt a wouraus ganz kloer ervirgeet, datt mer eng lieweg Presselandschaft hunn hei zu Lëtzebuerg an och eeben dëse Projet de loi natierlech weiderhin dozou wäert bäidroen. Et sinn am Fong zwee Pilieren, déi wichteg sinn: op där enger Säit natierlech d'Disponibilitéit vun Informatioun an op där anerer Säit dann awer och d'Aarbecht vun de Journalisten, déi eeben doranner besteet, dës Informatioun ze verschaffen, ze iwwerpréiwen an herno och ze diffuséieren.

An an deem Sënn schafe mer haut den Accès à l'information, dee sech och ënnerscheet vum Accès aux documents, dee bis elo ëmmer existéiert huet. Dat ass e ganz klore Paradigmewiessel, well en am Fong geholl dem Journalist erlaabt, d'Informatioun ze froen. Bis elo war et ëmmer esou, datt een huet missen e speziellt Dokument identifizéieren, a wann dat Dokument net en tant que tel esou existéiert huet oder et net identifiabel war, dann ass guer keng Informatioun erausgaangen. Dat heescht, hei ass e ganz klore Paradigmewiessel, deen och am Sënn ass vun der Convention de Tromsø.

Zousätzlech dozou schafe mer d'Obligatioun vun de Verwaltungen, fir ze hëllefen, och déi richteg Informatioun ze identifizéieren, wat och e ganz klore Fortschrëtt ass.

Dann – dorobber si mer och agaangen, dat war jo och Deel vun den Avisen – ass en Accusé de réception, dee bis elo an enger Circulaire stoung, och elo am Gesetz festgehalen. Mir ginn also op eng laangjäreg Fuerderung a vum Conseil de presse an an deem Sënn denken ech, datt dëst Gesetz e ganz wichtege Schrëtt ass.

Ee vun de Punkten, dee Verschiddener vun Iech ugeschwat hunn, ass dee vum Delai de traitement, woubäi ech ganz gär géing soen, datt mir dee selwechten Delai de traitement – et ass nach ëmmer deen, deen am ATOs-Gesetz vun 2018 steet – virgesi wéi eis Nopeschlänner. Frankräich an d'Belsch hu genau dee selwechten Delai. An et ass jo esou, datt net all Demande d'selwecht ass wéi déi aner. Verschidden Demanden, do gi mer eng Hellewull un Dokumenter an Informatioune gefrot, aner Demande si ganz einfach ze beäntwerten.

Mir hate jo ursprénglech proposéiert, am Fong geholl och wierklech kloer op dee Besoin vun de Journalisten anzegoen, andeems mer eeben d'Verwaltung verflichten, eeben de Besoine vun de Journaliste Rechnung ze droen, dat heescht eeben dem Fakt, datt si iwwert d'Aktualitéit wëlle berichten an natierlech dee Moment och mussen déi Informatioun hunn, wa se nach kënnen iwwert d'Aktualitéit berichten. Dat huet de Staatsrot awer leider verworf, soudatt mer hei op déi normal Delaie vum Gesetz zréckfalen, wat awer net verhënnert, an dat ass en cours, datt mer eng Sensibilisatioun maachen.

Do wäerte mer e Cours organiséieren och mat de Fonctionnairë vum Staat, fir eeben op d'Wichtegkeet an de Fonctionnement vum Journalismus ze insistéieren, fir eeben ze sensibiliséieren, deenen Demanden och schnell Rechnung ze droen. Mee wéi gesot, deen Delai vun engem Mount, dee steet, an deen Delai erlaabt u sech och, wann ee beim Auslaf vum Delai keng Äntwert huet, d'Verwaltungsgeriicht ze saiséieren. Deen Delai ass méi kuerz wéi normalerweis en matière administrative, wou e bei dräi Méint läit, mee hei ass awer da wéinstens kloer, datt een da kann agéieren, wat, mengen ech, och eng Plus-value an deem Sënn ass.

D'Informatioun, déi dann eng Verwaltung oder e Ministère erausgëtt, kritt natierlech hir Plus-value duerch e Journalist, deen eng gewëssen Deontologie a Kompetenz huet a weess, wéi en domadder ëmgeet. An deem Sënn hu mer och probéiert, op déi wichteg Ufro vum Conseil de presse anzegoen, fir

eeben och kënnen d'Aufgab vun der Verifikatioun am Sënn vun der Autoregulatioun vun der Press ze vereinfachen.

Natierlech geet all dat nëmmen, wann ee finanziell Moyenen huet, fir och kënne Gebrauch vun de Rechter ze maachen, an an deem Sënn hu mer och d'Pressehëllefgesetz ugepasst. Dës Upassung maache mer opgrond vun enger Evaluatioun, déi nach vu mengem Virgänger, dem Här Bettel, zwee Joer no der Entrée en vigueur vum Gesetz vun 2021 realiséiert ginn ass. An där Evaluatioun hunn am Fong geholl d'Beneficiairen déi Reform vun 2021 ganz kloer positiv bewäert, wéi gesot, datt se hinnen och erlaabt, héichwäerteg Journalisten ze rekrutéieren. An an deem Sënn huet och kee gesot, datt de Montant misst an d'Luucht goen op 45.000 Euro.

An an deem Kader, an au contraire, war souguer an der Diskussioun vun 2021 ëmmer d'Suerg, datt een eeben net sollt iergendeng Parallell zéie mat engem Salaire. Dowéinst gëtt et jo eng Part fixe an dowéinst gëtt et eng Part variable, déi eeben der Unzuel vu professionelle Journaliste Rechnung dréit.

Mir hunn opgrond vun där Evaluatioun eng Rei kleng Propose gemaach, wéi d'Plaffongen ofzeschafe fir déi verschidden Typpen u Meedien. Och de Montant vun 1,6 Milliounen hu mer indexéiert, genausou wéi dee vum Grupp fir 2,5 Milliounen, woubäi ee muss wëssen, datt, mengen ech, ganz wéineg Haiser un dee Plaffong erukommen. An et ass jo esou, datt awer d'Press och zum Deel sech soll selwer finanzéieren an datt et warscheinlech och déi sinn, déi an deene Sphäre ronnderëmschwiewen, déi natierlech och d'Moyenen hunn, fir iwwer zousätzlech Revenu-publicitairen och kënne Suen eranzekréien.

Dann hu mer d'Startup-Hëllef, déi op dräi Joer limitéiert war, perenniséiert a mir hunn eng De-minimis-Aide geschaf vun 300.000 Euro iwwer dräi Joer, fir eebe justement kënnen och innovativ Projeten ze ënnerstëtzen.

Ech mengen also, datt et e relativ equilibréierte Pak ass, deen definitiv eng Plus-value duerstellt fir d'Journalisten. An ech sinn och frou, datt déi meescht vun Iech dat och unerkennen, och wann am Endeffekt Verschiddener vun Iech de Projet net matstëmmen. Ech mengen, datt et eng laangjäreg Fuerderung ass, déi elo endlech Realitéit gëtt an déi bis elo – och vun deenen, déi deelweis matstëmmen – net ëmgesat ginn ass. An deem Sënn géing ech mengen, datt dat awer e wichtege Moment ass.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss a mir géingen zu den Ofstëmmunge kommen.

Amendement 1

Vu datt mer hei en Amendement an eng Demande de vote séparé erakruten, géing ech proposéieren, datt mer fir d'éischt iwwert den Amendement ofstëmmen. Dat ass den Amendement Nummer 1, sou wéi e vun der LSAP hei erabruecht ginn ass. An deen Amendement huet als Objet, den Artikel 9 ofzeänneren.

D'Fro ass also déi, ob Der den Amendement, deen hei eraberuecht gëtt, akzeptéiert. Déi, déi also fir den Amendement sinn, stëmme mat Jo. Déi, déi géint den Amendement sinn, stëmme mat Neen.

Vote sur l'amendement 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt wannechgelift, nach Är Procuratiounen ze huelen. Merci. Ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Oui: 25, Non: 35, Abstention: 0. Den Amendement ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Françoise Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Diane Adehm), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Ricardo Marques (par M. Laurent Zeimet), Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Charles Weiler), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par M. Gérard Schockmel), Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel.

Den Artikel 9 vum Projet de loi bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir kruten och eng Demande de vote séparé eran op Basis vum Artikel 48 vum Chamberreglement. Et gëtt gefrot, e Vote séparé iwwert den Artikel 9 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert dësen Artikel ofstëmmen.

Ech stellen also hei d'Fro: Wien d'accord ass mam Artikel 9 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen. Wien net d'accord ass mam Artikel 9, esou wéi en am Projet de loi steet, dee soll mat Nee stëmmen. Ass d'Froestellung kloer?

(Assentiment)

Dat géing ech mengen.

Vote séparé sur l'article 9 du projet de loi 8421

Da maachen ech de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 35, Neen: 18, Abstentioun: 7. Den Text vum Artikel 9, esou wéi en am Projet de loi steet, ass also mat 35 Jo-Stëmme géint 18 Nee-Stëmme bei 7 Abstentiounen esou ugeholl, wéi en am Text steet.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Diane Adehm), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Zeimet), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Ricardo Marques (par M. Charles Weiler), Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Françoise Kemp), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par Mme Corinne Cahen), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Polidori), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 8421[18].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8421 et dispense du second vote constitutionnel

An ech maachen hei och d'Ofstëmmung op. Och hei ass de Quorum erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 53, Nee-Stëmmen: keng, Abstentiounen: 7. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 53 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Diane Adehm), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Françoise Kemp), Ricardo Marques (par Mme Octavie Modert), Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Charles Weiler), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par Mme Mandy Minella), Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Polidori), Ben Polidori et Ben Streff ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An dann, éier mer zum nächste Punkt kommen, hu mer nach eng Motioun vun der Madamm Djuna Bernard deposéiert kritt. D'Madamm Bernard huet se expliziéiert. Si wëllt duerno schwätzen. Wie wëll zur Motioun Nummer 1 vun der Madamm Djuna Bernard d'Wuert huelen? D'Madamm Kemp, d'Madamm Closener. Madamm Kemp, wannechgelift.

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wollten eng kleng Ännerung proposéieren, well mir eis wierklech kenger Evaluatioun wollte verschléissen. Dofir wollte mer proposéieren – ech liesen de Saz eng Kéier vir, fir dass et méi einfach ass –: „présenter à la Chambre des Députés, dans un délai de trois ans après le vote du projet de loi, une évaluation du projet de loi en concertation avec les journalistes et le SIP". Dat géife mer proposéieren, well mer eebe gesot hunn, mir géifen eis kenger Evaluatioun verschléissen. Mee esou wéi et de Moment formuléiert ass, gesi mer et als zimmlech grousse bürokrateschen Opwand. Dofir wollte mer déi dote Propos maachen.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci. Dann huet d'Madamm Closener d'Wuert gefrot. Duerno d'Madamm Cahen.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci. Ech hunn elo net richteg verstanen, firwat dat méi einfach sollt sinn, Madamm Kemp. Eigentlech ass jo hei awer alles kloer: eng „Évaluation du cadre réglementant l'administration transparente et ouverte". Et ass jo awer eigentlech dat, wat jo och am Projet de loi elo soll geschéien. Mee wann d'Madamm Bernard awer d'accord ass, fir den Text do ze änneren, géife mir eis deem och net verschléissen.

Ech fannen et op jidde Fall immens wichteg, an dat hunn ech och gesot a menger Ried, dass mer eng Evaluatioun maachen, well awer verschidde Journalisten Zweifelen hunn, ob dat hei duergeet, ob dat Gesetz an déi Moossnamen, déi elo kommen, duerginn, ob se effikass sinn, ob et fonctionéiert. An duerfir ass eigentlech eng Evaluatioun vum ganzen Dispositif, dee mer mat deem Gesetz hei elo a Kraaft setzen, ganz sécher ganz wichteg.

Also, mir wieren am Fong derfir, d'Motion initiale vun der Madamm Bernard ze ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, mee grad dann, mengen ech, sou wéi d'Madamm Closener seet, wa Journalisten Zweifel hunn, ass et jo wichteg, dass mer dat maachen, wéi d'Madamm Kemp dat elo proposéiert huet, dass mer dat zesumme mat de Journaliste maachen, dass si ... Si si jo am Fong déi, déi ons kënne soen, ob dat hei elo klappt oder net. Dat heescht, mir géingen natierlech dann dat och ënnerstëtzen, wat d'Madamm Kemp gesot huet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Jo, merci, Här President. Mir fannen dat ganz verstänneg, e Projet de loi no dräi Joer ze evaluéieren. An dat ass jo och net onwichteg, déi Evaluatioun. An dofir stëmme mir dat mat. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, also mir wëllen déi Motioun natierlech matstëmmen.

Et ass elo e bësse séier gaangen. D'CSV mécht eng Propos, wann ech richteg verstinn. Dir huelt Saachen eraus: d'„durée procédures dans la pratique", also „la durée des procédures [...], le nombre et les motivations pour lesquelles des demandes d'accès aux informations sont rejetées et la publication transparente des données". Dat ass dat, wat d'Madamm Bernard wëll.

Also ech mengen, dat ass jo de Kär och vun der Missioun. Wat Dir virschlot, derbäizesetzen, dat ass, datt dat ënnert dem Presserot zesumme mam SIP soll geschéien. Hunn ech dat richteg verstanen?

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Mat de Journalisten a mam SIP.

M. David Wagner (déi Lénk) | Mat de Journalisten?

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Jo.

M. David Wagner (déi Lénk) | Dem Presserot?

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Jo.

M. David Wagner (déi Lénk) | Oder ...? Jo. Ben jo.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | „Les journalistes".

M. David Wagner (déi Lénk) | „Les journalistes". Jo. E bësse vag, mee ok, firwat net?

Da misst een, wann een dat ... Mee et kann ee jo déi zwou Saache bäibehalen, datt een och festleet, op wat se solle schaffen, dat heescht d'„durée des procédures". Ech mengen, déi zwou Saache schléisse sech jo guer net aus.

(Interruptions)

Firwat? Ech hunn dat wierklech net verstanen, pardon.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, mir féieren elo keng Diskussioun. Ech hunn eng Propositioun hei vun der Madamm Kemp kritt. Déi ass déi, déi se ass. Voilà.

M. David Wagner (déi Lénk) | Ech sinn heiansdo e bësse lues.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Jo, dat ass ... Ech ka jo elo net de Contraire soen, Här Wagner.

(Hilarité générale)

M. Sven Clement (Piraten) | Här President!

M. Claude Wiseler, Président | Et war elo ze vill einfach. Dat ginn ech zou, Här Wagner.

Sou, ech géing elo proposéieren, datt d'Madamm Bernard dozou Stellung hëlt. An da kucke mer, wéi mer weiderkommen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, also merci, Här President. Och merci de Kolleeginnen a Kolleege fir hire Feedback heizou.

Ech mengen, um Fong si mer eis alleguerten eens: Mir maachen hei e wichtege Schrëtt a mir mussen an e puer Joer kucken, wéi dee gräift, wéi dat fonctionéiert a wat d'Suitten dovunner si respektiv grad hei – dowéinst hunn ech et drageschriwwen – déi ganz prozedural Praxissen. D'Demanden an d'Motivatiounen dohannert sinn, mengen ech, scho relevant, fir dass een dat um Fong och nach eng Kéier analyséiert.

Ech verschléisse mech guer net der Iddi, effektiv hei d'Journalisten an de SIP matanzebannen. Ech mengen nach ëmmer, dass déi Punkten, déi hei an deene leschten dräi Zeile genannt ginn, an enger Evaluatioun mussen ofgepréift ginn. Ech mengen, elo ze verstoen, dass et Grënn gëtt, déi mer net kennen, firwat déi elo net explizitt hei drastinn. Ech mengen trotzdeem, bei där Evaluatioun missten déi ofgepréift ginn. Dat musse mer dann dee Moment kucken.

Mee fir hei e bësse gudde Wëllen ze weisen, géing ech dann d'Propos unhuelen an trotzdeem de Responsabele rappeléieren, dass déi Punkten, déi hei drastinn, notamment d'prozedural Froen, d'Delaien, awer misste bei enger Evaluatioun ofgepréift ginn. Ech mengen, dat ass fir mech u sech e Sousentendu, wa vun enger Evaluatioun hei rieds ass. Mee ech huelen heimadder dann d'Propos vun der CSV-Fraktioun un.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

Da géing ech d'Motioun hei zum Vott stellen ënnert där Form, déi proposéiert ginn ass vun der Madamm Kemp an déi ugeholl ginn ass vun der Madamm Bernard.

Motion 1 modifiée

« relative à l'évaluation du cadre législatif en matière d'administration transparente et ouverte »

La Chambre des Députés,

considérant

– le projet de loi n° 8421 sur la promotion du journalisme professionnel et du débat démocratique ;

– l'importance d'évaluer de manière générale les politiques publiques de manière régulière ;

– l'importance d'assurer une administration transparente pour tou.te.s les citoyen.ne.s et notamment les journalistes professionnels dans l'exercice de leur travail, vu le rôle crucial de ces derniers dans le bon fonctionnement de notre démocratie,

invite le Gouvernement à

– présenter à la Chambre des Députés, dans un délai de trois ans après le vote du projet de loi, une évaluation du projet de loi en concertation avec les journalistes et le SIP.

(s.) Djuna Bernard, Meris Sehovic, Sam Tanson.

Vote sur la motion 1 modifiée

Ech maachen de Vott iwwert d'Motioun op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Interruption par M. Sven Clement)

Kënnt Der nach eng Kéier ... Et wär effektiv méi einfach à main levée gewiescht. Här Clement, Dir hutt Recht. Mee kënnt Der nach eng Kéier Är Procuratioune kucken, wannechgelift?

(Interruption par M. Sven Clement)

Bon, wann dat net rutscht, da schléissen ech de Vott esou of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 59, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also à l'unanimité mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Zeimet), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Charles Weiler), Ricardo Marques (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Octavie Modert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Georges Mischo) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par M. Gérard Schockmel), Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Mandy Minella) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An domat hätte mer dann dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

13. 8031 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

Mir géingen zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, an zwar dem Projet de loi 8031 iwwert d'Upassung vum legale Kader vun de private Sécherheetsdéngschter. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, dee selwechte Basismodell wéi virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Charles Weiler, den Här Gérard Schockmel, den Här Dan Biancalana, den Här Dan Hardy, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Charles Weiler. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Weiler (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Ministesch, ech stellen Iech haut de Projet de loi Nummer 8031 vir. Et handelt sech dobäi ëm e Projet, deen am Juni 2022 vun der deemoleger Justizministesch Sam Tanson deposéiert gouf an deen am Laf vun de leschte Joren eng intensiv parlamentaresch Prozedur duerchlieft huet. Déi vill Avisen, d'Aarbechten an der Kommissioun an déi verschidde Serië vun Amendementer hunn dozou bäigedroen, dass mer, mengen ech, haut e kohärenten Text virleien hunn.

Et ass e Projet, deen u sech an engem Beräich usetzt, deen an der Praxis an de leschte Joren däitlech u Wichtegkeet gewonn huet. Privat Sécherheetsfirme ginn haut net méi nëmme fir klassesch Iwwerwaachungsaufgaben agesat. Si sinn och present bei Evenementer a Gebaier, op Terrainen, bei privaten oder kommerzielle Strukturen an heiansdo gerode se a Situatiounen, wou et séier och zu Onkloerheete ka kommen: Wat dierf en Agent maachen? Wat dierf en net maachen? Wéi wäit ginn hir Kompetenzen? Wou hale se op? A wou si mer am Kompetenzberäich vun der Police?

D'Zil vum Projet ass kloer: Mir wëllen de legale Kader moderniséieren, d'Rechter an d'Flichte vun de private Sécherheetsfirmen an och hire Mataarbechter méi prezis definéieren an dobäi och kloer festhalen, dass d'Verantwortung fir d'ëffentlech Sécherheet an d'ëffentlech Uerdnung beim Staat a sengen zouständegen Autoritéite bleift. Dat ass e bëssen de roude Fuedem vum Text.

Eng Entreprise de gardiennage kann am Kader vun engem privaten Optrag e wichtege Preventiouns- an Iwwerwaachungsrôle spillen. Mee se ass keng Police. Si huet keng „prérogatives de puissance publique". An d'Erhale vun der Sécherheet an der ëffentlecher Uerdnung bleift eng Aufgab vun der Police grand-ducale a vun den zouständegen ëffentlechen Autoritéiten.

De Projet huet e puer Haaptpunkten, op déi ech kuerz wëll agoen:

Éischtens gëtt d'Aktivitéit am Beräich vun Evenementer, déi de Public empfänken, kloer an d'Gesetz integréiert. Dat ass an der Praxis ëmmer méi wichteg ginn, well d'Organisateure vu Veranstaltungen awer ëmmer méi dacks op privat Sécherheetsservicer zréckgräifen an dat och oft mussen. De Projet definéiert kloer, ënner wéi enge Konditiounen Agenten den Accès kontrolléiere kënnen, beispillsweis am Zesummenhang mat Entréesticketen, Alterskontrollen oder verbuedenen Objeten. Gläichzäiteg ginn dës Kontrollméiglechkeeten awer och strikt encadréiert a setzen och ëmmer d'Averständnis vun der betraffener Persoun viraus. Et handelt sech hei ëm Moossnamen – et kann een et ëmmer nëmme rappeléieren – vun der Preventioun an der Zougangskontroll an net ëm Policebefugnisser.

Zweetens preziséiert de Projet de Kader fir d'Iwwerwaachung vu beweeglechen an onbeweeglechе Gidder a fir d'Sécherheet vun de Persounen, déi sech op deene Plazen ophalen. Och hei ass d'Ofgrenzung wichteg: Et geet ëm d'Ausféierung vun engem kontraktuelle Mandat am Zesummenhang mat bestëmmte Gidder oder Plazen an net ëm e generellt Mandat, fir d'ëffentlech Sécherheet oder och d'ëffentlech Uerdnung ze garantéieren.

Drëttens gëtt eng Fro gereegelt, déi an der Praxis besonnesch sensibel ass: d'Méiglechkeet fir en Agent, eng Persoun an Ausnamefäll temporaire och zréckzehalen, wann dës op frëscher Dot bei engem Verbriechen oder engem Delikt ertappt gëtt an d'Faiten d'Persounen oder d'Gidder betreffen, déi och ënner seng Missioun falen. Och hei geet et net ëm eng nei Policekompetenz, mee et geet ëm eng begrenzt Méiglechkeet, déi sech am Kader vum allgemenge Recht, vum Droit commun, beweegt. D'Police muss och hei direkt informéiert ginn, an d'Mesüren däerfen nëmmen esou laang undaueren, bis d'Police dann och op der Plaz ass an iwwerhëlt. D'Persoun däerf dobäi weeder agespaart nach fixéiert ginn. An och hei ass de Message kloer: D'Praxis kritt e gesetzleche Kader, mee dee Kader bleift strikt encadréiert.

Véiertens gëtt den Asaz vun Hënn och encadréiert. Bis elo war dat net genuch gereegelt. De Projet erlaabt den Asaz vun Hënn fir d'Preventioun an och d'Ofschreckung, mee setzt och hei kloer Grenzen. D'Hënn an d'Maîtres-chiens mussen déi néideg Formatioun maachen an Hënn, déi dem Gesetz no als geféierlech klasséiert sinn, sinn och hei explizitt ausgeschloss.

Fënneftens geet de Projet op de Statutt vun den Agenten an. Stabilitéit, Formatioun a Verantwortung ginn hei groussgeschriwwen. Dofir gëtt kloer virgesinn, datt Agenten direkt vun der Entreprise agestallt musse ginn, an zwar am Kader vun engem CDD oder engem CDI. Interimsaarbecht, bestëmmte Kontrakter vun Insertion oder Reinsertion oder och de Statutt als Independant sinn ausgeschloss.

Sechstens gëtt d'Soustraitance méi transparent gereegelt. Se ass net per se verbueden, mee se ass nëmme méiglech, wann d'Haaptentreprise an de Soustraitant iwwert déi néideg Autorisatioune verfügen an d'Relation contractuelle och schrëftlech festgehale gëtt. Dat stäerkt d'Transparenz an d'Responsabilitéit vis-à-vis vum Client an och de betraffene Persounen. Bon, donieft verbitt de Projet och ausdrécklech – ech mengen, dat ass evident –, eng Entreprise ze engagéieren, déi net iwwert déi néideg Autorisatioune verfüügt, fir Leeschtungen ze erbréngen, déi ënnert d'Gesetz falen.

Ech wëll och ganz kuerz op d'parlamentaresch Aarbecht agoen. Eng Rei Avise sinn erakomm, ënner anerem vum Syvicol, vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Salariés, natierlech vun de Justizautoritéiten an och vum Conseil d'État. Et gouf och eng Entrevue tëscht der Kommissioun an och der Kommissioun, déi zouständeg ass vum Conseil d'État, fir oppe Froen am direkten Austausch ze diskutéieren an och Léisungen op deene Punkten, déi ugeschwat ginn, ze diskutéieren an och ze fannen. An der Kommissioun gouf de Projet intensiv diskutéiert an et goufen och eng ganz Rei Amendementer ugeholl.

Ech mengen, datt dës Amendementer de Projet geschäerft hunn. Si hunn Notiounen erausgeholl, déi Onsécherheete konnte schafen, si hunn d'Kontrollméiglechkeete vun den Agenten nach méi prezis encadréiert, si hunn de Regimm vun de Sanktiounen iwwerschafft an och d'Fro vum Dateschutz beim Echange vun Informatiounen tëscht de kompetente Ministèrë méi kloer gereegelt.

Dobäi ass et u sech drëms gaangen, den Informatiounsaustausch och do op dat ze limitéieren, wat fir d'Ausübung vun de gesetzleche Missioune wierklech néideg ass, an all dat anert op der Säit ze loossen.

De Conseil d'État hat ënner anerem Froen opgeworf, notamment wat d'Minimiséierung vun Donnéeën ubelaangt, wat d'Prezisioun vu bestëmmten Incriminatiounen an och d'Ofgrenzung tëscht penale Sanktiounen an administrativen Amenden ugeet.

D'Kommissioun huet hei nogeschafft an am zweeten Avis complémentaire vum 9. Juni 2026 huet de Conseil d'État déi nach oppe formell Oppositiounen opgehuewen.

Ech denken, datt am Groussen a Ganzen eis hei e Projet virläit, deen e gudden Equiliber fënnt tëscht de praktesche Besoine vum private Sécherheetssecteur an och de fundamentale Garantien, déi e Rechtsstaat och verlaangt.

Dëse Projet schaaft e klore Kader fir d'Aktivitéite vum Secteur an definéiert och méi prezis d'Rechter an d'Obligatioune vun den Acteuren, wat eng gutt Saach ass, an d'Ofgrenzung tëscht de Missioune vun der privater Sécherheet an och de Kompetenze vun der Police sinn encadréiert an och d'Kontroll- an Iwwerwaachungsmoossnamen, déi am Kader vun dësen Aktivitéiten dann och däerfen duerchgefouert ginn, si kloer determinéiert.

Voilà! Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

A wann Der erlaabt, Här President, géif ech nach e puer Wuert am Numm vu menger Fraktioun soen.

Discussion générale

Bon, fir d'CSV ass dëse Projet de loi e wichtege Schrëtt, well en an engem sensibele Beräich och Kloerheet schaaft. D'Sécherheet ass eng Kärkompetenz an eng Kärmissioun och vum Staat. An dofir muss et och ganz kloer sinn, wat déi privat Sécherheet leeschten dierf a wou d'Grenze leien.

Déi privat Sécherheetsservicer kënnen eng nëtzlech Roll spillen, iwwerall do, wou Preventioun an och Iwwerwaachung gebraucht ginn. Mee d'Verantwortung fir d'ëffentlech Sécherheet an d'ëffentlech Uerdnung muss kloer beim Staat an och der Police bleiwen. A genee dësen Equiliber ass fir eis zentral. Mir wëllen e

Secteur, dee professionell schafft, mat gutt forméierten Agenten, mat klore Responsabilitéiten an och mat transparenten Aarbechtsverhältnisser. Dofir ass et och richteg a wichteg, dass dëse Projet d'Grenze vun de Missiounen och esou däitlech festhält.

Wichteg ass och, dass dëse Projet d'Rechter vun de Biergerinnen a Bierger schützt. Wien op en Evenement geet, wien an engem Gebai kontrolléiert gëtt oder wie mat engem Sécherheetsagent a Kontakt kënnt, muss wëssen, datt et kloer Reegelen an och Garantië gëtt.

Eng Identitéitskontroll, d'Kontroll vum Gepäck oder d'Oftaaschten däerfen ni an engem rechtsfräie Raum geschéien. Se mussen och op enger kloer definéierter gesetzlecher Basis foussen an och am Kader vun de Prinzippie vun der Proportionalitéit an dem Respekt vun de Grondrechter vun engem Eenzelnen duerchgefouert ginn. Dat selwecht gëllt fir d'Méiglechkeet, eng Persoun am Ausnamefall, an dat och bis d'Police dann op der Plaz ass, zréckzehalen.

Et ass richteg, dass en Agent an esou enger Situatioun net komplett ouni Handlungsspillraum dosteet. Gläichzäiteg ass et awer wichteg, datt mer am Kader strikt bleiwen. D'Police muss informéiert ginn. D'Police muss op d'Plaz kommen an d'Situatioun iwwerhuelen. Dat ass de Rechtsstaat an der Praxis, deen och duerch dësen Text garantéiert ass.

Mir begréissen och, dass den Text dem Statutt vun den Agenten eng besonnesch Opmierksamkeet schenkt. Leit, déi awer an engem esou sensibele Secteur schaffen, brauchen eng stabill Aarbechtssituatioun, och serió Formatiounen an e kloren, professionelle Kader. Ech mengen, datt dat am Interessi vun den Agenten ass, vun de Betriber, vun de Clienten an och vum Public.

Ech ginn dann heimadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weiler, och fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard Schockmel. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut iwwer e Gesetzesprojet of, dee Kloerheet an e Secteur bréngt, an deem et bis elo op ville Plazen u prezise Reegele gefeelt huet. De Gardiennage privé ass e Secteur, deen an de leschte Jore gewuess an ëmmer méi dacks a ganz ënnerschiddleche Situatioune sollicitéiert ginn ass. Dofir ass et essenziell, datt all d'Acteure genee wëssen, wat erlaabt ass a wat net.

Fir de Bierger muss kloer sinn, wat e private Gardien dierf maachen a wat net. Geneesou kloer muss awer och fir d'Entreprisen an d'Agenten am Secteur sinn, wat hir Rechter, hir Flichten an och hir Grenze sinn.

Dorëms geet et an dësem Projet. No iwwer 20 Joer moderniséiere mir de legale Kader a passen d'Reegelen un d'Realitéite vum Terrain un.

D'Gesetz vun 2002 huet deemools d'Basen derfir opgestallt. Et huet erméiglecht, datt privat Gardiennage-Entreprisen eng Rei vu Sécherheetsaufgabe fir Privatleit, Entreprisen an och fir ëffentlech Acteure kënnen iwwerhuelen, dorënner d'Iwwerwaachung vu Gebaier an Terrainen, de Schutz vu Persounen a Gidder, d'Gestioun vun Alarmzentralen oder och den Transport vu Wäertgéigestänn.

Mee zënterhier huet sech vill geännert. De Secteur ass méi grouss ginn an d'Asätz méi divers. An um Terrain hu sech ganz konkreet Froen a Problemer erauskristalliséiert, op déi d'Gesetz bis elo net ëmmer eng kloer Äntwert konnt ginn.

Datt Klarifikatiounen néideg sinn, huet och d'Inspection générale vun der Police an hirem Rapport vun 2022 festgestallt. Mir erënneren eis all un de Virfall op der Gare viru ronn fënnef Joer, wou e Sécherheetshond vun engem private Gardien e Matbierger gebass huet. Evidemment hu sech doropshi vill Leit Froe gestallt. Wéini dierf e Gardien iwwerhaapt en Hond asetzen? Wéi eng Formatioun ass dofir néideg? Wou leien d'Grenzen? Dës Froe kréie lo eng kloer Äntwert.

Här President, d'Fro no de Grenze stellt sech net nëmme beim Asaz vu Sécherheetshënn. Si stellt sech iwwerall do, wou privat Sécherheetsfirme mam Public a Kontakt kommen.

An domat si mir beim Kär vun dësem Projet. Et geet net drëms, privaten Acteuren ëmmer méi Kompetenzen ze ginn. Et geet drëms, kloer Spillreegelen opzestellen, ze definéieren, wat si dierfen, wat si net dierfen a wou ganz kloer d'Police iwwerhëlt. Hei dierf et net zu Grenziwwerschreidunge kommen. Dat ass net nëmmen eng juristesch Fro, dat ass eng Fro vum Vertrauen an de Rechtsstaat, well do, wou Sécherheetsmesüren an d'Fräiheete vum Mënsch kënnen agräifen, muss de Kader kloer sinn. Do dierf et kee groe Beräich ginn.

Dofir begréisse mir als DP, datt dëse Projet net nëmme Kloerheet fir de Secteur schaaft, mee och wichteg Garantië fir de Bierger festhält: de Schutz vu senge fundamentale Rechter, vu senger Fräiheet, senger Privatsphär a senger Beweegungsfräiheet.

De Bierger muss wëssen, wat seng Rechter sinn. Den Agent muss wëssen, wat seng Missioun ass. An d'Entreprise muss wëssen, wéi eng Verantwortung si dréit.

Här President, de Projet de loi 8031 passt an eng méi breet politesch Ambitioun, d'Ambitioun, e modernen an effiziente legale Kader ze schafen, deen d'Liewe vun eise Bierger an eisen Entreprisë vereinfacht. Esou stäerke mir de Secteur, ouni dobäi d'Roll vum Staat oder déi vun eiser Police a Fro ze stellen.

Ech ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bon, mir schwätzen haut net nëmmen iwwer e Gardiennagegesetz, mir schwätzen iwwer eng Grenz, déi an engem Rechtsstaat kloer muss bleiwen: d'Grenz tëschent ëffentlecher Sécherheet a privater Sécherheet.

A fir eis als LSAP ass de Prinzipp kloer. D'Police huet de Monopol vun der legitimmer Gewalt vum Staat. Dëse Monopol däerf net relativéiert ginn, net duerch d'Hannerdier, net duerch Outsourcing, net duerch Privatfirmen, déi um Enn Aufgaben iwwerhuelen, déi an engem demokratesche Rechtsstaat der Police virbehale sinn.

Mir erënneren eis un d'Situatioun am Garer Quartier: Enn 2020 gouf eng privat Sécherheetsfirma agesat, fir am ëffentleche Raum Presenz ze weisen, ouni datt de gesetzleche Kader dofir kloer virlouch. Hefteg Diskussioune gouf et deemools och, well esou Aufgaben einfach vun enger Privatfirma ëmgesat goufen, net well de Secteur vum Gardiennage per se illegitimm wier, mee well den Ordre public eng Kärmissioun vum Staat ass.

An do koum et, an et ass schonn ugeschwat ginn, zum Virfall am September 2021: E Mann gouf vun engem Hond vun där agesater Sécherheetsfirma attackéiert. Dat war net just en isoléierten Tëschefall. En huet gewisen, wéi problematesch et gëtt, wann d'Grenzen tëschent ëffentlecher Sécherheet a privater Sécherheet net kloer gezu sinn.

Wien Aufgaben, déi un den Ordre public eruginn, privatiséiert, schaaft e rechtleche Vakuum. An esou engem Vakuum gëtt d'Fro vun der Verantwortung geféierlech onkloer. Wann e Problem am ëffentleche Raum optaucht, da gëtt séier no enger privater Firma geruff, mee Sécherheetspolitick däerf net aus Reflexer bestoen. Si brauch Strategie, Preventioun, Policepresenz a Sozialaarbecht, net eng Privatiséierung duerch d'Hannerdier. Dofir war fir eis an dësem Gesetz ee Punkt zentral, dat ass d'Missioun vum Ordre public. Den Ordre public bleift eng Aufgab vum Staat an domat vun der Police.

D'Gemengen hunn awer och laang op dës Reform gewaart. Si geet och do an déi richteg Richtung fir den Eventberäich a gëtt him och, mengen ech, eng kloer liesbar Aufgab. Si erkennt un, datt d'Iwwerwaachung bei Eventer mat Public eng eegen Aktivitéit ass, déi elo endlech gesetzlech encadréiert gëtt. Dat entsprécht enger Realitéit um Terrain. A ville Gemenge gëtt et Festivaller, kulturell Manifestatiounen, sportlech Rassemblementer, Mäert, lokal Festivitéiten. D'Gemenge brauchen do kloer Reegelen, fir dës Momenter vum ëffentleche Liewe kënnen ze organiséieren, ouni Verwiesslung tëschent privater an ëffentlecher Sécherheet.

Als LSAP si mer net géint de Gardiennageberuff. Am Géigendeel, grad well dëse Secteur existéiert an och an deene leschte Jore vill sollicitéiert gëtt, brauch en e klore Kader. Dëst Gesetz definéiert endlech méi prezis, wie wat dierf a wien net. Sécherheetsagenten dierfen net Police spillen. Keng Waffen, keng Gewalt, keng Persoun, déi menottéiert oder agespaart gëtt. Kloer Aufgaben, kloer Grenzen, kloer Responsabilitéiten!

Dëse Gesetzesprojet fënnt fir d'LSAP och e gudden Equiliber. Kontrolle si méiglech, mee nëmme mat Zoustëmmung. D'Fouillë sinn enk encadréiert, Interventiounen op der ëffentlecher Strooss bleiwe limitéiert an d'Agenten hu keng Policekompetenzen. D'Sécherheetsagente sinn net wéi eng Zort Hëllefspolizisten. Si hunn eng wichteg, heiansdo onersetzlech, Roll, mee nëmmen a kloer definéierte Grenzen. An dëst Gesetz dréit deem Rechnung.

Dëst Gesetz mécht awer och bei de Beschäftegungsformen endlech Uerdnung. Privat Sécherheetsfirmen däerfen net méi iwwer Interimmsverträg oder als Selbststänneger agesat ginn. Dat schaaft och méi kloer Responsabilitéite fir d'Firma, fir d'Kontrollautoritéiten an och fir d'Leit, déi um Terrain schaffen, a fir déi, déi Sécherheetsfirme sollicitéieren.

An och dat ass hei keng Detailfro. Wien an esou engem sensibele Beräich schafft, brauch eng richteg Formatioun, e klore Kader an och anstänneg Aarbechtsbedéngungen. Fir eis heescht Professionaliséierung och eng fair Aarbecht, kloer Verantwortung a Schutz viru prekäre Statutter.

Mir begréissen dofir, dass d'Madamm Justizministesch dëse Projet vun der viregter Regierung a Justizministesch weidergefouert huet. D'Avise vum Staatsrot goufen opgeschafft, d'Grenze goufe weider preziséiert an de Fong gouf verbessert. Fir eis ass also kloer: Dëst Gesetz ass néideg, well et Grenzen zitt, et ass néideg, well et Professionaliséierung bréngt, et ass néideg, well et confirméiert, datt d'privat Sécherheet d'Police net ersetzt. Mir stëmmen also, wéi gesot, dëse Projet mat aus deene Considératiounen eraus.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Den nächste Riedner ass den Här Dan Hardy. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Projet moderniséiert also d'Gesetz vum 12. November 2002 iwwert d'Aktivitéite vum private Gardiennage a vun der Iwwerwaachung.

Mee am Kär geet et net nëmmen ëm eng Moderniséierung, et geet drëm, d'Roll vum private Gardiennage méi kloer ze definéieren. D'ADR huet ëmmer vertrueden, datt privat Sécherheetsfirmen hir fest Plaz hunn, awer mat klore Spillreegelen an ouni datt d'Police ersat gëtt. Et muss feststoen, wéi eng Missiounen dës Betriber iwwerhuelen däerfen a wou hir Verantwortung ophält. An deem Sënn geet dëse Projet an déi richteg Richtung.

Gläichzäiteg wëlle mir awer drop hiweisen, datt dës Reform warscheinlech net an där Form gemaach gi wär, wann déi viregt Regierunge méi fréi op d'Virschléi vun der ADR gelauschtert hätten, besonnesch wat eng méi staark Policepresenz am ëffentleche Raum an eng méi konsequent Bekämpfung vun der zouhuelender Kriminalitéit ugeet.

Elo ass et esou, datt dëse Gesetzesprojet awer kloer dozou bäidréit, d'Missioune vum private Gardiennage besser ofzegrenzen an un d'Realitéit vum Terrain unzepassen. E schaaft och méi Kloerheet iwwert d'Rechter an d'Flichte vun de Gardiennagebetriber an hire Mataarbechter.

Mir begréissen och, datt d'Beräicher, déi sech an der Praxis staark entwéckelt hunn, elo eng méi kloer gesetzlech Basis kréien. Dat gëllt besonnesch fir d'Iwwerwaachung vu Manifestatiounen, fir den Asaz vu Gardiennagehënn an och fir d'Soustraitance vu Prestatiounen. Dës Adaptatiounen droen dozou bäi, d'Gesetz un d'Realitéit vum Secteur unzepassen an d'Missioune vun der privater Sécherheet besser vun deene vun der ëffentlecher Sécherheet ofzegrenzen.

De Projet, deen eis haut virläit, ass och juristesch méi kloer wéi déi éischt Versioun. Déi lescht Amendementer hunn et erlaabt, déi weesentlech Froen, déi am Laf vun der Prozedur opgeworf goufen, ze klären. Dat gëtt och duerch déi lescht Avise confirméiert, déi keng nei fundamental Kritick méi enthalen.

Fir d'ADR ass virun allem wichteg, datt de gesetzleche Kader kloer a kohärent ass. Natierlech wäert d'Praxis weisen, wéi eenzel Dispositioune sech bewären. Wou sech an Zukunft Onkloerheeten oder onnéideg administrativ Belaaschtunge weisen, soll de Gesetzgeeber bereet sinn, nozebesseren.

Am grousse Ganze si mir awer der Meenung, datt dëse Projet déi richteg Äntwert op d'Entwécklung vum Secteur gëtt. D'Roll vum private Gardiennage gëtt méi kloer definéiert a verbessert a schaaft méi e modernen an zäitgeméisse Kader. Dofir stëmmt d'ADR dësem Gesetzesprojet zou.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Jo, et si lo véier Joer hier, mengen ech, dass ech de Projet deposéiert hat. Dat war an engem vill manner consensuelle Kontext wéi deem, dee mer glécklecherweis elo de Mëtten hei hunn – den Här Biancalana ass schonn drop agaangen. Et hat sech notamment zougespëtzt, wéi d'Stad Lëtzebuerg verstäerkt op Securitéitsagenten zréckgegraff huet, fir am ëffentleche Raum ze patrulléieren, mee et gouf awer och scho virdrun emol Debatten iwwert d'Agents de sécurité, déi am ëffentleche Raum, notamment op der Schueberfouer oder op anere Plazen, aktiv waren, soudass et kloer war, dass hei misst nogebessert ginn, an ech wierklech frou war, wéi mer deen heite Projet konnten op den Instanzewee ginn. An ech sinn och frou, dass e lo weidergedriwwe ginn ass, an zwar an deem Esprit, an deem en och deposéiert ginn ass.

An deen Esprit – de Rapporter ass virdrun dorobber agaangen –, dat ass deen, dass een e ganz klore Prinzipp enoncéiert, nämlech deen: Am ëffentleche Raum ass d'Police, ass déi staatlech Gewalt zoustänneg, fir fir Uerdnung ze suergen a fir Sécherheet ze suergen, an net Privatgesellschaften. Dat heescht net, dass een e Problem huet mat private Gesellschaften. Déi maachen ..., mir wëssen dat alleguerten. Mir sinn oft op Eventer, wou mer frou sinn, dass se do sinn. Si schaffen op ville Plazen, wou se am Alldag eng ganz effikass Aarbecht maachen, mee si sinn net d'Police, si si keen Ersatz fir d'Police.

An dat war u sech och ee vun de grousse ... Et gouf e puer Haaptziler hei vun deem Text. Dat eent war, dat dote ganz kloerzestellen. An et ass mer awer och wichteg, nach eng Kéier ze ënnersträichen – et si lo e puer Leit dorobber agaangen –, dass effektiv en Agent een am ëffentleche Raum ka festhalen, mee en huet do net méi Kompetenze wéi iergendee vun eis heibannen. Dat sinn déi selwecht Kompetenze wéi déi vum Artikel 43 vum Code de procédure pénale: Wann e flagrant délit festgestallt gëtt, da kann een higoen an eng Persoun esou laang festhalen, bis d'Police do ass. Hei gëtt nach preziséiert, dass dat wannechgelift net soll geschéien, souwäit et méiglech ass, ënnert den Ae vun der Ëffentlechkeet. An domat huet et sech.

An dat däerf jiddwereen. Dat däerfen d'Agenten. Natierlech sinn d'Agenten där Situatioun eventuell méi oft exposéiert an dofir gëtt et jo och dee Formatiounsbedarf, wou och scho ganz vill dru geschafft ginn ass an deen en anert wichtegt Element hei ass – d'Formatioun, mee och d'Aarbechtskonditioune vun de Sécherheetsbeamten, dass se net an der Prekaritéit sinn. Si maachen eng ganz wichteg Aarbecht. Et ass wichteg, dass dat och ofgeséchert ass vum Aarbechtsrechtlechen hier an do net op prekär Kontrakter zréckgegraff ginn ass.

Dann ass awer och eppes duerch dësen Text geschitt, wat schonn 2002 bei der éischter Versioun vum Text eigentlech eng Iddi war, wat awer verworf ginn ass vum Staatsrot, well et vill ze vill breet ausgeluecht ginn ass. Dat ass eeben, dass een déi Notioun vun dem groussen ..., also dass een, wann een am Public eppes mécht, do och op d'Sécherheetsagente kann zréckgräifen. Dat steet eebe lo kloer dran, mee eebe mat den Delimitatiounen, déi an eisen Aen och wierklech noutwendeg waren, fir dohin ze kommen.

Dann ass deen Incident mat deem Hond ugeschwat ginn. Och dat war net kloer gereegelt, och dat ass elo kloer hei am Text gereegelt. Et ass elo net méi iwwer e Reglement gereegelt, wou et ursprénglech sollt gereegelt sinn, mee et ass elo am Text.

Mir haten am Ufank och vill Diskussiounen an der Kommissioun doriwwer, wéi e Mobilier elo kéint matbewaacht ginn, well dat war jo eng vun de Sortië vun der Stad Lëtzebuerg, ze soen: „Ma et ass de Mobilier, dee bewaacht gëtt." Natierlech kann e Sécherheetsbeamten de Mobilier bewaachen, awer just de Mobilier an net déi Leit, déi dann niewent dem Mobilier circuléieren. Och dat steet elo ganz kloer dran.

Eppes, wat erausgeholl ginn ass, och no villen Diskussioune mam Staatsrot a mam Syvicol, dat sinn d'Attributioune vum Buergermeeschter. Do bleift elo nach d'Fro ... Och de Syvicol hat elo och nach eng Kéier am leschten Avis, mengen ech, rappeléiert, et géif elo awer nach Informatiounsbedarf fir si ginn. Et ass gesot ginn – ech hat d'Fro nach an der leschter Kommissioun gestallt –, dat misst um Niveau vum Gemengegesetz gereegelt ginn. Do denken ech, dass dee Bedarf einfach besteet vusäite vun de Gemengeresponsabelen, op d'mannst ze wëssen, wat um Niveau vun der Gemeng geschitt, ouni elo mussen aktiv dran anzegräifen.

Déi puer Punkten nach eng Kéier gesot – ech widderhuelen elo net alles, wat meng Virriedner scho gesot hunn –, fannen ech dat hei e wierklech wichtegen Text, dee wäit iwwer eng Beruffsspart erausgeet. E mécht ganz kloer, dass den Espace public de Raum vun der Allgemengheet ass. An d'Sécherheet an d'Garantie vun der ëffentlecher Uerdnung, déi bleiwen eng Responsabilitéit vum Staat, déi ginn net privatiséiert.

Dofir ginn ech den Accord vun deene Gréngen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gouf scho gesot: Bal 4.000 Leit schaffen zu Lëtzebuerg am private Gardiennage a si stinn nuets virun den Dieren, si suerge fir Uerdnung op Concerten a Festivaller, se transportéiere Wäerter.

Dat Gesetz vun 2002, dat dës Aktivitéit reegelt, no bal engem Véierelsjoerhonnert ze moderniséieren, dat ass richteg. An datt den Evenementiel, eng Realitéit, déi d'Gesetz bis elo einfach ignoréiert huet, endlech e legale Kader kritt – an ech soen endlech! –, ass e Fortschrëtt, dee mer unerkennen.

Mee, Här President, dëse Projet wërft eng Fro op, déi vill méi grouss ass wéi seng technesch Artikelen. Wien dierf am Land Sécherheet garantéieren a mat wat fir enge Mëttelen?

Fir d'Piraten ass d'Äntwert kloer: De Gewaltmonopol läit beim Staat! D'Police ass demokratesch legitiméiert, si ass kontrolléiert, si ass rechenschaftsflichteg. E private Sécherheetsagent ass dat net an där selwechter Form. Wann dëst Gesetz elo Plazen definéiert, déi, Zitat, „normalerweis dem Public zougänglech sinn", awer temporär privatiséiert kënne ginn a privat Agenten do Uerdnungsfunktiounen ausüben, da muss déi Definitioun waasserdicht sinn. Si ass et net.

D'Grenz tëscht ëffentlechem Raum a privatiséiertem Raum bleift am Text fir d'Piraten ze vag. An all Ambiguitéit geet zulaaschte vun de Grondrechter vun de Biergerinnen a Bierger.

Zweete Punkt: d'Videosurveillance. Dëst Gesetz erlaabt elo private Firmen, Kameraen do anzesetzen, wou Bierger sech fräi beweegen. Dat ass keng Detailfro. Dat ass en Agréff an d'Privatliewen. A wien iwwerwaacht d'Iwwerwaacher? Wéi laang ginn d'Biller gespäichert? Wien huet Zougréff? Wéi effektiv kontrolléiert d'CNPD dat an der Praxis?

An no deem, wat ech an deene leschte Wochen a Méint vun der CNPD gesinn hunn, stelle sech déi Froen. Dës Froe sinn an der Kommissioun gestallt ginn an d'Äntwerte si fir eis ze dënn.

Drëttens: Waffen an Hënn. D'Verifikatioun vun der Waffendro-Autorisatioun an d'Ufuerderung fir den Asaz vun Hënn bleiwen eis ze sommaire. Wann e privaten Agent bewaffnet ass, dann ass d'Kontroll

doriwwer keng Formalitéit. Si ass eng Sécherheetsfro fir jiddereen, deen deem Agent begéint.

Véiertens: d'Gemengen. De Buergermeeschter kritt dann elo aacht Deeg Zäit, fir en Evenement ze verbidden, soss gëllt et als toleréiert. De Syvicol huet dee Mechanismus kritiséiert an ech verstinn et. Mir lueden hei d'Verantwortung op d'Buergermeeschteren of, ouni hinnen déi néideg Moyenen ze ginn, dës Verantwortung seriö ze droen.

A fënneftens, Här President, e Wuert zur Method oder zur Prozedur. E Gesetz, dat zwielef formell Oppositioune vum Staatsrot kritt, weist, wéi sensibel dat Feld ass, an deem mer hei legiferéieren. An do mat sommairen Äntwerten ze schaffen, dat ass eis awer e bësse sportlech mat de Grondrechter vun de Biergerinnen a Bierger ëmgaangen.

Jo, d'Amendementer hunn d'Oppositiounen opgehuewen, mee eng Rei vun de Froen, déi dohannert stoungen, an ech sinn drop agaangen, si bis haut net zefriddestellend beäntwert.

Loosst mech zum Schluss och un déi Leit erënneren, iwwert déi mer hei legiferéieren, déi bal 4.000 Salariéen am Secteur. Kloer Kompetenzegrenzen, uerdentlech Formatioun a kontrolléiert Konditioune schützen nämlech net nëmmen d'Biergerinnen an d'Bierger, si schützen och déi Agente selwer, déi bei Reen a Keelt dobausse virun der Dier stinn, déi all Dag a Situatioune sinn, déi kee virausplange kann.

Här President, d'Piraten erkennen de Besoin vun dëser Moderniséierung un, mee mir ënnerschreiwe kee Blankoscheck fir d'Privatiwwerwaachung am ëffentleche Raum oder eng Privatiséierung vun der Police.

Well d'Fortschrëtter reell sinn, mee d'Garantien net duerginn, wäerte mer eis bei dësem Text enthalen an d'Regierung opfuerderen, déi oppe Froe bei der nächster Geleeënheet awer nach ze klären.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Domat wär dann d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss.

An d'Regierung huet d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An ech géif als Éischt dem Rapporter, dem Här Charel Weiler, Merci soe fir säi ganz detailléierte Rapport. Seng Interventioun wéi och d'Interventioune vun allen anere Riedner erlabe mer elo, relativ kuerz op deem hei Projet ze sinn. Ech mengen, Dir sidd all schonn drop agaangen, wat d'Schwieregkeete waren am Prozess, fir zu engem finalen Text ze kommen.

Ech mengen, wat awer elo evident ass, ass, datt all déi Verbesserunge wierklech zwee Ziler hunn, nämlech dat Éischt ass eng kloer Trennung ze maachen tëscht de Missioune vun de private Sécherheetsfirmen an hiren Agenten an dann natierlech de Missiounen, déi der Police musse virbehale bleiwen, fir d'ëffentlech Sécherheet ze assuréieren. An ech mengen, déi Kloerheet, déi hu mer ganz kloer hei geschaf.

An dat Zweet war natierlech och, dass d'Aktivitéit vun de private Firmen, déi grouss Evenementer ofsécheren, e legale Kader kritt, fir, wéi gesot, dee sougenannten „Evenementiel", am Sënn, datt d'Rechter vun de Bierger besser geschützt ginn, dat heescht, souwuel deene Leit, déi op deene Manifestatiounen deelhuelen, wéi och anere Leit. An ech mengen, dat ass ganz kloer d'Zil gewiescht vun all deene Klarifikatiounen, déi dëse Projet de loi da bréngt nom Gesetz vun 2002.

Vläicht nach ganz kuerz. Wéi geet et weider? Wéi Der wësst, ass eng reportéiert Entrée en vigueur vun dësem Projet de loi virgesinn. Dat heescht, dräi Méint fir all d'Dispositioune vum Projet de loi a sechs Méint speziell fir den Evenementiel. Dat gëtt den Entreprisen Zäit, sech drop ze preparéieren. Mee dat gëtt och eis d'Méiglechkeet, déi Preparatioun zesumme mat den Entreprisen ze maachen an och déi staatlech Instanzen iwwert dëst neit Gesetz dann ze informéieren. Mir wäerten dat maachen. Wéi, dat musse mer genau kucken, mee wat wichteg ass, ass, datt mer eeben déi Zäit hunn, fir dee Changement hei ze preparéieren.

Ech soen Iech e ganz grousse Merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8031. Den Text steet am Document parlementaire 8031[24].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8031 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der nach eng Kéier kucken, wannechgelift? An da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 55, keng Nee-Stëmm, 4 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme géint keng Nee-Stëmm bei 4 Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8031 est adopté par 56 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par M. Laurent Zeimet), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Ricardo Marques (par M. Charles Weiler), Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par Mme Octavie Modert), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par M. Laurent Mosar), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par Mme Corinne Cahen), Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard (par M. Meris Sehovic), M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

14. 8735 – Projet de loi portant modification :

1° du Code de commerce ;

2° de la loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite,

en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1023 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative aux cadres de restructuration préventive, à la remise de dettes et aux déchéances, et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures en matière de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes, et modifiant la directive (UE) 2017/1132 (directive sur la restructuration et l'insolvabilité)

Als leschte Punkt op eisem Ordre du jour vun de Mëtte steet de Projet de loi 8735, d'Ëmsetze vum Artikel 28 vun der EU-Direktiv iwwert d'Moderniséierung vun de Faillitteprozeduren. Et ass e Riedemodell „avec rapport et sans débat". De Rapporter huet 5 Minutten, d'Regierung och, wa se da wëllt. An d'Wuert huet elo de Rapporter, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Justizministesch, ech hunn dann den Owend de Pleséier, Iech de leschte Projet fir de Mëtte virzestellen, nämlech de Projet de loi 8735. Bei dësem Projet geet et ëm eng cibléiert Upassung vum Code de commerce an dem Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'Préservation des entreprises an d'Moderniséierung vum Droit des faillites.

Konkreet soll et méiglech ginn, an de Prozedure vu Faillitten an der Réorganisation judiciaire an Zukunft verschidden Akte par courrier électronique ze maachen. Dat betrëfft den Enrôlement vun den Assignatiounen an den Acte-d'appellen esouwéi den Depot vu Requêten.

De Projet dréngt der kompletter Transpositioun vum Artikel 28 Lettre d) vun der Direktiv 2019/1023 iwwert d'Restrukturatioun an d'Insolvabilitéit.

D'Zil ass eigentlech einfach: D'Prozedure solle méi modern, méi flexibel a méi effizient ginn, ouni datt awer d'Rechtssécherheet dobäi verluer geet.

De Projet gouf den 22. Abrëll 2026 vun der Justizministesch deposéiert.

De Staatsrot huet säin Avis den 19. Mee 2026 ofginn an huet sech net géint de Projet ausgeschwat, hat och keng Opposition-formellen. Hien huet awer eng Prezisioun mat erabruecht: Wann en Dépot électronique un en Delai gebonnen ass, soll kloer sinn, datt e bis Mëtternuecht vum leschten Dag vum Delai beim Greffe nach ukomme kann. D'Justizkommissioun huet sech e Pleséier gemaach, dës Recommandatioun vum Staatsrot ze iwwerhuelen.

Den Artikel 1 gesäit dann och nach d'Méiglechkeet fir d'Faillitteprozeduren am Code de commerce vir. Den Artikel 2 féiert déi selwecht Reegelung fir d'Prozedure vun der Réorganisation judiciaire an. An an all Fall muss an Zukunft de Greffe den Empfang vum elektroneschen Envoi bestätegen. Ausserdeem däerfen nëmmen déi Adresse vum Greffe benotzt ginn, déi offiziell vun den Autorité-judiciairë publizéiert goufen.

Am Ganze geet et also ëm eng praktesch an zäitgeméiss Moderniséierung vun eise Prozeduren. Hei ginn déi administrativ Demarchë vereinfacht, d'Effikassitéit vun de Prozeduren, an et gi gläichzäiteg kloer Reegelen agefouert.

Dir kënnt, wat den Detail vun dësem Projet betrëfft, gär op mäi schrëftleche Rapport zréckgräifen. An ech géif Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar, fir dee schrëftlechen a fir dee mëndleche Rapport.

Wëllt d'Regierung dozou Stellung huelen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dann ass domat d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8735. Den Text steet am Document parlementaire 8735[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8735 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also unanimement mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer (par Mme Diane Adehm), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Laurent Zeimet), Ricardo Marques (par Mme Octavie Modert), Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler (par M. Charles Weiler), MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert (par Mme Françoise Kemp), MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Mandy Minella) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel), Ben Polidori et Ben Streff ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup (par M. Tom Weidig), Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos (par M. Michel Lemaire) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard (par M. Meris Sehovic), M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech freeë mech, Iech muer de Moien um Punkt 9.00 Auer erëm hei an dësem Sall ze gesinn.

An d'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.44 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Église de Bastendorf	3778	André Bauler	85
Transparence des formations professionnelles et langues d'enseignement dans l'enseignement secondaire	3892	Fred Keup	85
Ventes aux enchères immobilières	3940	Marc Goergen	85
Lien entre le Luxembourg et la « Online Rape Academy »	3953	Sven Clement	85
Congé linguistique	3954	Francine Closener, Claire Delcourt	86
Proposition de règlement européen « Omnibus VI »	3955	Gusty Graas	86
Lien entre le Luxembourg et la « Online Rape Academy »	3956	Nancy Arendt, Françoise Kemp	87
Trafic au Kirchberg	3958	Michel Lemaire	87
Terrains achetés par la Fondation Hëllef fir d'Natur	3959	Stéphanie Weydert	88
Difficultés constatées suite à l'harmonisation des carrières inférieures de l'État	3960	Meris Sehovic	88
Contrôle des points de vente de produits CBD	3961	Sven Clement	89
Temps de travail des médecins en voie de spécialisation	3962	Djuna Bernard	90
Langues utilisées dans les communications avec les citoyens	3963	Alexandra Schoos	90
Pénurie de magistrats	3968	Dan Biancalana	91
Actes de violences graves	3969	Laurent Mosar	92
Obligation scolaire	3971	Marc Goergen	92
Travaux d'infrastructure de la rue Clairefontaine à Diekirch	3972	André Bauler	93
Litiges dans le secteur des télécommunications	3973	Sven Clement	93
Ragondin	3974	Marc Goergen	94
Crédit d'impôt CO_2	3975	Joëlle Welfring	94
Trafic « um Bann » entre Medernach et Christnach	3977	André Bauler, Luc Emering	95
Renforcement des effectifs I-EBS et A-EBS	3978	Meris Sehovic	95
Vaccination contre la grippe saisonnière	3980	Mars Di Bartolomeo	95
« ONE-Schouldéngscht »	3981	Dan Biancalana, Francine Closener	96
Messages d'alerte à la population en rapport avec les fumées provenant de l'incendie des Hautes Fagnes	4625 urgente	Michel Lemaire	97
Activités estivales organisées en plein air pour enfants dans le contexte des fumées provenant de l'incendie des Hautes Fagnes	4632 urgente	Mars Di Bartolomeo, Ben Polidori	98

Église de Bastendorf | Question **3778** (16/03/2026) de **M. André Bauler** (DP)

Il me revient que l'église de Bastendorf a été classée monument national il y a quelques années. Actuellement une rampe provisoire permet de faciliter l'accès des personnes à mobilité réduite à cet édifice religieux. Une solution définitive semble encore être en attente.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Sur base de quels critères l'église de Bastendorf, construite en 1948, a-t-elle été classée monument national ?

2) Est-ce que des échanges de vues ont été organisés avec les édiles communaux en vue de mettre en œuvre la construction d'une rampe définitive ? Dans l'affirmative, quelles en ont été les conclusions ?

3) Quelles consignes faut-il respecter pour assurer une mise en œuvre adéquate de cette construction ? Et pour quand peut-on s'attendre à une décision finale dans ce dossier ?

Réponse (16/04/2026) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1) L'église de Bastendorf a été protégée par arrêté ministériel le 21 juin 2017 conformément à la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux. À cette époque, des critères n'étaient pas encore définis par la loi.

L'édifice religieux à nef unique de Bastendorf construit en 1947 est l'œuvre de l'architecte Schmit Noesen et témoigne de l'architecture d'après-guerre tendant vers le traditionalisme. Il fait partie d'un ensemble avec l'ancienne école (actuelle administration communale) située sur la même parcelle et conçue par le même architecte. Quelques éléments authentiques et caractéristiques pour la période de réalisation sont les voûtes, les carrelages Cerabati, les autels en marbre noir ou encore les vitraux conçus par François Gillen et réalisés par l'atelier Linster de Mondorf-les-Bains.

ad 2) L'Institut national pour le patrimoine architectural – INPA, la commune de Tandel et l'architecte en charge du projet sont en concertation afin d'identifier des solutions permettant de rendre l'édifice accessible aux personnes à mobilité réduite. De nombreuses réunions ont déjà été organisées à cette fin.

ad 3) Afin d'assurer le respect de la substance bâtie classée, l'INPA a fait avancer deux points essentiels, à savoir :

– préservation de l'escalier dans son intégralité et l'adjonction d'une rampe métallique, cette solution s'inscrivant dans l'esprit de la Charte de Venise qui préconise une distinction claire entre les éléments ajoutés et les structures d'origine,
– mise en retrait de la rampe par rapport au bâtiment sur lequel elle se greffe, soulignant ainsi son statut d'élément rajouté indépendant.

En octobre 2025, j'ai adressé à la commune de Tandel un courrier exposant ces consignes, accompagné d'une liste des adaptations nécessaires au projet avant une autorisation finale.

Transparence des formations professionnelles et langues d'enseignement dans l'enseignement secondaire | Question **3892** (09/04/2026) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Kader vun der Beruffsorientéierung fir Secondairesschüler spillen Transparenz an Zougänglechkeet vun Informatiounen zu beruffleche Ausbildungen an de betreffenden Unterrechtssproochen eng wichteg Roll. Aktuell existéieren zwar offiziell Dokumenter wéi d'Beruffslëscht vum Service d'orientation professionnelle (ADEM) oder d'MENJE-Broschür Offre scolaire, déi eng Iwwersiicht iwwer déi ugebuede Beruffsausbildungen zu Lëtzebuerg vermëttelen. Zudeem gëtt et eng „Annexe A – Liste des métiers et formations" am Journal officiel.

Allerdéngs gëtt et keen ëffentlech zougänglecht Dokument, dat an enger eenzeger Tabell:

a) souwuel all d'Beruffsausbildungen (z. B. Coiffer, Mechatroniker asw.), déi hei am Land an ëffentleche Secondairesschoulen ugebuede ginn,
b) opgeschlësselt no den eenzelne Schoulen, déi dës Ausbildunge jeeweils ubidden,
c) wéi och déi jeeweileg Unterrechtssproochen (DE/FR/LU/EN) oplëscht.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Schoulminister gär follgend Fro stellen:

– Kann den Här Minister eis esou en Dokument zoukomme loossen?

Réponse (08/06/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den honorabelen Deputéierte freet no enger Oplëschtung vun de Formatiounen aus der Beruffsausbildung opgedeelt no Beruff, Schoul wou dës Ausbildung ugebuede gëtt, an der Unterrechtssprooch. Dës Oplëschtung steet am Anhang zu menger Äntwert, et gëtt dozou awer e puer Erklärungen, déi wichteg sinn. All Beruffsausbildunge sinn a Modullen opgedeelt an d'Unterrechtssprooch gëtt pro Module festgeluecht.

Net all Ausbildung gëtt ëmmer an all Lycée ugebueden, deen opgelëscht ass, dëst hänkt vun der Demande an der disponibeler Plaz an de jeeweilege Gebaier of.

Am Allgemenge kann een och soen, datt am Prinzipp an den CCP-Formatiounen zweesproocheg ënnerriicht gëtt, ausser et wiere genuch Kandidaten do, fir zwou Klassen opzemaachen. Aus dësem Grond sinn am Tableau bei den CCP-Formatioune keng Unterrechtssproochen uginn.

Fir d'Schouljoer 2026/2027 kommen eng Rei Ausbildungen am Francophonnen derbäi; dës Ausbildunge sinn am Tableau ↑ mat enger 1 gekennzeechent.

Ventes aux enchères immobilières | Question **3940** (20/04/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op meng Fro N° 1971 iwwert d'Versteeë vun Immobilie goung ervir, datt zanter 2019 insgesamt 1.364 Immobilien op ëffentleche Steeë verkaaft goufen.

Am Kader vu forcéierte Venten ass et virgesinn, datt dës Steeën an enger Zeitung veréffentlecht ginn, mat den Informatioune vum Geriichtsurteel an dem Optrag vum Dierwiechter. Dëst ass wichteg, fir Transparenz ze garantéieren an et all Interesséierten ze erméiglechen, un der Stee deelzehuelen.

Allerdéngs stellt sech d'Fro, ob et wierklech noutwenneg ass, datt an dëse Publikatiounen och d'Nimm vun de betraffene Persoune veréffentlecht ginn. Dës Praxis kann déi betraffe Leit staark belaaschten an zu Spekulatiounen, sozialer Stigmatiséierung an engem Ruffschued féieren. Am Hibléck op Privatsphär, Dateschutz a Proportionalitéit stellt sech d'Fro, ob dës Form vun Transparenz net iwwert dat erausgeet, wat fir d'Duerchféierung vun enger ëffentlecher Stee néideg ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, fir Justiz a fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung den Tableau aus der Äntwert op meng Fro N° 1971 mat den Zuele fir d'Joer 2025 ergänzen?

2. Wéi vill Steeë vun Immobilie waren am Kader vun enger Vente forcée?

3. Sinn an dëse Fäll systematesch d'Nimm vun de betraffene Persounen an de Publikatioune veréffentlecht ginn?

4. Ass et gesetzlech obligatoresch, datt d'Nimm vun de betraffene Persounen an esou Publikatioune mussen dra sinn?

5. Wäert d'Regierung op de Wee goen, fir eng anonymiséiert oder reduzéiert Publikatioun méiglech ze maachen, wou d'Nimm vun de Betraffenen net publizéiert ginn? Falls nee, firwat net?

Réponse (08/06/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. Zanter 2019 goufen op ëffentleche Steeën insgesamt 1.504 Immobilie verkaf. Dovunner waren 187 Places occupées (Bâtiment à habitation, Bâtiment en l'état futur d'achèvement, Bâtiment à usage mixte) an 146 Appartementer, verdeelt wéi follegt: ↑

ad 2. Am Tableau ↑ heidrënner ass d'Gesamtunzuel vu sämtlechen ëffentleche Steeën (mobilières an immobilières) pro Joer zanter 2019 opgelëscht:

Den informatesche System vun der Enregistrementsverwaltung erlaabt et aktuell net, just „ventes forcées" rauszefilteren.

ad 3. a 4. Jo, et ass gesetzlech obligatoresch, am Kader vu forcéierte Venten d'Nimm vun de betraffene Persounen an esou Publikatiounen ze schreiwen.

Dës Obligatioun steet am Artikel 833 Alinea 1 Punkt 2° vum Nouveau Code de procédure civile:

„Art. 833.

Quinze jours au moins avant l'adjudication, le notaire commis fera insérer dans un journal publié dans le Grand-Duché un extrait, français ou allemand, signé de lui et contenant :

1° la date de la saisie et de sa transcription ;
2° les noms, professions et demeures du saisi, du saisissant et de l'avoué de ce dernier ;
3° la désignation des immeubles, et leur situation avec le numéro et la contenance cadastrale ;
4° l'indication du tribunal où la saisie se poursuit, du notaire commis et des jour, lieu et heure auxquels l'adjudication aura lieu.

[…]."

ad 5. D'Publikatioun vun dësen Donnéeën ass wichteg, fir d'Identifikatioun vun der Persoun ze erlaben a Verwiesslungen ze evitéieren.

Si erlaabt et och, méiglech aner Creanciere vun der betraffener Persoun iwwer d'Prozedur ze informéieren, fir datt si gegeebenefalls och kënnen hir Rechter geltend maachen.

Doweinst ass dës Publikatioun wichteg fir d'Rechtssécherheet.

Lien entre le Luxembourg et la « Online Rape Academy » | Question **3953** (21/04/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eng méintelaang Enquête vum US-Medium CNN huet eng sougenannt „Online Rape Academy" opgedeckt –

eng verstoppt Online-Austauschplattform, op där sexuell Gewalt géint Frae motivéiert, gefeiert an oppe gedeelt gëtt. Op dëse Plattforme gi Männer encouragéiert, Tutorials mateneen ze deelen, wéi si hir Affer – dorënner och hir eege Partnerinnen – drogéiere kënnen, fir se dann ze vergewaltegen. Eleng op enger Websäit sollen iwwer 20.000 Videoe mat onbewosste Affer eropgeluede gi sinn, an am Februar 2026 soll d'Säit vun iwwer 62 Milliounen User opgeruff gi sinn.

Besonnesch alarméierend ass, datt laut dem CNN-Dossier de brittesche Reguléierungsdéngscht Ofcom eng Enquête géint d'Firma „Kick Online Entertainment SA" opgemaach huet, déi hire Sëtz anscheinend zu Lëtzebuerg hätt. Als Grond gëtt uginn, datt dës Firma keng adequat Risikobewäertung betreffend illegalen Inhalt virgeluecht hätt. D'Enquête soll spéider agestallt ginn, nodeems d'Dokumenter geliwwert goufen, ma eng weider Ënnersichung vum selwechten Déngscht soll d'Firma nees viséiert hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëttelstand, fir Justiz, fir Kommunikatioun a Meedien a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Ass d'Existenz vun der Firma „Kick Online Entertainment SA" am Lëtzebuerger Handelsregëster bekannt, a wa jo, ënnert wéi engem Status ass dës Firma zu Lëtzebuerg enregistréiert?

2. Huet d'Regierung oder eng lëtzebuergesch Opsiichtsbehörde (Police, Parquet, ILR, CNPD oder aner) Kontakt mat dem brittesche Reguléierungsdéngscht Ofcom am Zesummenhang mat däser Firma oder dëse Plattforme gehat?

3. Wéi eng Kompetenzen hu lëtzebuergesch Autoritéiten, fir géint Firmen, déi hire Sëtz zu Lëtzebuerg hunn an awer am Ausland reguléiert ginn, am Beräich vum illegalen Online-Contenu virzegoen?

4. Wëllt d'Regierung am Kader vum Digital Services Act (DSA) proaktiv handelen, fir ze préiwen, ob Plattforme mat Verbindung zu Lëtzebuerg hiren Obligatioune betreffend d'Bekämpfung vun illegalem Inhalt nokommen, a wa jo, wéi?

5. Gesäit d'Regierung en Handlungsbedarf, fir d'Koordinatioun tëscht lëtzebuergesche Justiz-, Police- an Opsiichtsbehörden am Beräich vun online-baséierter sexueller Gewalt ze verstäerken?

Réponse (20/05/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Eng Recherche am Lëtzebuerger Handels- a Gesellschaftsregëster (RCS), deen déi offiziell Plattform fir esou Donnéeën ass an och ëffentlech zougänglech ass, ergëtt, datt aktuell keng Gesellschaft mam Numm „Kick Online Entertainment SA" registréiert ass. Ausserdeem konnt och keng änlech oder vergläichbar Gesellschaft am Regëster identifizéiert ginn. Och an den eeleren Donnéeën, déi zënter der Informatiséierung vum Luxembourg Business Registers (LBR) disponibel sinn, gëtt et keng Informatioun vun enger Gesellschaft mat dësem oder engem änlechen Numm.

D'Etüd, déi vum Informatiounskanal CNN publizéiert gouf, bezitt sech op eng Decisioun vum briteschen Ofcom. Dës Decisioun, déi um Internetsite vun der Institutioun consultéiert ka ginn, mécht awer Referenz op eng Gesellschaft, déi a Costa Rica etabléiert ass, an net zu Lëtzebuerg. Et schéngt also éischter, datt et e Feeler ass, wann an der Press ugi gëtt, datt déi an der Ofcom-Decisioun ernimmte Gesellschaft hire Sëtz zu Lëtzebuerg hätt.

ad 2. Vu dass et keng lëtzebuergesch Firma ass, ass d'Äntwert Nee.

ad 3. D'Iwwerwaachung vu Plattforme gëtt an der Europäescher Unioun vum „Digital Services Act" („DSA") gereegelt. De generelle Prinzipp gesäit vir, datt de Memberstaat, an deem déi respektiv Plattform etabléiert ass, fir d'Iwwerwaachung vun däser Plattform zoustänneg ass. De Memberstaat, an deem d'Plattform etabléiert ass, huet deemno och den exklusive Pouvoir, fir am Fall vun Infraktiounen, déi néideg Mesure géint eng Plattform ze huelen.

Den DSA gesäit allerdéngs eng Ausnam vir fir déi ganz grouss Plattformen, déi méi wéi 45 Milliounen Notzer pro Mount opweisen. Well dës Plattformen en Aktivitéitsberäich hunn, deen sech iwwert déi ganz EU erstreckt, ass d'EU-Kommissioun fir d'Iwwerwaachung vun dëse Plattformen zoustänneg. Bis elo huet d'EU-Kommissioun ronn 25 Plattformen als sougenannt „Very Large Online Plattforms" („VLOP") op EU-Niveau identifizéiert an designéiert. D'Entreprise „Kick Online Entertainment SA" gehéiert momentan net dozou.

Fir déi praktesch Ëmsetzung vum DSA muss all EU-Memberstaat op nationalem Niveau eng onofhängeg Autoritéit designéieren, déi de Rôle vum „Digital Services Coordinator" („DSC") iwwerhëlt. Dësen DSC assuréiert d'Koordinatioun um EU-Niveau an tëscht de verschiddenen nationalen Autoritéiten a schafft, op Basis vum DSA, enk mat der EU-Kommissioun a mat den Autoritéite vun de 26 anere Memberstaaten zesummen. Zu Lëtzebuerg gouf d'Autorité de la concurrence per Gesetz als DSC designéiert.

A Saachen Zesummenaarbecht gesäit den DSA Follgendes vir: wann en nationalen DSC – am Fall vu Lëtzebuerg, d'Autorité de la concurrence – de Verdacht huet, datt eng Plattform, déi an engem aneren EU-Land etabléiert ass, géint d'Bestëmmunge vum DSA verstéisst, da kann si den DSC vum Memberstaat, an deem d'Plattform hire Sëtz an der EU huet, dozou opfuerderen, sech dem Fall unzehuelen an déi néideg Investigatiounen duerchzeféieren a Mesuren ze huelen.

ad 4. D'Autorité de la concurrence ass als „Digital Services Coordinator" an als zoustänneg Autoritéit am Sënn vum Artikel 49 vum DSA fir d'Iwwerwaachung vun Ubidder vu Vermëttlungsdéngschter (Netzwierkan Hostingubidder souwéi Online-Plattformen, wéi sozial Meedien, Verkafs- a Videoplattformen) a fir d'Ëmsetzung vum DSA zoustänneg. Am Aklang mam DSA traitéiert d'Autorité de la concurrence d'Plaintë vun Utilisateure vu Plattformen a kann sech zousätzlech och autosaiséieren, wann si Kenntnis vun Indizien iwwert e méigleche Verstouss huet.

ad 5. D'Police an d'Justiz koordinéieren sech aktuell schonn am Beräich vun online-baséierter sexueller Gewalt a schaffen enk an effikass zesummen.

Zousätzlech ass d'Unitéit am Service de police judiciaire, déi fir dëse Beräich zoustänneg ass, rezent geziilt verstäerkt ginn. Dës Efforte sollen och an Zukunft konsequent weidergefouert ginn, fir den ëmmer méi komplexen Erausfuerderungen adequat Rechnung ze droen an eng effizient Bekämpfung vun dëse Phenomeener sécherzestellen.

Congé linguistique | Question **3954** (21/04/2026) de **Mme Francine Closener** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Am Kader vum Sproochecongé besteet fir Salariéen, onofhängeg vun hirer Nationalitéit, d'Méiglechkeet, d'lëtzebuergesch Sprooch ze léieren oder hir Kenntnisser an deem Beräich ze verdéiwen. Dëse spezielle Congé stellt dobäi eng wichteg Ergänzung zu de besteeënde Mesurë vun der beruffl echer Weiderbildung zu Lëtzebuerg duer.

An deem Kontext géinge mir dem Här Aarbechtsminister follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Entreprisen hunn zënter der Aféierung vum Sproochecongé op dësen Dispositif zeréckgegraff?

2. Wéi vill Salariéen hunn zënterhier vum Sproochecongé profitéiert?

3. Wéi vill vun dëse Persounen hunn eng Formatioun am Kader vum Sproochecongé ofgeschloss, an op wéi engem Sproochenniveau (A1, A2, B1 etc.)?

Réponse (13/05/2026) de **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail

ad 1. Zënter der Aféierung vum Sproochecongé hunn 931 Entreprisen e Congé linguistique fir hir Salariéen ugefrot (Stand vum 13. Mee 2026).

ad 2. 4.977 Salariéen an 130 Independanten hu minimum eng Demande fir e Sproochecongé agereecht (Stand vum 13. Mee 2026).

ad 3. Iwwert d'Reussitten an de Sproochenniveau féiert den Aarbechtsministère keng Statistiken, well dës Donnéeë keen Afloss op den Traitement vun den Dossieren hunn. Et ass och unzemierken, datt verschidde Formatiounen net nom „Cadre européen commun de référence pour les langues" (CECRL) schaffen.

Proposition de règlement européen « Omnibus VI » | Question **3955** (21/04/2026) de **M. Gusty Graas** (DP)

Un article récent (« Cosmétiques dangereux – L'Europe se met au parfum des lobbys » publié le 14 avril dans le quotidien « Libération ») alerte sur un potentiel recul réglementaire majeur au niveau européen concernant la sécurité des produits cosmétiques. Le projet de règlement appelé « Omnibus VI », actuellement en discussion, pourrait étendre le délai accordé aux industriels pour retirer du marché les substances classées CMR (cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques), le faisant passer de 18 mois à jusqu'à 57 mois dans certains cas.

Si le secteur cosmétique accueille favorablement ces changements destinés à préserver la compétitivité des producteurs européens, les ONG et les experts en santé publique s'inquiètent des répercussions de cette extension de délai sur la sécurité des consommateurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelle est la position générale du Gouvernement luxembourgeois concernant la proposition de règlement européen « Omnibus VI » ?

2) Puisque le délai de retrait des substances CMR pourrait être allongé, le ministère prévoit-il des mesures compensatoires au niveau national ? Est-il envisagé de mettre en place une campagne de sensibilisation ciblée, avec un accent particulier sur la protection des jeunes consommateurs, afin que les résidents luxembourgeois ne soient pas exposés à des substances dangereuses sans en avoir conscience durant cette période de transition prolongée ?

Réponse (22/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1) Le compromis retenu au Conseil de l'UE améliore de manière significative le texte proposé par la Commission européenne afin de maintenir un niveau

élevé de sécurité des produits cosmétiques mis à disposition des consommateurs.

Le Gouvernement attache une importance particulière :

– au maintien d'une évaluation scientifique rigoureuse des substances utilisées dans les produits cosmétiques par le Comité scientifique pour la sécurité des consommateurs (CSSC) ;
– à l'encadrement strict des substances classées CMR (cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction) ;
– ainsi qu'au maintien d'un haut niveau de vigilance concernant les nanomatériaux et certaines substances naturelles complexes.

Dans l'intérêt de la santé publique et afin de limiter l'exposition des consommateurs aux substances classées comme dangereuses, le Gouvernement luxembourgeois soutient des délais d'arrêt de commercialisation des produits cosmétiques concernés aussi courts que possible (tant pour leur mise sur le marché que pour leur mise à disposition). Le délai maximum de 36 mois concilie les exigences de sécurité sanitaire tout en permettant au fabricant d'adapter leurs produits cosmétiques dont les matières premières ont été affectées par de nouvelles exigences du règlement 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (CLP).

Le texte proposé apporte une sécurité juridique en précisant davantage les procédures réglementaires, tout en tenant compte des besoins opérationnels de la chaîne d'approvisionnement.

De manière générale, le Luxembourg considère que la protection de la santé publique et la compétitivité économique doivent être conciliées dans le cadre d'un équilibre proportionné et fondé sur les avis scientifiques disponibles.

ad 2) À ce jour, les substances potentiellement dangereuses pouvant tomber sous de futures interdictions/restrictions peuvent être présentes dans les produits cosmétiques.

La législation en vigueur ne permet pas de déterminer les produits cosmétiques contenant une substance dangereuse qui sont à disposition des consommateurs. C'est la personne responsable des produits cosmétiques qui informe les acteurs de la chaîne d'approvisionnement de la date de fin de commercialisation des produits concernés.

Afin d'informer les consommateurs de toute future interdiction, des communications sur les dates d'entrée en application d'interdictions seront publiées sur le site santesecu.public.lu et relayées sur les réseaux sociaux. Les consommateurs pourront ainsi vérifier la liste des ingrédients de leurs produits afin de ne plus les utiliser le cas échéant.

Enfin, certains fabricants optent déjà pour des exigences de sécurité accrues, notamment via la certification de labels limitant davantage certains ingrédients.

Lien entre le Luxembourg et la « Online Rape Academy » | Question **3956** (21/04/2026) de **Mme Nancy Arendt** | **Mme Françoise Kemp** (CSV)

Une enquête internationale publiée récemment par la chaîne d'information CNN a mis en lumière l'existence de réseaux en ligne au sein desquels des contenus faisant l'apologie de violences sexuelles sont diffusés, partagés et même encouragés. Selon cette enquête, certains utilisateurs échangeraient des « conseils » ou des « méthodes » visant à commettre des agressions sexuelles, notamment en droguant leurs victimes, tout en échappant aux poursuites.

Cette investigation évoque également le rôle de certaines plateformes numériques dans la diffusion de tels contenus, ainsi que des liens potentiels avec des structures juridiques enregistrées dans différents pays, dont le Luxembourg est mentionné dans certaines recherches journalistiques, sans confirmation définitive à ce stade.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, ainsi qu'à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité :

1) Le Gouvernement a-t-il connaissance des faits révélés dans l'enquête publiée par CNN concernant l'existence de réseaux en ligne promouvant ou facilitant des violences sexuelles ?

2) Le Gouvernement a-t-il identifié l'existence d'entités juridiques établies au Luxembourg qui seraient directement ou indirectement liées à des plateformes diffusant de tels contenus ? Dans l'affirmative, quelles mesures ont été prises ?

3) Les autorités luxembourgeoises ont-elles ouvert une enquête administrative ou judiciaire en lien avec ces révélations ?

4) Existe-t-il une coopération active entre les autorités luxembourgeoises et des autorités étrangères ou européennes dans ce dossier, notamment dans le cadre de la lutte contre la criminalité numérique et les violences sexuelles en ligne ?

5) Combien de signalements ou de dossiers relatifs à la diffusion de contenus liés à des violences sexuelles en ligne ont été traités par les autorités luxembourgeoises au cours des cinq dernières années ?

Réponse (20/05/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le Gouvernement suit évidemment les faits d'actualité à l'échelle nationale et internationale et a, de ce fait, connaissance de l'enquête journalistique mentionnée.

ad 2) Une recherche dans le Registre de commerce et des sociétés (RCS), qui constitue la plateforme officielle et publiquement accessible pour ce type d'informations, montre qu'aucune société portant actuellement la dénomination « Kick Online Entertainment SA » n'y est enregistrée. Même dans les données plus anciennes disponibles depuis l'informatisation du Luxembourg Business Registers (LBR), aucune information relative à une société portant ce nom ou un nom similaire n'a été trouvée. Le Gouvernement n'a ainsi pas pu identifier l'existence d'entités juridiques répondant aux dénominations diffusées dans les médias, et qui seraient liées à de telles plateformes.

L'enquête publiée par la chaine d'information CNN renvoie à une décision de l'Ofcom britannique. Cependant, la décision, qui peut être consultée sur le site Internet de l'institution, fait référence à une société établie au Costa Rica et non au Luxembourg. Il y a donc vraisemblablement une erreur quand il est relevé dans la presse que la société mentionnée dans la décision de l'Ofcom aurait son siège au Luxembourg.

ad 3) Actuellement, aucune enquête judiciaire n'est en cours en lien avec les révélations concernant la « Online Rape Academy », faute de liens directs avec le Luxembourg.

ad 4) Il existe une coopération policière étroite entre les autorités luxembourgeoises et leurs homologues étrangers, indispensable dans le cadre de la lutte contre la criminalité numérique et les violences sexuelles en ligne, permettant un échange efficace d'informations et une coordination opérationnelle, lorsque cela s'avère nécessaire.

Par ailleurs, le règlement européen « Digital Services Act »[1] (« DSA »), qui prévoit des mécanismes pour lutter contre la diffusion de contenus illégaux en ligne, met en place un système de coopération entre les autorités chargées de son application dans les 27 États membres de l'Union européenne et la Commission européenne. Au Luxembourg, l'Autorité de la concurrence est compétente pour appliquer le DSA et elle assure aussi, si nécessaire, la coordination avec les autres autorités nationales compétentes en matière de criminalité numérique, comme la Police grand-ducale ou le parquet.

Concernant spécifiquement le dossier « Online Rape Academy », les autorités judiciaires n'ont pas connaissance d'une coopération internationale ou européenne dans laquelle le Luxembourg serait impliqué.

ad 5) Dans la mesure où les infractions concernées en matière de violences sexuelles peuvent être commises tant en ligne qu'en dehors de ce contexte, et où la commission de l'infraction en ligne ne constitue pas un élément constitutif de celle-ci, le contexte virtuel n'est pas enregistré dans les bases de données des autorités judiciaires, ce qui empêche la production de statistiques pertinentes. Une poursuite efficace de ces infractions requiert en effet un libellé neutre d'un point de vue technologique des dispositions concernées du Code pénal.

Les statistiques de la police ne distinguent pas si le diffuseur est également à l'origine des violences sexuelles et ne permettent pas d'extraire le chiffre de dossiers relatifs à la seule diffusion de manière fiable à des fins statistiques.

En ce qui concerne le DSA, il convient de noter qu'aucun signalement ni aucune plainte pour non-respect du règlement en lien avec des violences à caractère sexuel en ligne n'ont été adressés à l'Autorité de la concurrence à ce jour.

Trafic au Kirchberg | Question **3958** (21/04/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

Vum 19. bis den 22. Abrëll fënnt an der Luxexpo d'Schoulfoire 2026 statt. Esou wéi och aner grouss Eventer an der Luxexpo ass dëst fir Leit, déi aus dem Norden an dem Oste vum Land schaffe kommen, mat zousätzlecher Faartzäit op d'Aarbecht verbonnen.

Vu datt de Parking vun der Luxexpo nëmmen iwwert eng Entrée verfüügt, kräizen déi interesséiert Visiteuren sech alleguer mam Busverkéier vun der grousser Gare um Kierchbierg an zousätzlech mam Tram, fir iwwerhaapt dohin ofzebéien. Zousätzlech kënnt et bei deenen zwou eenzege Barrièrë vum Parking dacks zu engem Réckstau, deen sech natierlech och negativ op d'Bussen auswierkt. Insgesamt wierkt den Effekt vum kombinéierte Fläschenhals (Luxexpo an Zoufaart op de Kierchbierg allgemeng) sech souwuel op den Abschnitt vun der A7 vum Tunnel Stafelter Richtung Stad, wéi op de Verkéier vun der A1 op de Kierchbierg, wéi och op d'Opfaart vun der N11 vum Waldhaff

[1] Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (« Digital Services Act »).

op d'A7 aus. Dat bréngt massiv Verzögerunge fir all Bedeelegte mat sech, souwuel fir d'Leit, déi schaffe ginn, wéi och d'Besicher vun den entspriechende Veranstaltungen an der Luxexpo selwer. Déi Leit, déi mat deem engen oder aneren Zil op den ëffentlechen Transport zeréckgräifen, si besonnesch betraff, well d'Bussen zwéngend déi selwecht Streck musse fueren.

Méindes, den 20. Abrëll gouf de Stau awer nach duerch en zousätzlechen Ëmstand verstäerkt. Moies zu der Zäit vum Beruffsverkéier war op der Kräizung fir bei d'Luxexpo hannert dem Tram eng Spuer gespaart, well grad zu deem Ablack d'Markéierungen op der Strooss erneiert goufen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Madamm Minister vir, déi bestoend Entrée op de Parking vun der Luxexpo an Zukunft ze erweideren oder eng zweet Entrée aus enger anerer Richtung bäizebauen, fir de Verkéier zukünfteg op méi ënnerschiddlech Achsen ze verdeelen?

2. Wéi war déi Decisioun begrënnt, ausgerechent zu deem Dag zu där Auerzäit op där Plaz d'Markéierungen ze erneieren? Wéi een Service war duerfir zoustänneg a wéi goufen déi Aarbechten tëschent den eenzelen Administratioune koordinéiert?

Réponse (22/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. De Site Luxexpo ass e wichtege Veranstaltungsan Ausstellungszentrum um Kierchbierg. D'Gestioun vum Site, inklusiv de Parkingen, läit bei der Gesellschaft Luxexpo The Box, déi als eegestänneg Struktur operéiert. D'Organisatioun an d'Gestioun vun den Aktivitéiten op där Plaz falen deemno net ënnert déi direkt Responsabilitéit vum Staat.

ad 2. Et ass richteg, datt vum 19. bis den 22. Abrëll 2026 d'Schoulfoire 2026 um Site Luxexpo stattfonnt huet. Fir de Grand public war dës nëmmen e Sonndeg, den 19. Abrëll ab 11.00 Auer moies, op, wou keng Aarbechten ausgefouert goufen. D'Schoulklassen aus dem Primaire, déi tëscht dem 20. an dem 22. Abrëll deelgeholl hunn, si gréisstendeels mam Bus oder mam ëffentlechen Transport ukomm. De sougenannte Léierplazendag huet den 21. Abrëll am Nomëtte stattfonnt.

D'Marquage-Aarbechte goufe regulär vun der Stroossebauverwaltung am Optrag vum Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Plateau de Kirchberg (FUAK) den 20. Abrëll duerchgefouert, also wärend engem Dag, dee fir d'Schoulklasse reservéiert war. Et ass net nogewise, datt dës Aarbechten zu engem aussergewéinleche Stau gefouert hätten. Doriwwer eraus goufen d'Aarbechten an der Kräizung Circuit de la Foire/Hugo Gernsback op de Fuersträifen a Richtung Boulevard Pierre Frieden ausgefouert a stinn domat net an engem direkte funktionellen Zesummenhang mat der Entrée zum Parking.

Terrains achetés par la Fondation Hëllef fir d'Natur | Question **3959** (21/04/2026) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

D'Fondation Hëllef fir d'Natur keeft no ons verfügbaren Informatiounen am ganze Land Parzellen op am Kader vun hiren Aktivitéiten, dobäi och, wéi et schéngt, mat Ënnerstëtzung vun ëffentleche Gelder, ënner anerem iwwer Subside vum Ëmweltministère, am Kader vu COPIL Natura 2000 oder projektspezifesche Finanzéierungen.

An deem Kontext stellt sech d'Fro, wéi dës Flächen duerno geréiert ginn, besonnesch wann se u privat Persoune verpacht ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

1. No wéi enge Critèrë ginn d'Pächter ausgewielt, wa Parzellen, déi mat ëffentleche Gelder ugeschaaft goufen, u privat Leit verpacht ginn?

2. Gëtt fir d'Verpachtung vun dëse Flächen eng ëffentlech Ausschreiwung gemaach? Falls jo, no wéi enge Reegelen? Falls nee, firwat net?

3. Wéi gëtt sécherg estallt, datt d'Vergab vun de Pachtverträg transparent an no objektive Critèrë geschitt?

4. Wéi eng Associatioune kënnen am Allgemenge vu Subsiden am Kader vum Ëmweltministère, Natura 2000 oder änleche Programmer profitéieren?

5. Wéi eng Programmer gëtt et, fir Flächen am Kader vum Naturschutz opzekafen? No wéi enge Critèrë ginn dës finanziell Ënnerstëtzunge verginn a wéi gëtt hir Notzung kontrolléiert?

6. Wéi eng Associatiounen oder Stëftungen hunn an de leschte Jore vun dëse Programmer profitéiert?

Réponse (28/05/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Präambel:

D'Subventiounen, déi engem Acteur octroyéiert kënne ginn zu Naturschutzzwecker, dorënner och den Terrainskaf, an déi entspriechend Modalitéite vun de Subventiounen, sinn am modifizéierten Ëmweltschutzfong-Gesetz vum 31. Mee 1999 gereegelt (Loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement). Déi Terrainen, déi een Acteur zu Naturschutzzwecker keeft, verfollege kloer Naturschutz-Objektiver, fir entweeder präsent Liewensraim an Aarten ze schützen, oder nei Liewensraim ze restauréieren. Et läit an der Responsabilitéit vum Acteur, fir sécherzestellen, datt d'Objektiver an d'Konditiounen, ënnert deenen den Terrainskaf kofinanzéiert gouf, erfëllt ginn.

ad 1. Dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit sinn déi Krittären net bekannt: wann en Acteur mam Support vun ëffentleche Gelder en Terrain kaaft huet, läit et an dem Acteur senger Verantwortung ob e selwer déi Terraine wëll bewirtschaften, oder e Piechter auswielt, fir deen Terrain ze bewirtschaften. Wéi den eventuelle Piechter erausgesicht gëtt, ass gesetzlech net virgeschriwwen.

ad 2. an 3. Et gëtt keng ëffentlech Ausschreiwung gemaach, an et gëtt op d'Äntwert zur Fro 1 verwisen.

ad 4. Laut Artikel 4 vum Ëmweltschutzfong-Gesetz kënne Gemengen, Gemengesyndikater mat Naturschutzzweck, souwéi „établissements d'utilité publique" mat Naturschutzmissioun vun engem Subsid fir d'Terrainskeef iwwer dëse Fong profitéieren.

ad 5. Den Nationale Naturschutzplang (PNPN3), deen am Januar 2023 vum Regierungsrot ugeholl gouf, gesäit de Kaf vun Terraine fir Naturschutz-Zwecker vir als eng vun den effikasste Moossnamen, fir laangfristeg national an europäesch geschützte Liewensraim ze sécheren.

Bei der Naturverwaltung gëtt dës Strategie ëmgesat iwwert geziilte Flächenopkeef (Procédure du 7 octobre 2024 concernant l'acquisition des terrains par l'État en vue de la réalisation d'objectifs de protection de la nature).

Prioritär ginn dobäi Terrainen erausgesicht an opkaaft:

– déi an nationalen oder europäesche Schutzgebidder leien;
– déi laanscht Gewässer leien;
– op deene sech geschützte Liewensraim oder seelen Aarte befannen;
– déi fir d'Ëmsetzung vu prioritären Aktiounspläng gebraucht ginn.

Dës Terrainskeef ënnerleien den übleche staatleche Prozeduren an dësem Kontext.

Bei den aneren, net staatlechen Acteuren, wéi an der Äntwert 4 opgelëscht, gëllt déi selwecht strateegesch Ausriichtung. D'Demanden, déi vun den Acteure gestallt ginn, gi vum Comité vum Ëmweltschutzfong evaluéiert. Dobäi muss eng Expertis vun der Naturverwaltung, déi de Wäert vum Terrain schätzt, bäigeluecht ginn. D'Ëmsetzung vun de geplangte Moossnamen um Terrain läit dono beim jeeweilegen Acteur.

Eng wichteg Konditioun ass, datt am Acte de vente festgehale gëtt, datt den Terrain fir Naturschutzzwecker kaf gouf.

Déi an der Äntwert op d'Fro 6 opgelëschten Acteuren hunn eng Terrainskaf-Konventioun mam Staat. Hei gëtt och de Reporting zu den Ëmsetzungen op de kofinanzéierten Terraine gereegelt souwéi d'Modalitéite beim Netanhale vun de Konditioune vun der Konventioun oder der Naturschutz-Gesetzgeebung.

ad 6. D'Naturschutzsyndikater SICONA Centre, SICONA Sud-Ouest a SIAS, souwéi den Naturpark Our an och d'Fondatioun Hëllef fir d'Natur, hunn eng Konventioun fir e Subsid vun Terrainskeef.

Difficultés constatées suite à l'harmonisation des carrières inférieures de l'État | Question **3960** (21/04/2026) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

En réponse à ma question parlementaire n° 3502, Monsieur le Ministre a indiqué être conscient des difficultés liées à l'application de la loi du 6 juin 2025 relative à l'harmonisation des carrières inférieures des agents de l'État, et travailler à une adaptation du cadre légal.

Or, force est de constater, qu'aucun projet de loi n'a encore été présenté à ce stade, alors même qu'une nouvelle session de l'examen de promotion pour les agent·e·s relevant du groupe de traitement C1 est en cours d'organisation pour novembre 2026. L'incertitude juridique et professionnelle est donc prolongée pour les agent·e·s concerné·e·s, qui continuent à subir les effets de la réforme sans perspective concrète quant à une éventuelle correction.

Par ailleurs, de nouveaux éléments préoccupants ont été portés à mon attention. Plusieurs agent·e·s concerné·e·s font état d'erreurs dans le calcul de leur rémunération à la suite de l'entrée en vigueur de la réforme. Il apparaît que des pertes de points indiciaires auraient été constatées, liées notamment à l'articulation entre la réussite de l'examen de promotion et la date de nomination. Ces erreurs n'auraient été corrigées qu'à la suite de démarches individuelles des agent·e·s auprès du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO). Une rectification automatique et généralisée pour tous·tes les concerné·e·s n'aurait pas été opérée dès la constatation de l'erreur. Des situations similaires auraient également été observées auprès de l'Administration des douanes et accises.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) À quel horizon Monsieur le Ministre prévoit-il de déposer le projet de loi annoncé en réponse à ma question parlementaire n° 3502 ?

2) Monsieur le Ministre entend-il prévoir des mesures transitoires afin de garantir la sécurité juridique et d'éviter que de nouvelles cohortes d'agent·e·s soient affectées par les mêmes difficultés dans le cadre des prochaines sessions d'examen ?

3) Combien d'agent·e·s au sein de la Police grand-ducale et dans d'autres administrations ont été affecté·e·s par des erreurs de calcul de leur rémunération en lien avec la réforme des carrières C1 ?

4) Pour quelles raisons ces erreurs n'ont-elles pas fait l'objet d'une régularisation automatique par les services compétents, et quelles mesures ont été prises depuis afin d'identifier et de corriger de manière proactive l'ensemble des situations concernées ?

5) Monsieur le Ministre peut-il garantir que l'ensemble des agent·e·s concerné·e·s ont été ou seront intégralement rétabli·e·s dans leurs droits, y compris en matière de recalcul de leur rémunération ?

Réponse (21/05/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1) Il est prévu de déposer le projet de loi avant les vacances d'été.

ad 2) La plupart des mesures à prendre sont de nature transitoire dans la mesure où il s'agit de régler la transition entre des dispositions anciennes et nouvelles.

ad 3) En tout, le CGPO a pu constater des erreurs dans 288 dossiers, représentant 4,8 % de tous les dossiers concernés. Il s'agit de 95 dossiers d'agents de la Police grand-ducale et de 193 dossiers d'agents d'autres administrations.

ad 4) À ce jour, les analyses et vérifications effectuées par les services compétents n'ont pas mis en évidence l'existence d'erreurs de calcul de rémunération présentant un caractère généralisé ou systémique en lien avec la réforme des carrières C1, ni au sein de la Police grand-ducale, ni dans les autres administrations concernées.

Les situations éventuellement portées à la connaissance de l'administration concernaient des cas ponctuels et individualisés, qui ont fait l'objet d'un examen par les services compétents et, le cas échéant, des adaptations nécessaires conformément aux procédures en vigueur.

Dans ce contexte, et en l'absence d'éléments permettant de conclure à un dysfonctionnement généralisé, aucune opération de régularisation automatique à large échelle n'a été envisagée. Les administrations concernées demeurent toutefois attentives à toute situation susceptible d'être signalée et veillent à assurer un suivi approprié, afin de garantir l'exactitude des rémunérations versées ainsi que l'application correcte des dispositions relatives à l'harmonisation des carrières inférieures.

À noter qu'à côté de l'application rétroactive au 1er juillet 2022 de l'harmonisation des carrières inférieures, un défi supplémentaire – et donc source de complications supplémentaires – a été la mise en œuvre presque en même temps du reclassement de certains membres du cadre policier du groupe de traitement C1 au groupe de traitement B1 avec effet au 1er août 2018.

ad 5) Mes services veillent au traitement rigoureux des situations qui leur sont soumises et procèdent, le cas échéant, aux corrections et régularisations nécessaires dans le respect des dispositions en vigueur.

Contrôle des points de vente de produits CBD | Question **3961** (21/04/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Nofolleg vun der Entdeckung vu syntheetesche Cannabinoiden an engem CBD-Buttek an der Stad Lëtzebuerg – wou e Produit ënner der Bezeechnung „Silver Haze THCA" souguer iwwer en Automat verkaaft gouf – stellen sech Froen iwwert déi konkreet Organisatioun vun de Kontrollprozeduren, d'personell Ressourcen an d'Roll vun der Douane bei der Importkontroll vun dëse Produkter.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi laang dauert et am Duerchschnëtt tëscht dem Agoen enger Meldung (z. B. vun engem Testservice wéi Pipapo, vun der Police oder vu Privatpersounen) an enger effektiver Visitt-Kontroll vun engem CBD-Verkafspunkt?

2. Wéi vill Agente stinn dem Service Santé aktuell zur Verfügung, fir Kontrollen a CBD-Butteker an an anere verwandte Verkafspunkten duerchzeféieren, a gi speziell Agente fir dësen Aufgabeberäich agesat?

3. Gëtt et e formaliséierte Protokoll fir d'Weiderleede vun Informatiounen tëscht Drug-Testing-Servicer, dem Service Santé an den zoustännegen Autoritéiten, wann an Testprouwen illegal Substanzen entdeckt ginn? Wa jo, wéi ass dësen Oflaf konkreet?

4. Kann de Service Santé Produkter op der Plaz beschlagnamen a Verkafspunkten direkt schléissen, wann illegal Substanzen entdeckt ginn, oder brauch et dofir d'Interventioun vun aneren Autoritéiten?

5. Wéi ginn CBD-Produiten, déi op Lëtzebuerg importéiert ginn, vun der Douane op hiren THC-, THCA- oder syntheetesche Cannabinoid-Gehalt kontrolléiert, a mat wéi enger Frequenz ginn dës Analysen duerchgefouert?

6. Gi CBD-Produkter, déi aus Drëttlänner importéiert ginn, systematesch op d'Präsenz vu syntheetesche Cannabinoide getest, oder nëmme bei konkreetem Verdacht?

7. Gëtt et eng strukturéiert Informatiounsweidergab tëscht der lëtzebuergescher Douane an den Douanesautoritéite vun den Nopeschlänner, speziell betreffend nei identifizéiert syntheetesch Cannabinoiden am grenziwwerschreidende Wuereverkéier?

Réponse (22/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Well et sech ëm den éischte Fall dëser Aart handelt, ass et net méiglech, eng duerchschnëttlech Dauer tëscht engem Signalement an der Duerchféierung vun enger Kontrollvisitt unzeginn.

Als Illustratioun kann an dësem konkreete Fall awer festgehale ginn, datt den 3. Mäerz 2026 eng Meldung iwwert en integréierten Drug-Checking-Service gemaach gouf. Déi éischt Analysen hunn en ongewéinlecht Signal nogewisen, deemno ware weider Analysen néideg.

Esou wéi d'Prozeduren et virgesinn, ass den Echantillon den 10. Mäerz 2026 un de Laboratoire national de santé (LNS) geschéckt ginn, fir eng zousätzlech Analys duerchzeféieren. Duerch eng Gaschromatographie gekoppelt mat enger Massespektrometrie (GC-MS) konnt den 19. Mäerz 2026 d'Präsenz vu syntheetesche Cannabinoiden, notamment MDMB-PINACA, confirméiert ginn.

Eng Kontrollvisitt ass no der Confirmatioun vun de Resultater organiséiert ginn. Dëst weist, datt den Delai tëscht engem Signalement an enger Interventioun zu engem groussen Deel vum Zäitopwand fir d'Analysen an hir wëssenschaftlech Confirmatioun ofhänkt.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 3912 erkläert ginn ass, ass virgesinn d'Kontrollmechanisme weider ze stäerken, besonnesch duerch d'operativ Ëmsetzung vun den neie Kompetenzen, déi der Administration des douanes et accises zougewise goufen am Gesetz vum 25. November 2025. D'Police ass net zoustänneg fir Kontrolle vun illegale Substanzen a CBD-Geschäfter.

ad 2. D'Kontrolle ginn am Kader vun de generelle Missioune vun der Gesondheetsdirektioun duerchgefouert, an dëst jee no den identifizéierte Besoinen.

D'Interventioune gi koordinéiert organiséiert, dëst an enker Zesummenaarbecht mat deenen anere kompetenten Administratiounen, notamment der Administration des douanes et accises an der Police.

ad 3. Fir Konsumenten, déi op Drug-Testing-Servicer zeréckgräifen, wéi deen, deen am Kader vum integréierten Drug Checking vun der ASBL 4motion ugebuede gëtt, gëtt et en definéierten Oflaf wéi d'Informatiounen am Zesummenhang mat potenziell geféierleche Substanze verschafft ginn.

Konkreet kann e Konsument sech beim concernéierte Service mellen, nodeems en e Produit konsuméiert, kaf oder kritt huet. Wärend engem semi-direktiven an anonymiséierte Gespréich ginn d'Informatiounen zu der Substanz dokumentéiert.

Parallell dozou gëtt, wa méiglech, en Echantillon vum betraffene Produit geholl an op der Plaz analyséiert. Am Fall vun engem onklore Resultat oder Verdacht op onbekannte Substanze gëtt den Echantillon un de LNS weidergeleet fir eng complementaire Analys.

Op Basis vun den erhuewenen Donnéeën an de Resultater vun de verschiddenen Analyse gëtt e Rapport ausgeschafft.

Fir d'Weiderleede vun Informatiounen duerch d'Autoritéiten appliz éiert sech den Artikel 23 vum Code de procédure pénale („Le procureur d'État reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner").

ad 4. Wann et sech ëm Produiten handelt, déi méiglecherweis illegal Substanzen enthalen, kënnen awer och aner gesetzlech Kaderen zum Droe kommen, notamment dat ofgeännert Gesetz vum 19. Februar 1973 iwwer d'Bekämpfung vun der Drogenofhängegkeet.

An dësem Kader hunn e puer Fonctionnairë vun der Gesondheetsdirektioun d'Qualitéit als Offizéier vun der Police judiciaire (OPJ). Sie kënne bei engem Verdacht op eng Strofdot, ënner anerem Prouwen huelen an, jee no Ëmstänn, och saiséieren.

D'Zoumaache vun engem Verkafspunkt fält net an d'Kompetenz vun der Direction de la santé. Esou eng Decisioun muss vun enger Autorité judiciaire geholl ginn, a gëtt an Zesummenaarbecht mat der Police grand-ducale, oder eventuell der Douane ëmgesat.

ad 5. Den Import, concernéiert Produiten, déi aus engem Drëttland kommen an um Lëtzebuerger Marché an de fräien Ëmlaf gesat ginn („mis en libre pratique").

Zu Lëtzebuerg muss bei der Import-Deklaratioun vu Cannabis-Produkter aus Drëttlänner, eng Labo-Analys bäigefüügt sinn, dëst fir den THC Gehalt (≤ 1 %) ze beleeën. D'Douane mécht keng Analyse vu Cannabis-Produite wann dëst net vun der zoustännege Autoritéit ugefrot gëtt.

Fir Produiten zu Lëtzebuerg dierfen ze verkafen, déi ënnert d'Loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac falen, muss ënner anerem eng Autorisatioun vum Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet virleien an et muss en Timbre fiscal op de Verpakunge vun de Produite sinn, dee vun der Douane ausgestallt gëtt.

ad 6. Am Fall vun engem Verdacht, oder wann dëst vun der zoustänneger Autoritéit ugefrot gëtt, mécht d'Douane Analyse vu Cannabis-Produkter, déi op Lëtzebuerg importéiert ginn.

ad 7. Wann e Produit santé-technesch net konform ass, fält dësen an d'Kompetenz vun der zoustänneger Autoritéit. D'europäesch Douanne si matenee vernetzt a kooperéiere wann douane-relevant Aspekter concernéiert sinn.

Temps de travail des médecins en voie de spécialisation | Question **3962** (21/04/2026) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Les médecins en voie de spécialisation (MEVS) assurent une part essentielle de la continuité des soins dans les hôpitaux, notamment lors des gardes de nuit, des week-ends et des jours fériés, souvent avec un haut degré d'autonomie.

Il m'a été rapporté que, dans certains établissements hospitaliers, les heures de présence physique des MEVS lors des gardes ne seraient pas intégralement comptabilisées comme temps de travail, mais feraient l'objet d'un coefficient réducteur. Ainsi, une garde de 12 heures pourrait n'être comptabilisée qu'à hauteur de 9 heures.

Une telle pratique soulève de sérieuses questions au regard de la directive 2003/88/CE sur le temps de travail ainsi que de la jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne (arrêts SIMAP, Jaeger, Dellas), selon laquelle les périodes de garde physique doivent être intégralement considérées comme du temps de travail.

Au-delà de la conformité juridique, cette situation pose également un problème en matière de santé au travail et de sécurité des patient·e·s.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre confirme-t-elle que les heures de garde physique des MEVS ne sont pas intégralement comptabilisées comme temps de travail dans certains établissements hospitaliers ? Dans l'affirmative, depuis quand cette pratique est elle en place et dans quels établissements hospitaliers ? Sur quelle base légale cette pratique repose-t-elle ?

2) Madame la Ministre considère-t-elle que cette pratique soit conforme à la directive 2003/88/CE et à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne ?

3) Quelles autorités sont compétentes pour contrôler le respect des règles en matière de durée du travail pour les MEVS, en fonction de leur statut (salarié, stagiaire, indépendant) ?

4) Quelles mesures Madame la Ministre entend-elle prendre afin de garantir une comptabilisation conforme du temps de travail des MEVS et d'assurer leur protection ainsi que celle des patient·e·s ?

5) Madame la Ministre s'engage-t-elle à intégrer ces garanties dans le cadre des travaux en cours relatifs à un statut uniforme des MEVS ?

Réponse (21/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Dans une majorité des établissements hospitaliers, les médecins en voie de spécialisation (MEVS) ne participent pas aux systèmes d'astreinte ou de garde en dehors des horaires réguliers. Dans certains services de spécialisation, notamment dans le cadre des DES existants au Luxembourg, les activités des MEVS se limitent à des horaires de journée sans participation aux gardes de nuit, de week-end ou de jours fériés. Dans ces situations, la question d'une comptabilisation partielle des heures de garde ne se pose pas.

Les établissements hospitaliers soulignent également que l'organisation du temps de travail et la supervision des horaires des MEVS relèvent des maîtres de stage et de l'encadrement médical, dans le respect des exigences de formation et de continuité des soins.

Par ailleurs, certains établissements hospitaliers ont indiqué appliquer historiquement des modalités spécifiques de comptabilisation des périodes de garde des MEVS, notamment lorsque celles-ci sont effectuées sous forme de garde non présentielle ou avec une activité jugée variable selon les périodes. Dans ce cadre, certaines heures de garde ont pu être valorisées à hauteur de 75 % du temps de présence, selon des règlements internes mis en place depuis plusieurs années.

Le statut unique des MEVS en cours d'élaboration est destiné, entre autres, à harmoniser et clarifier les règles applicables en matière de temps de travail, y compris la qualification et la comptabilisation des périodes de garde et de présence sur site.

Les MEVS exerçant sous contrat de travail relèvent des dispositions applicables du droit du travail luxembourgeois et que le contrôle du respect des règles relatives au temps de travail incombe à l'Inspection du travail et des mines (ITM), sans préjudice des mécanismes internes de suivi et d'encadrement existant au sein des établissements.

Langues utilisées dans les communications avec les citoyens | Question **3963** (21/04/2026) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 3761 schreift d'Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet op d'Fro, firwat standardiséiert Bréiwer zwar zum Deel an net administrative Sprooche wéi Portugisesch an Englesch, awer net an eiser Nationalsprooch Lëtzebuergesch redigéiert sinn, dat hei: „De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet versicht bei senge Preventiounsmoossname souwéi och bei den Terminconvocatiounen déi Sproochen ze benotzen, déi vun engem méiglechst grousse Prozentsaz vun der Bevëlkerung verstane ginn. Mam Ofdecke vun den uewe genannte Sprooche gëtt dovun ausgaangen, dass e groussen Undeel u Persounen (dorënner och lëtzebuergeschsproocheg Persounen, awer och Persounen, déi d'lëtzebuergesch Sprooch net beherrschen) d'Kommunikatioun versteet."

Et muss awer all Bierger sech un all Ministère adresséiere kënnen, deementspriechend wier et nëmme konsequent, d'Wiel vun de Sproochen interministeriell ze standardiséieren. Des Weidere kënnt d'Nofro no méi Visibilitéit vum Lëtzebuergeschen dacks och grad vun auslännesche Matbierger, déi bedaueren, datt eis Nationalsprooch am ëffentleche Raum quasi net virkënnt, wat et fir si nach méi schwéier mécht, se ze léieren.

An deem Sënn géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi begrënnt d'Regierung d'Decisioun, op eng allgemeng, interministeriell Reegelung fir déi schrëftlech Kommunikatioun mat de Bierger ze verzichten?

2. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert a begrënnt firwat wat fir ee Ministère a wéi eng entspriechend Verwaltungen an ëffentlech Institutiounen, wéi eng automatiséiert Bréiwer a wéi enge Sprooche verschécken?

3. D'Sproochegesetz vun 1984 gesäit vir, datt de Bierger d'Wiel huet an enger vun eisen dräi administrative Sprooche mam Staat ze kommunizéieren. Wier et an deem Sënn net méi effizient, standardiséiert Bréiwer grondsätzlech a systematesch an deenen dräi Sproochen ze verschécken?

4. De Recours op déi portugisesch Sprooch an der Kommunikatioun vum Gesondheetsministère gouf mat der Erreechbarkeet vun enger méiglechst héijer Zuel vu Bierger begrënnt. Firwat ginn d'Bréiwer dann net och op Spuenesch, Italieenesch asw. verschéckt? Wëll d'Madamm Gesondheetsminister domat ausdrécken, datt eis portugisesch Matbierger sech am Géigesaz zu anere mat deenen dräi Sproochen Däitsch, Englesch a Franséisch besonnesch schwéierdinn? Leien der Regierung Zuele vir, wéi vill Leit zu Lëtzebuerg just Portugisesch schwätzen?

5. Steet déi Äntwert net am Widdersproch zu der Ausso vun der Regierung, datt sou vill Lëtzebuergesch geschwat géif, wéi nach ni?

6. Gesäit d'Regierung am Benotze vun net administrative Sprooche bei gläichzäitegem Verzicht op d'Lëtzebuergescht net eng seriö Benodeelegung vun de Lëtzebuerger an der Lëtzebuerger Sprooch? Wéi verdréit déi Praxis sech mat eiser Legislatioun iwwert d'Diskriminatiounsverbuet?

Réponse (22/05/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. De Kulturministère schafft intensiv um Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch. An engem vun deem sengen dräi grousse Kapitele geet et ëm d'Visibilitéit vun eiser Sprooch. Hautdesdaags ass d'Visibilitéit am virtuelle Raum besonnesch wichteg. Dofir schafft den Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch, zesumme mam Service information et presse, intensiv un engem Guide fir d'administratiivt Schreiwe mat entspriechendem Glossär. Dëst Wëssen a Kënne soll dann och iwwer d'Weiderbildung un d'staatlech Agente virugi ginn, wat de Verwaltunge wäert erlaben, sech konsequent op Lëtzebuergesch un d'Biergerinnen an d'Bierger ze riichten.

Fir de Groussdeel vun der Kommunikatioun vun der Regierung an de Ministèrë gëllt dat aktuell schonn. Um Site regierung.lu kritt een d'Informatiounen op Lëtzebuergesch.

De Virrang beim Kulturministère senge Beméiungen hunn aktuell d'Gemengen, well si mat hire Matdeelungen am nooste bei de Leit sinn. Och dierf een den didakteschen Notze vu Gemengesäiten op Lëtzebuergesch net aus den Ae verléieren: Hei kënnen d'Leit, déi amgaange sinn eis Sprooch ze léieren, am konkreete Kontext Informatiounen zu hirem Alldag op Lëtzebuergesch liesen, an de Fall gesat, nach eemol an enger anerer Sprooch iwwerpréiwen. An den nächste Méint kréien d'Gemengeverwaltungen déi sproochlech, administrativ Geschierkëscht, fir hir Internetpresenz unzepassen.

Duerno ass et och méiglech, dee selwechten Exercice fir d'staatlech Verwaltungen ze maachen.

ad 2. Well esou eng Bestandsopnam net besteet, well keng Elementer dovunner am Virfeld gefrot a gesammelt goufen, an d'Regierung eng allgemeng Uwendung vun der Lëtzebuerger Sprooch upeilt, ass d'Opstelle vun esou enger Tabell, déi no hanne kuckt, net geplangt.

ad 3. Den Artikel 4 vum 1984er Sproochegesetz gesäit vir, datt d'Verwaltung sproochlech reagéiert, andeems se an hirer Äntwert déi Sprooch benotzt, an där de Bierger seng Ufro gestallt huet, esouwäit et sech ëm Lëtzebuergesch, Franséisch oder Däitsch handelt. D'Tatsaach, datt d'Regierung konsequent d'Offer vum Lëtzebuergeschen op hiren Internetsäiten ausbaut, ënnersträicht de Wëllen, a béid Richtungen aktiv an eiser Sprooch ze kommunizéieren.

ad 4. D'Äntwert vun der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet ënnersträicht de Respekt vun der Regierung vis-à-vis vun alle Communautéiten, déi zu Lëtzebuerg wunnen. De Recours op verschidde Sproochen an der institutioneller Kommunikatioun entsprécht dem Prinzipp vun der Méisproochegkeet, wat e wichtege Bestanddeel vum Zesummeliewen an eiser Gesellschaft duerstellt, an eng méiglechst breet Erreechbarkeet vun de Bierger garantéiere soll.

ad 5. Déi selwecht Äntwert verweist och op d'méisproocheg Kompetenze vun eise Matbiergerinnen a Matbierger. Et besteet kee Widdersproch tëscht „Lëtzebuergesch schwätzen" a „Méisproochegkeet". Béid gi bei eis Hand an Hand.

ad 6. Wéi ewell an der Äntwert op déi zweet Fro bemierkt ginn ass, wëllt d'Regierung eng allgemeng Uwendung vun der Lëtzebuerger Sprooch upeilen.

Dëst verhënnert net, geziilt a punktuell och aner, sief et net administrativ Sproochen, wann néideg ze gebrauchen, wann den Interêt et hiergëtt.

Pénurie de magistrats | Question **3968** (22/04/2026) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans sa récente recommandation 4/2026 sur les moyens de remédier à la pénurie de magistrats, le Conseil national de la justice a relevé plusieurs déficits affectant le fonctionnement de l'ordre judiciaire, en particulier des vacances de poste persistantes au sein de la magistrature et un manque d'attractivité croissant de cette carrière, notamment pour des raisons financières.

Le Conseil souligne que ces difficultés entraînent des répercussions directes sur la capacité des juridictions à absorber la charge de travail, à respecter des délais raisonnables et à garantir un service public de la justice pleinement efficace. Le Conseil estime dès lors nécessaire de combiner des mesures d'appoint pour répondre à l'urgence des besoins en personnel, et des mesures structurelles afin de renforcer durablement l'organisation judiciaire, notamment par une adaptation des modes de recrutement, une meilleure valorisation de la fonction de magistrat et une réflexion sur la mise en place de juridictions mixtes associant magistrats de carrière et praticiens expérimentés.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser à Madame la Ministre de la Justice les questions suivantes :

1) Quelle appréciation Madame la Ministre porte-t-elle sur la recommandation 4/2026 du Conseil national de la justice ?

2) Madame la Ministre partage-t-elle le constat du Conseil selon lequel les vacances de poste dans la magistrature constituent désormais un problème structurel, aggravé par un déficit d'attractivité, notamment sur le plan financier ?

3) Quelles mesures d'appoint le Gouvernement entend-il mettre en œuvre à court terme afin de pallier les vacances de poste et de soulager les juridictions les plus exposées à la surcharge de travail ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il, à titre temporaire, de recourir au recrutement de magistrats retraités ou d'anciens avocats expérimentés afin de renforcer rapidement les effectifs judiciaires ?

5) Quelles mesures structurelles le Gouvernement entend-il adopter pour améliorer durablement l'attractivité de la magistrature, notamment en ce qui concerne les conditions de recrutement, de rémunération et de carrière ?

6) Le Gouvernement envisage-t-il une réforme visant à instaurer des juridictions mixtes, et dans l'affirmative, selon quel périmètre, quelles compétences et quel calendrier de mise en œuvre ?

Réponse (22/05/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) à 5) Je salue l'initiative prise par le Conseil national de la justice (CNJ). Comme ce fut déjà le cas pour des recommandations antérieures, la recommandation 4/2026 fera l'objet d'un échange lors de ma prochaine réunion, d'ores et déjà planifiée, avec le CNJ. Cette concertation devra aussi permettre de distinguer avec plus de précision les difficultés structurelles des difficultés conjoncturelles liées en partie à l'augmentation sans précédent des effectifs de la justice.

Il convient en effet de rappeler qu'un important effort de renforcement des services judiciaires est en cours. Par la loi du 24 juillet 2024, le législateur a arrêté un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire pour les années judiciaires 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027, prévoyant la création de 94 nouveaux postes de magistrat ainsi que de 20 postes supplémentaires d'attaché de justice. Cela représente une augmentation de plus d'un tiers du nombre de postes de magistrat en l'espace de trois ans.

Dans ce contexte exceptionnel de croissance rapide des effectifs, il est inévitable qu'un certain nombre de postes demeurent temporairement vacants. Le Gouvernement estime donc que la situation actuelle des postes vacants est pour une part liée à l'ampleur des recrutements engagés.

Comme il est évident qu'il ne suffit pas de créer des postes, mais qu'il faut aussi les pourvoir, la loi du 2 avril 2025 a élargi les conditions d'accès à la magistrature par une révision des conditions de diplôme et d'expérience professionnelle dans le domaine du droit, à remplir par les candidats aux postes d'attaché de justice. Cette réforme adoptée commence à produire des résultats concrets. Elle a permis l'engagement de 42 attachés de justice pour l'année judiciaire 2025-2026, contre 17 en 2021-2022, 14 en 2022-2023, 13 en 2023-2024 et 28 en 2024-2025.

Les retours des autorités judiciaires concernant la session de recrutement 2026-2027, en cours, confirment également un intérêt soutenu des juristes luxembourgeois pour la magistrature. Au regard de ces éléments, il est permis d'être raisonnablement optimiste quant à une résorption progressive des vacances de poste.

Parallèlement, plusieurs projets législatifs prévoient encore des créations de postes supplémentaires de manière ciblée :

– 7 postes de magistrat dans l'ordre administratif dans le cadre du projet de loi n° 8694 portant création d'un tribunal de l'asile et de l'immigration,
– 5 postes dans l'ordre judiciaire dans le cadre du projet de loi n° 8704 portant création d'une nouvelle chambre pénale d'appel, projet adopté par la Chambre des Députés le 21 mai 2026, ainsi que
– 9 postes dans l'ordre judiciaire dans le cadre du projet de loi n° 8748 portant création de chambres spécialisées en droit économique et financier.

Si nécessaire, des renforcements ciblés supplémentaires pourront être proposés en concertation avec le CNJ.

Il apparaît par exemple indispensable de porter une attention particulière dans les prochains mois au bon fonctionnement du tribunal administratif qui connaît effectivement depuis plusieurs années un nombre important de postes vacants ainsi que des difficultés structurelles de recrutement. Pour réduire substantiellement les délais de traitement du contentieux administratif et fiscal, le désengorgement du tribunal administratif sera nécessaire. Dans un souci de stimuler le recrutement de juristes pour les fonctions de la magistrature de l'ordre administratif, le Ministère de la Justice préconise la valorisation de l'expérience professionnelle, acquise dans le domaine du droit administratif luxembourgeois ou du droit fiscal luxembourgeois, avant l'intégration du tribunal administratif. Il est proposé de créer un mécanisme de classement individuel, qui sera fondé sur la durée de la pratique régulière de ce droit. Ce dossier constitue une des priorités du ministère.

S'agissant de la rémunération au sein de la magistrature, la loi du 29 juillet 2023 a opéré une revalorisation exclusive des fonctions classées aux grades M2, M3 et M4. Comme les fonctions classées aux grades M5, M6 et M7, n'ont pas été revalorisées, cette législation a créé un déséquilibre au niveau de la rémunération des magistrats. Cette situation peut effectivement réduire l'attractivité financière de certaines fonctions dirigeantes de la magistrature.

Comme l'a constaté le CNJ dans sa recommandation : « Quant à la loi du 29 juillet 2023, les généreux avancements automatiques en termes de traitement qu'elle a introduits ont fortement contribué à dissuader les magistrats de première instance en rang utile, de présenter leur acte de candidature à un poste vacant en instance d'appel. »

Une revalorisation des fonctions dirigeantes de la magistrature est envisagée afin d'assurer l'attractivité financière des postes classés aux grades M5, M6 et M7.

L'accord de coalition 2023-2028 prévoit l'étude de la possibilité de confier certaines missions à des magistrats retraités, par exemple comme juge de paix ou référendaire. Le CNJ qualifie le recours à des magistrats retraités ou à d'anciens avocats expérimentés de mesures « d'appoint ». Toutefois une mise en œuvre à bref échéance des mesures précitées ne sera pas possible. Puis, surtout, au regard des résultats encourageants des dernières campagnes de recrutement, il convient de constater que l'attractivité de la magistrature demeure réelle auprès des juristes luxembourgeois. Une évaluation plus approfondie de la nécessité de recourir à de telles mesures sera donc à effectuer à l'issue de la session de recrutement 2026-2027 et dans le cadre du bilan global du programme pluriannuel de recrutement couvrant les années 2024-2025 à 2026-2027.

Enfin, le ministère finalise actuellement les amendements au projet de loi n° 8433B relatif au recrutement et à la formation des attachés de justice. Afin

de garantir la qualité du service public de la justice, la formation professionnelle des futurs magistrats sera renforcée, notamment par un allongement de la durée du service provisoire des attachés de justice.

ad 6) À ce stade, il n'est pas envisagé de créer des juridictions mixtes. Depuis la révision constitutionnelle de 2023, la Constitution ne prévoit d'ailleurs plus la possibilité de créer de nouvelles juridictions par la seule voie législative.

Actes de violences graves | Question **3969** (22/04/2026) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Un article de presse récent fait état d'une série de six agressions particulièrement violentes commises en l'espace de 65 minutes dans la capitale, visant des passants choisis au hasard. Les faits, survenus le 17 février 2023, ont donné lieu à une condamnation à 30 mois d'emprisonnement assortie du sursis.

Selon les informations rapportées, ces actes auraient été commis de manière délibérée, les auteurs s'étant concertés pour agresser des inconnus en ville. Cette affaire soulève des questions quant à la réponse pénale face à des violences graves commises de manière répétée sur une courte période dans l'espace public, ainsi qu'au recours au sursis dans ce type de situations.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre estime-t-elle que les sanctions pénales actuelles pour des vols avec violences commis en série sont suffisamment dissuasives ? Est-il prévu d'adapter le catalogue des peines pour ce type d'infractions, notamment en cas de récidive ou d'actes multiples sur une courte période ?

2) Au regard de la modification de l'article 195-1 du Code de procédure pénale, ce dispositif permet-il d'éviter l'octroi du sursis pour des faits graves de violences commis de manière répétée sur une courte période, notamment au cours d'une même journée ? Dans le cas contraire, des adaptations sont-elles envisagées ?

3) Madame la Ministre envisage-t-elle d'introduire des critères spécifiques permettant de tenir davantage compte du caractère répétitif et rapproché des faits dans la détermination de la peine ?

Réponse (13/05/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) S'agissant du cadre légal applicable, le Code pénal prévoit d'ores et déjà un éventail de sanctions significatif pour les infractions de vol avec violences, y compris lorsque celles-ci sont commises de manière répétée ou en état de récidive légale. Dans ces hypothèses, les juridictions disposent de la faculté de prononcer des peines plus sévères, conformément aux dispositions existantes.

Le Gouvernement demeure toutefois attentif à l'évolution de la criminalité et à l'efficacité des dispositifs existants, et continue d'évaluer, de manière générale, l'adéquation du cadre pénal afin de garantir une réponse judiciaire cohérente, proportionnée et effective.

Le Gouvernement tient aussi à rappeler que, conformément au principe fondamental de séparation des pouvoirs, il n'appartient pas au pouvoir exécutif de se prononcer sur les décisions rendues par les juridictions ni sur l'appréciation qu'elles portent, au cas par cas, quant au caractère dissuasif ou approprié des sanctions pénales prononcées. En effet, la détermination de la peine relève de la compétence exclusive des juridictions de l'ordre judiciaire, lesquelles statuent en toute indépendance, en tenant compte des circonstances propres à chaque affaire, de la gravité des faits, ainsi que de la personnalité de l'auteur.

ad 2) La modification récente de l'article 195-1 du Code de procédure pénale s'inscrit dans une volonté d'adapter le régime du sursis aux exigences actuelles de la politique pénale, notamment en matière de lutte contre certaines formes de criminalité grave.

La réforme opérée renforce la possibilité de prononcer des peines d'emprisonnement ferme dans les cas les plus graves, p. ex. dans des cas de violences, en réduisant les exigences formelles liées à leur motivation et en facilitant ainsi une réponse pénale plus ferme lorsque les circonstances le justifient. Plus précisément, le législateur a entendu limiter les contraintes procédurales pesant sur les juridictions lorsqu'elles estiment qu'une peine d'emprisonnement ferme est justifiée, tout en maintenant le principe selon lequel la détermination de la peine relève d'une appréciation individualisée tenant compte de l'ensemble des circonstances de l'espèce et de la personnalité du prévenu.

Cela étant, l'article 195-1, même dans sa version modifiée, ne supprime pas la possibilité d'octroi du sursis. En conséquence, la disposition n'exclut pas de manière générale l'octroi du sursis dans les hypothèses évoquées, dès lors que le juge conserve un pouvoir d'appréciation souverain dans la détermination de la peine.

ad 3) Le Gouvernement tient à rappeler que la détermination de la peine relève de l'appréciation souveraine des juridictions, lesquelles prennent déjà en considération l'ensemble des circonstances de l'espèce, y compris le caractère répétitif et rapproché des faits, ainsi que la personnalité de l'auteur.

À ce stade, il n'est pas envisagé d'introduire des critères légaux spécifiques supplémentaires visant à encadrer davantage cette appréciation. En revanche, un avant-projet de loi relatif à la mise en place d'une procédure de comparution accélérée pour certaines infractions commises en flagrance est en cours de finalisation.

Ce dispositif permettra de juger plus rapidement les auteurs d'infractions, en rapprochant dans le temps la commission des faits et la condamnation. Une telle évolution est de nature à renforcer l'efficacité de la réponse pénale, notamment face à des comportements délictueux répétés sur une courte période.

En effet, en permettant une condamnation plus rapide, ce mécanisme facilitera, le cas échéant, la constatation d'un état de récidive légale en cas de réitération d'infractions, ouvrant ainsi la voie à l'application de régimes de sanction plus sévères, y compris à des peines d'emprisonnement plus élevées lorsque les conditions en sont réunies.

Dans ce contexte, le Gouvernement considère que les adaptations récentes et les projets en cours contribuent à une réponse pénale plus rapide, plus cohérente et plus ferme face aux faits de violences graves, tout en préservant le principe fondamental d'individualisation des peines. Dans cette perspective, comme le Code pénal prévoit d'ores et déjà un éventail de sanctions significatif pour les infractions de vol avec violences, y compris lorsque celles-ci sont commises de manière répétée ou en état de récidive légale, il est considéré que l'amélioration de la célérité de la réponse judiciaire constitue encore un levier pertinent pour mieux appréhender les situations visées.

Obligation scolaire | Question **3971** (22/04/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mat der Reform vun der Schoulflicht, déi elo bis 18 Joer geet, stellt sech d'Fro, wéi an der Praxis garantéiert gëtt, datt all Jugendlecher vum lëtzebuergesche Schoulsystem a vun enger gudder Ausbildung kënne profitéieren. Et gëtt awer Fäll, wou Kanner, déi hei am Land liewen, net hei an eng Schoul ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Sinn all Kanner a Jugendlecher am schoulflichtegen Alter, déi zu Lëtzebuerg wunnen, och hei am Schoulsystem ugemellt? Wéi gëtt dëst kontrolléiert?

2. Wat geschitt mat Kanner a Jugendlechen, déi hire Wunnsëtz verléieren oder an onstabille Liewenssituatioune sinn? Wéi gëtt hei d'Schoulflicht garantéiert?

3. Wéi gi Schüler:innen, déi wéinst schwéierem Feelverhalen aus enger Schoul rausgeheit ginn, weider betreit, fir datt si trotzdeem hir Schoulflicht erfëllen?

4. Wéi gëtt kontrolléiert, datt Kanner, déi an der Grenzregioun an eng Schoul ginn oder am Ausland an engem Internat ugemellt sinn, hir Schoulflicht och effektiv erfëllen? Wat fir Beweiser mussen dem Bildungsministère oder der Gemeng hei virgeluecht ginn, fir dass dës Ausbildung d'Krittäre vun der lëtzebuergescher Schoulflicht erfëllt?

5. Wéi vill Kanner a Jugendlecher sinn aktuell am Homeschooling ugemellt, a wéi gëtt an dëse Fäll d'Schoulflicht iwwerpréift?

Réponse (08/06/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. a 4. Den Artikel 4 Paragraph 1 vum Gesetz iwwer d'Schoulflicht (Loi du 23 juillet 2023 relative à l'obligation scolaire) disposéiert: „Tout mineur âgé de quatre ans révolus avant le 1er septembre et ayant sa résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg est soumis à l'obligation scolaire."

Fir de Respekt vun der Schoulflicht ze kontrolléieren, ginn d'Aschreiwunge vun de Schüler an deene verschiddene Schoule mat den Daten aus dem Registre national des personnes physiques (RNPP) verglach. Am RNPP kënnen déi schoulflichteg Schüler iwwert den Alter ermëttelt ginn. Op dës Manéier gëtt séchergestallt, datt all Schüler, deen der Schoulflicht ënnerläit, och effektiv vun enger Beschoulung profitéiert.

Déi zouständeg Servicer vu mengem Ministère kontrolléieren, ob d'Schoulflicht respektéiert gëtt, an dat onofhängeg dovunner, wou déi concernéiert Kanner a jonk Leit am schoulflichtegen Alter beschoult ginn, sief et zu Lëtzebuerg, sief et am Ausland.

Fir Schüler, déi an eng ëffentlech Schoul ginn, ginn d'Aschreiwungen iwwer d'Schoul direkt an den Datebanke vu mengem Ministère renseignéiert.

Fir Schüler, déi an enger Schoul ageschriwwe sinn, déi an de Champ d'application vun der Konventioun iwwer de Statut vun den Europaschoule fält oder an enger Privatschoul, déi vum Lëtzebuerger Staat agreéiert ass, kréien déi zouständeg Servicer vu mengem Ministère d'Aschreiwunge vun de concernéierten Etablissementer iwwer eng speziell dofir ageriichten Applikatioun iwwermëttelt.

Fir Schüler, déi am Ausland beschoult ginn, mussen d'Elteren den zouständegе Servicer vu mengem Ministère e Certificat d'inscription virleeën, aus deem ervirgeet, datt déi concernéiert Schüler reegelméisseg um Unterrecht deelhuelen.

ad 2. Laut dem uewe genannte Gesetz gëllt d'Schoulflicht och fir Kanner a Jugendlecher, déi an enger onstabiller Liewenssituatioun sinn.

Fir Schüler, déi an enger Schoul ageschriwwe sinn, kënnen ënnerschiddlech schoulintern Servicer, wéi beispillsweis de SePAS am Lycée, Hëllef an Ënnerstëtzung ubidden. Parallell dozou gesäit d'Gesetz Mechanisme vir, fir de Suivi vun der Schoulflicht sécherzestellen.

Wann e Schüler net méi reegelméisseg um Ënnerrecht deelhëlt, ginn déi Erzéiungsberechtegt drun erënnert an opgefuerdert, dofir ze suergen, datt d'Schoulflicht respektéiert gëtt. Jee no Entwécklung vun der Situatioun gëtt och d'Jugendgeriicht informéiert (Artikelen 8 an 9 vum genannte Gesetz).

An deem Kontext kann d'Jugendgeriicht, no Analys vun der individueller Situatioun an enger eventueller Enquête, déi néideg Schutz- an Ënnerstëtzungsmesuren huelen, mam Zil, d'Situatioun vum Kand oder Jugendlechen ze stabiliséieren an e gereegelte Schoulparcours am Respekt vun der Schoulflicht ze erméiglechen.

ad 3. Fir schoulflichteg Schüler, géint déi e Renvoi aus engem Lycée gesprach gëtt, gesäit d'ofgeännert Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwer d'Organisatioun vun de Lycéeën (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) an sengem Artikel 43ter Follgendes vir:

„En cas de renvoi, le directeur veille à ce que l'élève et les parents de l'élève mineur soient informés des possibilités de continuation de ses études.

Si l'élève renvoyé est soumis à l'obligation scolaire, le directeur veille à ce qu'il soit scolarisé dans un autre lycée dans la semaine qui suit ce renvoi.

[...].“

D'Schoulen – a Collaboratioun mat den zoustännege Servicer vu mengem Ministère – suergen dofir, datt d'Beschoulung vun dëse Schüler net ënnerbrach gëtt.

Am Fall vun engem Recours géint e Renvoi virun d'Commission de recours en matière disciplinaire bleift de Schüler am ursprénglesche Lycée ageschriwwen, bis déi definitiv Decisioun vun der Kommissioun virläit.

ad 5. 177 Schüler am Grondschoulalter profitéieren aktuell vun engem Enseignement à domicile. Laut dem Artikel 21 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental gëtt den Enseignement à domicile vum Regionaldirekter autoriséiert a kontrolléiert.

85 Schüler am Lycéesalter suivéieren aktuell en Homeschooling. D'Schoulflicht gëtt duerch reegelméisseg Echangë mat den Elteren an de betraffene Schüler kontrolléiert.

Ee Projet de loi iwwert den Enseignement à domicile, deen en harmoniséierte Kader fir béid Ordres d'enseignement soll schafen, ass um Instanzewee.

Travaux d'infrastructure de la rue Clairefontaine à Diekirch | Question **3972** (22/04/2026) de **M. André Bauler** (DP)

D'Kléck, also d'Rue Clairefontaine zu Dikrich, ass zanter dem 15. September 2024 fir den Trafick gespaart, well gréisser Sanéierungsaarbechten néideg waren.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir d'Mobilitéit a fir d'Travaux publics follgend Froe stellen:

1. Wat fir eng Aarbechte goufe genee duerchgefouert?

2. Op wat fir en Niveau gëtt de provisoresche Käschtepunkt geschat? A wat fir engem Mooss ass d'Gemeng Dikrich un der Finanzéierung bedeelegt? Wéi sinn d'Käschte fir d'Aarbechte jeeweils opgedeelt?

3. Wéini soll dës wichteg Stroosseverbindung nees opgoen?

4. Wéi vill Autoe si virum Chantier all Dag duerch d'Kléck gefuer?

5. No den Aarbechten an der Kléck soll den Tronçon tëscht Gilsdref an der Bleesbréck och sanéiert ginn. Wéini géifen dës Aarbechten ufänken?

Réponse (21/05/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Nationalstrooss N17 tëschent Dikrech a Gilsdref (an der Kléck) gëtt am Kader vun dësen Aarbechte komplett reamenagéiert. Dobäi kritt d'Strooss en neien Opbau souwéi en neie Belag. Zousätzlech gëtt d'Gesamtbreet vun de Fuerbunnen op 6,50 Meeter reduzéiert, dat fir d'Trottoiren op béide Säiten op ee Minimum vun 1,5 Meeter ze verbreederen an esou de Confort an d'Sécherheet vun de Foussgängerinnen a Foussgänger ze verbesseren. Dës Amenagementer orientéiere sech ënnert anerem un de Recommandatioune vun der däitscher „Forschungsgesellschaft für Straßen- und Verkehrswesen (FGSV)“.

Ausserdeem gëtt en neie Parksträifen amenagéiert, deen ofwiesselnd op béide Säite vun der Strooss virgesinn ass, fir zur Berouegung vum Verkéier bäizedroen. Iwwert déi ganz Streck verdeelt ginn och insgesamt sechs nei Busarrêten ugeluecht.

Fir d'Accessibilitéit fir Persoune mat visueller Beanträchtegung ze verbesseren, ginn op béide Säite vun alle Foussgängerpassagë podotaktill Sträifen installéiert, déi dëse Persounen eng besser Orientéierung erlaben.

De Projet ëmfaasst zousätzlech d'Erneierung vun allen ënnerierdesche Reseauen, dorënner d'Leitunge vu POST, d'Mësch- a Reewaasserkanalisatioun, souwéi d'Waasser- an d'Gasleitungen.

ad 2. D'Gesamtkäschte fir d'Sanéierung vun der d'Kléck belafen sech den Ament op 10.390.339,86 Euro a verdeele sech wéi follgend: ↑

ad 3. Wann d'Aarbechten nom aktuelle Planning verlafen, soll d'Kléck viraussiichtlech Enn November 2026 nees fir de Verkéier opgoen. Bis dohinner leeft eng Deviatioun iwwert d'Sauerbréck (OA171) duerch Gilsdref, iwwert den CR356A (Rue du Pont) an den CR356 (Rue Principale a Route de Gilsdorf) bis op Dikrech. Dës Deviatioun funktionéiert zefriddestellend a bréngt nëmmen e limitéierten Zäitverloscht mat sech.

ad 4. Am Joer virun den Aarbechten an der Kléck sinn, laut dem permanenten an automatesche Compteur N° 449 vun der Stroossebauverwaltung am Zäitraum vum 1. Januar 2023 an dem 31. Dezember 2023 op der N17 tëscht der Bleesbréck an Dikrech a béid Richtungen duerchschnëttlech 13.725 Gefierer pro Dag gezielt ginn.

ad 5. Den Ufank vun den Aarbechte fir d'Sanéierung vun der Bréck op der Bleesbréck, dem Reamenagement vun der N17, souwéi der Moderniséierung vun den ënnerierdesche Reseauen an der Kléck zu Gilsdref si fir d'Fréijoer 2027 virgesinn.

Litiges dans le secteur des télécommunications | Question **3973** (22/04/2026) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Telekommunikatiounssecteur zu Lëtzebuerg gëtt et laut aktuellen Informatiounen déi meescht vun der ILR festgestallte Litigen tëscht Konsumenten an Ubidder. Dës Konflikter betreffen ënner anerem Froen zu de Konditioune vun de Kontrakter, d'Facturatioun an d'Qualitéit vun de Servicer, wat op eng systematesch Problematik am Secteur hindeite kéint.

Zousätzlech gëtt en neit Instrument zur Verfügung gestallt, dat d'Offere vun den Telekommunikatiounsentreprisë vergläiche soll, an dëst ab e Freideg als Applikatioun. Et ass wichteg ze verstoen, wéi dëst Instrument konzipéiert ass, wéi et d'Konsumenten effektiv schütze kann a wéi eng Roll d'Regierung an d'Reguléierungsbehërde bei der Kontroll vum Secteur spillen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wéi vill Litigen tëscht Konsumenten an Telekommunikatiounsubidder goufen an de leschten dräi Joer beim Institut luxembourgeois de régulation (ILR) a bei der Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) registréiert, a wat sinn déi heefegst Grënn fir dës Konflikter?

2. Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung geholl oder plangt se ze huelen, fir d'Unzuel vun de Litigen am Telekommunikatiounssecteur ze reduzéieren?

3. Wéi gouf dat neit Vergläichsinstrument fir Telekommunikatiounsofferen entwéckelt, wéi eng Instanz ass fir seng Richtegkeet a Vollstännegkeet verantwortlech a wéi gëtt garantéiert, datt d'Daten, déi doran enthale sinn, aktuell an objektiv sinn?

4. Wéi eng Sanktiounsmechanismen existéieren, wann Telekommunikatiounsubidder géint d'Verbraucherrechter verstoussen, a ginn dës als effektiv ugesinn? Ginn d'Sanktioune verstäerkt, wann et sech ëm e widderhuelt Feelverhalen handelt?

Réponse (21/05/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Wat den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) ugeet, weisen déi disponibel Donnéeën, datt de Secteur vun den elektronesche Kommunikatiounsservicer zënter e puer Joer dee Secteur ass, an deem déi meescht Mediatiounsufroe beim ILR registréiert ginn. Am Joer 2023 huet den ILR 98 Mediatiounsufroen an dësem Beräich enregistréiert, am Joer 2024 waren et der 78 an am Joer 2025 waren et der 84.

Dës Zuele mussen awer differenzéiert interpretéiert ginn. Nom méi héijen Niveau am Joer 2023 ass d'Zuel vun de Fäll am Joer 2024 zeréckgaangen, fir am Joer 2025 nees liicht unzeklammen. Et kann also net vun enger kontinuéierlecher Erhéijung geschwat ginn.

Déi heefegst Grënn fir Konflikter am Telekommunikatiounssecteur betreffen haaptsächlech d'Kënnegung vu Servicer, inklusiv Fäll am Zesummenhang mam Portage vun der Telefonsnummer souwéi Beanstandunge vu verrechente Käschten. Dobäi geet et ënner anerem ëm Mankäschten, Käschte bei enger virzäiteger Kënnegung, Installatiouns- oder Interventiounskäschten, awer och ëm Verbrauch ausserhalb vum Forfait, Roaming-Käschten oder Premium-SMS. Zousätzlech ginn och Problemer am Zesummenhang mat kontraktuelle Modifikatiounen, der Servicequalitéit an der Verständlechkeet vun den Offeren ernimmt. Méi detailléiert Informatiounen stinn am „Rapport d'activité annuel du service de médiation“ fir d'Joer 2025, deen um Site vum ILR fräi zougänglech ass.

Et ass och festzehalen, datt de Mediatiounsservice vum ILR an der Majoritéit vun de Fäll zu enger

Léisung féiert. Am Joer 2025 konnte 76 % vun de Litigen, déi beim ILR behandelt goufen, gereegelt ginn.

Wat d'ULC ugeet, sou huet de Service contentieux tëschent dem 1. Januar 2023 an dem 30. Abrëll 2026 am Ganzen 349 Dossieren enregistréiert. Dat geet zum Beispill vun einfachen Informatiounsufroen (51) iwwert Demandë fir en Avis juridique oder eng Assistance juridique (189) bis hin zu Denonciatiounen (28). Dobäi ass et am meeschten ëm Problemer bei de Rechnungen, d'Resiliatioun vum Kontrakt oder gréisser Zomme beim hors Forfait gaangen.

ad 2. D'Regierung an den ILR handelen op verschiddenen Niveauen, fir d'Zuel vu Litigen am Secteur vun den elektronesche Kommunikatiounen ze reduzéieren. D'Gesetz vum 17. Dezember 2021 iwwer d'Reseauen an d'Servicer vun den elektronesche Kommunikatiounen transposéiert de Code européen des communications électroniques a soll ënner anerem d'Rechter vun den Endbenotzer stäerken, d'Vertrags- a Präistransparenz verbesseren an de Verglach vun Offeren erliichteren.

Nieft dëse gesetzleche Mesurë setzt den ILR op eng Politick vun der Preventioun an der Transparenz. Zu dësem Zweck stellt en ënner anerem d'Instrumenter SmartCompare fir de Verglach vun Telekommunikatiounsofferen, Checkmynet fir d'Moosse vun der Qualitéit vum Internetzougang, stopsms.lu fir d'Identifikatioun an d'Blockéiere vu verschiddene Premium-Servicer an de Site myilr.lu, eng Internetsäit, déi speziell fir de Konsument opgestallt ginn ass, mat den heefegste Froen an Äntwerten am Beräich vun den elektronesche Kommunikatiounsservicer, zur Verfügung. Dës Instrumenter droen dozou bäi, datt d'Konsumenten sech besser informéieren, ier si en Abonnement ofschléissen.

D'Direktioun fir Konsumenteschutz ass am reegelméissegen Austausch mam ILR. Déi gutt Kontakter wäerten och an Zukunft gräifen, grad souwéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, wou d'ULC an de Centre européen des consommateurs mat ronderëm den Dësch souzen, fir d'Problemer mat de Premium-SMS zesummen ze geréieren an, wéi et sech an de Statistike vun der ULC weist, staark ze reduzéieren.

ad 3. D'Instrument SmartCompare.lu gouf vum ILR de 14. November 2024 als onofhängegt Vergläichsinstrument fir Telekommunikatiounsofferen zu Lëtzebuerg lancéiert. Dëst Instrument gouf ënner der Verantwortung vum ILR op Basis vum Gesetz vum 17. Dezember 2021 entwéckelt an ass operationell onofhängeg vun de Fournisseuren.

D'Fournisseure si verflicht, d'Informatiounen zu hiren Offeren ze liwweren. D'Vergläichskrittäre goufe vum ILR esou definéiert, datt si kloer, transparent an objektiv sinn a sollen de Konsumenten hëllefen, déi Offer ze fannen, déi am beschte mat hire Bedierfnesser iwwereneestëmmt. SmartCompare enthält Informatiounen iwwer Präisser, Käschten, Forfaiten, d'Qualitéit vum Service an aner relevant Elementer.

De Règlement ILR/T24/11 vum 11. November 2024 encadréiert d'Ëmsetzung vun dësem Vergläichsinstrument duerch d'Operateuren a leet déi technesch Modalitéite fest. Ausserdeem ass virgesinn, datt Endbenotzer dem ILR feelerhaft Informatioune kënne mellen, wat eng zousätzlech Garantie a Bezuch op d'Aktualitéit an d'Richtegkeet vun den Donnéeën duerstellt.

Schliisslech huet den ILR ugekënnegt, datt eng nei, méi kompakt Versioun, déi fir Smartphones an Tabletten optiméiert ass, zënter dem 24. Abrëll 2026 disponibel ass. Dëst entsprécht dem Zil, de Konsumenten e méi einfachen Zougang zu verlässlechen an nëtzlechen Informatiounen ze ginn.

ad 4. D'Telekommunikatiounsoperateuren ënnerleien dem Gesetz vum 17. Dezember 2021 iwwer d'Reseauen an d'Servicer vun den elektronesche Kommunikatiounen. Den Titre III vun deem Gesetz ass de Rechter vun den Endbenotzer gewidmet. Zousätzlech gëtt dëse Kader duerch Reglementer vum ILR konkretiséiert an ergänzt, fir den Endbenotzer eng héich Transparenz an e wierksame Schutz ze garantéieren.

Am Fall vun engem Sträit kann de Konsument sech un de Mediatiounsservice vum ILR wenden, deen eng gratis a fräiwëlleg aussergeriichtlech Léisung vum Litige erméiglecht.

Nieft dëse Rechter vum Endbenotzer besteet och en Opsiichts- a Kontrollmechanismus vum ILR. Wann en Operateur géint seng gesetzlech Obligatioune verstéisst, kann den ILR am Kader vu senge gesetzleche Kompetenzen déi néideg Mesuren huelen. D'Bewäertung vun engem Verstouss an d'Wiel vun den uwennbare Moossname geschéien dobäi no den Ëmstänn vum jeeweilege Fall.

Et kann deemno festgehale ginn, datt de Schutz vun de Konsumenten am Telekommunikatiounssecteur sech op zwou komplementar Saile stäipt: engersäits op déi individuell Rechter vun den Endbenotzer, wéi se am Titre III vum Gesetz verankert sinn, an anerersäits op d'Regulatiouns-, Kontroll- an Iwwerwaachungskompetenze vum ILR vis-à-vis vun den Operateuren.

Ragondin | Question **3974** (23/04/2026) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Viru Joerzéngte gouf zu Lëtzebuerg eng Zort Biber mam Numm Nutria importéiert, deen zënterhier Deel vun eiser Ëmwelt ass. An engem „Wort"-Artikel vum 10. September 2025 ass Follgendes ze liesen:

„Am Haff Réimech und anderen Orten geht die ANF gegen die Nutrias vor, indem sie einzelne Tiere einfängt. Dass sich dadurch die Kolonisierung des Landes stoppen lässt, denkt Laurent Schley nicht. ‚Die Nutrias kriegt man nicht gestoppt. Wir können bestenfalls ihre Ausbreitung bremsen.'"

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi ginn d'Nutriae vun der ANF agefaangen?

2. Wat gëtt mat den Nutriaen, déi vun der ANF agefaange ginn, gemaach? Ginn dës Déieren dout gemaach?

3. Wéi vill Nutriaen huet d'ANF an de leschte Joren agefaangen?

4. Wéi vill Nutriaen huet d'ANF an de leschte Joren dout gemaach?

Réponse (28/05/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Method vum Fänke variéiert mat der Situatioun: et kommen an der Reegel Këschtefalen an/oder Netzer an den Asaz.

ad 2. Jo, dës Déiere ginn neutraliséiert well d'EU-Reglement[2] verbitt invasiv exotesch Aarten, déi sech op der EU-Lëscht befannen (Liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes (EEE) pour l'Union européenne), erëm zeréck an d'Natur ze setzen, an d'Zooen oder Déiereparke mat dësen Aarte saturéiert sinn.

ad 3. a 4. Follgend Statistik🠕 beäntwert d'Froen 3 a 4:

[2] Règlement (UE) n° 1143/2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.

Crédit d'impôt CO_2 | Question **3975** (23/04/2026) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le crédit d'impôt CO_2 (CI-CO_2), destiné aux indépendant·e·s, salarié·e·s et pensionné·e·s, a été introduit dans la suite de l'Accord tripartite du 3 mars 2023. Il vise à compenser les effets de la taxe carbone sur les ménages vulnérables, dans une logique de justice sociale. Dans son Plan social pour le climat, présenté à la Chambre des Députés en avril 2026, le Gouvernement s'est engagé à pérenniser le mécanisme de compensation du CI-CO_2, avec pour objectif de garantir durablement la justice sociale et le pouvoir d'achat des ménages tout en assurant un signal-prix en défaveur des énergies fossiles.

Dans l'analyse des effets attendus de l'introduction de l'ETS2 sur les ménages vulnérables, présentée dans le Plan social pour le climat, il est indiqué que, afin d'assurer une compensation complète pour un prix du carbone de 45 €/t, le montant de base du CI-CO_2 devrait être porté à environ 267 € pour les ménages se trouvant dans le premier quintile de revenus et à 271 € pour le deuxième, alors qu'il est actuellement de 216 € pour un prix du carbone qui se situe déjà à 45 €/t dans le système luxembourgeois actuel.

Selon le plan social, les ménages des premier et deuxième quintiles (Q1 et Q2) sont surcompensés pour la taxe carbone si l'on tient compte d'autres aides, telles que la prime énergie et l'allocation de vie chère. Toutefois, ces aides n'ont pas nécessairement pour vocation de compenser la taxe CO_2, mais constituent plutôt un soutien social face au coût de la vie. Par ailleurs, le plan indique qu'une adaptation des montants et, potentiellement, des seuils de revenu serait nécessaire afin de garantir une compensation intégrale en cas de hausse durable du prix du carbone. Une augmentation du prix du carbone de 1 €/t nécessiterait ainsi une hausse d'environ 6 € du montant de base du CI-CO_2.

Néanmoins, le plan ne précise pas la position du Gouvernement quant à la nécessité d'adapter le CI-CO_2 à court terme ou dans un avenir proche, alors même que le prix du carbone est appelé à augmenter dans les années à venir.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) De quelle manière le Gouvernement compte-t-il pérenniser le mécanisme de compensation du CI-CO_2 ? Le Gouvernement envisage-t-il un mécanisme d'indexation automatique du CI-CO_2 au prix du carbone ? Quel calendrier le Gouvernement envisage-t-il pour la mise en œuvre de cette pérennisation ?

2) Le Gouvernement considère-t-il que le CI-CO_2 devrait, à lui seul, assurer une compensation intégrale de la taxe carbone pour les ménages du premier quintile de revenus ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il une adaptation du montant et des seuils du CI-CO_2 à court terme afin d'assurer une compensation intégrale ?

4) Dans l'affirmative, comment et sur base de quels critères ces seuils seraient-ils révisés ?

Réponse (08/06/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Dans le contexte de la transition climatique, les politiques luxembourgeoises en matière d'aides directes au revenu visent à compenser les effets

socio-économiques des mesures environnementales, en particulier pour les ménages les plus vulnérables. Elles s'inscrivent dans une logique de justice climatique, consistant à veiller à ce que la transition vers une économie bas carbone ne se fasse pas au détriment des populations à faibles revenus.

Au cœur de cette stratégie se trouve le crédit d'impôt CO_2 (CI-CO_2) qui joue un rôle central dans l'atténuation des hausses de prix liées à la taxe carbone pour les ménages à revenu modeste. Alors que le prix du carbone dans le cadre de l'ETS2 n'est à l'heure actuelle pas encore connu, il est prématuré de se prononcer sur une éventuelle adaptation des montants et seuils de revenus applicables en matière de CI-CO_2. S'y ajoute que l'allocation de vie chère et la prime énergie constituent d'autres éléments pour compenser la hausse des prix.

Trafic « um Bann » entre Medernach et Christnach | Question **3977** (23/04/2026) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Awunner aus der Gemeng Ärenzdall hu sech rezent an engem ëffentleche Bréif beschwéiert, datt zig Autosfuerer sech iwwer Feldweeër an hirer Géigend beweegen, amplaz déi virgeschriwwen Deviatiounen ze notzen, déi wéinst dem Chantier am Zentrum vun der Fiels ageriicht gi sinn. Effektiv renne ganz vill Autoen iwwer d'Feldweeër um Bann tëscht Miedernach a Chrëschtnech, déi absolutt net dofir ausgeriicht sinn, wat natierlech zu riskante Manövere féiert an och d'Bauere bei hirer Aarbecht op der Gewan behënnert.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Goufen an deem Kontext scho Kontrolle vun der Police duerchgefouert? Falls jo, wéi vill Verstéiss goufen dobäi festgestallt a goufen och Protokolle geschriwwen?

2. Falls nee, ass den Här Minister bereet, fir speziell Kontrollen op dëse Schläichweeër duerchzeféieren, virun allem a punkto Vitess a Fuerverhalen?

Réponse (19/05/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Op der Plaz „um Bann" tëscht Miedernach a Chrëschtnech goufen am Kontext vum Chantier am Zentrum vun der Fiels nach keng cibléiert Kontrolle vun der Police duerchgefouert.

Dat zoustännegt Kommissariat Ernz ass a reegelméissegem Austausch mat de Gemengenautoritéiten an et ginn och reegelméisseg Kontrollen an der Gemeng Ärenzdall gemaach.

D'Gemeng an d'Police stinn och spezifesch zum viséierte Chantier a Kontakt, well et eng änlech Situatioun um „Renkebierg" ginn ass. Do goufen an der Tëschenzäit Kontrolle gemaach an et goufe keng Verstéiss festgestallt.

Renforcement des effectifs I-EBS et A-EBS | Question **3978** (23/04/2026) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Au mois de mars, Monsieur le Ministre a présenté un Plan d'action pour l'inclusion scolaire dans l'enseignement fondamental. Parmi les mesures phares de ce plan figure le renforcement des ressources I-EBS et A-EBS intervenant dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques. Le dossier de presse afférent indique que le ministère a entamé l'attribution d'un deuxième I-EBS à certaines écoles « présentant un indice socio-économique faible » et que « ce renforcement sera progressivement étendu à d'autres établissements ».

Le plan d'action indique en outre que chaque école devra disposer d'un.e A-EBS, voire d'une deuxième ressource pour les écoles réparties sur plusieurs bâtiments.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il présenter une liste exhaustive des écoles fondamentales qui se sont vues attribuer un renforcement du nombre d'I-EBS au cours des deux dernières années, en indiquant, pour chaque école, le nombre d'élèves et l'indice socio-économico-culturel synthétique de la commune ?

2) Quels ont été les critères de répartition pour l'attribution de ces augmentations d'effectifs ? Existe-t-il une formule précise pour déterminer la priorisation des affectations ?

3) Quel est le rythme prévu pour l'extension du renforcement annoncé dans le cadre du Plan d'action pour l'inclusion scolaire dans l'enseignement fondamental ? Combien de postes additionnels sont concrètement prévus par année ?

4) L'indice socio-économico-culturel sera-t-il l'unique critère d'attribution pour les postes additionnels ou existe-t-il d'autres critères ou modalités ? Dans l'affirmative, existe-t-il une formule précise afin d'assurer une répartition selon les besoins ?

5) Concernant l'affectation des A-EBS, Monsieur le Ministre peut-il présenter une liste actualisée et exhaustive du nombre d'A-EBS par école ? La répartition des effectifs additionnels se fera-t-elle selon le même principe que pour les I-EBS ?

Réponse (28/05/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Tableau

ad 2) à 4) Tel que précisé dans ma réponse à la question parlementaire n° 3749, « le nombre d'élèves par école et les besoins en relation avec la composition socio-économique et socio-culturelle de la population scolaire sont prises en compte dans le contexte de l'attribution de ces ressources supplémentaires.

Le programme gouvernemental prévoit le recrutement d'I-EBS additionnels afin de répondre aux besoins des élèves de l'enseignement fondamental. Dans le cadre de l'année scolaire en cours et selon une logique de recrutement progressif, dix postes supplémentaires ont d'ores et déjà été pourvus.

Dans le prolongement de ce premier renforcement, il est prévu que, au cours des prochaines années, les écoles de l'enseignement fondamental présentant un indice social défavorable seront dotées d'un deuxième I-EBS. Afin d'assurer une mise en œuvre graduelle de cette mesure, ce recrutement est prévu sur une période de trois ans. »

ad 5) Pour la rentrée scolaire 2026-2027, chaque école fondamentale communale bénéficiera de l'intervention d'un assistant pour élèves à besoins éducatifs spécifiques (A-EBS). L'attribution des ressources supplémentaires se fera suivant la même logique que pour les instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs spécifiques (I-EBS).

Vaccination contre la grippe saisonnière | Question **3980** (23/04/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Chaque année, le Ministère de la Santé organise une campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière. À compter de la saison 2025-2026, cette campagne est étendue, au-delà des groupes de population à risque élevé, aux enfants et aux jeunes âgés de deux à dix-sept ans, qui bénéficient désormais d'un accès à la vaccination à titre gratuit. Cette mesure vise à réduire la fréquence des infections ainsi que les risques de transmission à des populations vulnérables.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quel est le nombre de personnes ayant bénéficié d'une vaccination contre la grippe saisonnière au cours des cinq dernières saisons, et quelle est la répartition par tranches d'âge de ces personnes vaccinées ?

2) Quelle a été l'évolution du nombre de cas d'infection par la grippe saisonnière au cours des cinq dernières années ?

3) Quelle a été l'évolution de la mortalité attribuable à la grippe saisonnière au cours des cinq dernières années ?

Réponse (21/05/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le Luxembourg ne dispose pas, à l'heure actuelle, de registre national de vaccination permettant de suivre avec exactitude le taux de vaccination parmi la population. Les données disponibles proviennent d'un côté, de la Caisse nationale de santé (CNS) et concernent la prise en charge des vaccinations contre la grippe facturées aux personnes âgées de 65 ans et plus ainsi qu'aux adultes et mineurs présentant des risques particuliers, conformément à l'article 3 de la Convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la CNS portant institution d'un programme de vaccination de certaines personnes à risque contre la grippe[3].

Tableau 1 : Nombre de patients ayant bénéficié d'un remboursement pour une vaccination contre la grippe saisonnière par tranche d'âge et par semestre – Luxembourg (2021-2026)

D'un autre côté, les données relatives au nombre de vaccins contre la grippe saisonnière commandés et distribués aux pharmacies par les grossistes-répartiteurs pharmaceutiques présents sur le territoire national permettent d'observer l'évolution des volumes mis à disposition sur le marché luxembourgeois au cours des dernières saisons grippales. Il convient toutefois de préciser que ces volumes ne reflètent pas nécessairement le nombre de vaccinations effectivement réalisées.

Tableau 2 : Évolution des ventes de vaccins antigrippaux par les grossistes luxembourgeois

En conclusion, le nombre de vaccins antigrippaux distribués aux pharmacies d'officine chaque année surpasse largement le nombre de vaccins antigrippaux remboursés par la CNS. Cet écart s'explique notamment par le fait qu'une partie des vaccinations est réalisée en dehors du champ de remboursement prévu par cette convention, par exemple auprès de personnes ne remplissant pas les critères de prise en charge ou relevant d'autres régimes d'assurance maladie. Par ailleurs, certaines campagnes de vaccination organisées au sein d'entreprises ou d'administrations publiques, ainsi que la campagne de vaccination pédiatrique introduite au cours de la saison 2025-2026 à destination des enfants et adolescents âgés de 2 à 17 ans (4.568 doses prises en charge par la Direction de la santé), peuvent également contribuer à cette différence.

[3] cns-etat-grippe.pdf

ad 2) L'évolution du nombre de cas de grippe saisonnière notifiés au cours des cinq dernières années est indiquée ci-dessous. Dans l'ensemble, le nombre de cas déclarés est resté relativement stable au cours des dernières saisons grippales, tout en présentant une légère diminution par rapport à la saison précédente.

Nombre de cas de grippe déclarés

ad 3) L'estimation de la mortalité attribuable à la grippe saisonnière demeure complexe, notamment en raison de l'encodage des causes de décès ; les décès pouvant survenir dans un contexte de pathologies chroniques ou de complications concomitantes. Sur la base des données disponibles pour les deux dernières saisons grippales, 54 décès survenus durant la saison 2024-2025 pourraient être liés à une infection grippale récente, contre 44 durant la saison 2025-2026.

« ONE-Schouldéngscht » | Question **3981** (23/04/2026) de **M. Dan Biancalana** | **Mme Francine Closener** (LSAP)

La création du ONE-Schouldéngscht, fin 2025, constitue une évolution importante dans l'organisation de l'accompagnement des enfants et des parents au niveau de l'enseignement fondamental.

Dans ce contexte, il est essentiel de clarifier la répartition des rôles, des compétences et des champs d'intervention entre ce nouveau service et les services de santé scolaire existants.

Une coordination efficace entre ces différents acteurs est indispensable afin d'éviter les doublons, de garantir la continuité du suivi des élèves et d'assurer une prise en charge cohérente des besoins en matière de santé, de prévention et de bien-être à l'école. Cette collaboration soulève toutefois plusieurs questions quant aux responsabilités respectives, aux mécanismes d'échange d'informations, aux procédures d'orientation, ainsi qu'aux moyens humains et organisationnels mis à disposition.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Comment le Gouvernement définit-il aujourd'hui le rôle respectif des services de santé scolaire et du ONE-Schouldéngscht ?

2) Quelles sont les compétences exactes attribuées au ONE-Schouldéngscht, et en quoi se distinguent-elles de celles des services de santé scolaire ?

3) Dans quels domaines d'intervention les deux services sont-ils appelés à collaborer, notamment en matière de prévention, de dépistage, d'orientation et d'accompagnement des élèves ?

4) Existe-t-il des protocoles, lignes directrices ou conventions de collaboration encadrant les échanges entre les services de santé scolaire et le ONE-Schouldéngscht ? Dans l'affirmative, peuvent-ils être détaillés ?

5) Comment est garanti le respect du secret professionnel, de la protection des données personnelles et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre de cette collaboration ?

6) Quelles formations, informations ou outils de coordination sont prévus pour les professionnels concernés afin de faciliter cette nouvelle organisation ? Le Gouvernement estime-t-il que les ressources humaines et matérielles actuellement disponibles sont suffisantes pour permettre une collaboration efficace entre les services concernés ?

7) Quels sont, selon les ministres, les principaux défis à moyen et long terme posés par cette nouvelle articulation entre santé scolaire et ONE-Schouldéngscht ?

8) Quelles évaluations le Gouvernement entend-il mettre en place afin de mesurer l'efficacité de cette collaboration et, le cas échéant, d'y apporter des adaptations ?

Réponse (01/06/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le rôle du service ONE-Schouldéngscht s'inscrit dans la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille, qui confie à l'Office national de l'enfance (ONE) la mission de veiller à la mise en œuvre des aides autour des enfants, des jeunes et de leurs familles et à l'évaluation individuelle des ressources et des difficultés d'enfants, de jeunes adultes et de familles, comme énoncé à l'article 6 de loi susmentionnée.

Implanté au sein des directions régionales de l'enseignement fondamental, ce service renforce le lien entre l'école et le dispositif d'aide à l'enfance et à la famille. Cette proximité permet une intervention précoce et préventive dès l'apparition des premiers signes de préoccupation concernant un enfant.

Les services de santé scolaire de la Direction de la santé ont une mission de surveillance médico-socio-scolaire.

ad 2) Les compétences du ONE-Schouldéngscht s'exercent, avec l'accord des parents, lorsque les préoccupations concernant un élève dépassent le cadre strictement scolaire et touchent également sa situation familiale ou sociale. Dans ces situations, les professionnels du contexte scolaire peuvent solliciter le service afin qu'il mobilise ses compétences d'évaluation psychosociale, d'orientation et de coordination des aides relevant du dispositif de l'aide à l'enfance et à la famille.

En collaboration avec les parents, le ONE-Schouldéngscht réalise une évaluation des besoins de l'enfant et de sa famille et met en place, selon la situation, les aides prévues par le dispositif, telles que :

– l'aide socio-familiale à domicile ;
– l'assistance psychique, sociale ou éducative en famille ;
– les consultations psychologiques ou psychothérapeutiques ;
– l'intervention précoce orthopédagogique ;
– le soutien psychosocial par la psychomotricité.

Lorsque nécessaire, il assure également l'orientation vers d'autres services spécialisés.

Dans une logique de prévention et de soutien précoce, l'agent de l'ONE-Schouldéngscht exerce en outre un mandat de membre permanent de la Commission d'inclusion, instance réunissant les professionnels de l'éducation et de l'accompagnement pour analyser les besoins de l'enfant et proposer des mesures de soutien adaptées.

Les services de santé scolaire de la Direction de la santé pour leur part ont une mission clairement établie de surveillance médico-socio-scolaire, définie par le cadre légal existant (loi du 2 décembre 1987, règlement grand-ducal du 24 octobre 2011), centrée sur :

– les bilans de santé obligatoires,
– le dépistage précoce de troubles de santé,
– la promotion de la santé et la prévention en milieu scolaire,
– la réalisation d'un bilan social et la coordination avec les services concernés.

Ils relèvent exclusivement de compétences médicales, paramédicales et médico-sociales, exercées par du personnel soumis au secret médical et professionnel, dans un cadre réglementé en matière de santé publique. Les services de médecine scolaire sont, de par les missions qui leur sont attribuées dans la loi, les acteurs de première ligne en termes de santé des enfants et adolescents dans les écoles. Les équipes sont des équipes médico-socio-scolaires agréées garantissant une approche intégrée du volet médical et du volet social et elles collaborent aux tâches sociales en liaison étroite avec les commissions scolaires et les services spécialisés de l'éducation nationale.

ad 3) Chaque service intervient dans le cadre de ses compétences respectives, afin d'assurer une prise en charge globale, cohérente et centrée sur l'intérêt de l'enfant.

Les domaines dans lesquels une collaboration entre l'ONE-Schouldéngscht et les services de santé scolaire est pertinente comprennent notamment l'identification précoce de situations de vulnérabilité chez les élèves, l'orientation vers des services adaptés, ainsi que la prévention et la promotion de la santé.

ad 4) Comme le service ONE-Schouldéngscht est un nouveau service, des échanges interservices sont en cours afin de définir et de formaliser des procédures de collaboration communes.

Par ailleurs, l'ONE ayant pour mission d'assurer la coordination des aides autour de l'enfant est amené à collaborer étroitement avec l'ensemble des services et professionnels impliqués dans la situation de l'enfant. Cette approche partenariale et interdisciplinaire fait ainsi déjà partie intégrante des pratiques de terrain.

ad 5) L'ONE-Schouldéngscht applique strictement le Règlement général sur la protection des données et les dispositions prévues à l'article 7 de la loi a loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille. Le traitement des données relève de la responsabilité de l'ONE, et les informations ne sont échangées qu'en fonction du principe de proportionnalité, dans la limite des missions légales de chaque acteur et dans l'intérêt supérieur de l'enfant. L'intervention du service auprès d'un enfant se fait avec l'accord des parents, sauf situations prévues par la loi en matière de protection de l'enfance. Le dossier nominatif peut être consulté par les parents et par l'enfant capable de discernement, et les données utilisées à des fins statistiques ou de recherche sont préalablement anonymisées.

Les services de santé scolaire sont strictement soumis au secret médical, aux règles en matière de protection des données (RGPD) et au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant. Dans ce cadre, des procédures sont mises en œuvre afin de maitriser les risques, et également d'avoir des conduites à tenir en cas de bris de ces engagements.

Toute collaboration est soumise au respect des engagements :

– respecter ces obligations légales,
– s'inscrire dans un cadre clairement défini,
– garantir que tout échange d'informations se fasse de manière proportionnée, justifiée et sécurisée dans l'intérêt de l'enfant.

ad 6) Les professionnels de l'ONE-Schouldéngscht bénéficient tous de formations spécifiques dans le cadre du plan de formation de l'ONE, garantissant ainsi des compétences adaptées à l'accompagnement des enfants, des jeunes et de leurs familles.

Ces formations portent notamment sur l'approche systémique, la théorie de l'attachement ainsi que la prise en compte des traumatismes. Dans l'analyse et l'accompagnement des situations, les professionnels s'appuient également sur les outils de la méthodologie SOP (Sicherheitsorientierte Praxis), une approche centrée sur les ressources, la sécurité et les compétences des familles.

Le service ONE-Schouldéngscht a d'ores et déjà été présenté dans différents groupes de travail et instances de concertation, au fur et à mesure des étapes de son implémentation.

L'ONE-Schouldéngscht est actuellement présent dans l'ensemble des directions régionales de l'enseignement fondamental. Il est par ailleurs prévu d'augmenter progressivement les ressources humaines.

ad 7) La coordination et la complémentarité entre l'ONE-Schouldéngscht et les services de santé scolaire seront continuellement renforcées, en collaboration avec les intervenants de l'enseignement fondamental. L'ensemble de ces acteurs garantit une approche cohérente, harmonisée et centrée sur les besoins des enfants.

ad 8) S'agissant d'un nouveau service, l'ONE-Schouldéngscht fera l'objet d'évaluations régulières dans le cadre de son projet d'implémentation. Ces évaluations porteront également sur les modalités de collaboration entre les différents acteurs. L'efficacité de cette collaboration sera appréciée au regard de son impact concret sur le bien-être de l'enfant et de sa famille.

Messages d'alerte à la population en rapport avec les fumées provenant de l'incendie des Hautes Fagnes | Question urgente **4625** (17/08/2026) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

E Freideg, de 14. August 2026, ass géint der Mëtteg am „Hohen Venn" an der Belsch e Groussbrand ausgebrach, deen d'Autoritéiten aktuell ëmmer nach an Otem hält. Am Laf vum Samschdeg sinn d'Auswierkunge vun deem Brand och zu Lëtzebuerg ze spiere gewiescht. Samschdes owes war esou z. B. plazeweis am Éislek en däitleche Brandgeroch ze verzeechnen, d'Loftqualitéit war deemno beanträchtegt, eppes, wat och visuell wouerzehuele war. Iwwer Nuecht hunn d'Auswierkunge vum Groussbrand däitlech zougeholl, a sonndes moies war op ville Plazen d'Siichtqualitéit däitlech ageschränkt, notamment och am Norde vum Land, an de Brandgeroch war massiv.

Den torfhaltege Buedem, deen am „Hohen Venn" verbrannt ass, setzt Gëftstoffer ewéi Feinstëbs, Kuelemonoxid, Stéckoxiden, Schwiefeldioxid a Kuelewaasserstoff (PAK) fräi, déi noweislech gesondheetlech Schied kënne verursaachen.

Déi belsch interregional Ëmweltagence (IRCEL – CELINE) huet gëschter, also e Sonndeg, de 16. August 2026, stënterlech Miessunge veröffentlecht, wat d'Loftqualitéit ugeet, déi en däitleche Risiko am Hibléck op de Feinstëbs uweisen.

Zu Lëtzebuerg ass eng éischt Alert awer eréischt sonndes um 8.58 Auer publizéiert ginn. E Warnhiweis per SMS, fir d'Fënsteren zouzemaachen, koum eréischt gëschter Owend um 19.55 Auer.

Bis dohi war d'Bevëlkerung plazeweis scho massivem Damp ausgesat, eng Situatioun, déi grad fir krank Mënschen eng Belaaschtung respektiv geféierlech ka sinn.

An deem Kontext stellen sech dach awer eng ganz Rei Froen am Hibléck op Informatiounspolitick an Transparenz.

Dowéinst wëll ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Firwat hunn déi national Autoritéiten net méi proaktiv a preventiv iwwer d'Gesondheetsrisiken informéiert, déi mam Brand am „Hohen Venn" verbonne waren?

2. Firwat gouf den LU-Alert-System e Samschdeg eréischt sonndes um 8.58 Auer aktivéiert? Wéi eng Critèren hunn dës Verspéidung gerechtfäerdegt?

3. Firwat goufen eréischt sonndes kuerz viru 15.00 Auer LU-Alert-SMSen un d'Bierger am Norde geschéckt? Firwat um 20.00 Auer nach emol eng LU-Alert SMS, wou et op eemol heescht „Rauch vorsorglich Fenster schließen", dat nodeems den Haaptdamp tëscht 9.00 a 14.00 Auer am Norde vum Land eriwwergezunn ass? Firwat ass dësen Opruff net an der Haaptbelaaschtungszäit sonndes moies erausgaangen?

4. Op wéi enger wëssenschaftlecher an operationeller Basis gouf den Alarmniveau als einfach Informatioun an net als Gesondheets- oder Ëmweltwarnung agestuuft?

5. Wéi schätzt d'Regierung den allgemenge Risiko an, grad och fir eeler Leit oder krank Mënschen, dee mam Fräisetze vun de séllege Gëftstoffer, virun allem dem däitlech erhéichte Feinstëbs-Wäert, deen déi belsch Ëmweltautoritéit nogewisen huet, verbonnen ass?

6. Wéi eng konkreet Moossname goufen ergraff, wuelgemierkt e Samschdeg Owend wéi och e Sonndeg tëscht 9.00 a 15.00 Auer, fir d'Awunner vun de betraffene Gemengen iwwer déi potenziell Geforen ze informéieren, déi mam Anootme vu Feinstëbs an anere Substanze verbonne sinn?

7. Firwat gouf keng spezifesch Informatiounscampagne fir vulnerabel Gruppen duerchgefouert, besonnesch fir Kanner, eeler Leit, schwanger Fraen a Leit, déi u respiratoreschen oder kardiovaskuläre Krankheete leiden?

8. Waren an den Ae vun der Regierung d'Informatiounen, déi un d'Ëffentlechkeet weidergeleet goufen, komplett ausräichend, kloer, transparent an zougänglech?

9. Gi respektiv goufe wärend dem Brand systematesch, esou wéi an der Belsch, Loftqualitéitsmiessungen duerchgefouert an d'Resultater lafend a komplett publizéiert?

10. Firwat goufe vun den zouständegen nationalen Autoritéite bis 19.30 Auer respektiv 20.00 Auer e Sonndeg Owend keng spezifesch Consignen, wat de Schutz vun der Gesondheet am Hibléck op Fräizäitaktivitéiten, d'Beléftung vun Haiser oder de Schutz vu vulnerabele Persounen ugeet, erausginn?

11. Gëtt eng onofhängeg Evaluatioun vun der Gestioun vun dësem Virfall duerchgefouert, fir all d'Mängel bei der Informatiounspolitick an dem Schutz vun der Ëffentlechkeet ze identifizéieren?

12. Wéi eng Lektiounen zéien déi national Autoritéiten aus dëser Situatioun, fir d'Gestioun vu méiglechen zukünftege grenziwwerschreidenden Ëmwelt- a Gesondheetskrisen ze verbesseren?

13. Erkennen déi national Autoritéiten un, datt de Virsiichtsprinzipp eng méi séier a méi entscheedend Kommunikatioun mat der Ëffentlechkeet hätt rechtfäerdege kënnen?

14. Kënnen déi national Autoritéiten de Moment garantéieren, datt et kee kuerz- oder laangfristege Gesondheetsrisiko fir d'Awunner gouf, déi dem Damp ausgesat waren? Wa jo, op wéi enge wëssenschaftlechen Analyse baséiert dës Ausso?

15. Gesäit d'Regierung am Hibléck op hir Informatiounspolitick, och wat den LU-Alert System ugeet, e Vertrauensverloscht? Wat jo, wéi wëll d'Regierung dat verluerent Vertrauen erëmgewannen? Wat bedeit dëse Virfall fir d'Resilienzstrategie?

Réponse (24/08/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Kommunikatioun huet sech un enger konstanter a fachlecher Analys vun der Situatioun orientéiert an sech op déi zu deem Zäitpunkt disponibel Informatioune baséiert.

Mat zouhuelenden Informatiounen zu an Erkenntnisser iwwer d'Entwécklung vun der Loftqualitéit gouf d'Kommunikatioun entspriechend ugepasst.

Dobäi gouf besonnesch op Moossnamen, fir d'Expositioun ze reduzéieren, an op de Schutz vu vulnerabele Persounen higewisen.

ad 2. D'Warnstuf gëtt op Basis vun den zu deem Zäitpunkt disponibelen Informatiounen an de festgeluechte Krittäre bestëmmt. D'Situatioun gouf deemno zu deem Zäitpunkt als Informatioun agestuuft. Wéinst verschiddenen Uriff bei der Noutruffzentral 112 gouf scho samschdes eng Informatiounsmeldung iwwer d'LU-Alert-App verbreet, fir d'Bevëlkerung ze informéieren an eng méiglech Iwwerlaaschtung vun der Noutruffzentral ze vermeiden. D'Situatioun gouf kontinuéierlech suivéiert an d'Kommunikatioun un déi jeeweileg Lag ugepasst.

Nodeems de CGDIS Kenntnis iwwert d'Bränn an den Hautes Fagnes hat, huet dësen e permanente Monitoring vun der Kommunikatioun zu der Situatioun gemaach. Sou konnt och séchergestallt ginn, dass déi Messagen, déi de CGDIS un d'Populatioun zu Lëtzebuerg erausginn huet, kohärent an ofgestëmmt zu deenen aus den Nopeschlänner waren.

Sou si samschdes, de 15. August 2026 zum Beispill schonn an Däitschland éischt Informatiounen un d'Populatioun erausgaang, fir dës iwwert eng méiglech „Geruchsbelästigung" a Kenntnis ze setzen. Iwwert den däitsche Warnsystem fënnt een iwweregens all d'Informatiounen op https://warnung.bund.de/startseite.

Nodeems de Central des secours d'urgences – 112 (CSU –112) am Laf vum fréien Owend éischt Appeller vu Leit krut, déi drop opmierksam gemaach hunn, dass et lokal no Feier géing richen, huet de CGDIS, sou wéi et de 24. Juli 2024 vum Regierungsrot an der Gouvernance vun LU-Alert festgehal ginn ass, e Samschdeg Owend géint 20.15 Auer eng Informatioun (Niveau Gréng) iwwert de Warn- an Informatiounskanal vun der LU-Alert App erausgeschéckt. Dëse Message hat als Zil, d'Leit driwwer ze informéieren, dass et bei eis am Land, wéinst enger Rei Vegetatiounsbränn an Däitschland an an der Belsch, no Damp kéint richen. De Message hat och als Zil, dass d'Noutruffzentral CSU – 112 duerch ze vill Appeller net sollt iwwerlaascht sinn, well jo gewosst war, wou den Dampgeroch hierkéim.

Well sech d'Situatioun an den Hautes Fagnes bis sonndes, de 16. August moies net verbessert hat, an am Laf vum Dag och ëmmer nees Appeller um CSU – 112 ukomm sinn, gouf säitens dem CGDIS decidéiert, d'Informatioun vu samschdes nach eemol erauszeschécken, dës Kéier awer iwwer SMS, fir esou méi Leit um Territoire vum Land ze erreechen. Dëse Message ass géint 15.00 Auer erausgaang. Den Niveau vum Message war nach ëmmer dee vun der Informatioun, sou wéi dat och an den Nopeschlänner de Fall war.

Et sief hei nach preziséiert, dass de CGDIS säit samschdes beméit war, bei alle concernéierte staatlechen Acteuren Informatiounen ze sammelen.

ad 3. Eng regional Warnung setzt viraus, datt déi betraffe Géigende mat genuch Zouverlässegkeet bestëmmt kënne ginn. Wéinst der dynamescher meteorologescher Situatioun war dat nëmme begrenzt méiglech. D'Ausbreedung vum Damp hänkt ënner anerem vun der Wandrichtung, der Wandvitess an de lokale Wiederkonditiounen of a kann sech kuerzfristeg änneren. Dofir gouf d'Entwécklung permanent observéiert an d'Informatioun vun der Bevëlkerung un déi jeeweileg verfügbar Lagebewäertung ugepasst.

D'Situatioun gouf kontinuéierlech observéiert an d'Kommunikatioun gouf un déi aktuell Erkenntnisser ugepasst. Bannent der Cellule d'évaluation gouf d'Situatioun gemeinsam vun de betraffene Fachverwaltungen analyséiert a bewäert.

Opgrond vun der Äntwert op d'Fro 2 muss hei preziséiert ginn, dass d'Gestioun vun der Situatioun vun engem gewësse Moment un an d'Kompetenz vun enger interministerieller Cellule d'évaluatioun iwwergaang ass, déi vum Haut-Commissariat à la protection nationale presidéiert ginn ass.

Doropshi gouf decidéiert wéi eng Kommunikatiounsaktioune geholl solle ginn. Et sieft ze bemierken, datt aus technesche Grënn d'Charakteren am SMS limitéiert sinn an duerfir och parallell ee Communiqué preparéiert ginn ass an d'Internetsäiten à jour gesat gi sinn. Zu deem Moment waren d'Schwellewäerter net erreecht.

Déi aktuell Prozeduren, genee wéi déi nei europäesch Loftqualitéitsdirektiv, déi momentan ëmgesat gëtt, gesi vir, datt am Fall vun héije Feinstaubwäerter eng Ëmweltinformatioun respektiv eng Warnung eréischt no engem Dag erausgi gëtt. De Grond dofir ass, datt de Kuerzzäitgrenzwäert fir Feinstaub als Dagesmëttelwäert definéiert ass. Bei anere Schuedstoffer, wéi zum Beispill dem Ozon, gëtt et dogéint Schwellewäerter op Stonnebasis. An deene Fäll gëtt méi séier reagéiert.

Laut der neier europäescher Direktiv 2024/2881 geet eng Ëmweltinformatioun eraus, nodeems de Feinstaub PM10 wärend engem Dag iwwert 90 Mikrogramm/m^3 läit. Eng Ëmweltwarnung geet dann eraus, wann de Feinstaub wärend 2–3 Deeg iwwert 90 Mikrogramm/m^3 läit. Am Fall vun der Feinstaubbelaaschtung vu leschtem Weekend loung den héchst gemoossenen Dageswäert de Sonnden, 16. August 2026, bei 107 Mikrogramm/m^3. Den Dag drop loung den héchst gemoossenen Dageswäert bei 59 Mikrogramm/m^3, also ënnert dem Schwellewäert vun 90 Mikrogramm/m^3 an deemno geet no der Ëmweltinformatioun net nach eng Ëmweltwarnung eraus.

ad 4. Als Éischt gëtt op d'Äntwert op d'Fro 3 verwisen.

D'Cellule d'évaluation huet d'fachlech Bewäertunge vun de bedeelegte Stellen zesummegefouert, fir eng Gesamtbewäertung vun der Situatioun an déi dorop opbauend Kommunikatiounsmoossnamen ze definéieren.

ad 5. D'Verbrennung vu Vegetatioun, a besonnesch vun Torfbuedem, setzt eng Mëschung vu Feinstëbspartikele fräi, déi Auswierkungen op d'Gesondheet kënnen hunn.

Wann een déi begrenzten Dauer vum Expositiounspic zu Lëtzebuerg berécksiichtegt, ass de Risiko fir déi allgemeng gesond Bevëlkerung niddereg bliwwen.

Eng kuerz Expositioun un héije Feinstëbs-Konzentratioune kann – wann iwwerhaapt – zu temporären a reversibele Symptomer, wéi enger Reizung vun den Otemweeër an den Aen an/oder Houscht, féieren.

Fir vulnerabel Persounen ass de Risiko méi grouss. Bei hinne kann och eng kuerz Expositioun eng Verschlëmmerung vun de Symptomer oder souguer Komplikatioune mat sech bréngen, déi eng medezinnesch Behandlung erfuerderen.

D'Aktivitéitszuele vun de Spideeler weisen awer op keng signifikativ Erhéijung vun de Consultatiounen am Zesummenhang mat der Damp-Expositioun hin.

ad 6. Als Éischt gëtt op d'Äntwert op d'Fro 2 verwisen.

Doriwwer eraus hunn eng ganz Rei Gemengen autonom op den Incident reagéiert an hir Bierger iwwert d'Bränn am noen Ausland, wéi och iwwer déi néideg Rotschléi a méiglech Konsequenze fir d'Bierger informéiert. An all exceptioneller Situatioun, ob dat e gréissert Accident, eng Katastroph oder eng Kris ass, sinn d'Gemengen, nieft dem Staat an de Rettungsdéngschter ee vun de wichtegste Partner wann et ëm d'Informatioun vun der Populatioun geet. Dass eng Rei Gemengen am Kader vun dësem Incident eegestänneg gehandelt hunn ass richteg a luewenswäert a komplett an der Linn vun den Objektiver vun de lokale Resilienzpläng (Plan local de résilience (PLR)).

Wéinst verschiddenen Uriff bei der Noutruffzentral 112 gouf samschdes eng Informatiounsmeldung iwwer d'LU-Alert-Applikatioun verbreet.

ad 7. Vun Ufank u gouf an der offizieller Kommunikatioun recommandéiert besonnesch op vulnerabel Gruppen opzepassen, wéi z. B. op Puppelcher a jonk Kanner, eeler Leit, schwanger Fraen a Leit, déi u respiratoreschen oder kardiovaskuläre Krankheete leiden.

ad 8. D'Zil vun de bedeelegte Verwaltunge war an ass et (ëmmer), d'Bevëlkerung zäiteg, verständlech an op Basis vun de jeeweileg disponibele gesécherten Informatiounen ze informéieren. D'Kommunikatioun muss dobäi permanent un nei Erkenntnisser ugepasst ginn. Onofhängeg dovu gëtt et als sënnvoll ugesinn, no esou engem Evenement d'Kommunikatioun an déi agesate Prozeduren ze evaluéieren an ze préiwen, ob Verbesserungen a Bezuch op Schnellegkeet, Verständlechkeet oder Reechwäit méiglech sinn.

ad 9. D'Loftqualitéit gëtt duerch dat bestoend Miessnetz vun der Administration de l'environnement kontinuéierlech iwwerwaacht. Wéi am Communiqué vum 17. August erkläert, sinn d'aktuell stënnerlech Konzentratioune vu PM10 a PM2,5 ëffentlech zougänglech. D'Applikatioun „Meng Loft" stellt zousätzlech d'Wäerter iwwer 24 Stonnen zur Verfügung.

D'Ëmweltverwaltung féiert systematesch a kontinuéierlech Loftqualitéitsmiessungen op feste Miessplazen uechtert d'Land duerch, esou wéi dat och an all deenen aneren europäesche Länner virgesinn ass. D'Resultater gi lafend an am Stonnentakt op emwelt.lu an an der App „Meng Loft" aktualiséiert a publizéiert.

Et sief nach drop higewisen, datt et sech ëm e kuerzfristegt an onerwaart Evenement gehandelt huet, dat nëmme wärend e puer Stonnen zu aussergewéinlech héije Konzentratioune geféiert huet. Och op der Miessstatioun zu Vielsalm an der Belsch, ronn 14 km nërdlech vu Lëtzebuerg, gouf déi selwecht Entwécklung festgestallt: D'Wäerter si moies, de 16. August, a kuerzer Zäit markant geklommen a no ongeféier 6 Stonnen nees op mëttel Niveauen zeréckgaangen.

ad 10. Am Communiqué vum 16. August goufen ënner anerem follgend Precautiounsmoossname kommunizéiert: Dieren a Fënsteren zoumaachen, d'Expositioun géintiwwer Damp limitéieren, länger kierperlech Aktivitéiten dobaussen evitéieren, Beléftungsanlagen temporär ausschalten an eng besonnesch Opmierksamkeet op vulnerabel Persoune leeën.

ad 11. Wéi bei all Evenement gëtt och an dësem Fall nom Ofschloss eng intern Analys duerchgefouert. Dës Analys huet als Zil, den Oflaf an d'Gestioun vum Virfall ze evaluéieren, eventuell Schwaachstellen ze identifizéieren an, wou néideg, Verbesserungsmoossnamen ze huelen.

ad 12. Et gëtt als sënnvoll ugesinn, d'Kommunikatioun an déi agesate Prozeduren no esou engem Evenement ze analyséieren an ze préiwen, ob Verbesserunge méiglech sinn. Ausserdeem gëtt et als legitimm ugesinn ze préiwen, ob déi bestoend Kategorien a Kommunikatiounsweeër fir esou grenziwwerschreidend Evenementer optimal ausgestallt sinn. Een interministerielle Retour d'expérience gëtt organiséiert a wann néideg gi Pläng a Prozeduren adaptéiert.

ad 13. De Virsiichtsprinzipp ass e wichtegen Deel vun der Bewäertung vun esou Situatiounen. Gläichzäiteg mussen administrativ Warnungen op enger méiglechst zolitter Datebasis berouen a verhältnesméisseg sinn. Am konkreete Fall gouf d'Situatioun kontinuéierlech observéiert an nach virun enger Iwwerschreidung vun de relevante Wäerter eng interministeriell Evaluatioun ageleet.

ad 14. Wéi an der Äntwert op d'Fro 5 beschriwwen, kann de Risiko fir déi allgemeng gesond Bevëlkerung als niddereg ugesi ginn.

Wat déi laangfristeg Risike betrëfft, weisen aktuell wëssenschaftlech Erkenntnisser[4] virun allem op Risike bei rekurrenter oder längerer Expositioun vu Feinstëbs hin.

Aus den aktuell verfügbaren Donnéeë léisst sech also net schléissen, datt en isoléierten an temporär kuerzen Tëschefall wéi dësen, ee laangfristege Gesondheetsrisiko mat sech bréngt.

ad 15. LU-Alert ass den nationale Warn- an Informatiounssystem vun der Lëtzebuerger Regierung, dee säit Oktober 2024 operationell ass. De Projet LU-Alert ass ënnert dem Lead vum Inneministère, zesumme mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) an enger privater Firma aus Frankräich, souwéi och engem Deel vun de concernéierte staatlechen Acteure realiséiert ginn. Weider staatlech Acteure wäerten an de kommende Méint bäikommen.

Déi wichtegst Informatiounen zu den Acteure vun LU-Alert fënnt den Deputéierten op der Internetsäit vun LU-Alert (https://lu-alert.lu/fr/tout-savoir-sur-lualert/systeme-alerte-information.html). Et sief preziséiert, dass den Inneministère selwer keng Warnungen oder Informatiounen iwwert den LU-Alert-System un d'Populatioun schéckt. Den Inneministère begleet déi concernéiert Acteuren an der Gouvernance a steet hinnen als strateegesche Partner zur Säit. Den LU-Alert-System gëtt exklusiv vun den uewe genannte staatlechen Acteure benotzt.

Der Regierung ass et wichteg, datt d'Bevëlkerung ee staarkt Vertrauen an d'Autoritéiten huet. Duerfir wäert och no dësem Evenement eng detailléiert Analys gemaach ginn, ob a wat am System nach ka verbessert ginn, fir dëst Vertrauen ze stäerken. Et wäert och een Deel vun der Resilienzstrategie sinn, de Bierger méi mat anzebannen an eng gemeinsam Kultur zu Risiken an esou Evenementer ze schafen.

Activités estivales organisées en plein air pour enfants dans le contexte des fumées provenant de l'incendie des Hautes Fagnes | Question urgente **4632** (17/08/2026) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Depuis plusieurs jours, un incendie de grande ampleur frappe la région des Hautes Fagnes, en

[4] Mortality risk attributable to wildfire-related PM2·5 pollution: a global time series study in 749 locations – The Lancet Planetary Health

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Belgique. Les fumées issues de cet incendie ont atteint le territoire luxembourgeois, entraînant une dégradation de la qualité de l'air dans plusieurs régions du pays.

En réaction, le Gouvernement a publié, le 16 août, un communiqué indiquant qu'aucun risque significatif pour la santé de la population n'avait été identifié, tout en précisant que les personnes sensibles ou vulnérables pourraient ressentir des irritations au niveau de la gorge et des yeux, voire des difficultés respiratoires.

Il nous revient que certaines communes ont, par souci de précaution, imposé des mesures de protection supplémentaires à leur personnel travaillant à l'extérieur lors de toute présence prolongée en plein air.

Pourtant, de nombreuses activités estivales organisées à l'attention des enfants (maisons relais, colonies de vacances, camps d'été, etc.) se déroulent actuellement également en plein air, alors même que les enfants sont considérés comme un public particulièrement vulnérable face à une exposition prolongée à une qualité de l'air dégradée. Cette situation soulève donc une interrogation légitime : si certaines communes jugent utile, par précaution, de recommander une telle mesure pour des adultes exerçant une activité professionnelle en extérieur, qu'en est-il des enfants participant à des activités estivales en plein air ?

Par ailleurs, l'existence apparente d'initiatives communales isolées, prises en l'absence de directives centralisées, soulève la question de l'existence, ou non, d'un cadre uniforme applicable aux communes concernées.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes au Gouvernement :

1) Existe-t-il actuellement une circulaire ou des directives uniformes, applicables aux communes et organismes concernés, encadrant le déroulement des activités estivales organisées en plein air pour enfants dans le contexte de la dégradation actuelle de la qualité de l'air ?

2) Dans l'affirmative, quel est le contenu de cette circulaire, et depuis quand est-elle en vigueur ?

3) Dans la négative, pour quelle raison aucune directive centralisée n'a été émise à ce jour ?

4) La publication de directives uniformes à destination des communes et des organismes concernés, encadrant les activités estivales pour enfants, est-elle envisagée, tant pour la situation actuelle que pour d'éventuelles situations similaires à l'avenir, et dans quel délai ?

Réponse (21/08/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) à 3) Il convient tout d'abord de souligner que le nombre d'activités estivales pour enfants et jeunes organisées en plein air est nettement moins important durant la seconde moitié du mois d'août qu'au début de la période estivale.

À l'heure actuelle, la majorité des activités sont proposées par le Service national de la jeunesse (SNJ), respectivement son partenaire le Groupe animateur ASBL. Dès le début des incendies dans les Hautes Fagnes, le SNJ a suivi la communication des autorités nationales et des consignes, reprenant les recommandations, ont été communiquées au courant de la matinée du lundi 17 août aux équipes en charge de l'organisation des activités. Il leur a notamment été indiqué de suivre attentivement les conditions sur place et, lorsque la présence de fumée ou la qualité de l'air ne permettaient pas le déroulement normal d'une activité extérieure, de privilégier un déplacement de l'activité à l'intérieur ou, à défaut, de l'interrompre.

Les organisations susceptibles d'organiser des activités estivales, notamment les associations guides et scouts, ont par ailleurs été informées des recommandations en vigueur ainsi que des mesures à mettre en place. À noter que leurs activités sont marginales au cours de cette semaine.

En ce qui concerne les services d'éducation et d'accueil (SEA), les mini-crèches (MC) et les assistants parentaux (AP), une note d'information leur a été adressée par le ministère le 17 août en début d'après-midi, soit le jour même de la communication du Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN).

Cette note recommandait notamment, lorsque des fumées ou des odeurs de brûlé étaient perceptibles, de garder les portes et fenêtres fermées, de privilégier les activités à l'intérieur, de limiter l'exposition aux fumées et d'éviter les activités physiques prolongées à l'extérieur lorsque la fumée ou les odeurs étaient importantes. Elle recommandait également, lorsque cela était approprié, d'arrêter temporairement les systèmes de ventilation faisant entrer de l'air extérieur et d'accorder une attention particulière aux personnes vulnérables, notamment aux nourrissons et aux jeunes enfants.

En présence d'enfants vulnérables, les responsables des SEA, MC et AP étaient par ailleurs invités à prendre contact avec les parents afin d'analyser la situation spécifique de l'enfant et, le cas échéant, de convenir avec eux des mesures appropriées.

ad 4) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse suit l'évolution de la situation en continu et adaptera les consignes en fonction d'éventuelles nouvelles recommandations.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun*   ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______________________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun*   ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______________________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ______________________ Virnumm: ______________________

Societéit/Administratioun: ______________________

Adress: ______________________ Boîte postale: ______________________

Code postal: __________ Uertschaft: ______________________ Land: ______________________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

À la découverte des portraits des Grands-Ducs et Grandes-Duchesses de Luxembourg

À l'occasion des Journées européennes du patrimoine, la Chambre des Députés et le Palais grand-ducal ouvrent leurs portes au public le **samedi 17 octobre 2026**.

Pour la première fois, cette ouverture simultanée offre aux citoyens une immersion unique au cœur des institutions et de l'histoire du pays, tout en mettant en lumière la collection des portraits des Grands-Ducs et des Grandes-Duchesses de Luxembourg.

© Maison du Grand-Duc

Informations pratiques

Horaire :
10.00 – 17.00 heures (dernière entrée)

L'admission est gratuite et sans inscription préalable.

L'entrée s'effectue par la porte principale de l'Hôtel de la Chambre et la sortie par le Palais grand-ducal. Un contrôle de sécurité est prévu ; les objets encombrants seront consignés et restitués en fin de visite. Les capacités d'accueil étant limitées, des temps d'attente ponctuels sont à prévoir.

Chambre des Députés GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

European Heritage Days – Journées européennes du patrimoine

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à :
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799